



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTÉ RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10  
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

|                                  |            |      |
|----------------------------------|------------|------|
| 29 <sup>e</sup> séance, mardi    | 17 février | 2009 |
| 30 <sup>e</sup> séance, mercredi | 18 février | 2009 |
| 31 <sup>e</sup> séance, jeudi    | 19 février | 2009 |
| 32 <sup>e</sup> séance, mardi    | 10 mars    | 2009 |
| 33 <sup>e</sup> séance, jeudi    | 12 mars    | 2009 |

## ➤ 21 recommandations au Gouvernement



Les membres de la Commission spéciale «Crise économique et financière» (de gauche à droite): 1<sup>re</sup> rangée: Mme Carole Closener, secrétaire, M. Lucien Thiel, président, MM. Alex Bodry et Charles Goerens, vice-présidents. 2<sup>e</sup> rangée: MM. Fernand Etgen, Laurent Mosar, Ben Fayot, Roger Negri, Gast Gibéryen, Marc Spatz

La Commission spéciale «Crise économique et financière» a clôturé ses travaux par un rapport comprenant aussi bien une analyse de l'économie luxembourgeoise qu'une liste de 21 recommandations au Gouvernement (voir ci-contre). Les propositions touchent les divers secteurs de l'économie et ont été élaborées suite à la consultation de nom-

breux experts. Citons, à titre d'exemples, un appel formulé en faveur d'une diversification de l'économie et les recommandations de réaliser la réforme territoriale dans les meilleurs délais, de simplifier et d'accélérer les procédures de tous genres et de s'adapter au mieux aux changements intervenus dans le monde bancaire et financier.

La Commission spéciale «Crise économique et financière» était présidée par M. Lucien Thiel, député du CSV. Elle avait été instaurée en décembre, suite à une résolution du député libéral Charles Goerens. Une résolution de M. Goerens demandant de la prolonger jusqu'au terme de la présente législature n'a pas trouvé de majorité.

### Les recommandations au Gouvernement

Les recommandations à l'adresse du Gouvernement qui se dégagent des réflexions de la Commission spéciale reprennent l'essentiel des conclusions. Elles sont orientées surtout vers le moyen et le long terme, le court terme étant largement couvert par le paquet conjoncturel du Gouvernement.

Ces recommandations sont les suivantes:

1. Combattre le monolithisme économique en accélérant la diversification, notamment dans des créneaux nouveaux comme le commerce électronique, la logistique, les écotecnologies, la biomédecine, ainsi que dans le domaine de la propriété intellectuelle.
2. Parfaire les infrastructures du pays afin d'augmenter l'attrait et l'accessibilité du site; dans ce contexte il faut veiller à assurer la cohérence entre les quatre plans sectoriels en élaboration.
3. Élaborer une stratégie pour le développement des activités liées à l'aéroport du Findel, en veillant à un juste équilibre entre les objectifs économiques et les contraintes environnementales, ceci en étroite collaboration entre les ministères et les communes concernées; un raisonnement similaire s'applique à la plateforme intermodale du tri ferroviaire à Bettembourg.
4. Veiller à une adaptation permanente des réseaux et des autoroutes de l'information aux besoins en croissance exponentielle des flux informatiques afin de maintenir l'attrait du site de Luxembourg pour le secteur ICT.
5. Réaliser la réforme territoriale dans les meilleurs délais et dans le respect des règles du concept IVL en encourageant les fusions communales et impliquer systématiquement les communes dans le processus de lutte contre la crise.
6. Simplifier et accélérer les procédures de tout genre en recourant au modèle des guichets uniques et à la coordination horizontale entre les administrations ainsi qu'en fixant, dans le cadre législatif, des délais contraignants pour les décisions à prendre par les responsables politiques.
7. Tirer avantage des modifications à intervenir dans la réglementation des marchés financiers en adaptant rapidement la législation nationale afférente ainsi que la palette des produits au nouveau cadre.
8. Jouer la carte de l'expérience et de la compétence en matières financières afin de confirmer le rôle de la place de Luxembourg comme centre hautement spécialisé et expert dans le cadre européen et international.
9. Rehausser le caractère de label de qualité qui revient à la surveillance du secteur financier en recentrant le rôle de la CSSF sur la seule surveillance prudentielle et en redéfinissant les missions de la CSSF et de la BCL appelées à une collaboration plus étroite et plus efficace dans l'intérêt de la stabilité des marchés financiers.
10. Développer une stratégie orientée vers les espaces élargis en encourageant les entreprises des Classes moyennes à s'adapter aux dimensions du marché que représente la Grande Région.
11. Intensifier les efforts de promotion d'une image de marque globale du Grand-Duché en renforçant et en rapprochant les structures de promotion existantes.
12. Assurer une éducation et une formation scolaire aussi différenciées que possible afin d'offrir les mêmes chances de départ à tous les jeunes et de réduire le chômage résultant d'une inadéquation entre la main-d'œuvre et les besoins du marché de l'emploi.
13. Optimiser la gestion des finances publiques en introduisant une politique budgétaire orientée sur le résultat, à l'image de la loi organique relative aux lois de finances française (LOLF), afin d'assurer une discipline budgétaire sans faille et une utilisation des plus rigides des deniers publics; une telle approche s'avère d'autant plus incontournable que les finances publiques, celles de l'administration centrale aussi bien que celles des communes, doivent se préparer au pire des revers jamais connus.
14. Retourner au plus vite au cadre institutionnel traditionnel que représente l'Union européenne basée sur l'égalité des États membres et se distinguant par sa légalité d'organisations internationales floues et fortuites qui ont tendance à se substituer aux instances communautaires et qui ont pour vocation de servir en premier lieu les intérêts des grandes nations.
15. Faire une utilisation aussi large que possible des possibilités qu'offrent l'Université du Luxembourg et ses activités de recherche; bien qu'encore assez récente, l'Université a déjà fait ses preuves comme instrument de formation et de recherche de haut niveau servant à la fois la société et l'économie luxembourgeoise.
16. Sensibiliser les entreprises à la responsabilité sociale qui leur incombe, surtout en période de crise, ceci afin d'éviter que celle-ci serve de prétexte à des réductions d'effectifs sans égard pour les conséquences qui en découlent et pour les concernés sous forme de pertes de revenus et pour les finances publiques sous forme d'indemnités de chômage.

## ➤ D'Éducationnkommissioun besicht zwou Schoulen Alle Kanner eng Chance ginn!



Alle Kanner eng Chance ginn, och wa se manner séier léieren oder en Handicap hunn. Dat huet „Eis Schoul“ sech virgeholl. Viru sechs Méint sinn hir Dieren um Kierchbiérg opgaangen. D'Membere vun der Schoulkommissioun aus der Chamber hu sech d'Schoul viru kuerzem wëllen ukucken.

Wéi gëtt geschafft an enger Schoul, déi hir Methoden op inklusiv Pedagogik opbaut? Wéi kritt een déi verschidden Alteren a Besoiné vun de Kanner géréiert?

Bei engem Tour duerch d'Schoul waren d'Deputéiert frou iwwert dee frëndlechen an interesséierten Empfang vun de Kanner. Mat vill Begeescherung hu souwuel déi Kleng aus der Spillschoul wéi och déi méi Grouss aus dem 1., 2. an 3. Zyklus demonstréiert, wat si bis elo fir Fortschréiter gemaach hunn, an dat obwuel vill vun hinne mat Schwierigkeeten ze kämpfen hunn. D'inklusive Pedagogik erméiglecht, all Kand no senger perséinlecher Stärken ze ënnerstëtzen.

zen a seng méi schwach Säiten opzefänken, an dëst a sengem ganz eegene Rhythmus.

D'Membere vun der Chamberskommissioun kruten och gewisen, datt an „Eis Schoul“ vill Wäert op eng gesond an ausgeglachen Ernährung geluecht gëtt. D'lessen, dat an der Schoul selwer gekacht gëtt, ass baséiert op Bio- a Vollwäertkascht.

(suite à la page 2)

### DANS CE NUMÉRO

Organisation interne de la Police p. 343

Développement durable des finances publiques p. 351

Révision de l'art. 34 de la Constitution p. 385

Sommaire des séances publiques N°s 29 à 33 p. 388

Sommaire des questions parlementaires p. Q126

► Finanzkommission in Wien

### Übereinstimmung mit den österreichischen Positionen



Die Mitglieder der Finanzkommission Roger Negri, François Bausch, Laurent Mosar, Charles Goerens und Gast Gibéryen trafen in Wien den österreichischen Vizekanzler und Finanzminister Dr. Josef Pröll (3. von rechts).

Die Mitglieder des parlamentarischen Finanz- und Haushaltsausschusses der Abgeordnetenkammer führten am 30. März in Wien Gespräche mit den Vertretern der Finanzausschüsse des Bundesrates und des Nationalrates der Republik Österreich.

Nach dem Arbeitsbesuch im Parlament traf die Luxemburger De-

legation mit dem österreichischen Vizekanzler und Finanzminister, Dr. Josef Pröll, zusammen.

Im Mittelpunkt der Unterredungen standen sowohl die Auswirkungen der globalen Finanzkrise, die jeweiligen Maßnahmen zur Bekämpfung der Wirtschaftskrise als auch die Themen Bankheim-

nis, Informationsaustausch und die Rolle der EU.

Laurent Mosar, der Präsident des luxemburgischen Parlamentsausschusses, wies mit Nachdruck darauf hin, dass bei den verschiedenen Gesprächen in vielen Punkten Übereinstimmung mit den österreichischen Positionen erzielt wurde.

► **Deux médiateurs à la Chambre des Députés**



Le médiateur luxembourgeois, M. Marc Fischbach et son homologue français, M. Jean-Paul Delevoye (à droite) reçus par le Président de la Chambre des Députés.

Le médiateur de la République française, M. Jean-Paul Delevoye et son homologue luxembourgeois, M. Marc Fischbach ont été reçus fin mars 2009 par le Président de la Chambre des Députés.

Les compétences des médiateurs, d'une part, et la bonne collaboration bilatérale, de l'autre, ont largement dominé les entretiens. Pour ce qui est du premier point, un projet de loi déposé en 2008 par le Ministre de la Justice, M. Luc Frieden a particulièrement attiré l'attention du médiateur français.

En effet, ce projet prévoit des compétences nouvelles pour le

médiateur dans le cadre du contrôle externe des lieux de détention. Ainsi, le médiateur pourrait à tout moment visiter, contrôler et évaluer les lieux où des personnes sont privées de leur liberté, en informant les autorités du lieu à l'avance. Selon le médiateur français, le Grand-Duché serait l'un des rares pays européens à se doter d'un tel instrument qui assure le respect des droits fondamentaux dont les personnes privées de liberté demeurent titulaires.

La coopération bilatérale entre les deux médiateurs est excellente, ce qui est souligné entre

autres par un partage d'expériences permanent. De plus, les deux hommes travaillent conjointement sur plusieurs dossiers, notamment les droits de l'Homme et de l'Enfant et les problèmes liés à l'immigration. Ces dossiers sont également traités au niveau européen par l'intermédiaire du médiateur européen.

Le Président, M. Lucien Weiler a félicité les deux médiateurs pour leur travail exemplaire en matière de protection des droits de l'Homme et les a encouragés à continuer à accomplir leurs missions avec le même engagement.

(suite de la page 1)

17. Veiller au développement de la gouvernance d'entreprise en vue d'une gestion responsable visant l'équilibre entre rendement, motivation du personnel et développement durable.

18. Mettre les administrations publiques en mesure d'adapter leurs effectifs en personnel aux besoins réels dictés notamment par l'évolution de la réglementation, tout en décloisonnant les administrations et en encourageant la mobilité à l'intérieur de ces mêmes administrations.

19. Lancer une large réflexion sur le financement de la sécurité sociale, notamment de la pension vieillesse qui, bien que peu inquiétant dans le court terme, devra pourtant trouver une solution durable, surtout dans la perspective d'un ralentissement de la croissance économique.

20. Limiter dans la mesure du possible le recours à l'endettement public et veiller à un équilibre raisonnable entre l'endettement et les mesures d'économies, ceci afin d'éviter une tare insupportable pour les générations à venir.

21. Tirer les leçons du dérapage économique et fixer comme leitmotiv de toutes les réflexions et stratégies d'avenir une croissance qualitative, équilibrée et durable, basée à la fois sur le progrès économique, le respect des contraintes écologiques et les aspirations sociales de l'homme.

► D'Éducationskommissioun besicht zwou Schoulen

### „Schoul ID“ zu Bierchem



(vu lénks no riets) Pierrette Ferro-Ruckert, Eric Falchero, Francine Vanolst, Fabienne Gaul, Christian Schwarz, Marcel Oberweis, Fernand Diede- rich, Robert Mehlen an Eugène Berger

(suite de la page 1)

D'Gemeng Réiser huet schonn an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier eng Virreiderroll gespillt, wann et ëm pedagogesch Reforme gaangen ass. Zënter bal dräi Joer besteet an der Uertschaft Bierchem e Projet, bei deem d'Schoulgebai an de Konzept Hand an Hand ginn. De Programm mam Titel „Schoul ID“ leeft zu Bierchem schonn zënter 2006 an Zyklen an et geet bei hinnen am Léieren och net drëm, fir eppes auswenneg ze bécksen, mä fir bei de Kanner Kompetenzen ze entwéckelen, déi si an hirem zukünftege Liewe brauchen.

„Mir wëllen, dass eis Kanner léiere fir autonom ze schaffen“, soen d'Verrieder vun der Équipe. Uecht gedoe gëtt och op hir Talenter an hir Kreativitéit. „Mir huelen un, dass an der Aarbechtswelt, déi eis Kanner eemol kenne léieren,

Kreativitéit a Kommunikatiionskompetenzen nach vill méi wichteg wäerte si wéi haut.“ Fir d'Enseignanten, déi zu Bierchem mat Kanner vun e puer Altere schaffen, heescht et zemoos, zesummen no de Kanner kucken. Si funktionéieren also zu e puer als Équipe an net als dräi Einzelpersonen, wa se an hirer Klass stinn.

Dat neit Schoulgesez, dat Enn Januar 2009 an der Chamber gestëmmt gouf, ass zu Bierchem also schonn zënter zwee Joer Realitéit. Kee Wonner deemno, dass si méi dacks am Joer Besuch kréie vu Leit, déi sech ukucke kommen, wéi esou en Enseignement par compétences, en Enseignement par cycles an Teamteaching funktionéieren. Sou hu sech och Membere vun der Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle aus der Chamber viru kuerzem heivunner e Bild gemaach.

## Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

➤ Conseil Benelux:  
**La Belgique a repris le flambeau**

Comme l'a souligné le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères belge Karel De Gucht dans son intervention à la séance plénière du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, les pays du Benelux doivent continuer dans l'approfondissement de leur coopération pour pouvoir se mesurer au niveau européen aux directoires français, allemand et britannique. Il s'est aussi félicité que, comme il a pu le constater à plusieurs reprises, le Benelux parle d'une seule voix dans les réunions au niveau européen.

**Finances**

S'agissant de l'architecture financière, le Vice-Premier Ministre s'est déclaré en faveur d'un régulateur européen qui coopérerait avec les structures nationales. Dans cette perspective, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg pourraient à leur tour collaborer plus étroite-

rapidement possible la maternité de substitution à des fins commerciales ainsi que le fait de la proposer et de faire de la publicité à cet effet. Il demande aussi que soit traitée au sein de la Commission de la Justice et de l'Ordre public et de la Commission de la Santé publique la question de la procréation médicalement assistée. Cette recommandation a été adoptée avec une abstention de M. Xavier Bettel.

**Interventions policières transfrontalières**

Après avoir pris connaissance d'un rapport sur les interventions policières transfrontalières, les membres du Conseil Benelux ont voté deux recommandations à chaque fois avec une abstention. D'une part, le Conseil demande aux trois gouvernements «d'arrêter des plans d'action en matière de coopération entre les parquets et entre les services de police et de définir en commun des



La délégation luxembourgeoise : M. Félix Braz, M. Roger Negri, Mme Lydia Mutsch, M. Marcel Oberweis, M. Xavier Bettel (de gauche à droite)

ment à ce sujet au sein du Benelux. Il a d'ailleurs regretté que pour diverses raisons la coopération Benelux n'ait pas pu faire ses preuves dans le dossier Fortis.

**Traité Benelux**

Les travaux des vendredi 13 et samedi 14 mars du Conseil Benelux se sont déroulés à Bruxelles sous la conduite de son nouveau président Bart Tommelein, qui dans son allocution de bienvenue a rappelé le rôle de précurseur et de laboratoire joué par le Benelux dans l'Union européenne. Le nouveau traité Benelux, signé le 17 juin 2008 à La Haye, inscrit la coopération dans la pérennité. Dans ce contexte, le Président souligne que dans une recommandation de décembre 2008, le Conseil Benelux demande également la révision de la Convention du 5 novembre 1955 instituant le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux «en vue du renforcement de sa compétence de contrôle et/ou d'avis». Il a également insisté sur une coopération plus étroite du Conseil Benelux avec d'autres structures de coopération parlementaires et avec des régions de pays voisins. Pour conclure, M. Tommelein a exprimé le souhait d'avoir plus régulièrement une représentation ministérielle des trois pays lors des séances plénières.

**Maternité de substitution**

Les membres du Conseil Benelux ont voté une recommandation sur la commercialisation de la maternité de substitution s'appuyant sur un cas concret où des Néerlandais ont cherché une mère porteuse en Belgique où, contrairement aux Pays-Bas, la loi n'interdit pas la maternité de substitution à des fins commerciales. Le Conseil Benelux demande que le législateur fédéral belge «interdise et rende punissable le plus

priorités». D'autre part, se basant sur l'article 15 du traité Benelux en matière d'intervention policière qui permet «la possibilité d'une consultation directe, centralisée et automatisée du registre des immatriculations des véhicules», le Conseil Benelux demande aux trois pouvoirs exécutifs de permettre de recourir à cette possibilité.

Les travaux du Conseil Benelux ont porté également entre autres sur la mobilité transfrontalière et le TGV, l'aménagement du territoire dans le Benelux, les travailleurs frontaliers et le sport et la culture dans l'enseignement. Ces thèmes seront ultérieurement approfondis dans les commissions respectives et feront le cas échéant l'objet de recommandations.

**Développement durable**

Des délégations de l'Assemblée balte et du Conseil nordique ont également assisté aux deux journées de débats. En marge des séances plénières le Conseil Benelux et l'Assemblée balte ont signé une déclaration sur les priorités de coopération pour les années 2009-2010. Les deux assemblées s'engagent à soutenir un développement durable dans les domaines de l'énergie, du changement climatique, de l'éducation, de la démographie et de la sécurité sociale, à développer des relations démocratiques avec les voisins de l'UE et à maintenir un haut degré de sécurité au niveau international.

La délégation luxembourgeoise présidée par M. Marcel Oberweis se composait de MM. Roger Negri, Vice-Président du Conseil Benelux, Xavier Bettel, Président de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche, Mme Lydia Mutsch et M. Félix Braz, membres effectifs.

➤ **Remerciements et suggestions**



M. António Guterres signe le Livre d'or de la Chambre, entouré des députés MM. Xavier Bettel, Félix Braz, Marcel Glesener, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Mmes Nancy Arendt et Fabienne Gaul, M. Marc Angel et Mme Marie-Josée Frank

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, l'ancien Premier Ministre portugais António Guterres, se réjouit de l'appui inconditionnel du Grand-Duché. Un double appui: et financier (le Luxembourg étant le plus grand donateur de l'UNHCR par tête d'habitant) et stratégique, ce qui fait du pays le «partenaire privilégié du Haut Commissariat». M. Guterres l'a souligné d'emblée à l'occasion d'une entrevue avec

une délégation parlementaire composée de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de l'Immigration de la Chambre des Députés. Cette réunion figurait au programme de la visite de travail du Haut Commissaire à Luxembourg en date du 30 mars.

L'échange de vues de M. Guterres avec les députés luxembourgeois portait essentiellement sur la légis-

lation d'asile et son interprétation par la justice luxembourgeoise. Une étude approfondie du HCR aurait démontré que le système d'asile du Grand-Duché était solide, «ce qui n'empêche pas que certains points puissent être améliorés». Par ailleurs, le Haut Commissaire a plaidé pour une harmonisation européenne des législations en la matière: La disparité entre les systèmes des différents pays serait inacceptable.

➤ Réunion de la CECAC de l'APF à Luxembourg

**Réaction aux récents propos du pape Benoît XVI**



Les membres de la Commission de l'Éducation, de la Communication et des Affaires culturelles de l'APF réunis à Luxembourg

La Commission de l'Éducation, de la Communication et des Affaires culturelles (CECAC) de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie les 27 et 28 mars 2009 à Luxembourg pour examiner notamment les travaux de son réseau parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA.

Dans ce contexte, les parlementaires et sénateurs d'Afrique, d'Amérique et d'Europe ont réagi aux récents propos du pape Benoît XVI tenus le 17 mars 2009 à l'occasion de son déplacement en

Afrique où il affirmait que «la distribution de préservatifs ne combat pas le SIDA, mais au contraire augmente le problème».

Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, la commission «regrette vivement et s'inquiète des graves conséquences que les propos du pape peuvent entraîner sur les politiques et programmes de lutte et de prévention contre le SIDA et sur les incidences négatives qu'ils peuvent avoir sur le comportement des populations fortement touchées».

D'après les membres présents, parmi lesquels M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et M. Marc Angel, Député, «ces propos ne reposent sur aucune donnée scientifique et vont à l'encontre des efforts réalisés depuis de nombreuses années par tous les acteurs luttant contre le fléau que représente le SIDA». Ils rappellent que «l'usage du préservatif constitue, selon la communauté scientifique internationale, l'un des moyens les plus efficaces de prévention contre le SIDA connus à ce jour».

### ➤ Spannungsbeladene Nicht-Beziehungen



Die frühere Außenministerin Lydie Polfer, der Präsident Ben Fayot sowie die Mitglieder des außenpolitischen Ausschusses Nancy Arendt und Marc Angel (von links nach rechts) empfingen den georgischen Außenminister Grigol Waschadse (sitzend).

Die Beziehungen zwischen Georgien und Russland waren, am 18. März, das beherrschende Thema einer Unterredung des georgischen Außenministers Grigol Waschadse mit Mitgliedern des außenpolitischen Ausschusses der Abgeordnetenkammer. „Eigentlich gibt es zurzeit überhaupt keine Beziehungen“, sagte Waschadse. Wohl bietet Russland seiner Regierung in regelmäßigen Abständen Gespräche an. Diese seien jedoch an Bedingungen geknüpft, die sein Land unmöglich akzeptieren könne, so der Außenminister. Folglich handele es sich dabei eher um Propaganda als um wahrhaftige Verhandlungsbereitschaft.

„Die Weltöffentlichkeit ist sich nur ungenügend bewusst, dass der bewaffnete Konflikt vom vergangenen August nur eine Episode eines nun schon 16 Jahre währenden, nicht erklärten Krieges gegen mein Land war.“ Der georgische Außenminister hofft auf weitere Unterstützung durch die internationale Staatengemeinschaft: „Denn es geht hier nicht nur um Spannungen zwischen zwei Nachbarländern, ehemaligen Verbündeten, deren Wege sich getrennt haben. Es geht um die Einhaltung elementarer Prinzipien des internationalen Rechts.“ Fortwährend verletze Russland die Unabhängigkeit,

Souveränität und territoriale Integrität Georgiens.

Waschadse zufolge bleibt eine Annäherung an die EU und an das nordatlantische Bündnis vorrangiges Ziel georgischer Außenpolitik. Im Inneren werde der Reformprozess ununterbrochen fortgesetzt. Die Finanzkrise habe Georgien, nach Angaben des Außenministers, dank der vorsichtigen Geschäftspolitik georgischer Banken bislang relativ unbeschadet überstanden. Das wirtschaftliche Wachstum belief sich 2008 auf acht Prozent - ohne Krieg hätten es laut Prognosen zwölf Prozent sein können.

### ➤ Op Besuch an der Chamber

Den 18. März gouf de Georges Bach, President vun der chrëscht-lecher Eisebunnegewerkschaft Syprolux, vum Chamberspresident Lucien Weiler empfange.

D'Suergen an d'Besoiné vun den Eisebunner waren den Haaptsubjekt bei deem Gespréich. De Georges Bach huet drop higewisen, datt den akute Personalmangel nach ëmmer e grouse Problem bei der Bunn wier. Vill Servicere kéinte just mat vill Schwierigkeeten assuréiert ginn, eng Partie Infrastrukturen nëmme mat Verspéidung realiséiert ginn.

Nohalteg Léisunge fir de Verkéier missten dem Syprolux-President no eng Prioritéit sinn. De Georges Bach huet och d'Konzept „Mobil 2020“ ugeschwat, wat a sengen

Aen eng Urgence ass. D'Direktverbindung iwwert de Findel op de Kierchbierg, d'Périphérie-Garen Houwald, Zéisseng an Dummeldung gradesou wéi den Tram an der Stad Lëtzebuerg wiere Projete, déi esou séier wéi méiglech misste realiséiert ginn.

En anere wichtege Sujet war d'Wirtschafts- a Finanzkris, déi eis all op iergendeng Manéier conceréiert.

De Chamberspresident Lucien Weiler huet dem Georges Bach zougeséichert, d'Suerge vun den Eisebunner ze verstoen an eescht ze huelen. Hien huet seng Ënnerstützung zougesot an de Lëtzebuerger Eisebunner an hire Gewerkschafte Merci gesot fir hiren Asaz.



De President vum Syprolux, Georges Bach, gouf vum Chamberspresident empfange.

### ➤ De Friddensprozess am Noen Osten an d'Union pour la Méditerranée (UPM)



D'Deputéiert Lydie Err, Xavier Bettel a Martine Stein-Mergen hunn un der EUROMED-Versammlung deelgeholl.

Vum 15. bis de 17. März 2009 war zu Bréissel déi 5. Plenarsézung vun der EUROMED-Parlamentarescher Versammlung. D'EUROMED-PV ass eng Assemblée mat Verrieder aus dem Europaparlament an aus den nationale Parlamenten vun der EU an de Mëttelmierstater. D'Chamber war vertrueden duerch d'Deputéiert Lydie Err (Presidentin vun der De-

legatioun), Martine Stein-Mergen a Xavier Bettel.

#### Konflikt am Noen Osten

Grousst Thema vun der Réunioun war de Konflikt am Noen Osten. An enger Recommandatioun un d'Ministère vun der „Union pour la Méditerranée“ (UPM) seet d'EUROMED-PV der arabescher Friddensinitiativ an alle Beméiungen ëm eng Reconciliatioun vun de

verschiedene Palästinensergruppen hir Ënnerstützung zou. Si freet e Stopp vun de Siedlungskolonien a mécht en Appell fir d'Bewegungsfräiheet vun de Palästinenser ze garantéieren. Si fuerdert d'Befreiung vun de Parlamentarier aus dem palästinensesche Legislativrot a vum Zaldot Gilad Shalit. Eng onofhängeg Enquête iwwert d'Versteiss géint dat humanitär

internationaalt Recht an iwwert d'Benotzung vu verbuedene Waffe géint d'Zivilbevölkerung wär noutwendeg. Israel gouf opgefuerdert, seng Verantwortung z'iwwerhuelen a sech um Nees-Opbau vu Gaza ze bedeelegen. D'EUROMED veruerteelt d'Attake géint d'Zivilbevölkerung an den Ofschoss vu Rakéiten op Israel. Just de Verrieder aus der Knesset (dem israellesche Parlament) wollt déi Recommandatioun net matdroen.

#### Recommandatioun iwwer Wirtschaft, Energie an d'Situatioun vun de Fraen

D'EUROMED-PV huet mat Konsens eng Recommandatioun ugeholl vun der Kommissioun vun der Wirtschaft an de Finanzen iwwert: „Déi mediterrane Äntwert op d'global Finanzkris“, „Den ekonomeschen a sozialen Impakt vun de Micro-Finanzen an der EUROMED-Regioun“ an „d'Entwécklung vun nohaltegem Tourismus an der EUROMED-Regioun“.

Et goufen nach zwou weider Recommandatiounen ugeholl iwwert de mediterrane Solarplang am Kader mat der Benotzung vun den erneierbaren Energien an iwwert „D'Fraen, d'Entwécklung, de Fridden an d'Sécherheet am Mëttelmier“.

#### Vergréisserung vun der EUROMED-PV

D'EUROMED-PV huet zu Bréissel mat Albanien, Mauretanien a Monaco dräi nei Memberen opgeholl.

### Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

- An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz
- 
- Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 MHz
- 
- Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- 
- An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

➤ Beamtevereedegung



Enn Mäerz huet de Generalsekretär Claude Frieseisen (2. vu riets) zwoe nei Fonctionnairë ver-eedeegt: de Max Agnès (3. vu riets) an de Christophe Baulesch (3. vu lénks). Den Här Agnès schafft als Attaché am Service juridique an

den Här Baulesch als Redakter am Service Informatique. No-deems de Generalsekretär op d'Wichtigkeet vun dësem Akt hiewisen huet, hunn déi zwoe nei Fonctionnairen hiren Eed feier-lech ofgeluecht.

Un dëser Zeremonie hunn och de Secrétaire général adjoint Benoît Reiter (2. vu lénks), de Chef vum Service Informatique Carlo Linden (1. vu lénks) an de Chef vum Personalservice Sonja Benassutti (1. vu riets) deelgeholl.

➤ Bretzele fir d'Chamber



Et ass eng Traditioun, datt d'Fede-ratioun vun de Bäcker a Pâtis-sieren an der Woch virum Bretzel-sonndeg mat engem flotte Cortège duerch d'Stad zitt an dann och

virun der Chamber stoe bleift. Sou kruten dann och de 17. Mäerz de Chamberspresident, d'Deputéiert an d'Personal aus dem Greffe eng Bretzel geschenkt.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°10 • 2008-2009

Consommation des appareils domestiques en énergie

**5555 - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits**

Le présent projet de loi vise à transposer en droit national la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits.

Ce projet entend ainsi créer une base légale solide aux règlements grand-ducaux à élaborer en application des dispositions de la directive de base et des dispositions spécifiques des différentes directives d'application.

Par le passé, le Conseil d'État formulait des réserves relatives à la loi habilitante du 9 août 1971 comme base légale à ces règlements et ceci en vertu de l'article 11(6) de la Constitution. En effet, ladite loi exclut de son champ d'application les matières réservées à la loi par la Constitution.

La loi en projet s'applique à des appareils domestiques, qu'ils soient vendus ou non à des fins domestiques.

Selon les dispositions de la loi en projet, les appareils mis en vente, offerts en location ou en location-vente doivent être accompagnés d'une fiche d'information et d'une étiquette mentionnant les données relatives à leur consommation en énergie (électrique ou autre) ou en autres ressources essentielles, par exemple l'eau.

Par ailleurs, le fournisseur doit établir une documentation technique qui permet de vérifier l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et la fiche. Le fournisseur est obligé à mettre cette documentation à disposition pendant une période prenant fin cinq ans après la fabrication du dernier produit du modèle en question. Enfin, les fournisseurs sont responsables de l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes et fiches.

Le texte du projet de loi interdit l'apposition d'étiquettes, de marques, de symboles ou d'inscriptions relatifs à la consommation d'énergie qui ne satisfont pas aux exigences de la directive 92/75/CEE et qui risquent d'entraîner la confusion, excepté lorsqu'il s'agit de labels écologiques communautaires ou nationaux.

Suite à l'absorption du Service de l'Énergie de l'État par l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS), ce dernier se voit attribuer la mission de veiller que tous les fournisseurs et distributeurs établis au Grand-Duché de Luxembourg remplissent les obligations qui leur incombent en vertu de la loi en projet.

Compatibilité électromagnétique

**5684 - Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique**

Ce projet prévoit la transposition en droit national de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive modifiée 89/336/CEE (directive CEM) transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 21 avril 1993 (règlement CEM).

La directive est devenue applicable d'une manière non contraignante le 1<sup>er</sup> janvier 1992. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, tous les appareils électriques et électroniques concernés doivent satisfaire aux exigences de la directive CEM avant d'être mis sur le marché dans la Communauté européenne.

Le but de la directive CEM est de garantir la libre circulation des équipements électriques tout en créant un environnement électromagnétique acceptable dans l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle elle vise à assurer que les perturbations électromagnétiques produites par les équipements électriques ne gênent pas le bon fonctionnement d'autres équipements du même type, notamment les réseaux de télécom-

munications et de distribution de l'électricité, et que ces équipements présentent une immunité suffisante aux perturbations électromagnétiques qui leur permette de fonctionner de la manière prévue. Ainsi, le projet de loi:

- précise le champ d'application de la réglementation en améliorant les définitions et en décrivant de manière plus précise l'exclusion et l'inclusion des dispositifs de raccordement indépendants;
- établit pour les installations fixes un régime réglementaire plus adapté;
- précise les exigences essentielles pour en améliorer la clarté;
- clarifie le rôle des normes harmonisées;
- simplifie la procédure d'évaluation de la conformité, de façon à aboutir à une procédure unique pour les appareils;
- réduit la lourdeur administrative et élargir les possibilités de choix pour les fabricants en supprimant l'intervention obligatoire d'un tiers dans les cas où des normes harmonisées n'ont pas été appliquées, mais en permettant dans tous les cas une intervention non obligatoire d'organismes d'évaluation de la conformité des appareils;
- rend la surveillance du marché plus efficace par une amélioration de la traçabilité des fabricants.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):

- 11.10.2007 Désignation d'un rapporteur
- 28.02.2008 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
- 13.03.2008 Continuation de l'examen du texte
- 20.03.2008 Examen du texte coordonné
- 08.01.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 22.01.2009 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):

- 11.10.2007 Désignation d'un rapporteur
- 07.05.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 21.05.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 27.11.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 08.01.2009 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 22.01.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009

## Injonction de payer / règlement des petits litiges

**5837 - Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:**

- **Le Nouveau Code de Procédure Civile,**

- **le Code civil,**

- **la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,**

- **la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat**

Le projet de loi comporte trois volets:

1. adapter le Nouveau Code de Procédure Civile («NCPC») pour appliquer au Luxembourg le règlement (CE) 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et le règlement (CE) 861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges.

Le règlement 1896/2006 permet le recouvrement de créances liquides et exigibles transfrontalières (articles 49 à 49-5 nouveaux NCPC, article 1, point 2. du projet de loi).

Le règlement 861/2007 institue une procédure de règlement des petits litiges transfrontaliers, c'est-à-dire des litiges dont la valeur ne dépasse pas 2.000 euros (hors intérêts, frais et débours) (article 143-1 nouveau NCPC, article 1, point 3. du projet de loi).

Le règlement 1896/2006 est applicable à partir du 12 décembre 2008, le règlement 861/2007 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Ces deux nouvelles procédures, limitées aux affaires présentant un caractère transfrontalier, visent à simplifier, accélérer et réduire les coûts de recouvrement. Elles restent néanmoins facultatives, le créancier pouvant continuer à recourir à la procédure «ordinaire». Le Danemark n'est lié par aucun de ces deux règlements.

Certes un règlement européen est d'applicabilité directe. En d'autres termes, les autorités nationales n'ont pas besoin de le transposer en droit national pour qu'il déploie ses effets. Cependant, du fait que les deux règlements européens en question opèrent un certain nombre de renvois au droit des États membres, leur application suppose une adaptation de la législation nationale, notamment en ce qui concerne la compétence juridictionnelle, les voies de recours, les sanctions en cas de fausse déclaration et la coordination entre la procédure européenne et la procédure nationale. Une situation similaire a été rencontrée lorsqu'il s'agissait de modifier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pour y intégrer certaines dispositions du règlement (CE) 2157/2001 du 8 octobre 2001 sur la société européenne (SE).

2. transposer les recommandations formulées par la Conférence Nationale de la Justice dans le domaine de la procédure civile, plus particulièrement en ce qui concerne la *cautio judicatum solvi*, les qualités des jugements, le taux de compétence et la procédure de vente de meubles dans le cadre d'une succession vacante.

3. préciser le régime de la reconnaissance et l'exécution des titres exécutoires rendus en matière civile et commerciale.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 14.03.2008

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

23.09.2008 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

18.11.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.02.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.02.2009

Loi du 18 mars 2009.

Mémorial A:2009, N°63, page 824

## Traite des êtres humains

**5860 - Projet de loi relatif à la traite des êtres humains,**

**1. portant approbation: a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005;**

**2. modifiant le Code pénal, et**

**3. modifiant le Code d'Instruction criminelle**

**1. Objet du projet de loi sous rubrique**

Le projet de loi a un double objectif:

- approuver, d'une part, le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains;

- adopter, d'autre part, des dispositions pénales en application de ces deux traités ainsi qu'en application de la Décision-cadre du Conseil du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains.

**1.1. Approbation de deux instruments juridiques**

Version moderne de l'esclavage, le commerce illégal d'êtres humains viole les droits de la personne et de la dignité humaine. Ce phénomène complexe, qui n'épargne aucun continent, comprend, à côté de l'exploitation du travail d'autrui, souvent dans des conditions insoutenables, l'exploitation sexuelle notamment des femmes et des enfants, l'exploitation de la mendicité et de la délinquance juvénile ainsi que l'esclavage domestique.

La traite des êtres humains constitue la forme la plus abjecte de la criminalité organisée internationale. Cette activité est, en effet, de plus en plus infiltrée par des organisations criminelles transnationales générant d'énormes recettes illicites souvent blanchies et réinjectées dans les marchés licites. Pour les Nations-Unies, la traite des êtres humains occuperait la troisième place des activités criminelles les plus lucratives après le trafic de drogue et le trafic d'armes.

Le Luxembourg dispose d'un arsenal législatif ayant pour objectif de lutter contre la traite des êtres humains et plus particulièrement contre l'exploitation sexuelle des enfants. La loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle a renforcé le dispositif de protection des personnes et des mineurs en adaptant notre

législation nationale aux dispositions de l'action commune adoptée à l'échelle européenne et plus précisément à l'action commune arrêtée par le Conseil de l'Union européenne en date du 24 février 1997.

La loi de 1999 précitée a réprimé plus sévèrement les infractions sexuelles qui existaient déjà dans notre législation pénale et renforcé le dispositif de protection des mineurs d'âge, victimes de telles infractions. Elle a complété deux dispositions du Code pénal, à savoir l'article 379 et 379bis. L'article 379 du code pénal a été adapté en ce sens que l'exploitation d'un mineur âgé de moins de 18 ans à des fins de prostitution ou à des fins de production de spectacles ou de matériel à caractère pornographique ainsi que la facilitation de l'entrée, du transit, du séjour ou de la sortie d'un mineur de moins de 18 ans aux fins visées par l'article 379 du code pénal se trouvent pénalement punis. Quant à la peine d'emprisonnement déjà prévue au niveau de l'article 379, elle a été complétée d'une amende pénale.

La loi de 1999 précitée a également complété l'article 379 bis du code pénal, article qui traite de manière générale des infractions relatives au proxénétisme. Outre au fait que la peine d'emprisonnement ait été complétée par une amende pénale, la loi de 1999 a augmenté la peine d'emprisonnement encourue lorsque la victime a été livrée à la prostitution et que l'auteur a abusé de la situation particulièrement vulnérable de cette personne en raison de sa situation administrative précaire ou illégale, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale.

Le projet de loi sous rubrique, tout comme la loi de 1999, entend adapter le droit national aux principes arrêtés au niveau européen ou international. Comme le souligne à juste titre le Conseil d'État dans son avis du 7 octobre 2008, le projet de loi sous rubrique «est une illustration de la mise en place progressive d'un droit international et de l'impact de ce droit sur le droit pénal national. (...) L'évolution constante du droit pénal international implique des adaptations ou reformulations successives des définitions des infractions, en fonction des impératifs de lutte contre la criminalité internationale, avec comme corollaire la nécessité d'une redéfinition périodique des dispositions pertinentes du Code pénal».

Or, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 mai 1999, plusieurs instruments internationaux ont été adoptés, instruments qu'il s'agit d'approuver et de mettre en œuvre en modifiant et complétant l'arsenal législatif national.

La traite des êtres humains proliférant de manière préoccupante, il est apparu nécessaire de disposer d'une approche globale et internationale dans la lutte contre ce fléau. Les organisations internationales ont le mérite d'avoir développé une telle approche. Les deux instruments, que le projet de loi entend approuver, figurent parmi les initiatives des organisations internationales ayant pour but de lutter plus efficacement contre la traite des êtres humains.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 31.01.2008

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

26.11.2008 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.01.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.02.2009

Loi du 13 mars 2009.

Mémorial A: 2009, N°50, page 668

## SCE - implication des salariés

**5853 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du Code du Travail**

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2003/72/CE (ci-après «la Directive») du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société européenne (SCE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs. Elle pose en effet les règles relatives à l'implication des salariés dans les affaires des sociétés coopératives mises en place par le règlement N°1435/2003, entré en vigueur le 18 août 2006.

Ce règlement vise à créer un cadre juridique uniforme dans lequel des coopératives et d'autres entités et personnes physiques de différents États membres devraient être en mesure de planifier et de mener à bien la réorganisation de leurs activités, sous une forme coopérative, à l'échelle communautaire.

La Directive constitue le complément de ce règlement et arrête les dispositions ayant trait à l'implication des salariés. En ce qui concerne les dispositions d'implication des salariés au sein de la SCE, il faut noter que la constitution d'une SCE oblige les organes de direction ou d'administration des entités juridiques participantes à entamer en parallèle une négociation sur la participation des salariés avec le Groupe Spécial de Négociation (le «GSN»), afin que les modèles d'implication des salariés existant au sein des sociétés participant à la création de la SCE ne soient pas affaiblis. Ainsi, est assuré le respect de la diversité des législations et des pratiques juridiques en vigueur au sein des États membres.

Le projet de loi se limite à fournir un cadre devant permettre la mise en place, par le jeu d'un mécanisme de négociation collective autonome, de dispositions sociales visant la protection des droits des salariés en cas de constitution d'une SCE. Un accord devrait être passé entre l'organe de représentation de la SCE et l'organe de représentation des salariés déterminant les modalités relatives à l'implication des salariés. Faute d'accord, le projet de loi trace dans des dispositions de référence un cadre strict à l'exercice du droit à l'information et la consultation des salariés et, le cas échéant, à leur participation dans l'organe d'administration ou de surveillance de la SCE.



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
www.chd.lu

- *Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée*

Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée visant à prévenir, à réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature à Palerme du 12 au 15 décembre 2000, a été adopté à partir du constat qu'il n'existait, malgré la multitude de textes renfermant des règles et des dispositions visant à lutter contre l'exploitation des personnes, aucun instrument universel qui porte sur tous les aspects de la traite des personnes.

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution en date du 9 décembre 1998, d'après laquelle il a été décidé de créer un comité intergouvernemental spécial de composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée et d'examiner s'il y avait lieu d'élaborer notamment un instrument international de lutte contre la traite des femmes et des enfants. C'est ainsi qu'ont été négociés, en parallèle avec la Convention contre la criminalité transnationale organisée, trois protocoles additionnels dont celui relatif à la traite des personnes.

Le Protocole additionnel a pour objet de prévenir et de combattre la traite des personnes, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants, de protéger et d'aider les victimes d'une telle traite en respectant pleinement leurs droits fondamentaux et de promouvoir la coopération entre les États Parties en vue d'atteindre ces objectifs.

D'après ledit Protocole, l'expression de «traite des personnes» désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, quant à elle, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation, le travail ou le service forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

Les États Parties au Protocole s'engagent à adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour incriminer les comportements et les actes qui tombent sous cette définition de la traite. Le Protocole met aussi l'accent sur l'assistance et la protection des victimes de la traite des personnes. Il règle également le délicat problème du rapatriement en s'assurant que les droits de la victime soient respectés.

Au niveau de la prévention et de la coopération, le Protocole prévoit entre autres que les États Parties établissent des politiques ou des programmes d'ensemble destinés à prévenir et combattre la traite des personnes et à protéger les victimes de cette traite contre une nouvelle victimisation. Les États Parties s'efforcent également au vu dudit Protocole de prendre des mesures telles que des recherches, des campagnes d'information ainsi que des initiatives sociales et économiques, afin de prévenir et de combattre la traite des personnes. Les États Parties prennent des mesures ou renforcent celles existantes notamment par le biais d'une coopération bilatérale ou multilatérale pour remédier aux facteurs qui rendent les personnes vulnérables à la traite telles que la pauvreté ou encore l'inégalité des chances.

Le Protocole prévoit aussi un échange d'informations entre les services de détection, de répression, d'immigration ou d'autres services compétents des États Parties.

- *La Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, ouverte à signature le 16 mai 2005*

Cette Convention, tout comme le Protocole additionnel précité, constitue une autre initiative, cette fois-ci au niveau européen, de mettre en place une approche intégrée et multidisciplinaire dans la lutte contre la traite des personnes.

Cette Convention s'appuie entre autres sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité organisée et son Protocole additionnel précités, ainsi que sur la Décision-cadre du Conseil du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains et la Décision-cadre du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation

sexuelle des enfants et de la pédopornographie. À noter dans ce contexte que les deux derniers instruments juridiques, à savoir les Décisions-cadre de 2002 et 2003, sont venus se substituer à l'action commune du 24 février 1997 relative à la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants.

La Convention de 2005 entend prévenir et combattre la traite des êtres humains en garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes, en protégeant les droits de la personne humaine des victimes de la traite, en concevant un cadre complet de protection et d'assistance aux victimes et témoins, ainsi qu'en assurant des enquêtes et des poursuites efficaces.

La promotion de la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains fait également partie des objectifs de cette Convention dont la mise en œuvre passe à travers la mise en place d'un mécanisme de suivi spécifique. Cette Convention prévoit dans ce contexte la mise en place d'un groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) chargé de veiller à la mise en œuvre de la Convention par les Parties.

### 1.2. Mise en œuvre de la Décision-cadre de 2002

Les États membres sont appelés à punir toute forme de recrutement, de transport, de transfert ou d'hébergement d'une personne qui a été privée de ses droits fondamentaux. L'ensemble des comportements criminels qui profitent de la situation de vulnérabilité physique ou mentale de la personne, est donc punissable. Le consentement de la victime est indifférent lorsque l'auteur de l'infraction réalise un des comportements typiques constitutifs d'exploitation au sens de la décision-cadre, à savoir:

- l'usage de la contrainte, de la force ou de menaces, y compris l'enlèvement;
- l'usage de tromperie ou de la fraude;
- l'abus d'autorité ou d'influence ou l'exercice de pression;
- l'offre de paiements.

L'incitation à la traite des êtres humains ainsi que le fait d'être complice ou la tentative sont punissables.

La Décision-cadre prévoit également que les États membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que la traite des êtres humains soit sanctionnée de manière effective, proportionnée et dissuasive. Elle prévoit aussi que les États membres sanctionnent les infractions précitées d'une peine privative de liberté, dont la peine maximale ne saurait être inférieure à huit ans, lorsque certaines circonstances se sont vérifiées, à savoir:

- la vie de la victime a été mise en danger, soit délibérément, soit du fait d'une négligence grave;
- la victime était particulièrement vulnérable c.-à-d. qu'elle n'avait pas atteint la majorité sexuelle prévue par la législation nationale au moment de l'infraction ou que l'infraction a été commise à des fins d'exploitation sexuelle de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle;
- l'infraction a été commise par recours à des violences graves ou a causé un préjudice grave dans le chef de la victime;
- l'infraction a été commise dans le cadre d'une organisation criminelle au sens de l'action commune 98/733/JAI.

La Décision-cadre prévoit également des sanctions à l'encontre des personnes morales qui peuvent également être tenues responsables des infractions précitées, dès lors que celles-ci sont commises pour leur compte par toute personne agissant soit individuellement soit en tant que membre d'un organe de la personne morale en cause, qui exerce un pouvoir de direction en son sein, soit sur base d'un pouvoir de représentation de la personne morale, soit sur base d'une autorité pour prendre des décisions au nom de la personne morale en cause, soit encore sur base d'une autorité pour exercer un contrôle au sein de la personne morale.

In fine on peut encore relever l'introduction de critères d'attribution afin d'éviter qu'un crime ne reste impuni en raison d'un conflit de compétence.

### 2. La création d'une infraction autonome de traite des êtres humains

Il échet de noter d'emblée, qu'un certain nombre de dispositions, qui se trouvent dans les trois instruments juridiques précités, ne nécessitent pas d'adaptation particulière. Il en est ainsi, par exemple des dispositions

relatives à la responsabilité pénale des personnes morales, leur adaptation législative ayant été prévue dans le cadre d'un autre projet de loi pendant actuellement devant la Chambre des Députés, à savoir le projet de loi 5718: 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle; 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives.

D'autres dispositions n'ont pas besoin d'être adaptées, car elles sont d'ores et déjà prévues dans notre législation nationale. Il s'agit de l'incrimination des actes relatifs aux documents de voyage ou d'identité, de certains types de sanctions, de l'indemnisation des victimes et de certaines règles de compétence.

Les autres obligations, dont certaines sont aussi contenues dans la directive du Conseil du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes et relatives à la législation sur l'immigration et à la protection sociale des victimes, ont été élaborées en parallèle notamment avec le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration et se trouvent ainsi incluses dans la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

À noter encore dans ce contexte qu'un autre projet de loi 5874 portant sur l'assistance et la protection des victimes de la traite des êtres humains modifiant le nouveau code de procédure civile, a été élaboré par la Ministère de l'Égalité des Chances et est actuellement pendant devant la Chambre des Députés.

Pour être complet, il échet de remarquer que les modifications apportées au Code pénal s'inscrivent dans la suite de la loi du 31 mai 1999 précitée.

Afin de mettre en exergue le caractère particulier de la traite des êtres humains, le projet de loi propose de créer un chapitre nouveau dans le Code pénal consacré à la traite des êtres humains et partant de créer une infraction spécifique, à savoir celle de la traite des êtres humains. En effet, les dispositions du Code pénal introduites par la loi du 31 mai 1999 précitée, même si elles visent la traite des êtres humains, concernent aussi la prostitution et l'exploitation sexuelle. Par ailleurs, ces dispositions ont pour objet principal d'assurer la protection des mineurs. Le projet de loi sous rubrique a le mérite de

traiter l'infraction de la traite des êtres humains à part, de manière autonome et non plus ensemble avec d'autres infractions souvent connexes.

Il est utile de rappeler que l'infraction de la traite des êtres humains est différente de celle de trafic des êtres humains ou encore de l'immigration clandestine. Bien que liées, la lutte contre la traite des êtres humains et la lutte contre le trafic illicite des migrants sont deux concepts distincts. L'amalgame entre ces deux types d'infractions s'explique sans aucun doute par le fait que la traite des êtres humains a le plus souvent été combattue via la législation sur l'immigration et plus précisément son renforcement.

Le trafic illicite de migrants est un épiphénomène de l'immigration. Dans ce type d'infraction, ce sont avant tout les intérêts de l'État qui sont mis en cause vu que les frontières ont été franchies en violation de la législation sur l'immigration. L'élément «exploitation», qui est une caractéristique de la traite des êtres humains, fait en principe défaut dans le cadre de l'infraction de trafic illicite de migrants. L'intention de départ n'est pas ici l'exploitation des victimes du trafic en vue d'une quelconque activité, mais le franchissement de frontières. Dans le cadre d'une activité de traite des êtres humains, le franchissement d'une frontière est un élément de l'infraction, mais il n'en constitue pas pour autant l'objet.

Par ailleurs, l'aspect international, nécessairement inhérent au concept du trafic, n'est pas nécessaire pour définir la traite. La traite des êtres humains peut être nationale ou internationale.

Le projet de loi sous rubrique définit la traite des êtres humains comme étant le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle en vue de: 1) la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles; 2) de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage, ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraire à la dignité humaine; 3) du prélèvement d'organes ou de tissus en violation de la législation en la matière; 4) de faire commettre par cette personne un crime ou un délit, contre son gré. Ce faisant, le projet de loi modifie la définition de la traite des êtres humains telle qu'elle résulte de la loi de 1999.

|   |  |
|---|--|
| Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.03.2008<br>Rapportrice: Mme Christine Doerner |  |
| Travaux de la Commission juridique<br>(Présidente: Mme Christine Doerner):                            |  |
| 22.10.2008  | Désignation d'un rapporteur<br>Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État                    |
| 12.11.2008  | Continuation des discussions   |
| 19.11.2008  | Ajout d'un amendement supplémentaire relatif à une adaptation technique de l'article 506-1 du Code pénal |
| 28.01.2009  | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État<br>Présentation et adoption d'un projet de rapport     |
| Vote en séance publique: 11.02.2009<br>Loi du 13 mars 2009.<br>Mémorial A: 2009, N°51, page 672       |  |

## Statut général des fonctionnaires communaux

### 5893 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi 5893 a pour objet la transposition dans le statut général des fonctionnaires communaux et leur adaptation aux spécificités du secteur communal des modifications figurant au projet de loi portant entre autres modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, ceci dans le cadre

de l'accord salarial dans la Fonction Publique signé le 5 juillet 2007.

Le projet sous rubrique traite ainsi notamment:

- du mécanisme d'engagement d'experts
- du délai d'attente entre deux promotions dans le cadre fermé
- de l'introduction du congé individuel de formation
- de la computation des périodes de congé sans traitement et de congés pour travail à mi-temps antérieures au 1<sup>er</sup> juillet 2003
- de la suppression du droit à réintégration de certains fonctionnaires.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 11.06.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

04.12.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.01.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009

## Registre européen des rejets et des transferts de polluants

**5903 - Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

Le présent projet de loi porte:

- exécution du règlement (CE) No 166/2006 du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE ;

- création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants ;

- modification de la législation commodo/in-commodo.

Le règlement CE précité vise à améliorer l'accès du public à l'information en matière d'environnement et partant à contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution. Il crée, au niveau de l'UE, un registre des rejets et transferts de polluants, dénommé PRTR sous forme d'une base de données électronique accessible au public. Cette base de données répond aux exigences posées par le Protocole à la Commission des Nations unies pour l'Europe sur les registres des rejets et transferts de polluants. Il s'agit du premier accord multilatéral juridiquement contraignant, en dehors des frontières de l'UE, concernant les registres des rejets et transferts de polluants. Il vise l'établissement, dans chaque pays membre, de registres cohérents, intégrés et accessibles au public concernant les rejets et transferts de polluants à l'échelle mondiale.

Les informations contenues dans le PRTR portent sur les rejets de polluants dans l'air, dans l'eau et dans le sol, ainsi que sur les transferts de déchets et de polluants, lorsque le niveau d'émission de ces substances dépasse certains seuils et résulte d'activités déterminées. Le registre concerne également les rejets de polluants provenant de sources diffuses. Les activités concernées recouvrent en particulier celles qui figurent dans la directive 96/61/CE dite IPPC. Il s'agit notamment des activités qui résultent du fonctionnement des centrales ther-

miques, des industries extractives et métallurgiques, des usines chimiques, des industries du papier et du bois, ou encore des installations de traitement des déchets et des eaux usées. Quant aux substances concernées, le registre couvre les gaz à effet de serre, les polluants responsables des pluies acides, les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, les métaux lourds et certaines substances cancérigènes comme les dioxines.

La base de données du PRTR est alimentée de manière régulière avec les informations collectées au niveau national par les États membres et transmises à la Commission, à l'exception des informations confidentielles. Ces informations sont tout d'abord notifiées à l'autorité nationale compétente par les opérateurs qui exercent des activités entraînant des rejets ou des transferts de substances qui dépassent certains seuils. La Commission, assistée par l'Agence européenne de l'environnement, met les informations de cette base de données à la disposition du public en assurant leur diffusion sur Internet dans un certain délai. Le PRTR européen comprend des liens notamment vers les bases de données constituées par les PRTR nationaux des États membres. Le règlement prévoit la possibilité pour le public de participer à l'extension du registre et à sa modification.

En vue d'éviter la coexistence de deux registres, à savoir l'inventaire IPPC et le registre PRTR - qui d'ailleurs couvre entre autre les installations IPPC - et compte tenu du souci d'assurer un enregistrement et une publicité des émissions en provenance des installations IPPC à travers le seul registre PRTR, les dispositions correspondantes de la directive IPPC ont été abrogées.

Le présent projet de loi est destiné à remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement CE. Ledit règlement grand-ducal s'est limité à déterminer les autorités compétentes en la matière. Il est complété par un projet de règlement grand-ducal qui porte abrogation du règlement de 2006. Outre l'exécution proprement dite du règlement CE, le projet de loi modifie la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce sens que les dispositions relatives à la mise à disposition, par l'Administration de l'environnement, d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi qu' à l'échange d'informations transfrontière sont supprimées. Finalement, le projet de loi crée un registre national des rejets et des transferts de polluants, tout en en précisant les modalités de mise en œuvre.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 09.07.2008

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

19.11.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

15.10.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

09.02.2009 Examen du projet de règlement grand-ducal à prendre en exécution de la future loi

Vote en séance publique: 10.02.2009

Loi du 13 mars 2009.

Mémorial A:2009, N°53, page 700

## Infrastructures hospitalières

**5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers**

Le projet a pour objet d'adapter les enveloppes financières allouées par la loi modifiée du 21 juin 1999 au profit de la Clinique d'Eich, intégrée au Centre Hospitalier de Luxembourg, et de l'Hôpital St Louis d'Ettelbruck de respectivement 7.679.844 et 3.222.991 euros. Cette adaptation de l'enveloppe financière s'explique en raison de coûts supplémentaires incontournables apparus lors des travaux de rénovation et de construction.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 19.09.2008

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.10.2008 Désignation d'un rapporteur

29.01.2009 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

12.02.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.02.2009

## Prévention de licenciements conjoncturels

**5973 - Projet de loi**

**1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail**

**2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail**

Le projet se situe dans le contexte plus large des mesures prises par le Gouvernement pour éliminer, sinon tempérer, les effets sur l'emploi de la sévère crise qui frappe l'économie mondiale et nationale depuis le début du dernier trimestre 2008.

Parmi les mesures mises en place pour prévenir les licenciements conjoncturels et maintenir ainsi un niveau satisfaisant de l'emploi en période de récession économique à caractère général figure le versement d'une indemnité de compensation aux salariés d'entreprises en difficultés. Pour profiter de ces mesures, les employeurs s'engagent à maintenir les contrats de travail de leur personnel et à lui verser une indemnité de compensation. En contrepartie, l'État prend en charge en partie l'indemnité compensatoire, une partie de cette indemnité restant à charge de l'employeur. L'article L. 511-12 du Code du travail prévoit plus précisément que l'indemnité de compensation correspondant à la première tranche de 16 heures est prise en charge par l'employeur, alors que le l'État supporte l'indemnité compensatoire avancée par l'employeur pour les heures de travail perdues au-delà de 16 heures par mois de calendrier.

Le projet de loi entend introduire au niveau de l'indemnité de compensation une tranche de 8 heures à prendre en charge par l'employeur pour ses salariés qui ne travaillent pas plus de vingt heures par semaine au lieu des 16 heures qui actuellement s'appliquent à tous les salariés sans prendre en considération la durée de travail telle que définie dans leur contrat de travail ou dans une convention collective.

Le projet de loi introduit également une modification temporaire en prévoyant pour l'année 2009 le remboursement de la part patronale de l'indemnité compensatoire par l'État et plus exactement par le fonds pour l'emploi.

Un tel remboursement n'est en principe possible que dans le cadre d'un chômage partiel d'origine conjoncturelle. Toutefois, par

voie d'amendement gouvernemental, le projet de loi prévoit également cette possibilité en cas de chômage partiel de source structurelle si un plan de maintien dans l'emploi a été conclu et homologué par le ministre ayant l'emploi dans ses attributions.

Le remboursement ne bénéficie cependant qu'aux entreprises relevant d'une des branches économiques rendues éligibles par décision du Conseil de Gouvernement sur avis du Comité de conjoncture. Cette modification a le mérite de venir soulager les charges financières des employeurs qui devront affronter dans les semaines et les mois à venir de nombreuses difficultés conjoncturelles plus ou moins aiguës allant de pair avec la crise financière. Cette prise en charge temporaire devrait, d'après le souhait des auteurs du projet de loi sous examen, les inciter à recourir aux diverses mesures et instruments mis en place afin d'éviter des licenciements.

Le projet de loi prévoit une ultime modification temporaire, à savoir l'application du principe de la période de référence annuelle dans le cadre de l'application du régime de chômage partiel de source conjoncturelle. Il sera ainsi possible tout au long de l'année 2009 d'adapter le nombre de jours chômés mensuellement à la gravité de la situation économique tout au long de l'année sans dépasser le nombre de jours chômés correspondant à cinquante pourcent du temps de travail normalement presté au cours de six mois. À noter que sur proposition du Conseil d'État, les passages du texte initial relatifs à la procédure dans laquelle interviennent le Conseil de Gouvernement et le Comité de conjoncture ont été retirés du texte alors que ces aspects se trouvent de toute façon réglés dans les articles précédents du Code de Travail.

À noter encore que les deux mesures temporaires qui seront introduites par le projet de loi couvrent uniquement le chômage partiel de source conjoncturelle et sous certaines conditions le chômage partiel de nature structurel pendant l'année 2009 et ne pourront par voie de conséquence pas être accordées à des entreprises qui procèdent à des délocalisations d'emplois. Dans le cadre du chômage partiel de source conjoncturelle, il est, en effet, interdit aux employeurs de procéder à des licenciements s'ils veulent bénéficier de certaines mesures ou aides.

À noter qu'en cas d'abus, l'actuel article L. 511-14 s'appliquera. Celui-ci dispose que les subventions accordées sur base de fausses déclarations ou de déclarations erronées doivent être restituées.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 11.12.2008

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

04.12.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.01.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2009



**Présidence: M. Lucien Weiler, Président**  
**M. Laurent Mosar, Vice-Président**

## Sommaire

- 1. Communications**  
- M. le Président
- 2. Ordre du jour**  
- M. le Président
- 3. 5892 - Débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle**  
- Rapport de la Commission juridique: M. Félix Braz (déposant une motion)  
- Débat: M. Patrick Santer, M. Xavier Bettel (à qui M. Santer pose une question), M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Colette Flesch, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice  
- Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen?

» M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.* - Neen, Här President.

## 1. Communications

» M. le Président. - Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe:

**5990** - Projet de loi portant création des communautés urbaines

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 10.02.2009

**5991** - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.02.2009

**5992** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.02.2009

## 2. Ordre du jour

An hirer Réunion vum 12. Februar huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour proposéiert: Haut de Mëtten hu mer eng Orientierungsdebat iwwert d'Police; muer de Mëtten um hallwer dräi d'Interpellatioun vum honorabelen Här Goerens iwwert d'Prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement des finances publiques. Duerno diskutéiere mer e Projet de loi, deen iwwert de Statut vum der Société coopérative européenne handelt. An dann de Projet de loi 5920; et geet hei ëm de Bau vu verschidbene Spidolsgebaier. En Donneschdeg de Mëtten um hallwer dräi diskutéiere mer hei d'Interpellatioun vum honorabelen Här Braz iwwert de Plan sectoriel «Transports».

Ass d'Chamber mat deem doten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vum Ordre du jour vum dëser Woch a vun haut de Mëtten. Dat ass d'Orientierungsdebat iwwert d'Organisation interne vum der Police, a méi spezifesch iwwert d'Mécanismes de contrôle et d'autocontrôle. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Santer, Bettel, Bodry, Henckes an d'Madame Flesch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum der Kommissioun, den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

## 3. 5892 - Débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle

*Rapport de la Commission juridique*

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *rapporteur.* - Merci, Här President. Et ass fir d'zweet a knapp nach manner wéi zwee Joer, wou d'Chamber sech an der Commission juridique an awer och hei an der Plénière mam Themekomplex am breede Sënn vum Wuert vum der Police grand-ducale beschäftigt; net nëmme mat der Police grand-ducale, mä och mat hir. Eng éischte Kéier hu mir dat hei gemaach an der Plénière am Kader vum Rapport fir den Débat d'orientation iwwert d'Sécurité intérieure.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer jo eng ganz Partie Theme ganz intensiv an am Detail belicht. Een Aspekt vum Sécherheetsapparat a vun der Sécurité intérieure am breede Sënn vum Wuert war deemools net évoquéiert ginn. Deen Aspekt, dat war deen, deen eis haut beschäftigt, an zwar d'intern Kontroll vum der Police grand-ducale, déi iwwert d'Inspection générale de la Police gemaach gëtt.

Dat war deemools och keen Oubli. Deemools war dat bewusst net gemaach ginn, well een net wollt an der Interna vum der Police nokucken, mä et sollt d'Gesamtzuesammespill vun all den Institutiounen vu Lëtzebuerg, déi am breede Sënn vum Wuert mat der Sécurité intérieure ze dinn hunn, méi spezifesch belicht ginn.

Dass mer dat elo fir d'zweet maachen an zwee Joer, heescht net an den Ae vum der Kommissioun, dass dofir d'Police eng Institution wär, déi generell ganz schlecht géif fonctionnéieren a wou vill méi wéi op anere Plazen ze belichte wär. Dat heescht just, dass mer mengen, dass et mat zéng Joer Existenz vum neie Policegesetz vum '99 méiglech muss sinn eng Diskussioun och iwwert deen doten Aspekt vum Gesetz ze féieren, well mer och eng kritikfäeg Police hunn. Dat ass eng Grondvoraussetzung, fir kënnen Verbesserungen ze maachen an eventuell och d'Fäegkeet ze dévelopen déi Pied ze verloossen, déi ee scho laang getrëppelt ass, wann een zur Konklusioun kënn, dass aner Pied vläicht méi zäiführend sinn.

Dësen Débat d'orientation féiere mer op Demande vum der grénger Fraktioun aus dem Dezember 2007, déi weidergerech ginn ass vun der Conférence des Pré-

sidents un d'Commission juridique, fir e Rapport détaillé opzestellen, dee jo eism Reglement no soll d'Basis duerstelle vun all Débat d'orientation.

Déi gréng Fraktioun huet hir Demande begrënt mat an der Haaptsaach zwou Saachen, an zwar mat Faiten, déi ronderëm dat, wat an de leschte Joren iwwert d'Bommeleeër-Affär public ginn ass. Dat waren an der Haaptsaach zwee Faiten. Dat war en éischte Fait, wou de Justizminister bei der IGP e Rapport ugefrot huet. Am Joer 2007 war et net direkt ganz liicht Agenten ze fanne vun der IGP, déi selwer näischt mat der eigentlecher Enquête „Bommeleeër“ ze dinn haten, vu - natierlech och - déi kleng Dimensioun vum der Institutioun IGP selwer.

Dat Zweet war en interne Mail vum deemolege Generaldirekter vum der Police, deen intern an der Police reagiert huet op déi duebel Inculpation vum Procureur d'État Robert Biever am Kader vum der Bommeleeër-Affär.

Déi zwee Faiten hunn déi gréng Fraktioun derzou bruecht sech d'Fro ze stellen, ob mer am interne Contrôle am Joer 2008 gutt genuch opgestallt wieren, fir all d'Missiounen, déi d'IGP eigentlech huet, kënnen wouerzehuelen. Dat heescht awer net, dass déi Aarbecht, déi d'Commission juridique gemaach huet, an dee Rapport, deen haut virläit, eppes mat der Bommeleeër-Affär selwer ze dinn hätten, oder dass dese Rapport géif probéieren Äntwerten ze bréngen op d'Affär „Bommeleeër“.

Dat ass net den Objet vum dësem Rapport. Et ass d'Aarbecht vun eise Geriichter. An d'Chamber ass jo gutt beroden, fir do net ze intervenéieren. Hei geet et also, och wann dat den Ausléiser war fir déi gréng Fraktioun, net ëm déi Affär. Et geet och net ëm eng aner prezis Affär, mä et geet d'üne façon générale ëm e Bilan vum Gesetz vum 1999, wat de Volet betrëfft vun der Inspection générale de la Police.

An hirer Sëtzung vum 10. Juni 2008 huet d'Kommissioun mech als Rapporteur proposéiert. D'Aarbechte sinn dunn ugaange mat enger Serie vum Entrevuen, op déi d'Commission juridique eng ganz Rei Acteuren invitéiert huet. Déi Acteure sinn alleguerten de 7. Mee gehiert ginn; alleguerten ausser en Acteur.

Et ass esou, dass och de Barreau vu Lëtzebuerg, den Ordre des avocats, invitéiert gi war. Den Ordre des avocats huet awer d'Kommissioun an engem Bréif vum 29. Abrëll 2008 wësse gelooss, datt si géife befäerten, dass deen Exercice fir si schwierig, fir net ze soen onméiglech wär, well si et net kéinte conciliéieren engersäits hir Informatiounen, déi si hunn, der Kommissioun matzedeelen, an anerersäits awer och hire Secret professionnel ze respektéieren, dee se hunn. Esou dass d'Kommissioun op den Input vun dem Ordre des avocats huet misse verzichten.

All aneren invitéierten Acteur war awer bereit ze kommen. Dat waren à la fois Leit vum Justizministère. Dat war eng gréisser Delegatioun vum der Generaldirektioun vum der Police. Dat war och eng Delegatioun vum der Inspection générale. Dat waren och zwee Verrieder vum Parquet - de Procureur d'État vum Lëtzebuerg an och dee vun Dikrech -, plus zwou Gewerkschaften. Déi eng, déi de Syndicat national vum der Police grand-ducale, an déi zweet, d'Association professionnelle vum Cadre supérieur vum der Police. Déi hunn der Kommissioun och nach eng Rei schrëftlech Prises de position zugestallt, zum Deel no hirem Passage an der Kommissioun.

D'Kommissioun selwer ass net manner wéi dräimol zesummekomm, fir iwwert d'Konklusiounen aus dem Hearing a fir iwwert de Rapport ze diskutéieren.

D'Gesetz, wéi gesot, wat d'IGP geschafen huet, geet zrëck op den 31. Mee 1999, deemools ass e Corps unique vum der Police grand-ducale geschafe ginn, a gläichzäiteg och eng Inspection générale de la Police. Dat war en historescht Gesetz, wat der Coexistenz vun zwee Corps en Enn gesat huet, deem vum der Police an deem vum der Gendarmerie, well och déi deemoleg Chamber an déi deemoleg Regierung zur Konklusioun komm waren, dass och eng Kooperatioun, déi ee géif bis op d'Äusserst probéieren ze pousséieren, et net méi géif kënnen garantéieren, dass eng rationell an optimal Aarbecht vum der Police hei zu Lëtzebuerg méiglech wär. Dofir ass am Kader vum Projet de loi 4437

probéiert ginn en neit Gesetz ze maachen, wat déi zwee Corps fusionéieren deet, mat enger Rei Zilsetzungen, déi der neier Police grand-ducale gestallt waren.

De Corps unique huet natierlech dann och eng wesentlech Fro opgeworf, nämlech déi vum Contrôle a vum Autocontrôle vum der Police grand-ducale. Bis zu deem Gesetz vum 1999 war et jo esou, dass mer zu Lëtzebuerg keen institutionaliséierte Contrôle haten. De Contrôle, dee stattfonnt huet, war grosso modo dee vun der Hierarchie bannent der Police an och bannent der Gendarmerie, an déi si méi oder wéineger déclenchéiert ginn, wann et duerfir eng Ursoach gouf. Dat heescht, op e bestëmmtene Fait hin ass dann de Contrôle hiérarchique exercéiert ginn.

Et ass allgemeng geduecht ginn, dass de Fait, dass een zwee Corpsen hätt, deen Équilibre géif genuch Garantié presentéieren, fir zu engem zefridde stellende Respekt vum den interne Regele vum der Police kënnen ze kommen. Doriwwer eraus hat och de Parquet d'Méiglechkeet Enquêtes ze initiéieren bei engem Member vum der Police, wann et d'Gendarmerie betraff huet, an ëmgedréint bei engem Member vum der Gendarmerie, wann et d'Police betraff huet, oder och bei der Police judiciaire, wann et eng Affär vum enger bestëmmten Gravitéit war.

Et war awer och den Auteur vum 99er Gesetz kloer, dass d'Abolitioun vum der Dualitéit vum de Forces de l'ordre noutgedronge géif verlaangen, dass een e Contrôle institutionnalisé vum der Police géif organiséieren. Dat war och eng breet gedeelte Meinung, esou dass et zu der Kreatioun vum der Inspection générale de la Police komm ass, déi contrairement zu deem „ad hoc“-Contrôle iwwert d'Hierarchie, deen et virdu gouf, vum Gesetz hier d'Missioun huet e kompletten a permanente Contrôle vum Fonctionnement vum der Police ze maachen. Dat ass souwuel e quantitative wéi e qualitative Contrôle, deen d'üne façon permanente soll fonctionnéieren.

Dat ass am Gesetz beschriwwen an net méi wéi sechs Artikelen, den Artikelen 72 bis 77 vum 99er Gesetz. Déi Artikelen si bis haut d'Basis fir d'Inspection générale de la Police, fir hir Aarbechte kënnen wouerzehuelen, déi se mam Akraafttriede vum Gesetz progressiv eropgefuer huet. Wann een haut, mat zéng Joer Recul, op d'Aarbecht vum der IGP kuckt, da kann ee soen, dass d'IGP, och wa se net bei jiddwerengem beléift ass, sech awer trotzdem hir Plaz geschaf huet. Si huet och eng Entwécklung an hirer eegener Aktivitéit kann, déi gréisstendeels ouni Kontroverse konnt iwwert d'Bühn goen, awer och gréisstendeels ouni d'Opmierksamkeet vum der Opinion publique.

Et war eng relativ onbekannten Institutioun bis virun enger relativ kuerzer Zäit, wou eben am Kontext vum der Affär „Bommeleeër“ de Justizminister bei der IGP e Rapport gefrot huet iwwert de Fonctionnement vum der Gendarmeriesunitéiten am leschten Trimester vum 1985, am Kader vum der Enquête ronderëm d'Affär „Bommeleeër“. Dat huet d'IGP op eemol op eng aner Bühn gestallt, an en anert Liicht geréckelt. Si ass dunn eng Institutioun ginn, déi méi Opmierksamkeet op sech gezunn huet. Wéi gesot, war dat ee vun den Ausléiser fir déi gréng Fraktioun, fir ze froen no zéng Joer e Bilan ze maachen.

Deen Exercice, fir deemools dem Minister dee Rapport ze schreiwen, huet sech fir d'IGP aus zwee Grënn och als delikat erwisen. Engersäits, well et net liicht war, déi Leit ze fannen, déi nach guer net mat där deemoleger Enquête „Bommeleeër“ ze dinn haten. Deen zweete Grond war, dass natierlech och d'IGP permanent d'Suerg dréit, net op déi lafend Enquête virun de Geriichter ze empiéieren, a si muss permanent probéieren hir Aarbecht an hir Missioun wouerzehuelen, andeems se selbstverständlech de strikte Respekt vum de Regele vum den Tribunal och anhale muss.

Wat een als éischte Bilan an den Ae vum der Kommissioun zéie kann, ass, wéi gesot, dass onofhängeg vum der Appréciatioun, déi een op enger Rei vu Punkten iwwert d'IGP kann hunn, ee Constat muss kënnen gemaach ginn. D'Fro, déi mer eis gestallt

hunn, war: Wa mer haut nach net e Corps unique vun der Police grand-ducale hätten, a wa mer haut nach net esou eng institutionaliséiert Kontroll bannent der Police hätten, wa mer net d'Gesetz vun 1999 gehat hätten a mir hätten haut am Joer 2008 oder 2009 nach ëmmer e Policecorps an e Gendarmeriecorps, mat der Logik déi déi Zäit bestanen huet, dass déi zwee Corps sech an engem géigesäitege Verhältnis vun Equilibre a vun e bësse géigesäiteger Kontroll géife befannen, dann hätte mer spëtstens haut mat Sécherheet e massive Problem gehat.

Opgrond vun all deem, wat am Kader vun der Affär „Bommeleer“ public ginn ass, vu Soupçonnen, vun Inculpationen, vun Doubten iwwert d'Aktivitéit vun engem Deel vun der deemoleger Gendarmerie, wann een haut géif vun der Police verlaange sech mat deenen Aktivitéiten do vun der Gendarmerie ze beschäftegen, da kann een zimlech sécher sinn, dass dat zu esou groussen an enorme Spannungen tëschent béide Corps gefouert hätt, dass een net weess, ob déi zwee Corps deene Spannungen do hätte résistéiere kënnen.

De Fait, dass mer haut en institutionaliséierte Contrôle duerch d'IGP hunn, deen och extern steet vun der Hierarchie vun der Police grand-ducale, dee Modell huet sech grondsätzlech an den Ae vun der Kommissioun bewährt. Et war also richteg deemools op deen dote Wee ze goen. Heescht dat duerfir, dass alles sech bewährt huet? Heescht dat duerfir, dass näischt sech ännere muss? Dat ass net onbedéngt de Fall, an ech wäert herno zu de Virschléi kommen, déi d'Kommissioun formuléiert. Mä de grondsätzleche Modell vun engem externe Contrôle, dee separat organiséiert ass, mat eegene kloere Kompetenzen, deen huet sech mat Sécherheet bewährt, well dat, wat mer virdu bis 1999 haten, dat wier spëtstens an de leschte Jore wahrscheinlech un de Spannungen implodéiert, vläicht souguer och explodéiert.

Wat sinn haut d'Missioune vun der Inspection générale de la Police? Méi am Detail, wien ass d'Inspection générale de la Police? Si ass a sechs Artikelen vum neie Gesetz beschriwwen a si kontrolléiert op eng permanent Aart a Weis de Fonctionnement vun der Police, ënnert der direkter Kontroll vum Minister. Dat ass à la fois e Contrôle vun der Legalitéit, an awer och e Contrôle vun der Qualitéit, déi d'Aarbechte vun der Police ausmécht.

D'IGP huet e generell Inspektionsrecht bannent der Police, a si kann och, méi oder wéineger d'une façon générale, bannent der Police Investigatiounen a Verifikatiounen maachen. Dat heescht awer duerfir net, dass d'IGP géif integral den internen hiérischen Contrôle bannent der Police ersetzen. Dat ass net de Fall, an dat soll och an den Ae vun der Kommissioun an Zukunft net de Fall ginn. D'Inspektioun mécht Rapporten, si mécht Etüden, si mécht Avisen, dat gëtt gemaach op Demande vum Justizminister oder vum Force-publiques-Minister, oder awer och am Moment schon duerch de Procureur général d'État. D'Inspektioun kann awer och Enquêtë maachen, déi op Demande vun den Autorités judiciaires obligatoresch mussen initiéiert ginn, wann et ëm deliktuell Faitë geet, déi vun engem Member vun der Police begaang gi wieren.

D'Generalinspektioun vun der Police ass eng relativ kleng Infrastruktur. Si huet am Moment 14 Leit. Een dovunner, de Generalinspekteur, däerf net méi an d'Police zréckgoen. All déi aner, déi an der Inspection générale de la Police sinn, hunn déi doten Aschränkung net. Déi meescht kommen och aus der Police, sinn Enquêteuren. Et kommen awer och nach e puer Leit mat engem zivile Statut an d'IGP, an déi Zuel vu Memberen ass och net op engem Plaffong. Et gëtt am Moment dorunner geduecht, fir eventuell a méi kuerzer Zäit eng 15. Persoun an d'IGP eranzekréien. Dat, an e puer kuerze Wierder, fir ze ëmrisse wien d'IGP ass a wat hir generell Missioune sinn.

Mir ënnerscheeden eis an eisem Modell vun engem Policeinspektioun vu Frankräich, déi e reng interne Contrôle exercéiert. Dat ass souwuel de Fall bei der Police, déi sougenannt «Police des Polices», e Begrëff

deem all Mënsch kennt, et gëtt awer och eng Inspection générale de la Gendarmerie. Béid sinn eigentlech intern Instrumenter, jee weils vum Policecorps a vum Gendarmeriecorps. Et sinn eegen Direktiounen, déi direkt dem Generaldirekter rattachéiert sinn.

Anescht ass et bei eise belschen Noperen. Déi hate scho virun der Fusioun, déi se och an der Belsch gemaach hunn, e Contrôle, dee méi institutionaliséiert war. D'Belsch huet awer och, zënter dass se eng integréiert Police huet, zwee Contrôles. Dat ass ee méi wéi hei zu Lëtzebuerg. Dat eent ass e Contrôle vum Pouvoir exécutif, wéi bei eis, iwwert d'Inspection générale de la Police fédérale et locale. Dat zweet ass e Kontrollinstrument vum Pouvoir législatif, de sougenannt «Comité P», wou also och d'Parlament sech en Instrument ginn huet, ähnlech wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass fir de Service de Renseignement, wou mer jo och eng parlamentaresch Kommissioun hunn, fir deen ze kontrolléieren. Dat hunn d'Belsch och fir de Pouvoir législatif virgesinn, fir e Contrôle vun der Police ze maachen iwwert d'Parlament.

Déi Hearingen, déi d'Kommissioun de 7. Mee organiséiert huet - eng Rei Acteurs sinn do an deem net öffentlechen Hearing jo bei d'Chamberskommissioun komm -, hunn dem Generalinspekteur vun der Police, dem Här Zovilé, d'Geleeënheet ginn eng Rei Prezisiounen ze maachen an och eng Rei Ablécker an d'Aktivitéit vun der IGP ze gewähen. Den Här Zovilé huet insistéiert op engem duebele Fait: Éischtens emol, dass d'IGP en externe Contrôle vun den Aktivitéiten vun der Police mécht, wat eng vun hire Garantien vun Onofhängegkeet ass. Zweetens, dass duerch deen externe Contrôle e Rattachement direkt un de Minister gewährleescht ass, an also d'Generaldirektioun vun der Police do net méi kann empiéieren.

Den Här Zovilé huet och insistéiert um Punkt ze rappelléieren, dass och de Fait, dass vill Leit vun der IGP aus der Police kommen, eleng net duergeet, fir d'Onofhängegkeet vun der IGP a Fro ze stellen. Dat huet awer net verhënnert, dass och den Här Zovilé d'Fro nom eegene Statut vun der IGP opgeworf huet. Eng Fro, op déi et méi Antwerte ka ginn. Eng Fro, op déi d'Antworten dann net ëmstridde sinn, och deelweis net bannent der IGP, laut den Ausféierunge vum Här Zovilé, mä awer eng Fro, déi d'Kommissioun och herno an hiren Aarbechte ganz vill beschäftegt huet, well dat eiser Meenung no ee vun de Punkten, souguer wahrscheinlech dee wichtegste Punkt ass, deen nach muss diskutéiert ginn, wann ee wëllt e Bilan vun der Aarbecht vun der IGP zéien.

D'IGP huet zwee Departementer, een dee méi beschäftegt ass mat den Enquêtes judiciaires an administratives, en aneren dee sech mat den Etüden, Auditen, Avisen an esou weider ofgëtt, wat säin zweet Standbeen ass. Eng wichteg Missioun ass, wéi gesot, déi vum Contrôle vun der Legalitéit vun den Aktivitéiten vun der IGP. Véier Instrumenter stinn der IGP do zur Verfügung. En éischt Instrument ass d'Realisatioun vun administrativen Enquêtes. Do geet et méi spezifesch drëm Manquementen vu Memberen vun der Police oder vun enger Eenheet ze déceléieren, an dat dann och op deene richteg Plaze matzedeele. Dat ass an der Regel dat, wat gemaach gëtt, wann e Bierger reklaméiert géint den Traitement, deen hie bei der Police begéint huet.

En zweeten, wichtegen Deel vun der Aarbecht vun der IGP sinn déi Kontrollen, déi se maachen, ëmmer dann, wa Leit eng Mesure privative de liberté hunn. Et ass net onwichtig wéi dat genee stattfënnt, wéi d'Police déi Mesure privative de liberté exercéiert, wéi d'Konditiounen sinn ënnert deenen déi stattfannen. Dir wësst, dass mer jo do och scho Géigegstand ware vun de Recommendationen duerch de Comité de prévention de la torture vum Conseil de l'Europe aus dem Joer 2003, deen insistéiert huet, dass hei zu Lëtzebuerg op deem dote Punkt nach eng Rei Verbesserunge misste méiglech sinn. D'IGP huet dat doten als ee vun hiren Haaptschwéierpunkter vun der Aarbecht considéiert a mécht zënter e puer Joer op deem dote Punkt kontinuéierlech Examë vun den eenzelnen Unitéiten vun der Police.

En drëtten wichtegen Punkt ass de Contrôle vun den Armes à feu. Ëmmer dann, wann zu Lëtzebuerg e Polizist Gebrauch muss maachen oder Gebrauch mécht vu senger Schossstoff, muss dat obligatoresch der IGP matgedeelt ginn, an an alle Fäll mécht d'IGP eng Enquête fir erauszefannen, ob den Usage vun der Arme à feu proportionéiert a proportionnell war oder net.

E véierten a leschte Punkt vum Contrôle vun der Legalitéit ass d'Realisatioun vun Enquêtes judiciaires, ëmmer dann, wann e

Member vun der Police reprochéiert kritt Faits pénaux begaangen ze hunn. An deem Fall kënnen d'Autorités judiciaires d'IGP mat enger Enquête chargéieren, woubäi selbstverständlech all d'Regele vum Code d'Instruction criminelle och dee Moment gëlle mussen.

De Contrôle vun der Qualitéit gëtt an der Haaptsaach iwwer Auditen an Etüde gemaach. Där huet d'IGP an de leschte Joren eng ganz Rétsch gemaach. Zënter dem Joer 2000 sinn et der schon iwwer 20, woubäi der dovunner am Moment och nach zwee amgaange sinn. Auditen, déi beispillsweis déi eenzel Centres d'intervention an den eenzelne Regiounen visitéiert hunn, zu Lëtzebuerg, zu Dikrech, op der Cap, Gréiwemaacher, Esch, Miersch an esou weider, oder zum Beispill en Audit iwwert d'Contrôles de vitesse, wéi d'Police déi mécht. En aneren iwwert d'Contrôles routiers an d'Moyens de contrainte, déi een do huet; fir nëmmen déi puer Beispiller opzeléischen.

Déi Auditë gi vun der Police intern selwer éischer positiv bewäert, a laut Ausso vun der IGP hunn och déi Recommendationen e relativ gudden Echo, an deem Sënn, dass d'IGP Zuelen nennt, dass vun deenen 20 Auditen, déi ronn 800 eenzel Recommendationen beinhalt hunn, der 43% ganz realiséiert wieren, an 23% dovunner deelweis realiséiert wieren.

Wann een iwwert d'Aarbecht vun der IGP kuckt, stellt een och fest, dass d'Zuel vun de Reklamatiounen iwwert déi lescht fënnf Joer méi oder wéineger stabel ass, cumuléiert Police an IGP, huet dat tëschent 2003 an 2007 geschwankt tëschent 208 an 257 Reklamatiounen. Dat ass ongeféier d'Bandbreit. Bei den Enquêtes administratives gesäit een och, dass tëschent 2003 an 2007 déi Zuele méi oder wéineger stabel bleiwen, tëschent 135 an 175, woubäi een awer muss soen, dass d'IGP an der lescht hir Interventiounen op deem doten Aspekt éischer reduzéiert huet, well se net ëmmer mengt, dass et un hir wier sech mat deene Plainten ofzeginn, well se dervun ausget, dass déi d'un caractère éischer mineur sinn an dass déi kënnen ze fridde stellend bannent den normale Regele vum Police-apparat beäntwert ginn. Bei den Enquêtes judiciaires gëtt et och eng méi oder wéineger Stabilitéit tëschent de Joren 2002 an 2007. An datselwecht géllt och fir d'Instructions disciplinaires, déi vun der IGP gemaach ginn.

D'IGP selwer huet schon eng Kéier eng Rei Virschléi an engem Rapport formuléiert, dee se am November 2004 un den deemolege Justizminister gemaach huet. Si huet eng Rei Pisten opgezeechent, wéi se hir Aarbecht kéint opwäerten. Si huet proposéiert notamment dem Personal en eegene Statut ze ginn, fir d'Onofhängegkeet vis-à-vis vun der Police ze verbesseren. Si proposéiert och, fir d'Recruitementsschwierigekeeten ze behiewen, eng Prime, ähnlech wéi déi bei der Police judiciaire, un d'Membere vun der IGP kënnen ausbezuelen. Si hat och de Wonsch geäussert, méi Moyens de contrainte vis-à-vis vun de Memberen vun der Police ze kréien.

D'IGP hat och nach proposéiert, fir eng méi kloer délimitéiert Kompetenz am Disziplinarrecht an der Police ze kréien. Si wollt selwer d'Initiativrecht hunn, fir Auditen an Etüde kënnen ze maachen. Si hat suggéiert e méi contraignant Charakter fir hir Recommendationen kënnen ze kréien, dass also hir Recommendationen sech der Police géifen imposéieren. Ausserdeem hat si och nach suggéiert, dass d'Rechter, déi den Officier de police judiciaire huet, d'une façon générale sollten op d'Enquêteuren vun der IGP kënnen ausgeweit ginn.

D'Kommissioun - an ech wäert herno an de Konklusiounen nach dozou kommen -, huet déi Recommendationen mat Intérêt diskutéiert. Deelweis geet d'Kommissioun och mat op dee Wee, awer net op all de Punkten. Verschidde Virschléi, déi d'IGP selwer formuléiert huet, huet d'Kommissioun fir sech net iwwerholl. Dat hei war elo, wéi gesot, e bësse méi am Detail, eng méi breet Vue op d'Aarbecht vun der IGP, zum Deel kombinéiert mat eegene Virstellung vum Generalinspekteur a vu senger Mataarbechter.

D'Vue op d'Aarbecht vun der IGP war awer net bei jiddwerengem déiselwech. Wann een aner Leit an der Kommissioun héieren huet, hunn déi net onbedéngt déiselwech Appreciatioun vun der Qualitéit vun der Aarbecht gemaach, a si hunn och net onbedéngt déiselwech Appreciatioun gemaach op deene Punkten, déi ee kéint behiewen.

Ech huelen als éischt d'Direction générale de la Police, déi net zu Onrecht drop higewisen huet, dass et mat Ofstand déi

meescht kontrolléierte staatlech Institutionen ass, déi mer kennen. Et gëtt eng ganz Rei extern Kontrollen. Et gëtt eng ganz Rei intern Kontrollen.

Déi extern sinn zum Beispill eng politesch Kontroll duerch d'Chamber an duerch d'Regierung. Et gëtt eng ganz Rei Regelen aus dem Code d'Instruction criminelle, déi der Police applicabel sinn; Regelen, déi komme vun der Inspection générale de la Police. Et gëtt de Contrôle en matière de police militaire iwwert den Auditeur militaire, deen et jo och zu Lëtzebuerg gëtt. Et gëtt e Contrôle financier, et gëtt e Contrôle duerch d'Commission nationale pour la protection des données, et gëtt e Contrôle iwwert de Médiateur, iwwert den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, iwwert de Conseil de l'Europe, iwwert d'Europäesch Unioun, iwwert d'Press, iwwert d'Öffentlechkeet an esou weider. Dat sinn effektiv eng ganz Rei Kontrollen, déi extern exercéiert ginn.

Intern sinn et der natierlech manner. Intern ass d'Kontroll haaptsächlech déi vun de Supérieurs hiérarchiques an duerch déi intern Regelen, déi opgestallt ginn, wéi zum Beispill d'Charte des valeurs, déi d'Police grand-ducale sech selwer ginn huet, an awer och duerch d'Formatiounen, déi eenzel Agente matmaachen.

Doriwwer eraus sinn déi disziplinaresch Kontrollen an der Police ganz streng, och wann d'Generaldirektioun drop higewisen huet, dass een zu Lëtzebuerg den Droit disciplinaire misst reforméieren. D'Police huet, fir ze étayéieren, wéi eescht d'Kontrollen am Moment scho bei der Police sinn, drop higewisen, dass tëschent 2004 an 2007 ronn 191 Affaires disciplinaires bannent der Police zu enger Sanktioun gefouert hunn. Dat sinn der an där Zäit fir d'Police eleng - fir d'Police eleng! - esou vill, wéi fir de ganze Rescht vun der Fonction publique zesammen! Et ass also scho bemierkenswäert, wéi vill Affaires disciplinaires et bannent der Police gëtt.

Dat ass an den Ae vun der Police och domadder begrënn, dass d'Qualitéit an d'Quantitéit vun de Kontrolle ganz héich sinn an dass och d'Cas d'ouverture ganz zahlräich sinn. Dass et also an der Police mat deem internen Disziplinarrecht relativ séier kann zu enger Sanktioun kommen, well ganz precis an exakt op de Comportement vun den Agenten opgepasst gëtt. D'Police huet och nach rappelléiert, dass e ganz groussen Deel vun deenen 191 Sanktiounen och nach an aller Regel fir méi kleng, fir sougenannte Sanctions mineures waren an net an der Regel fir gréisser Geschichten.

D'Police freet wéi gesot och, dass d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert d'Disziplin an der Force publique, déi souwuel fir d'Force militaire a policière géilt, reforméiert gëtt. E Wonsch, deem sech d'Kommissioun och ugeschloss huet, well deen Text ass effektiv op ganz ville Punkte verleet an ass mëttlerweil net nëmme vun der Realitéit, mä och vun anere Gesetzestexter schon iwwerholl. Do drängt sech an den Ae vun der Kommissioun och eng Reform mat Sécherheet op.

Op d'Fro vun der Onofhängegkeet vun der IGP huet d'Generaldirektioun vun der Police allerdéngs geäntwert, dass si der Meenung wieren, dass déi Onofhängegkeet, déi domadder verfollegt géif ginn, an hiren Aen elo schon zu engem groussen Deel Realitéit wier. D'Generaldirektioun huet och gewarnt virdrun, fir eng Paralyse kënnen ze riskéieren vum Polizeiparat, wann een nach weider contraignant Regele géif op d'Police droptässelen.

Mir hunn dat esou interpretéiert, dass d'Generaldirektioun net onbedéngt e Plädoyer derfir gehalen huet, fir eng IGP ze reforméieren an deem Sënn, dass se nach méi Onofhängegkeet de facto an de jure hätt vun der Police.

D'Procureurs d'État vu Lëtzebuerg a vun Dikrech waren och an der Kommissioun. Hir Analys huet ganz staark divergéiert vun där, déi zum Beispill d'IGP selwer vun hirer Aarbecht gemaach huet. Déi zwee Procureuren, déi do waren, hunn a relativ klaren an onmëssverständleche Wierder ausgedréckt, dass si der Meenung wieren, dass d'Generalinspektioun ganz kloer en Defizit hätt vun Onofhängegkeet, dass et e ganz klaren Defizit géif ginn u Kompetenz bei den Enquêteuren, déi an der IGP hir Aarbecht maachen. Dass also um Niveau vum Rekrutement a vun der Formation nach daitlech Verbesserunge misste gemaach ginn.

Déi zwee Procureuren hunn och verwisen op en Artikel aus der Zeitung „Die Zeit“, dee sech mat Enquêtes an Däitschland beschäftegt huet, wou d'Police hir Aarbecht net gutt gemaach huet a wou d'Kontrollmechanisme vun der Police och net fonctionnéiert hunn. De Fazit an deem Artikel war,

dass oft d'Policeinspektioun Enquêtes éischter behënnert huet, wéi dass se geholfen hätt zu enger Wahrheitsfindung ze kommen.

An et ass vun den zwee Procureure gemengt ginn, dass och hei zu Lëtzebuerg dat net onbedéngt anescht ze erwaarde wier. Och hei hätte mer, wat dat betrëfft, ganz kloer Defiziter an den Ae vun den zwee Procureuren, déi och drop higewisen hunn - an dat ass en Émstand, dee mat der Policeorganisatioun ze dinn huet -, dass déi meescht vun deenen Affären, déi zu Reklamatioune féieren, an aller Regel nuets stattfannen.

Wann et also ëm Violencë geet, ëm Privation de liberté an aner Saachen nach, wou awer an aller Regel just déi jonk an onerfuere Agenten den Déngscht verrichten. Also do, wou d'Aarbecht vun der Police am schwierregste riskéiert ze ginn, owes, do ginn an der Regel Agenten agesat, déi manner Erfahrung hunn, an dat féiert dann an den Ae vun de Procureuren och noutgedrongen derzou, dass ee méi oft do Schwierigkeete kritt.

Dat ass eppes, iwwert dat och eng Kéier muss diskutéiert ginn, onafhängeg vun Texter, onafhängeg vun externe Kontrollen. Dat doten ass e Fait, dee bannent der Police einfach generéiert, dass et zu méi Schwierigkeete kënn, wann zu de schwierregste Stonnen déi Agenten um Terrain sinn, déi net déi meeschten Experienz hunn.

Fir ofzeschlësse mam Hearing, och d'Wuert fir d'Gewerkschaft vun der Police, déi sech an der Haaptsaach mat de Procédures disciplinaires beschäftigt huet, fir drop hinze weisen, dass hirer Meenung no d'Rechter vun den Agenten, iwwert déi eng Enquête gemaach gëtt, net gewahrt sinn. D'Policegewerkschaft huet den Ausdrock gebraucht, dass se d'Gefill hätt, hir Agenten hätte manner Rechter wéi déi aner Leit, a si huet ganz staark insistéiert, dass een um Niveau vun Disziplinarrecht misst den Hiewel usetzen, wann ee wëllt eng Reform maachen, déi d'IGP géif betreffen.

Zu den anere Froen hat d'Gewerkschaft eng generell éischter méi positiv Appréciatioun. Datselwecht géllt och fir d'Association professionnelle vum Cadre supérieur vun der Police.

Mat all deenen doten Informatiounen huet d'Kommissioun sech un hir Aarbecht gemaach. D'Kommissioun huet sech an der Haaptsaach mat engem Punkt ganz séier beschäftigt, nämlech mat deem vun der Onafhängegkeet vun der Police, woubäi déi Onafhängegkeet vun der IGP par rapport zu der Police méi séier ka benannt ginn, wéi se kann ëmgesat ginn. Mä d'Kommissioun ass wierklech der Meenung, dass et e Problem um Niveau vun der Onafhängegkeet gëtt.

Dee Problem besteet an der Haaptsaach doranner, dass d'Membere vun der IGP - ofgesi vun hirem Generalinspekter, deen net kann zréck an d'Police goen -, dass also déi Leit, déi d'Police solle kontrolléieren, wëssen, éischters, dass se nëmme detachéiert sinn an der IGP an dass se och, zweetens, wëssen, dass se eng Kéier mussen zréckkommen an de Corps vun der Police selwer. An dat ass e Punkt, dee fir d'Kommissioun ganz wichteg ass.

Den zweete Volet, dee wichteg war, ass dee vun der Kompetenz bannent der IGP. D'Kompetenzen an hirer Spëtzt, awer och d'Kompetenzen hannendrun. D'Fro, déi vill diskutéiert gëtt, ass jo déi, wien d'IGP soll leeden. Ob dat éischter e Polizist soll sinn oder éischter e Magistrat oder e Jurist. D'Gesetz erlaabt jo am Moment eigentlech béides. Woubäi déi lescht Regierungen de Choix getraff hunn, e Polizist ze benennen. Mä d'Kommissioun huet gemengt, d'Fro dierft eigentlech manner sinn, ob et deen een oder deen anere wier, mä d'Kommissioun huet gemengt, dass d'Kompetenze vu béiden en permanence noutwendeg wieren un der Spëtzt vun der IGP.

Duerfir huet och d'Kommissioun proposéiert, dass nieft dem Poste vum Generalinspekter och de Poste geschafte gëtt vun engem Generalinspekter adjoint. Dat ass e Vorschlag, wéi dee vun der Onafhängegkeet vun der IGP als komplett autonom Verwaltung, deen och méi séier formuléiert ass, wéi realiséiert. Ech kommen elo nach kuerz op déi do zwee Aspekter - jo, well d'Zäit leeft geschwënn of -, fir op dee Punkt do ze kommen.

En drëttes wichtige Punkt ass dee vun der Reform vun Disziplinarrecht an der IGP.

D'Kommissioun proposéiert also an hire Konklusiounen un d'Regierung, eng komplett onafhängeg IGP doduerch ze organiséieren, dass et fir hir Leit kee Retour méi gëtt an d'Police. Dat bedéngt awer, wann een déi Onafhängegkeet wëllt, dass ee fir déi Leit, fir d'IGP net onattraktiv ze maachen, awer och muss Konditioune schafe

bannent der IGP, fir sech weiderzeentwéckelen, an och muss Konditioune schaffen, fir aus der IGP kënnen an aner Verwaltung vum Stat ze transferéieren.

Dat brauch en Deel legislativ Aarbecht, fir déi Ugläichunge vun de Carrière kënnen ze maachen. An dat brauch awer och effektiv eng Prime fir déi Leit, déi an d'IGP schaffe kommen, eng Prime, déi och an den Ae vun der Kommissioun da justifiéiert wier, wann ee géif eng extra Formatioun viraussetzen, notament e spezifeschen Exame bei der École de police, fir kënnen an d'IGP schaffen ze goen, beispillsweis e Stage an enger anerer Inspektioun an engem aneren europäesche Land. Alles dat si Qualifikationsfroen, déi och eng Prime an den Ae vun der Kommissioun kënnen justifiéieren an och dann doduerch sécherstellen, dass d'IGP net onattraktiv gëtt.

Well et ass kloer, dass bannent der Police méi Méiglechkeete sinn, seng Carrière ze dévéléppéieren. Deem muss ee Rechnung droen, wann ee wëllt, dass d'IGP kann attraktiv bleiwen, obwuel se onafhängeg gëtt, an deem Sënn, dass et kee Retour an d'Police méi gëtt.

D'Kommissioun proposéiert och, de Poste vum Directeur général adjoint ze schafen. An d'Kommissioun huet sech laang mat der Fro beschäftigt, wien da schlussendlech soll den Direkter sinn a wien den Directeur adjoint. Soll et d'office e Magistrat sinn? Oder soll et awer och kënnen e Polizist sinn?

No laangen Iwwerleeunge koum d'Konklusioun bei der Kommissioun, dass mer weiderhin dem Regierungsrot wëllen déi Tâche iwwerloosen, am konkrete Fall opgrond vun den Nimm, vun de Kandidaturen, déi virleien, déi Décisioun ze huelen, wien den Direkter a wien den Adjoint gëtt. D'Kommissioun äussert awer um Prinzip eng Präferenz derfir, dass et de Magistrat oder den héich qualifizéierten Affekot wier, well mer mengen, dass dat en net onwichtig Symbol awer wier fir d'IGP, wann déi Persoun géif d'Plaz vum Direkter kënnen besetzen. Mä wéi gesot, ënnert dem Stréch hu mer awer gemengt, et wär net onvirsichteg, opgrond vun de Kandidaturen dem Regierungsrot déi definitiv Décisioun ze iwwerloosen. Woubäi et och fir de Magistrat kloer muss sinn, dass e muss kënnen d'Magistratur réintégréieren, wat fir de Polizist net de Fall wier. An d'Kommissioun proposéiert och eng Nominatioun op siwe Joer, déi renouveau label wier.

D'Formatioun och hannert der Spëtzt soll wéi gesot d'une façon générale verbessert ginn, fir dass déi Carrière attraktiv kënnen bleiwe bei der IGP, mä och well et ëm Kompetenz geet. E Punkt, dee jo notament d'Vertreider vum Parquet bemängelt hunn. Mir muss wierklech vill Wäert dorop leeën an Zukunft, d'Formatioun initiale, d'Formatioun continue, also d'Erfahrung um Terrain kombinéiert mat der Formatioun d'äitlech ze stäerken, well eng Direktioun vun der IGP ass och ëmmer nëmme esou gutt wéi d'Qualitéit vun den Informatiounen, déi d'Enquêteure kënnen eropbréngen. An och do muss mer an den Ae vun der Kommissioun an den nächste Joren déi Verbesserungen un den Dag leeën.

Drëtten a leschte Punkt vun der Konklusioun vun der Kommissioun, dat ass d'Disziplinarrecht. D'Kommissioun proposéiert effektiv d'Gesetz vun 1979 grondleeënd a relativ rapid kënnen enger genereller Reform ze ënnerzéien. D'Kommissioun proposéiert awer och, dass am Kader vum bestehenden Disziplinarrecht d'Rechter vun den Agenten, déi an eng Enquête erageroden, à tort ou à raison, mä dat weess ee jo ëmmer eréischt herno, verbessert ginn doduerch, dass mer de Caractère contradictoire vun der Prozeduren endlech och do esou eraerken, dass dat enges Rechtsstats würdeg ass.

A leschte Punkt zum Disziplinarrecht: D'Kommissioun ass och der Meenung, dass een d'Disziplinarrecht net soll aus der Hierarchie eraushuelen. Dat wier e Feeler. D'Disziplinarrecht an esou engem Corps wéi der Police muss onbedéngt och zur Verfügung vun der Direktioun stoen. Alldéngs seet d'Kommissioun, deen Deel vun Disziplinarrecht, deen déi méi seriö Affäre betrëfft, deen Deel vun Disziplinarrecht also, wou Sanktiounen, déi passibel si vum Conseil de discipline, a Fro kommen, deen Deel soll an Zukunft d'office vun der Inspection générale de la Police wouergeholl ginn.

An d'Inspection générale de la Police soll, wa si selwer Objet ass vun engem Doute oder engem Soupçon, dann dee Moment vum Conseil de Gouvernement aux Affaires disciplinaires kontrolléiert ginn.

Dat sinn am Résumé, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusiounen vun der Kommissioun, déi Der am Rapport

erëmfant. Mir hunn och eng Motioun preparéiert. Déi dréit am Moment véier Ënnerschrëften. Den Här Henckes vun der ADR ënnerschreift déi mat, dann huet se déi fënnef gefroten Ënnerschrëften. Ech déposéieren déi hei bei Iech, Här President,...

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police aura bientôt dix ans;*

- *considérant que l'Inspection générale de la Police a su pendant ses dix premières années d'existence devenir une institution globale bien acceptée par les membres de la Police grand-ducale;*

- *considérant que des déficits sont néanmoins apparents et appellent des réformes;*

- *considérant le rapport détaillé élaboré par la commission juridique en application de l'article 91 du règlement;*

*invite le Gouvernement*

*à prendre les mesures législatives nécessaires visant:*

- *à donner un statut propre à l'Inspection générale de la Police et à l'établir en administration indépendante sous l'autorité directe du Ministre ayant l'Inspection générale de la Police dans ses attributions;*

- *à placer cette administration sous la direction d'un Inspecteur général et d'un Inspecteur général adjoint de l'Inspection générale de la Police;*

- *à arrêter que l'un(e) devra obligatoirement être un(e) magistrat(e) ou juriste ayant une solide expérience professionnelle en la matière et à prévoir que cette personne devra avoir la possibilité de quitter l'Inspection générale de la Police et, le cas échéant, de réintégrer la magistrature à son rang tout en maintenant que la législation qui lui sera applicable en matière disciplinaire reste celle de la magistrature;*

- *à améliorer les droits des agents de police visés par une enquête disciplinaire, notamment en ce qui concerne l'accès au dossier et dans le but de garantir le caractère contradictoire de la procédure;*

- *à associer l'Inspection générale de la Police à toute enquête judiciaire impliquant un membre de la police;*

- *à charger le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire de l'instruction de toutes les procédures disciplinaires portant sur des cas de manquements au sein de l'Inspection générale de la Police;*

- *à moderniser le cadre légal fixé par la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique pour l'adapter aux évolutions intervenues depuis son entrée en vigueur tant au niveau légal qu'au niveau structurel.*

(s.) Félix Braz, Alex Bodry, Colette Flesch, Jacques-Yves Henckes, Patrick Santer.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), rapporteur.** - ...an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci fir Äre Rapport. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Patrick Santer.

#### Discussion générale

» **M. Patrick Santer (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischte wëllt ech dem Här Rapporteur Merci soe fir seng ausféierlech schrëftlech a mëndlech Berichter, déi och dat zréckginn, wat an der Kommissioun diskutéiert gouf. D'Demande vun der grénger Fraktioun, dat war Enn 2007, fir eng Debatt iwwert d'Kontrollmechanisme vun der Police a besonnesch iwwert d'Inspection générale de la Police ze organiséieren, ass zu engem Zäitpunkt gemaach ginn, wou déi berühmteberüchtigt Bommeleeër-Affär erëm héich Welle geschloen huet. D'Demande vun der grénger Fraktioun huet dann och spezifesch op déi Affär higewisen.

» Et bleift awer, dass wa verschidden Tëschefäll oder Nieweneffekter vun dëser Bommeleeër-Affär den Ausléiser vun dëser heiteger Debatt waren, war et zu kengem Zäitpunkt d'Intentioun vun der Commission juridique, fir direkt oder indirekt, geziilt oder net, eis an eng lafend Prozedur oder eng bestëmmten Affär anzeméschen. Dofir hu mer och de Froekatalog, dee mer deenen zoukomme gelooss hunn, déi mer de 7. Mee 2008 am Hearing empfaangen hunn,

op grondsätzlech Aspekter limitéiert. All Froen, déi mat enger Affär, wat fir eng Affär och ëmmer dat kéint sinn, ze dinn haten, goufen net zréckbehalen. Et gehéiert sech net fir e Parlament, fir zu wat fir enger Affär och ëmmer gerichtlech oder polizeilech Enquêtes ze maachen.

Et ass awer eis Aufgab fir ze kucken, nozopréiwen a gegebenensfalls och Propositionen ze maachen, wat déi generell Aarbecht a Fonctiounsart a -weis vun engem Service, vun enger Verwaltung, an dësem Fall der Police an doriwwer eraus d'Inspection générale de la Police ugeet. An dat hu mer mat dësem Rapport gemaach.

Ech sinn dofir frou, dass mer de leschte Méttwoch de schrëftleche Rapport unanime konnten an der Commission juridique unhuelen. Déi sachlech an objektiv Diskussiounen, déi mer net nëmme mat den Acteuren um Terrain an deem Hearing, dee mer organiséiert haten, mä och duerno ënner eis an der Kommissioun haten, bezeie vun der Wichtigkeet an der Serenitéit vun deene Sujeten, déi mer ausgesicht haten.

D'Police an engem Rechtsstat huet eng eminent wichtig Roll. D'Poliziste sinn déi, déi stänneg a Kontakt mat de Bierger sinn. Si sinn déi, un déi d'Bierger sech wënnen, wa se Affer vun engem Verbriche gi sinn oder wa se engem eppes virzwerfen hunn. Vun engem chronologesche Standpunkt aus gesinn, sinn d'Polizisten déi, déi als Éischt optriede fir den Ordre public anzuhelen, sief dat an hirer Missioun vu Police administrative, dat heescht éier eng Strofdot begaange ginn ass, oder als Police judiciaire, wa bis eng Strofdot begaange ginn ass.

Dofir ass et wichtig an noutwendeg, dass d'Police net nëmme déi materiell a perséinlech Moyenen huet, mä och juristesche spezifesche Befugnisse huet, fir hirer eminent wichtiger Roll am Stat gerecht ze ginn.

E Polizist, wann en an där Capacitéit handelt, an nëmme wann en an där Capacitéit handelt, muss Rechter zouerkannt kréien, déi méi wäit ginn, wéi déi vun alle Bierger. Wien awer och zousätzlech Rechter huet, kritt och zousätzlech Flichten.

Dës zousätzlech Flichte sinn duebel. Si si fir d'éischt juristescher Natur. Bei der Ausféierung vun hirer Aarbecht mussen d'Poliziste sech un déi am Gesetz festgehalen oder virgeschriwwene Bedéngungen a Prozeduren halen. E Polizist steet net iwwert dem Gesetz. D'Flichten, un déi d'Police sech ze halen huet, sinn och moralescher Natur. Well d'Polizisten am stänneg Kontakt mat de Bierger sinn, verkierpert all eenzelne Polizist de Corps vun der Police. D'Feelverhale vun engem wierkt sech op dee ganze Corps aus.

Wa se och keng einfach Aarbecht hunn a mat Situatioune konfrontéiert ginn, déi net ëmmer einfach ze verdroe sinn, muss hiert Verhalen einfach exemplaresch sinn. An do, dat kann een ni genuch ënnersträchen, ass all Polizist fuerecht. Héiflechkeet, déi elementaarst Héiflechkeet nom Motto: Moien, Merci an Äddi. D'Ausübe vun hire Rechter nëmme zu professionellen Zwecker, an net an engem eegenen Interessi, eng Selbstdisziplin, Maîtrise de soi, dat sinn déi elementaarst Regeln, soe mer, den absolute Minimum a Saache Behuelen. D'Police soll an hirer Aart a Weis, wéi se mam Bierger ëmgeet, Beispill sinn, wéi een et soll maachen, an net Beispill sinn, wéi een et net soll maachen. An nach eng Kéier: Den Image - op gutt Lëtzebuergesch gesot - vun ganze Corps vun der Police gëtt vum falsche Behuele vun engem Eenzege geschiedeg.

Aus deene Grënn ass et och wichteg, dass et Kontrollinstanze gëtt, déi d'Police iwwerwaachen. Dat ass net nëmme d'Inspection générale de la Police, op déi ech wäert nach ze schwätze kommen. Dat si fir d'éischt eng ganz Rétsch vun aner Kontrollmechanismen. Déi eng sinn intern, wéi den hierarcheschen oder den disziplinaresche Wee. D'Police huet eng hierarchesch, eng militäresch organiséiert Struktur, an dës Struktur ass déi éischt bal - ech wëll soen -, déi natierlech Kontrollinstanz, déi et an der Police gëtt.

An dësem Zesammenhang, wéi den Här Rapporteur et och gesot huet, sollt nach erwähnt ginn, dass dat heiteg Disziplinarrechtgesetz vum 16. Abrëll 1979 an der

Force publique net méi den aktuelle Begebenheete Rechnung dréit. Den Avant-projet de loi wier, esou gouf eis emol gesot, an der Maach, mä géif iergendwou hänke bleiwen. Datt dësen Avant-projet de loi soll finaliséiert ginn an op den Instanzwee bruecht ginn, ass awer wichteg. Eng ganz Rétsch vu Bestëmmungen an der Prozedur an och am Strofkatolog mussen op d'Lee geholl ginn.

D'Regierungsmembere fir d'Force publique - Arméi a Police - sinn zoustänneg a mussen derfir suergen, datt an deene beschtméiglechen Délaien e Projet de loi an dëser wichtiger Matière an d'Chamber soll agerecht ginn.

Et gétt awer och eng ganz Rei vun externe Kontrollorganer. Dat ass déi politesch Kontroll iwwert d'Chamber an d'Regierung; d'Kontroll a Saache vu Police judiciaire duerch de Code d'instruction criminelle, d'Policegesetz an e spezielle Strofregime vun den Officiers de police judiciaire; eng Kontroll a Saache Police administrative duerch de Comité de prévention, an eng obligatoresch Informatioun vum Parquet, wann extraordinär Evenementer virkommen. Dat ass eng Kontroll a Saache Police militaire duerch den Auditeur militaire, dat ass eng finanziell Kontroll. Dat ass eng Kontroll a Saachen Datschutz. Dat ass eng Kontroll bei de Retours forcés duerch den Aussemistère an déi onofhängeg Observateuren. Dat ass eng Kontroll duerch de Médiateur an den Ombudscomitée fir d'Rechter vun de Kanner. Dat ass eng Kontroll vun internationalen Instanze wéi dem Conseil de l'Europe, d'Europäesch Unioun am Kader vu Schengen, an dat ass eng méi generell Kontroll iwwert Polizeigewerkschaften, iwwert d'Press an am grouss Ganzen iwwert d'Öffentlecheit. Dobäi kënn nach d'Inspection générale de la Police, d'IGP, déi d'Kärstéck vun dësem Rapport bilt.

D'IGP ass duerch d'Policegesetz vun 1999 geschafte ginn. Zéng Joer duerno ass et un der Zäit, dës deemools nei geschafene Institution op hir Resultater a Funktionsaar a -weis ze iwwerpräiwen. Eppes muss ee virausschécken: Dës nei Institution huet sech gutt organiséiert a fonctionnéiert och gutt. D'Leit an der IGP maachen hir Aarbecht seriö a gewëssenhaft.

Wat sinn d'Missiounen vun der Inspection générale de la Police? Den Här Rapporteur huet déi Missiounen a Kompetenze beschriwwen, esou kann ech mer et erlaben, se hei nëmme kuerz ze beschreiwen. D'Inspection générale de la Police steet ënnert der Autoritéit vum Justizminister an ass eng eegen, onofhängeg Organisation, déi getrennt ass - oder Verschiedener géife soen: soll sinn - vun der Police.

D'Inspection générale de la Police huet, niewent aner Fonctionne wéi bei der Formation continue vun de Polizisten, déi ze begleeten oder Statistiken opzesetzen, dräi grouss Missiounen: éischtens, Kontroll vun der Legalitéit. Huet d'Police hir Aarbecht konform zum Gesetz an de Prescriptions de service gemaach?

An dësen Affären, och Enquêtes administratives genannt, geet et haaptsächlech ëm d'Behuele vu Polizisten, d'Héiflechkeet, d'Selbstdisziplin an esou weider; geet et ëm d'Anhale vun de Prozeduren, zum Beispill bei enger Identitéitskontroll, oder ëm eng Verweigerung, eng Plainte niddereschreiwene - do muss een nach eng kéier soen, all Bierger huet d'Recht, wann hien eng Plainte mécht, datt déi Plainte och soll niddereschriwwen ginn. Oder et geet ëm eng schlecht Organisatioun vun der Police oder de Servicer wéi zum Beispill schlecht geschriwwen Rapporten oder e schlecht fonctionnéierenden Accueil an de Kommissariat.

A sengem Rapport fir 2006 huet d'Inspection générale de la Police festgehale, datt zwee Dréttel vun deene Reklamatiounen fir dat Joer 2006 - et waren der 94 - begrënnt waren. Aacht Dossiere goufen och 2006 un de Parquet weiderginn.

Niewent der Kontroll vun der Legalitéit gétt et zweetens eng Kontroll vun der Qualitéit. D'Inspection générale de la Police kann Etüde maachen oder Auditen, fir ze iwwerpräiwen, wéi déi verschidde Servicer vun der Police fonctionnéieren an organiséiert sinn. 20 esou Etüden oder Audit goufe säit 2000 gemaach. Hei gi Léisungsvorschläi un d'Polizeidirektioun gemaach. Mängel si bei

der Kommunikatioun, der Kollaboratioun an der Koordinatioun tëschent Servicer oder bei der Formation continue opgefall, a Léisung goufe virgeschloen.

Dës Etüden an Audit gi vun der Inspection générale de la Police op Ufro vum Justizminister oder dem Procureur général de l'État gemaach. Der Meenung vun der Kommission no missten och de Generaldirekter vun der Police, aner Ministèren oder Institutione wéi de Médiateur oder d'Commission consultative des droits de l'Homme beim Justizminister intervenéiere kënnen, fir eng Etüd oder en Audit vun der IGP an Optrag ze ginn.

Dréttens. No der Kontroll vun der Legalitéit a vun der Qualitéit kënn d'Kontroll als Autorité judiciaire op Demande vum Procureur général d'État oder vun engem vum Procureur d'État. 2007 waren dat 27 Fäll, wou e Member vun der Police beschëllegt gouf, géint d'Strofgesetz verstouss ze hunn, sief dat iwwer Menacen, Coups et blessures an esou weider.

Här President, aus deem, wat ech elo grad gesot hunn, hutt Dir gemierkt, datt d'Inspection générale de la Police keng Kompetenz huet a Saache vun Disziplinaraffären, wou et natierlech net zu enger strofrechtlecher Enquête kënn. D'Disziplinaraffäre gi vun der Police duerchgefouert. Dat waren der 2007 64 géigeniwwer 37 am Joer 2006 a 44 am Joer 2005.

Datt d'IGP an deenen Affären ausgeschloss ass, ka seng Grënn hunn. Eiser Meenung no misst awer och d'Inspection générale de la Police an deene graven Disziplinaraffären, déi virun e Conseil de discipline kommen, mat ageschalt ginn. Esou géife mer d'Kompetenz vun der IGP zwar ausweiden, mä d'IGP géif fundamental an hirer Missioun bleiwen, déi se 1999 krut, an zwar d'Kontroll vun der Police ze maachen.

Wa mer scho bei den Disziplinaraffäre sinn, solle mer och e puer Wieder iwwert den Accès zum Dossier duerch e beschëllegte Polizist verléieren. Am Kader vun der Orientationsdebat, déi mer virun 18 Méint hei an dësem Plenum organiséiert hunn - dat war d'Orientationsdebat iwwert d'Sécurité intérieure -, hat d'Commission juridique sech staark gemaach, fir datt den Accès zum Beschëllegten an enger strofrechtlecher Affär zu sengem Dossier soll verbessert ginn, an dat am Sënn vun der Égalité des armes oder enger richteg kontradiktorscher Prozedur. Datselwech an aus deene selwechte Grënn muss sech och an den Disziplinaraffäre vun der Police applizéiere kënnen.

De beschëllegte Polizist muss wëssen, firwat géint hien eng Affär ugefaange gétt. Hie ka sech dat vläicht denken, mä dat geet net duer: Hie muss et wëssen. Froen, wéi zum Beispill: „Firwat sinn ech hei?“ - d'äerf et net ginn. Nëmme duerch e geregelten Accès zu sengem Dossier kann e Polizist sech géint eng Beschëllegung uerdentlech wieren. Dat ass eng vum Rechtsstat diktéiert Pflicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Inspection générale de la Police beschäftegt dräizéng Persounen: eelef Polizisten an zwee Universitären. D'Inspection générale de la Police beschäftegt also Polizisten, fir d'Police ze kontrolléieren. Dat kann erstaunlech sinn, zumools - wéi ech dat virdu gesot hunn - d'Inspection générale vun der Police onofhängeg ass.

Ass d'Inspection générale dann nach wierklech esou onofhängeg? Déi eelef Polizisten ënnerstinn dem Generalinspekter, also dem Chef vun der Inspection générale de la Police. Si sinn awer nëmme an d'Inspection générale de la Police détachéiert ginn a kënnen esou zu jiddwer Zäit erëm zrëck an d'Police réintégréiert ginn, wa sech do fir si eng bestëmmte Plaz opmécht. Ouni datt dat an engem bestëmmte Fall, an enger präziser Affär zu iergendwéi enger schlechter Kontroll gefouert hätt, gétt et e latente oder e potenziellen Interessenkonflikt. An deen Interessenkonflikt, och, wann e sech bis elo net realiséiert huet, kann der Glafwierdegkeet vun der Kontroll duerch d'Inspection générale de la Police schueden.

Op där anerer Säit muss een awer och zwou weider Considératiounen mat an d'Reflexioun afléisse loossen.

Éischtens ass d'Inspection générale eng kleng Verwaltung mat manner Promotionsméiglechkeete wéi der Police. Et kann een och e falsche Choix gemaach hunn a wëllen zrëck a säin Urspongscorps goen.

Zweetens mussen an der Inspection générale Leit schaffen, déi genee wëssen, wéi d'Police schafft a besonnesch, a wat fir schwéier stressfördernde Situatiounen e Polizist sech ka befannen an eventuell muss handelen.

De Kontrollleur muss wëssen, ënner wat fir enge Bedingungen e Kontrolléierten huet missen handelen, fir feststellen ze kënnen, ob e gutt oder schlecht gehandelt huet no de Kritären Nécessité, proportionnalité et subsidiarité. An déi léiert een net einfach esou an de Bicher. Dat muss ee wëssen. Dat muss ee kennen.

D'Onofhängegkeet vun der Inspection générale stäerker, heescht, datt d'Personal vun der Inspection générale géigeniwwer der Police onofhängeg ass. Dës Onofhängegkeet heescht net, datt d'Personal hir ganz Carrière muss an der Inspection générale verbréngen, mä si mussen iwwer e Changeement de carrière fueren. Si kënnen awer net, wéi den Här Rapporteur dat gesot huet, erëm zrëck an d'Police goen, soss géife mer erëm op deen - wéi ech gesot hunn - latenten oder potenziellen Interessenkonflikt zrëckkommen.

D'Zivilpersonal soll och an deem Sënn gestäerkt ginn, datt si de Statut vun engem Officier de police judiciaire mat deenen zougehéierende Rechter, mä och Flichte kréien. D'Prime an d'Ausbildung kéinten och d'Inspection générale de la Police méi attraktiv maachen. An ech verweisen do op de schrëftlechen a mündleche Rapport vum Kolleg Félix Braz.

Här President, un der Spëtzt vun der Inspection générale de la Police steet haut e Generaldirekter, deen aus der Police kënn an deen no senger Déngschtzäit an der Inspection générale de la Police net méi zrëck an d'Police d'äerf goen.

Déi Proposen, déi den Här Rapporteur virdu erklärt huet, an zwar, datt mer virschloen, e Generalinspekter an en Adjoint ze hunn, wou deen een - Direkter oder Adjoint - aus der Police, an deen aneren - Adjoint oder Direkter - een aus der Magistratur oder ausgebildete Jurist ass, riichte sech net géint déi heiteg oder déi viereg oder déi nächst Direktioun, déi eng exzellente Aarbecht geleescht hunn. Zumools, wat déi viereg an déi heiteg Direktioun ugeet - vun där nächter weess ech jo nach näischt.

Dës Virschléi zilen doropshin, fir datt d'IGP a senger Onofhängegkeet vun der Police soll gestäerkt ginn, mä och esou eng gewisse Kontinuitéit u senger Spëtzt kriit. E stännege Wiessel un der Spëtzt vun enger esou wichtiger Institution déngt der Aarbecht vun der Inspection générale net.

Wien elo grad an engem bestëmmte Moment Generalinspekter oder Adjoint gétt, e Polizist oder Magistrat, Magistrat oder Jurist oder e Polizist, muss vu Fall zu Fall gekläert ginn, wann d'Kandidature bis virleien. Mä eppes ass sécher: Et geet dorëms, Leit ze nennen, déi Erfahrung op dësem Gebitt hunn. E Jurist, dee keng Erfahrung a strofrechtlechen Affären oder polizeilecher Aarbecht huet, wär bestëmmt eng Fehlbesetzung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusiounen vun der Commission juridique, déi am Rapport an an där vum Rapporteur virbruechte Motioun festgehale goufen, mussen nach juristesche preziséiert ginn. Et si Leitinnen, déi sech net nëmme un déi heiteg, mä besonnesch un déi nächst Regierung wenden. Déi genau Modalitéite souwuel vum Standpunkt vun der Police oder Inspection générale, mä och vum Aspekt Fonction publique hier - fir de Changeement de carrière zum Beispill - mussen nach am Detail ënnersicht ginn. Et ass eng Orientationsdebat, an eis Konklusiounen mussen och an deem Kader gesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Vertrauen ass gutt, Kontroll ass besser, kéint ee bal hei soen. Besser wier awer folgende Saz: D'Vertrauen ass noutwendeg, d'Kontroll ass et och. D'Vertraue vun de Bierger an d'Police, d'Vertrauen tëschent der Police an der Inspection générale, dat si grondsätzlich Bedingungen, déi mussen agehale ginn, wat d'Fonctionsaart a -weis vun der Police betrëfft. Kontrollinstanze sinn duerfir net iwwerflësseg, well se um Enn vum Dag zu engem méi grouss Vertrauen zur Police an hirer Aarbecht féieren.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Santer. Den honorabelen Här Bettel huet elo d'Wuert fir d'demokratesch Fraktioun.

» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, ech soen lech Merci. Fir d'éischt wëll ech dem Här Braz, awer och dem Här Santer Merci soen, well mer et fäerdeg bruecht hunn, an eiser Kommissioun awer eng ganz sachlech Diskussioun ze hunn iwwer e Sujet, dee bestëmmt net ganz einfach war, wou mer haut jo och Propositionen hunn, wat jo awer och wichteg ass, fir no zéng

Joer kënnen eng Institution eng kéier ze analyséieren an ze kucken, wéi ee se ka verbesseren.

Den zéngten Anniversaire ass sécher do en Ulass, fir e Bilan ze maachen, mä et sinn awer aner Saache gewiescht, déi och d'Urgence invoquéiert hunn. Eng Saach, esou wéi et scho virdu gesot ginn ass, ass d'Affär „Bommeleer“, wou ganz vill iwwert d'IGP geschwat ginn ass.

Ech erënnere un eng Question parlementaire, déi ech gestallt hunn de 15. Januar 2008 un eise Justizminister, nodeem justement op enger Pressekonferenz de 25. November 2007 mam Här Biever an duerno och am Échange de vues, déi mer bei eis an der Chamber haten, gesot ginn ass, dass eng Filature organiséiert gi war am Kader vun de Bomben-Affären, ouni dass den Untersuchungsriichter deemools jo informéiert gi war. Wéi mer dunn déi Explikatiounen kriit hunn, huet de Justizminister jo och gesot, dass hie géif d'IGP mandatéiere fir eng Enquête ze maachen, fir ze kucken, wat do geschitt wier, an dass déi Enquête och misst vun neutraler Leit gemaach ginn.

De Problem war: Wat sinn neutral Leit, wann Der Leit do sëtzen hutt, déi deemools bei der Affär derbäi waren? An iwwerhaapt konnt ee sech d'Fro stellen, wie vun deene Leit, déi haut bei der IGP sinn, kee Lien op jidde Fall haten oder kéinte kréie mat deene Leit, mat deene se schaffen oder kéinten nach eng kéier zesumme schaffen.

An do krut ech och eng Äntwert vum Här Minister, dee mer gesot huet, dass hien insistéiert hätt, fir dass déi Persoun net sollt deemools fir d'Police geschafft hunn, an dunn huet hie mer och gesot: «Si néanmoins l'honorable Député, ou son groupe politique, n'a pas confiance dans le travail des fonctionnaires ainsi mandatés, je marque d'ores et déjà mon accord à ce que des experts étrangers soient chargés d'une mission...» An dunn huet hie gesot, mir sollten déi Leit nennen.

Ech ka mech awer erënnere un dee Rapport, Här President, deen am Fong net vill bruecht huet. Also, en huet gesot, et wier dat an dat dat deemools geschitt. A wann ech mech awer erënnere, dann ass awer en anere Rapport komm, deen net e Rapport war, mä einfach e Courrier, dee vum Procureur Biever geschéckt ginn ass un de Justizminister, deen awer wéi eng Bomm ageschloen huet an och nach souguer derzou gefouert huet, dass den Här Reuland an den Här Stebens jo vun hirer Fonction démettéiert gi sinn.

De Rapport vun der IGP sollt jo awer déi Pièce maîtresse sinn doriwwer, wat deemools geschitt war. An op jidde Fall d'Konklusiounen, wann een déi liest vun der IGP an deem doten Dossier an dem Rapport an an deem Courrier vum Här Biever: Ce ne sont pas les mêmes conclusions! Ce ne sont pas les mêmes conclusions! Ech mengen, dat soll een net vergiessen.

Dann huet ee sech heiansdo d'Fro gestallt, ob et wéi an engem Supermarché wier, dat heescht, et géif ee lénks eppes plécken oder riets eppes plécken, dat heescht, heiansdo ass d'IGP kontaktéiert ginn an heiansdo ass se net kontaktéiert ginn. Ech ginn lech elo d'Fall vun Offizéier, ech zitieren elo keen, mä wou awer Affäre gemaach gi sinn, do ass d'PJ mandatéiert gi fir déi Affären ze maachen. Ass do en Doute gewiescht vum Procureur vis-à-vis vun der IGP? Oder firwat sinn déi verschidden Affäre vis-à-vis vun Offizéier net vun der Inspection générale vun der Police gemaach ginn, mä vun der PJ?

(Interruption)

Här President, den Här Santer stellt mer eng Fro: Ech si weder Affekot vun deem Här, deen inculpéiert ginn ass, dee vun der Police selwer, dat heescht op d'mannst vum Parquet, Faité reprochéiert kriit. Do kéint ee sech zwar Froe stellen - ech si ganz frou, Här President, dass den Här Santer mech dorop opmierksam gemaach huet - iwwert d'Äntwert, déi meng Kollegin, d'Claudia Dall'Agnol, kriit op déi Fro, déi se gestallt huet iwwert déi Sanktioun iwwerhaapt. Well et soll een net vergiessen, dass an deenen doten Dossieren en Direkter vun der Police judiciaire jo Informatiounen net weiderginn hat un de Parquet.

Mir kréien hei net Bescheid gesot, wat do geschitt ass. Ech si ganz averstanen, et sinn Décisiounen, déi d'Justiz oder elo d'IGP oder de Minister muss huelen, mä et wier awer interessant...

» M. le Président. - Här Bettel, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Santer?

» M. Xavier Bettel (DP). - Selbstverständlich, Här President!

Mardi,  
17 février 2009

►► **M. Patrick Santer (CSV).** - Ech wollt den Här Bettel just froen, ob hie sech net mam Gebai geiert huet, an hien dat net an enger Cité judiciaire misst virdroen, am plaz an der Cité judiciaire Saachen iwwer politesch Affären ze plädieren. Hei kann hie roueg iwwert de Rapport vum Här Braz diskutieren.

►► **M. Xavier Bettel (DP).** - Oder Äre Rapport. Dir hutt jo en zweete gemaach.

►► **M. Patrick Santer (CSV).** - Genau.

Den Här Justizminister, ass kee Riichter. Mir sinn och net Riichter. Dofir froen ech den Här Bettel, ob hie sech net mam Gebai geiert huet an hei net an der Cité judiciaire zu enger bestëmmter Affär wëllt plädieren.

►► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech si ganz frou, dass den Här Santer mer déi Fro stellt, well leider ass nach ëmmer - dat, wat hie virdru gesot huet - d'Responsabilité politique an deem heiten Dossier net déi vun engem Riichter oder vum Polizist, mä nach ëmmer vun engem Här Minister. An den Här Minister, deem hei vis-à-vis vu mir sëtzt, ass nach ëmmer de Minister, deem zoustänneg ass fir d'Justiz a fir d'Police.

**(Interruption)**

Ech weess, Här Santer, dass et och schwéier ass, wann een dem „Tageblatt“-Artikel no 30% vu senger Zäit Justizminister ass, dann ass et schwéier sech zu 100% ëm d'Dossieren ze këmmen. Dat huet den Här Frieden jo an engem Artikel am „Tageblatt“ gesot; 30%. Dat steet hei am Artikel. Ech zitieren just.

Ech wëll lech just soen, Här Santer: Wa mir de Justizminister eng Kéier géife kréien, misst deem 100% Justizminister sinn! Et ass kee part-time Job fir Justizminister ze sinn.

**(Interruption)**

►► **M. le Président.** - Här Bettel, loosst lech elo net hei aus dem Konzept bréngen.

**(Hilarité)**

Féiert Dir roueg Är Ausféierung weider a reegt lech net op.

►► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, dowéinst misst ee sech d'Fro stellen, wéini d'IGP oder wéini d'PJ misst Enquêtë maachen. An deem heite Fall sinn ech frou, dass mer jo zréckbehalen hunn, dass d'IGP soll an Zukunft och d'Enquêtë maachen.

Mä dat heescht, et soll een net op där enger Sait eng Prozedur hunn, an op där anerer Sait eng aner Prozedur. Dat mécht, wéi wann een an där enger oder an där anerer Form keng Confiance hätt. Dofir steet och an der Motioun, déi mer jo - dat hoffe mer - dann elo stëmmen: «à charger l'IGP de toutes les enquêtes disciplinaires visant des faits passibles du Conseil de discipline et ceci pour toutes les carrières (officiers, inspecteurs, brigadiers et le personnel civil)».

Här President, et kéint een hei dräi Punkten ervirhiewen, déi an deem heite Rapport ganz wichtig sinn an deene Punkten, déi mer decidieren.

Dat ass éischtens, dass een Direkter en Directeur adjoint gëtt, an dass ee vun deenen zwee e Magistrat oder e Jurist ka sinn an deem aneren e Polizist. Et ass wichtig, dass och vis-à-vis vun der Indépendance vun dëser Administratioun net nëmmen déi Plaze vun Offizier vun der Police grand-ducale besat sinn an dass een och do eng Persoun huet, déi ausstehend ass vis-à-vis vum Corps vun der Police grand-ducale.

Firwat soen ech dat? Et huet ee jo d'Gefill - an dat ass och am Fong deem zweete Punkt, deem ee kann hunn -, dann ass een eng Kéier bei d'Police- an d'Offiziéesch-Carrière gaangen, dann ass een e bëssen an d'IGP gaangen, dann ass een zréckgaang. Et konnt ee jo dem Text no vun där enger Plaz op déi aner goen.

Wat misst ech soen, wann ech Enquêteur wier bei der IGP an elo misst ech géint de Generaldirekter oder iergendee vun den Offizier eng Enquête maachen an dann nees zréck bei d'Police goen? Ech wier jo bestëmmt net deem, deem herno eng fulgurant Carrière géif maachen, wann deem un Personalbüro main Numm géif gesinn. Dee géif do schonn e rout Duch gesinn.

Ech ka mer et virstellen, wann den Numm „Bettel“ da géif do stoen, dass dat souwisou schonn eng Ursach wär,...

**(Hilarité)**

...fir net grouss Carrière am Betrib ze maachen. Mä bon.

Ech soe just, Här President, dass et awer net méiglech ass - „Jeu des chaises musicales“ hu mer dat als Kand genannt -, dass ech dann eng Kéier hei souz, an da wupps souz ech op där anerer Sait. Dat geet net! Oder et geet een an eng Instanz, déi d'Inspection générale vun der Police ass, an ech kontrollieren do an ech hu meng Indépendance, an de Risque ass null, dass ech nees zréck muss bei déi vis-à-vis sëtze goen, oder grad deem säin zweete Mann ginn, nodeem ech enquêtéiert hunn. Wat elo de Fall ass bei der PJ an engem Dossier, wou eng Persoun géint d'Leit enquêtéiert huet an dann duerno awer nees deem Offizier zréckkritt.

Dat ass net gutt, Här President! Et soll een och vermeiden, dass esou Fäll kommen, dass een, dee selwer eng Procédure disciplinaire hat, duerno nach vläicht Supérieur gëtt oder op jidde Fall an enger Abteilung schafft mat Leit, vis-à-vis vun deenen hie selwer duerno och enquêtéiert huet.

Dowéinst sollt dee Retour onméiglech ginn. Dat heescht, dass wann ee sech eng Kéier entscheet huet bei d'IGP ze goen, een och bei der IGP seng Carrière mécht, oder duerno op jidde Fall an enger Administratioun affectéiert gëtt. Ech si frou, wann dës Chamber och an dëser Motioun duerno de Minister freet, fir dass mer an déi Richtung ginn, fir dass dee Jeu de chaises musicales ophält, a virun allem och déi richteg Indépendance, andeems éischtens - ech hunn et scho gesot - net nëmmen Polizisten, mä och Leit vu baussen do erakommen; an zweetens, virun allem, dass déi Persounen, déi dobanne sinn, net zréck bei d'Police ginn.

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob et elo fir e ganz jonke Polizist interessant ass, fir bei d'IGP ze goen. D'Erfahrung ass och vläicht net do, wann een direkt als éischte Poste bei d'IGP géif goen. Et ass kaum dat, wat sech e Polizist virstellt, wann hie bei d'Police schaffe kënn, fir do eng ganz Carrière bei der IGP ze maachen. Ech mengen, dass schonn en Enquêteurstitel wichtig wär, fir op jidde Fall bei d'IGP schaffen ze kommen, an dass déi Meesch, déi och do sinn, sollen Enquêteursqualitéiten hunn.

Dann, Här President, dee leschte Punkt, dee fir mech och ganz wichtig ass, dat ass deem drëten. Dat ass den Accès aux dossiers. Et gëtt jo näischt méi Schlëmme, wéi geruff ze ginn an ongefier ze wëssen ëm wat et geet, mä net wësse wat genau et ass an ëm wat et ka goen, an dann nach - an dat ass dat Schlëmmst - duerno ze mengen et géif een als Zeie gehéiert ginn an dass duerno deem Dossier awer kann um Geriicht gebraucht ginn, wou de Parquet eng Affär géint de Polizist mécht. Dat geet net!

Oder ech gi gehéiert als Informatioun, oder ech gi gehéiert als Zeien, oder ech gi gehéiert als Inculpé. Mä ech kann net bei eng Inspection générale vun der Police geruff ginn an engem Dossier als Zeien, an dann duerno eng Affär gemaach kréien oder um Geriicht sëtzen a gesot kréien: Dir hutt dat deemools do an do an do als Zeien gesot, mä et ass jo duerno erauskommen, dass awer Reproche vis-à-vis vun lech kéint gemaach ginn an dass dat och kéint géint lech benotzt ginn. Dat ass e bësse wéi an den amerikanesche Serien: Tout ce que vous pourrez dire pourra être retenu contre vous. Dat geet net, Här President!

Wat och ass, an dat kënn och vum Här Resse, dee jo President vun der Polizeigewerkschaft ass: Si hu manner Rechter wéi aner Leit an deene Prozeduren. Iwwerall gëtt et de Prinzip, dass een en Dossier ka kucken. Et kritt ee souger - also beim éischten Interrogatoire beim Untersuchungsriichter elo net, awer duerno kann een alles kucken. Et kritt ee Kopte vum Dossier, etc., etc.

Hei muss ech soen, bei der IGP, duerno wann den Dossier ganz fäerdeg ass, kritt een duerch den Untersuchungsriichter Asicht. Mä do sinn d'Nullitéiten. Wann Der do d'Devoirë wëllt froen, wann Der wëllt eppes nopréiwe loossen, dann ass ganz oft schonn ee Joer oder iwwer e Joer verjuppt, wou Der iwwerhaupt guer keng materiell Preuvë méi kënn hunn. Ob dat ass an engem Parkhaus, fir ze kucken un wivill Auer wien eragaangen ass, ob et ass, fir ze kucken, ob aus enger Videokamera kann d'Kassette benotzt ginn, da kritt ee ganz oft gesot: Déi Kassett ass iwwerspilt ginn a mir hu keng Kopie méi dovunner.

Dofir ass et och ganz schued, dass een dann als Polizist, oder een, deem op jidde Fall bei enger Affär bei der IGP geruff gëtt, net d'Méiglechkeet huet, fir déi Tracen ze retracieren.

Dann zum Schluss, Här President, sinn immens vill Affären, déi een dann als Polizist och gemaach kritt, wou een da geruff gëtt, wou een dann eng Affär gemaach kritt, déi dann awer am Fong als Dénonciations ca-

lomieuses kéinte qualifizéiert ginn. Dat heescht, ech gi geruff an duerno kënn näischt eraus, mä dann ass et hei: D'Affär ass fäerdeg. De Polizist, wann hien da gären eppes hätt oder wann hie gären eng Prozedur wëllt, muss hien en Affekt huelen, op d'Gericht goen, eng Plainte maachen oder eng Citation directe, fir iwwerhaupt kënnen de Schued anzekloe fir - téschent Klammeren - déi ganz Emmerdementer, déi hie gemaach kritt huet während enger ganzer Prozedur. Dat geet net!

Här President, wéi gesot, mir si frou iwwert dee Rapport, deem hei vum Här Braz presentéiert ginn ass. Selbstverständlech si mer och mat deene Punkten averstan vun der Motioun. Wéi gesot, den zéngten Anniversaire ass net d'Occasioun eleng fir do Reformen an der IGP ze maachen, well et sinn nach aner Faktoren, déi ech hei ervirgehewen hunn.

Et ass wichtig: dass et an der IGP méi transparent gëtt, fir op jidde Fall au point de vue Incapacitéit vu lénks oder no riets kënnen ze goen, dat heescht vun der Police bei d'IGP zréckzagoen; dass et net méiglech ass, dass nëmmen Polizisten do sinn, mä dass och eng aner Persoun soll dra sinn; an dann nach schlussendlech, dass d'Rechter vun deem engen a vun deem anere Polizist, déi bei d'IGP geruff ginn, garantéiert ginn.

Dat sinn déi dräi Punkten, op déi mer insistéiert hunn a wou mer frou si wann dës Chamber och unanime dës Texter wäert stëmmen, an da selbstverständlech, dass d'Regierung se och sollt duerchsetzen.

Ech soen lech Merci.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den honorabelen Här Alex Bodry huet elo d'Wuert.

►► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat am Fong wëlles hei ervirzestrichen, dass no der Opreegung, déi eigentlech um Ursprung war vun der Demande vun der grénger Fraktioun, fir dëst Thema hei am Parlament zur Sprooch ze bréngen, elo méi Sérénitéit agezu wär. Nom Här Bettel senger Interventioun sinn ech awer net méi sécher, ob ech...

►► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dat ass mä Bluttdrock!

►► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...dee Substantiv hei nach ka gebrauchen.

Op jidde Fall, an der Kommissiounssitzung hate mer ganz sachlech Diskussiounen. Ech sinn och frou, dass mer déi Aarbechten an der Kommissioun net bäcléiert hunn do d'uewer, dass ee probéiert hätt an e puer Woche Konkusiounen ze zéien, mä dass mer eis e bëssen Zäit gelooss hunn, och nodeem mer déi eenzel Acteure gehéiert hunn, fir eis definitiv eng Meenung ze bilden an eng Rei vun Orientatiounen ze ginn, wéi eng Reform vun der Polizeikontroll kéint an deenen nächste Joren ausgesinn.

Et ass evident, dass d'Polizei, andeem se eigentlech iwwert de Monopol verfügt, iwwert de legalen Asaz vun der Gewalt, muss eng speziell Kontroll kréien. Dat kann net anescht sinn.

Et ass och normal, fannen ech, dass d'Chamber sech mat där doter Fro beschäftigt. Dat och nodeem et elo knapp zéng Joer hier ass - néng Joer genau -, dass d'Gesetz vun „99 iwwert d'Fusioun vu Polizei a Kraaft ass, wat jo en neie Modus vu Kontroll vun der Polizeiaarbecht virgesinn huet. Et muss een also ënnerscheiden téschent deem, wat virun 2000 war, an deem Modell vu Kontroll, deem ab dem 1. Januar 2000 gespilt huet, mat der Police grand-ducale.

Virdrun ass een dervun ausgaangen - an dat war droegerweis ni contestéiert, obwuel et contestabel war; vläicht méi wéi dat, wat mer elo haut erëm a Fro stellen -, dass déi Kontroll am Fong intern leeft an dass sech drop verlooss ginn ass, dass doduerch, dass mer zwee Corpsen hunn, do eng gewësse géigesäiteg Kontroll och spillt.

Dat war zemoos fraglech, well zënter geraumer Zäit - zënter Jorzéngten - och schonn zum Beispill de Cadre supérieur commun war téschent deenen zwee Corpsen. Dat heescht, dass et üblech war, dass Offizier aus der Gendarmerie an der Police waren an émgekéiert. Dat war also üblech. Do war also ni eng strikt Trennung téschent deenen zwee Corpsen, besonnesch och wat d'Spëtzt vun deene Corpsen ugeet.

Nach huet dat ni zu gréisseren Diskussiounen an och - schéngt et - ni zu gréisserer Skandal gefouert. Esou dass mer eis elo mat deem System hei ofginn, deem de Législateur ab dem 1. Januar 2000 opgesat huet.

Wéi mer sengerzäit dat Gesetz vun „99 preparéiert hunn - ech ka mech e bëssen als ee vun de Papp vun där Organisatioun do bezechnen -, huet sech natierlech direkt d'Fro gestallt: Wéi organiséiert een d'Kontroll vun där neier Police?

Fir eis war et relativ kloer, dass et net eleng kéint am interne Kader vun der Polizei oflafen. Mir hunn also och gesicht fir Modeller am Ausland ze fannen, wou aner Formen vu Kontroll duerchgefouert si ginn. U sech war sengerzäit de belsche Modell deem, dee mer als Ligne de conduite zréckbehalen hunn, fir ze soen: Mir schafen am Fong en neie Service.

Et kéint een och soen et wär eng nei Verwaltung, well u sech ass d'Inspection générale de la Police kee Bestanddeel vun der Police grand-ducale. Dat ass e Service, deem direkt dem zoustännegem Minister - deemools war et de Minister vun der Force publique; haut ass et de Minister vun der Justiz - ënnerstallt ass.

Also, et ass am Fong en onafhängege Service, deem direkt näischt mat der Polizei ze dinn huet. Dat spigelt sech och erëm, wann een den Arrêté grand-ducal noliest, deem d'Kompositioun vun de Ministère festleest. Am Joer 2004 gesäit een och, dass d'Inspection générale de la Police niwient der Police grand-ducale als eegestänneg Kompetenz vum Justizminister opgefouert gëtt. Et war also ëmmer d'Absicht do, fir déi zwou Saache kloer vuneneen ze trennen.

Nach ass et esou, dass natierlech d'Inspection générale de la Police nach ëmmer en Deel vun der Force publique duerstellt an natierlech ganz staark verbonnen ass mat der Polizei duerch de Rekrutement vu senger Mataarbechter. Dat doduerch, dass mer de System gewielt hunn, dass d'Indépendance haaptsächlech grefféiert ass op de Chef vun der Inspektioun.

Den Inspecteur général ass en héichgradege Offizier, en héichgradege Member vun der Carrière supérieure. Mir hunn och derfir gesuergt, dass hie vum Grad hier am Fong sollt op en Niveau kommen, dass et u sech och kloer wär an der Hierarchie, dass him par rapport zur Police u sech net an engem Sënn kéinten Uerderer ausgedeele ginn.

Fir de Rescht ass e Modell opgegraff ginn, deem zum Deel am Service de Renseignement bestanen huet, déi och ganz vill mat detachéierte Mataarbechter schaffen, wou awer - muss ech soen - déi eege Mataarbechter an der Zuel méi grouss sinn, mä déi awer ganz oft zréckgräifen op Mataarbechter, déi zäitweilig detachéiert gi vun anere Verwaltungen an de Service de Renseignement.

Dee Modell do ass och e bëssen hei virgesinn, och aus der Suerg eraus, dass ee Leit kritt, déi motivéiert bleiwen. Dat ass vläicht och e Problem, dee sech vläicht herno bei deem neie Modell wäert erausstellen: Fanne mer motivéiert Leit, déi sech an déi Inspektioun do mellen, mat der Perspektiv, dass se mat grousser Wahrscheinlechkeet bis zu hirem Carrière-Enn wäerten an där doter Verwaltung bleiwen? Et ass ze kucken, wéi sech dat an der Praxis herno wäert erausstellen. Mä et war also d'Suerg, fir do Leit ze behalen, déi wësse wäert d'Polizei intern fonctionnéiert an déi dann och kënnen erugezu ginn, fir déi Aarbechten ze maachen.

Dat ass sécherlech kee perfekte System, wéi mer eis och an der Commission juridique bewosst sinn, dass wat mir hei proposéieren och net direkt d'Perfektion ass. Et gëtt keen ideale System, wat d'Kontroll vun der Polizeiaarbecht ugeet. Mä nach mengen ech, dass dee System, deem „99 duerch d'Gesetz am plaz gesat ginn ass, awer ka perfektionéiert ginn a ka verbessert ginn op eenzelne Punkten.

Mir hu sengerzäit écartéiert, an d'Kommissioun ass jo bei där Positioun bliwwen, dass mer deem Ganze géife substituieren oder derniewent nach e Contrôle parlementaire afieren, well mer der Meenung sinn, dass et net d'Aufgab vun der Chamber ass, fir eng wirksam Kontroll kënnen vun engem dagdeegleche Fonctionnement vun enger grousser Verwaltung auszufieren.

Ech hu meng Douten, ob eis éirewäert Kontrollkommissioun dat iwwert de Service de Renseignement ka maachen. An ech hunn natierlech nach méi grouss Douten, dass et

méiglech wär esou eng parlamentaresch Kontroll ze maache mat deene Moyenen, déi mer och als Parlament hunn, fortwährend eng Verwaltung vu 1.600 bis 2.000 Leit do ze kontrolléieren, wat hir Aarbecht ugeet. Dat ass menger Ansicht no eng Kontroll, déi gutt um Pabeier mécht, mä déi an der Praxis kaum Wierksamkeet ka weisen. Duerfir sinn ech och frou, dass op déi Iddi do net an den Diskussiounen zréckgegraff ginn ass, déi mer an der Commission juridique zu deem dote Punkt haten.

Den Text, wéi e sengerzäit d'Regierung '99 proposéiert hat, ass och liicht ëmgeännert ginn an der leschter Versioun duerch den Avis vum Statsrot, deen zur Fusioun vu Gendarmerie a Police komm ass. Duerch de Statsrot ass drakomm, dass de Chef vun der Inspektioun kéint e Member vun der Carrière supérieure vun der Police sinn, mä awer och kéint e Member si vun der Carrière supérieure beim Stat; an haaptsächlech Jurist oder Ekonomist. Dat waren déi zwou Formatiounen, déi am heitege Gesetz drastinn.

Et muss ee feststellen, dass déi Ministeren, déi d'Nominatiounen virgeholl hunn, de Choix getraff hunn, fir en héije Beamten aus der Police ze huelen, an net op e Jurist oder en Ekonomist aus enger anerer staatlecher Verwaltung zréckzegräifen. Dat wär awer parfaitement méiglech gewiescht opgrond vun deenen Texter, déi mer virleien hunn.

Dat Zweet, wat sech nach geännert huet duerch den Avis vum Statsrot, ass, dass d'Regierung ursprüngelech wëlles hat déi eege Kompetenz vum der Inspektioun méi grous auszeleeën. Et war virgesinn, dass se sech och praktesch selwer kéinte mat Dossiere befaassen, dass se also net nëmmen op Demande hi kënnen schaffen. An dat ass e bëssen ageschränkt ginn - net komplett, mä awer e bëssen ageschränkt ginn - duerch dem Statsrot säin Avis, deen herno och vun der zoustänneger Kommissioun hei vun der Chamber iwwerholl ginn ass, wou am Fong d'Recht vun der Autosaisine vun der Inspektioun ageschränkt ginn ass par rapport zu deem, wat ursprüngelech virgesi gi war.

Et muss een och soen, wéi mer 2003 en éischte Bilan gezunn hunn iwwert dräi Joer Mise en vigueur oder Mise en application vun der Reform vun Gendarmerie a Police, dass do d'Inspektioun kee grousst Thema war hei an den Debatten - ech hunn dat nogelies - am Joer 2003. Mir ass just do eng Ausso vum Gréngen-Deputéierten, dem Jean Huss, opgefall, déi ech och nach haut deelen, wou hie gesot huet, et wier nach ze fréi fir e Bilan ze zéien, a wou hie gesot huet, et muss een op jidde Fall elo oppassen, egal wat fir eng Kontroll vun der Police dass mer aféieren, dass een op där enger Säit déi schwaarz Schof kann zur Rechenschaft zéien, mä op där anerer Säit därer déi Kontroll awer net esou enk sinn, dass se zu enger Demotivatioun vum Polizeipersonal féiert duerch eng Kontroll op Schratt an Tratt. Dat ass déi Positioun, déi ech och haut nach ëmmer hunn, wat e méigleche Modell vu Polizeikontroll ugeet.

Et sinn néng Joer eriwuer. Mir hunn haut méi e geschäerftene Bléck op d'Stärkte vum System. Mir hunn awer och sécherlech méi e klore Bléck, wat déi eenzel Schwächte vun deem System vum 99er Gesetz si respektiv wat d'Ëmsetzung vun deem Gesetz do ugeet.

Sécherlech schielt sech eng Noutwendegkeet eraus, fir d'Onofhängegkeet vun där doter Kontrollinstanz nach méi staark ze affirméieren, wéi dat am Gesetz vun '99 de Fall war; besonnesch och wat déi öffentlech Wahrnehmung vun där Onofhängegkeet ugeet. Hei geet et net drëm, dass ech - ech wëll dat net maachen - déi a Fro stellen, mä dobausse kann d'Opinion publique den Androck kréien, esou wéi déi Organisatioun vun där Kontroll opgebaut ass, dass do net ëmmer déi néideg Onofhängegkeet entsteet.

A wann deen Androck kann opkommen, deem muss een entgéintwierken doduerch, dass een eben och strukturell déi Verännerung mécht, déi dann eben noutwendeg sinn, fir deen Doute net opkommen ze loosse, dass kéint e Kontrollorgan vun der Police net a voller Onofhängegkeet par rapport zur Polizei selwer fonctionnéieren.

Duerfir mengen ech, dass, och wann Der gemierkt hutt, dass déi consultéiert Instanzen net op engem Wee waren a verschidde Positiounen haten, sech dach eng Rei vun Accorden ausschielen, wou d'Kommissioun dann och tranchéiert huet tëschent deenen eenzelne Positiounen vun den Interlocuteurs.

Mäin éischte wichtege Punkt ass, dass mer aus dem eegestännege Service vun der Inspection générale de la Police, déi direkt dem Minister ënnergeuerdent ass, dass mer do eng Zivilverwaltung maachen. Mir soen et net esou kloer, mä dat ass et eigentlech. Mir maachen aus där Inspection générale de la Police eng Zivilverwaltung a mir maache Schluss mat der Praxis vun den Détachementer vun der Police an déi Inspektioun eran, wat haut also éischter d'Regel war wéi d'Ausnahme.

D'Kommissioun huet awer och erkannt, dass et weiderhin immens wichtig bleift, dass déi Inspektioun aus Leit zesummege-sat ass, déi awer d'Police vu bannen eraus kennen, déi wësse wéi et fonctionnéiert, déi och e Gefill hu fir d'Aschätzung vun engem Fehlverhalten oder net. An dat kritt ee menger Ansicht no nëmmen, wann een d'Polizei-aarbecht wierklech vun der Praxis aus richtig kennt. Duerfir soll dat jo eng gemischten Zesummesetzung ginn, wou een dann och virgesäit, dass eng Rei vu fréiere Membere vun der Polizei och Member vun där neier Inspection générale de la Police kënnen ginn.

D'Neierung ass, dass se u sech awer net méi kënnen an hiren Ursprongs-corps zréckkommen. Dat ass d'Iddi, déi mer hunn. Awéiwäit dat kompatibel ass mat Regele vun der Fonction publique an esou, dat muss ee vläicht nach alles am Detail kucken. Mä u sech ass dat d'Grondiddi, déi mer haten, déi jo och erkläert, firwat dass mer op deen dote Wee wëlle goen.

Wichtig schéngt mer och ze sinn - an dat war och '99, wann ech mech net ieren, versprach ginn, wéi mer iwwert d'Gesetz vun der Polizei a Gendarmerie hei geschwat hunn -, dass mer och onbedéngt missten an enger nächster Phas un d'Reform vum Gesetz vun '79 iwwert d'Disziplinarprozeduren an der Force publique insgesamt schwätzen.

Et betrëfft net nëmmen d'Police, et betrëfft och d'Arméi. Dat ass alles al, an do sinn e puer Grondprinzipien, déi fir mech awer fir all Zort vun Enquête géint Fonctionnaire gellen. Déi mussen selbsterständlech och bei deenen dote gellen. Ech ka mech erënnere, dass ech als Minister Diskussiounen hat, méi nach vläicht mat der Arméihierarchie wéi mat där vun der Gendarmerie an der Police. Do ass d'Fro komm: Jo, ass et da méiglech, dass ee sech assistéiere léisst duerch en Affekot? Ma selbsterständlech, dat schéngt fir mech awer e Recht ze sinn, dass en Affekot derbäi sätzt. Deen därerf natierlech net do d'Wuert féieren, mä u sech huet hien d'Recht sech assistéieren ze loosse.

Dat sinn alles Punkten, déi an deem Text vun '79 net virgesi sinn, déi an der Praxis awer zum Deel schonn elo respektéiert ginn. Mä et sinn nach där Saachen dran. Do stellt sech natierlech och d'Fro, zu wat fir engem Moment een Abléck kritt a säin Dossier. Woubäi een natierlech och muss eng Distinction maachen.

Et gétt eng Enquête administrative, et gétt eng Enquête disciplinaire, an da gétt et nach eng Enquête judiciaire. An natierlech d'Positioun och vun deenen, déi beträff sinn, an d'Rechter, déi ännere sech natierlech opgrond vun deenen eenzelnen Enquêtes. D'Problematik ass hei, dass mer et bis elo bei deenen Inspektiounen, déi d'Inspection générale de la Police gemaach huet, am Regelfall mat enger Enquête administrative ze dinn hunn; et sief d'Justizorganer hätte se beoptraagt eppes ze maachen.

Do gétt et natierlech keen direkten Ugekloeten, wéi och bei enger Enquête administrative, déi an enger anerer Verwaltung ka vum zoustännegen Direkter oder Minister ordonnéiert ginn. Och do ginn et keng fest Regele. Dat mécht d'Saach net einfach, fir do dat doten an ee vun deene klassesche Schemaen eranzekréien. Duerfir muss een do och kloer déi Distinction maachen tëschent der Zilrichtung vun deenen eenzelnen Enquêtes. Dorunner hänke sech dann eng Rei vu Rechten a Flichten, déi selbsterständlech ze respektéieren sinn. Déi sollen dann net nëmme gëlle fir déi Leit aus der Polizei, mä se solle fir all Beamte gellen, déi an der öffentlecher Verwaltung schaffen, wa sech esou Enquêtes ëm si oder géint si richten.

Dat waren déi Haaptpunkten, déi mer zréckbehalen hunn. Ech mengen, dass mer hei probéiert hunn net d'Revolutioun ze maachen, mä awer eng pragmatesch Approche

haten, a kucken: Wat kënnen mer op eenzelne Punkte verbessere opgrond vun där Erfahrung, déi elo do ass, och opgrond vun deene Virschléi, déi an der Diskussioun si respektiv där Perception, déi d'Opinion publique vum der Kontroll vun der Polizei huet?

Mir wäerte wahrscheinlech feststellen, wann et elo an den Detail geet vun där Ëmsetzung vun eisen Iddien, dass mer do op eng Rei praktesch Schwieregkeete wäerte stousse. Fir dat doten an e kohärenten Text eranzekréien, dat schéngt mer net esou evident ze sinn, well mer eng Rei vu Prinzipien an der öffentlecher Verwaltung awer hei e bëssen heurtéiere mat deem Wee, dee mer als Kommissioun hei gemeinsam proposéiert hunn. Mä dat ass eng Fro, déi déi nächst Regierung an déi nächst Chamber da méi intensiv wäert beschäftegen.

Ech wollt nach e Wuert soen zu där Iddi, déi oft an d'Vitrine gestallt gëtt, vum Magistrat un der Spézt vun enger Verwaltung. D'Magistratur ass en éierewäerte Corps, an d'Membere vun deem Corps si ganz éierewäert Persounen, mä et ginn awer och aner héich Statsbeamten, déi wuel esou éierewäert si wéi d'Magistraten. Ech fülle mech ëmmer onwuel, wann dobaussen den Androck entsteet, dass nëmmen duerch e Magistrat kéint garantéiert sinn, dass absolut d'Garantie do wär fir Onofhängegkeet a fir Integritéit.

Ech mengen, dass een déi dote Qualitéiten an der Regel och bei aneren héije Statsbeamten hei zu Lëtzebuerg virfënnt. Duerfir mengen ech och net, dass de Fait, dass mer e Magistrat géien un d'Spézt vun der Inspektioun stellen, en Allheilmittel wär fir Problemer, déi een haut festgestallt hätt am Fonctionnement vun der Inspection générale de la Police.

Et stellt sech nämlech och nach d'Fro: Wann dee Magistrat genannt wär, bleift hie Magistrat? Wann hien dat bleift, kann et net sinn, dass hien engem Minister direkt ënnerstellt ass, well als Magistrat huet hien e ganz anere Statut. Dann hätte mer u sech eng Verwaltung, déi engem Minister ënnerstellt wär, mä de Chef vun där Verwaltung, dee wär him net ënnerstellt. Dat ass fir mech net ganz logesch.

Duerfir géif ech nach eng Kéier bidden, wa mer wierklech elo am Detail eng Kéier op déi Fro zréckkommen, dass een dat doten nach eng Kéier genau kuckt. Do schéngt mer nach e puer Bocksféiss an deem Ganzen dran ze sinn.

Da mengen ech och, wa mer eis d'Fro stelle vun der Kontroll vun der Polizei, muss mer eis an deemselwechten Otemzuch och d'Fro stellen: Wéi kontrolléiere mer déi sëlliche Beamten - an dat sinn der e puer honnert hei am Lëtzebuurger Stat -, déi d'Pouvoir vun engem Officier de police judiciaire hunn? Déi hunn déiselwecht Pouvoir wéi d'Polizei, sinn awer net därsewlechter Kontroll ënnerworf wéi d'Polizei.

Och do muss mer jiddweree gläich behandelen. Mir kënnen eis net acharnéieren op d'Police, wou mer all méiglech Abusen iergendwéi fäerten, an op där anerer Säit déi sëlliche Beamte vu ganze Verwaltungen; ech denken un d'Douane, déi jo an eenzelne Beräicher wierklech voll Pouvoiren huet. Do géif dann u sech nëmmen déi intern Kontroll spillen. Do wär keen Organ do, wat richtig d'Kontroll vun deene sëlliche Beamte mécht, déi awer déiselwecht Pouvoiren hu wéi d'Polizei.

Duerfir mengen ech, dass mer och, wa mer also hei wëllen Neel mat Käpp maachen, ob mer dat wëllen oder net, aus dem Gläichheitsprinzip eraus d'Fro attackéiere vun der Kontroll vun deenen Officiers de police judiciaire, déi a villen anere Verwaltungen sinn an déi allgemeng oder partiell déiselwecht Pouvoiren hu wéi d'Polizei.

Dat ass fir mech eng ganz wichteg Fro; fir net emol d'Fro ze stellen: Wie kontrolléiert d'Riichter? En anere wichtege Pouvoir, wou mer och wäerten an nächster Zäit d'Geleeënheet kréien eis och ze ënnerhale ronderëm eng Verbesserung vun där Kontroll an d'Schafung vun engem Conseil supérieur de la Justice oder wéi mer dat Organ och ëmmer wëllen nennen. Dat sinn och Froen, déi mer am selwechten Zusammenhang am Fonctionnement vun engem Rechtsstat oder der Kontroll vun de Pouvoiren müssen als Parlament stellen.

Voilà! Dat gesot, meng Iwwerleung an déi vu menger Fraktioun zu deem heite Report, dee mer selbsterständlech droen a wou mer och hoffen, dass mer opgrond vun där Viraarbecht an deenen nächste Jore schnell kënnen virukommen, fir Neel mat Käpp an där doter Affär ze maachen.

Merci.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Bodry. Den honorabelen Här Henckes huet elo d'Wuert.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Félix Braz Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht. Hien huet domadder schonn e gudden Deel vun der Problematik exposéiert an och déi richtig Donnéeën erabruucht.

Et ass eng Diskussioun, déi elo no zéng Joer soll a muss gefouert ginn, well ech der Meenung sinn, dass een am Prinzip bal all Gesetzer misst periodesch enger klenger Revisioun ënnerwerfen, fir ze kucken, ob se net adaptatiounsfäeg wieren oder misste sinn.

Mir hunn och eng Motioun virleien, wou ech éischer géif unhuelen, dass et e Wonschiedel ass an dass d'Regierung dann natierlech wäert d'Faisabilitéit vun deem kucke musse, wat mir am Rapport an an der Motioun virschloen.

D'Problematik kenne mer. Mer hunn eng etlech Plainten déi géint d'Police kommen. Wann een d'Zuel vun deene Plainté kuckt, da gesäit een, dass dat sech awer a Moossen hält. Ech kucke just nëmmen déi Penal, déi leie bei 20 bis 30 pro Joer, an dovunner ass een Deel, wou héchstwahrscheinlech keng Poursuît wäerte stattfannen. Do muss een da just bedauern, dass mer vun der IGP net informéiert ginn, wéi vill vun deene Plainten dann effektiv herno zu Condamnatiounen féieren.

Da ginn et nach eng etlech aner Enquêtes déi mussen gemaach ginn, an do gesäit een, dass dat natierlech de Gros vun de Leit dobaussen net weider vill interesséiert, well et sech an dem normalen administrative Geschéie vun enger Administratioun wéi der Police implizéiert. Et gesäit een och, dass d'Plainten zu engem groussem Deel, zu 68% vu Privatleit, zu 12% vum Parquet, an zu 17% vun der Justiz, an 3% vun der IGP selwer kommen. Do gesäit een, dass ganz vill Bierger dobaussen heiansdo Problemer mat der Police hunn, wéinst der Aart a Weis wéi si behandelt gi sinn. Dat kënnen awer och einfach Problemer mat engem Autosaccident sinn. Duerfir ass et wichtig, dass bei der Police op jiddwer Fall eppes muss sognéiert ginn, an dat ass, dass een den Ëmgang mat de Leit, souguer wann een an enger Stresssituatioun ass, awer muss fleege, well heiansdo kommen do zu Recht Plainten, deenen d'IGP da muss nogoen.

Wat elo d'Motioun an och de Rapport ugeet, muss een awer och e puer vun deene Problemer a Suggestiounen, déi gemaach gi sinn, méi kritesch hannerfroen. Zum Beispill déi Fro, ob e Magistrat un der Spézt vun der IGP soll sinn oder net. Den Ausdruck „Magistrat“ schéngt mir onglécklech ze sinn. Et misst éischer e Jurist sinn, dee vläicht aus der Magistratur kënn, oder en einfache Jurist, wéi et och an der Motioun virgeschloen gëtt. Woufir? Wann en d'Qualitéit vun Magistrat behält, da fällt en natierlech net ënner d'Autoritéit vum Justizminister, an dat wier op jiddwer Fall falsch, well de Justizminister muss awer d'Recht behalen enger Administratioun wéi der IGP Instruktiounen ze ginn. Et därerf also mat engem Magistrat en tant que tel ès qualités näscht ze dinn hunn.

Duerfir hunn ech och Schwieregkeeten, fir op de Wee ze goen, dass dee Magistrat dann och während där Zäit, wou e bei der IGP ass, nach der Disziplin vun der Magistratur géif ënnerleien, an deene ganz spezielle Prozeduren, déi duerfir virgesi sinn. Ech hunn d'Impressioun, dass sech do e puer praktesch Problemer kéinte stellen, an och juristescher Natur, op déi ech elo net wëll agoen, mä wou ech unhuelen, dass d'Regierung, wa se deene Suggestiounen, deene Wënsch hei vun der Kommissioun wëllt Rechnung droen, wa se déi wëllt ëmsetzen, dass et do nach eng etlech Problemer wäerte ginn.

Deen anere Problem ass dee vun den Enquêteur selwer, wou gesot gëtt, dass se bien entendu müssen aus der Police kommen, well se do eng Erfahrung gesammelt hunn, well se wësse wéi et an der Police geet, an dat facilitéiert bien entendu hir Aarbecht. Mä op där anerer Säit, wa se net méi d'Méiglechkeet hu fir nees erëm zréck bei d'Police ze goen, da wäerten natierlech eng etlech Leit, déi an der Police sinn, déi do als Enquêteur figuréieren, awer zécke fir de Wee bei d'IGP ze fannen. Woufir? Ma well se Spaass an hirer Aarbecht hunn, well se de Métier vum Enquêteur bei der Police judiciaire oder beim SREC gesicht hunn, well dat hinne gefält, a si also net onbedéngt wëlle vun do fortgoen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wann op där anerer Säit awer elo duerch eng speziell Prime d'Attraktivitéit fir esou e Wiessel méi grouss gëtt, da verléieren hanneren d'Police an de SREC awer nees ganz gutt Enquêteuren. Do wäert also de Justizminister mussen en Équilibre fannen, fir déi zwee Punkten do op een Nenner ze bréngen. Ech wënschen him eng gutt Hand, mä ech huelen awer un, dass dat an der Praxis zu munch Problemer wäert féieren.

Wat gutt ass, dat ass, dass déi Nominatiounen, déi solle gemaach ginn, op jiddwer Fall fir eng Zäitdauer vu siwe Joer solle sinn, renouvelable, well et kann net sinn, dass een esou eng Fonctioun géif iwwerhuelen, als Jurist oder als Jurist „issu de la magistrature“, wéi ech et soen, an da schonn no engem oder zwee Joer nees géif a säi Corps zréckgoen.

Da stellt sech och nach eng Problematik mat der Formatioun vun deenen Enquêteuren. Wann ee weess, dass bei der IGP elo eng 13 Leit schaffen, an et misst een esou eng Formatioun do virgesinn, da kann een unhuelen, dass een ongeféier eng 20 Formateur kéint brauchen, an dat alles fir vläicht eng halfe Dose Leit, déi an engem Joer an esou engem Cours kéinte sinn. Ech hunn esou d'Impressioun, dass dat och e Wonsch ass, deen zwar richteg ass, wou mer awer just musse kucken, wéi mer dat dote praktesch kënne realiséieren, an ob net eventuell Formatiounen am Ausland méi nützlich wieren, jee nodeem wéi sech d'Problematiken oder de Mangel u Formatioun, oder déi zousätzlech Formatioun, déi eenzel Enquêteuren mussen hunn, presentéieren.

Dann hu mer an der Motioun och zréckbehalen, dass et soll eng etlech Enquêteurs civils ginn, an do hunn ech awer esou d'Impressioun, dass dat vläicht eng Iddi ass, déi och kritesch ze hannerfroen ass, well mer wëssen, dass dat bei der Police judiciaire net grad zu satisfaisanté Konklusioone gefouert huet.

Da stellt sech och nach eng Problematik fir de Personnel civil, dee bei der Police schafft, fir deen der Kontroll vun der IGP ze ënnerwerfen. Och dat schéngt mir eng Problematik ze sinn, déi awer misst geregelt ginn, well ech unhuelen, dass dee Personnel civil do net grad wäert begeeschtert sinn iwwer déi Suggestiounen, well si sinn net dem droit militaire ënnerwerf, si hunn also ganz aner Fonctiounen a Préoccupatiounen. Ech bedauern och, dass mer an der Commission juridique net d'Méiglechkeet haten, fir mat de Représentanté vun deem Personal do ze schwätzen.

E ganz positive Punkt schéngt mir awer deen ze sinn, dass mer d'Rechter vun de Poliziagenten, déi an eng Enquête verweckelt sinn, déi implizéiert sinn, déi gehéiert ginn, musse verbesseren. Mir sinn zimlech erstaunt gewiescht, wéi mer gewuer gi sinn, op wat fir eng Aart a Weis heiansdo verschidden Dossierien do op eng bal skandaléis Aart a Weis behandelt gi sinn, a wou verschidden Informatiounen net zur Verfügung stoungen. Do si mer op jiddwer Fall ganz staark hannerun der Regierung, dass deen dote Punkt - egal wéi séier si elo mat hiren Aarbechte virukéint - muss op jiddwer Fall geännert ginn. D'autant plus, dass mer och amgang sinn, am Kader vun engem anere Gesetzestext, d'Rechter vun der Victime ze verbesseren an och do ze kucken, wéi déi eenzel Leit hir Rechter a Penalprozesser besser kënne wouerhuelen.

Dat waren déi puer Remarquen, déi ech hei zu deem Rapport an zu dëser Motioun wollt maachen. Et ass, wéi gesot, eng Wonschlech un d'Regierung. Si wäert sech elo domadder mussen erëmklappen, wéi se dat dote ka praktesch ëmsetzen. Ech wënschen hir just eng gutt Hand, well et wichtig ass, dass mer eng effikass IGP behalen, déi onofhängeg ass, mä awer och motivéiert Beamten. Dat ass fir déi ganz Administratioun vun der Police noutwendeg. Dat gesot, wäerte mir déi Motioun och matdroen.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, léif Kollegeen, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente Rapport, dee jo à l'unanimité an der Commission juridique ugeholl ginn ass. Ech wëll awer och all deene Merci soen, déi ons gehollef hunn, déi Orientéierungsdebatt ze preparéieren, an dat heescht haaptsächlech all déi, déi un dem Audit an der Commission juridique de 7. Mee 2008 deelgeholl hunn: de Generaldirekter vun der Polizei, den Inspecteur général vun der Police, d'Procureurs d'État vu Lëtzebuerg a vun Dikrech an d'Vertrieder vun de Gewerkschaften.

Ech ginn net weider op dat an, wat se ons gesot hunn, well de Rapporteur dat jo am Detail a sengem schrëftleche Bericht gemaach huet. Mä ech mengen, all déi Informatiounen waren ons ganz vill wäert, fir dës Debatt ze preparéieren.

Här President, ech war net an der Chamber, wéi d'Gesetz vum 31. Mee 1999 gestëmmt ginn ass iwwer d'Reform oder d'Fusioun vun der Polizei an dem Gendarmeriescorps. Dofir hunn ech d'Debatten nogelies. D'Debatten hu stattfont de 27. Abrëll 1999, sechs Woche virun de Wahlen, an et war dofir vläicht net ganz verwonnerlech, dass et eng ganz heftig Diskussioun war. Mä d'IGP, d'Inspection générale de la Police an hir Onofhängegkeet waren awer sécherlech an där Debatt keen Haaptpunkt.

Et ass bei de Streidereien éischter ëm d'Effektiver gaang, d'Zuel also vun de Polizisten a wéi se am Land verdeelt ginn, an et ass och ëm d'Roll vun de Buergermeeschtere gaang, wat deenen hiert Verhältnis zu der Polizei wier.

Ech war awer frou feststellen, dass den deemolege Spriecher vun onser Fraktioun ganz spezifesch op déi Fro vum Contrôle vun der Police a vum Rôle vun der Inspection générale de la Police agaangen ass. Hien huet op d'Schwieregkeet higewisen, dass d'Inspektioun vun der Besetzung hier selwer aus deem Corps kënnt, dee si soll kontrolléieren, an dass d'Independenz vläicht net esou grouss wär, wéi dat wënschenswäert kéint sinn.

An hien huet drun erënnert a senger Stellungnahm am Abrëll 1999, dass d'DP an de Virdebatte proposéiert hat, et sollt e Magistrat vum Ordre judiciaire d'Fonctioun als Directeur adjoint oder awer als Chef vun der Inspection générale de la Police wouerhuelen. Mir si frou, dass déi Meenung, mat där d'DP deemools eleng do stoung, haut op alle Bänke schéngt gedeelt ze sinn.

Nun zu de Propositionen vun der Kommission. Et ass wichtig ze ënnersträichen, dass mer hei bei enger Orientéierungsdebatt sinn. Mir diskutéieren also kee Projet de loi. Et geet drëm, grouss Richtungen vun der Reform vun der IGP festzhalen. Mir wëssen alleguerten, dass duerno nach mussen Einzelheeten - a wann ech soen Einzelheeten - da sinn dat ganz wichtig Einzelheeten - am zukünftige Gesetz vun der Regierung definéiert ginn an da vun der Chamber gestëmmt ginn.

Als DP, Här President, soe mir Jo zum Schafe vun der IGP als onofhängeg Verwaltung mat engem eegene Statut, eng Verwaltung ënnert der direkter Autoritéit vun zoustännege Minister.

Mir soen och Jo dozou, dass déi Verwaltung soll ënnert der Direktioun stoe vun engem Inspecteur général a vun engem Inspecteur général adjoint. Hei wëll ech awer vläicht ënnersträichen, fir all Mëssverständnisse aus dem Wee ze goen, dass et sech hei net ëm eng Direction bicéphale handelt, mä dass et en hierarchesch strukturéierten Opbau vun engem Service bedeit. Dat heescht, et ass en Inspecteur général, dat ass de Chef, an dann ass en Inspecteur général adjoint, an da sinn d'Membere vun der Inspektioun.

Mir soen och als DP Jo dozou, dass ee vun deenen zwee Inspekteren, den Inspecteur général oder säin Adjoint, e Magistrat oder e Jurist soll sinn, mat enger zolitter beruflecher Erfahrung am penale Beräich, an dass dann deen anere soll aus der Polizei kommen. Mir haten 1999 a mir hunn haut nach eng Präferenz derfir, dass den Inspecteur général soll e Magistrat sinn a säin Adjoint de Polizist. Mä op déi Fro kann ee spéider nach am Detail agoen, an do muss dann och, le moment venu, de Conseil de Gouvernement eng Décisioun huelen. Dat ass doudsécher ee vun deene Punkten, déi hei als Richtung indiquéiert ginn, mä wou dat zukünftige Gesetz muss d'Modalitéite festleeën.

Wann den Inspecteur général aus der Magistratur kënnt, da soll hien - an dat ass och gesot ginn am Rapport an an der Motioun - säi Rang kënne halen a seng Berufsperspektive kënne behalen a muss kënne zréck an d'Magistratur goen. Säin Disziplinarstatut soll deen aus der Magistratur bleiwen. Den Här Bodry huet virun op eng Partie Problemer higewisen, déi dat stellt, ka stellen, wäert stellen, mä ech mengen, do kann een am Kader vun deem Gesetz, wat soll heizou kommen, déi néideg Brécke schloen an déi néideg Léisunge fannen.

Beim Polizist, deen Inspecteur général oder Inspecteur général adjoint gëtt, muss och gekuckt ginn, wéi, wann hien net an der IGP wëllt oder soll bleiwen, de Changement an eng aner Verwaltung sech mécht. Et ass kloer gesot, e kann net zréck an d'Police. Mä nach muss ee kucken, wéi d'Passerellen

sinn, fir an aner Verwaltungen vum Stat kënne eriwuerzegoen. Do wäert och misse léigiféiert ginn, well d'Evolutioun vun der Carrière an der Police ass, wéi mer wëssen, eng aner wéi d'Evolutioun an der Statsverwaltung.

Här President, mir mengen et wär och richteg, wann ee seet, dass den Inspecteur général an den Inspecteur général adjoint solle fir siwe Joer genannt ginn. Eng Nominatioun, déi renouvelabel ass, well dat ass am Aklang mat de Bestëmmunge vun de Fonctions dirigeantes bei der öffentlecher Fonctioun, an et schéngt ons normal, dass mer hei also déiselwecht Regele spille loosse.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

Et ass och schonn hei ënnerstrach ginn, wa mer soen, dass d'Polizeibeamten, déi an d'IGP genannt ginn, net kënne an d'Police zréckgoen, da kann een engersäits erwaarden, dass et vläicht Schwierigkeete gëtt fir Volontären ze fannen. An da muss een och iergendwéi e System fannen, fir trotzdeem Vocationen ze encouragéieren. Dofir si mer d'accord, wa gesot gëtt, et muss een dann eng speziell Prime schafen. An et muss och Suerg gedroe ginn, dass déi Leit, wa si et wënschen, kënne an eng aner Statsverwaltung genannt ginn. Do stelle sech déiselwecht Problemer wéi déi, déi ech virdu genannt hu beim Inspecteur général oder beim Inspecteur général adjoint, an et ass och kloer a mengen Aen, dass hei dann och muss léigiféiert ginn, fir déi néideg Passerellen ze schafen.

Ganz allgemeng, Här President, soe mir Jo zu de Virschléi, déi am Rapport an an der Motioun gemaach ginn, bei der Formatioun, bei de Kompetenze vun zoustännege Minister, fir Auditen an Etüden an Optrag ze ginn, bei alle Virschléi iwwer d'Enquêtes disciplinaires a judiciaires.

Hei schéngt ons eppes wichteg, an dat ass vu mengem Kolleg Xavier Bettel scho ganz ausféierlech gesot ginn. Hei schéngt et ons wichteg, dass mer mat de Biergerrechter mussen am Aklang bleiwen. Et gouf ons gesot am Kader vun der Preparatioun vun dëser Debatt, dass d'Polizeibeamten, déi vun enger Disziplinarenquête viséiert sinn, kaum Accès zu hirem Dossier hunn. Wéi eng Frëndin vu mir géif soen: Dat kann dach net sinn!

(**Hilarité**)

Mir mussen derfir suergen, dass d'Prozeduren hei wéi bei allen Disziplinar- a gerichtleche Prozeduren kontradiktöresch sinn a bleiwen. Wann dat soll e Problem sinn, dass se keen Accès zu hiren Dossierien hunn, da muss een domadder wierklech opräumen an ähnlech Léisunge fannen, wéi bei aneren ähnleche Prozeduren.

Här President, schliesslech soe mer och Jo zum Virschlag, de Commissaire de Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire vun der Instruktioun ze chargéiere vun Disziplinarverfahren, déi kéinten à l'égard vu Membere vun der IGP instituéiert ginn. Et ass kloer, dass do muss eng aner Autoritéit sech mat deenen Disziplinaraktiounen beschäftegen.

Am Kader vun den Auditioone vum 7. Mee vun leschte Joer ass ons och gesot ginn, d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwer d'Disziplin an der Force publique, wat jo applicabel ass net nëmme fir d'Militär, mä och fir d'Police, misst revidéiert a moderniséiert ginn.

Souwäit mer wëssen aus aneren Diskussiounen an aus enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro, schafft de Moment en Aarbechtsgrupp vun der Regierung un esou enger Revisioun. Mir wäere frou, wann d'Regierung ons kéint soen, wéi wäit déi Aarbechte sinn.

Mä ech mengen net, dass ech dorop eng Äntwert kréien, well ech hunn net d'Impressioun, dass de Minister de Moment mer nolauschert. Souwisou wäere mer frou, wa mer déi Äntwerte kréichen, an d'Commission juridique wënscht, dass e Revisiounstext kann dem Parlament virgeluecht ginn.

D'Revisioun, Här Minister, vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwer d'Disziplin an der Force publique: Wéi wäit si mer do, a wéini kann een dermat rechnen, dass en Text fäerdeg ass?

Alles dat, Här President, fir ze soen, dass mir d'accord si mat de Konklusioone vun dem Rapport vun der Commission juridique an dass mir wäerten déi Motioun stëmmen, déi den honorabelen Här Félix Braz de Mëtteg hei déposéiert huet.

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Generaldiskussioun ofgeschloss.

D'Wuert huet elo fir d'Regierung de Justizminister Luc Frieden.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, dat hei ass keng Interpellatioun. Dat hei ass och keng Froestonn. Dat ass eng Orientéierungsdebatt iwwer e wichtige Sujet, an duerfir ass déi éischt Aufgab vun der Regierung, an esou enger Debatt nozelauschteren, ze kucken, wat d'Gefill vun deenen eenzelne Fraktiounen ass a wat se der Regierung mat op de Wee gëtt.

Ech stelle fest, dass an dëser Orientéierungsdebatt e ganz grouse Konsensus besteet tëscht de Parteien, dee sech reflektéiert huet an där exzellenter Aarbecht vun der Commission juridique - där hirem President, hire Memberen, hirem Rapporteur ech Merci soen -, déi sech och reflektéiert an där Motioun, déi hei vun alle Fraktiounen ënnerstëzt ginn ass.

Déi Debatt hei huet a soll eis net vun där richteger a wichtigster Aufgab vun der Police ewechleeden, nämlech där, derfir ze suergen, dass eng vun de Grondaufgabe vun der Stat, nämlech d'Sécherheet hierzestellen, muss assuréiert bleiwen. Dat ass och eng Aarbecht, déi gutt gemaach gëtt, sou dass nëmme an Ausnahmefäll Mechanisme vu Kontroll musse spillen, fir eventuell Abusen ze prévenéieren oder, wa se geschéien, ze sanktionéieren.

Ech sinn dankbar den Aussoe vun honorabelen Här Santer, deen dorop higewisen huet, wéi vill Kontroll d'Police haut am Fong schonn iwwer sech huet. Ech wollt soen, dass am Fong d'Police dat Organ ass, wat sécherlech déi meeschten institutionell a faktuell Kontrollen iwwerhaapt huet, well jiddwereen als Bierger, mä och Organer, sief dat d'Chamber, sief dat d'Press, sief dat Organer, déi mer geschafen hunn - den Här Santer huet op de Médiateur higewisen -, spillen alleguerten do mat. Ech mengen net, dass et eng Verwaltung gëtt, iwwer déi esou vill Kommentaren an domadder och Kontroll exercéiert gëtt.

Trotzdeem, mengen ech, ass et gutt, dass mer periodesch kucken, ob ee verschidde vun deenen institutionelle Kontrollorganer net ka verbesseren. An et ass jo an deem Sënn, wou déi Propositionen hei gemaach ginn.

Ech mengen, dass an deenen zéng Joer, wou déi Inspection générale de la Police besteet, eng exzellente Aarbecht gemaach ginn ass vun deenen zwee successiven Inspecteurs généraux gradesou wéi vun där Equipe vu Leit, déi se doranner ënnerstëzt. Dat sinn haut eng 14 Leit, déi eng gutt deeglech Aarbecht maachen, an duerfir héiert Der och net vill vun där Aarbecht, well all Kéiers dann, wann e Fehlverhale festgestallt gëtt, gëtt dann och dorobber e Bericht erstallt an eng Enquête gemaach. Dat ass also eng gutt Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Ech stellen och fest, dass dat hei prinzipiell net contestéiert ginn ass.

Déi puer Propositionen, déi gemaach gi sinn, fannen d'Approbatioune vun der Regierung, och wann ech mat enger ganzer Rei vun Nuancen, déi virun allem den Här Bodry hei virbruecht huet, d'accord sinn.

D'Haaptpropositioun besteet doranner, der Inspektioun en eegene Statut ze ginn, fir se also nach méi onofhängeg ze maachen, ob schonn dass se haut schonn net en normale Service vun der Police ass, se huet also schonn eng gewëssen Onofhängegkeet, mä fir se nach méi onofhängeg ze maachen. Ech mengen, dass dat eng Richtung ass, mat där ee kann d'accord sinn.

Zu där zweeter Proposition, fir hir eng sougenannten duebel Spëtzt ze ginn, muss ech soen, dass ech domadder kann d'accord sinn, mä dass dat mech net enorm iwwerzeegt huet.

Gëtt eng Institutioun besser, wann ee seet, niewent dem Chef maachen ech nach e Chef adjoint, an dee muss le cas échéant en aneren Diplom hunn?

Dat kann am Eenzelfall de Fall sinn, dass muss awer net déi Institutioun besser maachen. Duerfir mengen ech, dass dat eng Proposition ass, iwwer déi wéi gesot mer net an engem Désaccord si mat der Chamber, mä wou ee sech awer muss froen, ob dat elo wierklech dann d'Kontrollinstitutioun

esou vill besser mécht, wann niewent dem Inspecteur général och nach en aneren Haut fonctionnaire, e Riichter oder net Riichter ass.

Ech deelen ausdrécklech d'Meenung vum Här Bodry, datt, wann dat e Riichter ass, deen net kann an där Zäit Riichter sinn an och aus der Magistratur ausgeklammert muss ginn, well e jo soss net an enger Verwaltung ka schaffen, déi engem Minister ënnerstallt ass. Och deem säi Retour an deen anere Corps gétt net einfach.

Duerfir wëll ech och generell soen, datt ech déi Iddi ganz gutt verstinn, datt een net soll aus der Police an d'Inspektioun an da vläicht zrëck erëm an d'Police goen, mä da soll een an eng aner Verwaltung goen. Ech

wëll lech just soen, datt dat an der Praxis vill méi schwierig ass, well ech mengen, datt et net immens vill Plaze gétt, wou een einfach esou sech ka mellen, wann een aus där enger oder anerer Verwaltung kënn.

Duerfir sinn dat vläicht an der Theorie gutt Iddien, mä déi an der Ëmsetzung héchstwahrscheinlech vill méi schwierig ginn. Och ass op déi Carrièresproblemer higewise ginn, déi dat no sech zitt. Elo kann ee soen, dat kann een alles an engem Gesetz regelen. Mä ech wëll lech just soen, dat ass also nach ganz vill Aarbecht, déi do op eis zoukënn.

Wat d'Fro ubelaangt vun dem Disziplinargesetz, wëll ech drop hiweisen, datt mer ursprüngelech versicht haten, en Disziplinargesetz zesummen ze maache fir d'Polizei a fir d'Armée. Mir hunn awer gemierkt, datt do eng Rei Spezifisitéit sinn, datt mer elo awer éischer der Meenung sinn, mir sollen elo emol deen Text, dee wäit fortgeschritt ass iwwert d'Disziplinarrecht an der Police ofschléissen an deen déposieren, fir datt

mer déi Aarbecht, déi mer effektiv annonciert haten an déi och gemaach ginn ass, kënnen op en Enn bréngen. Se ass net fäerdeg, mä se ass awer zu engem groussen Deel fäerdeg.

Déi Propositionen, déi hei gemaach gi sinn, adresséiere sech un déi nächst Regierung an un déi nächst Chamber. Well et ass jo net denkbar, datt an deene puer Wochen, wou nach Chamberssitzunge sinn, bis de 7. Mee, mer all déi Froen hei an engem Gesetzestext hätten, deen och nach géif vun der Chamber gestëmmt ginn a vum Conseil d'État aviséiert ginn.

Duerfir mengen ech ass et eng utile Aarbecht, wou et e grouse Konsensus an dem Haus gétt. Ech géif soen, et gétt eng Unanimitéit, där sech d'Regierung gären uschléisst.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Debatt definitiv ofgeschloss.

### Motion 1

Mir hunn nach d'Motioun, déi den Här Braz déposiert huet an déi vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite matgedroe gétt.

Kënne mer par main levée ofstëmme?

### (Assentiment)

### Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass eestëmmege uegholl.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Mir fuere muer de Mëtteg um hallwer dräi weider.

D'Sitzung ass elo opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.08 heures)

## Mercredi, 18 février 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

### Sommaire

1. Communication
  - M. le Président
2. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss
  - M. Jean Huss
3. Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques
  - Exposé: M. Charles Goerens
  - Discussion générale: M. Norbert Hauptert, M. Claude Meisch, Mme Lydia Mutsch, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
4. 5853 - Projet de loi portant:
  1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;
  2. modification du Code du travail
    - Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Ali Kaes
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. 5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers
  - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch
  - Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelungen ze maachen?

» M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.- Neen, Här President.

### 1. Communication

» M. le Président.- Ech wollt folgend Kommunikatioun maachen:

Du 26 au 30 janvier 2009 s'est tenue à Strasbourg la 1<sup>re</sup> partie de la session ordinaire de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté cinq membres de la délégation luxembourgeoise

à savoir, la Présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le Vice-président, M. Marcel Glesener, et les Membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Hauptert et Jean Huss.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, la situation au Gaza, les conséquences de la crise financière mondiale et le rapport de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur les féminicides, élaboré par Mme Lydie Err en sa qualité de rapporteuse.

En outre, il faut souligner que Mme Brasseur a été confirmée pour les quatre parties de session de 2009 comme Présidente de la Commission de la culture, de l'éducation et de la science et Mme Err comme Présidente de la Sous-commission sur la participation paritaire des femmes et des hommes à la prise de décision de la Commission de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes.

Plusieurs invités de marque ont pris la parole lors de la susdite session dans le cadre des points à l'ordre du jour à savoir:

M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe,

M. Philippe Kirsch, Président de la Cour pénale internationale et M. Miguel Angel Martinatos, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne en sa qualité de Président de Comité des Ministres de l'Assemblée parlementaire.

L'Assemblée parlementaire a adopté 14 résolutions et neuf recommandations (cf. copies jointes).

Il reste à signaler que le mandat du membre luxembourgeois du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) dont le siège est à Strasbourg, prendra fin le 19 décembre 2009. Il y a lieu dès lors de soumettre au Bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, au plus tard pour le 1<sup>er</sup> mai prochain, une liste de trois candidats dont deux au moins devront être de nationalité luxembourgeoise.

Conformément à l'article 5 de la Convention européenne pour la Prévention de la Torture et des Peines ou Traitements inhumains ou dégradants, c'est à la délégation nationale qu'incombe la présentation de la liste de trois candidats. Les candidatures sont dès lors à soumettre par l'intermédiaire de la Présidence de la Chambre, à la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Afin de respecter les délais, la liste des trois candidats devrait être établie mi-avril. En ce qui concerne les compétences et qualifications actuellement requises selon le rapport général d'activités du 15.10.2008 du CPT: «Le Comité a besoin d'un plus grand nombre de membres ayant une connaissance de première main du travail des forces de l'ordre (police);... Le CPT gagnerait aussi à bénéficier de la présence d'un plus grand nombre de médecins qualifiés en médecine légale (notamment en ce qui concerne la constatation et la description des blessures) ainsi que d'un certain renforcement de sa composante psychiatrique, surtout en ce qui concerne la pédopsychiatrie.»

La deuxième partie de session de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 27 au 30 avril 2009. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Paris, le 13 mars 2009, et lors de laquelle M. Jean Huss présentera son rapport intitulé «Environnement et santé: pour une meilleure prévention des risques sanitaires liés à l'environnement».

Elo huet den Här Huss d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

### 2. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss

» M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Ech wäert et ganz kuerz maache mat der Presentatioun. Et geet em d'Diskriminatioun bei de Rechter vun homosexuelle Leit quer duerch Europa an och

soss weltwäit. Leider ass et esou, dass déi Diskriminatiounen a munche Länner kënnen bis zur Bestrafung, bis zum Prisong goen. Wa se manifestéiere ginn, ginn hir Manifestatiounen ganz oft verbueden.

Ech hat am Conseil de l'Europe doriwwer och scho Froen par rapport zu Russland, Litauen an enger Partie vu Länner gestallt. D'Europaparlament huet virun annerhallwem Joer de 26. Abrëll 2007 décidéiert, fir géint déi Diskriminierung vun homosexuelle Leit virzegoen an eng Journée internationale contre l'homophobie auszurufen, déi all Joer de 17. Mee géif an de Länner stattfannen. Frankräich, Belsch, Kanada an eng Rei vu Länner hu sech deem ugeschloss.

Et geet am Fong bei der Motioun drëm, fir hei d'Lëtzebuurger Regierung och ze invitéieren dorunner ze participéieren.

Hei ass déi Motioun, Här President. Et feelt nach eng Ènnerschrëft, mä déi kënn gläich no.

### Motion

La Chambre des Députés, considérant

- que l'homophobie reste un phénomène inquiétant dont les manifestations en Europe ne sont malheureusement pas rares;

- que la violence et les préjugés contre les personnes homosexuelles se manifestent même dans les pays du Benelux notamment aux Pays-Bas où les agressions contre des personnes homosexuelles se sont récemment multipliées;

- que l'homosexualité est toujours considérée comme un crime dans certains pays et qu'elle peut être punie par des peines de prison allant jusqu'à la perpétuité, voire par la peine de mort;

- que les personnes LGBT (lesbian, gay, bisexual and transgender) sont persécutées la plupart du temps au nom de concepts et principes religieux, politiques ou scientifiques bafouant les principes de la dignité humaine;

- que le respect de l'orientation sexuelle de toute personne doit être garanti et protégé par l'État;

- que le Parlement européen a décidé le 26 avril 2007 de participer chaque année à la Journée internationale contre l'homophobie qui a toujours lieu le 17 mai;

invite le Gouvernement

- à déclarer la participation officielle du Grand-Duché à la Journée internationale contre l'homophobie qui a lieu tous les ans à la date du 17 mai;

- à prévoir des campagnes d'information et de sensibilisation à cette occasion.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

» M. le Président.- Merci, Här Huss. Mir kucke wéini datt mer Zäit kréien, fir iwwert déi Motioun do hei ze délibéréieren.

Mir kommen elo zum éischte Punkt vun eiselem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här



Goerens iwwert d'Prise de position vum Conseil supérieur pour le développement durable, wat den Développement durable vun den öffentleche Finanzen ubelaangt. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

### 3. Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques

» M. Charles Goerens (DP), interpellateur. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, ech si frou, datt mer d'Interpellatioun haut ugeholl kréien, aus enger Partie Grënn.

Éischtens ass et eng logesch Suite vun deem, wat mer virun e puer Joer an enger Motioun gefrot hate bei Geleeënheet vun der Verabschiedung vum Budget vun 2007. Dat war am Dezember 2006 an dunn hat ech d'Éier am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun an eng Resolutioun eranzebréngen. D'Motioun huet d'Regierung opgefuerdert den nationalen Nohaltegkeetsrot ze beoptragen mat enger Etüd iwwert d'Evolutioun vun den Haaptagrégats financiers an déi op hir Nohaltegkeet ze iwwerpräiwen.

D'Regierung huet deem Folleg gedroen, an d'Chamber huet och eng Resolutioun ugeholl, wou mer eis d'Wuert ginn haten, ëmmer nach ënnert dem Androck vum Assainissement vun de Finances publiques, deem am Ufank vun der Legislaturperiode stattfonnt huet, deem Exercice net einfach oflaunen ze loossen an ze maachen, wéi wann et um Enn vun dëser Legislaturperiode keng Problemer méi géif ginn.

Mä et war mam Wonsch verbonden, datt d'Chamber am Kader vun enger öffentlecher Debatt géif Stellung dozou huelen an dann Orientatiounen definéieren, déi duerno kéinten afléissen an den Dialogue social, an d'Concertation sociale oder an d'Tripartite, wéi mer et gewinnt sinn dat ze soen.

Domat ass am Fong eng liicht Upassung vum Lëtzebuurger Modell an d'A gefaasst ginn. Ech mengen deen institutionelle Lëtzebuurger Modell an deem Sënn, datt d'Chamber sech duerch déi Resolutioun ageklinkt hätt an den Ufank vun Dialog, ier déi eigentlech Thematik an d'Tripartite geet an duerno och zum Schluss. Esou gesinn, hätt d'Chamber net nëmme e lescht Wuert ze soen iwwert déi legislativ Aspekter, déi gegebenenfalls kënnen aus enger Tripartite eriiwwerkommen an d'Chamber befaassen, mä si kéint och schonn am Ufank vum Prozess hiert Wuert soen. Dat ka se souwiesou, well d'Chamber huet jo e Rôle d'impulsion politique niert hirer legislativer Funktioun an och där vun hirer normaler Kontrollfunktioon.

Dat war de Wonsch vun der Chamber deemools. Ech ginn awer och zou, datt déi Kris, an där mer dra sinn, dat doten e bëssen duerchernee geréselt huet, well keen heibannen dermat gerechent hat, datt et esou déck kéim, wéi et elo amgang ass ze kommen. Et war net evident, datt indëpendamment vum Wonsch vun der Chamber d'Tripartite awer misst zesummekommen, jiddefalls net Enn 2006.

Mir hunn eis jo och eng Spezialkommissioun ginn, déi sech mat deenen immédiate Problemer ofgëtt, déi d'Kris dem Land beschiert, awer och mat deene méi längerfristegen.

Esou géif ech mengen, Här President, kéinte mer dat, wat d'Chamber deemools an där Resolutioun ausgedréckt huet, folgendermoosse gesinn haut. Mir sinn amgang an der Spezialkommissioun e Bericht ze maachen. Dee soll spéitstens den 31. Mäerz fäerdeg sinn. An déi Erkenntnisser, déi mer haut aus dëser Debatt gewannen, déi kënnen éischtens derzou déngen, fir de Freideg de Mëtteg Froen opzuerwerfen, wa mer Sozialpartner an der Spezialkommissioun begéinen, an zweetens kënnen se och erafléissen am Här Thiel säi Bericht. Souwäit zur Prozedur. Elo zum Bericht.

Am Mëttelpunkt vun deem Bericht hei, deen ech net eleng mat ganz vill Interessé gelies hunn, an ech wëll och dem Conseil supérieur pour le développement durable Merci soen, datt se an esou enger kuerzer Zäit awer esou eng gutt Aarbecht ofgeléiwert hunn. Ech mengen net se ze beleidegen, wann ech hinne soen, datt se elo näischt fundamental Neies gesot hunn. Mä dat, wat impressionant ass, ass déi Manéier, wéi se et opgezeechent hunn, wéi se d'Zesummenhäng duergestallt hunn a wéi se och am

Fong plädéiere fir eng nei Method, fir un d'Problemer erunzegoen.

Am Mëttelpunkt vun deem Bericht steet d'Duerstellung vum Lëtzebuurger Modell. Do ass et awer net méi dee reng institutionelle Modell, vun deem ech éinescht geschwat hunn, mä et ass de Lëtzebuurger Modell, deen eng Partie Spezifika enthält, notament an der Finanzéierung vu sengen Ausgaben, a mat där hirem Impakt op d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Et ass eng Beschreiwung dra vum Istzustand, woubäi ausdrécklech ënnerstrach gëtt, datt dee Modell momentan ganz gutt Resultater bréngt, déi och vu kengem Mënsch ofgestridde ginn. Mä, vu datt d'Politik näischt Statesches ass, well och de Lëtzebuurger Istzustand vun haut ass muer schonn erëm iwwerholl. Gewëssen Trende sinn net ze verkennen a gewisse Limité kënnen och net ignoréiert gi vun der Entwécklung vun deemselwechte Modell.

Den Nohaltegkeetsbericht zeechent déi Problemer op. En ënnersträicht an e sträicht d'Erausforderunge vun enger nohalteger Entwécklung vir. En hannerfreet d'Politik an d'Sozialpartner iwwert d'Nohaltegkeet an d'Zukunftsfäegkeet vun deem Modell. An e setzt natierlech, och well dat säin Optrag war, de Budget an de Mëttelpunkt vu sengen Iwwerleeungen, an deem Sënn wéi en och freet, wéi dauerhaft datt deeselwechte finanzéierbar ass opgrond vun de Prämissen, opgrond vun de Parametere, déi sech awer am Laf vun der Zäit wäerte gewaltig verschieben, à moins datt mer un d'onbegrenzt Wuesstem hei am Land gleewen.

Ech mengen och, et wier wichteg, datt ech un eng Partie Prémissé géif erënneren, déi dem Nohaltegkeetsrot sënnvoll erschéngen, fir déi Fro hei unzegoen.

Et geet hei am grouse Ganzen ëm den Entscheidungsspillraum vun den nächste Generatiounen.

Eng Nohaltegkeetsstrategie, déi responsabel ass, kann am Fong nëmme just zum Zil hunn, datt all Generatioun aus hirem Potenzial leeft, an net aus de Potenzialen vun deene Generatiounen, déi no hir kommen.

Déi drëtt Prémissé. Wann Nohaltegkeet bedéit: verzichten op d'Verschiebe vu Laaschten an d'Zukunft, dann ass eng strukturell Statsverschuldung mat längerfristigem Defizit net vertriebar. Dat ass net ze verwieselen - an ech mengen, et ass wichteg, datt een dat haut an dëser Debatt betount - mat de Konjunkturzyklen, wou een a gudden Zäite Suen uspuert, fir kënnen a schlechten Zäiten antizyklesch ze wierken.

Dat, wat mer elo amgang sinn ze maachen, fir am Fong d'Wirtschaft erëm unzeerbelen: mat der struktureller Statsverschuldung a mat längerfristigem Defizit huet dat näischt ze dinn. Dat ënnersträicht och den Nohaltegkeetsrot ganz kloer. Mä déi Zykle gehéieren am Fong zum normale Gebaren, wat weder hei am Land, hei am Haus, nach am europäesche Raum an notament ënnert deene 16 Euro-Länner contestéiert gëtt.

Eng véiert Prémissé weist drop hin, datt een heiteg Entscheedungen, déi e längerfristeg Wuesstem en Ausgabe bedeiten, déi net duerch eng vergläichbar Dynamik bei de Steiereinnahmen ofgeséiert sinn, erëm eng Kéier muss grondleeënd iwwerleeën. An deenen Iwwerleeungen, déi den Nohaltegkeetsrot mécht, besonnesch déi, déi op déi méi längerfristeg Zukunft hiweisen, hélt en an deene verschiddeenen Zeenarien, déi sech stellen, net dee gënschtgsten, och net dee mëttleren, mä e geet all Kéiers vun där méi pessimistescher Hypothees aus.

Den Nohaltegkeetsrot ënnersträicht och d'Noutwendegkeet vum qualitativen Wuesstem, der qualitativer Nohaltegkeet. Hei soll de Budget op seng Effekter a seng Nohaltegkeetseffekter gepréift ginn. E plädéiert och fir eng permanent Effizienzüwwerprüfung. A wat d'Ausgabenintensitéit vun der Politik ubelaangt, soll all Dépense natierlech och op hir Effizienz ugesprach ginn an et soll een och kucke wéi ee ka besser planzen. E mécht natierlech och e Plädoyer fir de Solidaritéitsprinzip; e Plädoyer fir den direkt domadder verbonnenen - Verursacher- an de Benutzertyp.

De Lëtzebuurger Modell - nach eng Kéier, net elo deen institutionelle Volet, deen den Nohaltegkeetsrot ustelt a sengen Iwwerleeungen - ass dee vun där atypescher Finanzéierung vun de Sozialausgaben iwwert de Statsbudget an déi atypesch Finanzéierung vun Statsbudget iwwer eng Partie Steieren, déi vun Netlëtzebuurger - am Regelfall vu Frontalieren; awer och net nëmme vun deenen - gelescht ginn.

Den héije Wuesstem ass méiglech, well mer attraktiv sinn. Mir sinn attraktiv, well d'Loun-

niewekäschten niddreg sinn a well mer méi niddreg Steieren hu wéi aner. Niddreg Lounniewekäschten hu mer, well de Stat en héijen Undeel dovunner bezitt. De Stat bezitt en héijen Undeel dervunner, well e sech dat nach kann erlaben.

De Stat ka sech dat nach erlaben, well en nach op grousszügig Einnahme kann zielen, déi net vun de Lëtzebuurger eleng bezuelt ginn. Mä den Nohaltegkeetsrot ënnersträicht och do zum Beispill d'Zomm vun e puer Recetten, déi e ganz héije Chiffer ginn, déi an d'Finanzéierung vun eisen öffentlechen Ausgaben afléissen.

Dat sinn d'Recetten, déi duerch de Verkauf vu Bensin gemaach ginn. Ech hat bal Bensinstourismus gesot, mä dat ass net dat richteg Wuert, well wann een d'Lëtzebuurger Realitéit am Kader vun der Groussregion gesäit, bedéngt eng Partie Allerretouren all Dag, eng Partie Pendelmouvementer all Dag. Et ass jo net anormal, dass déi Leit och do, wou se schaffe ginn, tanken. Wann dat dann och nach an engems méi bëlleg gëtt, da fällt dat hinne net deementsprechend schwéier.

Déi Ausgab plus déi aus dem eCommerce, wéi mer virun e puer Méint hei iwwer en Accord geschwat hunn - en neien Accord, deen ab 2015 manner gënschtg Effekter fir Lëtzebuerg mat sech bréngt -, maachen der Schätzung vum Nohaltegkeetsrot 1,5 Milliarden Euro aus. Den Nohaltegkeetsrot bezitt an déi doten Iwwerleeunge vu Steieren, déi net vu Lëtzebuurger eleng bezuelt ginn, och nach d'Taxe d'abonnement aus vun 0,5 Milliarden Euro. Déi ginn zwar fir 2009 net esou déck, mä ëmmerhin, a gudder Joren ass dat eng ganz appréciable Recette fiscale fir de Stat.

Den nationalen Nohaltegkeetsrot gesäit an der Evolutioun vun deem Modell do e gewëssene Spiraleffekt. De Wuesstem muss héich bleiwen, well soss hu mer e Problem vun Équiliberen an der Finanzéierung vun der Altersversuergung.

Och dat ass net revolutionär nei. Dat wësse mer. Dat, wat d'Diskussioun hei erschweiert - dat wëll ech nach eng Kéier soen -, dat ass déi Coïncidence tëschent dëser Diskussioun, der heiteger Diskussioun an der aktueller Kris. Ech hätt och net gär, datt duerch mäi Beitrag - an ech ka jo just fir mech schwätzen - hei elo Onkloerheiten, Ambivalenzen a falsch Signaler vun der Politik géifen erausgoen. Ech wëll mech och erklären.

Den Impakt vun dëser Kris mécht engersäits eng Partie Recommandatiounen - net all, mä eng Partie Recommandatiounen -, déi den Nohaltegkeetsrot herno a sengem Bericht mécht, méi schwéier, well mer jo am Fong missten op gewisse Bremsen trieden. Op där anerer Säit ass dat awer och net méiglech, well mir hunn dës Moment aner Prioritéiten. Mir muss kuerzfristeg kucken, datt mer déi Kris hei an hiren Effeten atténuéiert kréien. Also ass dat déi absolut Prioritéit à ce stade - menger Liesaart no; an ech si bal iwwerzeegt, net eleng menger Liesaart no -, mä déi Kris hei ass awer och e Vergréisserungsglas fir eng ganz Partie Problemer, déi am nationalen Nohaltegkeetsrot ugeschnidde ginn.

Defiziter komme méi fréi wéi erwaart an enger Héicht, déi och net an deem doten Ausmooss erwaart ginn ass. D'Grenze vum Lëtzebuurger Modell riskéieren also och méi no ze kommen. Un der Pertinenz vun de gestallte Froen ännert sech am Fong näischt.

Dat, wat sech ännert, dat ass, datt an deem Ausmooss, wou d'Therapie fällg sinn, gëtt den Ufank vun deenen Therapien aus Geldmangel e bëssen erausgeschoen. Ech hoffen, nëmme e bëssen. Ech hoffen och, datt déi Kris hei éischer zu Enn geet wéi déi pessimistescht Prognosen dat de Moment nach mengen a virgesinn.

Den Defizit vun 2009; an et ass dat, wat ech net wëll zerriert hunn. Meng Partei ass fir Konsum an investitiounsfreundlech Akzenter an dësem Budget gewiescht. Et kann also an deem Sënn, wéi eng Partie finanziell Impakter, déi an der Strategie an an der Proposition vum Nohaltegkeetsrot dra sinn, net an dësem Joer getätigt ginn. Et kann een net an dësem Joer engersäits Suen op d'Säit leeën, déi een dréngend brauch, fir d'Effete vun der Kris ze atténuéieren.

Den direkten Entzuch vun enger Ofhängegkeet - an déi Ofhängegkeet, déi besteet vis-à-vis vun deene Suen, déi mer aus dem Bensinverkauf kréien, aus dem eCommerce an och aus anere Souveränitéitsnischen - ass keen Deel vun der Léisung - et kann een dat net direkt maachen; dat soen ech och ganz kloer hei -, mä erschweiert den Dialog mat de Sozialpartner, wa mer dat géife maachen, a riskéiert domat d'noutwendeg Prise de conscience, déi mer brauchen, fir déi

heiten Thematik unzegoen, längerfristeg ze ajournéieren.

Et wier gutt wa mer hei géifen e Plädoyer maache fir eng Method, fir weiderzokommen. Wa mer kucke wat d'Hypothéike fir d'nächst Generatiounen kënnen ginn, kënnen mer déi Analys, déi den Nohaltegkeetsrot mécht, net infirméieren. Au contraire, et ass mëttlerweile „common sense“ ginn, datt mer iergendwann e Problem kréien an der Rentefinanzéierung.

Och wa sech d'Reserven elo nach unheefen, do si mer awer an engem Beräich, do geet et duer, datt een a Kategorië vu fénnef oder vun zéng Joer denkt, während een haut ufänkt an d'aktiiv Liewen eranzezoen, mat enger Liewenserwaardung, déi bei Männer zwar net grad esou héich ass wéi bei Fraen, mä déi een ëmmerhin awer méi no u 85 Joer bréngt wéi u 70. Et ass normal, dass een do a Kategorië vun zwou, dräi Generatiounen muss denken.

Kee Grund zur Panik. Et ass keng Opération de sauvetage immédiate noutwendeg. Mä un d'Laangzäitfolge vun der Evolutioun vum Lëtzebuurger Modell, deen och duerch d'politisch Prémissé beaflosst gëtt, muss mer awer ufänken ze denken. Duerfir wier e Rentendesch awer noutwendeg; a relativ schnell.

D'Politik an d'Sozialpartner muss sech och eens ginn, ob se de Grundzesummenhang vun de Faten, déi awer kee Mënsch ka leugnen, mat deenen escomptéierten oder gefaarten Hypothéiken op d'Zukunft unerkennt. Ech mengen, datt wier d'Grundvoraussetzung, fir déi Grundzesummenhäng ze erkennen, fir iwwerhaupt kënnen eng seriö Diskussioun iwwert d'Zukunft ze féieren. Wa mer eis net kënnen eens gi mat de Sozialpartner, datt déi kausal Zesummespiller esou fonctionnéieren, huet et iwwerhaupt kee Wäert, datt mer eng Diskussioun ufänken. Wann dat net de Fall ass, verléiere mer kollektiv eis Zäit.

D'Zäitbommen ticken, well se net méi dauerhaft finanzéierbar maachen. Nach eng Kéier - dat wëll ech soen -, et ass momentan kee Grund zur Panik, mä et ass awer eng Zäit, wou mer nach eng enorm Chance hu fir déi dote Saachen a Rou unzegoen. Et ass noutwendeg, datt mer elo ufänken de Grundzesummenhang ze erkennen, dee Grundkonsens ze erreechen, datt mer eis och kënnen op eng Partie Virgoensweisen eenegen; wéi zum Beispill Tragfäegkeetsberechnungen ze maache vun eisen öffentlechen Ausgaben a vun eisen öffentleche Gebaren insgesamt.

Den Nohaltegkeetsrot werft och eng Partie Froen op, déi eis och a puncto Gouvernance, a puncto Organisation, a puncto Virbereedung vun eise politeschen Aarbechte regelrecht erausforderen.

Ech froe mech och, wou alleguer déi Instituter sinn, déi dat kënnen maachen, wat gefrot gëtt. Et gëtt zum Beispill gefrot: Wat haalt Dir vun de Vorsorgestudien du type Stern-Bericht? De Stern-Bericht huet jo den Avantage, datt en opzeechent, wat et kascht wann een handelt, fir e Problem ze prévenéieren, an dat ze juxtaposéieren mam Folgekäschtpunkt wann een näischt mécht. Dat ass eng Fro, an ech hunn och net direkt eng Äntwert drop, mä ech hunn et schon oft genuch op der Chambertribün hei bedauert, datt mer eis bis elo net déi wëssenschaftlech Basis konnte ginn a leeschten, oder leeschte wollten, fir politesch Entscheedunge virzebereeden. Mä ech mengen et wier awer wichteg, datt mer eis och kéinten, am Laf vun dëser Debatt an och am Kader vum Här Thiel sengem Bericht, drop eenegen, datt mer do Pisten opzeechnen, wéi mer domadder fäerdeg ginn.

Ech hunn haut och keng Äntwert op d'Fro, ob mer sollen e Fonds souverain créieren. Et kann een d'Fro zwar haut opwerfen, mä et freet ee sech, wat ee mat deem, wat dëst Joer erakënt, an dee Fonds souverain verséiert. Wat kuerzfristeg extrem wichteg ass, dat ass, datt mer eng Trésorerie de l'État hunn déi intakt ass an déi mer no bausse kënnen presentéieren, an déi eis et erlaabt international e gudder Rating ze hunn.

Ech hu mat gréisster Besuegnis zur Kenntnis geholl, datt innerhalb vun der Eurozon, wat d'Staatsanleihen ubelaangt, déi enorm groussen Écarten ënnerleien. A Griicheland - dat war de Stand viru 14 Deeg, an ech

weess net, ob en haut schonn erëm vun der Realitéit iwwerholl ginn ass - hu se 2,5% Zënse méi bezuelt op staatlechen Anleihen, an Euro émettéiert, wéi a Frankräich oder an Däitschland. Ech wëll och ervirsträchen, datt ech déi Proposition vum President vum Eurogroup, dee jo och déi Interpellatioun hei bestreit, zur Kenntnis geholl hunn, wou hie virgeschloen huet eng Agence ze créieren, déi d'Anleihe géif gemeinsam maachen, fir do och d'Solidaritéit innerhalb vun der Eurozon spillen ze loossen.

Wichtig ass, datt mer handlungsfäeg sinn, datt mer finanzielle Spillraum hunn. Dat ass am Fong méi wichtig, wéi sech elo mat der Fro ausernezesetzen: Musse mer elo direkt esou e Fong hunn oder net? Ech gesinn och keng gréisser Verkeef an d'Haus stoen, déi eis kéinte Sue ginn, wou een eventuell kéint esou e Fong alimentéieren. Ech gesinn éischter, datt an nächster Zäit nach méi um Statsbeidel gerappt gëtt, an dat riskéiert nach méi erauszegoe wéi eranzekommen, wéi esou eng Iddi konkret ginn ze loossen.

Mir mussen eis och mat der Fro ausernezesetzen, ob mer méi an d'Richtung vum Verursaacherprinzip ginn, well dat Hannerfroe vun den öffentlechen Ausgaben op hir Nohaltegkeet ass direkt mat där doter Fro verbonden. De Verbrauch- an de Benotzer- an de Verursaacherprinzip musse méi Agank fannen, erëm eng Kéier net brutal, mä et muss eng Pedagogie konzipéiert ginn, fir d'Leit ze sensibiliséieren an ze soen, datt dat, wat se duerfir bezuelen, net nëmme den Wäert vum Produit ass, dee se sech uneegnen, mä och fir de Schutz vun der nächster Generatioun ass. A wie wier net frou mat senge Kanner an Enkelkanner? Wann et ëm d'Zukunft geet, ginn déi jo oft beméit, fir eenzel Comportementer ze justifiéieren. Firwat dann net och an deem Fall?

Här President, wann dës Interpellatioun och méi Froen opwerft wéi se der léist, ass et awer wichtig, datt mer eis iwwer e puer Saachen hei am Haus eenegen. Ech wëll emol ufänke mat engem Punkt, deem dem Nohaltegkeetsrot enorm um Häerz läit. Dat ass dee vum Verkeef vum Bensin an deenen doraus resultéierenden Einnahmen. Mat all deem, wat an deem Zusammenhang erakéint, direkt iwwer d'Accisen an d'TVA, an déi Produiten, déi op deene Plaze verkaaft ginn, wou och Brennstoff verkaaft gëtt, deenen den Accisen ënnerläit, komme mer op e ganz appréciable Chiffer vun iwwer enger Milliard Euro pro Joer.

Ech menge mir sollen eis do nom Prinzip orientéieren, fir dat do net ersatzlos ze strächen. Ech komme mer zwar e bëssen eleng do vir - wann ech meng Riede kucken, ech hunn der net schrecklech vill gehal an deene leschte Joren, mä ech komme mer e bëssen eleng vir, wann ech meng Riede vergläiche mat deene vu ville Kolleegen heibannen -, mä ech bleiwe beim Prinzip, datt een dat do net ersatzlos sträiche kann. Ech weess och net, wou een elo géif kuerzfristeg eng Milliard Euro siche goen als Ersatz fir deen dote Steierausschlag, sollt e sech konkretiséieren.

Ech weess awer och, datt de Problem scho méi laang bekannt ass. Mä Virschlag war deen, wann d'Zäite sech normal virunentwéckelt hätten - an deen ass och 2009 net duerchezéien -, fir e virtuellen Ausstieg aus de Bensinseinkünften ze programméieren. E virtuellen Ausstieg hätt geheesch: Et hält een d'Suen esou laang wéi ee se kritt, et entwint ee sech awer där Einnahm, andeems datt een déi Suen net alleguer affektéiert. An déi hält ee kënnen an e Fong stiechen, wann d'finanziell Einnahmesituatioun et erlaabt hätt. Esou hätt een den Entzuch kënnen doséieren, lues, progressiv, an dat, wat doriwier eraus an d'Statskeess erakomm wier, hätt ee kënnen an ee Spezialfong oder an de Souveränitätsfong verséieren, fir domat Lëtzebuurger Kapital ze bilden, wat een hält kënnen an enger Krisenzäit asetzen, wou et drëm gaange wier nei Beräicher opzebauen. Also e virtuellen Ausstieg.

Zweetens, an dee Punkt ass jo ganz vill Famill mat engem, deen och am Nohaltegkeetsbericht opgeworf gëtt, nämlech de Klimaschutz. De Klimaschutz stellt eis all Joer viru méi grouss Aufgaben, och Aufgabe finanzieller Natur. Déi Suen, déi Recetten, déi mer kréien, sinn netto net méi esou héich wéi se hei escomptéiert ginn. Ech weess

och den aktuellen Nettobestand net, wat een dovunner ofzitt - déi Käschten déi awer op de Stroosse méi ufalen duerch dee grouse Pendelverkéier, deen och net eleng dem Verkeef op de Bensinstatiounen unzerräiden ass -, mä ech denken och un déi Käschten, déi bezuelt gi mussen, fir eis Kyoto-Bilanz an den Équiliber ze kréien. Wa mer dat net selwer fäerdegréien, musse mer jo entweder Quote kafen oder iwwer aner Mechanismen, Développement propre, am Kader vum Kyoto-Accord intervenéieren.

Dat hei werft och d'Fro op, wat fir eng Position d'Lëtzebuurger Regierung an de Verhandlungen anhëlt fir d'Kopenhagener Konferenz, déi jo soll den Nofolgeraccord vu Kyoto virbereeden an négociéieren. Ech géif jiddwerfalls do virdu warnen, dat ze akzeptéieren, wat europawäit op breeder Basis diskutéiert gëtt, nämlech fir d'„joint implementation“ erauszuhuelen a fir och a puncto Zoukauf vu Quote méi lues ze trëppelen. Ech mengen net, datt mer dat packen, à moins datt mer bereet sinn déi Recette, vun där ech elo geschwat hunn a fir déi mer nach keen Ersatz hunn, kuerzfristeg ze sacrificéieren.

Ech géif derfir plädéieren, datt mer dat do géifen esou tässelen, datt mer et kënnen packen an datt mer progressiv kënnen bis dohinner Ersatzfinanzierungsleisunge fannen. Wann déi Recette dann net iwwerfléseg gemaach gëtt, an et soll ee sech do nom Prinzip orientéieren «pourvu que ça dure», da kéinte mer effektiv a puncto Virbereedung vun der Nohaltegkeet an a puncto Entlaaschtung vun den nächste Generationen déi, a mengen Aen, Haapt- a wichtigste Orientatiounen an d'Wéier leeden, a se géifen och nach finanzierbar erschéngen.

Ech wëll des Weidere soen, datt, bei allen Erausforderungen déi d'Nohaltegkeetsiwwerleeungen op d'Statsausgabe bedeeiten, et e puer Kategoriën vun Ausgabe ginn, déi a mengen Aen awer tabu sinn an déi een och nach weider ausbaue muss. Mir hate virun zwee Méint hei eng ganz eescht Diskussioun iwwer d'Thematik ronderëm d'Liewens. Ech hunn deemools hei a menger Interventioun gesot: „Et muss sécher sinn, datt alleguerten déi, déi op d'Soins palliatifs ugewise sinn, datt déi déi och kréien. An et dierf net esou sinn, datt aus finanziellen Ur-sachen een dovunner privéiert gëtt.“ Fir mech ass dat eng Dépense déi absolut tabu ass. Entweder gi mer eisen ethische Prinzipien an Iwwerleeungen an Erwaardungen och konkret Inhalter, auquel cas dat hei eng vun deenen Dépenses ass, déi a mengen Aen incompressibel ass.

Ech wëll den Däiwel net un d'Wand molen, mä et kéint eng Situatioun kommen, wou bei enger veralternder Bevölkerung, bei zouhuelende Laaschten, mer a Konflikter kënnen kommen, wou Iwwerleeunge géife goen, fir do ze spueren. Dann, an deem Extremfall, dann nach léiwier Ofschnëtter maachen an der Altersversuergung - dat ass en Zeenario, deen ass fir déi nächst 20 Joer doudsicher net realistesch -, wéi datt ee misst un der Gesondheet vun de Leit spueren.

Mir mussen eis also Gedanke maachen iwwer dat, wat absolut indispensabel ass. Datselwecht géillt fir de Bildungsberäich, datselwecht géillt fir de Weidberäich, an datselwecht géillt och fir d'Investissementer. D'Investissementer, déi mer also och mussen op hir Nohaltegkeet ofklappen, esou wéi den Nohaltegkeetsrot dat gesot huet. Ech mengen dat steet eis gutt zu Gesiicht, wa mer eis déi Methode ginn.

D'Regierung wollt ech froen, wéi wäit si sech prett gesäit, fir enger vun de Recommendationen, déi am Bericht steet, nämlech fir an enger „Lof-Logik“ - déi och schonn den Här Roger Negri a sengem Budgetrapport entwéckelt hat -, an där Hirschicht d'Dépenses, d'Kategorien alleguer op hir Nohaltegkeet, op hir Effizienz an op hir Noutwennegkeet ze iwwerpräiwen.

Här President, dat sinn eng Partie Iwwerleeungen déi, wéi ech am Ufank vu menger Interventioun gesot hunn, sollen Objet vun der Diskussioun heibanne ginn. Ech si frou, datt de Statsminister an och de Sozialminister an den Ëmweltminister, dee jo d'Koordinatioun vun der Nohaltegkeet a senge Kompetenzen drastoen huet, heibanne sinn, an och, datt de Budgetminister hei war fir de Gros vu menger Interventioun ze héieren.

Mir sinn also bereet. Ech hunn och duerfir op Motioun verzicht, fir dës Diskussioun an d'Resultat vun dëser Diskussioun an der Spezialkommissioun weider ze diskutéieren, well et och der Logik vun der Resolutioun, déi d'Chamber sech selwer ginn hat, entsprécht. Ech hoffen domadder e bescheide Beitrag zum Weidberäich vun enger Diskussioun geleescht ze hunn. Et ass net déi éischte Kéier, mä et ass déi éischte

Kéier, datt mer eis Diskussiounen op esou e gutt fundéierte Bericht vum nationalen Nohaltegkeetsrot, deen heimat och seng Utilitéit bewisen huet, opbaue kënnen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Éischte Riedner ass fir d'CSV-Fraktioun den honorabelen Här Hauptert.

**Discussion générale**

» **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Här President, Här Statsminister, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem honorabelen Deputéierte Charles Goerens Merci soe fir seng Presentatioun vun engem Bericht vum Nohaltegkeetsrot, deen, wéi e gesot huet, an enger flotter, spezieller Form eng ganz Rei vu Problemer opwerft. Problemer, déi awer och scho während enger Zäit bekannt sinn, a Problemer, déi och schonn hei an eise Budgetsrapporten, esou wéi de Conseil supérieur et jo och ernimmt huet, debattéiert gi sinn.

Ënner nohalteger Budgets- a Finanzpolitik versteet de Conseil supérieur eng ausgeglichen Ausgabedynamik vum Stat, déi der laangfristeger Einnahmestruktur vun de Statsfinanze Rechnung dréit, an déi keng wuessed Budgetsdefiziter zouléisst, dat heescht Defiziter, déi eng Verschiebung vun de Käschte vum Wuelstand vun der heiteger Generatioun op déi kommend Generationen no sech zitt.

Dës Beschreibung, Här President, enthält dräi wichteg Elementer, wou vun déi zwee éischt, dat heescht ausgeglichen Ausgabedynamik a laangfristeg ofgeséichert Einnahmestruktur, éischter subjektiver Natur an net ze quantifizéiere sinn. An dat drëtt Element, dat heescht wuessed Budgetsdefiziter, dat optrëtt, wann déi zwee éischt net openee passen, direkt erkennbar an an Zuele miessbar ass.

Wat versteet een awer ënner enger ausgeglicher Ausgabedynamik? Sinn dat Ausgaben, déi keng Eegendynamik entwéckelen? Vu wat fir engen Ausgabe schwätze mer dann? Vu Fonctionskäschten oder vun Investitionsausgaben? Dës lescht zéien Nofolgekäschte mat sech, dat hu mer schonn öfters hei bei de Budgetsdebatten gesinn, déi oft eng Eegendynamik entwéckelen, an trotzdeem si se vu grousser Wichtigkeet fir d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft. D'Altersversuergung an d'Krankerversuergung, déi den Här Goerens elo grad hei ernimmt huet, an d'Kannerzéiung, sinn alles Ausgaben, déi un d'Evolution vun eiser Populatioun gebonne sinn, an déi entwéckelen eng Eegendynamik, an trotzdeem si se vum Prinzip hier Chargen, deene sech e modernen a wohlhabende Stat wéi eisen net entzéie kann.

Wéini kann ee behaupten, dass d'Einnahme vun engem Stat nohalteger Natur sinn an dauerhaft stabil? Sinn dat d'Steierrecetten, déi aus der Aktivitéit vum Agrarsector fléissen, oder ziele mer dozou och déi, déi den Industriesector oder den Déngschtleeschungssector generéieren? Sinn dat Steieren, déi op dem Revenu vun der Aarbecht erhuewe ginn, oder op dem Akommes vum Kapital oder vum Gespuerten? Sinn dat déi direkt Steieren, déi der Contributionscapacitéit vum Einzelne Rechnung droen, oder déi indirekt Steieren, déi op de Konsum erhuewe ginn a jiddweree gläichermoosse belastschen, egal wéi héich sáin Akommes ass?

Här President, Lëtzebuerg huet ëmmer eng Steierpolitik bedriwwen, déi der Contributionscapacitéit vum Einzelne wäitgehend Rechnung dréit, ouni d'Leeschung an den Initiativgescht am Keim ze erstécken, nom Prinzip: Fir d'éischt verdéngen, dann eréischt verdeelen.

Fir d'Betriber ze incitéiere sech bei eis am Land ze etabléieren, gëtt d'Akommes vun de Gesellschaften no engem Taux proportionnel besteiert, deem dem internationalen Ëmfeld ëmmer erëm ugepasst ginn ass. Donieft goufen d'Lounnewekäschten niddereg gehalen, well se zu engem Deel iwwer de Budget finanzéiert ginn an domat d'Gesamtlounkäschte fir d'Betriber an d'Nettoléin fir d'Aarbechter ganz attraktiv bliwwen sinn.

Déi direkt Besteuerung vun de physische Persounen geschitt iwwer en Taux progressif. Dat heescht d'Steierlaascht hält mat der Héicht vum Akommes zou, wat den Ëmverteilungseffekt nach vergréissert a mat sech bréngt, dass mer bei eis am Land wéineg Leit zielen, déi schwéieräräich sinn, an iwwer d'Ëmverteilung duerfir gesuergt gëtt, dass mer esou mann wéi méiglech Leit hunn, déi an der Aarmut liewen.

Aus sozialen Iwwerleeungen hu mer eis indirekt Steieren ëmmer niddereg gehalen, wouduerch de Konsum bei eis am Land och fir den Netrésident interessant ginn ass. A well eist Land, an dat huet den Här Goerens och ernimmt, eng eenzeg Grenzregioun duerstellt an och nach vill Transitverkéier ze verzechnen huet, konnte mer iwwer den Ausländerkonsum Steuerrecetté verbuchen, déi eis erlaabt hunn eis direkt Steieren niddereg ze halen an, wéi scho gesot, esou eist Land fir friem Investoren attraktiv ze gestalten.

Ob déi Einnahmestruktur manner ofgeséichert ass wéi déi vun eisen Nopeschlänner, sief dohigestallt. Ëmmerhin ass et esou, dass mer et an deene leschte Jorzéngten ëmmer erëm fäerdegruecht hu fir Nischen, oder besser gesot Weeër ze fannen, déi d'Attraktivitéit vun eise Land fir d'Implantatioun vu frieme Betriber verbessert hunn an esou de Wuesstem vun eiser Wirtschaft bis haut oprecht erhalen hunn.

Här President, wann een d'Budgets- an d'Finanzpolitik vun eise jeeweilige Regierung an deene leschte Jore betruecht, da muss ee feststellen, dass, trotz der Pétrolskris an de 70er an der Stolkris an den 80er Joren, mer et ëmmer erëm fäerdegruecht hunn, eise wirtschaftleche Wuesstem ze erhalen a gesond Statsfinanzen ze assureieren. Dat trotz héijen Investitiounen an zukunftsrechtig Infrastrukture wéi déi elektronesch Kommunikationsweeër, d'Ubanne vun eise Stroossen un dat europäesch Autobunnsnetz, d'Modernisierung an den Ausbau vun eise Schinnennetz a vun eise Flughafen, d'Ariichtung vun neie Schoulen, Spideeler, Altersheimer, oder de Bau vu moderne Kultur- a Sportsinstallatiounen. Dat alles, ouni eis Statsschold ze iwwerdimensionéieren an d'Finanzcapacitéit vun den nofolgende Generationen ze kompromettéieren.

Eis Statsschold ass haut, trotz dem Zéie vun neien Emprunten, fir de Refinanzement vun den zwou systemesche Banken ze assureieren, méi niddereg wéi an iergendengem anere Land vun der Europäescher Uniou. Och wann d'Reserve vun eise Fongen an deene leschte Jore lücht zréckgeange sinn, sou besti se ëmmerhin nach, woufir aner Regierung eis beneiden.

Eise Renteverséicherungssystem verbucht iwwer aacht Milliarde Reserven, wat d'Ausbezuere vun de Pensiounen iwwer dräi Joer garantéiert, och da wa keen Euro méi géif abezuelt ginn. Och zu deene Reserven huet de Statsbudget bäigedroen. D'Participatioun vum Stat a privaten a parastaatleche Gesellschaften hunn en Nominalwäert, dee wäit iwwer dem Montant vun der aktueller Statsschold läit. Darnieft verfügt de Stat nach iwwer eng Onmass vu bebauten an onbebauten Immobilien, déi e Garant vu senger Ausgabepolitik am Noutfall géifen duerstellen.

Uni datt vun nohalteger Finanzpolitik geschwat gouf, kann ee behaupten, datt eis successiv Regierung an deene leschte Joren eng Politik gefouert hunn, déi d'Nohaltegkeet vun eise Statsfinanzen net entaméiert huet. An esou wéi am Molière sengem „Bourgeois gentilhomme“ de Monsieur Jourdain während méi wéi 40 Joer Prosa gemaach huet, ouni ze wëssen, wat et wier, esou kann ee soen, datt eis successiv Regierung nohalteger Finanz- a Budgetpolitik praktizéiert hunn, ier vun Nohaltegkeet geschwat gouf.

Dat soll awer net zu Blauäugegkeet verleben an zu iwwerdriwwenem Optimismus. Mir dierfen eis Hänn net einfach an de Schouss leeën an unhuelen, dat géif an Zukunft einfach esou weidergoen. Mir mussen eis Politik, esou wéi de Charles Goerens gesot huet, ëmmer erëm hannerfroen, kucken, wéi mer eis Recetten nach besser ofséchere kënnen, a besonnesch d'Aart a Weis, wéi mer eis Aufgaben erfüllen, permanent op hir Effizienz iwwerpräiwen an de Verännerunge vun den Ëmstänn an de Méiglechkeeten upassen.

Här President, a sengem interessante Bäitrag iwwer eng nohalteger Entwécklung vun de Statsfinanzen huet de Conseil supérieur pour le développement durable op déi zukünftige Erausforderunge fir eng nohalteger Entwécklung vun Lëtzebuurger Modell higewisen a besonnesch déi laangfristeg Risiko fir eis Budgetpolitik skizzéiert. Dem Conseil supérieur seng Suerg läit dodran, datt de Lëtzebuurger Modell sech op d'Käschte vun enger ëmmer méi grousser Belastschung vun der Ëmwelt entwéckelt huet, an dat dank engem Statsbudget, deem seng Einnahmen op e puer Piliere berouen, deenen hir Stabilitéit fir d'Zukunft glat net ofgeséichert ass.

Senger Meinung no läit de Wuelstand vun eiser Gesellschaft an de Steierrecetten, déi aus der systematescher Exploitatioun vun

Nische kommen, déi sech aus engem kontinuéierlechen Harmonisatiounsprozess vun der europäescher Législatioun erginn hunn. Déi héich indirekt Steierrecetten, déi iwwer en iwwerdimensionéierte Konsum vu Leit, déi net bei eis am Land wunnen, an eis Statskeese fléissen, erlaben niddreg direkt Steierlaaschten a Sozialausgaben, déi dem Salaré en héijen Nettoloun garantéieren an de Betriber hir Gesamtloukäschten op engem konkurrenzfähigen Niveau halen. Dese glécklechen Érnstand stellt fir de Conseil supérieur den Attrait vu Lëtzebuerg fir auslännesch Investoren a Friemaarbechter duer, ouni déi eise Wuesstem an domat eise Wuelstand net méiglech wieren.

Fir de Conseil supérieur leien déi Haapt- risike fir eise Statsbudget an der Zukunft éischtens an enger dynamescher Entwécklung vun de Statsausgaben, déi d'Konsequenz vun enger Veralterung vun eiser Gesellschaft ass; zweetens an dem Équilibre tëschent Stateinnahmen an -ausgaben, deen an d'dynamesch Entwécklung vun eiser Beschäftegung gebonnen ass, déi fir de Wuesstem vun eiser Wirtschaft onbedéngt noutwendeg ass; drëttens an dem Harmonisatiounsprozess vun der Europäescher Unioun, deen d'Exploitatioun vu Steiernischen an Zukunft a Fro stellt; a véiertens an der Schrupfung vun den Nettosteier- einnahmen, déi aus dem Konsum vum grenziwwerschreidende Verkéier stamen.

Dofir leie fir de Conseil supérieur déi zentral Erausforderunge fir eist Land och doran, d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eise- m Standuert duerch nohalteg Investissemen- ter an d'Innovatioun, duerch eng verbessert Effizienz vun eiser Aarbecht an duerch d'Bäibehale vun der Stabilitéit vun eise- m System ofzesécheren, dernieft déi struktu- rell Effetivitéit vun der demographescher Entwécklung an de Grëff ze kréien a schlussendlech eis Liewensgewunnechten a Produktiounssystemer engem mode- réierte Verbrauch vun den natierleche Res- sourcen unzepassen.

De Conseil supérieur ass awer der Mee- nung, dass déi Erausforderungen nëmme erfollegräich bewältigt kënne ginn, wann dat privat an öffentlech Verhalen an Zukunft no globalen Nohaltegkeetskritäre gemooss gëtt an déi dofir noutwendeg institutionell Reformen ugaange ginn.

Här President, zum Schluss vu senger Prise de position proposéiert de Conseil supérieur de politesche Responsabelen an de soziale Partner zéng Themen, déi Ureegung zu enger fruchtbarer Diskussioun solle ginn, iwwer laangfristeg Budgetstabilitéit am Respekt vun enger nohalteger Entwéck- lungspolitik. Ech wëllt mech hei dorop be- schränken, e puer vun deenen Theme méi kritesch ze belichten.

Éischtens, de Conseil supérieur stellt sech d'Fro iwwert d'Mesuren, déi geholl musse ginn, fir d'Pérennitéit vun eise- m Rentese- m- taam laangfristeg ofzesécheren. Och wann déi aktuell héich Reserven zu kuerzfriste- gem Optimismus Ulass ginn, esou muss ee sech awer Gedanken iwwert d'Liewensar- bechtsdauer, de Cotisatiounsregime, den Taux de remplacement an d'Upassung vun de staatleche Kontributiounen an der Zu- kunft maachen. Émmerhin ass et esou, dass den heitege System beschtefalls op der Proportioun véier Fënneftel Cotisatiounsjo- ren an ee Fënneftel Prestatiounsjoeren opge- baut gouf, Proportioun, déi haut längstens iwwerholl ass.

Tatsaach ass, dass eise Pensiounssystem als e Versécherungssystem opgebaut gouf an haut de Finanzement vun engem „way of life“ erlaabt. Deemools gouf eng Verséche- rung konzipéiert, déi e Risikofall sollt cou- vréieren: de Risiko, deen dora bestoung, dass e Mensch eventuell esou al kéint ginn, dass en net méi kéint schaffen. An dee Fall koom zu där Zäit nach laang net jiddwe- een. Esou war och de System tragfähig, als Assurance. Elo stellt lech awer emol vir, wat mer misste fir Primen op eisen Autosas- surancé bezuelen, wann am plaz eng kleng Minoritéit all Versécherter op d'mannst eng Kéier am Joer säin Auto géif bäikéieren. Dat géifen Zommen, déi kaum ee kéint oder wëllt bezuelen. Wann de Risikofall zum Nor- malfall gëtt, da kann eng klassesch Assu- rance net méi ofdecken. Also wann de Ri- sikofall zum Normalfall gëtt, dann ass eng klassesch Assurance hei net méi ubruecht.

Bei der Assurance pension ass et esou, dass jiddweeen haut zu Lëtzebuerg statistesch gesinn iwwer 20 Joer an der Pensioun ver- bréngt, bei engem Taux de remplacement, dee weltwäit sengesgläiche sicht. Dat kréie mer just iwwer en enormen Zouwuess, Joer fir Joer, vun der aktiver a cotiséierender Po- pulatioun finanziéiert. Mä et geet net éiweg gutt. De Constat ass net nei. Mir doen eis just schwéier domat, fir deen Zoustand, dee mer agesinn, ze veränneren. Och de

Conseil supérieur schléit näischt an déi Richtung vir, fir dat ze veränneren.

Här President, de Conseil supérieur schléit weiderhi vir, sech Gedanken iwwert d'Schafe vun engem Statsfong ze maachen, engem Fonds souverain, esou wéi se an anere Länner bestinn. Dese Fong géif iwwer aussergewéinlech Steierrecetté gespeist ginn, Steierrecetten, deenen hire Fortbe- stand net assuréiert ass. Esou e Statsfong hätt als Zil, de Statsbudget manner ofhän- geg vu konjunkturelle Fluctuatiounen ze maachen oder eng méi gerecht Verdeelung vun aussergewéinlechen Einnahmen, déi an der Zäit beschränkt sinn, tëschent den hei- tegegen an de kommende Generatiounen virze- huelen. Dat ass den Zweck vun de Fonds souverains, esou wéi se an de Pétrol produ- zéierende Länner ugeluecht ginn.

D'Fro, déi sech bei eis stellt, ass déi ze wës- sen, vu welleche Recetten esou e Fong ge- speist géif ginn. Vun de Recetté vum eCom- merce, dem Handel vun elektronischen Déngschtleeschungen oder vun der Taxe d'abonnement, déi een als aussergewéin- lech Recetté bezeichne kann? Awer déi Steieren hu Plus-valuë generéiert, mat de- nen eis Investitiounsfonge gespeist goufen. Aus dese Fonge ginn Investitiounen getä- get, déi de kommende Generatiounen och ze- guttkommen. Si droen also och zu enger in- tergenerationeller Émverdeelung vun aus- sergewéinleche Steierrecetté bäi. Mat där Differenz, dass déi Fongen zweckgebon- ne sinn an d'Statsfonge fir allgemeng Budget- enkpäss gebraucht kënne ginn.

E Statsfong ass a leschter Analys ee Reser- vefong, wéi mir der eben net een, mä eng ganz Rei hunn, mat verschidde Finalitéit- en. Dat ass eng Konklusioun, déi net soll verhënnern, dass mer eis weider mat der Opportunitéit vun esou engem Statsfong beschäftegen.

D'Chambre de Commerce huet zu deem Thema emol geschriwwen, e sollt idealer- weis dozou dengen, en „hyperstrukturelle“ Finanzéierungssold vun der öffentlecher Hand ze ermëttelen doduerch, dass all Re- cetten, déi mer net fir strukturell dauerhaft ofgeséichert géife betruechten, eben net méi an de Budget, mä an de Statsfong géife fléissen. Deen Exercice wier mat Sécher- heit net oninteressant, well en eis och géif weisen, a wéi engem staarke Mooss de Budget, dee mer alleguer quasi als gottge- geben unhuelen, dach ofhängeg ass vu sougenannte Contingencen, also Elemen- ter, déi méi zoufälleg zu eiser Gonscht spillen, wéi dass mer hir Wierkung iwwert d'Dauer kéinte steieren. De Risiko ass awer grous, dass mer dat, wat mer do géifen erausfannen, net wierklech wëllt wëssen.

Här President, weider schléit de Conseil supérieur vir, an Zukunft vill méi den Énner- scheid ze maachen tëschent den öffentle- chen Déngschtleeschungen, déi aus eko- nomeschen an ekologesche Considéra- tiounen méi staark nom Prinzip vum Pollueur- payeur oder, besser ausgedréckt, vum Usa- ger-payeur finanziéiert misste ginn, an de- nen Déngschtleeschungen, déi aus soziale Considératiounen vun der Allgemengheet solle gedroe ginn. An deem Kontext freet de Conseil och, ob sech net Gedanken iwwer eng strukturell Reduktioun vun den öffentle- chen Ausgabe misst gemaach ginn.

D'Fro, déi een hei kann opwerfen, ass déi, ob an Zukunft nach all öffentlech Presta- tiounen gratis offréiert musse ginn. Wat näischt kascht, ass näischt wäert a gëtt als solches och net respektéiert. Eng Iwwer- leegung, déi derwäert ass, gefouert ze ginn, ass déi ze ënnerscheiden tëschent de Prestatiounen, déi de Stat senger Bierger obligatoresch operleet, an déi, op déi de Bierger kann zréckgräifen. Dass déi éischt fir jiddweere gratis sinn, schéngt mer oper- luecht; fir déi aner muss ee sech awer iwwerleéen, ob net jiddweeren, senger Kontri- butiounscapacitéiten no, zum Finanzement vun de Prestatiounen misst erugezu ginn.

Iwwert d'Revisioun vun der Grondsteier, déi de Conseil supérieur ugeschwat huet, wäert mäi Kollege Gilles Roth a senger Interven- tioun méi ausféierlech agoen, esou dass ech hei net wäert dervu schwätzen.

Här President, fir an Zukunft Budgetsdésé- quiliberen ze verhënnern, schléit de Conseil supérieur vir, Iwwerleegungen iwwert d'Afféiere vun enger verfassungsrechtlech zwéngender Defizitbegrenzungsregel ze féieren. An Däitschland beispillsweis gëtt et esou eng Regel, déi beseet, dass d'Neiver- scholdung net däréi méi héich leie wéi déi öffentlech Investitiounen an deemselwechte Joer.

Blouss, wat hëlleft dat? Lëtzebuerg befol- legt déi dote Regel zënter Mënschegeden- ken, ouni dass se an der Verfassung sténg. A wa se dostéing, a wann nach een, zwee Joer an d'Land gaange sinn, wou mer hef- teg Scholde missten ophuelen, fir eis Eko-

nomie duerch d'Kris ze bréngen, wat géif dat un der Situatioun änneren? Do géif eis Verfassung eis och net hëlleften. Dat hei ass eng Propos, déi wierksam kléngt, ouni et ze sinn. Op jidde Fall net an engem Land, wou nach ni eng blann Verscholdungspolitik ge- fuer gouf a wou och kee wëllt muer dermat ufänken.

Här President, schlussendlech freet de Conseil supérieur sech, firwat eis Budgets- technik nach net den Erfahrungsgehalt vun enger moderner Gouvernance ugepasst ass, a schléit vir, vun enger ausgabenorientéierter Budgetsvirlag op e System vun engem no Objektiv orientéierter Budget iwwerze- goen. Wéi scho gesot, de Kollege Roger Negri hat a sengem Budgetsrapport e gréissert Kapitel dëser Problematik gewid- met, esou dass ech unhuelen, dass hien herno a senger Interventioun nach dorobber wäert ze schwätze kommen.

A mengem Budgetsrapport hat ech folgend Remarquen zu deem Punkt gemaach: Éischtens, eng Budgets-presentatioun no Objektiv wier méi zäitgeméis a géif méi der politescher Realitéit vun eise- m Land entsprechen, well jo d'Regierungsar- becht sech ëmmer méi op départements-iwwer- gräifendem Niveau ofspilt.

Zweetens, esou eng Presentatioun kann awer nëmme am Kader vun enger plurian- nueller Programmatioun vun den Dépense geschéien.

An drëttens, esou eng Reform vun de Bud- getskreditte muss a Verbindung mat der Schaffung vu strukturelle Reserve gesi ginn.

En Résumé: Näischt verhënnert, dass d'Bud- gets-presentatioun am Sënn vun enger méi interdependenten Politikplanung géinnert gëtt, mä si mécht nëmme Sënn am Kontext vun enger an der Zäit anescht ugeluechter Presentatioun. Wann een nämlech politesch Ziler verfollegt, dann erreicht een déi jo dacks net an engem Joer. Dofir misst eng Reform vun der Budgets-presentatioun där Tatsaach och Rechnung droen.

Här President, ouni mech wëllen allze vill selwer ze zitieren, wëll ech dach awer of- schléissend soen, dass ech och a mengem Budgetsrapport geschriwwen hat, Lëtze- buerg géif riskéieren, sech quasi zu Doud mussen ze wuessen. Ech hunn dat Metro- politaniséierung vun engem ganze Land ge- nannt. Villes vun deem, wat mech derzou bruecht hat, esou Iwwerleegungen ze féie- ren, fënn een am Avis vun Conseil supé- rieur pour le développement durable erëm. Dat ass am Fong net verwonnerlech, well d'Parameter vun eise- m Wuesstem a seng Konsequenze sinn eis all, an net eréischt zënter gëschter, bekannt. Mir müssen tat- sächlich, duerch Recherche, Innovatioun, Kreativitéit an d'Erschlësse vun Aktivitéite mat vill Méiwäert a manner Personalintensi- téit probéieren, fir eise- m Wuesstem dee wu- chernde Charakter ze huelen, deen en aus- zeechent.

À propos Wuesstem: Domat wäerte mer 2009 an 2010 kaum geplot sinn, well et fënn kee statt. De Géigendeel fënn statt. Dës Krisenzäit ass am Fong en opportüné Moment, fir intensiv doriwwer nozedenken, wéi mer hei am Land wëlle fueren, wa mer nees Liicht um Enn vum Tunnel wëlle ge- sinn.

Genee do muss ech soen, dass de Conseil supérieur net wäit genuch a sengem Text geet. Mir kenne jo d'Knackpunkte vun eiser Entwécklung: 4% Wuesstem pro Joer fir d'Pensioun laangfristeg ze sécheren, do- mat 10.000 nei Aarbechtsplaze pro Joer a vläicht 5.000 nei Résidenté pro Joer, eng Bevölkerung, déi muss op 700.000 oder do- riwwer eraus klammen, fir dass mer hei näischt müssen un eise- m Pensiounssystem änneren. 200.000, 300.000 a méi Frontalier- en, fir ze cotiséieren, an all déi Leit muss mer och nach transportéiert kréien. Esou kléngt d'Betriebslogik vu Lëtzebuerg, wann net grad Kris ass.

Mir wëssen, dass mer dat do net nach 50 oder 100 Joer packen. Natierlech kann ee sech froen, ob d'Politik sech wierklech muss mat enger 100-jähriger Perspektiv beschäf- tigen. Mä ass net grad dat de Postulat vum Nohaltegkeetsgedanken? Iwwert déi Saache fënn ee fir mäi Goût am Pabeier vum CSDD net genuch.

Här President, ech wëllt ophale mam Rap- pel vun eppes, wat de Statsminister a lesch- ter Zäit dacks gesot huet a wat meng Frak- tioun als Zilvirstellung deelt. Ech zitieren: „Mir müssen haut kucken, esou duerch d'Kris ze kommen, dass mer duerno besser opgestallt sinn, wéi mer et waren, wéi mer dragerutscht sinn.“ Dat huet vill mat Nohal- tegkeet ze dinn, well dee Modell vun der wonnersamer Geldvermehrung, deen zur Kris gefouert huet, ass eben net nohalteg an däréi net an darselwechter Form erëmkom- men.

Dat bedeit awer fir Lëtzebuerg och, dass mir, déi laang Zäit gutt vu genee deem System gelieft hunn, müssen ëmdisposéieren. D'Krisekommissioun, déi de Kollege Lucien Thiel presidéiert, wäert Enn Mäerz hir Kon- klusiounen op den Dësch leeën an duerno - a wäit iwwert den Termin ewech vum 7. Juni - musse mer d'Diskussiounen ëm d'Nohal- tegkeet vun der Entwécklung vu Lëtzebuerg an d'Tragfähigkeet vu senger Strukturen a senger Betriebslogik weiderféieren. Mir sinn all gefuerdert, fir eist derzou bäizedroen, dass mer dem Land an de Leit nei Perspekti- ven erschloss kréien. Perspektiven, déi no- halteg sinn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Hauptert. Den honorabelen Här Claude Meisch huet elo d'Wuert. Här Meisch, wann ech gelift.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Här Presi- dent, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vum Rapport vum Nohaltegkeetsrot iwwert d'Nohaltegkeet vun de Lëtzebuerg Stats- finanzen an opgrond vum 7. Juni, dee jo awer all Dag een Dag méi no kënnt, wär ee verleet, hei op dëser Plaz eng Wahlkampfr- ed ze halen. Eng Wahlkampfréd, déi déi Risiken, déi an deem Rapport vum Nohal- tegkeetsrot opgeléicht sinn, nach emol méi déif, méi wäit géif deelloppéieren, an d'Zu- kunft vun Land duerfir a pechschwaarze Faarwen hei auszemolen. An et kéint een d'Versäumnisse vun der Regierung oder vun deene successive Regierungen, eng no där anerer, opléichten, déi derzou gefouert hunn, dass sech déi Risiken do awer elo virun eis, virun deene kommende Genera- tiounen, virun deenen nächste Chamberen a Regierungen hei opgetiermt hunn.

Dat wëll ech awer net maachen, well ech der Meenung sinn, dass dee Prozess, an deem mer hei dra sinn, ze wichteg ass. E Prozess, deen ugaangen ass Enn 2006 mat enger Motioun bei de Budgetsdebatte vum Budget 2007 vu mengem Fraktiounspresi- dent, dem Charles Goerens, deen och den Interpellant vun dëser Interpellatioun ass, wou d'Suerg virun allem war, fir eng Versachlechung vun enger Rei vun Diskus- siounen ze kréien, eng Versachlechung ei- gentlech och ze kréie vun deem Wahl- kamp, an deem mer elo scho mat bal méi wéi engem Fouss drastinn, an op där anerer Säit eng méi grous Demokratiséierung vun deem, wat mer d'Tripartite nennen, op déi all Regierung, egal wéi d'Kompositioun bis ewell war, ëmmer erëm als Instrument zréckgegraff huet, d'ailleurs och mat engem noweisbaren Erfolg, wou awer vum Parla- ment an och der Zivilgesellschaft ëmmer erëm dorop opmierksam gemaach ginn ass, dass finalement dat, woufir d'Parlament gewielt ass, dass déi Kompetenzen ausgelag- gert ginn op aner Plazen an aner Gremien, notament déi Tripartite, an dass d'Parla- ment viru vollendet Tatsaache gesat gëtt.

Duerfir eben déi Prozedur, fir den nationalen Nohaltegkeetsrot mat engem Rapport ze befaassen iwwert d'Nohaltegkeet vun de Statsfinanzen an deen hei ze diskutieren, ier een an eng Tripartite géif goen, an dann als Chamber der Tripartite en Input mat op de Wee ze ginn, sou dass d'Chamber an dee ganze Prozess vun dem Lëtzebuerg Mod- ell méi staark mat agebonne wär, sou dass een domadder eigentlech och de Lëtze- buerger Modell nei opgestallt hätt fir d'Zu- kunft.

Et erlaabt och haut, gutt dräi Méint virun enger nächster Wahlchéance, eng Diskus- sioun ze féieren, eng Zukunftsdebatte ze pre- paréieren, déi vläicht méi objektiv haut ka gefouert ginn, wann d'Erausforderungen och vun engem dach neutralen Observa- teur, wat den nationalen Nohaltegkeetsrot jo awer ouni Zweifel ass, skizzéiert gi sinn. Et erlaabt eis, Äntwerten ze formulieren op déi Froen, déi do opgeléicht gi sinn, op déi Recommandatiounen, déi do gemaach gi sinn. An ech mengen och, dass dat finale- ment déi politesch Eierlechkeet ka stäerken, wa mer et da wëllen, wa mer dat Instrument do richteg notzen a richteg asetzen, fir och virun de Wahlen d'Problemer richteg a kor- rekt duerstellen an och ze soen, wéi mer da duedenken, déi herno no de Wahlen ze léisen.

Déi Risiken, déi an deem Rapport opgelescht sinn, déi virun eis leien, déi virun de lëtzebuergesche Statsfinanze leien, sinn haaptsächlech skizzéiert gi vum Interpellant, vum Charles Goerens an och vu mengem direkte Virriedner. Ech brauch déi also net méi nach emol am Detail hei opzuleschten.

Generell sinn et dräi verschidde Kategorië vu Risiken, déi eis do erwaarden. Et si virun allem déi kuerzfristeg an oft och, an d'Zukunft gekuckt, onsécher Recetten, déi mer brauchen, fir awer laangfristeg a fest engagéiert Dépensé kënnen ze couvréieren. Eppes, wat mer d'ailleurs och elo bei där enger oder anerer Bank héieren, net hei am Land, mä notament och bei eisen däitschen Noperen, wat dru Schold war, dass se a Schweregekeete komm sinn. Sou datt et richtig ass, datt mer mat Zäiten hei am Land och doriwier schwätzen.

D'Ofhängegkeet vun enger Rei vu Recetten ass eng aner Ursach vum deene Risiken; d'Ofhängegkeet par rapport zu enger Rei vu Secteuren, par rapport zu enger Rei vu Mechanismen, Secteuren ebe wéi der Finanzplaz, wou mer am Moment mierken, wat et fir eis Statsrecetten heescht, wann et op der Finanzplaz net méi gutt rullt, wann och ouni eist Verschëlde den international Finanzwirtschaft a Schweregekeete kënn; d'Ofhängegkeet vun engem Phänomeen wéi dem Tanktourismus; d'Ofhängegkeet vun engem Phänomeen wéi dem Internet-handel, deen haut nach iwwer Lëtzebuerg ofgewéckelt gëtt, mä mer wëssen, dass dat an Zukunft net méi an deem Mooss wäert sinn.

Aner Risike sinn déi Automatismen, déi och haut schonn hei skizzéiert gi sinn. Automatismen, déi dozou féieren, dass de Stat méi Ausgaben huet, ouni dass en eigentlech déi tel quel Joer fir Joer muss decidéieren, mä d'Décisiounen fannen op anere Plaze statt. D'Décisiounen fannen do statt, wa Leit engagéiert ginn, wa Leit aus dem Ausland heihinner schaffe kommen. Nun, mer wëssen, dass et déi staatlech Contribution zum Sozialsystem ass, dass et den Export och vun enger Rei vu Sozial- a vu Familljeleschtungen ass, déi mer dorënner kënnen verstoen.

E weidere Risiko, an deem trëfft sécherlech net Lëtzebuerg eleng, mä Lëtzebuerg och, ass den demographesche Wandel, deen natierlech seng Konsequenze wäert hunn op eise Pensiounssystem, op eise Gesondheitswiesen an op d'Finanzéierung vun deenen zwou dach extrem wichtige Saile vum sozialen Zesummenhalt hei am Land.

Alles dat war richtig virun Enn September d'lescht Joer an ass haut nach eigentlech méi richtig ginn, well wann dat doten déi Erausforderunge sinn, déi virun eis leien, da sinn déi Erausforderungen do elo nach eng Kéier e Stéck méi no geréckelt mat deem, wat sech momentan an de Betriber deet, mat deem, wat sech op der Bankeplaz gedunn huet, a mat der direkter Konsequenz fir d'Statsrecetten och fir dat Lafend Joer an déi Joren, déi virun eis leien.

Mir sollen also op där enger Säit kucken, déi Risiken ofzebauen. Dofir muss mer ufänken, dass mer keng nei Dépensé generéieren, wat dann erëm fest a laangfristeg Dépensé wäeren, déi mer géife finanzéieren duerch kuerzfristeg an onsécher Recetten. Mir kënnen eis et also net leeschten, all puer Joer eng nei Mammerent anzeféieren, all puer Joer en neie Kannerbonus anzeféieren, well et sinn och déi Mechanismen do, déi eben op där anerer Säit zu deene festen an engagéierten obligatoreschen Dépensé féieren, vun deene mer net wëssen, ob se an zwee Joer, a fénnef Joer, an zéng Joer nach finanzéiert sinn.

Mir muss kucken, dass mer mat Zäiten e Systemwiessel ustriewen, dass mer mat Zäit virsuergen, notament wann et ëm d'Pensiounswiese geet, ëm d'Rentewiese geet, well dee Systemwiessel méi einfach ass, wa mer en haut ufänken, wou mer nach Reserven hunn, wéi wa mer en dann eréischt géife virhuelen an eis Gedanken derzou maachen, wann déi Reserven opgebraucht sinn.

Villes vun deem, wat och am Rapport vum nationalen Nohaltekeetsrot steet, ass dann och net nei, ass bekannt, ass diskutéiert ginn, hei an dësem Haus, op der Place pu-

blique an d'ailleurs och vun anereren Acteuren oft geschriwwen ginn.

Mir müssen also dës Geleeënheet notzen, fir och konkret ze ginn, fir Décisiounen ze huelen, fir vun der Analys an d'Handelen iwwerzegoen. Déi nächst Regierung an dat nächst Parlament wäerte mat Sécherheet hei eng ganz Rei vu konkreten Hausaufgaben virfannen.

Déi Risiken ofzebaue geet an eisen Aen awer net duer. Mir sollen op där anerer Säit awer och kucken, nei Aktivitéitsfelder opzebauen. Wa mer wëssen, dass mer zum Beispill, wat den Internethandel ubelaangt, eis Situatioun wäerte schwächen, dass deen net méi dat wäert bréngen an Zukunft, wat en haut nach bréngt, da solle mer eis d'Fro stellen: Wat ass den Internethandel vu muer? Wat ass zum Beispill och den Tanktourismus vu muer? Wat kënn do deene Souveränitéitsnischen, déi mer iwwer déi lescht Joren a Jorzéngten net ganz ongeschéckt ëmmer erëm fonnt hunn an ausgenutzt hunn, déi awer elo riskéieren, mëttelfristeg auszulaufen?

Déi Froen hänken dann och ganz enk domadder zesummen, wéi mer et fäerdeg bréngen, déi wirtschaftlech Zukunft an engem Héichlounland wéi Lëtzebuerg, wat mer sinn an hoffentlech och wäerte bleiwen, ofzesécheren an nei opzestellen.

Eng ganz zentral Fro dobäi wäert mat Sécherheet sinn, wéi eis Finanzplaz ausgesäit no der Finanzkris, e Bankgeschäft, wat iwwer déi lescht Jore permanent geännert huet, wat haut net méi dat ass wéi am September nach d'lescht Joer a wat an engem Joer schonn erëm komplett aneschtens wäert ausgesinn, well, egal wat um internationale Plang iwwer d'Finanzwiesen decidéiert wäert ginn, egal wat mer hei zu Lëtzebuerg wäerte maachen, mer dervu müssen ausgoen, dass d'Bankgeschäft an Zukunft en aner ass. An dorobber muss mer eis astellen.

Mir wëssen haut schonn, dass et zu enger neier Regulatioun wäert kommen, déi op internationalem Plang muss ofgeschwat ginn, déi hei zu Lëtzebuerg muss ëmgestat ginn. An d'Fro stellt sech, ob déi Regulatioun en Avantage kann duerstellen oder en Désavantage kann duerstelle fir d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg. Selbstverständlech solle mer eis Gedanke maachen, wéi mer eis kënnen uleeën, fir dass se finalement en Avantage fir d'Bankeplaz zu Lëtzebuerg duerstellt.

Mir kënnen haut dovunner ausgoen, dass an Zukunft d'Sécherheet vum Bankgeschäft nach méi grouss wäert geschriwwen ginn an den Ae vun de Clienten. Dat hänkt mat enger kompetenter Opsicht zesummen. Et hänkt mat klore Regelen zesummen. Eist Zil muss et sinn, dass d'Bankgeschäft zu Lëtzebuerg e séchert Bankgeschäft ass, dass déi Gelder, déi zu Lëtzebuerg placéiert sinn, sécher placéiert sinn.

Duerfir ass et och schued an ze bedauern, dass mer ënner anerem am Fall Madoff dach eng ganz Rei vu Froen eis muss stellen, ob mer mat Zäiten, wat d'Bankenopsicht ubelaangt, informéiert wäeren, reagéiert hunn an ob dee Fall dozou bäidréit, dass d'Confiance an d'Lëtzebuerg Bankeplaz wiisst oder awer net herno a Fro gestallt gëtt.

Da kréie mer eng Diskussioun, déi mer vu bausse ëmmer nees ugedroe kréien iwwer d'Bankgeheimnis; eng Diskussioun, déi esou al ass, wéi d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg besteet. Mir stellen hei eigentlech ëmmer erëm fest, dass et zum Deel eng falsch Diskussioun ass, well dat, wat eis do jo ënnerstallt gëtt, net stëmmt, dass vun deenen internationale Bankzentren, déi effektiv eng Rei vun dubiéisen Mechanismen praktizéieren. Mat deene gëtt jo ëmmer erëm probéiert, eis a Verbindung ze bréngen. Mir wëssen heibannen, dass dat net der Realitéit entsprecht. Mir wëssen awer, dass queesch uechtert d'Welt, méi wäit vun hei ewech an awer och méi no vun hei ewech, eng ganz Rei vun daraartege Viruerteeler nach ëmmer circuléieren. Dobäi sinn déi Attacken, déi geridde ginn, oft ongerechtferdig.

Lëtzebuerg ka sech eigentlech besser verdeedegen a besser duerstellen, wéi mer dat bis ewell gemaach hunn. Dat ass och eng gemeinsam Aufgab, wou ech och begréisssen, dass d'Parlament iwwer de Wee vun der Finanzkommissioun sech där Aufgab do mat ugehall huet.

Ech hunn och do d'Convictioun, dass eng ganz Rei vun Attacken net Lëtzebuerg gëllen, mä eng ganz Rei vun Attacke gi gemaach, fir an deenen anereren Länner vun eegene Versäumnisse ofzelenken, vun eegene Problemer ofzelenken. Et ass ganz einfach, dass mam Fanger op e Land wéi Lëtzebuerg ze weisen an ze soen an där jëtzege Situatioun: „Déi dote si Schold, a wann déi sech bewegen, dann hu mer eis

Problemer an deene méi grouse Länner ronderëm geléist? Dat ass et net. An ech mengen, dass mer gutt Argumenter hunn, fir dat och no bausse esou duerzestellen. Lëtzebuerg ka sech also verdeedegen an där doter Diskussioun. Lëtzebuerg - mengen ech - huet och gutt Argumenter fir deelehuelen un där doter Diskussioun.

Mir sollen eis kenger Diskussioun verschléissen, virun allem um internationale Plang, wann et dorëms geet, wéi d'Finanzwirtschaft vu muer och um internationale Plang soll funktionéieren. Opgrond vun eiser Kompetenz, vun eiser Erfahrung kënnen mer do eng wäertvoll Plus-value bréngen, wann et ëm d'Definitioun vun den internationale Regelen am Bankgeschäft geet.

Lëtzebuerg hat dann och am Bankgeschäft ëmmer eng Nues vir. Ech mengen och, dass mer haut an enger schwiereger Situatioun déi Längt Avance nach ëmmer behalen hunn, an déi solle mer notzen, fir d'Bankeplaz nei opzestellen fir d'Zäit no der Kris. Mir sollen eis Kompetenz notzen, eis Erfahrung notzen, fir och ëmmer erëm de gesetzleche Kader mat Zäiten a geschéckt unzepassen.

Mir solle virun allem probéieren, d'Vertrauen ze behalen, d'Vertraue vun de Clienten fir d'Bankeplaz ze behalen an et ze stäerken. An do mengen ech schonn, dass awer d'Confidentialitéit hei zu Lëtzebuerg hir Roll weiderhi soll spillen.

Mir müssen eis och iwwerleeën, wat déi nei Wirtschaftszweiger da vum 21. Jorhonnert solle sinn. Dat, wat am 20. Jorhonnert eng Stolindustrie war; dat, wat um Enn vum 20. Jorhonnert d'Bankeplaz ginn ass; dat, wat d'Versécherungsbranche ginn ass; dat, wat d'Medië gi sinn; dat, wat d'Satelliten haut fir Lëtzebuerg duerstellen: Wou sinn déi Aktivitéitsfelder am 21. Jorhonnert, déi et haut gëllt entdecken, déi et haut gëllt opzebauen? - Eng Fro vun eminenter Wichtigkeet!

Mir wëssen, dass virun allem och am Déningschleeschtungsberäich nieft der Bankeplaz nach viles méiglech ass. De Wee zréck vun der Déningschleeschtungsgesellschaft erëm eran an d'Industriegesellschaft wäert fir Lëtzebuerg e schwierere Wee ginn. Duerfir muss mer kucken, am Secteur tertiaire eis nei Aktivitéitsfelder ze dévellopiéieren.

D'Industrie huet haut nach ëmmer hire Rôle hei zu Lëtzebuerg. Mir muss kucken, dass mer och an Zukunft der Industrie eng Plaz zu Lëtzebuerg kënnen ginn, eng Plaz ganz besonnesch an engem Héichlounland. Dat wäert natierlech nëmmen iwwer ee Wee goen. Dat wäert iwwer ee Wee méiglech sinn. Et ass iwwer de Wee vun der Innovatioun, et ass iwwer de Wee vu Fuerschung, et ass iwwer de Wee vun der Produktentwécklung, dass mer et kënnen fäerdeg bréngen, dass och an engem Héichlounland d'Produktivitéit esou grouss gëtt, dass mer hei kënnen eng Hightech-Produktioun assuréieren an dass Lëtzebuerg dat bleift wat et ass a wat et ëmmer war, nämlech eng Plaz, wou och produzéiert gëtt fir ganz vill aner Länner vun dëser Welt.

Duerfir sinn déi Efforten, déi mer gemaach hunn, déi mer maachen an - ech mengen, dass mer eis do allegueren eens sinn hei am Haus - déi mer och an Zukunft wëllen tätigen an d'Fuerschung an an d'Entwécklung, eminent wichtig.

An duerfir, nach emol, geet et net nëmmen dorëms, fir ze kucken, wou mer op där enger Säit manner Dépensé kënnen maachen, well mer mat manner Recetten ze rechnen hunn, mä grad do geet et dorëms, dass mer déi richtig Dépensen ze tätigen, well se d'Zukunft besser kënnen preparéieren.

Et gëtt och elo eng Rei vun industrielle Beräicher, wou mer muss kucken als Lëtzebuerg weider present ze sinn. Wa se an den USA mëttlerweile esou wäit sinn - an den neien amerikanesche President huet et ugekënnegt -, dass se wëllen eng Offensiv starten am Beräich vun den Ëmwelttechnologien, da mengen ech muss mer als Lëtzebuerg och mat ëmdecken, da muss mer och do kucken, wéi mer genau an deene Branchen do präsent kënnen bleiwen an eis Präsenz nach weider ausbauen.

D'Fuerschung ass och dofir wichtig. D'Fuerschung muss awer kënnen ugewannt ginn hei zu Lëtzebuerg. Mir kënnen als Lëtzebuerg net nëmme Grondlagefuorschung maachen. Mir müssen als Lëtzebuerg kucken, dass mer no bei de Betriber Fuerschung maachen, dass mer se am beschte Fall mat de Betriber maachen, fir dass se dann och duerno an deene Betriber kann ugewannt ginn. A fir dass se ugewannt gëtt, brauche mer dann och no der Etapp vun der Fuerschung e Kader fir innovativ Firmen, e Kader, dee sech dora kann deklinéieren, dass mer Terrainen hunn, wou déi Firma sech zu rasonnabele Konditiounen kënnen implantéieren, dass se Personal hei

am Land, am Grenzgebitt an och emol heiansdo vu méi wäit ewech kënnen rekrutéieren goen, dass déi néideg Qualifikatiounen huet, dass se déi noutwendeg Autorisatiounen hei kréien, fir dass se, wa se Personal hunn, dat och kënnen halen.

Do si mer bei engem ganz anereren Domän, nämlech op eemol bei der Familljepolitik. Wa mer et net och fäerdeg bréngen, dass gutt qualifizéiert, héich qualifizéiert Frae kënnen am Beruff bleiwen, och wa se Kanner kritt hunn, da stärke mer och do ganz besonnesch déi innovativ Betriber net, mä mer müssen dat awer maachen. Och muss mer eis Universitët als e Wirtschaftsfacteur gesinn an dofir gezielt Kompetenzen entwéckelen; Kompetenzen, déi mer brauchen, wa mer zu Lëtzebuerg wëllen och virun allem am industrielle Beräich, awer och am Déningschleeschtungsberäich weider op der Nummer 1 stoen. Mir brauchen eng Universitët, déi net alles ubitt an deem klengen Lëtzebuerg, mä dat, wat se ubitt, muss eng héich Qualitéit hunn, muss Exzellenz ervirbréngen, Exzellenz, déi mer brauchen, wéi gesot, fir an enger Rei vu Wirtschaftszweiger kënnen no vir ze kommen.

Et ass eigentlech déi Fro, där mer op d'mannst esou vill an - ech géif wierklech souguer mengen - méi Bedeitung misste schenke wéi der Standuerdiskussioun vun der Universitët, déi mer jo esou passionéiert hei am Land féieren.

Duerch d'Wirtschaftskris hu mer eigentlech en ale Secteur nees nei entdeckt: Dat ass dee vum Mëttelstand. Et ass mëttlerweile an aller Mond, dass de Mëttelstand d'Réckgrat duerstellt vun eiser Economie, well e virun internationalen Abréich éischer gefeit ass, well e fir e lokalen, e regionale Marché produzéiert a seng Opträg do kritt, well e méi globaliséierungsresistent ass. Och do muss munches geschéien, och do brauche mer en Émdenke bei de Betriber selwer, awer och bei der Politik a bei deem, wat d'mëttelstänneg Betriber alles zur Säit gestallt kënnen kréien, fir sech ze entwéckelen.

Innovatioun, Fuerschung, Entwécklung müssen och en Thema si fir mëttelstänneg Betriber. Heinsdo geet et allerdéngs och nach, an dat hu mer an der Lescht ëmmer erëm héieren, ëm vill méi Triviales, nämlech dorëms, wann een eppes wëllt maachen, eng Autorisatioun ze kréien, wou all Entfesselungsprogramm bis elo jo wéineg schéngt bruecht ze hunn.

Och bei enger Rei vun anere Wirtschaftszweiger, déi mer ëmmer éischer als Randgebitt vun eiser Economie gesinn hunn déi lescht Joren, wéi dem Tourismus, muss mer eis froen: Hu mer alles gemaach, fir se ze förderen? Hu mer och alles gemaach, fir den Handel hei zu Lëtzebuerg weider ze entwéckelen? Si mer deem Usproch méi no komm, fir de Shoppingzenter vun der Groussregioun ze ginn am Laf vun deene leschten zwee, dräi Joer, wat jo emol en deklaréiert Zil war?

Muss mer net awer och do eng Rei vu Gewunnechten iwwerdenken, wéi zum Beispill d'Öffnungszäiten am Handel, fir et ze erméiglechen, dass d'Leit dann och kënnen akafen goen, wa se Loscht hunn akafen ze goen?

Mir müssen eng Rei vun anereren Investitiounen förderen a kucken, dass mer och do alles gemaach hunn. Hu mer alles gemaach hei am Land, fir steierlech attraktiv ze si fir Investitiounen aus dem Ausland? Ech mengen net, dass mer alles gemaach hunn, wat do méiglech ass.

Hu mer alles gemaach, fir dass Investitiounen schnell hei am Land kënnen genehmt ginn? Och do, mengen ech, si mer eis eens heibannen, dass nach munches ze maache bleift.

Hu mer alles gemaach hei zu Lëtzebuerg, fir d'Terrainé präiswäert a gönschteg zur Verfügung ze stellen, fir eng Rei vun Aktivitéiten och doduerjer op eisem klengen a begrenzten Territoire hei zu Lëtzebuerg kënnen ze halen. Wann ee mat de Betriber schwätzt, da kënn och do sécherlech e kloren Neen.

Hu mer alles gemaach, fir eise Aarbechtsrecht och op d'Situatioun an enger Rei vu Betriber, enger Rei vu Secteuren ëmzestellen, ze flexibiliséieren, andeems mer d'Recht erhalen op eng Aarbecht, op eng Ofsécherung, op eng sécher Aarbecht an op där anerer Säit awer et erméiglechen, dass eng Rei vu Produktionsprozesser, déi méi Flexibilitéit brauchen hei zu Lëtzebuerg, och kënnen fonctionnéieren? Wa mer d'Diskussioun ëm de sougenannte Plan d'organisation de travail kennen, da mengen ech gesäit een och do, dass nach munches ze iwwerdenke bleift.

Hu mer alles gemaach hei zu Lëtzebuerg, fir de Betriber Planungssécherheet ze ginn? Wa mer d'Beispill Wickreng kucken, da sidd

Der mat mir d'accord, dass mer och do mussen mat Neen äntwerten. Mir müssen also och eis Entscheidungsstrukturen iwwerdenken, se reforméieren, eis och vläicht eng nei Gouvernance an enger Rei vun Domänen ginn, déi ganz enk mat der Ekonomie, mat de Betriber dobausse verbonne sinn.

Et war laang Zäit eisen Avantage, dass mer eis kuerz Weeër ausgenutzt hunn, dass mer schnell Décisiounen konnten huelen. Wéi schnell dass mer Décisiounen kënnen huelen, hu mer viru Kuerzem gesinn, wann et ëm Noutsituatiounen bei Banke geet, wat gutt war, wat eigentlech exemplaresch war.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mä mir sollen eis dat zum Zil maachen. Et muss net ëmmer innerhalb vun e puer Woche sinn, mä trotzdem soll et awer esou sinn, dass a rasonnabelen Délaie Leit, déi eppes wëlle maachen, Betriber, déi wëllen investéieren, eng Äntwert kréien, Planungssecherheet kréien. Mir brauche Prozeduren, déi zäitgeméiss sinn, déi schnell sinn. A mir sinn eis eens, dass mer se haut op jidde Fall net esou hunn.

Mir kënnen also och eng nei wirtschaftlech Dynamik entwéckelen. Besonnesch wa mer eis Hausaufgabe maachen, och da kënnen mer hei zu Lëtzebuerg eng Wirtschaftscroissance an Zukunft assuréieren. Och da kënnen mer weider steigend Recetten assuréieren; dat eben trotz deene Risiken, déi op der Säit vun de Recetten op eis laueren, well mer nëmmen dann déi Risiken do kënnen schëlleren a se Schrëtt fir Schrëtt ofbauen an déi Systemwiesselen, déi mer brauchen, kënnen realiséieren, wa mer weiderhin eng gutt wirtschaftlech Situatioun hunn.

Eis lëtzebuergesch Ekonomie huet Zukunftschancen an enger ganzer Rei vu Beräicher, sief et bei de Banken oder anere Servicer, sief et an der Industrie, sief et am Handwerk, sief et am Handel, deem iwwert den Internet oder deem iwwert d'Théik.

Mir müssen dann a mir kënnen eng Rei vun Äntwerten op den Nohaltegkeetsrapport ginn, andeems mer déi Risiken do probéieren ze reduzéieren, andeems mer op där anerer Säit déi bestoend Chancen notzen. Chancen, wa mer se wëllen notzen, heescht dat allerdéngs och, dass mer eng Rei vu strukturelle Reforme müssen ugoen, wou mer eis bis ewell ëmmer gescheet hu se dach ze attackéieren.

Lëtzebuerg kann och op eng Rei vun aner Risiken déi noutwendeg Äntwert fannen. Risiken, déi och zum Deel am Rapport vum Nohaltegkeetsrot opgezielt waren; sief et dee vun Chômage, sief et dee vun Klimawandel, sief et dee vun Rentensystem.

Meng Fraktioun huet an der Vergaangenheet hei eng Rei vu Propositionen gemaach. Ech wëll se net nach emol allegueren hei widderhuelen. Mä trotzdem bleiwe mer der Meenung, dass de Chômage keng Fatalitéit ass, dass déi Situatioun um Aarbechtsmaart, déi mer scho virun der Wirtschaftskris hatten, eng Situatioun war, déi eigentlech katastrofal fir lëtzebuergesch Verhältnissen war, wou mer e Rekordchômage hatten, wou mer an d'Wirtschaftskris eragaange sinn, wou mer elo mierken, dass pro Mount eigentlech 700 Matbierger vun eis allegueren méi betraff si vun der Aarbechtslosegkeet.

Dat heescht, dass déi Leit hir Perspektive verluer hunn. Kee vun deenen hätt sech dat virun enger Rei vu Méint kënnen virstellen. Trotzdem huet et se getraff. Mir müssen eis d'Fro stellen: Wou sti mer no der Wirtschaftskris? Sinn et 15.000, 16.000, 17.000 Demandeurs d'emploi?

Mir bleiwen der Meenung, dass mer duerfir eng aner Aarbechtsmaartpolitik brauchen. Eng Aarbechtsmaartpolitik, wou en zentraalt Element natierlech d'Reform vun der Administration de l'emploi ass, déi mer wëllen aneschtens opstellen, déi mer och vun der Struktur hier wëllen nei ausrichten, wou Aus- a Weiterbildung e staarkt Element soll sinn, fir dass déi Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, déi Qualifikatioun och kënnen vermëttelt kréien, déi se brauchen, fir dann och erëm um éischten Aarbechtsmaart Fouss ze faassen.

Mir bleiwen der Meenung, dass och d'Privatvermittlung soll zougelooss ginn, well jiddwereen, dee vermëttelt ass, ass gutt vermëttelt an d'ADEM brauch sech ëm deen net méi ze këmmern.

Mir bleiwen och der Meenung, dass mer iwwert d'Motivatioun vun deenen, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, müssen diskutéieren, dass mer hinne müssen d'Hand reechen an dass mer och verlaangen, dass se der Gesellschaft d'Hand zréckreechen, andeems se zum Beispill, wa se no enger Rei

vu Méint keng Aarbecht fonnt oder ugehall hunn, eng Weiterbildung maachen, andeems se zum Beispill aner öffentlech Aarbechten da kënnen erleeeden.

Ech wëll och nach eemol op déi Diskussioun zréckkommen, déi mer an deem Zesammenhang schon öfters heibanne gefouert hunn iwwert den Export vu Sozialleeschungen, vu Familljeleeschungen. Et ass jo ee vun deenen Automatismen. Och do ginn et Mechanismen, wéi mer deen Automatismus dann do net onbedéngt kënnen réckgängig maachen, net komplett kënnen ofschafen, awer ofbremsen, wa mer nei intelligent Mechanismen en place setzen, wéi zum Beispill déi Propositionen, déi d'Demokratesch Partei hei ëmmer nees vertrueden huet an och an hirem Wahlprogramm vertritt, déi vun engem Wunngeld, dat mer en place kënnen setzen.

Vun deem, wat mer haut zum Deel als Kannergeld maachen, menge mer, dass mer ee Mechanismus dach op d'mannst ofgebremst hätten an den Export an d'Grenzregioun net méi esou géif steigen, wéi en dat déi lescht Jore gemaach huet. Wou mer jo schätzungsweis momentan bei engem Export vu Familljeleeschungen ëm ronn 300 Milliounen pro Joer sinn.

Och am Klimaschutz kënnen mer als Lëtzebuerg déi Eerausforderungen ugoen. Mä och do mussen mer et fäerdeg bréngen, fir nei Weeër ze goen, fir nei Weeër ze denken, fir virun allem nei Finanzierungsmechanismen en place ze setzen. Wat maache mer haut, wann d'Politik wëllt bei de Betriber, bei den Individuen d'Investitioun an d'Sanierung an an d'Isolatioun vum Haus an erneierbar Energie förderen? Mir ginn an der Regel e Subsid.

Mir bleiwen derbäi, dass dat net alles ka sinn. Well wann ech 20, oder 30 oder souguer nach 40% Subsid kréien an ech kréien déi aner 80, 70 oder 60% awer net beibehalen, da bleibt et derbäi, dass ech mäin Haus net isoléieren, dass ech mer keng erneierbar Energien op den Daach setzen. A finalement wäert ech weider geplot si mat deenen héijen Energiekäschten. Well och wa momentan d'Energiepräisser erofginn, loosse mer eis nächst virmaachen, dass huet mat der ablécklecher wirtschaftlecher Situatioun ze dinn, a soubal d'Ekonomie nees unzeit, wäerte mer och nees mierken, dass de Pétrol an alles dat, wat drunhänkt, nees wäert méi deier ginn.

Mir wëllen duerfir kucke wéi mer déi Investitiounen mat deene Leit kënnen virfinanzéieren; ënner anerem iwwer eventuell eng öffentlech Klimabank, déi dee Virfinanzement kann assuréieren. Dann hu mer herno eppes geschaaft, wou d'Leit kënnen deen Emprunt, dee se geholl hunn, fir déi Investitioun do ze tätigen, Schrëtt fir Schrëtt, Mount fir Mount mat deene méi niddregen Energiepräisser rembourséieren.

Ënner dem Stréch huet eigentlech jiddweree gewonnen. D'Bank huet gewonnen, well se huet e Geschäft gemaach. Deen Einzelnen huet gewonnen, well hien dach méttelfristeg mat mander Energiekäschte säi selwechte Komfort kann halen. Doriwwer huet de Stat gewonnen, well en insgesamt mander an d'Kyoto-Déppe muss abezuelen, well mer d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg zesumme reduzéiert hunn. A mir hunn nach eppes fir de Mëtzelstand gemaach, deen dobäi jo och net onwesentlech a Beschäftigung géif kommen. En Thema, wat jo momentan héich akut ass.

Déi Risiken a puncto Altersversuergung mussen mer ugoen an enger Diskussioun, déi sachlech ass, an enger Diskussioun, déi Respekt huet virun deenen, déi haut dovunner profitéieren, well si eis - menger Generatioun - munches hannerlooss hunn, vun deem mer kënnen profitéieren a mer eis Zukunft aneschtens kënnen plangen, wéi déi Generatiounen virun eis dat konnte maachen.

Mir müssen déi Diskussioun awer och am Respekt ugoe par rapport zu deene jonke Leit vun haut, par rapport zu deene künftege Generatiounen.

Momentan si mer amgaangen d'Reserve weider opzebauen. Et wäert, wann een de Prognosen däerf gleewen, eng Zäit kommen, do wäerte mer Reserven ofbauen. An iergendwann eng Kéier kënn de Moment, wou keng Reserve méi do sinn. Da stellt sech eigentlech just d'Fro: Watt maache mer? Gi mer dann hin a mer kierzen d'Leeschungen, oder gi mer dann hin a mer erhéijen d'Cotisatiounen?

Mir sollen eigentlech net esou laang waarden. Mir sollen net waarde bis mer virun där doter kruzialer Fro stinn. Mir solle probéieren haut ëmzesteieren, haut d'Jalonen ze setzen, dann, wa mer nach Rentereserven hunn, dann, wa mer mat méi klengen Systemännerungen an der Zukunft méi grouss Resultater kënnen bewierken.

Duerfir hu mer virun zwee an engem hallwe Joer hei d'Propositionen gemaach, fir en zweete Rentendesch anzeberuffen. En zweete Rentendesch, wou ech mengen, dass d'Regierungsparteien net ganz ofgeneigt waren, wou de Sozialminister jo och eng Rei vun Acteuren eng Kéier beieneegeruff huet. Wou mer allerdéngs kritiséiert hunn, dass entgéint dem éischte Rentendesch et esou war, dass déi Diskussiounen do hanner zouenen Diere gefouert gi sinn, dass bei deenen Diskussiounen do d'Parlament net ageschalt war, dass dat, wat mer eigentlech hei an dëser Debat maachen, fir och am Parlament, och an der Öffentlechkeet iwwert d'Zukunftserausforderung kënnen ze diskutéieren, bis ewell vun där doter Regierung net gewollt war.

Duerfir widderhuele mer eigentlech eis Proposition, fir eng sachlech Diskussioun och téschent de politesche Partei mam Parlament a mat de Sozialpartner iwwert déi dote Fro kënnen ze féieren. Dat wäert eng Prioritéit ginn. Et wäert eng Aufgab gi fir déi nächst Regierung. Déi nächst Regierung muss sech där doter Aufgab unhuelen, wa se sech net dem Bedruch vun deene kommende Generatiounen weiderhi wëllt schëlleg maachen.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- War et dann an där leschter Regierung keen?

» M. Claude Meisch (DP).- Déi lescht Regierung huet e Rentendesch gemaach, Här Juncker, deen zu den Konklusiounen...

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Doduerch huet sech de Rentensystem méi lücht finanzéiere gelooss. Dat ass allerdéngs wouer.

» M. Claude Meisch (DP).- Dir kritiséiert Är eege Regierung do, wann ech dat verstinn.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir Är och, well Dir sot nämlech Är Leit hätten an där leschter Regierung, wou se dra waren a fir d'Sécurité sociale zoustänneg waren, net dat richteg gemaach. Dat hutt Dir elo just gesot.

» M. Claude Meisch (DP).- Dat war jo e grouss Kompromëss, deen och hei am Haus matgedroe ginn ass, wou mer et fir d'éischte Kéier fäerdeg bruecht hunn, zwou Saachen...

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo, jo, jo! Ech war derbäi. Dir braucht mer et net ze erklären.

» M. Claude Meisch (DP).- Ech erklären et awer nach gären eng Kéier, well ech mengen, dass et wichteg ass ze erklären, firwat dee Rentendesch en Erfolleg war.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo. Well mer d'Rente gehéicht hunn, dat war schweier. Jo.

» M. Claude Meisch (DP).- Mir hunn et éischtens fäerdeg bruecht, dass mer Rou op der Rentefront kritt hunn.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Jo.

» M. Claude Meisch (DP).- Här Juncker, Dir misst besser wëssen...

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- 5 Milliarden d'Joer.

» M. Claude Meisch (DP).- ...wat fir eng Diskussioun dass mer déi Jore virdrun hatten, wou et drëms gaangen ass den öffentleche System géint de private System géinteneezustellen an ee géint deen aneren auszespillen.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir hutt elo just gesot, Dir wiert mat deem öffentleche Renteregime averstan.

» M. Claude Meisch (DP).- Da mengen ech...

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Dir sidd jo haut nach net d'accord, dass deen öffentlechen...

» M. Claude Meisch (DP).- Här Präsident, dat doten ass awer onméiglech.

» M. le Président.- Den Här Meisch huet elo d'Wuert.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Voilà! Ech akzeptéieren dat, mä dann, hoffen ech, ass hien nach do, wann ech him äntwerten.

» M. Claude Meisch (DP).- Ech wäert selbstverständlech mat vill Interessi nolauscheren.

» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Soss gi mer virun d'Dier.

» M. Claude Meisch (DP).- Dat kënnen mer och nach maachen, Här Juncker.

#### (Hilarité)

Da wollt ech awer nach en zweete Mérite vum Rentendesch aus de Joren '99 bis 2004 ervirsträichen, well do scho fir d'éischte Kéier driwwer diskutéiert ginn ass, dass mer e permanente Suivi maache vun der Evolutioun vun de Renten, dass eng Rei vu Clignotanten agebaut gi sinn, déi all puer Joren eng Kéier kontrolléiert ginn, ob se uginn, ob se op orange stinn, ob se op rout stinn, a wou dann och ka gekuckt ginn déi néideg Mechanismen do en place ze setzen an déi Reaktiounen ze weisen, déi dann noutwendeg sinn.

Dat ass nach net alles. Do si mer absolut enger Meenung, Här Premierminister. Duerfir verstinn ech net, dass mer net higaange sinn an opbauend op deem éischte Resultat vum éischte Rentendesch en zweete lancéiert hunn. Do, wou et da ganz besonnesch ëm déi méttel- a laangfristeg Ofsécherung geet.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Entschëllegt, Här Meisch, däerf ech lech just eng léif kleng Fro stellen?

» M. Claude Meisch (DP).- Selbstverständlech. Wann Der eng léif kleng Äntwert erwaart.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Kënnst Der lech erënneren, ab wéini de Rentendesch den Handlungsbedarf definéiert huet?

» M. Claude Meisch (DP).- Jo, et war den éischte Rentendesch, deen dat definéiert huet.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Dee Rentendesch huet gesot, dass Handlungsbedarf géif entstoe fir d'Pensionsregime zréckzefroen, wann d'Reserv op manner wéi 1,5-mol d'Joresausgabe gefall wär. Dat war d'Erkenntnis vum Rentendesch. Haut sinn déi Reserve bei 3,6-mol d'Joresausgaben ukomm. Dat heescht, wann een an der Logik vum Rentendesch wär, géif et iwwerhaupt keen Handlungsbedarf ginn. Mir sinn awer net an där Logik vum Rentendesch.

» M. Claude Meisch (DP).- Da si mer eis eens.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Mir sinn der Meenung, dass een dat mat roueger Hand soll maachen, wat mer net nëmmen an enger Rencontre mat de Sozialpartner gemaach hunn, mä an enger gudder hallwer Dose Sëtzunge mat de Sozialpartner gemaach hunn, fir dass mer iwwert den État des lieux eens ginn, dass jiddwereen deeselwechte Wëssensstand huet an dass mer dann zesummen an engem breetméiglechte Konsens kënnen de Renteseक्टर, deen haut a gudder Gesondheet ass, och laangfristeg krisefest maachen.

Dat ass dat, wat mer wëlle maachen. D'Parlament wëllt ageschalt ginn. Ech kann lech versécheren, dass d'Parlament ganz schnell ageschalt gëtt, fir iwwert den État des lieux - net iwwert d'Décisiounen; mä den État des lieux - matzediskutéieren an dann net nëmme Froen ze stellen, mä och Äntwerten ze ginn.

» M. le Président.- Här Minister, Dir kënnst herno drop äntwerten.

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Ech wollt dat just gesot hunn.

» M. le Président.- Et geet elo awer hei drëm, fir eng Fro ze stellen.

» M. Claude Meisch (DP).- Här Präsident, et war awer ganz interessant wat den

Här Minister gesot huet, well am Ufank hat ech d'Impressioun hie wéilt drop erausgoen, datt eng Rentemauer net géif existéieren.

**(Interruption)**

» An do hat ech scho gemengt den Här Juncker géif opsprangen a senger Wee goen.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Neen! Dir waart 2003 der Meenung, dass et keng Rentemauer géif ginn.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Elo war ech awer frou, Här President, datt ech konnt feststellen, datt och den Här Di Bartolomeo, de jëtzege Sozialminister, Handlungsbedarf gesäit. Deen existéiert a mengen Aen.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech sinn dergéint, dass Der mer alleguerte meng Rentemauer ewechhuel.

**(Hilarité)**

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Mä si hunn alleguer dru gebaut.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Deen Handlungsbedarf, deen existéiert momentan. Et geet net nëmmen duer ze kucken: Wéi héich sinn d'Reserve vun haut? Déi Fro, déi mer eis musse stellen, dat ass déi: Wat soe mer deem jonke Mënsch, deen haut ufänkt ze schaffen, deen haut ufänkt ze cotiséieren, wat seng spéider Rent herno ubelaangt? Deem musse mer eng kloer Äntwert ginn, ob seng Rent nach sécher ass.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo.

» **M. Claude Meisch (DP).** - A soulaang mer dat net mat engem däitlechen a kloere Jo kënnen beäntweren, musse mer eis Gedanke maachen ëm dee System do.

Ech hu wierklech näischt dergéint, wann de jetzege Sozialminister higaangen ass a mat de Sozialpartner doriwwer diskutéiert huet, fir en Etat des lieux ze maachen. Ech mengen awer, datt dat net kann do stoebleiwen an datt mer och net nëmmen den Etat des lieux hei an der Chamber eng Kéier da solle maachen, mä datt mer och musse kucken e breetméiglechste Konsens ze kréien an där drotter Fro.

**(Interruption)**

D'Rentepolitik soll iwwer Legislaturperioden eraus eng gewësse Konstanz hunn. Dat kënnen mer nëmmen assuréieren, wa mer probéieren hei mat sämtleche Kräfte am Parlament en Accord ze fannen. Dat war de Mérite vum éischte Rentendësch; en drëtte Mérite, deen ech elo schonn hei konnt opzielen, deen dës Regierung awer bis ewell nach net ronbruecht huet.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - De Konsens, fir d'Renten ze héijen, kritt Der ëmmer.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Ech mengen, Här Juncker, datt de Konsens och méiglech ass, fir de System ofzesécheren. Wa mer allerdinge de Konsens net sichen, wann d'Regierung net bei d'Parlament kënt a seet: Kommt, mer diskutéieren doriwwer, an dat war d'Haltung vun dëser Regierung, da wäerte mer dee Konsens do net fannen, well en anscheinend net gewollt ass.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir haten lech eng Kéier getest, wéi mer an der Fonction publique eng Rentereform gemaach hunn. De Konsens war grouss.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Ass et drëms gaangen, fir eis ze testen, oder?

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et ass drëms gaangen, fir ze beweisen, dass Der esou schwätzt an anescht handelt.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech kann lech just soen, dass de Gesondheitszustand...

» **M. le Président.** - Sou! Ech géif zwar bieden, Här Minister.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - ...vum Rentensystem sech an deene leschte Joren däitlech verbessert huet.

» **M. le Président.** - Loosst elo wann ech gelift den Här Meisch schwätzen. Herno kënt Der Positioun bezéien.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Ech war och scho bal um Enn...

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Oho!

» **M. Claude Meisch (DP).** - ...ukomm vu menger Interventioun. Ech hu jo am Ufank gesot, ech wéilt keng Wahlried halen. Elo war et herno awer bal eng Auseenansetzung ginn. Dat dote kënnen mer jo weiderféieren bei där enger oder anerer Geleeënheet, déi an den nächste Woche wäert an d'Haus stoen.

Ech mengen, datt, fir Diskussiounen wéi déi doten ze versachlechen, de Rapport vum nationalen Nohaltegkeetsrot utile ass, datt mer eis kënnen dorobber beruffe fir eng objektiv Analys gemaach ze kréien. Eng objektiv Analys, déi mer hei am Haus kënnen deelen a wou da jiddweree muss soen: Wat maache mer mat där doter Analys?

Déi Denkestéiss, déi an deem Rapport do drastinn, sinn derwäert seriö geholl ze ginn. Se sinn derwäert iwwert dës Debatt eraus analyséiert an diskutéiert ze ginn. Déi Risiken, déi skizzéiert gi sinn, si reell. Et geet hei net drëms e besonnesch schwarzt Bild vun der Zukunft ze molen. Et geet hei net drëms de Pessimismus ze verbreden. Et geet drëms, fir der Realitéit an d'Aen ze kucken.

Ech hu mer Méi ginn hei och a menger Interventioun eng Rei vun optimistesche Piste virzeginn, wéi mer kënnen op där enger Säit Risiken ofbauen, a wéi mer op där anerer Säit kënnen nei Aktivitéiten déelopéieren. Duerfir kann dës Rapport och eng Beräicherung gi fir dee Wahlkampf, deen an d'Haus steet, an hoffentlech och doriwwer eraus.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, au départ ass de Positionspabeier vum Nohaltegkeetsrot jo net en allgemengt Dokument zu politesch relevanten Themen, als wat en an de leschte Méint oft duergestallt gouf, mä en ausféierlechen Avis fir en nohaltegen Émgang mat eise Statsfinanzen, souwuel wat hir Grondausrichtung ugeet wéi och wat d'Prozedur ronderëm ubelaangt.

Den Optrag, fir esou en Avis auszeschaffen, geet schonn op d'Budgetsdebatte vum Joer 2007 zrëck; zu engem Moment also, wou mer nach net un d'Kris geduecht hunn a wou mer e wirtschaftleche Wuesstem vun ëmmerhi 6% haten a Budgetsüwerschëss vu 500 oder 600 Milliounen verbuche konnten.

En aneren Hannergrond deemno wéi haut, wou d'Previsiounen fir 2009 bei minus 0,9% leien, an déi vun 2008 op 1% zrëckgeschrauft goufen. An engem Moment, wou déi zéngt Aktualiséierung vum Stabilitéits- a Wuesstemsprogramm aktuelle Schätzungen no dovunner ausheet, dass eis öffentlech Verscholdung vu 7% vum PIB an eben deem Joer 2007 op 14,4% 2008, 14,9% 2009 a souguer op 17% vum PIB 2010 eropklëmmt, mat engem Defizit vun der Administration centrale, dee fir dës Joer bei 1,2 Milliarden an 2010 souguer bei 1,5 Milliarde wäert leien.

„Verlorene Mühe deemno?“, kéint ee sech d'Fro an der aktueller Wirtschaftssituatioun stellen. Well et elo ëm d'Iwwerlieue geet an net ëm nei Experimenten ronderëm e Sammelbegrëff „Nohaltegkeet“, dee schwéier faassbar ass fir déi meeschte Leit; just e Slogan fir vill vun hinnen. E Slogan, deen am Trend läit an dee vill vun eis an hire Riede gebrauchen.

Ass dann d'Kris elo eng Chance, well mer jo elo souwisou ëmdenke mussen, oder hu mer de Moment verpasst, fir grad an Net-Krisenzäite virzebauen an Ännerungen, ouni wirtschaftlechen Drock, an ouni dass et wéi deet, virzehuelen? De Conseil supérieur schreift dozou, ech zitieren: „...dass Nachhaltigkeit nur zu gewährleisten ist, wenn die jeweils lebenden Generationen ihren Wohlstand nicht dadurch zu mehren

versuchen, dass sie damit verbundene Lasten auf künftige Generationen verschieben“, a weider: „Eine nachhaltige Entwicklung zeichnet sich in erster Linie dadurch aus, dass man schonend und sparsam mit den wirtschaftlichen, natürlichen und sozialen Potenzialen umgeht, damit sie ihre Leistungsfähigkeit im Gesamtverbund auch in fernerer Zukunft nicht einbüßen, und künftigen Generationen zumindest einen gleich grossen Nutzen verschaffen können.“

Schon am November 2004, also scho viru méi wéi véier Joer, huet de Lionel Fontagné a sengem ganz ëmstriddene Rapport deemools iwwert d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg recommandéiert: «adapter le modèle compétitif est nécessaire à son maintien», an dass strukturell Reformen noutwenneg wieren. Mä ganz optimistesch war hien awer deemools net. Senger Meenung no huet vill méi de Succès vun eise Lëtzebuerger Modell, dee jo haut och schonn erwähnt ginn ass, e soziopolitische Kontext am Land geschaaft, dee senger Analys no «peu enclin aux réformes» wier. Reformschei heescht dat op lëtzebuergesch iwwersat. Si mer dat wierklech? Musse mer als Land an enger Kris sinn oder ënner Drock, ier mer iwwerhaupt bereit sinn ze handelen?

Jo an Neen. Jo, well viles, ouni dat internationalt Émfeld, an deem mer eis noutgedrungen a richtegerweis bewegen a behaapte mussen, vill Kadere gesat ginn, déi eis Politik matbestëmmt hunn a weider bestëmmen. An Neen, well an deene leschte Joren eng ganz Rei vu Jalone gesat gi sinn, fir eist Land an eis Gesellschaft ze moderniséieren. Stéchwierder sinn d'Verbesserung vun der Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, mat enger Lanz fir d'Ganztagsbetreuung, de konsequenten Ausbau vun öffentlechen Transport, d'Erschlësse vun neie Piste fir d'Wirtschaftsentwécklung vum ganze Land, mat neie potenzielle Piliere ronderëm d'Fuerschung, d'Logistik, d'Materialwirtschaft, nei Energie- an Ëmwelttechnologien, „life sciences“.

Net ze vergiessen de konsequenten Invest an d'Schoul- a Berufsausbildung vun eise Kanner, déi mat den neie gesetzleche Kadere an eng nei Dimensioun kréien a kritt hunn. D'Preparatioun op d'Wëssensgesellschaft geléngt nëmmen, wa mer den Enjeu vun der richteger Qualifikatioun a vum „lifelong learning“ eescht huelen.

D'Lissabon-Strategie, mat neie Regele vun der Kompetitivitéit an Oplage fir d'Wëssensgesellschaft preparéieren. Universitét, Recherche, d'Eropsetze vum Taux d'emploi, eGovernment mam oft laangwierigen Ofbau vun administrativen a prozeduralen Hürden, Innovationsgesescht an Esprit d'entreprise, berufleche Weiterbildung, si Stéchwierder vun dëser Démarche, déi mat engem méi konkreten Aktionsprogramm, mat méi präzisen Objektivier an engem genee definéierten Zäithorizont nëmme gewanne kéint. Dëst ëmmer mam Imperativ vum soziale Modell, dee mer als Land zu Recht net zur Debatt stellen, well e fir eis de Garant vu sozialer Kohesioun bleiwe muss.

D'Europäesch Integratioun ass en anert Beispill, mat engem interkulturellen Dialog, dee sech net op de Mateneen, oder besser gesot, op den Niefeneen limitéiert. Dozou gehéieren nämlech och d'Ophiewe vun demokrateschen Defizitter, d'Ausländerwahlrecht an och déi duebel Nationalitéit. Fir net alles sinn a ware mir Demandeur, wa mer éierlech si mat eis selwer, och wa mer d'Zilsetzungen op europäeschem an nationalem Plang mat ausgeschafft an op den Instanzeweue bruecht hunn.

Liberaliséierung, Ofschafe vu staatleche Monopoustellungen, Angscht ëm gewuesse Situatiounen, awer och ëm de Service public. «Le Gouvernement ne renoncera pas devant les réformes structurelles», sot de Statsminister 2005, am Zesammenhang mat der Lissabon-Strategie an hirer Émsetzung: «Je ne me fais cependant pas d'illusions. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui appellent de leurs vœux des réformes. Quand le Gouvernement les proposera, ceux-là mêmes risquent d'être beaucoup moins enthousiastes. On constate souvent, et je tiens à le préciser que c'est vrai d'un côté comme de l'autre, qu'il y a une tendance à ne retenir dans les propositions de réformes que celles qui correspondent de toute façon au catalogue de revendications des concernés.»

Wäert dat beispillsweis de Fall sinn, wann, wéi den Nohaltegkeetsrot, an net nëmmen hien eleng, méi wéi richteg fuerdert, dass eng grouss Zuel vu Leit bei eis am Land, déi bei eis wunnen a schaffen, awer eis Nationalitéit net hunn, politesch participéieren a mat decidéiere mussen, fir dass déi politesch Décisiounen, déi mer huelen, iwwerhaupt demokratesch legitiméiert sinn. Et ass tatsächlech an ouni Zweiwel eng ganz aussergewöhnlech, wann net bedenklech Situa-

tioun, dass eng Minoritéit vun all deenen, déi bei eis am aktive Liewe stinn, d'politesch Geschécker vum Land bestëmmen, an déi aner net.

Wäert dat beispillsweis de Fall sinn, wann an de Beräicher Energie, Mobilitéit, Natur-, Ëmwelt- a Klimaschutz zousätzlech Mesurë musse proposéiert an imposéiert ginn, fir d'Zäregasemissiounen weider ze reduzéieren? Wann et ëm léifgewonne Gewunnechte geet, a wa Käschten ufalen, a wann Oplage kommen, déi ze respektéiere sinn? De Conseil supérieur schreift dozou, ënner anerem: „Ohne Anwendung des Verursacherprinzips ist es ausgeschlossen, externe Umweltkosten dort anzulasten, wo sie entstehen, oder - vereinfacht formuliert - Umweltsünder, beziehungsweise besondere Kostenverursacher, zur Kasse zu bitten. Auch sollte darüber nachgedacht werden, die Bürger in Form von Gebühren und Beiträgen“ - eng ganz kriddelech Affär - „an den Kosten anderer öffentlicher Einrichtungen zu beteiligen, die individuell in höchst unterschiedlichem Ausmaß, und vor allem weit über das individuelle Grundbedürfnis hinaus, genutzt werden. Nur so können Anreize für eine sparsame und schonende Nutzung von Gemeinschaftseinrichtungen, beziehungsweise Gemeinschaftsgütern vermittelt und die Kostenentwicklung in Grenzen gehalten werden.“

An da seet hien awer gläichzäiteg: „Selbstverständlich bedarf dies (...) eines intensiven gesellschaftlichen Dialogs. (...) Zugangsmöglichkeit und Verteilungsgerechtigkeit soll nach Meinung des CSDD vorzugsweise durch ergänzende Maßnahmen und unabhängig von den kosten-deckenden Preisen, beziehungsweise Entgelten, sichergestellt werden. Der Rat ist einstimmig der Auffassung, dass die Diskussion über Äquivalenz- und Verursacherprinzip immer auch unter verteilungspolitischen Gesichtspunkten geführt werden sollte.“

No deem Prinzip hunn eng ganz Rei vu Gemengen, zäitgläich mat noutwennigen Taxenerhéijungen, Kompensationsmesurë fir hir bedürfteg Bierger agefouert. Wäert dat, fir déi Iwwerleeunge weiderzeféieren, de Fall sinn, wa mer no de Kritäre vum IVL - supposéiert aus deem Konzept géifen, wat mer wëllen, objektiv a verbindlech Richtlinie ginn - a vum Programme directeur e wirtschaftlechen, sozialen an aarbechtsmaartpoliteschen Équilibre vun de Regiounen ustriewen? Mat neie Kooperatiounstrukturen, déi net just de Stat, mä virrangege d'Gemengen an d'Regiounen stäerken, mat sektorielle Pläng déi net op sektoriellem Denken, mä op Vernetzung an Nohaltegkeet baséieren, an enger iwwerfälliger Gemeindefinanzreform, déi deen Numm iwwerhaupt eréischt verdéngt?

A wäert dat zum Beispill de Fall sinn, wa mer, wéi net nëmmen den Nohaltegkeetsrot et mat Nodrock freet, eng Finanz- a Budgetpolitik ustriewen, déi hir Ziler kloer op den Dësch leeë muss? Dëst mat der Absicht, dass mir als Parlament déi erkläerten Objektivier an d'Resultater vun där Finanzpolitik vun der Regierung novollzéien, begleeden, iwwerpräieren a gegebenefalls och hannerfro kënnen. Dat ass richtig an Zäite vu generésem Wirtschaftswuesstem, wéi mer et an de vergaangene Jore kann hunn, an dat ass genee esou richtig, wann net souguer méi richtig a méi wichtig, a wirtschaftlech schwierere Zäiten oder an der Rezessioun, an där mer eis am Moment jo befannen.

Besser ausginn heescht sech Objektivier setzen, mat kloeren Indicateuren, wéi ee se moosse wëll, mat präzise Missiounen, déi een erfëlle wëllt, a mat zäitlech begrenzte Programmer, fir hir Mise en œuvre ze garantéieren. Dëst no sozio-ökonomesche Kritäre fir de Bierger, no Qualitéits- an Dëngschtleeschungskritäre fir den Usager, an no Kritäre vun enger effizienter Gestiou fir de Steierzueler.

Als e gutt Beispill kann een hei d'Mobilitéitspolitik vun der aktueller Regierung uféieren, mat kloeren Ziler an enger kloerer Virgab, an zwar en „modal split“ vu 25/75 ze erreichen, a mat der ausdrëcklecher Bereetschaft d'Logik aus der Vergaangenheet, zungonschte vum öffentlechen Transport, ze inverséieren a bereet sinn d'Budgeten deementsprechend ëmzeschichten.

Als Budgetsrapporteur huet den Här Negri 2006 d'Weihe matgestallt, fir nei Weeër opzeweisen, déi een als Parlament an der Haushaltspolitik kann a soll goen. Vill aner deelen dës Analys. D'Cour des Comptes, déi bei enger neier Prozedur hei am Land eng ganz wichteg Roll kéint spillen, weist all Joer dorop hin, an d'Chambre de Commerce huet am September 2008 e ganze Bulletin der Fro vun enger besserer Maîtrise vun den öffentlechen Dépensé consacréiert, mat enger Analys vun alle Modeller,

déi et an anere Länner scho gëtt an déi do zum Deel ganz gutt fonctionnéieren. Mir brauchen also d'Rad hei zu Lëtzebuerg net nei ze erfannen, wéi mer et ëmmer wëllen duerstellen.

Richtig ass, an dat wëll ech och hei betounen, dass mir als Land Spezifisitéiten hunn, déi aner Länner an d'ärselwechter Form net hunn. Dat ass esou. «Le Luxembourg est spécifique à bien des égards» - huet et am Fontagné-Bericht geheescht, wéi gesot 2004 schonn - «mais pas au point que les lois économiques ne s'appliquent pas». Do gi mer also mat all deenen anere gemoss.

Stéchuert Frontalieren. Si maachen an der Tëschenzäit iwwer 40% vun alle Salarieën am Grand-Duché aus, an hir Zuel ass innerhalv vu 25 Joer vu 14.000, am Joer 1983, op knapp 150.000 am September 2008 gewuess. Ouni si kann eis Wirtschaft net fonctionnéieren, well mer net genuch Main-d'œuvre hunn. Ouni si kann och eisen aktuelle System vun de Pensiounen a vun der Sécurité sociale net oprecht erhale ginn. Dat ass eng wirtschaftlech a sozial Realitéit, déi keen ignoréiere kann, an déi mer weider zum Guddé vum Land netzen an net méssbrauche sollen.

„Das hohe Luxemburger Bevölkerungswachstum geht praktisch ausschließlich auf Migrationsgewinne zurück“, schreift de Conseil supérieur du développement durable. „Zur Besetzung der über 315.000 Arbeitsplätze reicht dies aber bei weitem nicht. Dazu müssen täglich über 130.000 Franzosen, Belgier und Deutsche nach Luxemburg einpendeln. Im Gegensatz zu den Luxemburger Staatsbürgern, die überwiegend im öffentlichen oder im öffentlich geschützten Sektor arbeiten, sind die Ausländer vorrangig im Privatsektor tätig. Allein von den Arbeitsplätzen, die seit 2002 entstanden, sind fast 70% von Pendlern besetzt worden.“

Och déi grouss Ofhängegkeet vum Finanzsektor schaaft zu Lëtzebuerg eng spezifesch Situatioun. Mëttlerweil stellt de Banken- a Fongesektor, mat allen direkten an indirekten Komponenten, wann een déi dobäirechent, iwwer 40% vum PIB duer a mécht iwwer 30% vun eise Steuerrecetten aus. Esou wéi et hei am Land net unni auslännesch Main-d'œuvre geet, iwwergens och net am Finanzsektor, esou hu mer och kuerz- a mëttelfristeg deem Sektour, dee wéi viru 50 oder méi wéi 50 Joer d'Stolindustrie, de Wuelstand vum engem Land eleng geprägt huet a weider prägt, näischt Gläichwärtiges entgéintzesetzen. Duerfir sollt een och dee Sektour wierdegen als dat, wat en ass: En dynamesche Sektour, dee sech am Laf vun de leschte Jore weiderentwéckelt an diversifizéiert huet, dee sech an der aktueller Finanzkris nei definéiere muss an nei Regele brauch, deen awer fir eist Land eng zolidd Basis geschaffen huet, op där grouss Deeler vum eisem Wuelstand berouen.

Kamikaze-Aktiounen oder d'Fuerderung no radikalen a vermeintlech einfache Léisunge fir komplex Situatiounen, bréngen et net a schueden eisem Land. D'Repercussione wieren eng Beanträchtegung vum eisem Wirtschafts- a Sozialmodell, dee mer eis haart erkämpft hunn. Dat géllt souguer fir de sougenannten Tanktourismus, dee selbstverständlech mam Bléck op Kyoto net méi an enger Brutto-Netto-Logik därer genotzt ginn, fir mëttel- a laangfristeg eis uerdentlech Dépensen ze finanzéieren an ze garantéieren. Mä des bedeitend Recette ersatzlos an an engem onrealisteschen Zäithorizont ze strächen, notzt weder dem Klimawandel, nach der europäescher Cause, mä schuet eisem Land a senge Bierger.

Och an innerhalb vum eisem Renten- a Sozialwiesen hu mer eng Adaptationsfäegkeet, déi de gewuessene System, deen op der Solidaritéit tëscht de Generatiounen baséiert, net sprengt muss, wann noutwennege Upassungen ze maache sinn. Och wa sech eis Reserven am Moment op méi wéi dat Dräifacht vum den alljährleche Pensiounsausgabe belafen, wann en Taux de cotisation vun 19,5% duergeet, fir déi aktuell Joresausgaben ofzudecken, wann den Taux de cotisation, souguer bei engem reduzierte Wirtschaftswuesstem vun an der Moyenne 2,2% pro Joer, eréischt 2027 misst ugepasst ginn an eis Pensiounkeese kuerz- a mëttelfristeg gutt opgestallt sinn, esou soll dach awer d'Diskussioun ronderëm d'Nohaltegkeet vun eise Finanzen bei dëser Fro net Halt maachen.

D'Situatioun huet sech schonn eleng do-duerch verännert, dass mer an enger globaler Finanz- a Wirtschaftskris stiechen, wéi mer se zënter den 30er Jore vum viregte Jorhonnert net méi erlieft hunn, a wou eist ekonomesch Haaptstandbeen, nämlech de Finanzsektor, am Mëttelpunkt vun dëser Kris steet. Da si mer och an eisem Pen-

sionswiesen op eemol net méi mat eisem Handlungsbedarf an engem „avenir lointain“, wéi et an deene leschte Jorzéngte geheescht huet, mä an der nächster oder iwwernächster Legislaturperiod. Duerfir ass et absolut ze begréissen, dass de Minister vun der Gesondheet a vun der Sécurité sociale d'Konklusioun vum engem aus der Tripartite entstanenen Aarbechtsgrupp innerhalb vum deenen nächste Wochen op den Dësch wäert leeën, fir dass mat de Sozialpartner zesummen, an am Dialog mam Parlament, Piste fir d'Zukunft kënnen ausgewise ginn.

Ronderëm d'Zukunft vum eisem Finanzsektor, an déi ustoend Aktiounspläng ronderëm d'Wirtschaftsentwécklung vum Land, wëll ech haut net der Debatt an de Konklusioun vum der Spezialkommissioun virgräifen, déi dat de 26. März op dëser Plaz wäert maachen.

Mä elo scho schielt sech eraus, dass mir als Lëtzebuerger, bei den ustoende Reforme ronderëm d'Bankgeheimnis an déi lafend gefuerdert Aschränkung ronderëm d'Avantag vum der Finanzplaz Lëtzebuerg an hiert ganz steierlecht Ëmfeld, weiderhin offensiv a selbstbewusst mat deene ville Pressiounen ëmgoe sollten, deene mer ausgesat sinn, a permanent ausgesat sinn, an déi nach laang net ëmmer vun „edlen Absichten“ eleng gedroe sinn. Trotzdeem, oder grad well mer als Land eis Vulnerabilitéit kennen, bleibt den ageschloene Wee vun der Regierung richtig, fir ronderëm d'Lokomotiv vun der Universitéit a vun de Centres de recherche an de Beräicher vun der Fueschung, vun der Biomedezin an dem Gesondheitswiesen nei Créneauen auszewiesen, déi och en neie Wirtschaftséquilibrium fir d'Land schafe kënnen. Dozou gehéiert och imperativ e bessert, oder iwwerhaupt emol e Gläichgewicht vun eise Regiounen.

Hei sief drun erënnert, dass nieft der Zentrumsregioun - déi mat alle Vir- an Nodeeler déi dat mat sech bréngt, den Hauptbénéficiaire vun der Wirtschaftsentwécklung an de leschte Jorzéngte war - virranged d'Südregioun an den Entwécklungspol ronderëm d'Nordstad e gehéierege Schub fir d'Zukunft brauchen. Eleng d'Stad Lëtzebuerg, déi mat ronn 90.000 Résidentë manner wéi 20% vun der Landespopulatioun bei sech wunnen huet, stellt mat iwwer 135.900 Emplöie 40% vun allen Aarbechtsplazen.

Am Verglach dozou déi 12 ProSud-Gemengen, déi mat insgesamt 146.800 Résidenten ëmmerhin 30% vun der Landespopulatioun duerstellen, hu kaum méi wéi 50.300 Salarieën. Dat si knapps iwwer 14%. Eng däitlech Diskrepanz, déi net nëmme aus landesplänerescher Siicht, mä och mat de Kritäre vun enger nohalteger Mobilitéitspolitik schlecht vereinbar ass. Eng Diskrepanz, op déi och den Nohaltegkeetsrot hiweist, mat alle Répercussione, déi esou en Ongläichgewicht bedeit fir d'Wirtschafts- a Sozialpolitik, an och fir déi geliefte Chancerechtheet um Terrain.

Duerfir wëll ech mat Nodrock déi kontinuéierlech a permanent Bestriewung vun der Regierung ënnersträchen an ënnerstetzen, fir um Zukunftssite Belval, ronderëm déi zukünfteg Universitéit an d'Cité des Sciences, iwwer 20.000 nei Aarbechtsplaze fir d'Land ze schafen. Domat bewierke mer, dass mat enger konsequenter Dezentraliséierung net nëmme de regionale Mëttelzentrum Esch gestärkt gëtt, mä eng ganz Regioun eng nei Dynamik an am beschte Sënn vum Wuert eng nohalteger Zukunft an en enorme Potenzial kann entwéckelen. Ähnlech Iwwerleeunge gëllen och fir déi zukünfteg Entwécklung vun eiser Nordregioun, déi gläichermoossen a ganz ville Beräicher e groussen Nohuelbedarf huet a fir den Équilibrium vum Land eng zentral Roll ze spillen huet.

Den Nohaltegkeetsrot begréisst ausdrécklech, an ech zitieren en dann och, „...dass nachhaltigkeitsrelevante Themen wie die Fortentwicklung der raumordnerischen Konzeption, Aspekter einer territorialen, administrativen, funktionalen und finanziellen Reform des Kommunalsektors auf die politische Agenda gerückt worden sind. Allerdings vermisst er dabei weiterhin eine konsequente Gesamtorientierung am Leitbild einer nachhaltigen Entwicklung und die politische Bereitschaft, die damit verbundenen Belastungen und Chancen offen und öffentlich zu diskutieren.“

Här President, d'Erausforderungen un eist Land, fir eng koordinéiert a nohalteger orientéiert Zukunftspolitik ze bedreiwen, si gewaltig. De Bericht vum Conseil supérieur pour le développement durable huet de Mérite, dass en d'Kand, oder vill Kanner gläichzäitig eigentlech, beim Numm nennt a fir e vernetzt Denken an d'Adress vun allen Acteuren am Land appelléiert, fir am Intérêt vun enger nohalteger Entwécklung zesummenzeschaffen.

Et ass net de Ruff no engem iwwergeuerdnete Leader, deen eis eleng an allwësend leede soll. Et ass och net d'Fuerderung vun engem Rat der Weisen, deen ee sech heiansdo géif wënschen, fir eng Synthese kënnen ze maachen aus deene ville gudden Pisten a Recommandatiounen, déi an de vergaangene Jore fir eist Land vun alle Säite koumen, sief dat vum Nohaltegkeetsrot, vum Conseil d'État a senge villen Avisen, Gewerkschaften a Parteien, Chamber a Regierung, Lissabon-Strategie mat allen Dokumenter, déi drunhänken, Conseil économique et social, Tripartite, Beruffskummen, OCDE mat alle spezifeschen Avisen iwwer eis konkret wirtschaftlech Situatioun, europäesch Gremien, Mouvement écologique, Fontagné, Cour des Comptes a villen anere méi.

Mä genesou wéi et net ee Masterplang fir d'Landesplanung a fir eng global Réforme territoriale ka ginn, esou gëtt et och net een Aktiounsplang, deen eis eng nohalteger Zukunft eleng schaaft. An dofir soll een dës Debatt als dat huelen, wat se ass: Eng enorm interessant Diskussioun, déi haut mat Sécherheet net épuiséiert a bestëmmt net ofgeschloss wäert sinn.

Ech soe Merci.

» Plusieus voix.- Très bien!

» M. le Président.- Ech soen der Madame Mutsch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wollt vläicht zwou Virbemierkung maachen, ier ech ufänke mat menger Ried. Dat Éischt ass ee Merci, an dee geet selbstverständlech un déi Leit, déi dee Rapport verfaasst hunn, well en eigentlech e guddé Résumé gëtt vu villem, wat an deene leschte Jore schonn zu Lëtzebuerg de part et d'autre vun eenzelne Leit gesot ginn ass. Et ass net, dass den Nohaltegkeetsrot hei en Exercice gemaach huet, wou e revolutionär Neies erfonnt hätt. En huet eigentlech relativ kompakt a gutt villes resuméiert vun deem, wat wéi gesot schonn op anere Plaze vun eenzelne Leit emol gesot ginn ass. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Zweet Virbemierkung ass, wat ech haut net wëll maachen, dat ass am Fong déi Ried schonn halen, déi ech de 26. März hei wëll halen, nämlech en „round-up“ maachen iwwer d'ganz Economie, mat alle Facetten a mat alle Risiken déi op eis zoukomme respektiv wat ee misst maachen an deenen nächste Joren. Ech mengen, duerfir hu mer jo déi Spezialkommissioun gegrënnt, an do kënn jo elo e Rapport eraus, an da solle mer jo hei eng länger Debatt vun engem ganzen Dag veranstalten, de 26. März, wou mer doriwwer schwätzen.

Ech wëll mech duerfir op fënnf Punkte beschränken, déi an deem Rapport sinn, wat awer keng onwesentlech sinn: Dat eent ass d'Fro vun deem sougenannten demographesche Wandel; dat zweet ass d'Verhältnis vun de Steiereinnahmen insgesamt, hauptsächlich d'Verhältnis wat de Facteur Aarbecht haut ubelaangt, wéi de Poids vun deem ass an de Steuerrecetten, an deementsprechend natierlech och wat dat fir eng Bedeitung huet fir eis Economie an och virun allem fir d'Sécurité sociale.

En drëtter Punkt, dat ass déi sougenannte Steierharmoniséierungen, déi op eis wäerten duerkomme respektiv wat do d'Risiko sinn. De véierte Punkt ass d'Recetten, déi mer hunn iwwer d'Mineraluelechsteier, déi mer an eisem Budget hunn, de sougenannten Tanktourismus. Dann ofschléissend wollt ech och nach e puer Wuert soen, awer kuerz - do wollt ech och méi am Detail drop zrëckkommen de 26. März -, well dat och ugesprach ginn ass an deem Rapport, iwwer d'Gemengefinanzen, well dat jo awer och e Volet ass, deen ze Gesamtstats- oder öffentleche Finanzen absolut gehéiert.

Ech befanne mech och e bëssen an enger spezieller Situatioun hei, well wann ech déi véier Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, elo skizzéieren, wat d'Meenung vu menger Fraktioun ass, da riskéieren ech elo hei villes ze widderhuelen. Ech widderhuelen net gär andauernd dat nämlech. Dat läit mer net schrecklech gutt. Mä da riskéieren ech villes ze widderhuelen, wat ech an deene leschten zéng Joer bei menge Budgetsrieden hei gesot hunn, zu deene véier Punkten.

Dat Eenzeg, wat am Fong nei ass bei där ganzer Geschicht, dat ass, dass mer déi waarm Gromperen do elo während zéng Joer virun eis hiergekugelt hunn zu Lëtzebuerg an datt duerch d'Wirtschaftskris, an där mer eis befannen, elo déi waarm Gromperen eis méi séier an d'Gräpp ze fale riskéieren, wéi et eis léif ass. Duerfir hätt ech

ëmmer léiwer gehat, an dat war och d'Meenung vu menger Fraktioun an deene leschten zéng Joer, dass mer am Fong déi dote Problemer ugepaakt hätten zu Zäiten, wou et, loosse mer soen, net esou enk gi wär, weder am Budget nach politesch, wou mer dann och besser Zäit gehat hätte fir doriwwer ze diskutéieren, wéi de Sozialversécherungsminister dat elo virdrun hei gesot huet, am Sënn vun der roueger Hand.

Well ech fäerten, dass bei deem, wat op eis zoukënn nom 7. Juni, déi roueg Hänn séier wäerten ufänken ze zidderen, wa mer den Iwwerschlag maachen iwwer d'Konte vun deenen nächste Joren ugesichts vun där Dramatik, déi am Moment amgang ass sech weltwäit ofzespillen, selbstverständlich och an Europa a selbstverständlich och zu Lëtzebuerg. Och wann ech heiansdo d'Impressioun hat déi lescht Deeg, wann ech verschidde Communiquéé gelies hunn, dass mer iergendwou hei op engem anere Planéit géife liewen an datt mer zwar iergendwéi gesinn, wat ronderëm eis de Moment amgang ass ze passéieren, mä mer ganz wéineg dovunner touchéiert wieren.

Dat ass net d'Meenung, soen ech - a méi wëll ech awer net virgräifen op d'Debatt vum 26. März -, vu menger Fraktioun. Mir wäerten dat méi ze spiere kréien, wéi et eis leider léif ass alleguerten, nom 7. Juni, an ech fannen et soll een de Leit dat och soen, virun an net nom 7. Juni, an et soll een d'Debatt och esou féieren. Ech wënsche mer eigentlech och, dass mer et fäerdeg bréngen dës Kéier - dat ass jo och eng gewësse Chance, déi dann emol eng Kéier an engem Wahlkampf ka leien -, dass mer net iwwer Nieweschauplätz am Wahlkampf diskutéieren, mä iwwer d'Zukunft vun dësem Land.

Deen éischte Problem, dat ass dee vum demographesche Wandel. Mir hunn, an dat gëtt nach eng Kéier hei gutt beschriwwen an deem Rapport, ze di mat enger, entre guillemets, „Veralterung“ vun der Bevölkerung. Dat ass elo net pejorativ an negativ ze gesinn, mä dat ass einfach ze gesinn esou wéi et nun eemol ass. Dat ass, dass mer haut eng Liewenserwaardung hunn an der Bevölkerung, déi souwuel bei de Männer entre-temps wéi bei de Fraen iwwer 80 Joer läit, an eleng deen Aspekt vun der Alterung vun der Bevölkerung biergt en immens grouse Risiko fir eise Sozialversécherungssystem. Firwat?

Do muss ee vläicht rappéléieren, wou eise System hierkënn. Mir hunn dee sougenannte Bismarck-System, dee Generatiounemodell. Dee baut op wat op? Ma dee baut dorop op, dass déi Generatioun, déi aktiv ass, solidaresch bezilt fir déi, déi an der Pensioun ass am Moment, an der Hoffnung natierlech, dass, wa si eng Kéier an d'Pensioun geet, dann déi Generatioun, déi dann aktiv ass, fir si bezuelt, dee Moment wou si an der Pensioun ass. Dat ass de Grondmodell vun der Generatiounesolidaritéit, wéi e fonctionnéiert.

Dat ass och e Modell, wou mir op alle Fall fannen, dass deen net a Fro gestallt soll ginn, well deen ass extrem wichteg fir den Zesammenhalt vun eiser Gesellschaft. Leider ass et awer esou, dass d'Finanzéierung dovunner, zu där Zäit, wou den Här Bismarck sech dat alles ausgeduecht huet, méi einfach war wéi se haut ass, well déi Zäit d'Liewenserwaardung net bei 80 Joer an driwwer louch, mä bei 45 Joer an der Moyenne. Dat heescht am Kloertext, dass eigentlech der ganz vill bezuelt hu fir der ganz wéineg, déi dovunner virun allem laang profitéiert hunn herno. Well déi Leit, déi déi Zäit 20, 30 a 40 Joer vun hirer Rent profitéiert hunn, dat war effektiv éischer eng Minoritéit, an net, wéi dat haut awer nun emol ginn ass, eng Majoritéit. Dat heescht, mir hunn e Problem mat der Generatiounepyramid. Déi kippt, an dat stellt eis e Problem aktuell an der Finanzéierung vum System.

D'Konsequenz dovunner, an dat hu mir och ëmmer gesot, soll net sinn, de System a Fro ze stellen, well en ass grondsätzlech gerecht, aus verschidde Grënn, an en ass virun allem extrem wichteg fir den Zesammenhalt vun der Gesellschaft tëschent Jonken an Alen, an och ëmgedréint. Mä mir mussen eis Fro stellen iwwer de Finanzement.

Fir Lëtzebuerg stellt dat eng duebel Erausforderung virun allem fir d'öffentlech Finanzen duer, am Contraire zu anere Länner an

Europa. Wann ech d'Beispill Däitschland eraushuelen, si mir am Moment an där glécklecher Lag, datt de System haut schonn zu engem Drëttel iwwer Steiere finanzéiert gëtt. Dat heescht, mir hunn e Cotisationssystem, dee jo am Fong dat soll speisen, fir déi Leeschtung ze finanzéieren, wou d'Rentner solle profitéieren, deen zu engem Drëttel vun den Assurés selwer gedroe gëtt, zu engem Drëttel vun de Betriber gedroe gëtt an zu engem Drëttel d'office vum Stat gedroe gëtt.

Firwat hu mer dat gemaach? Mä mir hunn dat gemaach zu engem gewëssenen Zäitpunkt, deelweis natierlech aus sozialen Iwwerleeungen eraus. Do si grouss Kämpf gefouert ginn an de 70er Joren. Den 9. Oktober 1973 huet och domadder ze di gehat.

Mä et ass awer och gemaach a bäibehale ginn iwwer Joren a Jorzéngten zu Lëtzebuerg, well dat eis e grouse Virdeel bruecht huet hei am Land, wat d'Lounniewekäschten ubelaangt. Mir sinn e Lounhéichland. Mir sinn dat Land an der Europäescher Union, wou d'Léin am héchste sinn. A mir hunn deen héije Lounniveau kompenséiert fir d'Betriber doduerjer, datt mer nidreg Lounniewekäschten haten, vill méi nidreg wéi am Ausland, well eben een Drëttel direkt fiskaliséiert war, datt heescht vum Stat bezuelt ginn ass.

Wat mer elo kréien an der Krisensituatioun - an duerfir soen ech, déi waarm Gromper wäert eis elo ganz schnell an d'Fangere fallen -, dat ass, datt mer natierlech riskéieren, relativ séier, jee nodeem wéi laang déi Situatioun wäert unhalen a wéi schro se wäert ginn, datt mer musse kucken, fir deen Drëttel Fiskaliséierung iergendwou d'Suen hierzekeréieren. Dat geet gutt soulaang wéi mer héich Statseinnahmen hunn, wéi mer héich Steuerrecetten hunn, Kierperschaftssteuer, wat och ëmmer, Lounsteuer, déi permanent geklommen ass.

Mä wann dat eng Kéier net méi de Fall ass, a mir wëllen och nach gläichzäitig mega Konjunkturprogrammer finanzéieren, Infrastrukturprojeten a Milliardenhéicht virzéien, a Gott weess wat net nach alles, da riskéiere mer bei deem Drëttel do Schwierigkeiten ze kréien. Natierlech wäert dat elo, vu datt mer déi waarm Gromper iwwer zéng, 15 Joer virun eis hiergeschoben hunn, vill méi elle ginn, dat ze diskutéieren an deenen nächste Joren, wéi wa mer dat diskutéiert hätte viru Joren, wéi d'Recetten héich waren, wou et méi einfach gewiescht wär, verschidde Saachen ëmzomoduléieren.

Déi Froe ginn elo méi komplizéiert. Mä si wäerte sech stelle mat aller Brutalitéit an deenen nächste Joren, egal wat een de Leit virum 7. Juni versprécht. Déi Leit, déi elo bis zu de Wahlen eppes aneschtens soen, déi beléien d'Bevölkerung, datt et schwaarz gëtt dobaussen!

#### (Interruptions diverses)

Dat huet zwar elo näischt ze di mat där Partei, déi hei riets vun eis sëtzt, mä et ass eng Realitéit.

Zweete Punkt, dat ass d'Verhältnis bei de Steiereinnahme vum Facteur Aarbecht. Och dat huet jo mat deem éischte Problem ze dinn. Mir brauchen, ass ëmmer gesot ginn, 4% Wuesstum an eise Land, fir dee Finanzement do kënnen ze maachen. Jo, déi 4% Wuesstum, dat war jo net nëmme wéinst dem Wuesstum als sollechen, mä wéinst der Konsequenz, déi sech doraus erginn huet, datt mer doduerjer netto zu Lëtzebuerg ëmmer erëm an deene leschte 15 Joer dausenden nei Aarbechtsplaze geschaf hunn. Dat heescht, an de Recetté vum Stat huet de Facteur vun de Recetten, déi mer kritt hunn iwwer d'Lounsteuer, ëmmer méi zougeholl.

Deen anere Facteur, dat ass erëm eng aner Diskussioun, ass ëmmer méi zréckgaangen. Eis Steueremverdeelungsgerechtheet ass eiser Meenung no och net onbedéngt dat Gielt vum Ee, mä dat loosse mer emol hei op der Säit. Et geet jo elo méi doréms, fir iwwer d'Nohaltegkeet bei de Statsfinanzen a bei de Recetté fir déi nächst Joren ze kucken. Dat heescht, mir hunn iwwer de Facteur Aarbecht, duerch déi dausenden nei Aarbechtsplazen, déi mer geschafen hunn, enorm Recetten ëmmer erëm an d'Statskeess kritt.

Dat huet awer op där anerer Säit derzou gefouert, datt den Undeel natierlech, deen de Stat huet misse bezuelen an d'Sécurité sociale, och permanent ëmmer nëmmer an d'Luucht gaangen ass, well deen Drëttel vun all Aarbechtsplaz, déi mer geschaf hunn, deen de Stat huet misse bezuelen an d'Sécurité sociale, also an d'Pensiounskeessen hei, ass jo awer ugefall. Dat heescht, an der Logik kann dat nëmmer esou laang gutt goen, soulaang wéi een ëmmer an där Spirale do drableift an dausenden an dausenden nei Aarbechtsplaze schafft.

Woubäi och do nach ze soen ass, datt mer an deene leschten zéng Joer hei an en duebele Problem komm sinn. Éischtens, mir hunn de Moment effektiv, wéi hei richteg gesot gëtt, héich Reserve bei de Pensiounskeessen. Mä mir musse wëssen, mir hunn duerch déi dausenden nei Aarbechtsplazen, déi mer geschaf hunn, vill jonk Arbeitnehmer agestallt. Dat heescht, vill Leit, déi haut nach keng Rechter hunn, mä déi iergendwann eng Kéier Rechter kréien a 40 Joer, wa se dann hir Carrière fäerdig hunn. Donc muss een och am Kapp behalen, datt déi Suen, déi do op der Säit sinn, geduecht si fir iergendwann eng Kéier eppes ze finanzéieren, wat mer méi musse finanzéieren a 40 Joer.

An da kënt een zweete Punkt derbäi. Dat ass deen, datt mer an enger Situatioun sinn, datt mer ëmmer méi Frontalieren erageholl hunn. Dat heescht, datt mer op där enger Säit zwar och Steuerrecetté vun hinne kritt hunn iwwer d'Lounsteuer, derniewert awer hu misse deen Drëttel fir d'Pensiounskeessen an och nach aner sozial Leeschtung bezuelen. Déi Sue ginn awer net méi integral hei ausginn, mä zu engem gudden Deel an de Grenzregiounen. Dat heescht, datt dat, wat mer bei de Résidenten nach kréien, nämlech, datt iwwer d'TVA, well se hei verkonsuméieren, en Deel erëm zréckkënnen an d'Statskeess, bei deenen net passéiert. Wat nach eng Kéier en zousätzleche Problem wäert stellen.

Déi lescht Pronosticen, déi ech elo matkritt hunn iwwer d'Entwécklung vum Emploi, déi gesinn net gutt aus. Déi gesinn aus, datt mer wahrscheinlech, wann dat sech wäert bestätegen, 2010 déi éischte Kéier zënter Joren an enger Situatioun sinn, wou mer netto keng eng Aarbechtsplaz méi schafe souwisou, mä au contraire wou mer riskéieren an de Minus ze geroden.

Et kënt dann nach d'Problematik vum Chômage oder vun der Kuerzaarbecht derbäi, déi ee jo och muss bezuelen. An dat ass erëm eng Kéier de Stat, deen do muss mat Hëlfe bezuelen, wat nach zousätzlech Käschtepunkte sinn, déi sech dorobber greféieren. Dat heescht, och do wäert déi waarm Gromper ganz wéidinn an de Fangeren an deenen nächste Méint an an deenen nächste Joren.

Den drëtte Punkt ass deen vun der Steuerharmoniséierung, vum sougenannte Verloscht vun den Nischen. Ech gesinn deen eigentlech nach, muss ech soen, vun deene véier am positivsten. Et ass sécherlech richteg, datt am Finanzsektor duerch dat, wat elo wäert kommen, wäerten Ännerunge kommen. Do wäert et vill méi schwéier ginn, fir de Steuerincentive ze huelen an Zukunft respektiv eleng um Bankgeheimnis ze spillen, fir nach d'Finanzplaz ze halen. Mir hunn an der Kommissioun och aus dem Secteur selwer bis elo relativ gutt Rapporten an Denkestéiss kritt, wat dat fir d'Zukunft wäert bedeiten.

Ech mengen awer och, datt en anert Element do wichteg gëtt. Dat ass, an et kann een dat jo nëmme begréissen, déi Finanzkris weltwäit, déi huet jo awer och zu eppes gefouert. An dat ass an de Käpp vun de Leit, och vun den Investisseure geschitt. Do sinn der jo, déi hu massiv Geld verluer a kierzester Zäit, an déi, déi massiv Geld verluer hunn, dat sinn oft déi, deenen et an deene leschte Joren net séier genuch gaangen ass, déi de Mond net grouss genuch opkritt hunn, fir datt d'Sue méiglechste séier sollten drafalen. Dat heescht, déi op Rendit gebaut hunn, déi komplett dernieft waren, déi mat der Realitéit vun der Economie näischt méi ze dinn haten, déi och d'Konsequenz ware vun deem Misär, an deem mer eis befannen.

Dat heescht, et kënt och en Ëmdenken, menger Meenung no, an deem heite Beräich bei den Investisseuren. An et gëtt vill méi an Zukunft gekuckt op d'Sécherheet vun den Anlage respektiv wou meng Suen investéiert ginn an der Zukunft. Dat heescht, d'Finanzplazen insgesamt wäerten do misse e Switch méi maachen an déi Richtung. An dat ass och eng Chance, géif ech soen, fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg. An ech mengen, datt se do net schlecht opgestallt ass, fir kënnen do hir Roll weiderzespillen. Dofir, wéi gesot, mécht dee Punkt mir manner Suergen.

Da kommen eng Rei aner Saachen derbäi, wat jo souwisou éischer Zoufallsprodukter waren, zum Beispill d'TVA um eCommerce, wat awer ëmmerhin dozou gefouert huet, datt mer e Secteur zu Lëtzebuerg heihinner kritt hunn, wou mer och menger Meenung no Chancen hunn, datt mer dee behalen, och wann d'Steierverdeeler ewechfalen. Mä souwisou si mir der Meenung, datt een eng laangfristeg Zukunft vu Statsfinanzen oder vun engem Wirtschaftsstanduert net kann op esou kuerzsiichteg Nischen opbauen. Well dat alles Glécksfäll sinn, vun deenen ee soll profitéieren.

Wann een do zousätzlech Recetté kritt, da soll een am beschten déi Recetten net an de Konsum ginn an net verdeelen, mä direkt erëm réinvestéieren an aner Secteure fir d'Zukunft. Do hu mer zwar natierlech och geséendeg an der Vergaangenheet, muss ee soen, datt mer eigentlech vill ze vill wéineg déi do Gelder, déi mer duerch esou Gléckssituatiounen haten, erëm agesat hunn och fir nei Nischen opzebauen.

Dat féiert mech dann och zum drëtte Punkt, nämlech deen vun der Schrumpfung vun den Einnahmen vun der Mineraluelechtesteuer. Den Här Goerens schwätzt ëmmer vun engem - ech weess zwar nach ëmmer net esou richteg, wéi dat soll fonctionnéieren - „virtuellen Ausstieg aus dem Tanktourismus“.

#### (Interruption)

Mä loosse mer soen, ech gi jo dovun aus, datt dat, vu datt ech e kennen, gutt gemengt ass, wat e seet. Mä ech mengen, Här Goerens, souwisou och, egal wat Der mer wëllt erklären, ech gleewen lech, datt Äre Modell fir lech an och vläicht soss fonctionnéiert.

Mä de Problem ass jo deen, datt dat, wat do geschitt, net ofhängeg ass vun eis. Et muss ee jo awer wëssen, iwwer wat mer hei diskutéieren. Mir diskutéiere jo net iwwer e Rohstoff, dee mir hei besetzen zu Lëtzebuerg, mä deen op ganz anere Plazen op der Äerd aus dem Buedem gepompt gëtt. An d'Décisioun, a wéi eng Richtung de Mineraluelech oder iwwerhaupt d'fossil Brennstoffe an deenen nächste Jore sech entwéckelen, hânt jo awer net vu Lëtzebuerg, mä vu ganz anere Saachen of.

Déi hânt zum Beispill of vun der Verknappung vun deene Ressourcen, déi ëmmer méi wahrscheinlech gëtt an ëmmer méi och vu ganz konservativen Instituter ugeholl gëtt, wéi zum Beispill der Internationaler Energieagentur, déi éischer ëmmer pro Pétroliumindustrie geschaff huet wéi dergéint. Och déi fänken u ganz virsiichteg ze sinn an Zeenarien ze entwerfen, déi engem éischer Suerge musse maachen, wat d'Verknappung ubelaangt.

Déi Décisioun hânt och natierlech dovun of, wat op europäeschem Niveau geschitt generell oder iwwerhaupt generell geschitt, wat d'Harmoniséierung ubelaangt vun der Besteuerung oder vun den Accisë vun deene Produkter. Dat kënnen mer jo net eleng zu Lëtzebuerg decidéieren. Mir si jo net do allein auf weiter Flur. Mir kënnen jo net als Lëtzebuerg a scho guer net an der Krisensituatioun esou maachen, wéi wann de Rescht vun Europa eis net bräicht ze interesséieren, a wann dann Drock kënt an Europa, fir ze soen: „Ma Dir léif Lëtzebuerger, dat war elo fein, datt Der konnt während Joren dovunner profitéieren, mä mir hunn awer elo e Problem domadder a kuckt emol eise Budget, wéi deen ausgesäit, deen ass nach e bësse méi am Keller wéi Ären.“; da musse mer ons deene Froe stellen. Da kënnen mer net hei zu Lëtzebuerg mengen, mir kéinte bei engem Rohstoff, deen eis net gehéiert, einfach maachen, wéi wa mer do entscheede wëilten.

Mir hunn och do eppes verpasst. Ech wëll dorun erënneren, datt de Camille Gira dat 1997 scho gesot huet. Wa mer da vun engem virtuellen Ausstieg geschwat hätten an engem Zeenario - sou soll dat jo sinn, huelen ech un -, wat ee soll maachen iwwer laang Siicht, wéi ee kann an Etappen doraus erauskommen, wa mer 1997 dat eescht geholl an eis deemools mat där Fro befaasst hätten an deem Sënn, wäere mer haut wahrscheinlech schonn e puer Schrëtt weider. Mä och do hu mer dee Ball ëmmer virun eis hiergeschoben, well mer einfach geduecht hunn, et wär méi interessant déi Recetten do emol ze kréien an déi och da méiglechste ze verdeelen.

D'Klimaproblematik ass eng aner Problematik, déi matspillt an där Thematik. Och do wäert et sécherlech an deenen nächste Joren net méi einfach ginn, fir elo deen Ausstiegszeenario opzustellen. Dat wäert méi schmerzlech sécherlech ginn elo an deenen nächste Jore wéi et gi wär, wa mer 1997 zum Beispill schonn ugefaangen an eis déi Méi ginn hätten, fir dat méi propper ze maachen.

Dee leschte Punkt, op deen ech haut wëll augehen, ass deen vun de Gemengefinanzen. Also, et gëtt jo d'Gemengefinanzenautonomie. Dat ass jo eng Saach. Dat heescht, datt d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, am Kader vun hirer Entwécklung, fir op Ressourcen zréckzegräifen a sech ze entwéckelen, ouni datt se musse bei déi Autoritéit, déi iwwer hinnen ass, de Stat, alles froen an heesche goen. Ech mengen, dat ass jo de Sënn dovunner an ass och richteg.

Mä mir sollen eis awer och näischt virmaachen. Mir wäerte jo nimools an en Zeenario kommen, datt mer elo Gemengefinanzen hätten, déi géife sprudelen, an datt dem Stat seng Finanzen an de Keller géife goen. Dat heescht, mir sollen net maachen, wéi wann d'Gemengen iergendwou entwzousch anescht géife liewen an net an deem nämlechte Boot séize wéi de Stat mam Stat zesammen.

Mir hunn nëmmer ee Kuch ze verdeelen. Mir kënnen an deem Kuch do Agencement maachen, datt méi vill vum Kuch un d'Gemengen direkt geet oder manner un d'Gemengen direkt geet, mä wann eng Kris do ass an d'Recetten abriechechen, da gëtt et kee Wonnerméttel an deem dote Kontext ze diskutéieren, fir elo ze soen, mir musse d'Gemengenautonomie elo aus der Täsche zéien an da kucken, wéi mer deene méi Moyenë ginn.

Ech warnen och dervir fir eng Diskussioun ze féieren, déi an eng Richtung elo geet, fir anescht ze verdeelen, well dat ass jo ëmmer erëm d'Tendenz, wa mer a méi schwierig Situatiounen kommen. Déi lescht Joren, wéi et gutt gaangen ass, hunn ech se och um Gemengenniveau net méi esou vill héiere jären. Mä wann et méi schlecht geet, da kënt eng Tendenz fir ze soen: „Allez hopp, elo gëtt innerhalb vun deenen, déi do sinn, einfach nëmme verdeelt.“ Déi eng kréien ewechgeholl, déi aner kréien e bësse bäi. Ech warnen do virun, well mer dat riskéieren ze maachen, ouni eis déi fundamental Fro gestallt ze hunn, wat och do Sënn mécht.

Mir hunn eng Rei Wirtschaftszentren definiert am IVL. Mir hunn d'Nordstad definiert. Mir hunn Esch/Belval definiert an dann d'Stad mat de Randgemengen als wirtschaftlech Zentren. Mir kéinte jo elo emol arbiträr decidéieren, allez hopp, elo huele mer do Suen ewech an da verdeele mer dat emol monter einfach esou duerch d'Land. Da riskéiere mer awer déi wirtschaftlech Zentren ze schwächen, déi mer brauchen um nationalen Niveau, déi dozou bäidroen, datt mer generell méi Recetten hunn, donc jiddereen och méi huet.

Ech si wierklech strikte Géigner fir iwwer eng Reform vun de kommunale Finanzen ze diskutéieren, lassgekoppelt vun, éischtens, der Réforme territoriale an, zweetens, vun deem doten Aspekt, wéi d'Wirtschaftszentren an deem Kontext behandelt solle ginn, well ech fundamental der Meenung sinn - an dat net, well ech enger grouser Gemeng eng Responsabilitéit hunn, mä well ech fundamental national der Meenung sinn -, datt dat e fatale Feeler wär a mer eis insgesamt doduerjer géife schwächen.

Duerfir, wa mer déi Diskussioun féieren, a mir wäerten déi och misse féieren, kënnen mer se nëmme féieren an deem Geescht, datt mer déi Aspekter do och deementsprechend mat berücksichtigegen.

Selbstverständlech muss de Solidaritéitsgedanke spillen a musse mer kucken, datt déi Gemengen, déi guer keng Ressourcen hunn, wéi dat oft gesot gëtt - dat steet jo och souwisou an all deenen Texter dran - och hire Leit d'Basisdengschleeschtungen kënnen ubidden. Et muss och do brudderlech gedeelt ginn an deem Sënn. Alles ass da richteg, mä mir musse oppassen, datt mer net eng falsch Diskussioun féieren, déi herno derzou géif féieren, datt mer insgesamt eis, ekonomesch gesinn, nëmme schwäche géifen an domadder entsprechend herno mer alleguerte manner an der Keess hätten a kee méi.

Dat waren déi Iwwerleeungen, déi ech haut wollt am Numm vu menger Fraktioun zu deem gudden Rapport iwwer d'Nohaltegkeet soen. De Rescht ass à suivre op dem 26. März.

Ech soen lech Merci.

» Plusieus voix - Très bien!

» M. le Président - Ech soen dem Här Bausch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

» M. Gast Gibéryen (ADR) - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Debatt, déi mer haut hei féieren, geet am Fong schonn zréck op d'Budgetsdebatten aus dem Joer 2007, wou de Kolleg



Goerens eng Motioun erabruecht hat, déi uegell ginn ass vun der Chamber an opgrond vun där den Här Statsminister den Nohaltegkeetsrot beoptraagt huet fir dëse Rapport, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, ze erstellen.

Et ass menger Meenung no e ganz gudder Rapport, deen am Fong déi ganz Problematik opwërft, iwwert déi mer stéckerchersweis an der Vergaangenheet - géif ech soen - heibanne scho vill diskutéiert hunn.

Et ass allerdéngs esou, dass no der Motioun vun 2007 an nodeem de Rapport am September d'lescht Joer deponéiert ginn ass, d'Welt haut eng aner ginn ass, d'Realitéit eis vläicht ageholl huet an eng Rei vu Problemer, op déi de Rapport hweist, an der Zwéischzeit schonn zum Deel Réalitéit gi sinn.

Dee Rapport huet dee grouse Mérite, mengen ech, dass e wierklech gutt opgebaut ass an all Problemer, déi sech wierklech stellen an deem heiten Zesammenhang, opwërft.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll mer erlaben, vläicht eng Rei vun Iwwerleeungen aus dem Rapport och hei ze zitieren, well mer dat wichteg schéngt. Am Kapitel 2 vun de Grundeinnahmen a Prémissé geet am Fong an néng Punkten de Rapport dorop an, eben op d'Problematik vun enger nohalteger Politik opmierksam ze maachen.

Ech wëll verschidden Auszich dovunner hei virlesen, well et mer richteg schéngt, dass, wann ee sech bei deenen eens gétt, ee sech jo dann och konsequenterweis bei de Konsequenze misst eens ginn.

De Rapport hält am 1. Punkt fest - auszugsweis nëmmen: „Zukünftige Generationen sollen nicht in ihren Entscheidungsspielräumen dadurch eingeengt werden, dass die jetzt lebenden die Leistungsfähigkeit der Ressourcen- beziehungsweise Potenzialbestände mindern oder ihnen Wachstumsverzichte über das Maß hinaus zumuten, das sie selbst zu tragen bereit sind. Eine nachhaltige Entwicklung zeichnet sich in erster Linie dadurch aus, dass man schonend und sparsam mit den wirtschaftlichen, natürlichen und sozialen Potenzialen umgeht, damit sie ihre Leistungsfähigkeit im Gesamtverbund auch in fernerer Zukunft nicht einbüßen und künftigen Generationen zumindest einen gleich großen Nutzen verschaffen können.“

En anere Punkt seet: „Wenn Nachhaltigkeit in diesem Sinne das Nicht-Verschieben von Lasten in die Zukunft voraussetzt, dann muss auch das staatliche Gesamtbudget in die Nachhaltigkeitsperspektive eingebunden werden. Eine strukturelle Staatsverschuldung (...) bedeutet nämlich eine Lastverschiebung in die Zukunft. (...) Allerdings darf sich der Blick nicht auf aktuelle Budgetsalden beschränken. Es müssen vor allem heutige Entscheidungen verhindert werden, die ein langfristiges Ausgabenwachstum in späteren Jahren initiieren. (...) Ausgaben und Einnahmen müssen zumindest im Hinblick auf ihre Nachhaltigkeitseffekte beziehungsweise ihre Langfristfolgen gestaltet werden. Das Budgetmanagement des Staates in seiner traditionellen Form ist dazu nicht geeignet.“

Ech kéint da weider aus deem Programm do esou zitieren. D'Fro, déi sech stellt fir eis als Politiker, ass, ob mer déi Iwwerleeungen, déi den Nohaltegkeetsrot do opgestallt huet, deelen.

Ech géif mengen, wann een d'Debatten de Mëtteg hei verfollegt huet, da gétt parteiiewergräifend am Fong déi Analys do gedeelt. Wa mer also déi Fro mat Jo beäntwerten, da muss mer eis als zweet Fro stellen: Handele mer dann och politesch dono, wa mer d'Analys maachen?

Déi éischt Fro, géif ech soen, ass prinzipiell mat Jo ze beäntworten. Vun där zweeter Fro, ob mer als Politiker och deementsprechend handeln, géif ech mengen, dass déi éischter mat Neen ze beäntwerte wier, wann een dat korrekt an objektiv gesamt-politesch kuckt.

Deelweis handele mer sécher och nohalteger. Ee vun deene Punkten, wou ech géif soen, dass mer nohalteger politesch reagieren, ass am Fong beim Verursacherprinzip, dem Pollueur-payeur, wou mer, géif ech mengen, an déi Richtung am wäitste fortgeschritt sinn, wat d'Waasser, d'Ofwaasser, den Of-fall an d'Energie ubelaangt, wou mer gréisstendeels deen Nohaltegkeetsprinzip praktizieren.

Wann och elo d'Waasserwirtschaftsrichtlinn den 1. Januar 2010 ëmgesezt gétt, geet et e weidere Schratt méi wäit, quitta dass mer dann och musse wëssen, dass d'Waasser-respektiv d'Ofwaassertaxe vum 1. Januar 2010 u wäerte massiv an d'Luucht goen. Dat ass also do ee Punkt, wou ech géif men-

gen, dass mer politesch nohalteger iwwerleeën.

Mä maache mer dat och bei den Investitiounen oder bei soss permanenten Dépensen? Kucke mer och do all Kéiers op d'Nohaltegkeet? Ech géif soen: Generell kucke mer net.

Firwat maache mer dat net? Et gétt bei de Politiker souwuel beim Nationale wéi Kommunalen ëmmer eng Réalitéit, nämlech dass, wa se de Projet an hirer Gesamtheit mat all hire Konsequenze géifen dohinnerstellen, dann de Risiko grouss wier, dass se de Projet net géifen duerchkréien.

Duerfir ass dat vläicht och eng falsch Usicht vun der Politik. Mer schwätzen allgemeng, fir dass eben net all Kaarten op den Dësch komme beim Ufank vum Projet, well, wann ee se géif op den Dësch leeën, vläicht deen een oder anere Projet net géif an där Form realiséiert ginn.

Ech denken zum Beispill un zwee Projeten - CITA an e-go -, wat Paradebeispiller dofir sinn, wou mer mat klengen Zommen uegfaangen hunn a fir déi immenser hu missen nogestëmmt ginn, Systemer, déi haut nach net richteg funktionnéieren a wou d'Nofolgekäschten enorm sinn, ouni dass mer dat an deem Sënn maachen.

An deem Zesammenhang kann een och huelen, wat hei an dem Nohaltegkeetsbericht steet: „Wenn man den klassischen Spruch vom Haushaltsplan als «Schicksalsbuch der Nation» aufgreift, so muss man ihn angesichts dieser Mängel einerseits und der Herausforderungen des Nachhaltigkeitsprinzips andererseits eher als Plan charakterisieren, der die Nation blind ihrem künftigen Schicksal überlässt.“

Et ass ganz dacks, dass mer an der Politik net de Courage hunn, fir ebe bei den Décisiounen och ze kucken, wat mer da fir d'Nohaltegkeet brauchen.

Grouss Deeler vun eisem System basieren op dem sougenannte Lëtzebuurger Modell. E Modell, wat am Fong dozou condamnéiert ass an der Moyenne en héije wirtschaftleche Wuesstum ze hunn, wëssend, dass do duerch d'Problemer net geléist ginn, mä dass mer domadder d'Problemer gréisstendeels op déi nächst Generatioune verlagere an de Problem, wéi dat bei esou engem Schnéiklatzeneffekt ass, ëmmer méi grouss maachen.

Den Här Juncker an den Här Wiseler hunn eis och 2000 respektiv 2002 hei bei Debatten zur Lag vun der Natioun oder vum Budget deklaréiert, dass am Fong dee wirtschaftleche Wuesstum net genuch géif ofwerfen, fir seng eegen Nofolgekäschten ze generieren. Ech mengen, dass muss eis am Fong ze bedenke ginn. Dat ass och net contestéiert ginn an, ech mengen, mir sinn eis haut quasi heibannen eens, dass dat eng Réalitéit ass, dass mer net genuch duerch dee stramme Wuesstum erakréien, fir eben d'Nofolgekäschten ze finanzieren. Dat misst eis jo dann am Fong ze bedenke ginn, wa mer awer mengen, riicht an déi Richtung misse weiderzefueren ouni ëmzedenken.

Ee vun deene Problemer, déi do ëmmer als éischt genannt ginn, an dat ass och de Mëtteg hei an der Debatte ee vun den Hauptpunkte gewiescht, dass ass de Rentensystem; e Rentensystem, vun deem mer och soen, dass mer, fir dee kënnen ze erhalen, an der Moyenne e Wirtschaftswuesstum vu 4% mussen hunn. Mir wëssen, dass mer dëst Joer manner kréien an déi nächst Jore vläicht iwwerhaapt kee Wirtschaftswuesstum, souguer vläicht en negativen.

Mir hunn awer eng Chance, wa mer eng Rei vu Joren zrëckkucken, wou mer en héije Wirtschaftswuesstum haten, dass een dann zumindest an enger Moyenne vu siwen, aacht Joer nach ëmmer iwwert deene 4% bleift.

Mä dat ännert näischt um System, dass mer, fir dee System ze erhalen, laangfristeg gesinn awer musse e relativ staarke Wuesstum hunn. Doriwwer täuscht och net ewech, dass mer am Abléck néng Milliarde Reserven hunn an 3,6-mol d'Joresdépensen domadder kënnen finanzieren.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e gudder Rentensystem am Privatsektor, dee wuel op dem Émlageverfahre läit, mä och zum Deel duerch déi héich Reserve schonn Deeler vun engem Kapitaldeckungsverfahren hëlt.

An och wa mer hei vun Nohaltegkeet schwätzen, da kann et net sinn, dass mer Gelder, déi am Rentensystem dra sinn, zweckfremden, fir zum Beispill de Statsbudget éischt an Équilibrium ze bréngen. Domadder bréngt mer dann de Statsbudget an den Équilibrium, mä et ass sécherlech keng Nohaltegkeetspolitik am Sënn vun de Pensiounskeesen.

Dat ass eng vun deene grouse Froen, deene mer eis musse stellen, ob mer, fir méi

Investitioun an de Konsum ze maachen, zum Beispill Gelder aus de Pensiounskeese kënnen eraushuelen, fir de Statsbudget an Aklang ze bréngen.

Ech wëll déi Diskussioun de Mëtteg net nei verdéieren. Mir hunn déi dacks genuch gefouert. Mä ech wëll awer dorop opmierksam maachen, dass mer och de Mëtteg hei ëmmer nëmmen iwwert de Pensiounssystem vum Privatsektor geschwat hunn, dee jo héich Reserven huet, a mer hunn am Fong net mat engem Wuert ernimmt, dass mer nach e System hunn, dee mer zu 100% musse iwwert de Statsbudget finanzieren. An och dass Nohaltegkeetspolitik am Sënn vum Statsbudget, well mer wëssen, dass mer do musse mat 100% déi Pensioun finanzieren.

Ech ka mech erënneren, dass mer an der Vergaangenheet schonn des Öfters Motiounen erabruecht hunn, fir dass mer och emol sollten do eng aktuell Berechnung maache loossen, fir ze kucken, wéi déi Dépense sech an deenen nächste Joren entwéckelen a wat fir eng Répercussiounen dat op de Statsbudget huet.

Ech muss bedauern, dass mat Ausnahm vun de grénge Kollege keng aner Partei an der Vergaangenheet deene Motiounen zougestëmmt huet, esou dass ech am Fong ka soen, mir hunn emol net de Courage fir ze kucken, wat dat eis an Zukunft géif kaschten, geschweige dass mer da sollten de Courage hu fir dorausser Konklusiounen ze zéien oder Décisiounen ze huelen. Mä ech mengen, eng vun deene wichtegen Aufgaben ass, wa mer wëllen Nohaltegkeetspolitik maachen an diskutieren, fir d'éischt emol de Courage ze hu fir d'Fakten all op den Dësch ze leeën, wa d'Konsequenze vun der aktueller Politik op spéider Statsbudgete sinn.

Mä déi Nohaltegkeet limitéiert sech awer net nëmmen op d'Renten. Et mengt ee grad, wann een déi Diskussioun verfollegt, wann een iwwert d'Nohaltegkeet schwätzt, dass hätt nëmme mat Renten ze dinn. Et huet sécherlech och mat Renten ze dinn, an d'Rente sinn nun emol e System, dee laangfristeg muss garantéiert ginn. Duerfir ass et och normal, dass dat an enger Diskussioun iwwert d'Nohaltegkeet eng prioritär Roll an der Diskussioun anhëlt.

Mä och all déi aner Politike ginn an d'Nohaltegkeetsdebatte eran. Ech denken do un d'Scholden, déi mer musse als Stat maachen, wou mer Gott sei Dank hei zu Lëtzebuerg elo nach eng Schold hunn, déi am Verglach zu eisen europäeschen Noperen eng extrem gutt Situatioun duerstellt. Mä mir musse awer och wëssen, dass mer an deene leschte Jore Scholde gemaach hunn, wou mer d'Kapital net zrëckbezuelen, mä nëmmen d'Zënsen, an zéng Joer méi spéit awer Kapital zrëckbezuelen. Och dass keng Nohaltegkeetspolitik, do verschiebe mer och Käschten op déi Generatioun, déi no eis kënn. Quitte dass mer e Fong pour la dette publique hunn, dee mer bis elo ëmmer konnte speisen, fir déi ufalend Käschte vun deene Scholden ze decken, mä mir wëssen och alleguer, dass mer an deenen nächste Jore keng Plus-waert méi wäerte kréien an dass dee Fong - opgrond vun de Budgetsdebatten ass dat jo kloer ginn - 2010 a senger aktueller Form och un en Enn kënn. Dat heescht, dass mer also och do eng Belaschtung hunn. Déi Scholden, déi mer an deene leschte Joren opgeholl hunn, déi lafen 2014/2015 all Joer of, wou dann d'Kapital an enger Kéier muss zrëckbezuelen ginn. Et sief, et géif een dann déi Prëten erëm eng Kéier weider ophuelen a strecken.

Mir musse also och wëssen, dass mer an den nächste Jore keng Plus-waert méi wäerte kréien. Et ass, wéi ech virdu gesot hunn, nämlech dass am Fong eng Rei vu Problemer, op déi dee Rapport, deen hei virläit, higewisen huet, schonn zum Deel Réalitéit gi sinn a méi séier elo komm sinn, wéi mer eis dat dreeme gelooss hunn.

Et ass och vun engem Statsfong geschwat ginn, an deen een exceptionell Recetten, déi de Stat erakritt, soll maachen, fir zukünftige Generatiounen a schwierige Situatiounen méi ofzesécheren.

De Kollege Norbert Hauptert huet am Fong dat hei vun der CSV-Säit net esou positiv gesinn. Ech géif awer mengen et sollt ee seriö iwwer esou e Fong nodenken. Zum Beispill, wéi mer eemoleg Recettë kritt hunn, wéi dat bei der Fusioon vun ArcelorMittal war, do kéint ee sech virstellen, dass een esou Reserven op esou e Fong gemaach hätt, déi net direkt destinéiert wiere wéi déi aner Fonge mat Investitiounen, wou awer scho kloer fixéiert ass, firwat dass déi Gelder do sinn, mä dass een eventuell hätt kënnen e Fong maache mat zousätzleche Recetten, déi aus eemolegen oder exceptionelle Recetten erauskomm sinn.

Et ass hei gesot gi vum Kollege Norbert Hauptert, wann eng Krisesituatioun kënn, dass dat da souwisou net zielt. Mä ech wëll awer zum Beispill soen, dass mer an der Europäescher Unioun Maastricht-Kritären agefouert hunn, wou mer eis awer och Kritären gesat hunn, wou zumindest an normalen Zäiten - ech wëll net soen a gudden Zäiten - déi eenzel Länner awer trotzdeem gehale si sech un déi Kritären ze halen, fir eben hir Budgeten an engem gewësse Kader bewegen ze loossen.

Dass mer elo an enger exceptioneller Situatioun sinn - an eng exceptionell Situatioun verlaangt nun eemol och exceptionell Décisiounen -, an dass dann eben elo um europäeschen Niveau gesot gétt, dass déi Kritären zäitweilleg opgelackert ginn, domat kann een a muss een averstane sinn. Mä an den normalen Zäiten hunn déi eenzel Staten awer eng Verflechtung, fir sech un déi Kritären ze halen. Duerfir sollt een och iwwert déi Form diskutieren, fir eventuell an enger Verfassung maximal Kritären ze fixéieren, a wéi engem Kader e Statsbudget sech soll bewegen.

Ech wëll drun erënneren, dass an Däitschland zum Beispill elo d'Diskussioun leeft, fir an hir Verfassung eng maximal Stats- oder Länderverschuldung anzubauen. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg wäit ewech vun esou Tauxen, wéi se an Däitschland praktizéiert sinn. Mä d'Fro ass awer berechtigt. A se ass virun allem berechtigt, wann ee sech se stellt, wann een net an där Situatioun ass, mä wann ee se sech an enger Situatioun stellt, wou een nach wäit vun deenen Tauxen ewech ass, well ee laangfristeg och dorobber muss reagieren. Well d'Situatioun vun haut léisst eis jo nach e gudder Sputt a léisst eis och Zäit, fir politesch ëmzedenken, wann een eng Kéier géif esou Kritären maachen.

Et ass also besser et setzt ee sech esou Kritären a gudden Zäiten, wann een net ënner Drock steet, wann een net muss direkt handelen, wéi wann een an esou enger Situatioun ass. Da setzt een déi Kritären net. Et ass also eng preventiv Moossnam, wann ee sech an engem Budget oder an enger Verfassung Limité setzt, wou ee seet: De Stat ka sech net méi wäit verschelde wéi dat doten. Oder d'Gemenge kënn sech net méi wäit wéi dat dote verschelden, fir eben déi nokommend Generatiounen net weider ze belaschten.

Et ass also wichteg, dass een dat mécht. Et gétt och am Rapport vum Nohaltegkeetsrot dorop higewisen; net wat d'Verfassung ass, mä wat de Fong ubelaangt. Hie seet: „Im Hinblick auf die rein quantitative Risikoversorge zur Verhinderung künftiger Budgetungleichgewichte fragt der Rat die Politik, warum die seit längerem bekannten Zukunftsriskiken nicht längst dazu geführt haben, eine verfassungsrechtlich zwingende Budgetbegrenzungsregel einzuführen, zumindest ernsthaft zu diskutieren.“

Mir sollten eis där Diskussioun stellen, fir eben aus de Feeler ze léieren, déi mer haut oder an der Vergaangenheet gemaach hunn, fir dass mer déi Politikergeneratioun, déi no eis kënn, dann obligieren an an ee Kader setzen, fir sech politesch anzuwusch ze bewegen, wat mir haut als nohalteger gesinn, och wa mer et am Kloeren net haut esou bereet si politesch ze praktizieren.

Mir kloen hei am Land op engem héijen Niveau, huet den Här Statsminister eng Kéier gesot. Do huet hie Recht. Et gétt och natierlech vill Leit, déi mat Recht op engem klengen Niveau hei am Land kloen. Mä d'Fro stellt sech, ob ee kann, fir op engem héijen Niveau, wéi mer en hunn, ze bleiwen, de Statsbudget souwäit engagieren an eventuell musse Emprunten ophuelen. Well all Dépensen, déi mer ausginn, feelen eis, fir Investitiounen ze maachen. Wa mer och Suen an de Konsum oder an d'Leeschung eraginn, feelen déi Suen, fir op där anerer Säit Investitiounen ze maachen, déi d'Land brauch.

Da kann een also soen, dass mer och haut scho Gelder léien, fir eben en héije Liewensstandard ze halen. Dat geet awer a Richtung héije Liewensstandardniveau. Wann et a Richtung Konsum geet, da muss ee sech d'Fro stellen: Ass dat nohalteger vertretbar, wa mer haut géife Gelder léien, fir op engem héijen Niveau kënnen ze liewen,

an dat dann op d'Käschte vun deene Generatiounen, déi no eis kommen?

D'Scholden op Investitiounen an Infrastrukture muss een am Prinzip bejoen, well dat laangfristeg Investitioun sinn. Mä fir d'Konsumgesellschaft däerf ee sech eiser Meinung no net als Stat oder Gemenge verschälden. Mir mussen also versichen déi Investitiounen, wa mer Scholde maachen, op Investitiounen ze limitéieren, déi d'Land brauch, déi bluttnoutwendeg sinn. Och do muss ee Stat kucke wat d'Prioritéit sinn, wat fir eng Infrastrukturen dat ee brauch, fir dat e Land wirtschaftlech kann uerdentlech fonctionnéieren. Et muss ee virun allem bei den Investitiounen oppassen, wat ech gesot hunn, dat een och muss d'Nofolgekäschte vun deenen eenzelne Projete kucken.

Et wäert fir Lëtzebuerg an der Zukunft net méi einfach ginn. Dat ass schon haut de Mëtteg hei gesot ginn. D'Mondialiséierung, déi um Lafen ass, an déi Nischepolitik, déi mer als Lëtzebuerg konnten an der Vergaangenheet maachen am Kader vun der europäescher Politik, wäert an Zukunft méi enk a méi schwéier ginn. Duerfir wäert et och méi schwéier ginn, dat mer déi Gelder an Zukunft esou en masse erakréien, wéi mer dat an der Vergaangenheet haten.

Esou dat am Fong och déi Realitéit, déi an Zukunft wäert op eis zoukommen an - do deelen ech d'Aschätzung vum Kollege François Bausch - déi déi nächst Jore vill méi haart wäert ginn, wéi mer dat mengen, eis vläicht zu engem Émdeken zwéngt. Et ass net méi wéi an der Vergaangenheet, wéi mir gemengt hunn, mer kéinte mat Geld alles kafen an all Problemer léisen.

Duerfir menge mer, dat déi Debatt, déi mer haut hei féieren, wichteg ass. A wann d'Parteien an hire Wahlprogramm dann och all d'Gedanke vun der Nohaltegkeet mat afléisse loosse, dann dierft et och am nächste Parlament, an der nächster Regierung méiglech sinn, fir méi eng wirkungsvoll Nohaltegkeetspolitik ze bedreiwen, déi mer der nächster Generatioun schëlleg sinn. Ech fannen et wichteg, dat mer haut fir d'éischt emol eng Kéier eng Debatt féieren, déi sech wirklech reng op d'Nohaltegkeetspolitik baséiert huet. Dat ass e wichtige éische Schratt, dee mer hei gemaach hunn. Mir sollen op deem Wee weidergoen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Roth.

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Här Statsminister, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Bericht vum Nohaltegkeetsrot iwwert d'Entwécklung vun de Statsfinanzen huet ouni Zweifel de Mérite, dass en eng Rei vu Froen opwerft, déi d'Zukunft vun eisem Land wäerten nohalte bestëmmen. Dës Froe sinn direkt net nei. D'Auteurs vum Avis hu se an engem Dokument zesummegefasst a se och zesummenhängend duergestallt.

De Bémol vum Avis läit fir mech doran, dass ech mer méi konkret Léisungsvirschléi op eenzel Froen erwaart hätt. Dëst ënnersträicht awer och déi ganz Komplexitéit vun där Aufgab, där d'Politik sech dann an den nächste Joren am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun eisen öffentleche Finanzen stelle muss.

Här President, den Avis, dee mer haut diskutieren, beschäinigt deene politesche Verantwortlechen, an engem internationalen Émfeld iwwert d'Joren eng geschéckt a kompetitiv Steierpolitik gefouert ze hunn. Fir eist Land gouf esou ee grouse Wuelstand geschaf. Sollten déi eng oder aner Steiereinnahmen erfoegen oder ewechbriechen, freet den Nohaltegkeetsrot d'Politik fir dës Ausfall duerch nei Steierquellen oder Reformen ze kompenséieren.

Op nationalem Plang gesäit den Avis awer grad do eng gewëss Zwéckmillchen. Dëst kann een um Beispill vun de Recetten aus dem sougenannten Tanktourismus verdäitelen. Dës Recetté sinn net onbedéngt nohalte. Am Avis gétt gewarnt, net laangfristeg mat dese Recetten ze rechnen.

Dës sollten och geziilt fir de Finanzement vun zukunftsweisende Mesurë genotzt ginn. Am Moment fléisst dës Recette an de Statsbudget an hëlleft domadder eng ganz Rei

vu Moosnamen ze finanzéieren, sief dat am Schoulberäich oder an der Sozialpolitik. Mat wéi enge Kompensatiounsmoosnamen dës Politiken an Zukunft sollte finanzéiert ginn, seet den Avis dann awer net.

Net ze vergiessen ass och, dat grad déi niddreg virun allem direkt Steieren ee Standuertvirdeel vun eisem Land sinn. Also kann een do net allze vill no uewen dréine goen.

Den Nohaltegkeetsrot plädéiert derfir op kommunalem Plang eng gewëss Kompensatiounsmass ze sichen. Et gétt an deem Sënn virgeschloen, onofhängeg vun enger globaler Reform vun de Gemengefinanzen, d'Grundsteuer als ee feste Pilier vun dem kommunale Steiersystem auszubauen. D'Argumenter, déi ugeféiert ginn, sinn déi vun engem spuersamen Émgang mat de Bebauungsflächen, grad wéi d'Tatsaach, dass e groussen Deel vun de Gemengeninfrastrukture mat der Buedemnotzung zesammenhängen. Dobäi kënnt, dass dem Avis no d'Grundsteuer bis elo praktesch eng irrelevant Steuer ass.

Här President, déi duebel Fro, déi den Nohaltegkeetsrot op deem Plang opwerft, ass déi, ob een engersäits iwwert de Wee vun de Gemengen eng steierlech Kompensatiounsmass wëllt aféieren an ob anerersäits en Erhéije vun der Grundsteuer dofir dee richtegen Usaz ass.

Richtig ass, dass d'Grundsteuer verfassungsrechtlech eng gemengeneege Steuer duerstellt. Si bréngt de Gemengen awer séier wéineg Einnahmen. D'Grundsteuer mécht hei am Land manner wéi 2% vun de Gesamteinnahme vum kommunale Secteur aus. An Däitschland sinn et 6%, a Frankräich 13, an der Belsch 17 an an England ass d'Grundsteuer déi eenzeg fiscal Recette op lokalem Plang.

Eise Steiersystem geet op d'Occupationszäit aus de 40er Joren zrëck. D'Bewäertunge sinn net méi adaptéiert, si vläicht souguer net méi am Aklang mat der Verfassung. Mat dem Gesetz iwwert de Pacte logement kënnen d'Gemengen zwar elo kuerzfristeg méi geziilt verschidden Immobilie besteieren an doduerch och méi Recetté kréien. Wa mer awer längerfristeg wëllen, dass d'Grundsteuer eng verstärkten Einnahmequell vun de Gemenge gétt, wa mer wëllen, dass d'Grundsteuer derzou bäidroe soll fir eng méi rationell Nutzung vun dem Buedem ze fördern, da komme mer an där Logik vun enger steierlecher Équitéit net laanscht eng generell Neibewäertung vun den Immobilien. Wann dat politesch esou gewollt ass, da muss och d'Steierverwaltung déi dofir néideg Moyaenë kréien.

Wa mer aus der Grundsteuer eng méi grouse Steuerrecette maache wëllen, dann ännere mer an deem Sënn awer och eng generell Approche vun onsem Steiersystem. Bis elo huet bei eis d'Besteuerung éischer op dem Verméigenszouwuess bei den direkte Steieren an op der Verméigensverwendung bei den indirekte Steiere gegräff. Mat enger Erhéijung vun der Grundsteuer besteiere mer direkt e bestehend Eegentum, onofhängeg vun engem Verméigenszouwuess.

Ofgesi vun dese méi prinzipiellen Iwwerleeunge muss ee sech dach awer d'Fro stellen, ob eng Grundsteuer vu ronn 50 Euro fir en Eefamilljenhaus, wat och nach bei méi stagnéierende Wunnungspräisser e Wäert vu 700.000 Euro oder méi huet, haut nach ubrecht ass oder net.

Här President, d'Ausso vun dem Nohaltegkeetsrot, fir op kommunalem Plang eng gewëss Kompensatiounsmass ze schafen, fir abriechend Steiereinnahmen um nationale Plang ofzefiedereren, ass am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun eisem Land net oninteressant.

Grad déi rezent Aféierung vun de Chèques-services weist, dass eng gutt Partnerschaft tëschent Stat a Gemenge wichteg ass fir sénnvoll Politik séier op dem Terrain ëmzesetzen. D'Diskussiounen am Kader vun der Territorialreform hu bewisen, dass eng modern Gemeng haut vill méi ass wéi e verlängerten administrativen Aarm vum staatleche Verwaltungsapparat.

D'Gemengen iwwerhuele gestalteresch Aufgaben, vun deenen de Bierger direkt profitéiert, sief dat bei der Kannerbetreuung, dem Museksunterricht, der Altersversuierung, den Déngschtleeschungen op sozialem Plang - déi mat dem Gesetzesprojet iwwert d'Aide sociale nach wäerte wuessen -, der kultureller Offer, den Initiativen am Émweltberäich. Keen anere wéi de Bierger selwer ka besser doriwwer uerteelen, ob déi Gemengeverantwortlech sénnvoll mat den öffentleche Suen ëmginn oder net.

Här President, am Kontext vun engem nohaltegen Émgang mat den öffentleche Gelder ass deemno de Virschlag vun dem Nohaltegkeetsrot duerchaus iwwer-

leeënswäert, fir de Gemengen eng méi grouse Einnahmenautonomie ze ginn. D'Grundsteuer ass eng Optioun, aner Optioun sinn och méiglech. Esou zum Beispill kéint ee sech e Gemengenzuschlag vstellen, deen ähnlech wéi d'Solidaritéitssteuer géif op de Montant vun der Steierschuld verrechent ginn an dann där Gemeng, wou de Bierger usässe ass, géif iwwerdroe ginn.

Bei engem Stot mat 100.000 Euro versteierbarem Joresakkomes, deen dobäi elo ronn 20.000 Euro Steiere bezilt, géif esou e Gemengenzuschlag vun 1 oder 2% dann 200 respektiv 400 Euro d'Joer ausmaachen, deen der Wunnengeng da géif zeguttkommen.

Virstelle kéint ee sech selbstverständlech och, dass en Deel vun dem Gemengenzuschlag géif an der Gemeng vum Employeur bleiwe respektiv iwwer e Péréquationsmechanismus, also engem Verdeelungsschlüssel, tëschent de Gemengen opgedeelt ginn. D'Optioun vun dem Steierzuschlag géif de Bierger no senger Beitragsfäegkeet besteieren, d'Optioun vun der Grundsteuer no sengem Immobiliebesetz.

Här President, dat eventuell Schafe vun esou enger neier gemengeneeger Einnahmequell géif net onbedéngt méi steierlech Belaaschtung fir de Bierger heeschen. Eng nei Steuer heescht fir de Bierger net méi Steieren. Enger gemengeneeger Steuer kéint een op anere Pläng Rechnung droen, sief dat mat gezielte Sachleeschungen, wéi dat iwwerengs elo scho mat der Kannerbetreuung geschitt, oder um Niveau vu punktuellen Entlaaschtungen op anere Steuerpläng.

Esou wéi den Avis vun dem Nohaltegkeetsrot et festhält, hätt eng zousätzlech gemengeneege Einnahmequell jiddfalls de Virdeel, fir eventuell zukünfteg Steieraufschlag op nationalem Plang auszegläichen. Längerfristeg géif se op nationalem Plang och Sputt loosse fir Steuerpassungen, déi sech am Sënn vun der internationaler Kompetitivitéit géifen opdrängen.

An deem Sënn ënnersträicht den Nohaltegkeetsrot zu Recht, dass de Moment ronn 80% vun de Gemengerecetten aus der Statskeess kommen. Briechen déi staatlech Einnahmen an - an den Här Bausch huet dat virdrun ënnerstrach -, huet dat mat e bësse Verspéidung seng Auswierkungen op de kommunale Secteur. An an Zäiten, wou et méi schlecht geet, huet dat onweigerlech seng Répercussiounen op d'Gesamtwirtschaft, besonnesch an engem klengen Land.

Grad an dëser Krisenzäit weist et sech, dass d'Gemenge kënnen en effikasse Motor si vun engem neien Opschwung. Keng aner öffentlech Insitiutioun wéi d'Gemeng kann esou schnell reagéieren an och esou geziilt - wann och individuell an an engem méi bescheidene Mooss - der Wirtschaft ënnert d'Aerm gräifen.

Här President, en nohaltegen Émgang mat den öffentleche Finanzen verlaangt deemno och, dass een deem kommunale Secteur am Sënn vun enger wuelverstanener Partnerschaft tëschent Stat a Gemengen dofir den néidege finanzielle Spillraum léisst. Ouni déi néidege Fonge kënnen d'Gemengen hir Roll als Transmissiounsrinn vun enger nationaler Politik am Interesse vun dem Bierger an der Wirtschaft net spillen. Méi finanziell Einnahmen aus eegener Quell verlaangen natierlech och e Plus an Eegeresponsabilitéit, mat den noutwendegen institutionelle Changementer, wou de Bericht iwwert d'Territorialreform jo eng etlech Pisten opzechent.

Eegeresponsabilitéit heescht an deem Kontext och, dass ee sech muss bekennen zu dem Prinzip vun der käschtendeckender Berechnung vun Déngschtleeschungen, déi de kommunale Secteur fir de Bierger mécht, selbstverständlech mat soziale Begleedmoosnamen. De Bericht vun dem Nohaltegkeetsrot schwätzt sech heifir kloer aus.

Eegeresponsabilitéit heescht och e stänneg Hannerfroen vun engem sénnvollen Émgang mat den öffentleche Suen op lokalem, më och op regionalem Plang. Och hei schwätzt den Avis vun dem Nohaltegkeetsrot eng kloer Sprooch. Hie plädéiert hei fir e leeschtungsorientéierte Budgetsmanagementsystem wéi en an Nopeschlänner praktikéiert gétt an och vun eenzelne Budgetsrapporturen hei am Land op nationalem Plang scho gefuereert gouf.

Här President, eng nohalteger Entwécklung vun de Statsfinanzen verlaangt och eng nohalteger Gestaltung vun de Gemengefinanzen. De Virschlag, fir op kommunalem Plang duerch eng gemengeneege Steuer als Kompensatioun en eventuelle Réckgang vu Recetten, déi un d'Statseinnahme gebonne sinn, auszegläichen, ass duerchaus interessant.

Méi Aufgabe fir d'Gemengen am Kader vun der Ëmsetzung vun der nationaler Politik heescht och déi néidege finanziell Mëtelen derfir schafen. Grad an engem klengen Land kann en effikast Zesummespill vu Stat a Gemengen e Standuertvirdeel schafen.

D'Proposition vun dem Nohaltegkeetsrot, fir eng finanziell Kompensatiounsmass fir d'Gemengen iwwert de Wee vun der Grundsteuer ze schafen, ass dofir eng Optioun. Eng Alternativ dozou wier d'Afféiere vun engem sougenannte Gemengenzuschlag.

Méi eegen Einnahmequelle fir d'Gemengen heescht net méi Belaaschtung fir de Bierger. Et ass vill méi e selektivt Émdeken an der Schafung vun dem gesamten öffentleche Steieropkomm. Méi Eegeneinnahme fir de kommunale Secteur heescht awer méi Responsabilitéit fir d'Gemengen um Plang vun enger nohalteger Gestiou vun den öffentleche Gelder. Dofir muss mer eis déi néidege Mëttele ginn am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun den öffentlechen Finanzen an am Interesse vun de Bierger an der sozialer Kohesioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Interpellatioun vum Här Goerens, an där wihltuenderweis och kee richteg interpelléiert ginn ass, huet de Mérite, an duerfir wëll ech dem Här Goerens fir seng Initiativ félicitéieren, een zentraalt Zukunftsthema hei an de parlamentaresche Raum ze bréngen.

Déi Aart a Weis, wéi vum Conseil supérieur doriwwer geschriwwen ginn ass an hei vum Parlament debattéiert ginn ass, erlaabt eigentlech eng relativ nüchtern a serene Debatt iwwert dat, wat hei zur Diskussioun steet. De Conseil supérieur mécht eng Rei vu Constaten, deenen an dëser Debatt vu kengem widdersprach ginn ass, an e stellt eng Hällewull vu Froen, déi weder hie selwer nach ee vun eis heibanne bis elo beäntwert huet.

Déi Constaten, déi e mécht, sinn awer erwähnenswäert, well de Conseil, dee jo vu jiddwerengem fir seng gutt duerchduechten Aarbecht, a besonnesch dee gelongenen analyteschen Deel vun därsewlechter, gelueft ginn ass, dee stellt fest, berouegt fest, dass zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zu allen anere Länner, keng strukturell Statsverschuldung besteet. E stellt fest, dass et ëmmer erëm gelongen ass Defiziter, déi mer emol vorübergehend kritt hunn, duerch ugeluechten Iwwerschëss, entweder an deene Jore virdrun oder an deene Joren duerno, ze kompenséieren.

E féiert dat drop zrëck, dass ëmmer eng virsiichteg Budgets- a Finanzpolitik hei am Land gemaach ginn ass, a fënn et richteg, dass déi déi fir d'Finanzpolitik zoustänneg waren, an dat war déi ganz Regierung, et ass ass jo net nëmmen en Hobby vun engem oder zwee Ministeren, dass et richteg gewiescht wier, dass déi sech eigentlech ëmmer op déi pessimistesche Wuesstemsprognosé festgeluecht hätten, an net op déi optimistesche sech erulackele gelooss hunn.

Duerfir seet de Conseil supérieur, hei am Land wier eigentlech „eine durchaus erfolgreiche nationale Politik“ gemaach ginn. Duerfir wier eng „durchaus insgesamt erfolgreiche Wirtschafts- und Sozialpolitik“ an deene leschte Joren hei am Land gemaach ginn, ënner anerem och well d'Politik et verstan hat déi Nischen, déi et gétt, geschéckt ze notzen. An duerfir wier et zu Lëtzebuerg esou, dass zu Lëtzebuerg „eine gleichmäßigere Einkommensverteilung als sonst wo“ festzestelle wier. An e seet, richteg wier eise Steiersystem och nach, well en d'Ëmverdeelung vun uewen no ënnen richteg sozialgerecht a solidaresch organiséiert hätt.

D'Ausgangspositioun fir also an d'Zukunft ze steieren ass, laut dem Befund vum Conseil supérieur vum Développement durable, net schlecht. Op jiddwer Fall besser wéi alles dat, wat de Conseil ronderëm observéiert huet, an duerfir wonneren ech mech e bëssen, dass keen hei dee positive Grundbefund bei der Startanalys virgedroen huet. Duerfir wollt ech dat norechen.

Da stellt de Conseil eng Hällewull vu Froen, op déi e keng Äntwert gétt. Dat heescht duerfir net, dass déi Übung, déi e gemaach hätt, iwwerflësseg wier, well, wann een d'Programmer formuléiert, Iddië lancéiert, sech virbereet op d'Zukunft, ass et eigentlech gutt, wann ee weess, wat fir Froe sech stellen. Besser nach wier et, wann ee

wéisst, tendenziell, a wat fir enger Richtung d'Äntwert op déi Froen ze sichen ass. Dat fënnt een nëmme a Spurenelementer an deem Rapport, dee gutt ass, en ass jo a propperem Däitsch geschriwwen, vun deem Conseil.

Ech sinn net an der Lag elo op all déi Punkten, déi d'Kolleegeen, ugefaange mam Här Goerens, an alleguer déi aner, déi him nogefollegt sinn, hei ugeschwat hunn, fir op alleguer déi Froen eng Äntwert ze ginn. Dobäi sinn an dëser Debatt nach net all Froen ugeschwat ginn, déi de Conseil supérieur pour le développement durable opgeworf huet. Dee seet zum Beispill, et wier keng gutt Politik, wa Lëtzebuerg an Europa géif fiskalen Dumping bedreiwen. Et kéint ee sech emol mat där Fro beschäftegen, och am Zesammenhang mam Bankgeheimnis, wou den Här Meisch dankenswäerterweis gesot huet, et wier richtig, dass een awer mat deenen anere géif doriwwer diskutieren, well et kann ee sech deenen Diskusiounen jo net entziehen.

Ech fannen, dat misst eigentlech an enger op Nohaltegkeet ausgerichteter, inhaltlecher Debatt eng Roll spillen, ob een, Jo oder Neen, fiskalen Dumping soll maachen, also op Käschte vun den Nopere soll probéiere räich ze ginn. Well dat ka jo dann nohalteg zu Lëtzebuerg sinn. Ass et dann och nach nohalteg an der Groussregioun? Ass et nach nohalteg am Rescht vun Europa, nëmme well mir just fir eis selwer nohalteg sinn, mä awer net fir de Gesamtkonstrukt? Dat wier eng Debatt, déi ech nawell net ongär géif féieren.

Erfrëschend war, an den Här Goerens huet déi Fro och korrekt agefouert, dee grouss Konsens, eigentlech erstmalig hei an deem Haus festgestallt, ronderëm d'Rentena Pensiounsfro. Erstmaleg, mat Ausnahm vu liichten Nuancierungen, gëtt all Mënsch zou, dass mer riskéieren e Problem ze kréien. Dat hunn ech heibannen nach net erlieft. Dat hunn ech ni erlieft.

A wann elo nach zéng Joer an d'Land ginn, dann ass deen Eenzeg, deen ni vun der Rentemauer geschwat huet, deen deen hei steet, an alleguer déi aner haten dat daitlech komme gesinn. Well et gesäit een et jo daitlech kommen, dass mer e Problem kréien, wa mer net oppassen. An duerfir sinn ech frou iwwert déi sech ubahnend Normalisierung, fir an engem bis elo irrational begaangene Politikfeld emol endlech zu deene richtege Gespréicher, an och dann hoffentlech zu deene richtege Léisungen ze kommen, wéi mer dat jo schonn am öffentleche Pensiounsberäich eng Kéier hu misse maachen.

Den Här Goerens proposéiert ee sougenannte souveräne Fong. Dat ass keng domm Iddi, sech eng Kéisch ze ginn an déi ee Kanal féiert, wou een déi Suen alafe léisst, déi een eigentlech iwwert de Wee vu „windfall“-Effekter kritt huet. De Moment, dat huet en och gesot, leeft net vill an déi Kéisch. Ech géif gären zéng Kéischen opstellen, wou eppes draleeft. An déi Grouss, déi do steet, leeft och de Moment net gnuh.

Mä huele mer emol un, mer géifen dat an Zukunft maachen, a fir sech virzestellen, wéi dat an Zukunft kéint goen, huet ee jo besser et stellt ee sech emol vir, wat da geschitt wier, wann een dat an der Vergaangenheet gemaach hätt. Da wëll ech lech soen, dann hätt sech par rapport zu där Situatioun, an där mer haut sinn, strikt näischt geännert. Well déi Gelder, Steiergelder, déi een erakritt, méi wéi een erwaart huet - et ass jo haaptsächlech vun deenen, denken ech, wou mer schwätzen -, déi kann een op d'Säit leeën, dat ass largement gemaach ginn, op dat da Fong heescht oder Reserv oder soss wéi bezeecht gëtt, oder et bréngt ee se direkt an Opstellung fir d'Investitiounstategkeete vum Stat ze decken. Dat ass gemaach ginn.

Wat géife mer mat esou enger souveräner Kéisch, wann ech mech därerf despektierlech esou ausdrécken, anescht maache wéi zukunftsrechtig Ausgaben ze bestreide respektiv Investissementer soss iergendwou an der Welt virzehuelen, och ëmmer nëmme aus der Geeschteshaltung eraus, dass mer eng Maximierung vun de staatlechen Einnahme géife kréien, déi mer jo dann awer erëm bestëmmten Zwecker zouféieren.

An duerfir, bei allem Verständnis, dat ass konservativ Finanzpolitik, d'Suen net direkt ewechzeginn, se op d'Säit ze leeën, se op bestëmmte Plazen ze bréngen, mengen ech, dass mer dat eigentlech, ouni dass et esou geheescht huet, déi lescht 20 Joer gemaach hunn, mam Resultat d'ailleurs, dass mer eng niddreg Statsverschuldung hunn, net esou héich wéi déi vun eisen Noperen.

Mam Resultat, dass mer de Moment keng esou breet Budgetsdefiziter brauchen ze fueren, well mer méi Reserven hunn, well mer och duerch déi Politik, mat oder ouni Kéisch, et fäerdegbruecht hunn eis Margen ze ginn, déi eis et elo an der Kris erlaben eng sougenannten antizyklesch Politik ze maachen, während déi Länner, déi keng virsiichteg Planungschoheit iwwer hiert eegent Maache behal hunn, eigentlech déi Margen net méi hunn an duerfir eigentlech elo an eng absolut Verschuldungsspiral erakommen, während et an deem Land keng Scholdefal gëtt, och wann dat heiansdo behaupt gëtt. Déi gesinn ech net.

Wourop mer eis awer musse verstännege, dat ass, wéi mer dann elo - do geet et wirklech ëm déi kuerzfristeg Nohaltegkeet vun de Statsfinanzen - an a wat fir engem Zäitraum mer aus där Situatioun erauskommen, dass mer elo all Joer Budgetsdefiziter kréien an dass mer elo all Joer eis Statschuld mussen erhéien. Wat mer dréngend brauchen, dat ass eng Exit-Strategie aus där Situatioun, an där mer elo sinn.

Duerfir sinn ech och dem Här Meisch dankbar, dass hie seet, elo wier net de Moment komm fir grouss nei Ausgaben ze maachen, well d'Finanzierbarkeet vun deeneselwechte wier net séchergestallt. Dat halen ech fir eng responsabel Ausso. Et soll jiddweree sech se iergendwou hischreiwien, fir dass e se gutt gesäit, wann e seng Wahlprogrammer mécht - dat soen ech besonnesch der CSV, well déi si jo nach amgang dat ze maachen -, den Här Meisch huet eppes gesot, wat richtig ass: Keng Versprache maachen, déi een net ka bezuelen!

An de Leit och - den Här Bausch, oder wien huet dat gesot, oder den Här Goerens -, et muss een de Leit soen, dass den Impakt vun der Kris no de Wahle kënn. E kënn net virun de Wahlen. Déi zweet Joreshalschent gëtt daitlech méi schwéier wéi déi éischt Joreshalschent, an duerfir soll een de Leit keen x fir en u virmaachen a keng Männercher molen. An duerfir ass et richtig: Keng nei massiv Statsausgaben. Zum Beispill kann ee menger Usiicht no keng generell Gehältervisioun einfach esou verspreichen. Dat géif ech kengem uroden, well kee bréngt et fäerdeg, an ech denken, dass dat jo och a kengem Wahlprogramm wäert figurieren.

Richtig ass et fir doriwwer nozedenken, wéi d'Tripartite fonctionnéiere soll. Et ass jo e Gestionsinstrument vun nohalteger Politikulecht. Ech mengen net, dass déi einfach kann esou virgefouert ginn, wéi mer dat bis elo haten. Déi déi an der Regierung sinn, déi fuere mat deem Instrument méi recht wéi schlecht, oder méi schlecht wéi recht, dat wëll ech hei emol net beäntweren.

Déi déi an der Opposition sinn, iergere sech doriwwer, bis deen Dag wou se erëm an der Regierung sinn, an da fanne se dat erëm relativ normal. Nun ass et der Weisheet vun de Lëtzebuurger Wieler ze verdanken, dass meng Partei fir länger Zäit - ech schwätze vun der Vergaangenheet, net vun der immediater Zukunft - net an der Opposition war, esou dass ech net weess, wéi déi dorop géif reagieren. Ech traue hir awer datselwecht zou wéi lech, dass mer eis da géifen opreegen, dass dat net geet fir hanner zouen Dieren do ze diskutieren.

Duerfir, mengen ech, wier et gutt, wann ee sech op de Prinzip géif verstännege, dass während der Tripartitearbeit d'Regierung am Parlament Rechenschaft ofleet. Dat muss jo net ëmmer am Plenum geschéien, et kann och am Plenum geschéien, mä dat kann och an de relevante Chamberskommissiounen geschéien. An elo hu mer jo déi Spezialkommissioun, déi de Kolleege Goerens virgeschloen huet, an do kann een dat nëtzlech afléisse loosse, well ech, fir main Deel, sinn den 2. März an déi Kommissioun geruff, an d'Tripartite ass den 3. März. Da kann een also den 2. März schonn e bësse soen, wat do leeft, an duerno muss een erëmkommen, fir ze berichten wéi et dann do vun der Plaz gaangen ass.

Ech si frou, dass och unerkannt gëtt, dass dat net schlecht war, an där leschter Regierung, CSV-DP, déi Pist vum Internethandel unzeleeën. Et hat iergendee gesot, ech weess net méi ween, dat wier eppes wéi en Zoufallsprodukt. Esou war et net grad. Wéi mer 2001 an 2002 festgestallt hunn, dass eis Statseinnahmen drastesch agebrach sinn, wat der Opposition vun deemools erlaabt huet ze soen, d'Regierung wier net op d'Kris virbereet gewiescht - dat ass esou e Sproch, deen een an esou Situatiounen ëmmer erëm héiert, och déi lescht Deeg -, du si mer déi Pist séier bewosst zu e puer, mam Kolleege Grethen notament, gaang.

Am Joer 2002 hate mer nach kee Frang, kee midden Euro am Internetgeschäft gehat. Bis haut hu mer 1,3 Milliarden Euro iwwert dee

Wee erakritt, a mer hunn et fäerdegbruecht an Europa - et gëtt e bëssen ënnerschat an den Diskussiounen - eng Léisung ze strécken, déi eis bis 2015 indemne léisst, wat d'Recetten ubelaangt, an eis lues a lues an eng Renormalisierung vun der Steiersituatioun bis an d'Joer 2019 eraféiert. Dat heescht, dat ass net eng Recette déi onsécher wier.

Dat ass eigentlech déi Eenzeg, déi mer richtig kënnen plangen, well mer ganz genau wësse wéi laang an no wat fir Modalitéiten ee se kann halen. Woubäi ech dem Här Goerens an anere Recht ginn, dass et net ass fir sech op esou Recetten ze verlossen. Grad wéi mer jo, zu Recht, schonn e puermol heibannen zwou Froen diskutiert hunn. Déi Éischt: Wéi ass et mat der Liewensaarbechtszäit? De Conseil supérieur, dee seet eppes dozou.

Ech hat am Oktober 2005 heibanne virgeschloen emol eng Debatt doriwwer ze féieren, ob et méiglech wier lues a lues an eng méi laang Liewensaarbechtszäit ze trieden. Erstaunlecherweis ass dee Virschlag ni...

))) **Une voix.** - D'Madame Lulling huet d'Fro scho beäntwert.

(Hilarité)

))) **M. Robert Mehlen (ADR).** - Scho laang!

))) **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et kann ee sech net bei der Finanzierung vum Rentesystem op Phenomenales verlossen. Dat geet net.

(Hilarité)

Mä doriwwer musse mer nach eng Kéier diskutieren. Dat Zweet - also net iwwert de Phenomeen Lulling, mä iwwert d'Liewensaarbechtszäit; ech kéint matdiskutieren, well ech hätt vill ze zielen, gleeft mer et. Mä onofhängeg dovun, Tanktourismus, Bensintourismus, doriwwer hu mer jo heibanne schonn oft geschwat. An et ass net esou, dass mer dat einfach belooss hätten, wéi et an der Vergaangenheet gewiescht wier.

Mir hunn dach an deem Beräich eng Rei vun Operatiounen virgeholl, mir finanzieren dach een Deel Kyoto-Fong doriwwer. Mir finanzieren een Deel Beschäftigungspolitik iwwert d'Energiepräisser, well mer wollten hunn, dass mer dat géife besteieren, wat rar wier, an dat manner géife besteieren, wat et nach a genügend grouss Mooss gëtt. Et war geplangt, dass mer lues a lues géifen aus deem System erauskommen. Woubäi een ëmmer muss soen, wann een esou forscht doriwwer schwätzt, wat fir Dépenses ee kiert, wann ee bis aus deem System eraus ass.

Och de Conseil supérieur freet d'Politik, nodeem en eis mat senger Froen do nervös gemaach huet, wat fir Steiere mussen dann elo gehéicht ginn a wat fir Dépenses dann elo erfogest ginn. Ech verstinn, dass een déi Fro net ofschléissend kann an esou enger Debatt hei evakuieren, mä ëmmer, wa mer bei der Besteuerung vum Bensen eppes gemaach hunn, da sinn eis Noperen erëm fortgelaf. Mir hunn dach selwer 1991 an der Présidence eng Accisenharmonisierung um Bensen an um Diesel erbäigefouert.

Deen Dag, wou de Meeschter Lux säi Kyoto-Cent agefouert huet - well hie spillt jo heiansdo Finanzminister, wéi mer wëssen, dass hien dat heiansdo gäre mécht -, deen Dag hunn déi Däitsch d'TVA ëm 3% eropgesat. Dat heescht, dass deen Differenzial mat dem däitsche Bensenpräis nach méi grouss war wéi virun. Elo stellt sech d'Fro, an déi kréien ech an Europa oft gestallt: Ass dann elo net de Moment komm, fir nei Minima festzeleeën an Europa? An da komme mer zréck op déi Diskussioun, déi mer an den 90er Joren haten: Wou leien dann déi Minimaen?

A wa mer e Minimum kréien, deen esou héich ass wéi de belsche Minimum zum Beispill, da gëtt de Bensen an den Diesel zu Lëtzebuerg méi deier wéi an der Belsch. A souguer déi gréisste Patriote ginn op Arel tanken. Dat kann ech lech garantieren, wann de Bensen do méi bëlle ass wéi zu Lëtzebuerg. Ergo muss een, wann een doriwwer schwätzt, dat gesinn, et ass jo och CO<sub>2</sub>- a Kyoto-relevant, mä gläichzäitig kucken, wat een dann op der Dépensesäit mécht, wann een zu esou politesche Schrëtt géif kommen.

Ech fannen déi Debatt vun haut, Här Präsident, kann ee ganz schlecht trenne vun där Debatt, déi mer de 26. März hunn iwwert dem Här Thiel säi Rapport. An duerfir wier ech frou, wann alleguerten déi Froen, déi mer haut net konnte behandelen, obscho se an deem Rapport do stinn, da kënte behandelt ginn an dass mer op eng Rei vun deene Froen och scho vläicht kënnen éischt Äntwerte formulieren, well e Parlament ass

jo net nëmme do fir Rapporten ze liesen, mä och fir Froen ze beäntweren, déi mer eis jo selwer stellen an déi mer eis net eréischt stellen, nodeem se vum Conseil supérieur gestallt sinn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

))) **Plusieurs voix.** - Très bien!

))) **M. le Président.** - Merci, Här Statsminister. Domadder ass dese Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5853 iwwert de Statut vun der Société coopérative européenne. Rapporteur ass den honorabelen Här Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

#### 4. 5853 - Projet de loi portant:

**1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;**

**2. modification du Code du travail**

**Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi**

))) **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ernennung vum europäesche Bannemaart an déi domadder verbonne Verbesserung vun der wirtschaftlecher a sozialer Lag an de Memberstate vun der EU erfuere net nëmme d'Ofschafe vun Handelsbeschränkungen, mä och d'Schafe vu Gesellschaftsstrukturen, déi sech an déi europäesch Dimensioun upassen. Et sinn déi eenzel national Législatiounen, déi souwuel d'Form wéi och de Fonctionnement vun de Sociéité bestëmmen. Or, all europäesch Land huet op deem Gebitt aner gesetzlech Bestëmmungen. Dës stellt en enormt Hindernis duer, wann ee wëllt en europäesche Grupp op d'Bee stellen, deen aus verschidderenen nationale Betriber besteet.

D'Schafung vum Groupement européen d'intérêts économiques a vun der Société européenne ass eng éischt Äntwert op dese Problem. Dës Gesellschaftsformen hunn als Zil, d'grenzüwwerschreidend Kooperatioun respektiv d'Restrukturatioun vu bestehende Gesellschaften am Kader vun engem europäesche Groupement ze fördern. Dës zwee Instrumenter droe leider net der Spezifitéit vun de Kooperative Rechnung.

Duerfir ass am Joer 2003 d'Reglement N°1435 vum Europäesche Rot ugeholl ginn, dat de Statut vun der europäescher Kooperativ festleet. Mat deem Règlement soll en eenheetleche legislative Kader geschaf ginn, deen de Kooperativen d'Méiglechkeet gëtt fir d>Weiderentwécklung vun hiren Aktivitéiten ze fördern, an zwar iwwert de Wee vun der Kooperatioun oder der Fusioun vu bestehende Kooperativen oder souguer duerch d'Schafe vun neie Kooperativen um europäesche Plang.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit d'Émsetzung vun der Direktiv vum 22. Juli 2003 vir, déi de Statut vun der europäescher Kooperativ ergänzt, andeems se Regele virgesäit, wat d'Bedelegung vun de Saliariéen ugeet. Fir déi sozial Ziler vun der EU ze errechen, musse spezifesch Bestëmmungen, besonnesch am Kader vun der Participatioun vun de Saliariéen, festgeluecht ginn. Si suergen derfir, datt d'Grënnung vun enger europäescher Kooperativ net eng Aschränkung oder eng Suppressioun vun der Bedelegung vun de Saliariéen mat sech bréngt. D'Direktiv regelt d'Matbestëmmung vun de Schaffenden am Kader vun enger europäescher Kooperativ, där sougenannter Société coopérative européenne.

Éier ech mat mengem Exposé fortzuere, wëll ech nach erwähnen oder ervirhiewen, datt fir de Moment d'Société coopérative européenne a sech nach kee legale Kader zu Lëtzebuerg huet. D'Reglement vun 2003 ass nach net éngesat ginn. De Justizminis-

ter huet Mëtt Dezember vum leschte Joer e Projet de loi deponéiert, deen de Statut vun der Société coopérative européenne an eist nationaalt Recht aféiere soll. Dëse Projet, deen iwwregens nach net vum Statsrot avi-séiert ginn ass, ass nach net gestëmmt.

Ergo befanne mer eis am Moment an enger méi droelger Situatioun. Mir stëmme Bestëmmungen, déi d'Matbestëmmungs-rechter vun de Salariéen am Kader vun enger Gesellschaftsform solle garantéieren, déi et esou zu Lëtzebuerg a sech an där Form nach net gëtt. Mir hunn awer missen esou virgoen, well den Délai fir d'Direktiv émsesetze schonn am August 2006 ofgelaf ass a mir soss riskéiere sanktionéiert ze ginn.

D'Direktiv vun 2003 an domadder de virleiende Gesetzesentwurf gesäit am Fall vun der Grënnung vun enger europäescher Kooperativ vir, datt d'Verwaltungs- oder d'Direktionsorganer vun de jeeeweilege juristeschen Entitéiten, déi sech an dëser Grënnung bedeelegen, esou schnell wéi méiglech mat de Vertrieeder vun de Salariéer Verhandlungen ophuele mussen. Objet vun dëse Verhandlungen ass d'Bedeelegung vun de Salariéen an där neier Gesellschaft.

Zu dësem Zweck gëtt och e spezielle Verhandlungsgremium, de sougenannte Groupe spécial de négociation agesat. Dëse Gremium vertritt déi Schaffend vun de bedeelegte Betriber a Filialen. D'Bedeelegungsmodalitéite vum Saliariat an de jeeeweilege Betriber ginn heimadder net geschwächt, an d'Diversitéit vun de legislative Kadere respektiv vun de prakteschen Erfahrung ginn ebenfals respektéiert.

De Groupe spécial de négociation an déi jeeeweileg zoustänneg Organer vun de bedeelegte Betriber leeën an engem schrëftlechen Accord d'Matbestëmmungsmodalitéite vun de Salariéen an der europäescher Kooperativ fest. Zu dësem Zweck sinn déi zoustänneg Organer verpflichtet, d'Verhandlungsgremium iwwert d'Grënnung vun enger Société coopérative européenne an iwwert den Oflaf vun esou enger Prozedur ze informéieren. Wa keen Accord ënnerschriwwé gëtt, da spillen déi Regelen, déi d'Direktiv am Kader vun hiren Dispositions de références festgeluecht huet.

D'Décisionne vum Groupe spécial de négociation ginn an enger Majorité absolue vu senge Membere geholl, esouwäit dës Majorité och déi absolut Majoritéit vun de Schaffende vertritt. Falls d'Négociatiounen eng Reduzéierung vun de Bedeelegungs-rechter mat sech bréngen sollten, da geet eng Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Memberstëmme vum Groupe spécial de négociation duer, déi mindestens awer zwee Drëttel vun de Salariéer verrieden. Dat ass de Prinzip, deen awer nach aneschtens ka ginn, wann zum Beispill eng Société coopérative européenne duerch eng Fusioun entstanden ass a 25% vum Personal vun de concernéierte Kooperativ vun der Bedeelegung betraff sinn. Da schléisst d'Majoritéit vun den zwee Drëttel vun de Memberstëmme vum Groupe spécial de négociation d'Stëmme vun de Vertrieeder vun de Salariéen a mindestens zwee Memberstemen an.

De Groupe spécial de négociation kann och zur Konkursioun kommen, datt keng Négociatioun fällig ass. Eng Négociatioun ass awer obligatoresch am Fall wou d'Société coopérative européenne iwwert de Wee vun enger Transformatioun entstanden ass.

Am Accord, deen zustane kënn, gëtt ënner anerem och den Uwendungsbereich vum Accord festgeluecht, d'Zesummesetzung vum Vertrieedungsorgan als Verhandlungspartner vum zoustännegem Organ vun der Société coopérative européenne, d'Attributioun an d'Prozedur iwwert d'Informatioun an d'Konsultatioun vum Vertrieedungsorgan, Mëttele souwuel finanzieller wéi och materieller Natur, déi der Saliariatsverriedung zueggutkommen, an esou weider an esou fort. Ech verweisen lech fir den Detail op den Text vum Gesetzesentwurf respektiv op d'Direktiv vun 2003.

D'Direktiv ass mam virleiende Gesetzesprojet eent zu eent ëmgesat ginn. De Gesetzgeber huet am Fall vun der Émsetzung vun enger europäescher Direktiv oft keng grouss Marge de manoeuvre. Wa mir ze vill

vun der Direktiv ofwäichen, da kréie mer reprochéiert, datt mer d'Direktiv net oder net richtig ëmgesat hunn. D'Chambre de Commerce, obscho si sech dëser Problematik bewusst ass an och kee weidere Problem mat der Prozedur huet, déi vum virleiende Gesetzesprojet zréckbehale gouf, huet sech fir e manner schwéierfällige System agesat. An dat mam Argument, nëmme esou kéint ee fir de Standuert Lëtzebuerg werben.

#### (Interruption)

Ech denken, datt et nach ze fréi ass fir ze soen, ob de Kader, de mir haut wäerte schafen, schwéierfällig ass oder net. Et muss een dem Projet de loi eng Chance ginn. Wa mir méi Erfahrung hu mat Sociétés coopératives européennes respektiv wann et och méi dëser Sociéitéiten europawäit gëtt, da komme mer vläicht zur Konkursioun, datt déi eng oder aner Dispositioun misst ëmgeännert ginn. Mä fir de Moment hu mer net déi néideg Erfahrung fir dat kënnen ze jugéieren. Falls an Zukunft eng Adaptatioun noutwendig ass, da wäert se selbstverständlech duerchgefuert ginn, soulaang dat am Aklang mat der Direktiv ass. Ausserdem ass d'Direktiv vun 2003 net e Startinstrument, wat net kéint ëmgeännert oder awer och komplettéiert ginn.

Här President, manner kritesch wéi d'Beruffschambere war de Statsrot. Hien approuvéiert de Choix vum Gesetzgeber, de sech un d'Dispositiounen vun der Société européenne gehalten huet. De Statsrot bedauert just, datt de Gesetzgeber sech net fir e systematesche Renvoi op dës Dispositiounen vum Code du Travail entscheet huet.

D'Aarbechtkommissioun huet deene meeschte Suggestiounen vum Statsrot Rechnung gedroen. Si huet deementspreechend den Artikel L454/3 vum Code du Travail mat engem neie Paragraph 4 ergänzt, deen esou libelléiert ass: «En cas de contestation du refus de communication une des parties ou les deux conjointement peut saisir l'Office national de conciliation qui statuera dans les délais fixés au paragraphe 7 de l'article L166/2.» Mat dëser Ergänzung sollt nom Statsrot séchergestallt ginn, datt d'Direktiv komplett ëmgesat gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, de virleiende Gesetzestext ass extrem technesch. Ech wäert lech dowéinst net länger mat der Opzielung vun deenen einzelnen Dispositiounen ophalen. Ech wollt just nach eng Kéier ervirhiewen, datt den Text, iwwert de mir haut ofstëmme wäerten, e Kader schafft, fir iwwert de Wee vun autonomen Négociatiounen sozial Dispositiounen anzeféieren, déi d'Rechter vun de Salariéen am Kader vun enger Société coopérative européenne solle schützen. Dowéinst géif ech lech am Numm vun der Kommissioun bidden, dësem Text zoustëmme. Text, deen iwwregens och den Accord vun der CSV-Fraktioun huet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

#### » Plusieure voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Ech hu gesinn un de Gesichter vun de Kolleegen,...

#### (Hilarité)

...dass se alleguerten dem Rapporteur seng Konkursiounen deelen, d'Regierung ebenfals. Wann dat de Fall esou ass, da komme mer zum Vote. De Vote fänkt un, wann den Här Kaes bis op senger Plaz ass.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5853 ass eestëmmegeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul

Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Leschte Punkt vun eise Ordre du jour ass d'Diskussioun iwwert de Projet vun der Adaptatioun vun de Kreditter beim Bau vu verschiddene Spideeler. D'Madame Lydia Mutsch ass Rapportrice an huet d'Wuert elo.

### 5. 5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

#### Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 1999 huet d'Chamber e Finanzéierungsgesetz gestëmmt, dat et dem Land soll erlaben,...

#### (Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...fir modern a performant Spidolsinfrastrukturen ze hunn, déi de Besoin vum der Populatioun ugepasst sinn. D'Gesetz vum 21. Juni 1999 gesäit eng staatlech Participatioun vun 80% vir bei de Käschte fir d'Moderniséierung respektiv den Neibau vu Spidolsinfrastrukturen hei am Land. An deem Gesetz, wat iwwregens schonn dräimol ugepasst gouf, waren Investitiounen a sämtleche Spidolsgebaier an -zentre virgesinn.

D'Chamber stëmmt haut iwwer eng weider Modifikatioun vun deem Finanzéierungsgesetz of. Eng Modifikatioun, déi déi finanziell Enveloppe fir zwee Projeten eropsetzt: engersäits d'Moderniséierung vun der Eecher Klinik an andersäits de Bau vum neien Ettelbrécker Spidol.

D'Augmentatioun vun der staatlecher Bedeelegung ass néideg ginn, well en cours de route a béide Fäll Méikäschten ugefall sinn. Et ass fir déi zwee Projeten déi zweet Augmentatioun. An engem Zäitraum vun zéng Joer entwéckelt d'Welt sech weider. Dat ass eppes Normales am medezineschen an am techneschen Beräich. Mä och am Beräich vun der Sécherheet hunn nei Erkenntnisser, nei Normen, nei Iddien hire Wee gemaach. Zousätzlech sief gesot, dass a béide Fäll kaum Spillraum deemools fir Imprévué virgesi war.

#### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Bei der Eecher Klinik waren 1999 ursprénglech zwielef Milliounen virgesinn. Duerch eng éischt Augmentatioun am Joer 2003 ass déi Participatioun op 18,7 Milliounen geklommen. Mat där zweeter Augmentatioun elo em 5,8 Milliounen um Standuert Nidderkuer, wat extrem urgent ass, vu dass d'Sterilisatioun zu Esch iwwer 20 Joer al ass; den Émbau vun enger provisorischer Bettstatioun als Interim während den Aarbechten; a verschidde fusiounsbedéngte Projeten, déi vum CHEM realiséiert a virfinanzéiert goufen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech mer wënschen, dass d'Mëttele fir d'Moderniséierung an den Éman Ausbau vun eise Spidolsinfrastrukturen adaptéiert an ausgebaut ginn, do, wou et wichteg a richtig ass an noutwendig am Intérêt vun enger optimaler Gesondheetsversuergung an alle Regione vum Land. Ofschléissend wëll ech och den Accord vum menger Fraktioun vum virleiende Finanzéierungsprojet mat op de Wee ginn.

Ech soen lech Merci.

#### » Plusieure voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Mutsch. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Carlo Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischte wëll ech der Rapportrice vun dësem Gesetz villmools Merci soe fir dee gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et handelt sech heibäi ëm e Gesetzesprojet, de sech an eng scho bal traditionell laang Lëscht vu Projeten areit, déi all als Objektiv hu respektiv haten, d'Finanzéierungsgesetz vum 1. Juni 1999 nozebesseren.

Ech wëll hei net bal zéng Joer no sengem Akraafttrieden den Historique vun dësem 99er Finanzéierungsgesetz maachen, mä just drop hiweisen, datt déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung kuerz virum de Wahlen e Gesetz erabruucht huet, dat certes de Mérite hat, endlech de Besoin, fir an d'Spidolsinfrastrukturen ze investéieren, erkannt ze hunn, mä wat dem Zil, dat heescht eist Land mat moderne Spidolsinfrastrukturen ze dotéieren, net gerecht gouf.

Dat Gesetz war deemools nach net sprochräif. Esou hate siwe vun deenen insgesamt 15 Projeten den Accord net vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier, an och ass sech deemools iwwert d'UCM ewechgesat ginn. Och waren d'Zommen, déi fir dës substanzuell Investisements virgesi waren, net realistesch an hu missen nodréiglech ferm a sensibel eropgesat ginn. Dëst ass ënner der Responsabilitéit vun där viregter CSV/DP-Regierung geschitt, déi d'Konsequenz, déi nei Upassungen, vollzunn huet.

Eng ganz Rétsch vu Gesetzesprojete si vun där viregter Regierung op den Instanzeweue bruecht ginn, mat deenen néidege Finanzspréizen. Esou och d'Gesetz vum 18. Juli 2003, dat d'Modernisatioun vun der Eecher Klinik betrëfft, wéi dat vum 19. Dezember 2003, vun deem den Hôpital Saint-Louis vun Ettelbréck profitéiert an déi mat dësem Gesetzesprojet nach eemol adaptéiert ginn.

De Fait, datt mer elo haut, dat heescht méi wéi fënnf Joer duerno, erëm eng Kéier musse weider finanziell Mëttele zoustëmme, huet eng Rei vun Ursachen. Éischters emol spillt de Facteur Zäit eng gewësse Roll. Et ass kloer, dass, wann déi Modernisatiounsaarbechte sech iwwer eng méi laang Zäit ausdehnen, d'Käschte klammen an dobäi och nach nei Besoinen entstinn.

Och ass et esou, datt et sech hei ëm komplex Projeten handelt, wou d'Planungsscherheet net garantéiert ass a wou ëmmer erëm nei Contrainten entstinn.

Et ass awer och zousätzlech esou, datt ëmmer erëm nei Contrainten operluecht gi sinn, an dat säitens vun der ITM. D'Gewerbeinspektioun imposéiert en cours de route nei Oploen, déi mat sech bréngen, datt d'Infrastrukturkäschte substanzuell an d'Luucht ginn. Ech wëll der ITM beileiwen hei net ënnerstellen, si géif willkürlech virgoen. Si ass an hirem Rôle, wa si héich Sécherheitsnorme verlaangt. Et misst awer méiglech sinn, schonn am Virfeld vun esou Projete méi geziilt dës Oploe festzeleeën. Dëst hätt och zousätzlech den Avantage, datt déi Pläng kéinte méiglechste detailléiert opgestallt an och esou ëmgesat ginn.

Dovunner ofgesinn, Här President, stëmmt d'DP awer selbstverständlech dëse Projet, deen et erméiglecht, zu Ettelbréck wéi och an der Stad de Bierger déi modern an héichwäerteg Spidolsinfrastrukturen ze bidden, déi si verdéngen.

Ech soen lech Merci.

#### » Plusieure voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Wagner. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dem komplette Rapport vun der Rapportesch, der Madame Lydia Mutsch, an dem Complément, deen vu mengem Virgänger, dem Carlo Wagner, gi ginn ass, kann ech mech extrem kuerz faassen.

Et ass effektiv gesot ginn, dass dat hei keng nei Projete sinn, mä dass et en Ofschluss ass vu Projeten, déi schonn am Déngscht sinn oder deemnächst offiziell inauguréiert ginn.

Dir wäert mer erlaben, dass ech e bëssen anerer Meenung si wéi de Carlo Wagner dorriwwer, wat d'Portée ass vum 1999er Gesetz. Dat 99er Gesetz huet wesentlech derzou bäigedroe fir d'Moderniséierung, fir d'Renovatioun a fir d'Restrukturatioun vum Spidolswiesen anzeleeden, woubäi ech net wëll bestreiden, dass och déi Gesetze, déi duerno komm sinn, an déi Projeten, déi duerno komm sinn, dat Ganzt weidergedriwwen hunn.

An deene leschten zéng Joer - dat muss ee sech awer emol eng Kéier virum Aen halen -

si 700 Milliounen Euro an de Spidolssecteur eragefloss. Dat waren noutwendeg Investitiounen, déi dozou bäigedroen hunn, dass mer haut eng Rei vu ganz moderne Spideeler do stoen hunn, ënner anerem am Norden an an der Zentrumsregioun, wat awer net därëf doriwwer ewechtäuschen, dass den Investitiounsbedarf nach wie vor grouss ass an dass mer mat zousätzlechen Investitiounen vun enger gudder hallwer Milliard Euro an deenen nächsten zéng bis 15 Joer musse rechnen.

Déi Gelder wäerten an d'Moderniséierung vun enger Rei vun Haiser fléissen. Déi, déi am wäitste fortgeschratt sinn, fir elo an d'Regierung ze kommen, fir e prinzipiellen Accord ze kréien an deenen nächste 14 Deeg bis dräi Wochen, dat sinn d'Projete vu Wolz an hei an der Stad vun der Zitha-Klinik, déi wäit fortgeschratt sinn a vun deenen déi nächst Etapp an der Planung da kann engagiert ginn.

Dee Projet, dee virun der Halschent vum Joer nach wäert duerchgoen, dat ass dee Projet, deen déi weider Moderniséierung vum CHEM am Süden wäert erlaben. Deen ass am Moment an der Instruktioun, an déi zoustänneg Instanzen hunn Instruktioun fir dat schnell an effikass ze maachen, fir dass dat, wat um Terrain am Süde grad wéi an anere Regiounen entstanen ass, mat deenen noutwendegen Investitiounen ka gefestegt ginn.

Well Dir wësst, dass mer net nëmmen an de Steen investéiert hunn, mä dass mer et fäerdeg bruecht hunn an deene leschte Joren, am leschte Jorzéngt eng wesentlech Restrukturierung vum Spidolssecteur ze maachen.

chen. Dat ass ugaang mat der Fusioun vun de Kongregatiounsspedeeler, déi an den Hôpital Kierchbiereg eragefouert hunn; duerno ass et weidergaang mat der Fusioun vum CHL an Eich; duerno der Fusioun vun dem Haus vun Esch mat deem vun Diddeleng; duerno der Fusioun mam CHEM vu gëschter mat dem Nidderkuerer Spidol, wat den CHEM vun haut gëtt; a muer geet et weider mat der Fusioun vun de Spideeler vun Ettelbréck a vu Wolz, sou dass mir et fäerdeg bréngen haut, fir um regionale Plang eng méi schwéier Couverture ze garantéieren, ouni awer d'Proximitéit duerch d'Antenne vun deenen eenzelne fusiounéierte Spideeler ze garantéieren.

Dat ass eng wichteg Evolutioun am Spidolssecteur, well gewosst ass, dass net jidder-een alles kann an dass ee muss déi Kompetenzen deelen. Och dat wäert verstärkt ginn am Plan hospitalier, deen elo ofgeschloss ass an deen an deenen nächsten Deeg wäert veröffentlecht ginn.

Dat gesot begréissen ech dese Projet, och wann ech net onbedéngt begréissen, dass Projekte méi deier gi wéi si ursprénglech veranschlagt waren. Dat war e bësse méi normal bei Projeten, déi net esou am Detail geplangt waren, wéi dat haut de Fall ass. Mir insistéiere jiddefalls dorop, dass déi Planung vun de Bauhären, wa si hir Projeten dann entaméieren, déi à la base ass vun deene Projeten, esou korrekt an esou duerchduecht ass, dass mer an Zukunft esou wéineg wéi méiglech mussen un Dépassementer vu Kreditter schaffen.

Dat gesot ass deen heite Projet also ze begréissen. Ech hoffen, dass ech ganz schnell

an där nächster Period mat weidere Projete ka bei lech kommen.

Merci.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5920. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5920<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5952 ass eestëmmeg uegholl mat 59 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par Mme Christine Doerner), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland*

*Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Schluss vun der Sitzung ukomm. Muer kënnt d'Chamber um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.20 heures)

## Jeudi, 19 février 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

### Sommaire

Interpellation de M. Félix Braz au sujet du Plan sectoriel «Transports»

- Exposé: M. Félix Braz
- Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Roland Schreiner, M. Robert Mehlen (à qui M. François Bausch pose une question), M. Aly Jaerling, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, M. Lucien Lux, Ministre des Transports, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» **Une voix.** - Neen, Här President.

» **M. le Président.** - Mir kommen dann zur Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwert de Plan sectoriel «Transports». D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Berger, den Här Schreiner, den Här Mehlen an den Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Dat sinn ech.

» **M. le Président.** - Très bien.

D'Wuert huet den Auteur vun der Interpellatioun, den Här Félix Braz.

### Interpellation de M. Félix Braz au sujet du Plan sectoriel «Transports»

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), interpellateur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet 2.586 Quadratkilometer. Dat ass bekannt. Lëtzebuerg ass an de leschte Joren net méi grouss ginn. Et ass awer vill méi lass zu Lëtzebuerg wéi nach virun enger Rei Joren. An dat mécht, an dat ass gewosst, eng Planung net méi liicht.

Planungen, wann ee wéineg Terrain zur Verfügung huet, si méi schwéier wéi Planungen, wann Terrainé keng grouss Roll spillen. Duerfir ass et an engem klengen Land mat Sécherheet wuel méi schwéier, awer och méi wichteg, dass een eng kohärent Planung mécht, fir dat eegent Handeln ze preparéieren an awer och ze begleeden.

De Problem hei zu Lëtzebuerg ass awer, dass geplangt gëtt a geplangt a geplangt a geplangt...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), interpellateur.** - ...an dass an där Zäit d'Realitéit eis net nëmmen iwwerhëlt, mä och nach fortleeft.

Wat gehéiert zum Plangen notament bei der Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg? Zum Plange bei der Mobilitéit zu Lëtzebuerg gehéiert ganz vill. Ganz vill Pabeier. Zënter 1999 gëtt et e Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire. E Gesetz also, wat och elo zimlech genee zéng Joer kritt. Et ass dann och d'Geleechenheet, e Bilan ze maachen am Kader vun dëser Interpellatioun iwwert d'Resultater vun zéng Joer Landesplanung, doriwwer, wou mer no zéng Joer mat deem Gesetz ukomm si respektiv wou mer net ukomm sinn.

Op där Basis vum Gesetz ass e Programme directeur fir den Aménagement du Territoire gemaach ginn, deen och Verkéiersaussoe gemaach huet, déi och zu engem gudden Deel akzeptabel Aussoen duerstellen. An op där Basis erëm eng Kéier berout den

IVL. Dat war de Versuch, eng Vernetzung hinzukréien tëschent Mobilitéit a Landesplanung.

Da gëtt et awer och nach Dokumenter wéi „mobilitéit.lu“, an da gëtt et och en Dokument, dat heescht „mobil 2020“. Mir hunn also an deene leschte puer Joer eng Abberzuel vun Dokumenter, déi eng mat legalem Charakter - dat ass d'Gesetz -, déi aner mat méi informativem Charakter oder als Grondlag fir een Haus, wat de Fall ass beim „mobil 2020“ vum Minister Lux.

D'Elementer vun der Landesplanung - well em dat geet et bei all deene Saachen, em déi Vernetzung -, déi ginn am Handele vun der gesamter Regierung net ganz däitlech.

Een Dokument hunn ech souguer nach vergiess vum September 2008, dat ass de Plan d'action mobilité douce, ee fir eis ganz wichtegt Dokument, wat jo och an all déi doten Iwwerleeungen op eng koordinéiert Aart a Weis misst kënnen afléissen.

Just als Rappel: Wat sot den IVL, dee jo am Januar 2004 presentéiert ginn ass? En hat grondsätzlech zwee Zeenarië projezéiert fir d'Joer 2020, e sougenannten Awunnerzeenario an e Pendlerzeenario.

Den Awunnerzeenario huet geschwat fir d'Joer 2020 vu ronn 561.000 Awunner an 136.000 Pendler. Wéi gesot, am Joer 2020. De Pendlerzeenario huet fir datselwecht Joer 2020 geschwat vu 511.000 Awunner - dat sinn also ronn 50.000 manner wéi am Awunnerzeenario - a par conter vun 168.000 Pendler, dat sinn der 32.000 méi wéi am Awunnerzeenario. An dorop opbauend ass den Awunnerzeenario zréckbehalte ginn, a fir déi Ziler ze errechen, och an der Mobilitéit, ass en „modal split“ decidéiert ginn, deen unzestriewe wier fir d'Joer 2020, vu 25/75.

Wat ass awer d'Realitéit haut am Joer 2009? D'Realitéit huet eis iwwerholl, huet d'Planungen iwwerholl a leeft eis fort. En fait wäerte béid Zeenarië stattfannen. An op déi theoretisch Diskussioun, déi mer gefouert hunn am Kader vum IVL, wat fir ee vu béiden Zeenarië fir Lëtzebuerg dee richtege wier, hu mer déi Äntwert kritt vun der Réalitéit.

Béid Zeenarien aus dem IVL wäerten zu Lëtzebuerg stattfannen. Mir wäerten d'Awunnerzuele kréie vum Awunnerzeenario, a mer wäerten d'Pendlerzuele kréie vum Pendlerzeenario, och wann d'Kris dat elo gebremst huet. Et muss een ofwaarden, wéi d'Kris sech entwéckelt, ier ee Behauptunge fir d'Zäit no der Kris kann opstellen.

Fakt ass awer, dass mer haut schonn d'Zuel vu Pendler hunn, déi mer fir d'Joer 2020 virgesinn haten am Awunnerzeenario. Mir leien haut scho bei ronn 140.000 Pendler. Et ass net ëmmer liicht, ganz aktuell Zuelen ze kréien, och bei Statsverwaltungen. Mä déi Schätzungen, déi ee gemaach kritt op verschiddene Plazen, déi pendelen - wann ech esou dierf soen - sech a bei plus/minus 140.000 Pendler, wat déi Zuel ass, déi mer wéi gesot am Awunnerzeenario jo virausgesot hate fir 2020.

Dat heescht, mir hunn a ronn fënnf Joer praktesch dat schonn erreecht, wat mer fir 16 Joer am Virus am Fong geholl virgesinn haten. Mir hunn haut wéi gesot ronn 140.000 Pendler a ronn 480.000 - scho liicht driwwer - Awunner.

Eng Etüd ass no 2004 zu Lëtzebuerg realiséiert ginn, dat ass d'PTV-Etüd, an déi huet mat aktualiséierten Zuele souguer aner Prognose gemaach. Déi huet och e Bléck e bësse méi wäit no vir gehäit, wat och net falsch war, well entre-temps ware scho bal zéng Joer zënter dem Aménagementsgesetz vergaangen. Déi schwätzt fir den Horizont 2030 souguer vun iwwer 250.000 Pendler, also nach eng Kéier en zolitte Pak derbäi. 254.000 Pendler fir d'Joer 2030 - just, fir dass een d'Gréissenerdnung sech emol eng Kéier virun A féiert -, dat wär par rapport zu der Situatioun vun Joer 2007 eng Verduebelung. Wann déi PTV-Etüd géif mat hire Prognose richtig leie fir d'Joer 2030, hätte mer bannent 22 Joer eng Verduebelung vun de Pendlerzuele realiséiert par rapport zum Joer 2007.

Duerfir ass an där Etüd och d'Fro opgeworf ginn, ob net en Zeenario vu 40/60 dee richtege fir Lëtzebuerg misst sinn - am Fong dat, wat elo op Belval probéiert gëtt op engem Projet -, ob een dat net misst probéieren ze exportéieren op d'ganzt Land, ob also dee Ratio vu 25/75 zu Lëtzebuerg dee richtege wier.

D'Realitéit ass och déi, dass eis Kyoto-Ziler, -28% CO<sub>2</sub>-Emissiounen par rapport zu 1990, net erreecht ginn an dass mer op engem Punkt an der Haptsaach, an zwar op der Mobilitéit eng Situatioun hunn, déi zu Lëtzebuerg komplett aus dem Rudder gelaf ass, wou mer Steigerungen hunn zënter 1990. Dorunner ass net nëmmen dës Regierung

schëlleg, mä och déi vu virdrun, iwwregens och wéint dem net Weidergoe vun de Planungen op de Plans sectoriels.

Ech rappelieren, dass an der Regierungserklärung vun 1999, also vun der Koalitioun 1999/2004, ugekënnegt war, dass d'Aarbechte géife ganz seriö ufänken direkt ab Ufank vum Joer 2000. Wann een awer weess, wou d'Planunge fir d'Plans sectoriels Mëtt 2004 stoungen, da muss een och der Regierung vu virdrun en Deel un der Responsabilitéit mat iwwerdreien, wa mer no zéng Joer Aménagementsgesetz nach net iwwert zwee vu véier Avant-projeten erauskomm sinn, déi och nach net komplett openeen ofgestëmmt sinn. Just dat als Bemierkung, well et ass net nëmmen an deene leschte véier Joer regierungssätteg net esou geschafft ginn, wéi mir eis dat virstellen a wéi d'Landesplanung et verdéngt hätt, mä och déi viregt Regierung dréit eng Responsabilitéit dorunner mat.

Déi gréng Fraktioun huet eng Interpellatioun gefrot de 15. Juli 2008. Dat ass also manner wéi ee Joer virum Ofschluss vun dëser Legislatioun. Mir hunn dat deemools gemaach, well enner anerem fir d'zweet eng Transportkommissioun hat missen annulléiert ginn, well déi ugekënnegt Presentatioun vum Plan sectoriel «Transports» net prett war. Dat hat näischt domat ze dinn, dass d'Dokument net prett waren, mä dat hat offensichtlech domadder ze dinn, dass d'politiches Ofsproochen, déi zugronn mussen leie beim Dokument, nach net zu engem Ofschluss komm waren, dass also nach ëmmer hannert den Diere vun der Regierung Diskussiounen gefouert gi sinn doruwwer, wat an a wéi enger Form sollt an dee Plan sectoriel afléissen.

An duerfir hu mir als gréng Fraktioun, fir endlech virunzekommen, eng Interpellatioun gefrot. Mir haten eigentlech domadder zwou Hoffnungen verbonden. Eng éischt, dozou bäizedroen, dass d'Regierung géif nach e bësse méi Drock verspiere, fir eie fir alle Mol déi Arbitragen ze maachen a fir zu engem Ofschluss ze komme vum Plan sectoriel.

A mir haten och gemengt, mir kéinten dann opgrond vun deem Dokument eis iwwer eng Rei Projekte méi am Detail ënnerhalen. Ech hat an deem Bréif, deem d'gréng Fraktioun eragereecht hat, och eng Partie eenzel Projete erwähnt, wéi d'Situatioun an der Nordstad, wéi d'Situatioun vum Sudtram.

Ech muss awer soen, no der Lecture vum Dokument mengen ech, dass et méi wichteg haut ass, op e puer méi grondsätzlech, prinzipiell Aspekter vum Plan sectoriel anzugee wéi op eenzel Detailprojete, déi doran erwähnt sinn.

Et ass sécherlech lackeleg, véier Méint viru Wahlen - ech menge fir jiddwereen heibanen -, sech haut an deem Kader mat eenzelne Projete ze beschäftegen, déi en vue vun de Wahlen am Juni fir dësen oder deem a sengem Bezirk vun Intérêt kéinte sinn.

Et wier fir mech e Liichtes, haut schwéierpunktéisseg op déi nei Eisebunnsliin Lëtzebuerg-Esch anzugeen, well hir Bedeitung eng ganz grouss ass. Et wier e Liichtes, haut vill op déi Diskussiounen ronderëm Entegungen, ronderëm d'Problematik laanscht d'Trace an der Gemeng Monnech anzugeen. Ech denken awer, dass dat net haut den Haaptgéigestand vun den Diskussiounen sollt sinn, mä dass een haut wirklech probéiert, de Stellewärt an d'Qualitéit vum Plan sectoriel als Ganz, als Element vun der Landesplanung ze diskutieren, an net wéi gesot eenzel Projete aus deem oder deem Bezierk, wat politesch vläicht méi einfach wier, awer - menge mir als gréng Fraktioun - déi grondsätzlech Diskussiounen, em déi et géit, net wäerte weiderbréngen, wa mer eis net grondsätzlech mat den Aspekter vun der Landesplanung a vun der Mobilitéit beschäftegen.

Et muss een och soen, dass och zënter der Chambersdebatt, déi mer jo scho viru zwee Joer hei gefouert hunn am Mee - den 18. Mee, fir prézis ze sinn, 2006, bal dräi Joer hier ass dat -, net vill geschitt ass. Deemools huet d'Chamber nach eestëmmegeg Motioun ugeholl, mat där och d'Parlament Hoffnung verbonden huet, dass et da géif um Niveau vun der Fäerdegstellung vun de Plans sectoriels virugeen. Och do muss ee soen, bal dräi Joer méi spéit sinn

d'Enttäuschunge méi grouss wéi d'Satisfaktiounen, well mer nach eng Kéier als Rappel vun deene véier Plans sectoriels, déi solle realiséiert ginn - Zones d'activités économiques, Logement, Ensembles paysagers an Transport -, der bis haut op dësen Datum vum 19. Februar nach nëmmen zwee um Niveau vun engem Avant-projet, deen nach net komplett openeen ofgestëmmt ass, de Wee an d'Öffentlechkeet fonnt hunn.

Dat ass eigentlech symptomatesch fir d'Landesplanungspolitik vun dëser Regierung. An ech soe bewosst, vun dëser Regierung, well do sinn net nëmmen een oder zwee oder dräi Ministeren, déi sectoriel gefuerdert sinn, mä hei war e kollektiven Effort verlaangt, e kollektiven Effort vun der ganzer Regierung: fir deen, deen d'Landesplanung ze koordinieren huet, a fir déi véier, déi an der Bringschuld sollte sinn an eng Qualitéit vun Dokumenter sollte produzieren an den Délaien, en temps voulu et nécessaire. Dat ass kollektiv net geschitt.

Et ass e kollektiivt Scheitern vun der Regierung op deem Punkt an den Ae vun der grénger Fraktioun an de leschte fénnef Joer ze verantworten. E Scheitern, wat sech wéi gesot un d'Scheitern vun der viregt Regierung ureit, déi op deem Punkt...

#### (Interruption et hilarité)

...och net vill Wesentlech produzéiert hat.

Haut, wéi gesot, hu mer zéng Joer d'Landesplanungsgesetz vu Lëtzebuerg. Mir hunn zwee Avant-projeten vu Plans sectoriels, déi nach net a Cohérence gesat gi sinn op enger Rei vu Punkten.

Dem Här Lux muss een zumindest gutthalen, datt déi zwee, déi hien ze maachen hat, méttlerweile zumindest um Dësch leien. Et ass net alles gutt - an ech wäert nach dozou kommen -, mä vun deene véier, déi ze produzieren waren, si wéinstens zwee haut um Dësch, sou dass mer doruwwer och haut an der Chamber kënnen diskutieren.

D'Zil vun de Plans sectoriels ass et jo, Kohärenz ze kréien doduerch, dass mer d'Aktivitéitszonen - also d'Schaffen -, d'Wunnen, d'Mobilitéit an d'Émweltaspekter, d'Landchaftsaspekter enner een Hutt kréien, dass mer also aus véier ënnerschiddlechen Iwwerleeungen eng Gesamtiwwerleeung dévelloppieren, fir e gesamt a koordinéiert Handeln ze erlaben. Fir dass dat méiglech gétt, muss et méi gi wéi nëmme Pabeier. Et muss och zu legalen a reglementareschen Texter kommen.

Mir mussen als Planung net nëmmen Ingenieurspläng kréien, mä mir brauche legal a reglementaresch Texter, déi d'Grundlag vum Handeln a vum Plangen zu Lëtzebuerg determinieren. Et ass d'Zil vun de Plans sectoriels, sech an de Gemenge souwuel de PAGE wéi de PAPen ze opposieren. Wa se also um Enn vun der Prozedur, déi elo knapps ufänkt, iergendwann eng Kéier fäerdeg gestallt sinn, wäerte se an de Gemengen opposabel gi fir sämtlech PAGen a PAPen.

Do stellt sech schonn en éischte Problem. Grad de Plan sectoriel «Transports», mä net deen eleng, huet e ganz groussen Impakt och op d'Entwécklung vun de Gemengen. Keng Gemeng kann haut méi eleng aus hirem kommunalen Handeln eraus hir Mobilitéitsproblemer léisen. Keng!

D'Agglolux ass eng formidabel Initiativ, déi op där Erkenntnis do berout. An dat muss an all de Regione vum Land kloer sinn, dass keng Gemeng eleng, egal wéi vill Busse se fuere léisst oder Vëllosspuren se aménagéiert: Si kann net ausserhalb vum regionale Kontext hir Problemer léisen, wann net eng Kohärenz an der gesamter Region op de Mobilitéitsfro stattfénnt, an dat hu mer zu Lëtzebuerg net.

Duerfir ass et ëmsou méi bedauerlech, dass mer elo esou vill Retard kritt hunn an der Fäerdegstellung vun all de Plans sectoriels. Elo si mer emol um Niveau vun zwee Avant-projeten. Et feelen der nach zwee. An da kënn nach déi sougenannte SUP, déi strategesch Émweltpräiwung, déi vun engem Büro muss gemaach ginn. Doropshin érischt entstinn d'Pläng.

Dat wäert alles Zäit brauchen, Zäit, déi iwwer een Termin erausgeet, nämlech deen Termin, deen d'Gemenge gesat kritt hu vum August 2010, fir hir PAGE fäerdeg ze hunn. Mir hunn also haut e Konflikt. D'Gemenge schaffen alleguerten intensiv a seriö mat villem Opwand, och finanziellem Opwand, un der Fäerdegstellung vun hiren neie PAGen.

A wa se sech alleguerten an deen Délai géifen halen, dee gesat ginn ass vum August 2010, dann hu mer eng Situatioun, dass d'Gemengen, knapps nodeems se e PAG aktualiséiert hunn, kuerz Zäit dorop wäerten iwwert de reglementareschen Wee d'Plans sectoriels zur Kenntnis mussen huelen, déi sech hinnen imposieren an zum Deel en-

ner Émstänn déck Aschnëtt wäerte bedeiten an déi PAGen, esou dass déi Gemengen nach eng Kéier hir eege Planunge mussen konfrontéieren mat deem, wat an de Plans sectoriels arréiert ginn ass. An do wäerte ganz vill Planungen an de Gemenge mussen geännert ginn. Net alleguer, vläicht och net iwwerall. Mä mat Sécherheet bal iwwerall a mat Sécherheet ganz vill. An dat kann net sinn.

An duerfir ass d'Regierung haut scho gefuerdert. Wa mer net wëllen Planung spillen an de Gemengen, méi seriö Planung maachen, da muss d'Regierung haut schonn e klore Message un d'Gemenge riichten. Do ass an der Haaptsaach den Innenminister gefuerdert, fir ze soen, wéi et mat deem Termin vum August 2010 bestallt ass, ob d'Gemengen deen Termin mussen respektieren oder net, ob net misst en neien Termin festgeluecht gi fir d'Gemengen, en neien Termin, deen dann awer och d'Regierung bënnt.

Well wann elo gesot gétt, mir reportieren deen Datum vum August 2010 op en neien Termin, dann ass awer och d'Regierung gefuerdert sécherzestellen, dass d'Plans sectoriels awer och esou wäit am Viraus vun deem Datum kënnen fäerdeg sinn, dass et och nach eng vernünfteg Planung hannert de Plans sectoriels fir d'Gemengen erlaabt. Do wär et gutt, wann e klore Message kéint un d'Gemenge gericht ginn, wéi mer deen dote chronologesche Knet geléist kréien, dee jo net nëmmen e chronologeschen am Fong ass, mä dee wirklech an der Substanz ganz viles bedeit fir sämtlech Gemengen am Land, well eben d'Entwécklung an de leschte Joren esou rasant war an ass, wéi se am Moment nach ëmmer stattfénnt.

Déi aktuell Prozedur fir d'Plans sectoriels gesäit wéi gesot vir, dass d'Avant-projeten op den Dësch mussen kommen. Zwee feelen der nach. An da wäerte mer ron dräi Véirel vum Joer amgaange si mat där strategescher Émweltpräiwung, also der Evaluatioun vum Émweltimpakt vun all den Avant-projeten. Dat soll vun engem Büro gemaach ginn, deen, wéi et schéngt, schonn determinéiert ass. An duerno kënt dann nach eng Kéier déi ganz Prozedur.

Géigestand vun där strategescher Émweltpräiwung ass enner anerem ze préifen, awéiwäit dass déi Avant-projeten, déi mer hunn, et dann tatsächlech wäerten erlaben, eis CO<sub>2</sub>-Ziler ze errechen, awéiwäit dass déi Avant-projeten et wäerten erlaben, eis „modal split“-Ziler aus dem IVL vu 25/75 unzestriewen, onofhängeg vun der Diskussioun, ob déi nach déi richtig sinn. Dat ass de Géigestand vun där strategescher Émweltpräiwung. Da kënn, wéi gesot, d'Mise en cohérence vun den Avant-projeten, fir e richtige Projet dorauer ze maachen an da schlussendlech eng legal a reglementaresch ofschléissend Prozedur ze kréien.

Fazit ass awer, an dat muss een haut scho soen, no zéng Joer e Gesetz vun der Landesplanung, dass et zu Lëtzebuerg, wann een éierlech ass, bis haut reell keng Landesplanung gétt. Et gétt bis haut keng Landesplanung! Mir hu wuel e Landesplanungsgesetz. Mir hunn e Landesplanungsgesetz, wat an enger Rei vun Haiser zënter zéng Joer an der Gestatioun ass, mä kollektiv gétt et keng Landesplanung vun der Regierung.

Keng, ass dat ganz richtig? Am Fong net, well en Deel Landesplanung fénnt statt. Landesplanung fénnt einfach statt duerch all eenzel Décisioun, déi privat Leit huelen oder Gemengen huelen, fir bauen ze erlaben. Décisiounen, déi privat Leit huelen, fir do ze bauen, Décisiounen, déi Betriber huelen, fir op enger bestëmmter Plaz sech unzesiedelen oder vun enger anerer Plaz fortzuziehen, dat ass och e Stéck Landesplanung, wat stattfénnt. An et gétt där Betriber, déi doduerch mat un der Landesplanung vu Lëtzebuerg bedeelegt sinn, well se hirem Arbeitnehmer entgéintfueren. Mat all de Mobilitéitsproblemer, déi et gétt, notamment am grenzüwwerschreidende Verkéier, zu de Spëtzenzäiten, gétt et der ganz vill, déi hire Betriber entgéintginn a sech zum Deel méi no bei de Grenzen usiedelen. Dat mag fir déi eng Léisung sinn.

Et gétt anerer, wéi zum Beispill eng grouss Lëtzeburger Assurancégesellschaft, déi ass op Leideleng an eng Gewerbezon gaangen. Bon, elo ass awer eng Assurance zweifelsfräi net onbedéngt e Gewerbe, mä et ass éischer am tertiäre Beräich unzesiedelen. Dat ass awer trotzdeem geschitt. An esou fénnt an de leschte Joren iwwert d'Land gekuckt en Deel Landesplanung statt.

De Problem dobäi ass, dass dat op d'Käschte geet vun der Mass vun der Planung, déi mer verfügbar hunn. Wann ee Landesplanung wëllt maachen, da kann een nëmmen dat plangen, wat och

stättfénnt, dat, wat reell als ze planend Mass kann zur Verfügung stoen. A mir hunn dräi Haaptentwécklungs-CDAen ausgewisen: d'Nordstad, d'Regioun ronderëm Esch a ronderëm d'Haaptstad. An all déi Planungen, déi hei stattfannen, sinn der, déi sech aus der Planungsmass schlussendlech entzelen.

An dat ass net egal, besonnesch net aus der Vue vum Transportminister, well dee jo awer ugewisen ass op bestëmmte Quantitéite vu Mobilitéitsbewegungen, fir bestëmmten Investitiounen kënnen ze justifiieren. Et kann een net iwwerallhin eng Schinn leeën, wann net bestëmmte Kaderbedingungen an och escomptéiert Besoinen do virleien. Duerfir kann et zum Deel dramatesch Konsequenzen hunn, wa gréisser Entwécklung sech aus der Planungsmass vun der Landesplanung doduerch entzelen, dass se esou stattfannen, wéi et nëmmen aus der Vue vun deem Betrib do sennvoll ass, an net esou stattfannen, wéi et eigentlech aus der Vue vun der gesamter Landesplanung hier sennvoll wier. Dat ass e ganz reelle Problem.

Et ass och duerfir, dass et e Projet wéi Wickreng gétt. E Projet, wou jiddweree sech accordéiert ze soen, dass en duerchaus wünschenswäert ass, dass d'Investitiounen stattfannen, dass Angeboter geschafte ginn, mä da solle se bannert der Planungsmass stattfannen. Déi Investitiounen sollen do stattfannen, wou et wirklech net nëmmen deenen Investoren eppes hëlleft an de Clienten eppes hëlleft, mä tatsächlech och de gesamtlandesplanerescher Entwécklung vu Lëtzebuerg eppes hëlleft. Dat ass d'Diskussioun, déi muss gefouert ginn.

Wéi et ausgesäit, ausser de Landesplanungsminister seet eis haut eppes anescht, gesäit et am Moment leider esou aus, wéi wann de Projet op där Plaz do opgrond vun deem Uerteel, wat komm ass, net méi ze évitieren wier. Mä vläicht huet de Landesplanungsminister do nach nei a méi rezente Entwécklungen.

Dann, no deene méi generellen Iwwerleeungen, méi am Detail zum Plan sectoriel «Transports», dee jo den Haaptgéigestand u sech war vun der Interpellatioun. Ech wëll fir d'éischt e puer Zuele rappelieren, déi oft vergiess ginn, wann iwwer Mobilitéit zu Lëtzebuerg geschwat gétt. Dat sinn déi rezentst Zuelen, déi ech konnt fannen:

Mir hu méttlerweile zu Lëtzebuerg ronn 658 Autoe pro 1.000 Awunner. Domat si mer net wäit vun den USA ewech, déi bei 758 Autoe pro 1.000 Awunner leien. An de Stied sinn déi mannten Autoen, um Land sinn der méi. An de Stied, zu Lëtzebuerg, an der Hauptstadt, ass d'Moyenne 0,5 Auto pro Stot. Zu Esch ass et 0,9 Auto pro Stot, wat sech och doduerch erkläert, dass déi allermeeschten Aarbechtsplazen an der Stad a ronderëm d'Stad sinn, wat also och de Starter an Zentrumsawunner erlaabt, zum Deel mam öffentlechen Transport déi méi kuerz Strecken zrëckzeleeën. Wat ee méi wäit ewech geet vun der Stad Lëtzebuerg, wat dann erëm eng Kéier d'Tendenz zum Auto klëmmt. D'Moyenne am Land ass bei 1,4 Autoe pro Stot. Mir leien also an eise Stied, an an eisen zwou gréisste Stied, Esch an d'Stad, däitlech ënnert der nationaler Moyenne.

» M. le Président. - Här Braz, ech mengen, den Här Bettel wëllt lech eng Fro stellen.

#### (Interruptions)

» M. Xavier Bettel (DP). - Ech kann nëmmen dat ënnerstëtzen an ënnersträichen, wat den Här Braz seet, an och dee Luef vis-à-vis vun der Transportpolitik an der Stad, déi vill kritiséiert ginn ass. Mä déi Zuelen, déi Der hei zitéiert, Här President, vu dass ech jo nach och op eng Fro kommen, wéi Der se jo suggéiert hutt, wëll ech dem Här Braz just soen, dass ech keng direkt Fro hat, mä just dat wollt confirmieren a frou sinn, dass dee Luef vum Här Braz komm ass.

#### (Interruptions diverses)

» Une voix. - Et ass gutt, de Mobilitéitschaffen an der Stad ze sinn.

» M. le Président. - D'Wuert huet den Här Braz.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), interpellateur. - Merci, Här President.

» Une voix. - Elo provozéiert den Här Braz net!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), interpellateur. - Déi Zuele genannt, nach e puer anerer. An enger rezenter Etüd vum CEPS/INSTEAD ginn e puer interessant Aspekter erausgestrach, wat mat och sozialen As-

pekter ze dinn huet. Ech hunn elo grad gesot, dass 1,4 Autoen an der Moyenne pro Stot sinn; dat heescht awer duerfir net, datt hei zu Lëtzebuerg all Stot en Auto huet. Och wann d'Moyenne iwwer eent läit, huet net all Stot en Auto. An d'Zuel vu Leit, déi mussen ouni Auto mobil sinn, ass wäit méi héich, wéi am Allgemenge supposéiert gëtt. Laut dem CEPS senger rezenter Etüd si 14% vun de Ménagen zu Lëtzebuerg ouni Auto. All siwente Stot huet keen Auto. Dat mécht, op d'Leit héichgerechent, am Land eng Moyenne vu 25,8% vun de Leit. Woubäi do natierlech sämtlech Famillje mat dra sinn.

An der Stad Lëtzebuerg ass et 28,9% vun de Leit, déi ouni Auto mobil sinn, an zu Esch, fir déi zweetgréisst Stad och ze nennen, sinn et der souguer 32%. Dat sinn Zuelen, déi wäit méi héich si wéi dat, wat déi altermeschte Leit spontan géifen un Zuele benennen, wann ee se géif froen: Wéi vill Leit mussen am Alldag ouni Auto sech kënnen déplacéieren?

Ech hunn déi Zuele genannt, fir op den éischte vu fénnef Defiziter, déi an eisen Aen am Plan sectoriel «Transports» stiechen, hinzewiesen. De Plan sectoriel «Transports» ass an der Haaptsaach ausgeriicht op eng maximal Pendlercapacitéit. E weist Couloiren aus, déi op eng maximal Capacitéit an der Haaptsaach fir d'Pendlerbeweugunge geduecht sinn. Awer Besoiné sinn net an deemselwechte Mooss analyséiert ginn.

De Fräizäitverkéier, de Versuerungsverkéier, doriwwer gëtt et zu Lëtzebuerg keng offiziell Zuelen; an de Länner ronderëm gëtt et der. Däitschland, Belsch, Frankräich, do stellt ee fest, dass de Versuerungsverkéier an de Fräizäitverkéier méi wéi 50% vum Gesamtverkéier ausmaachen. Wäit méi op jidde Fall wéi de Pendlerverkéier. Do kann et zu Lëtzebuerg sinn, mat deenen iwwerproportional ville Pendler, dass déi Verhältnisser liicht anescht sinn. Mä trotzdem bleift och zu Lëtzebuerg, dass de Versuerungs- a Fräizäitverkéier e ganz groussen Undeel um Gesamtverkéier vu Lëtzebuerg ausmécht. A bei deem Fräizäit- a Versuerungsverkéier ass den „modal split“ tendenziell no bei null. Do ass e ganz geréng. Wäit méi geréng, wéi wann een nach en Deel Pendlerbeweugungen, notamment där nationaler, mat do eranhält.

Duerfir ass eng wichteg Fro, déi eiser Meenung no net genuch analyséiert a beäntwert ginn ass am Plan sectoriel, souwuel fir de Schinnendeel wéi fir de Stroossendeel, déi: Wéi organiséiere mer d'Mobilitéit tëschent de Regiounen? An zwar am Dag, zu den Heures creuses, net nëmmen zu de Spëtzeleeschungen, well dat hu mer bei de Pendlerbeweugungen an der Haaptsaach analyséiert.

D'Gemenge maache jo alleguerten elo hir PAGen. Do si ganz vill Verkéierserhiewunge gemaach ginn. Wann ee mat enger Rei vu Büroeschwätzt, déi fir déi Gemenge schaffen, fënnt sech eraus, dass een Element méi oder weiniger iwwerall ermëkënt. Mir hunn am Verkéier moies eng Spëtzt, dat sinn déi Leit, déi schaffe ginn. Dann ass relativ Rou. An der Mëttesstonn erëm eng Kéier eng Spëtzt, wann déi vun der Aarbecht fort oder nees zrëckfueren, an owes eng Spëtzt erëm vum Berufsverkéier. Am Nomëtteg geet déi Spëtzt awer net zrëck. Dat heescht, tëschent deenen zwou Spëtzte vum Berufsverkéier fënnt nach ëmmer eng Spëtzt statt, déi net ofhëlt. Dat ass dee gesamte Block vum Pendler- a Versuerungsverkéier, an duerfir geet et net duer, fir Konzepter auszerrichten, déi op d'maximal Leeschtung baséieren.

Dat ass och ënner anerem ee vun deene Grënn, firwat dass eiser Meenung no d'Konzept vun der ADR net ka fonctionnéieren, well dat ass awer esou eppes vun onflexibel an esäiteng ausgeriicht op déi ganz Pendlerbeweugungen, dass et fir de gréissten Deel oder e ganz groussen Deel vun der Mobilitéit einfach keng Léisung ka bréngen. Dat ass e reellen Defizit, dee fir eis dat dote Konzept, ofgesi vum Käschtel, deen et huet, disqualifizéiert.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Da baut Dir alt Ären Tram!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- D'selwecht ass et mat den Auslaaschtunge vun de Bussen a vun den Zich. Och do stellt ee fest, dass nieft de Spëtzenzäiten zimlech vill Creuxen sinn. Duerfir menge mer, dass een déi flexibel, regional Elementer vun der Mobilitéit wesentlech méi misst valoriséieren am Plan sectoriel. Dat ass besonnesch wichteg fir déi dräi CDAen Esch, Lëtzebuerg an Nordstad, déi net vill dovunner hunn, wann nëmmen moies an owes den Aspekt vun de Pendler beäntwert gëtt, a wann daagsiwwer all déi aner Beweugunge keng bezuelbar a flexibel a séier realisierbar Solutioune kënnen fannen. Dat

kann nëmmen ënner anerem op liichten Tramsystemer berouen, wéi dat, wat elo an der Stad ugefaangen an hoffentlech geschwënn och als Sudtram am Süde wäert Realitéit ginn.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, ech wëll dem Här Braz eng Fro stellen.

» M. le Président.- Den Här Mehlen wëllt lech eng Fro stellen. Här Braz, Dir erlaabt dat?

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Jo.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Här Braz, ech hat lech elo kuerz ugesprach. Et ass awer net dowéinst. Ech fannen, datt, wann Der sot,...

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Et brennt lech ënnert den Neel, fir dat elo lasszeginn!

» M. Robert Mehlen (ADR).-...d'Spëtzt läit haaptsächlech moies an owes, dann hu mer nach e bësse méi héich a méi déif am Laf vum Dag, sidd Der dann net der Meinung, datt, wa mer d'Capacitéiten hunn, wat et och ëmmer ass, fir d'Spëtzen ze brieche, mer dann och am Dag Capacitéit genuch hunn, fir de Mobilitéitsbedierfnisser vun de Leit nozekommen? Mä den Hauptproblem läit wierklech doran, datt mer Capacitéite schafen, fir d'Spëtzen ze meeschteren. Wa mer déi geschafen hunn, dann, mengen ech, hu mer déi aner Problemer och am Grëff.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Do si mer eis eens, wann et dorëms geet, fir d'Spëtzen ze meeschteren. Mä mir mussen awer souwuel zu der Spëtzt, well mer keng duebel Strategië kënnen maachen, wéi zu de Stonnen, wou éischer de Fräizäit- a Versuerungsverkéier stattfënnt, flexibel Instrumenter hunn, fir déi Mobilitéit ze assureieren. Mir kënnen eis net dräi verschidde Mobilitéite leeschten, Här Mehlen. Duerfir kënnen mer net mat deem dote Konzept...

(*Interruption*)

Dat Konzept, wat Dir propagéiert, erlaabt an eisen Aen op keng gutt Aart a Weis eng Äntwert, en Usaz vun Äntwert ze bréngen op déi Spëtzeleeschungen, op keng gutt Aart a Weis, mä si ass komplett onflexibel de ganze Rescht vum Dag, an duerfir ass dat fir eis keng Léisung.

» M. Robert Mehlen (ADR).- A wat ass Ären Tram?

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Zweeten Defizit ass d'Aktualitéit vun den Zuelen, mat deenen am Plan sectoriel «Transports» geschaff gëtt. Zum Plan sectoriel «Transports» muss d'Fro kënnen gestallt ginn: Wéi eng Verkéierszuele leien do zugronn? U sech d'Verkéierszuele vun 1995, aus der Luxtraffic-Etüd, déi schonn eng éischte Kéier getuned gi sinn am Joer 2002 fir den IVL an déi elo nach eng zweete Kéier getuned gi sinn, fir halbwegs kompatibel Zuelen am Joer 2008 fir d'Plans sectoriels hierzeckéieren.

Fakt ass och, dass d'Pendlerzuele méi wéi zéng Joer zrëckleien. Mat deenen Zuelen ass eiser Meenung no net alles ze errechen. En plus gëtt ugekënnegt am Plan sectoriel «Transports», dass een dann am Laf vun 2009 géif probéieren, d'Zuelen ze aktualiséieren. Dat ass natierlech schonn - jo, wéi soll ech et soen - bal cocasse, wann een an deem Dokument, wat mat ganz alen Zuele schafft, en Dokument, wat da fäerdeg gestallt gëtt, wann een doranner ukënnegt, dass da kuerz drop probéiert gëtt, nei aktuell Zuelen ze produzéieren. Dat ass schonn e bëssen, vun der Aart a Weis wéi sech ugeluecht gëtt, Demande à l'envers.

Mä firwat sinn déi Zuelen esou al? Déi Zuele sinn esou al, ganz einfach, well et während néng Joer net virugaangen ass. Wou d'Aménagementsgesetz 1999 gestëmmt ginn ass, waren d'Luxtraffic-Zuelen nach kohärent an aktuell. Wann déi haut net méi aktuell sinn, da well zwou successiv Regierungen bei der Landesplanung net vill opeeneekritt hunn. An dat ass de Problem, firwat dass déi Zuelen net méi aktuell sinn.

Mir hunn och doduerch Zäit verluer, an dat muss awer och kënnen erlaabt sinn ze soen. Well vill Leit jo, déi deemools an der Verantwortung waren, haut och nach ëmmer an der Politik sinn. Déi Zuele sinn haut och net méi aktuell, well dat, wat opgrond vun deenen Zuele vu '95 sollt opgebaut ginn, nämlech e BTB-Konzept, zertrümmert ginn ass. Ënner anerem vun deem deemolege Bauten- an och eng Kéier Transportminister, dem Här Goebbels, deen haut fir d'LSAP als Spëtzekandidat an d'Europawahl geet, deen derfir gesuergt huet, ënner anerem als

Buergermeeschter-oder-näischt-Kandidat vun der Stad Lëtzebuerg, dass de BTB - hien huet dat net eleng fäerdeg bruecht, do si mer eis eens -, mä hien huet selwer massiv dozou bägedroen, dass de BTB zertrümmert ginn ass.

An all déi Zäit, déi do verluer gaangen ass, an dat wäertvollt Konzept, wat deemools zerschloen ginn ass! Hätte mer all déi Zäit net verluer, da wiere mer haut scho méi wäit...

(*Interruptions diverses*)

...an da géife mer och net mat duebel getuneten Zuele mussen schaffen. An den Här Goebbels war jo net eleng, et gouf och nach anerer. Och den Här Krecké, op deem säin Avant-projet fir d'Zones d'activités économiques mer nach ëmmer waarden, huet jo deemools eng zolidd Hand mat ugepaakt, fir de BTB a Stécker ze schloen an duerch näischt ze ersetzen.

(*Interruption*)

Den drëtten Defizit ass, dass eiser Meenung no de Plan sectoriel «Transports» an der Haaptsaach en Infrastrukturdokument ass, wat sech an eisen Aen net mat de betriblichen Aspekter ofgëtt. Et gi Korridore festgeluecht. Et ginn 49 Infrastrukturprojete festgeluecht, dovunner der 27 fir déi éischt Phas, 15 fir d'Bunn, zwielef fir d'Strooss. D'Betriebssäit - Wéi fueren déi Zich? Wéi fueren déi Tramen?, an esou weider -, déi awer d'Grundlag eigentlech misst sinn, dat feelt.

Dat Zweet, wat feelt, dat ass, dass een, wéi bei EU-Projete komplett üblech, d'Ziler fir eng Ex-ante-Situatioun festleet an dann eng Ex-post-Situatioun determinéiert, an da kann ee kucken, ob déi Planungen, déi ee mécht, zilgerecht sinn. Dat hu mer hei net. Fir all europäesche Projet ass dat Standard. A jiddwereen erwaart dat wéi selbstverständlech. Zu Recht!

Hei hu mer e Plang op den Dësch geluecht kritt vun der Regierung, deen net seet, wat den Istzoustand vun haut ass, an deen net seet, wat ass dat exakt, aktualiséiert Zil, wat mer wëllen errechen, fir dass ee ka préiwien, ob all einzeline vun deene Projeten, déi da proposéiert ginn, tatsächlech zilführend ass.

Wat hei am Plan sectoriel steet, ass eng Unenanerreeung vun all deene Projeten, déi dem Minister Lux wichteg sinn am „mobil 2020“, déi dem Minister Wiseler a senger Ponts-et-Chaussées-Verwaltung wichteg waren an de leschte Joren. Et ass alles dran, wat jee an de leschte 15 Joer iergendeeg gefrot huet. Et mécht ville Leit Freed, et schaaft awer keng Grundlag, fir an den nächste Joren ze handelen. Dat ass mat Sécherheet net de Fall. Déi Ofsprooche feelen, déi Prioriséierung feelen, déi mussen gemaach ginn. Et ass eng Unenanerreeung vun allem, wat iergendeeg gären an deem Plang géif ermëngesinn, lokal, regional wéi national.

(*Interruptions*)

An déi duebel Strategie fir den öffentlechen Transport a fir weiderhin Autobunnen op dräi Spuren ze bauen, déi duebel Strategie, déi mer eis nach konnte leeschte virun der Kris, well finanziell, wéi et geschéngt huet, d'Geld manner eng Roll géif spillen, spéitsens elo, wou mer eis mussen Froe stellen ëm d'Finanzéierbarkeet, net nëmmen fir déi grouss Infrastrukturprojeten, och fir eis Sozialversicherungssystemer, elo, wou déi Froe méi akut ginn, ass d'duebel Strategie definitiv keng Optioun méi. Déi duebel Strategie ass awer nach net aus dese Pläng alleguerten erausgeholl ginn.

» Une voix.- Très bien!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Véierten Defizit: Wéi eng aner Zuele leien dann zugronn? Well zumindest kënnen déi Häre Wiseler a Lux soen, dass se, wann och aler, awer ëmmerhi getuneten Zuelen hunn. Mä wéi eng Zuele leien zugronn beim Plan sectoriel «Activités économiques»?

» M. Aly Jaerling (*Indépendant*).- Wat ass dat, „getuned“?

(*Hilarité*)

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Wéi eng Zuele leien zugronn beim Logement? Wéini sinn déi Zuelen...? Well d'Presentatioun vun deenen Avant-projete vum Minister Boden a vum Minister Krecké, déi ass och schonn eng Kéier reportéiert ginn an der zoustänneger Kommissioun. Déi Avant-projete wiere jo och, wéi et schéngt, iergendwann eng Kéier elo nach virun de Wahlen, dovu gi mer emol aus, um Dësch. Mä mat wéi engen Zuelen hunn déi zwee Ministère geschaff? Huet d'Parlament sech kënnen äusseren? Konnt d'Opinion publique sech e Bild maachen iwwer dat, wat vum Logement a vun der wirtschaftle-

cher Entwécklung ugeduecht ass? D'Äntwert ass Neen! Dat ass d'Äntwert.

Dat ass awer e Problem!

» Une voix.- Jo!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- Wie plangt do wat hei am Land? Wat mécht de Minister Krecké? Wat plangt deen? Wéi eng Wirtschaftsentwécklung plangt deen? Wat plangt de Minister Boden? Deen et jo fäerdeg bruecht huet, e Logementsgesetz ze maachen, ier hie säi Plan sectoriel «Logement» als Avant-projet iergendwann eng Kéier bréngt. Et ass dach d'Welt op der Kopp, déi Reiefolleg do!

» M. Robert Mehlen (ADR).- Den Här Boden huet och näischt fonnt...

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- De Minister Boden, vun deem jo ëmmer gesot gëtt, do wou dee wier, wier Rou, déi Ministère, an deenen de Minister Boden wier, géifen net vill mussen maachen. Déi géifen eng roueg Klatz dréien.

(*Brouhaha*)

Ech mengen net, dass dat stëmmt. De Minister Boden mécht wäit méi, wéi een allgemeng vun him unhëlt. Hie verhënnert! Hie verhënnert! Hien ziit d'Strëppen am Hannergrond, beim Transport! De Plan sectoriel ass ënner anerem esou spéit op den Dësch komm, well et e Minister Boden gëtt,...

» Une voix.- Aha!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.-...deeng eng ganz Partie sektoriell Aspekter Klientelismus aflësse gelooss huet a blockéiert huet, bis déi Saach konnt op den Dësch geluecht ginn.

(*Brouhaha*)

» M. le Président.- Loosst den Här Braz dévloppéieren, wann ech gelift!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- An dat geet monter weider. Och bei de Zones d'activités économiques. Et ass eng kollektiv Schold vun der Regierung. Mä de Minister Boden huet mindestens esou vill Mérite dorunner wéi de Minister Halsdorf, deen de Coordinateur soll sinn, wat net weidergaangen ass. Dat ass awer mindestens gradesou vill dem Minister Boden seng Schold, dee Gesetzer mécht, déi näischt wäerten änneren, iert hie seng Plan-sectorielle mécht!

Dat muss och ee fir alle Mol gesot ginn: Et gëtt ee Verhënnere am Land an deem Dossier hei an der Landesplanung! Dat ass de Minister Boden, dee mat Erfolleg d'Strëppen ziit an et zënter geraumer Zäit fäerdeg bruecht huet lauter eminentem wichteg a sénnvoll Saachen ze verhënnere an zumindest ze retardéieren!

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), *interpellateur*.- De fënneten a leschten Defizit: d'Procédure participative vun de Gemengen. De Programme directeur huet scho ganz am Ufank drop higewisen, dass een och misst eng participativ Démarche hunn, dass also misst vun ënnen erop aus de Gemengen aus de Regiounen eppes eropkomme bei d'Regierung, iert dorausser géife reglementaresch a legal Texter gemaach ginn, déi kéinten an d'Gemengen zrëckflëssen.

Vun där participativer Prozedur ass net méi vill Rescht bliwwen an de leschte Joren. Et ass um Niveau vun interministérielle Gruppe geschaff ginn. Am Vase clos sinn eng Rei spezialiséiert Büroen, deenen hir Aarbecht een net soll kritiséieren. Déi maachen hiren Job. Mä vun der participativer Prozedur, déi vun ënnen erop soll d'Plan-sectoriellen alimentéieren, fir dass dann d'Plan-sectoriellen d'PAGen an d'PAPE kéinten alimentéieren, ass net vill Rescht bliwwen. Et ass eng klasesch „top-down“-Prozedur, déi schlussendlech wäert Rescht bleiwen. D'Gemengen hunn en attendant parallel dozou äifreg a mat vill Opwand un hire Pläng geschaff. Dat ass mat Sécherheet ze bedauern.

Fazit - ech kommen zur Konklusioun, Här President -: e Minister, deen am Hannergrond wierkt, verhënnert villes; eng Regie-

zung, déi offensichtlech kollektiv responsabel ass an insgesamt net genuch zesumme-geschafft huet, fir dass et no zéng Joer Aménagementsgesetz zu vernünftige Plan-sectoriell géif kommen; eng Landesplanung, déi 2009 genee do steet, wou se 1999 stoung. Mir hunn nach ëmmer näischt Legales am Grapp!

Här Halsdorf, et géif mech interesséiere wat Äre Bilan ass vun zéng Joer Landesplanungsgesetz, wéi Dir dat gesitt. Fir eis ass et kloer: Et ass net weidergaange mat zwou Regierungen, déi successiv dru geschafft respektiv net vill dru geschafft hunn. Fir lech, Här Minister Lux an och Här Minister Wiseler: Wivill sinn déi Avant-projeten, déi elo presentéiert gi sinn, tatsächlech wäert? Dat wäerte mer virun de Wahlen net méi kënnen beäntweren. Dat ass kloer. Dat huet Der iwwerbréckt kritt. Dat wäert dann no de Wahlen Ärem Nofolger, wien ëmmer dat ass, müssen am Gräpp leibleiwen, fir da vernünftige Äntwerten ze fannen.

Nach e leschten Input. Trotzdeem en attendant, dass all déi Planungen dann hire Wee bis zum Schluss gemaach hunn, brauch ee fir eng Rei Saache kee Plan sectoriel. Fir Busspuren, Korridoren am Land ze aménagéieren, dee bestehende Verkéier besser iwwerregional un d'Rullen ze kréien, fir Luuchteschaltung mat Bevirrechtigung fir Arrêten, och fir déi Iwwerlandlinne besser ze équipéieren, dofir brauch een am Fong kee Plan sectoriel «Transports». Zumindest solle mer do probéieren esou séier wéi et geet, esou vill wéi et geet a kuerzer Zäit realiséiert ze kréien.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschtenen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den éischten Diskussionsriedner ass den Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut steet den Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» am Mëttelpunkt vun eisen Debatten. Wéi gesot, handelt et sech ëm en Avant-projet, ëm e Plang wat d'Iddi si vum der Regierung respektiv den zoustännige Ministeren. Insgesamt sollen et véier sektoriell Pläng ginn, wouvunner der zwee den 28. Oktober 2008 vun deenen zoustännige Ministeren presentéiert goufen, nämlech de Plan sectoriel «Transports», iwwert dee mer elo debattéieren, an de Plan sectoriel «Paysage».

An der Pipeline ass och nach de Plan sectoriel «Logement» an elo, nodeem jo honnert Gemengen de Pacte «Logement» ënnerschriwwen hunn an domadder d'Gemeinde sech jo festgeluecht hunn, wat se wëlle maachen, wäert et jo och net méi allze laang daueren, bis dann och kann de Plan sectoriel «Logement» kommen. Well d'Leit jo elo wëssen, dass awer och an deenen nächste Joren därerf gewunnt ginn.

Deen aneren, dat ass dee mat vill Spannung erwaarte Plan sectoriel vun den Industriezonen, wou haut de Mëtteg d'Invitation fir den 12. Mäerz am Courrier war, wou an der Kommissioun soll iwwert de Plan sectoriel vun den Industriezone geschwat ginn.

Déi véier Pläng müssen herno wéi en Auerwierk aneneegräifen. Hir Ausrichtung müssen openee passe respektiv ergänzt ginn. Wéi si se ugepasst? Ma ganz einfach, déi Kolleegen, déi sech d'Méi gemaach hunn déi zwee am Moment scho virleidend Plan-sectoriell mateneen ze vergläichen, déi stelle sech eng Partie Froen; esou zum Beispill, wat den Ëmweltminister géint den Transportminister huet. Et stellt een nämlech, wann een dat Ganz matenee vergläicht, fest, dass de Plan sectoriel «Paysage» verschidde Virhaben am Plan sectoriel «Transports» onméiglech mécht.

Ech wëll elo net falsch verstane ginn, déi Hären Transport- an Ëmweltminister. Selbstverständlech soll eis eenzegaarteg Natur a Landschaft erhale bleiwen an déi néideg Zonen ausgewise ginn. Awer wéi schonn agangs gesot, müssen déi verschidde sektoriell Pläng, déi fir mech e Bestandteil vum Landesplanungsgesetz sinn, openeen ofgestëmmt ginn, fir dass se aneneegräifen an en Ensemble, e Ganz bilden. De Mo-

ment ass dat bei deenen zwee Pläng, déi virleien, net zu 100% de Fall.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Plan sectoriel «Paysage» sinn eng Rei vu Kaarten ze fannen. Op deene Kaarten ass ënner anerem Grand ensemble paysager, Zone verte interurbaine, Coupure verte, den Espace d'action paysage urbain an d'Zone d'intégration paysagère ze gesinn. Leet een dann all dës Kaarten iwwereneen, da stellt ee fest, dass ganz grouss Deeler vum Grand-Duché opgedeckt sinn.

Aus der Beschreibung vum Plan sectoriel «Paysage» geet awer guer net kloer ervir wat an deene verschidde Gebidder an Zukunft nach duerf geschéien, ob zum Beispill an all deene Gebidder eppes ka gebaut ginn oder net. Am Text geet nämlech vu Prescriptioun Rieds, déi absolut verbindlech sinn, an awer och vu Recommandatiounen vun deenen Ofweichunge mat enger novollzéibar Begrënnung mat där eventuell eng Bebauung méiglech ass.

Et ass fir mech awer guer net novollzéibar wat dann elo wat ass. Wat ass d'Prescriptioun a wat ass d'Recommandatioun? Ech mengen, dass et do nach kloer ass. Mä et ass jo, wéi gesot, de Moment nëmme en Avant-projet. Ergo stellen ech mer d'Fro wéi am Beräich Transport eppes soll kënnen geplangt ginn, wann net gewosst ass wou d'Strooss oder Zuchlinn ka respektiv dierf verlafen, oder wéi d'Leit wunne ginn a wou mir d'Betriber herno wëllen usiedelen.

Kënnen déi Stroossebau- an Zuchlinnsprojeten, déi am Moment an den Ae vun der Regierung eng héich Prioritéit hunn, mam Plan sectoriel «Paysage» realiséiert ginn, oder gi se duerch dee blockéiert? Duerfir mäin Appel un den Ëmweltminister sech mam Transport- a mam Bauteminister ze concertéieren, well soss leien do vill Projekter, déi d'Land dréngend brauch, brooch.

Här President, wat elo méi prezis de Plan sectoriel «Transports» ubelaangt, esou leien do scho méi laang verschidde Dokumenter vir. De Strategiepabeier „route2020.lu“ aus dem Bauteministère respektiv de Ponts et Chaussées vum Oktober 2003, an den „mobil 2020 - Mobilitéit, déi beweegt“ vum 1. Oktober 2007 respektiv dem Juni 2008, dee jo och all Mënsch am Land a senger Boîte fonnt huet.

Am Regierungsprogramm huet d'CSV/LSAP-Regierung sech kloer fir eng verbessert Mobilitéit ausgeschwat. Souwuel de Persoune- wéi och de Gidderverkéier wäerten an deene kommende Joren ëmmer méi eng wichteg Roll spillen an eng vun eisen Hauptprioritéiten am öffentliche Transport duerstellen.

Och wann et fir de Moment wéinst der ugepaanter wirtschaftlecher Lag verschidde Problemer am Gidderverkéier ginn, esou si mir dach zouversichtlech, dass och de Fret-Beräich an Zukunft säi Bäitrag fir eng verbessert Mobilitéit ka leeschten. Dese Wëllen ass spierbar an och noutwendeg, well vill ze laang huet de Schinneverkéier politesch eng Nieweroll gespilt. Stauen op eise Stroossen, Accidenter op der Strooss an esou weider, alles dat si Beweiser, datt mir net kënnen esou weiderfuere wéi bis elo.

D'CSV entdeckt d'Transportmëttel Eisebunn net nei. Mä mir wäerten d'Eisebunn op, andeems mir en Entwicklungskonzept vun engem regionalen an engem nationale verbesserte Schinnennetz propagéieren. Fir der Schinn allerdéngs eng reell Chance ze ginn, müssen d'Viraussetzunge vun enger fairer Wettbewerbsbedingung geschafe ginn, wat en Ausbau vun eiser Schinneninfrastruktur un den neisten technologeschen Ufuederunge beinhalte. Och wat de Sécherheetsdispositif ubelaangt, därerf a muss alles gemaach ginn, wat technesch méiglech ass.

D'CSV gleeft un d'Eisebunn. Dofir hu mir den Transportminister Lucien Lux ënnerstëtzt bei der Eisebunnstripartite bei der Grënnung vun der CFL Cargo, an och beim Projet „mam Camion op den Zuch“. D'Streck Beetebuerg-Perpignan war e positiven Accent, och wann dat am Moment net alles esou leeft wéi mer eis dat virgestallt hunn. Den IVL huet kloer ënnermauert, dass d'Schinn d'Réckgrat vum öffentlichen Transport duerstellt.

Dräi verschidde Piliere si beim Entwicklungskonzept ze betruechten: den internationalen, den nationalen, dee regionalen respektiv lokalen.

Beim Internationalen, deen eis zwar de Moment manner beschäftegt, ass et awer gutt, dass déi belsch Regierung virun zwee Joer d'Entscheidung betreffend den Eurocap-Rail geholl huet. Déi belsch Sait propagéiert en Timing bis 2014. Dat bedeit konkret fir eis, dass Lëtzebuerg och gläich muss mat den Aarbechten ufänken, fir dass eist Netz och 2014 fäerdeg ass. Net dass eis belsch

Kolleegen nach op eemol virun eis fäerdeg sinn. Dat wëlle mer jo net, well dann hu mer eis alles anescht wéi galant aus der Affär gezunn.

Niewent den Aarbechten um Réseau bedeit dat awer och, dass am gläichen Otemzuch muss eppes gemaach gi wat de Bau vun der Gare Zéisseng ubelaangt. Wann ech dat nach richtig an Erënnerung hunn, soll dat jo och d'Gare si fir den TGV.

D'Ubanne vum Réseau Waasserbëlleg un d'Stad Lëtzebuerg klappt relativ gutt. Wichtig wier awer, dass mer do och e bessere Kontakt mat Däitschland kréien. Déi däitsch Sait huet jo déi lescht Wochen a Méint gesot, dass si bereet wieren do déi néideg Investissementer ze maachen, fir dass och am Kader vun der Groussregioun den öffentliche Transport méi attraktiv gétt.

Wat de Grenzverkéier ubelaangt, esou konnt d'Ubanne u Frankräich a leschter Zäit zwar verbessert ginn, obschonn d'est eng ganz Rei vun negative Répercussiounen am Anhale vun den Horairen am nationale Persounentransport mat sech bruecht huet. Ganz besonnesch concernéiert ass hei déi Escher an déi Diddelenger Streck, wou elo heiansdo Retarden opkommen, andeems den Zuch méi spéit an der Stad ukënnt, wat drop zréckzuféieren ass, well déi franséisch Zich Prioritéit hunn. Mä dat dréit awer net onbedéngt eppes Positives derzou bái, fir d'Leit vu Beetebuerg, Diddeleng an Esch op den öffentlichen Transport ze kréien, wann déi Leit dagdeeglech Retarde sollten hunn.

Déi schwierig Situatioun am öffentliche Grenzverkéier schwätzt allerdéngs - an ech hunn et elo just erkläert - net grad fir den öffentlichen Transport vun de Frontalieren. Hei wier et un der Zäit eng ganz Rei Efforten ze maachen, andeems mer de Service Schinn fir déi vill potenziell Clienten, déi vill Frontalieren an och d'Résidenten, déi mer do hunn, an alle Facetten däitlech maachen an derfir suergen, dass d'Schinn un Attraktivitéit gewénnt. Mir müssen de Leit Argumente ginn, fir op de Service vum öffentlichen Transport zréckzegräifen.

Déi nei Buslinnen, déi am Grenzverkéier agefouert goufe respektiv nach agefouert solle ginn, si sécherlech net schlecht. Awer wann d'Leit mam Bus am Stau stinn, dann interesséiert et se och net méi laang mam Bus ze kommen, well et mécht keen Ennerscheid, fir am Bus oder am Auto am Stau ze stoen. D'Iddi de Bus iwwert d'Standspuren fuere ze loosse, ass sécherlech net falsch, stellt awer eng Partie vu Froen: Wéi ass et mat der Breet vun de Standspuren? Wat geschitt bei de Brécken? A wéi ass et generell mat der Sécherheet? Sinn eis augenblécklech Autobunninfrastrukturen och dofir konzipiéiert?

Fir eis als CSV ass et wichteg an noutwendeg, dass am Grenzgebitt grouss Parkinge sinn, wou d'Leit op d'Schinn kënnen kommen. Dat alles ass bekannt a schonn oft gesot ginn, mä um Terrain nach leider net realiséiert ginn.

Och am Nationale setzt d'CSV sech fir d'Realisatioun vu gréisseren Opfangparkingen am ganze Land an. Dat heescht, op deene verschidde CFL-Knuetpunkten, wou grouss Garé sinn, müssen och déi néideg Parkinge bestoen. Mir stelle jo a verschidde Gemengen fest - an déi erliwien dat Dag fir Dag -, dass d'Leit Schwierigkeeten hu Parkplazen ze fannen. A wann ee bis ugefaangen huet, ronderëm d'Gare ze fuere an et fënn ee keng Parkplaz, da setzt ee sech an den Auto a kënnt direkt an d'Stad. Dofir ass et wichteg, dass mir déi Opfangparkinge op de Knuetpunkte kréien.

Eng weider Méiglechkeet wier et déi lokal Garen op verschidde Plazen am Land auszebauen an domadder och déi eenzel Regiounen ze valoriséieren. Fir en effikassen öffentlichen Transport suggéiert d'CSV also d'Schafe vu lokale Sammelpunkte respektiv, wéi am IVL virgesinn, grouss Opfangparkinge laanscht den Eisebunnsméiere.

Hei müssen den RGTR-Transport mat de CFL, de Privatbussen an och deenen aneren öffentlichen Ubidder aneneegräifen. Wéi en Zännrad an enger Auer muss dat klappen. Well nëmme esou kënnen mir en optimale Service um Client garantéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass awer dofir och wichteg, dass an en zukunftsorientéiert CFL-Konzept investéiert gétt an dass mir e schnellen, pünktlechen, komfortabelen, modernen a fiabele Persounentransport iwwert d'Schinn kréien. Vun deenen zentralgeleeenen Achse wéi Waasserbëlleg, Nordstad, Stengefort, Péiteng, Diddeleng an Esch muss den Transfer an d'Stad méi séier ginn. Et ass och wichteg, datt déi Achsen eng mat där anerer verbonne ginn. Eng reell

Interconnexioun vun deenen einzelnen Achse muss d'Zil sinn.

Erlaabt mer och an deem Kontext - et huet zwar elo net direkt eppes mat deenen Achsen ze dinn - nach op dee Problem hinzeweisen, wat d'Zweegleisegkeet ubelaangt vun der Nordstad an d'Spëtz vun eiem Land. Do ass de Problem bedéngt duerch de Bierdener Tunnel. Et ass awer menger Meinung no keen Hindernis, wann ee kuckt wéi entwéckelt, zum Beispill an der Schwäiz, den Tunnelbau am Beräich vun der Eisebunn mëttlerweil ass.

Mä et wier och do wichteg, dass ee laangfristeg iwwer Léisungen nodenkt. Loosst eis also keng Zäit verléieren, andeems mer folgende Projekte konstruktiv ënnerstëtzen. D'Realisatioun - an et ass schonn amgaang, d'Ubanne vun der Gare op de Findel; den Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg op Péiteng; den Ausbau vum Fentenger Dräieck; de Bau vum neie Viaduc Polvermillen; an d'Realisatioun vun enger neier Streck Esch-Lëtzebuerg, déi wichteg ass éischters fir d'Leit vun Esch, awer och nach gläichzäiteg wichteg ass fir d'Rockhal vun den Industriebroochen Esch-Belval, déi jo och eng grouss Prioritéit spillen.

Och muss een an deem Kontext nach eemol iwwert d'Tracéierung vu Lëtzebuerg-Esch diskutéieren. Well wann den Tracé esou géif kommen, wéi den Transportminister e virgestallt huet, da muss een och iwwert de Kaméidi vum Escher Viaduc schwätzen, fir emol nëmme deen ze nennen. Ob dat mam Aktiounsplang géint Kaméidi iwwerenee klappt, woen ech ze bezweiwelen. Ech perséinlech sinn där Meinung, dass den Tracé ouni Ëmweeër direkt op Belval muss féieren.

Fir d'CSV ass et wichteg, dass déi Hauptachsen Nordstad, Lëtzebuerg, Diddeleng, Esch eng grouss Prioritéit kréien, an dat zesumme mat der Realisatioun vun de Gares périphériques Kierchbiereg, Houwald, Zéisseng, fir dass mir en attraktiven öffentlichen Transport kréien. Ouni déi Realisatioun erreeche mer deen ugestrieffen „modal split“ net. Wann een d'Aktivitéit vum TICE am Süde kuckt an een elo weess, dass d'Nordstad amgaangen ass en neit eenheetlech Transportkonzept auszeschaffen, ass dann och ze hoffen, dass déi Verdeelung tipp-topp klappt.

Bei allen technesche Moderniséierung muss de Mënsch a senger Aarbechtsplaz och am Vierdergrond stoen. D'est setzt allerdéngs viraus, dass d'CFL och an Zukunft weiderhi genuch motivéiert a qualifizéiert Personal huet a fënn.

E weideren Aspekt ass den Accueil an den Encadrement vum Client. De Facteur Sécherheet vum Client an och vum Personal muss eng absolut Prioritéit kréien. Leider ass et net seelen, dass Leit an eisen öffentliche Gefierer ëmmer erëm an ëmmer erëm aggresséiert a bedrot ginn. Vu dass den Effektiv vum eiser Police déser Entwécklung net ka Rechnung droen, ass et awer wichteg deem entgéintzewierken doduerch, dass méi Personal an deenen eenzelen öffentlichen Linne present ass an domadder d'Sécherheet an de Schutz vum Client wéi och vum Personal garantéiert ass.

Haut huet een an enger franséischer hei a Lëtzebuerg usässiger Gratispress gelies, dass och d'Frëndlechkeet net grad géif zur Attraktivitéit bäidroen. Ech mengen och do - wann dat och elo sécherlech en Eenzelfall ass, ech wëll d'Leit net all an een Dëppe geheien - ass et awer wichteg, dass een doran investéiert.

Et ass awer och wichteg, dass ee sech bei der Eisebunn mat der Ëmsetzung vun de Chantiere Gedanke mécht. All Mënsch weess, wou geschafft gétt, fale Spéin an et gétt Knascht an de Komfort vum Passagéier a vum Personal leit drënner. Bei där dréngend noutwendeger Renovéierung vun der Gare Lëtzebuerg ginn ech an och vill aner Leit d'Gefill net lass, dass déi awer net grad ganz gutt organiséiert ass.

An der Spezialkommissioun „Crise économique“ huet ee vun den Experte gesot, dass d'Organisatioun vum Chantier op der Gare alles anescht wéi gutt wier an dass dat net grad zum Image vum Standuert Lëtzebuerg bäidréit. Dat krut ech iwwerens scho méi dacks vu regelméissegen Zuchfuere bestätegt.

E klengt Beispill. Wann een aus der Stad an den TGV oder soss en Zuch klëmmt an et dann och nach reent, ass et op verschidde Plaze schwéier, dréchen a propper virun d'Gare ze kommen. Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass vill Leit den TGV eréischt zu Metz respektiv zu Thionville huelen oder erauskomme wéinst der Organisatioun vum Chantier Gare Lëtzebuerg. Dann ass et besser et brauch een e bësse méi laang mam Chantier an et organiséiert een dat anescht,



well dat doten ass keng Reklamm, weder fir eis Land nach fir eis Hauptstadt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den öffentliche Transport spillt awer net nëmme op der Schinn eng Roll, mä och op der Strooss. Well de Gros vum öffentliche Transport leeft mat de Busse op der Strooss. 80% vum de Clientë vum öffentlichen Transport, dat sinn eng ronn 200.000 Leit, ginn all Dag mam Bus iwwert d'Strooss transportéiert. Och dofir ass et wichteg, dass mir nach méi eng performant Stroosseninfrastruktur kréien.

D'CSV wiert sech géint déi Behauptung „Schinn oder Strooss“. Et kann nëmme a Matenee ginn. Mir brauchen dofir och an Zukunft nei Stroossen. Dat ass elo net d'Thema vun der Debatt, mä de Programm vum Bauminister Claude Wiseler geet ganz kloer an déi richteg Richtung.

► **Plusieurs voix.** - Oohhhh!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Och wéi déi bei de Stroossebauprojekter d'äerfe mir de Verkéier aus der Groussregioun net vergiesen.

► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ass dat, well den Här Boden amgang ass ze bremsen?

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Den Ausbau vun der Diddelenger Autobunn op dräi Spuren ass méi wéi noutwendeg. Mir begréissen och ausdrécklech d'Entscheidung vun der Regierung, fir sech op franséischer Säit mat 6 Milliounen ze bedeelegen, dass mer d'Liaison Micheville kënne weiderféieren.

(*Interruption*)

Et bréngt näischt, wa mir bei eis am Land flott a breet Stroossen hunn, déi op eemol an engem Nollach endegen, wéi mer et um Rond-point Belval - bis d'Liaison fäerdeg ass - respektiv zu Helleng betreffend d'Saarautobunn an zu Eilereng betreffend d'Collectrice du Sud daagan an daagaus erliwien. Och gëschter ass jo do nach e weidert Nollach an Ugrëff geholl ginn do-duerch, dass den Tunnel vun der Nordstrooss elo och an d'Attack kéint.

(*Interruptions diverses*)

Duerfir ass et och wichteg, dass elo déi noutwendeg Moosname geholl ginn, fir dës Problemer ze behiewen.

(*Interruptions*)

► **M. le Président.** - Här Spautz, loosst lech net d'uerjernee maachen. Schwätzt roueg weider.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, Här President. Och bei der Planung vun den Autobunnen a Stroossen d'äerf d'Natur an dat natierlecht Émfeld net vergiess ginn. Ech erënneren un déi rezent Iwwerschwemmungen op der Autobunn zu Féiz, wou de Minister awer gesot huet, dass se dat wäerten analyséieren.

Och ass et wichteg am Sënn vun enger méi grousser Liewensqualität, déi verschidden Emgehungsstroossen an Ugrëff ze huelen, déi scho laang an der Diskussioun sinn. A verschiddenen Uertschaften am Land sinn de Smog an de Kaméidi esou grouss ginn, dass elo déi Contournementer, iwwert déi mer scho säit Jorzéngte schwätzen, an Ugrëff geholl musse ginn.

► **Une voix.** - Aha!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Fir d'CSV si souwuel déi Projekter am Stroossebau wéi am Schinnebau, esou wéi se am PSD enthalte sinn, noutwendeg. Awer et géllt do Prioritéiten ze definéieren. Wichteg ass et awer, dass een och déi finanziell Situatioun net aus den Ae verléiert, virun allem an deene wirtschaftlech schwéieren Zäiten, wéi mer se am Moment erliwien.

Ech wëll mer dann och erlaben ze soen, wa mer vum Finanzielle schwätzen, da misste mer och emol eng Kéier beim Tram net ëmmer nëmme iwwert den Tracé schwätzen, mä och emol doriwwer kucken, wat de Käschtepunkt ass, wat bis elo am Käschtepunkt mat dran ass. Wat ass de Käschtepunkt vun de Schinnen?

(*Interruption*)

Wat ass de Käschtepunkt vun der Bréck? Sinn déi Brécke breet genuch?

(*Interruptions*)

Wéi ass et mam Fuermaterial? Wou soll dat Fuermaterial stoe kommen? Wéi gétt dat Fuermaterial gewart? Wéi ass mat den Infrastrukturen?

(*Interruptions*)

► **M. le Président.** - Här Bettel, wann ech gelift!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här Bettel, ech hunn net gesot, ech wier dergéint. Ech hu Froe gestallt a ginn dervun aus, dass ech déi néideg Äntwerte wäert kréien. Duerfir ass jo déi Debatt.

(*Interruption*)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dir fänkt u wéi d'ADR: Deen ee seet Jo, deen anere seet Neen an deen aneren enthält sech.

► **Une voix.** - Wat heescht „Dir fänkt un?...“

(*Interruptions*)

► **M. le Président.** - Här Spautz, schwätzt weider, wann ech gelift.

► **Une voix.** - Egal wat!

(*Hilarité*)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - All Meter Strooss an all Meter Gleis kascht. Mir d'äerfe bei deem Konzept déi finanziell Aspekter net aus den Ae verléieren. Et ass awer och noutwendeg fir eis Wirtschaft, dass mer déi néideg Stroossen a Schinnen an Infrastrukturen schafen. Well nëmme mat uerdentleche Schinnen an enger uerdentlecher Stroosseninfrastruktur ass et sécher, dass eis Kanner och an Zukunft nach Aarbechtsplaze fannen. Et ass och wichteg, dass mer déi Zonen an déi Regione vum Land kënnen entwéckelen, fir dass all Mënsch ka profitéieren vun deem Wuelstand, deen hei zu Lëtzebuerg déi lescht 50 Joer erschafft ginn ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger. Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter hate mer eng Debatt iwwert d'Nohaltegkeet hei an der Chamber, méi spezifesch iwwert d'Finanzen. Wa mer haut iwwert d'Mobilitéit debattéieren, dann touchéiere mer hei eng aner vun deene kruziale Froe vun der nohalteger Entwécklung vun eisem Land, well d'Transportaspekter hei eng essenziell Wichtegkeet hunn.

Dës Interpellatioun gétt eis d'Geleeënheet fir e Bilan ze maache vum Transportminister, mä awer och vun anere Minister, dem Bauminister an och insgesamt der Regierung, besonnesch am Beräich vun der nohalteger Landesplanung.

Ech wëllt och als Aféierung nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Plans sectoriels jo op dem IVL baséieren. Beim integrative Verkéiers- a Landesplanungskonzept steet jo och net fir näischt den Term „Verkéier“ am Vierdergrond.

Ech muss awer dem Här Braz soen, dass 2004 dat Dokument, un deem eng ganz Rei zoustänneg Ministère bedeelegt waren, fäerdeg war an och e relativ grouss Konsens hei an der Chamber fonnt hat.

Den IVL war e Fahrplang fir d'Landesplanung hei zu Lëtzebuerg ze gestalten. Et sollte jo véier verschidde sektoriell Pläng - Ensembles paysagers, Transport, Logement a Zones d'activités - also dann dësen IVL konkret a Musek ëmsetzen. Déi Plans sectoriels sollten d'Häerzstück si vun der integrativer Landesplanung. Déi Pläng sollten am Fong geholl den „fine-tuning“ maachen, den Detail, fir dann herno dat konkret um Terrain kënnen ëmzesetzen.

Déi véier Plans sectoriels sinn och bei der Regierungsbildung 2004 net a Fro gestallt ginn. Et hätt ee sech jo da kënnen virstellen, dass, wann een d'Nohaltegkeet an den IVL eescht geholl hätt, dann d'Regierung direkt un d'Aarbecht gaange wier respektiv mat der Aarbecht weidergewier, ëmsou méi och schonn eng Rei Viraarbechte gemaach gi waren. Ech denken hei zum Beispill un de Plan sectoriel «Ensembles paysagers», vun deem ech deemools a menger Fonctioun als Statssekretär schonn d'Prozedur lancéiert hat a wou eng Rei Kaarten ofgeschloss waren, déi also fäerdeg um Dësch louchen.

Ech mengen, och mat „mobilitéit.lu“ louch eng zolidd Aarbecht do, déi jo och elo fënnf Joer duerno net an der Poubelle gelant ass, mä au contraire am Endeffekt och als Basis gedéngt huet fir de Plan sectoriel an och zu engem groussen Deel iwwerholl ginn ass.

Wann een dann noliest, 2004, do wollt jo och d'Regierung Neel mat Käpp maachen an deem Dossier. Ech zitieren aus dem Accord gouvernemental vun 2004, wou mindestens siwemol Referenz op déi verschidde Plans sectoriels gemaach gétt, ënner anerem Sait 18: «Le plan sectoriel „Logement“ sera finalisé dans les meilleurs délais.» Nozeliesen op der Sait 18.

Nach een anere Plan sectoriel vläicht, deen eis haut de Mëtteg e bësse méi interesséiert. Sait 79 steet do: «Le Gouvernement accordera dans le contexte de la gestion du trafic une priorité à l'établissement du Plan sectoriel „Transports“.»

Elo fënnf Joer méi spéit musse mer ee Constat maachen: Haut, 2009, leien nach ëmmer net all déi véier Pläng vir. Hei si fënnf Joer verluer gaangen an et bleift weider näischt wéi e kollektiven Échec vun der Regierung an esou engem eminent wichtige Dossier fir d'Zukunft vun eisem Land feststellen. Ech kann do wierklech nëmme deem zoustëmmen, wat den Interpellant, de Félix Braz, dozou gesot huet.

An et si jo och souguer eminent Membere vun dëser Regierung, déi ongeféier deeselwechte Bilan zéien. Well, wann een zum Beispill de Wirtschaftsminister héiert, wat hien de leschte Méindeg op enger Table ronde gesot huet, déi d'Zeitung „woxx“ organiséiert hat, dann huet hie relativ éierlech och agestanen, dass hei ënnert dem Stréch net ganz vill gemaach gi wier.

Mir hunn elo zwee Pläng, déi hei virleien, déi bis elo ausgeschafft gi sinn, déi och presentéiert gi sinn, mä mat enormer Verspéidung. An et kann ee sech froen, ob dat Ganz net einfach en Exercice de style war, well domadder ass jo nach kaum eppes Konkretes um Terrain ëmgesat. Se sinn emol leedeglech virgestallt ginn, an haut hu mer dann och opgrond vun enger Initiative vun engem Parlamentarier d'Geleeënheet, fir hei doriwwer ze diskutéieren.

Et muss ee sech och d'Fro stellen iwwert de Wäert vun dësen zwee Pläng, déi elo virleien, well se jo nëmme kënnen Bestand hunn, wann ee se am Gesamtkontext gesäit respektiv wann ee gesäit, wéi sech déi eng an déi aner afügen. Well jo d'Haaptiddi beim IVL dat Integratiivt gewiescht ass, dat vernetzt Denken an Handelen, dat do am Vierdergrond stoung.

Et feelen nach ëmmer zwee wichteg Plans sectoriels, dee vum Logement an dee vun de Zones d'activités. Ouni déi Pläng kann ee sech kee Gesamtbild maachen an och net am Endeffekt déi virleied Pläng adequat beuerteelen.

Ech fannen, hei huet d'Chamber awer och e Recht fir Erklärungen ze kréien, firwat nach ëmmer net all déi Pläng virleien, firwat d'Regierung hei net hir Aarbecht gemaach huet no fënnf Joer. Et gouf schonn e puer Mol annoncéiert, dass déi eng oder aner Versiounen fäerdeg wieren. Et ware scho Kommissiounssitzungen aberuff ginn. Ech mengen, d'Pressekonferenze ware scho praktesch am Rullen, an da sinn ëmmer nees erëm am leschte Moment déi Réuniounen ofgeblose ginn.

Et schéngt hei, dass innerhalb vun der Regierung kee Konsens a verschidde wichtige Froen do schéngt ze sinn an dass sech ëmmer ee queesch stellt. An ëmmer erëm fällt do den Numm vum Mëtzelstands- a Logementsminister Fernand Boden.

Bon, egal, d'Resultat ass, dass dës Regierung an der Landesplanung net virukomm ass an dass haut den IVL nach just e Pabeiertiger ass. An ech mengen, den Innenminister huet dat jo selwer virun e puer Woche gesot. En huet den IVL selwer als Pabeiertiger bezechent.

Et ass keng Prioritéit fir dës Regierung an et wäert wahrscheinlech och ni eng méi ginn. D'Saach leeft der Regierung fort, well et ass jo esou, dass d'Realitéit am Fong geholl lues a lues dat iwwerhëlt, wat mer viru véier, fënnf, sechs Joer geduecht a geplangt hunn, well eben do aner Zeeenarië sech opdrängen, well mer an der Zwëschenzäit net virukomm si mat enger ganzer Rei Projeten.

Mir haten deemools déi Diskussioun, an den IVL war eng Basis, fir déi Diskussioun ze féieren: Wëlle mer hei zu Lëtzebuerg en Awunnerzeenario oder wëlle mer e Pendlerzeenario?

Haut ass am Fong keng vun deenen zwou Optioune méi esou richtig aktuell. Wat een op eise Stroosse ka gesinn, dat ass, dass de Pendlerzeenario amgang ass sech duerchzusetzen, mä mat wat fir enge Chifferen, mat wat fir engen Donnéeën, dat kënnen mer och net genau soen.

Här President, ech wollt dës méi generell Remarquen zu de Plans sectoriels maachen, well se noutwendeg ware fir de ganze Kontext ze gesinn, ier ech mech da méi spezifesch mat deem Plang vum Transport, deen eben haut um Ordre du jour steet, ausenanersetzen.

De Plan sectoriel «Transports» ass zwar elo virgestallt, mä och hei muss ee bemängelen, dass dat awer nach iwwer véier Joer gebraucht huet fir finaliséiert ze ginn. Dobäi ware jo schonn eng Rei Viraarbechte gemaach. E baut ënner anerem op „mobili-

téit.lu“ op. Et sinn net onbedingt nei Pisten ugeduecht ginn. Dat huet och vläicht net misse sinn. Dat schwätzt also fir déi Aarbecht, déi schonn do virloung. Et ass am Fong geholl éischer hei, wéi et och scho virdru gesot ginn ass, eng Opléschung vun enger ganzer Rei, engem ganze Koup vun Infrastrukturprojeten, déi u sech och ouni Plan sectoriel net esou a Fro gestallt ginn, fir déi am Fong geholl e Konsens do ass. Och an der Regierungserklärung stinn ouni Plans sectoriels verschidde Projeten dran, déi einfach eng Wichtegkeet hunn, fir dass mer do virukommen.

Do muss een einfach feststellen, dass awer an deene leschte véier, fënnf Joer um Terrain net ganz vill Konkretes ëmgesat ginn ass. Do, wou eppes geschitt ass, zum Beispill déi eng oder aner Kéier dat punktuell Aféiere vun neuem Material, dat presentéiert ginn ass, eng nei TGVs-Verbannung - déi mer natierlech begréissen - vu Lëtzebuerg op Paräis, dat ware Saachen, déi schonn am Tube waren, fir déi d'Jaloné schonn an deene Jore virdru gesat gi waren, fir déi och d'Investissementer schonn an déi Richtung blockéiert oder reservéiert gi waren.

Wahrscheinlech wäert herno den Här Lux heihinner kommen a soen, dass awer an dëser Period nach ni esou vill investéiert ginn ass an d'Schinn wéi an deene leschte fënnf Joer. Dat huet en och virun zwee Deeg bei dem 40. Anniversaire vum Mouvement écologique gesot.

Ech sinn da gespaant dorop, dass en emol eng Kéier genau de Listing mécht vun deem, wat da wierklech nei elo geplangt ginn ass respektiv wat nei och budgetiséiert ginn ass, wat net scho säit laangem geplangt war respektiv wat och scho säit laangem am Fonds du rail virgesi war.

Här President, wa mer d'Problematik Transport hei zu Lëtzebuerg analyséieren, da komme mer net laanscht e puer Feststellungen. Den Transport an d'Mobilitéit sinn d'Schlësselement an der Fro vum Klimaschutz. Dat géllt souwuel global op der ganzer Welt, mä och besonnesch hei zu Lëtzebuerg. Wa mer kucken och am Kader vun der Kyoto-Bilanz respektiv an deem Dossier vun eisen Engagementer par rapport zu Kyoto, da mierke mer, dass do ëmmer den Hauptproblem den Trafic ass, dee groussen Trafic, dee mer hei bei eis zu Lëtzebuerg op de Stroossen hunn, deen zum Deel bedéngt ass duerch inländeschen Trafic, mä och zu engem Deel duerch Trafic vun Transfrontaliere respektiv vum Transitverkéier.

Et ass also noutwendeg, vu dass dat ee vun den Hauptproblemer ass fir de Klimaschutz a fir d'Nohaltegkeet, dass mer hei all Effort maache fir den öffentliche Transport, dass mer d'Leit vun der Strooss op den öffentlichen Transport - op de Bus an op d'Schinn - eriwuerkréien.

Iwwert den „modal split“ vu 25 zu 75% hu mer och scho laang diskutéiert. Deen ass net a Fro gestallt, och net hei an deem Plan sectoriel an och net am Regierungssaccord, mä mer mussen awer feststellen, dass mer nach e gutt Stéck vun deem Zil ewech sinn. Mëttlerweil soen awer och déi eng oder aner, fir eis Ziler ze errechen am Beräich Kyoto, géif dat net duergoen. Déi eng oder aner Experté soe schonn, dass mer mindestens missten op 30 zu 70% kommen.

En anere Punkt oder eng aner Remarque zu der ganzer Problematik Transport an Transportorganisatioun ass déi, dass mer och musse wëssen, dass ee muss d'Mobilitéit am ganze Land verbessern, net nëmme punktuell, an dass hei natierlech souwuel de Stat wéi awer och d'Gemenge gefuerdert sinn an hir Verantwortung musse iwwerhuelen. Ee vun den Hauptproblemer ass bei eis hei dee vun den deegleche Fluxé vun de Frontalieren. Laut deene Chifferen, déi ech hunn, déi awer vläicht net méi aktuell sinn, sinn dat der ronn 150.000, déi all Dag iwwer eis Stroosse bei eis schaffe kommen. Vill fuere der eben iwwert d'Strooss, well d'Eisebunn respektiv eisen öffentlichen Transport net optimal outilléiert sinn, fir hei eng attraktiv Alternativ unzobidden.

Dat huet domadder ze dinn, dass et zum Deel u Capacitéite feelt, un Infrastrukturen a schlussendlech och zum Beispill u ganz banale Saachen, wéi dass ee genuch Fuermaterial huet, wat jo och dann nëmme am Drëpsrhythmus - géif ech bal soen - bestallt

gëtt. A wann ee weess, wéi d'Délaië sinn do - vun deem Moment, wou een esou eng Maschinn oder e Wagon bestellt, bis dass e geliwert gëtt, ginn oft zwee, dräi Joer an d'Land -, dann heescht dat, do misst een also vill méi proaktiv schaffen.

Nieft dësem Infrastrukturellen ass et awer och ganz wichteg an deem Kontext, dass een eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht a Kooperatioun muss weiderdriewen. Et dierf net sinn, dass mer hei bis un d'Grenz denken. Et ass noutwendeg an där Logik, dass mer an der Groussregioun denken. Déi Problemer, déi mer hu mat de Fluxë vun de Frontalieren, kënnen nëmmen eng Chance hunn, geléist ze ginn, wann een an der Groussregioun souzesoe bis bei d'Hausdier vun den eenzelne Frontalieren den öffentliche Transport denkt, plangt an dann och ëmsetzt.

An och hei hätte mer eis gewünscht, dass do méi Initiative geholl gi wieren an de leschte Joren. Sécherlech ass dat net nëmmen en Défi vun der lëtzebuergescher Säit, do mussen och d'Nopere schaffen. An der rezenter Vergaangenheet hu mer jo gesinn déi Schwierigkeiten, déi mer mat der däitscher Säit hunn. Et wäert sécherlech wierklech schwéier ginn - ech soen net onméiglech -, fir dass zum Beispill a Richtung Däitschland den Zuch hei eng kéier kéint e seriöse Konkurrent gi par rapport zu de Stroossen.

Mä a Frankräich, vu wou am Fong geholl déi meeschte Frontaliere kommen, ass awer och ganz weineg Initiatiiv an de leschte Jore vun Transportminister un den Dag geluecht ginn. Jo, elo wäert den Här Lux herno soen, do ass jo awer elo de SMOT, de Schéma de mobilité transfrontalière...

#### (Interruption)

...annonciéiert ginn.

Jo, de SMOT wäert en dann also ernimmen. An och de SMOT ass bis elo nëmmen eng eidel Coquille. De SMOT kéint een de Moment och am Fong geholl esou nennen: RAS - rien à signaler. An och de Mouvement écologique seet dat, fir aus hirem Dokument ze zitieren, dat mer viru e puer Deeg zougesecht kruten, wou eng ganz flott an interessant Analys dran ass, an ech wäert nach e puer Mol op dat Dokument zréckkommen. De Mouvement écologique seet och am Kontext vun der Zesummenaarbecht respektiv vu Konzepter, déi grenziwwerschreidend am öffentliche Transport sinn: „Die getroffenen Maßnahmen stehen in keinem Verhältnis zu den Erfordernissen.“

Wat elo déi verschidde Schinneprojeten ubelaangt, déi am Plang drastinn - ech hunn et scho gesot -, deene kënnen mer zoustëmmen. Dat war e Konsens. Mir hätten am Fong geholl net e Plan sectoriel gebraucht.

Wat eben ze bemängelen ass, dass ass, dass verschidde Projeten, déi och méi speziell am Regierungsaccord drastoungen, net resolut an Ugrëff geholl gi sinn. Dat géllt besonnesch fir déi Linn, den Dédoublement vu Lëtzebuerg op Péteng, fir déi um Terrain nach kee Bagger gerullt ass. Et gëtt eng Rei Ursaache sécher dofir, vun de Prozedure bis hin zu de politeschen Incentiven, déi do mussen geluecht ginn, mä mir kéinten eis wierklech am Ausland do awer emol e Beispill huelen. Wann ee gesäit, dass a Frankräich en TGV Est praktesch a véier, fénnef Joer geplangt a gebaut ginn ass, da si mir dovunner wäit ewech.

Ech mengen, datselwecht géllt och nach fir déi Linn Lëtzebuerg/Esch, wou och de Moment emol vill geplangt a studéiert gëtt, a wou ee sech och d'Fro muss stellen - an ech mengen, virdrun hat och den Här Spautz déi scho kuerz ugerass -, dass ass, wann ee gesäit wéi de Site Belval oder Esch/Belval sech dévéléppéiert, muss ee sech d'Fro stellen, ob et net vläicht am Endeffekt méi sénnvoll wier, eng direkt Linn vun deem Site an d'Stad ze bauen, vun de Frichen direkt an d'Stad ze bauen.

Bon, wann ee kuckt, déi Linn vun Esch, déi de Moment geplangt ass mat enger ganzer Rei Arrêten an deenen eenzelnen Uertschaften, déi riskéiert herno mat deenen Arrêtet vill Zäitverloscht ze hunn. Dat heescht, et riskéiert, dass een, wann ee wéinstens endlech eng kéier bis déi Linn a Betrib hätt,

da kéint déi vläicht méi lues sinn, wéi wann ee wéi haut iwwer Beetebuerg fiert.

Ech weess awer do net, ob een do kann e Konsens fannen zum Beispill mat der Buergermeeschtesch vun Esch oder och aneren Buergermeeschteren, déi do laanscht dee geplangten Tracé regéieren - fir et emol esou ze soen. Et wier awer gutt, wann herno de Minister eis och géif soen, wéi hien zu deenen Iddië steet, an op där anerer Säit awer och géif soen, wéini dann elo konkret d'Ëmsetzung an Ugrëff geholl gëtt vun deene verschiddene Linnen.

Et wier och gutt ze wëssen, wéi et zum Beispill mat der Verbesserung vun engem anere Plang ass. Ech denken do insbesonnesch un déi Linn Lëtzebuerg/Beetebuerg. An dat ass jo och de Problem oder respektiv ass dat och e Kritikpunkt an deem ganze Plan sectoriel, dass eng Rei Projeten opgeluecht sinn, mat deenen ee kann d'accord sinn, mä et besteet awer trotzdeem e grouse Flou, fir net méi ze soen, fir kloer Datumen ze fannen, kloer Échéancen, kloer Terminer, wéini dann déi Projete solle fäerdeg si respektiv wéini se iwwerhaupt ugefaange gi sinn.

Sécher kritt een déi eng oder aner kéier gesot: All déi Investissementer, alles dat, wat Der wëllt an de Schinne maachen, dat kascht enorm vill. Jo, mä dat ass e Choix, deen ee muss maachen; dass ass e politesche Choix am Sënn vun der Nohaltegkeet. Mä et muss een awer och wëssen, dass déi grouss Investissementer op där anerer Säit herno vill Käschte wäerte spueren. Wa mer et fäerdeg bréngen, Schinnen ze bauen an domadder d'Leit vun der Strooss erofzékriegen, kënnen mer herno eventuell ganz vill spueren am Beräich vun eisen Engagementer vu Kyoto, kënnen mer vill spueren am Beräich vun den Ëmweltschied, déi de Personenträif hautdësdags verursaacht.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, besonnesch elo an dësem Kontext, wou mer vill vu Konjunkturprogrammer schwätzen, dass ee jo grad hei am Schinnentransport, am Schinneverkéier ganz vill ka maachen. An dass een also hei och sollt kucken, Saache virzoprogrammieren, fir eben da kënnen déi Konjunkturprogrammer ze lancéieren. Dass ass am Endeffekt am Intérêt vu jiddwengem, fir d'Ëmwelt, fir den öffentliche Transport, fir d'Entreprise, fir d'Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg.

Esou oder esou wäerte mer awer nach misse eng Zäit op déi éischt nei Schinne waarden. En attendant mussen mer kucken, dass den Zuch seng Attraktivitéit ka voll ausspillen. Dass heescht, souguer wat de Komfort ubelaangt. An do ass et wichteg, dass net nëmmen den Zuch selwer, mä och zum Beispill d'Gare optimal a komfortabel ëquippéiert sinn. Ech ka mech och nëmmen deem uschléissen, dass et net an der Rei ass, dass eis Gare hei zu Lëtzebuerg schon esou laang en eenzege Chantier ass. Do mussen mer kucken, dass mer endlech fäerdeg ginn. De Komfort huet och mat den Tariffer ze dinn.

Vill Leit hate sech jo 2004 mat der LSAP erwaart, dass den öffentliche Transport géif gratis ginn, dass mer da géifen en Usturm op den öffentliche Transport kriegen. Mä leider, leider huet de Lucien Lux dat net ugepaakt respektiv krut sech do net duerchgesat.

Mir müssen och weiderhi verstärkt d'öffentlech Mobilitéit mat de Buslinne verbessern, besonnesch am ländleche Raum. Hei ass viles a Bewegung. Dass ass gutt esou. Dass muss een esou gesinn. De Bus ass méi souple. Do kann ee wierklech méi individuell drop reagieren. Hei sinn eng ganz Rei Initiativen, déi een elo net brauch opzezielen, déi souwuel an de Gemenge wéi an de Regione lafen. Hei gesäit ee jo wierklech, dass haaptsächlech d'Fro vun dem Takt a vun der Flexibilitéit immens wichteg ass, fir dass esou Busse grouse Succès hunn.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Wëllt Der nach méi Bussen eidel iwwert d'Land schécken?

» M. Eugène Berger (DP). - Neen, Här Mehlen, mir wëllen net méi Bussen iwwert d'Land schécken.

» M. Robert Mehlen (ADR). - Eidel!

» M. Eugène Berger (DP). - Net eidel! Ech hunn eben elo grad gesot, dass ass eng Saach vun dem Takt a vun der Flexibilitéit, déi do immens wichteg sinn. Dass ass am Fong geholl sur demande oder on demand; wéi een dat haut beim Video huet, muss een dat och am Endeffekt bei deene Bussen an Zukunft organisieren.

E kuerzt Wuert, wat de Fret ubelaangt, bleiwe mer hei am Plan sectoriel «Transports» géif ech soen an enger embryonari-

rer Phas. Bon, zu Lëtzebuerg si sécher Potenzialitéiten, fir de Fret auszebauen. Do hätt ee kënnen a mengen Aen och e bësseleche méi Akzenter setzen. Ech hunn iergendwou gehéiert, dass géif den Terminal vu Beetebuerg an deem Sënn ausgebaut ginn. Dass steet elo net am Plan sectoriel, et ass eng Klenggekeet, mä vläicht kann de Minister herno dozou och kuerz eppes soen.

Bei den internationale Verbindunge mussen mer besonnesch eist A oder eise Bléckwinkel op déi Streck Lëtzebuerg/Bréissel leeën. Déi muss onbedéngt verbessert ginn, well dass Ganz muss een am Kontext kucken vun Standuert Lëtzebuerg fir déi europäesch Institutiounen. Et ass gewosst, dass een haut praktesch vu Stroossbuerg iwwer Paräis op Bréissel méi schnell kënnt, mat deene verschiddenen Transportmëttel; net nëmme gewosst, et ass esou. Ech hat eng kéier nogekuckt, et ass eng Zäitchen hier, dass een do véier Stonne brauch, mä wann een iwwer Lëtzebuerg fiert, dass een do praktesch iwwer fénnef an eng hallef Stonne brauch, fir dann och op Bréissel ze kommen. Et ass kloer, dass lait net un eis eleng. Mä trotzdeem solle mer do keng Efforté scheien, fir deen Dossier weiderzedriewen.

Wann ee vum Plan sectoriel «Transports» schwätzt, kënnt een natierlech och net derlaanscht, e puer Wuert iwwert den Tram ze verléieren. No enger bal „never ending story“ an zeg Etüde sinn also déi verschiddene Acteure schlussendlech zur Konklusion komm, dass en Tram duerch d'Stad eng adequat Solutioun ass. Ech kann do nëmmen e puermol soen: Uff, uff! Den Tram mécht awer, an eisen Aen, wierklech nëmme Sënn a gëtt wierklech voll effikass, wann een och vun der Gare weiderfiert mat dem Tram bis op déi nei Zeïssenger Gare op där enger Säit, an enger zweeter Etapp dann och bis op den Houwald. Well esou gëtt en dann am Fong geholl en zolidd Réckgrat vun der Mobilitéit an der Stad, dass déi eenzel nevragesch Punkte vun der Peripherie vun der Stad mam Zentrum an dem Kierchbiereg ka verbannen. Sécherlech kann een dat och souguer méi wäit denken, mä ech mengen dass ass awer net viru 2030, dass ee géif bis Bartreng oder aner Plaze fueren.

Mir sinn awer och där Meinung, wann een also an déi do Richtung geet mam Tram, dass et an där Logik net méi sénnvoll ass, fir elo dann en Zuch vum Kierchbiereg op de Findel ze plangen. Dass sinn och rezent Etüden, déi dat ënnermauert hunn. Dass huet eppes ze di mat Käschten, dass huet eppes ze di mat der Kommoditéit vun Erausklammen, eng Gare bauen an esou weider. Mir géifen et méi sénnvoll fannen, wann ee géif den Tram vum Kierchbiereg weiderféiere bis op de Findel.

Den Transportminister, deen dreift, hunn ech d'Impressioun, besonnesch deen do klengen Deel vun all eisen Infrastrukturprojete besonnesch schnell, mat vill Energie viru. Mir géifen et léiwer gesinn, wann dee Projet géif eng kéier iwwerduecht ginn an dass een do éischer géif esou denken, dass den Tram kéint weider vum Kierchbiereg bis op de Findel fueren.

Ech hoffen also, dass mer wéi zu Stroossbuerg zum Beispill deen Tram elo kënnen ganz schnell an d'Praxis ëmsetzen. Et muss een awer wëssen, dass domadder och herno net alleguerten d'Problemer vun der Mobilitéit an eise Land wäerte geléist sinn. Da si se et hei an der Stad, ronderëm d'Stad, an da mussen mer awer weiderhin och de Rescht vum Land net vergiessen.

E Wuert zum Flughafen; dee steet och am Plan sectoriel, dofir erwähnen ech e kuerz. Wat hei viru allem ze kritisieren ass, dass ass, dass weiderhi vill Ausnahme bei den Nuetsflich gemaach ginn, wat net am Sënn vun der Liewensqualität vun de Leit ass, déi ronderëm de Findel wunnen. Hei leien och keng kloer Lärmschutzvorgabe vir, wat de Lärmschutz ubelaangt. Och do muss ech kritisieren - de Minister weess dat, ech hunn dat jo och rezent gemaach -, dass mer an deene leschte fénnef Joer net an deem Dossier vun de Plans d'action, wat eben de Lärmschutz ubelaangt, virukomm sinn.

Och elo ass dee Plan d'action dann emol virgestallt ginn. Dee muss elo duerch déi ganz Prozedur goen. Am Ende des Tages sinn dann nees eng kéier e puer Joer vergaang, an all déi Zäit müssen déi Leit, déi e Recht dorop hunn, geschützt ze gi viru Kaméidi, net nëmme ronderëm de Findel, mä och bis Bouneweg, Zeïsseng, Leideleng an esou weider, weiderhin drop verzichten, dass se op een adequate Lärmschutz kënnen zielen.

Här President, fir d'DP géllt an der Mobilitéit eng kloer Hierarchie an de Prioritéiten. Dass éischt ass a bleift fir eis eben den öffentliche Transport. Duerfir wäert ech och maner iwwert den zweeten Deel vum Plan sec-

toriel schwätzen, wou et ëm de Stroossebau geet. Ech wäert elo net all déi diesbezügliche Projeten aus dem Plan sectoriel des Laangen an des Breden hei analysieren, kommentieren. Ech wäert awer kuerz hei zu een, zwee Projeten e puer Remarque maachen.

Fir eis ass d'Guideline kloer. Mir wëlle keng nei zousätzlech Stroosseprojete plangen. A mir plädieren derfir, dass nëmmen an deene verschiddene Regiounen déi lokal scho geplangten Ëmgehungsstroosse gebaut solle ginn. Dass ass jo och dann am Sënn vun enger méi grousser Liewensqualität vu verschiddenen Dierfer a Stied. Wéi gesot, ech ginn elo net op déi eenzel Projeten an. Aner Kolleegen aus menger Fraktioun hunn dat scho gemaach; ënner anere dem de Fernand Etgen hat dat nach rezent gemaach, wéi mer iwwert d'Prioritéiten vun den öffentliche Bauten hei an der Chamber geschwat hunn.

Wéi gesot, ech wëll zu zwee Projete kuerz e Kommentar ofginn. Dass ass zum enge de Contournement vun Olm/Kielen. Ech hunn dat elo absichtlech hei esou genannt an ech hunn et net eng Tangente ouest genannt, fir ze ënnersträichen, dass dat an eisen Aen och weiderhin, wann et gebaut gëtt, wierklech an där Logik soll gebaut ginn. Et ass e lokale Contournement, fir d'Awunner do ze entlaaschte vum Duerchgangstrafic. An et dierf net esou sinn, dass dat an enger Logik vun enger Autobunn gebaut gëtt, wou herno sech géifen dann do weider Puzzlestécker vun enger erweiterter Autobunn erginn.

Dat Zweet, wat ech wëll bei de Stroosseprojete kommentieren, ass dee geplangten Ausbau op dräi Spure vun der Autobunn Diddeleng/Lëtzebuerg/Arel. Fir eis ass dass keng Prioritéit, mä éischer e falscht Signal, wann ee wëllt den Akzent op den öffentliche Transport leeën. Et ass och en Trugschluss ze mengen, dass domadder all Problemer op eisen Autobunne geléist wieren. Wahrscheinlech riskéiere mer dann herno, wa mer esou vill Stauen anscheinend hunn, net de laange Wee, mä de breede Wee am Stau ze stoen, an domadder sinn d'Problemer net geléist.

Et kann ee sech och froen: Wéi grouss ass déi Problematik Stau? Nun, d'Zuele vun 2002, wou och da Katastrophenzenarië gemoolt gi sinn, wann dat nach géif e puer Joer weidergoen, da géif alles zesummebruechen. Mëttlerweile si mer 2009, also siwe Joer méi spéit. D'Welt ass awer nach net ënnergaangen. Ech muss agestoen, ech fueren och déi eng oder aner kéier iwwert déi Autobunnen, wa moies den Trafic ass. Sécherlech ass dass net wou ee ka flott virukommen. Dass ass éischer Zeïfloss, mä dass ass awer och net dauernd Stau. Dass ass eng Optioun, déi een eben da muss a Kaf huelen, wann een net wëllt den öffentliche Transport huelen.

Mä viru allem gesäit een awer, an dass interessant, wann een iwwert déi Autobunn fiert, dass gesinn ech relativ oft, dass ebe grad do, wou de Moment op dräi Pisten erweidert ass, op der Héicht vun der Tankstell vu Bierchem, d'Staue sinn, well dann d'Leit op eemol méi schnell fueren a knapps duerno ass dann eben Enkpass, e Fläschenshal, da staut et ëmmer do hannendrun. Déi eenzeg Plaz, wou moies Schwieregkeete sinn, dass ass am Fong op där Plaz, wou dräi Piste sinn.

Da gëtt elo gesot, ma da kommt mir fueren iwwert déi ganz Längt mat deenen dräi Pisten, dann ass kee Problem méi. Iergendeng kéier kommen déi Leit an der Stad un, an dann ass erëm e Fläschenshal, respektiv muss een och déi technesch Problemer kucken: Ass et iwwerall méiglech? Wéi kënnt een zum Beispill, well ech déi Géigend kennen, den Här Lux och, duerch Beetebuerg mat dräi Pisten?

Mir schéngt et méi sénnvoll, wann ee sech géif ëm d'Sécherheet op den Autobunne këmmen. Ech kann nëmme feststellen, dass am Moment ganz vill Onsécherheet ass op där Plaz, wou déi dräi Piste sinn. D'Camione sti regelméisseg do op där drëtter Spur, wéi wann dat eng Parkspur wier. Ech gesi ganz selten - fir net ze soen ni - Kontrollen do vun der Polizei. Déi eng oder aner kéier geschéien Accidenter, an dass ass sécherlech net dat, wat mer domadder wëllen errechen.

En Deel vun deem Trafic, deen op deenen Autobunnen ass, ass jo och bedéngt duerch den Transit. Wa mer all déi Evolutionne gesinn, déi kommen op europäeschem Plang, mat der Harmonisatioun vun den Acciden, da muss ee sech froen, ob deen an Zukunft wäert nach esou unhalen an ob do net sécherlech an Zukunft wäert eng Entlaaschtung kommen. Et sief natierlech nach eng kéier drun erënnert, dass och an deem Beräich misst verstärkt op de Fret gesat ginn.

Wann awer iergendeng Kéier hei an dëser Chamber sech géif eng Majoritéit fanne fir dësse Projet vun deenen dräi Pisten op den Autobunnen, da misst op alle Fall an eisen Aen dës Pist prioritär genotzt gi fir d'Busse respektiv fir esou Systemer wéi zum Beispill „car sharing“, wéi mer dat an anere Länner hunn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech sinn net op all Detail agaan. Ech wollt am Fong geholl hei nëmmen déi wichtegst Saachen esquisseren. Ech wollt nach eng Kéier zum Schluss wierklech ënnersträchen, datt fir d'Demokratesch Partei den öffentliche Transport an enger nohalteger Landesplanung an am Kontext vum Klimaschutz muss eng absolut Prioritéit hunn. Mir kënnen net domadder d'accord sinn, datt d'Regierung, besonnesch och den Transportminister, an deene leschte Jore vill ze vill wäertvoll Zäit verluer huet an datt an deene leschte Joren, obwuel eng Rei Projete virloochen, do net wierklech déi Saachen aus dem Tirang geholl gi sinn a wierklech do d'Aarbecht ugefaange ginn ass.

Déi noutwendeg Trendwende an der Mobilitéit, déi mer all wëllen, ass an de leschte Joren net erreicht ginn, a vun enger integrativer Landesplanung si mer nach wäit ewech. Ech wëllt also elo eng leschte Kéier de Mouvement écologique dann och zitieren: „Dramatisch ist, dass die Verbesserungen auf der Ebene der Infrastrukturen“ - von de Schinnen - „absolut unzufrieden stellend und schleppend vorangehen. Ebenso ist die Verknüpfung von landesplanerischen Zielen und Mobilitätsaspekten nicht gegeben.“

Ech soen lech Merci.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Roland Schreiner.

►► **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho ganz vill zum Plan sectoriel «Transports» an zu deenen anere Plans sectoriels gesot ginn. Trotzdeem bleiwen awer, mengen ech, eng Rei vun zousätzleche Saachen ze soen.

Et ass och scho gesot ginn, dass den 28. Oktober vum leschte Joer hei an der Chamber eng grouss Réunion jointe stattfont huet vun der Transportkommission, der Ëmweltkommission, der Travaux-publics-Kommission an och der Landesplanungskommission, wou mer zwee Avant-projete fir e Plan directeur sectoriel virgestallt kruten, deen iwwert den Transport an deen iwwert d'Préservatioun vun de Grands ensembles paysagers et forestiers.

Jo, mir hunn effektiv laang drop gewaart, an och wa mer allegueret vläicht mat Angedold drop gewaart hunn, dass dës Avant-projeten endlech op den Dësch kéimen, esou ass et effektiv och esou, dass nach ëmmer zwee ganz wichteg Plans sectoriels ausstinn: dee vun de Zones d'activités économiques an dee vun Logement, dass déi nach guer net undiskutiert gi sinn. Esou dass mer eis musse bewosst sinn, dass mer haut och eréischt um Ufank vun engem laangwierige Prozess an enger schwieriger Prozedur stinn, déi nach vill Zäit an Usproch wäert huelen a vill Froen nach wäert opwerfen, bis se kann ofgeschloss ginn.

An deem Sënn, mengen ech, kënnt dës Interpellatioun vun de grénge Kolleegen zum Plan sectoriel «Transports» vläicht och e bësse fréi, well mer eigentlech eréischt an engem précocé Stadium vun den Diskussiounen eis befannen, wou mer haut sécher nach net all Froe kënnen beäntweren.

De Kolleeg Félix Braz huet e bëssen eng negativ a kritesch Haltung zu de Prozeduren ageholl, déi een zum Deel kann deelen, och zum Plan sectoriel «Transports» ageholl, e bëssen emotionell virgedroen, eng Rei vu Schuldzuweisungen och gemaach. Ganz sécher ass munches richteg, wat hie gesot huet. Et muss een awer och eng Rei vu Saache relativieren oder kann ee relativieren.

Ech mengen, déi Dokumenter, déi eis bis elo hei virleien, kënnen eigentlech, an esou verstinn ech et op alle Fall, just eng éischt Orientierung sinn, a wéi eng Richtung et eigentlech an der Zukunft soll am Beräich vun eise Plans sectoriels, der Landesplanung goen. Déi Instrumenter, déi eis hei virleien, zum Deel haut virleien, awer nach net all virleien, déi kréien eng ganz wichteg Bedeutung, wa mer wëllen d'Konzept vun der Entwicklung vun eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg entwerfen.

Mir kënnen haut, opgrond vun deenen Dokumenter, déi eis virleien, net an der Lag

sinn, all déi Froe schonn ze beäntweren a kloer Konzepter bis an de leschten Detail ze dégagéieren. Well eng ganz wichteg Prozedur, déi steet eis nach bevir, an dat ass déi sougenannt Strategische Umweltprüfung, kuerz SUP genannt, déi vun deenen eenzelne Projeten nach soll duerchgefouert ginn an déi ganz sécher eng Rei vu Froen, déi och elo vu menge Virriedner hei opgeworf goufen, wäert beäntweren.

A virun allem, an dat ass och schonn hei gesot ginn, musse mer déi eenzel Plans directeur sectoriels openeen ofstëmmen, wat ganz sécher keen einfachen Exercice wäert ginn. Alles dat kann natierlech eréischt geschéien, wann all d'Avant-projete virleien, well et jo och net esou ka sinn, dass ee Secteur vun deene véier vis-à-vis vun deenen anere virgezé gëtt, just well duerch en Zoufall ee Plang méi schnell do war wéi en aneren. An deem Sënn wier et scho wënschenswäert gewiescht, wann all Plans sectoriels zesumme virgeleien hätten, well se ebe vernetzt musse gekuckt ginn.

De Minister vun der Landesplanung huet eis jo och an der Kommissiounssitzung den 28. Oktober schonn drop higewisen, dass déi offiziell Prozedur frëstens kann am Hierscht vun dësem Joer lancéiert ginn, an dat och nëmmen an deem optimisteschem Zeenario, huet hien deemools gesot. Wann alles ganz richteg leeft, kéinten dann déi éischt Ausféierungsreglementer am Laf vum Joer 2010 eventuell a Kraaft trieden. Dat hei wäert also deemno nach laang net fir d'Lescht gewiescht sinn, dass mer hei an der Chamber respektiv an deene betreffende Kommissiounen iwwert d'Plans directeur sectoriels schwätzen.

Natierlech riskéiere mer, well dat alles Zäit an Usproch hält, well och an der Vergaangenheit vläicht e bëssen Zäit verluer gaangen ass, vun der Entwécklung iwwerholl ze ginn, hannendrunzelafen, well eng Rei vu Faits accomplis dagdeeglech jo praktesch geschafte ginn, a mir riskéieren eis mat eise Pläng un d'Realitéit, wéi se haut schonn um Terrain besteet, upassen ze mussen.

Et muss een natierlech awer och soen, dass och an der Vergaangenheit schonn Transportpolitik hei am Land gemaach ginn ass an dass och Projeten, mat Plan sectoriel oder ouni Plan sectoriel, wichteg Projeten dévéléppéiert a scho virgedriwwen goufen. Déi sinn an deenen Dokumenter, déi och schonn hei genannt gi sinn. Elo geet et drëm, fir esou séier wéi méiglech dat vernetzt an eng allgemeng Diskussioun an an den allgemenge Kontext ze setzen, dass mer déi richteg Prioritéiten zum richtigen Zäitpunkt op der richteger Plaz setzen.

Ech wëll hei elo net mech op de Plan sectoriel «Transports» beschränken, well dat ass jo eigentlech den Discours vun haut, mech net elo am Detail vun eenzelne Projete verléieren, ech mengen dat kann een zu deem Zäitpunkt maachen, wa konkret téschent verschiddeenen Optiounen och e Choix getraff ginn ass, dann ass d'fir nach ëmmer Zäit. Ech wëll just allgemeng zum Plan sectoriel «Transports» e puer Remarqué maachen, déi mer awer ganz wichteg schéngen.

Et besteet sécher keen Zweifel, dass d'Froe ronderëm d'Mobilitéit eng zentral Roll spillen, wa mer iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun eiser Gesellschaft schwätzen. D'Mobilitéit ass e Grondbedierfnis vum Mënsch, an ass haut eng onabdingbar Voraussetzung fir d'sozial Organisatioun an déi wirtschaftlech Entwécklung vun eiser Gesellschaft. Dobäi geet et net nëmmen drëm fir d'Liewensqualität ze verbesseren, an d'Mobilitéitsbedierfnisser vun de Leit, déi hei wunnen an hei schaffen, ze befriddegen, mä et geet och drëm fir eis Klimaschutzziler, spréich Reduktioun vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen, ze realisieren.

Den Individualverkéier muss also reduzéiert ginn, wa mer eise Mobilitéits- a Klimaschutzziler wëlle méi no kommen. De Plan sectoriel «Transports» soll eis dobäi hëllefen a kann e ganz wäertvoll Instrument ginn, fir am Kader vun engem Gesamtkonzept d'Prioritéiten, wéi ech gesot hunn, zum richtigen Zäitpunkt richteg ze setzen. An deem Sënn verfeelt e ganz sécher seng Missioun net, wann en als Objektiv huet eng Transportstrategie fir d'Zukunft ze dévéléppieren, déi allen Erausforderungen a puncto Mobilitéit an engem regionalen, nationalen a virun allem awer och an ëmmer méi grenzüwwerschreitende Kontext Rechnung dréit.

Här President, jorzéngtelaang hu mer hei zu Lëtzebuerg massiv an den Ausbau vun eise Stroossennetz investéiert an den Zuch als Transportmëttel behandelt, wéi wann et en Auslafmodell wier. De Privatauto war an ass, net nëmmen de Leit dobaussen, dat beléifste Fortbewegungsmëttel an e Statussymbol. Och d'Politik huet laang Zäit all Ef-

forten dorobber konzentréiert, dass ee méiglechst komfortabel iwwerall mam Auto hikäim an dass iwwerall genuch Parkplazen zur Verfügung géife stoen.

Ech mengen dës Regierung huet sech zum Zil gesat, fir e Richtungswiessel an dësse Politik duerchzezéien, a si huet och konsequent an deene leschte Joren dorobber higeschafft. An dat mat grousem Erfolleg. De Minister huet virun e puer Deeg e puer Zuele genannt: 25% méi Zuchbenotzer um nationale Plang, 66% méi an der Groussregioun am grenzüwwerschreitende Verkéier, 12% méi Leit an de Bussen, 30% méi gefuere Kilometer mat de Bussen.

Dat sinn Zuelen, déi fir sech schwätzen a weisen, dass d'Richtung am Usaz op alle Fall stëmmt. Ech menge grad an deene leschte Joren ass fir jiddwereen, an do schléissen ech och d'Autofuererlobby ganz gäre mat an, ersichtlech ginn, dass d'Capacitéit vun eise Stroossen, ganz egal wéi mer se ausbauen, einfach net duer kënnen goen, wa jiddwereen eenzel mam Auto fiert.

D'Erkenntnis, dass den öffentliche a schinnegebundene Verkéier eng sënnavoll Alternativ zum motoriséierten Individualverkéier ass, setzt sech ëmmer méi duerch. Ech war och frou de Bauteminister ze héieren, gëschter, nom Spuetestéich um Stafelter, wou hie gesot huet, dass d'Nordstrooss ganz sécher net all Verkéiersproblemer géif léisen, mä dass een och weider misst konsequent an den öffentliche Transport investéieren, fir och do dann déi complémentaire Moosnamen ze ergräfen, fir dass en de Besoiné gerecht gëtt an de Besoinen entsprécht.

Grad am Berufstrafic, wou Dausende Leit all Dag zur selwechter Zäit an d'Stad respektiv aus der Stad eraus wëllen, a mer gesinn dat all Dag, steiere mer ganz sécher op e Chaos hin, wa mer net konsequent géigesteieren. Et féiert deemno kee Wee laanscht de Gemeinschaftstransport. Wa mer mëttelfristeg wëllen engem komplette Verkéierschaos a Verkéierskollaps entgoen, da muss mer alles drusetzen, fir den „modal split“ vun 25/75, deen am IVL-Konzept verankert ass, ze errechen. Woubäi mer eis musse bewosst sinn, dass nach nëmme 25% fir den öffentliche Transport stinn a 75% fir den Individualverkéier.

Duerfir stäipt sech dës Plan sectoriel «Transports» zu Recht och op eng massiv Verstärkung a Verbesserung vun der Offer am Beräich vum gemeinschaftlechen Transport, notament vun der Schinn, mä awer och op eng Upassung vum Stroossennetz un déi bestehend Besoinen, do wou et noutwendeg ass.

De Plan sectoriel «Transports» soll awer, an dat schéngt mer wichteg ze sinn, virun allem keen dogmatescht Instrument sinn, et soll och keen Instrument sinn, wat d'Schinn géint d'Strooss oder d'Strooss géint d'Schinn ausspilt. Déi zwee Voleté musse vu Fall zu Fall géinteneen opgewie ginn, a letztendlech ass a bleift et awer ëmmer e politesche Choix dee muss gemaach ginn, fir d'Konflikter, déi sécher an den Diskussiounen entstoe wäerten, ze tranchéieren.

Et ass awer wichteg ze soen, net zulescht opgrond vun dem groussen Nohuelbedarf, deen an der Vergaangenheit am Beräich vum öffentliche Transport entstanen ass, dass den Ausbau vun deem ganz kloer eng prioritär Roll an der Verkéiers- a Mobilitéitspolitik hei am Land muss spillen. Den „modal split“ vu 14/86, wéi mer en haut kennen, dréit der rasanter Bevölkerungs- an Aarbechtsplazentwécklung absolut net Rechnung.

Mer brauchen duerfir, a Saachen Attraktivitéit, a Saache Qualitéit, a Saachen Organisatioun, an och an Infrastrukturen, ganz kloer e Qualitéitssprung am öffentliche Transportwiesen, wa mer eist ugestriefent Zil wëllen errechen. Well nëmmen duerch en intelligente Mix vu Stroossen- a Schinnebenotzung, vun Zuch, Bus, Vélo an Initiative fir d'Foussgänger, wäerte mer déi Mobilitéit errechen, déi d'Liewensqualität vun de Leit an de Schutz vun der Natur an der Ëmwelt an Aklang bréngt. An de Plan sectoriel «Transports», wann en dann emol definitiv arrétéiert ass, soll a muss dat herno och esou kënnen dokumentéieren.

Här President, ech mengen all Pläng, déi den Transportminister eis an deene leschte Jore virgeluecht huet, hunn dëst gemeinsaamt Zil am A. Dräi Hauptelementer kommen dobäi ëmmer erëm, déi wichteg sinn. Den Zuch, deen op den Haaptachsen déi gréisste Capacitéit opweist, a virun allem och e groussen Deel vum Fret vun der Strooss erof op d'Schinn ka bréngen. De Bus, deen iwwerall do eng Feinverdeelung mécht, wou d'Schinnennetz net hikäim, an als neit Element den Tram, deen als éischt an der Stad als Häerzstéck vun engem gesamte Mobilitéitskonzept gebaut gëtt, a

spéider och eng wichteg Roll am Süde vum Land an och an der Nordstad kann a soll spillen.

Dobäi kënnt dann och eng ganz Campaigne, fir d'Leit ze motivéieren fir kuerz Strecken zu Fouss ze goen oder de Vélo ze benotzen. De politesche Schwéierpunkt huet sech also daitlech vum Individualverkéier ewechbeweegt, hin zum öffentliche Transport an och zu der doucer Mobilitéit. Dat spigelt sech souwuel am Mobilitéitskonzept 2020 erëm, wéi och am Aktionsplang vun der Mobilitéit douce, wéi och, mengen ech, am Plan directeur sectoriel selwer.

Ënnermauert gëtt dës politesche Wëllen och vun deenen daitlech méi héijen Zommen, déi an der Lescht an de Fonds du rail gefloss sinn an nach fléissen. Ech wëll drun erënneren, dass eleng am Budget 2009, Investitiounen an Héicht vu wäit iwwer 300 Milliounen Euro virgesi sinn, a wa mer den Entretien an d'Maintenance dobärechnen, da komme mer insgesamt souguer op iwwer 450 Milliounen Euro fir d'Modernisierung vun der Eisebunn an Joer 2009. Dat sinn der esou vill wéi nach ni, 179% méi wéi nach 2004. Och dee Chiffer huet de Minister nach dës Woch op enger Plaz genannt.

Här President, wéi beim Plan sectoriel selwer, muss ee sech och bei dës Projeten awer bewosst sinn, dass d'Realisatioun dovunner net vun haut op muer ka geschéien. Leider, kann ee soen, mä duerch d'Komplexitéit vun de Prozeduren an heiansdo d'Schwéierfälligkeit och vun de Projeten an all deene Rahmbedingungen, déi musse virdu geschafte ginn, geet dat awer net anescht. Bei esou enger grousser Zuel u grouse Projeten an der finanzieller Enverchure, déi derhannert stécht, ass et kloer, dass och dat nëmme kann iwwer Joren etapeweis ëmgesat ginn.

De Virdeel vum Plan sectoriel ass awer, dass een dës Etappe kloer ka beschreiwen an dass een och déi Projeten, déi eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt konkretiséiert solle ginn, esou wäit mat kalkuliert, dass mer eis an der Tëschenzäit wichteg Optiounen net verbauen. Eng Rei vu Projete si jo scho ganz wäit fortgeschritt, esou dass een eigentlech och net op d'Fäerdestelle vun de Plans sectoriels waarde muss, fir mat den Aarbechten unzefänken.

Zu dës Projete gehéiert ouni Zweifel och de Projet vum Tram an der Stad. Et ass ze begrëssen, an d'Chamber huet dat jo och an enger Motioun hei zum Ausdrück bruecht, dass et endlech zu engem, hoffentlech dauerhaften, politesche Konsens téschent bal alle Parteien hei am Haus, mä och an der Stad Lëtzebuerg komm ass, dass de sougenannten „lichten Tram“ déi beschten Optioun fir d'Entlaaschtung vum Verkéier an der Stad ass, an dass en esou schnell wéi méiglech muss gebaut ginn.

Ech soen awer och hei ganz kloer, dass fir d'LSAP den öffentliche Transport net ënner de Buedem, mä iwwert de Buedem gehéiert. Den öffentliche Transport ënnert dem Buedem mécht a grouse Stied Sënn, wou et heescht Distanzen ze iwwerbrécken. Déi Distanze brauche mir hei am Land an an der Stad Lëtzebuerg net ze iwwerbrécken.

Hei geet et drëm, fir kuerz Distanzen esou séier wéi méiglech an effikass mat engem méiglech héijer Zuel vun Usagere kënnen ze maachen an esou oft wéi méiglech stoen ze bleiwen. Do ass en Zuch ënnert dem Buedem éischer kontraproduktiv. Do hëlleft eis just en Tram, dee liicht ass, deen e flexibel Konzept ass iwwert dem Buedem, fir esou oft wéi méiglech kënnen déi Arréten do, wou mer d'Leit hi wëlle bréngen an do wou d'Leit wëllen hierkommen, ze desservieren.

Fir dass d'Konzept awer funktionéiert an effizient ass, musse parallell dozou Garepériphérique gebaut ginn an d'Zuchlinn bis op de Findel an de Kierchberg weidergefouert ginn. Dat si ganz sécher och dankbar a sënnavoll Aufgaben, grad an dësen Zäiten, och am Kader vun engem Konjunkturprogramm, well et ëm Projete geet, déi scho wäitgehend ausgeschafft sinn, a grad dës Zort vun Investitioun ganz sécher wichteg fir d'Zukunft ass an derniewent och hëlleft Aarbechtsplazen ze erhalen. Et ass op alle Fall ze hoffen, dass déi éischt Tramslinn an der

Stad wéi geplangt am Joer 2015 kann age-  
weit ginn.

Mat deenen Erfahrungen, déi mer an deene  
leschte Jore just an deem Zesummenhang  
gemaach hunn an nach ëmmer maachen,  
dierft et eigentlech an hoffentlech net nach  
emol 20 Joer dauere bis ee sech driwwer  
eens ass, ob a wou am Süde respektiv an  
der Nordstad en Tram soll fueren. Gedan-  
ken zu engem méiglechen Tracé - an ech  
weess, dat ass jo och zum Deel scho ge-  
schitt - sollt ee sech esou fréi wéi méiglech  
maachen, onofhängeg dovun, ob haut scho  
genuch Leit vun esou enger Offer géife pro-  
fitéieren, fir dass dës Investitioun sech ren-  
téiert oder net.

Et kann een an der Zwëschenzäit dësen  
Tracé dann nämlech genausou gutt als  
Busspur befueren an och eventuell Joren  
duerno en Tram doriwwer féieren, wann  
d'Capacitéite vun de Bussen op dem Tracé  
net méi géifen duergoen. Wichtig ass, dass  
ee sech fréi Optionen ophält, an net spéi-  
der, wann een dréngend en Tram bräicht,  
feststellt, dass iwwerall do Residenze ge-  
baut goufen, wou een elo am beschte géif  
eng Tramslinn maachen.

Genau dat mussen d'Ziler vun de Plans sec-  
toriels sinn: Fréi festleeë wou ka gebaut  
ginn, wou Gréngzone mussen erhale blei-  
wen a wou Korridore mussen fräibleiwe fir en  
Zuch, en Tram oder eng Busspur.

Den Tram an der Stad gétt Realitéit. Den  
Tram am Süden ass och schon uge-  
schnidde ginn a soll et och ginn. De Süde  
vum Land steet virun engem enorme wirt-  
schaftlechen Opschwung. Déi ganz Südre-  
gioun brauch ouni Zweifel zousätzlech  
Transportcapacités, fir deen Entwéck-  
lungspotenzial voll ausschöpfen ze kënnen.

A wa mer landeswäit en „modal split“ vu  
25/75 ustriewen, da géllt fir de Belval ee vu  
40/60. Dofir ass et och wichtig a richtig,  
dass am Kader vun der urbanistescher  
Entwécklung vu Belval d'Ubannung un  
d'Schinn vun Ufank un e bedeutend Element  
vum Verkéierskonzept war. Dofir ass och  
esou en Tramskonzept fir d'Entwécklung  
vun der Südregioun onbedéngt unzestrie-  
wen. Déiselwecht Iwwerleeunge gëllen na-  
tierlech och fir d'Entwécklung vun der Nord-  
stad, wou mer och esou e Verkéierskonzept  
brauchen.

Här President, naturgeméiss bezéie sech  
souwuel de Plang „mobil 2020“ wéi och den  
Avant-projet zum Plan sectoriel op de Lët-  
zeburger Territoire. Mir brauchen an däre-  
fen och net aus den Ae verléieren, dass e  
ganz groussen Deel vun eisem Berufsver-  
kéier awer vu Frontaliere verursaacht gétt.  
Grad hei läit fir den öffentliche Transport  
dofir e ganz grousst Potenzial. Wann et eis  
geléngt och nëmme een Deel vun de Fron-  
talieren ze motivéieren op den Zuch oder op  
de Bus ëmzeklammeln, sinn eis Chancen  
den „modal split“ 25/75 ze erreechen e gutt  
Stéck méi grous.

Ech begréissen dofir ausdrécklech déi  
grouss Efforten, déi den Transportminister  
an deene leschte Méint gemaach huet, fir  
d'Bus- an Zuchverbindunge besonnesch  
mat der franséischer Grenzregioun ze ver-  
besseren. Leider leien dobäi net all d'Déci-  
sionen ëmmer an eiser Hand, mä mer hof-  
fen awer, dass et iwwert d'Zäit geléngt mat  
allen Acteuren zu engem Konsens ze kom-  
men an en attraktiivt Ugebuet iwwer eis  
Grenzen eraus ze kréie mat engem regio-  
nale grenziwwerschreidende Verkéiersver-  
bond, enger Mobilitéitszentral, déi de Lien  
zum Usager mécht an enger eenheetlecher,  
virun allem attraktiver Tarifstruktur.

Et ass wichtig, dass mer alles drusetze fir  
d'Acteuren aus de Grenzregiounen als Part-  
ner ze kréien, fir mat hinnen zesummen  
d'Schinnennetz, och op hirer Säit, ze ver-  
besseren an d'Grenzregiounen duerch  
entsprechend Ugebueten besser un de  
Wirtschaftstanduert Lëtzebuerg unzebän-  
nen.

Mä mir mussen virun allem, awer och inner-  
halb vun eise Grenzen, eis Hausaufgabe  
maachen an déi Projekte schnell ëmsetzen,  
iwwert déi mer eis all eens sinn, dass se  
prioritär mussen realiséiert ginn. Iwwerdenke  
muss mer awer virun allem och eis Ap-  
proche, wat d'Nordstreck an d'Ubannung  
un d'belsch Grenzregioun ugeet. Well och  
aus där Richtung komme ganz vill Leit an

d' Stad schaffen. Och hei sollt eise Service  
net op der Grenz ophalen.

Da mussen mer méiglechst no, an dat  
schéngt mer och wichtig ze sinn, un de  
Grenzen Opfangparkinge schafen. Dat ass  
och en Deel vum Konzept, wou een op den  
Zuch oder de Bus ëmklamme kann, fir dass  
d'Leit esou mann wéi méiglech mat hirem  
Auto fueren an esou séier wéi méiglech an  
esou wäit vun der Stad Lëtzebuerg ewech  
op den öffentliche Transport kënnen em-  
klammen, fir dass ebe méiglechst wéineg  
Kilometere mam Auto mussen gefuer ginn.  
Och dëse Volet gétt zu Recht a richteger-  
weis vum Plan sectoriel behandelt.

Ganz op den Individualverkéier - ech hunn  
dat scho gesot - verzichten, wäerte mer  
awer och an der Zukunft net kënnen. Och  
den „modal split“, deen nach laang net er-  
reecht ass - ech hunn dat jo gesot -, gesäit  
jo ëmmerhin nach en Undeel vu 75% Indi-  
vidualverkéier vir. Dat bedeit, dass mer och  
weiderhi vereenzelt Projeten am Beräich  
vum Stroossebau mussen realiséieren, och  
wann de Schwéierpunkt vun den Investi-  
tiounen sech verlagert huet.

Dobäi soll et awer net méi drëm goen d'Ca-  
pacitéite vun de Stroossen ëmmer weider  
auszebauen an niewent Eisebunnslinien  
och nach Stroossen ze bauen. Ech si per-  
sönlech iwwerzeegt vum Sproch: „Wer  
Straßen sät, wird Verkehr ernten.“ Dofir men-  
gen ech, dass eenzel Projeten néideg blei-  
wen, fir verschidden Uertschaften ze en-  
tlaaschten an d'Liewensqualität vun  
deene betraffene Bierger ze verbesseren.

Déi meescht Ännerunge sollen awer mussen  
gemaach ginn, virun allem fir d'Verkéis-  
sicherheit ze verbesseren. D'Statistike weisen  
jo zum Gléck, dass d'Verkéisaccidenter  
ofhuelen. Mä leider gétt et nach ëmmer ze  
wéineg Schutz vun de Foussgänger a vun  
de Vëlofuerer; dat heescht, vun deene vul-  
nerabelste Verkéiersteilnehmer. An do ass  
et och, wou mer, wa mer eis Stroossebau-  
politik weider développéieren, Usätz mussen  
fannen.

Hei solle roueg Efforte gemaach ginn, fir  
d'Stroossen esou ëmzebauen, dass  
d'Foussgänger a Vëlofuerer erëm als  
gläichberechtigt Verkéiersteilnehmer  
wouergeholl a respektéiert ginn. Interessant  
sinn an deem Kontext innovativ Projete wéi  
zum Beispill d'Konzept vum „shared  
space“, deen elo an der Gemeng Bartreng  
jo als Pilotprojete soll agefouert an der  
jo och vun der Sécurité routièr ënnerstëtzt  
gétt. D'Sécherheet ass ganz sécher eng  
ganz wichteg Grundvoraussetzung, wann  
een d'Mobilité douce wëllt förderen.

De Vëlo ass haut och méi wéi e Fräizäit-  
sport. Op de kuerzen Distanzen a virun al-  
lem am urbane Raum ass haut de Vëlo dat  
performantest Transportmëttel. Dofir muss en  
net nëmme promouvéiert ginn, mä och déi  
noutwendeg Infrastrukturen zur Verfügung  
gestallt kréien.

D'Cohabitatioun mat deenen aneren Trans-  
portmëttel muss awer esou organiséiert  
ginn, dass d'Sécherheet am Mëttelpunkt  
steet. Den nationalen Aktionsplang Mobi-  
lité douce bitt do eng Rei vu gudden Usätz  
an ass e wichteg Instrument fir dat ëmze-  
setzen.

Bei allen neie Stroossebaumossname soll  
derniewent iwwerleucht ginn, ob et net  
méiglech a sënnavoll ass och eng Busspur  
virzugesinn oder aner Mechanismen anze-  
plangen, déi dem Bus d'Prioritéit ginn.  
Schliesslech ass et wéineg attraktiv de Bus  
ze benotzen, wann een domat genausou  
am Stau steet wéi mam Privatauto.

Här President, den Avant-projet fir de Plan  
directeur sectoriel «Transports» gétt eis eng  
Upak, fir all dës Elementer mateneen ze ver-  
bannen. Mä dee schwierigsten Exercice  
steet ganz sécher awer nach bevir. Et geet  
jo net nëmme drëm Zuch, Bus an Tram  
méiglechst gutt openeen ofzestëmme, mä  
dat och an eng optimal Relatioun ze bréngen  
mam Schutz vu Gréngzonen, déi net sollen  
zerschnidde ginn, mam Bedierfnis fir méi  
Wunraum ze schafen, mat eise Prioritéiten,  
fir géint de Kameidi ze kämpfen, a mat de  
Besoinë vun eiser Economie, mä och vun  
der Landwirtschaft, déi Terrainë brauch fir  
hir Produktioun.

Zu enger gudder Léisung, sinn ech iwwer-  
zeegt, vun all deene Problemer kënnen mer  
awer nëmme kommen, wa mer an all de-  
nen Diskussiounen net dogmatesch virginn  
an d'Konflikter net scheien. Mat enger  
NIMBY-Mentalitéit oder Lobbying, wou ee  
just een eenzeggen Intérêt verdeedegt a Pro-  
jete behënnert, déi fir aner Beräicher dré-  
ngend noutwendeg wieren, wäerte mer ganz  
sécher net wäit kommen.

Ech hoffen dofir, dass et eis am Laf vun den  
Diskussiounen zu deene verschiddene  
Plans sectoriels geléngt vu Fall zu Fall ofze-  
weisen, wat fir eng Interesse fir d'Allgemeng-

heet déi wichtegst sinn, an dass mer dës  
Erausforderungen och an engem konstruk-  
tive Geescht uginn. Well schlussendlech  
muss et drëm goen, fir aus sozioekono-  
mescher Siicht an zum Wuel vun eisem  
Land déi richteg Prioritéite bei der Defini-  
tioun zu deene verschiddene Projeten ze  
setzen.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président - Merci, Här Schrei-  
ner. Den nächste Riedner ass den Här Meh-  
len. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Merci,  
Här President. Här President, Dir Dammen,  
Dir Hären, et ass e wichtige Débat, dee  
mer haut féieren, well e beréiert e Beräich,  
deen d'Zukunft vun dësem Land an ent-  
scheidendem Mooss betrëfft.

Ech wëll mech hei op e Sproch beruffen,  
deen hei zu Lëtzebuerg gär gebraucht gétt.  
Dat heescht: Gouverner, c'est prévoir! Wann  
een dee Secteur hei kuckt, da géif een dat  
wëllen ëmwandelen an: Gouverner, c'est  
élaborer des plans et faire redresser des  
plans! Dat ass am Fong geholl de Résumé  
vun deem, wat an deene leschte Jorzéng-  
ten hei geschitt ass. Entre-temps sinn eng  
etlech Projeten ënnerwee, woubäi ech di-  
rekt muss soen, dass mir als ADR net iwwer-  
zeegt sinn, dass all déi Initiative richtig sinn.

Här President, d'Entwécklung vun Verkéier  
huet an deene leschte Joren all Erwaardun-  
gen iwwertraff. De Bedarf un Transportca-  
pacités, egal vu wat fir enger Zort och  
ëmmer, leeft eis fort. Mir kommen net méi no  
an der Schafung vu Capacités souwuel op  
der Strooss wéi op der Schinn par rapport  
zur Entwécklung, wéi se an deene leschte  
Jore gelaf ass.

D'Fro, déi ee sech elo natierlech ka stellen,  
ass angesichts där jëtzege Wirtschaftskris:  
Wéi leeft d'Entwécklung vun dësem Land an  
deenen nächste Joren a Jorzéngte virun?  
Bleift Lëtzebuerg weiderhin dee Pôle de dé-  
veloppement an d'attraction net nëmme  
vum Land, mä vum ganzen Émland, vun der  
ganzer Groussregioun?

Déi Fro ass schwéier ze beäntweren. Mir  
wëssen, dass en Deel vun eiser Entwécklung  
an deene leschte Joren op eng gutt finan-  
ziell Situatioun vum Stat zrëckzeféiere war.  
Et wär ze wënschen, am Intérêt vun eisem  
Land, dass dat och an Zukunft esou géif blei-  
wen. Op jidde Fall wär et sträflech fir dervun  
auszegoen, dass dat alles elo op eng Kéier  
eriwirer wär.

Souwiesou sti mer de Moment schon, ouni  
dass dat antrëtt, wat eis virausgesot gétt, dat  
heescht nach eng weider signifikativ Steige-  
rung vun Verkéier, virun der Erausforder-  
ung, fir den deegleche Chaos ze meesche-  
ren. Mir gesinn, dass mer praktesch all  
Dag op deene groussen Achsen zu den  
Haaptzäite Stauen hunn, ouni dass eppes  
geschitt. A wann eppes geschitt, da geet  
hannen um Enn guer näischt.

Do hëlleft och - Här Minister, sidd mer net  
béis - dee schéine Projet CITA näischt, deen  
ëmmer erëm vill gelueft gétt vu Säite vun  
der Regierung. Wann een awer mat de Leit  
schwätzt, da konnte bis elo déi Wéinegst  
d'Impressioun hunn, dass se Profit géifen  
draus zéien.

Mir schwätzen haut haaptsächlech iwwert  
d'Entwécklung vun öffentliche Transport.  
Dat läit och op der Hand. Ech wollt och hei  
vun eiser Säit kuerz drop hiweisen, dass dat  
selbstverständlech och mat eiser CO<sub>2</sub>-Re-  
duzierungsproblematik zesummenhängt.  
Et ass evident, dass mer och nëmme op  
deem Terrain an engem signifikante Mooss  
virukommen, wann et eis geléngt de Stroos-  
severkéier zrëckzeféieren.

Op där anerer Säit muss een awer och  
soen, dass d'Léisung ganz sécher net dra  
läit, dass mer de Stroosseverkéier komplett  
probéieren zrëckzedrängen. Ech hunn et  
schonn x-mol gesot. Ech soen et haut nach  
eng Kéier vun dëser Plaz aus: Et wäert wei-  
derhin esou bleiwen, dass Leit e grouss Be-  
soin no individueller Mobilitéit hunn. Dat  
ergëtt sech aus der Aart a Weis wéi eis Ge-  
sellschaft haut funktionéiert.

A wa mer de Moment an enger Kris stiechen  
a wann och viraussichtlech eng Pétrolo-  
kris op eis duerkënt an deenen nächste Joren,  
da wäert ganz sécher d'Technik Léisunge  
bréngen, déi eis et och an Zukunft méiglech  
maachen individuell dohinner ze fueren,  
wou mer wëllen hikommen.

Dofir soe mir: D'Léisung kann net eleng dra  
leien, fir d'Schinn auszebauen, fir alles ze  
probéieren op den öffentliche Transport  
ze drécken, mä mir mussen eng duebel  
Strategie fueren. Dat heescht, mir mussen  
nief engem massiven Ausbau vun der öf-  
fentlecher Transportcapacités op där anerer  
Säit och derfir suergen, dass eis Stroosse  
weider ausgebaut ginn an an engem gud-

den Zoustand bleiwen.

An de vergaangene Joren, Här President,  
ass vill an eis Stroosseninfrastrukturen in-  
vestéiert ginn, mä villfach ouni Verstand an  
ouni Konzept. Ech soen als Beispill: Elo ass  
jo dee leschte Chantier opgemaach ginn op  
der Nordstreck, a mir driewen dee mat aller  
Gewalt virun. Se wäert am Endeffekt bal  
duebel esou deier gi wéi se geplangt war,  
well mir et jo fäerdeg bréngen do Tunnellen  
ze bauen, wou mer net onbedéngt missten  
Tunnellen hunn.

A wa se fäerdeg ass, dann hu mer keng Léi-  
sung fir déi Leit, déi moies wëllen iwwert  
d'Nordstreck fueren oder déi sech elo  
schonn drop freeën, fir an d' Stad ze kom-  
men, well et souwisou schon do uewe  
staut an dann de Stau nach just méi grous  
gétt. Wann een dann net weider denkt, a  
wann d'Nordstrooss fäerdeg ass, dann ass  
ganz sécher den Tram - wann en da jee-  
mools sollt gebaut ginn - net fäerdeg, fir  
d'Leit do opzefänken a fir se an d' Stad eran-  
zeféieren, ofgesinn dervun, dass en dat guer  
net géif packen.

En anert Beispill ass d'Kierchbierger Auto-  
bunn, déi ursprüngelech geplangt war fir eng  
Liaison duerzestellen déi aner Säit op der  
Areler Autobunn. Dee Wee ass einfach zou-  
gemaach ginn, ouni dass grous driwwer  
diskutiert ginn ass. Et war awer eng nation-  
al Stroosseninfrastruktur. Ouni Konzept gi  
Milliarden investéiert fir dat zrëckzestellen  
a mir hu keng aner Alternativ, fir elo driwwer  
ze schwätzen, fir de Contournement dräi-  
spureg auszebauen, wou mer alleguerte  
wëssen, dass dat eng bal onméiglech Entre-  
prise wäert ginn; wa mer et da jee-  
mools maachen.

Här President, wat sinn d'Léisungen? Ver-  
kéier vermeiden, dat gehéiert natierlech zu  
deenen anere Plans sectoriels. Déi beschte  
Léisung ass nach ëmmer déi d'Wunnen,  
d'Studéieren, d'Schaffen an d'Akafen esou  
no wéi méiglech beieenen ze bréngen. Mir  
wëssen, dass et awer bei allen Instrumenter,  
déi mer eis ginn hunn an déi mer eis nach  
wëlle ginn, schwéier ass, fir dat esou opti-  
méiert ze kréien.

D'Fro, déi sech stellt: Wéi geet d'Konzentra-  
tioun op d'Haaptstad, déi schon e ganz  
héije Grad erreecht huet, an Zukunft wei-  
der? Aktuell sinn um Gebitt vun der Haapt-  
stad a ronderëm ronn 45% vun alle Betriber  
hei am Land ugesiedelt. Ronn 55% vun den  
Aarbechtsplazen, a 60% vun de Grenz-  
pendler kommen op d'Haaptstad zou a bis  
an d'Haaptstad eran. 93% vun deene Pen-  
dler komme mam Auto. Mir gesi wat fir en  
Défi dass doranner läit, fir déi op den öffent-  
lechen Transport ze kréien.

Mir hunn de Moment pro Dag - dat gétt ge-  
sot - 1,2 Milliounen Autosbewegungen. An  
d'Projektioun gi fir 2020 - an dat ass jo net  
méi esou wäit ewech - op 1,8 Milliounen.  
Dat wär en Zouhuele vum Individualverkéier  
vu ronn 50%. Ech hunn an Ärer Dokumenta-  
tioun gelies, dass d'Ponts et Chaussées an  
hirem Strategiepaper „route2020.lu“ vu  
plus 30% ausginn. Mir wëssen awer och,  
dass d'Europäesch Kommissioun an all hire  
Berechnunge virausseet, dass de Verkéier,  
och de Wuerverkéier, an Zukunft staark  
steige wäert.

Här President, den Haaptproblem, mat  
deem mer de Moment konfrontéiert sinn,  
ass dee vun de Pendler, déi sech aus der  
Grenzregioun, awer och aus dem Inland, all  
Dag moies op d' Stad zoubewegen, an  
d' Stad erabewegen an owes erëm um sel-  
wechten Trajet heemfueren. Déi Stauen, mat  
deene mer all Dag konfrontéiert sinn, kasch-  
ten enorm vill Zäit a Geld. Dat ass och e  
strukturellen Nodeel, e ganz gewichtegen  
Nodeel fir de Standuert Lëtzebuerg.

Duerfir mussen mer alles maache fir den öf-  
fentlechen Transport méi attraktiv ze ma-  
achen an eis Stroossen domat ze entlaasch-  
ten. Mir soen awer: Fir dohin ze kommen,  
geet et net fir d'Strooss wëllen onattraktiv  
ze maachen, fir d'Leit domat op den öffent-  
lechen Transport ze zwéngen, mä ëmgekiert  
den öffentliche Transport esou attraktiv ze  
maachen, dass d'Leit bei hirem Choix dem  
öffentlechen Transport de Virrang ginn.

Ech wëll an deem Zesummenhang d'sozia-  
listesche Frënn a Kolleegen an hiert Verspre-  
chen erënneren, de gratis öffentliche  
Transport anzeféieren. Dat ass nëmme e  
klengen Deel vum Mosaik, mä et ass awer  
och keen onwichtegen.

Här President, nief dem Problem vun de  
Spëtze moies an owes, déi eis vill Misär  
maachen, gétt et natierlech och de Problem  
vun der Mobilitéit dagsiwwer am ganze  
Land. Et ass d'Énescht schon hei uge-  
sprach ginn. Et gétt Leit, déi sech der Illu-  
sioun higinn, mer missten de Bustransport  
am Land iwwer Land nach weider aus-  
bauen.

Ech wëll hei am Numm vun der ADR ganz  
kloer deklaréieren a mech och zum Sprie-

Jeudi,  
19 février 2009

cher vu ville Leit dobausse maachen, déi sech doriwwer iergeren, och bei eis an der Géigend, wéi vill schwéier Bussen de ganzen Dag kräiz a quier iwwer Land...

**(Interruption)**

...fueren, ouni datt praktesch een dra sätzt. Dat ass eng Vergeudung, eng Vergeudung vu Ressourcen, déi net méi ze veräntwerten ass. Ech maache mech hei, och, wann dat déi gréng Kolleegen opreegt, zum Spriecher vun enger Onzuel Leit dobaussen am Land, déi soen: „Ma schaaft deen Unfug dach of?“

Wat ass d'Alternativ dozou? Da muss een natierlech dat och soen.

**(Interruptions diverses)**

Et si Linnen, déi ausgelaascht sinn, déi soll ee selbstverständlech och weiderféieren.

**(Interruptions)**

Et ginn zeg Milliounen Kilometer gefuer, wou kee Mënsch dra sätzt. Dir maacht d'Stroosse futti, Dir verrennt...

**(Interruptions)**

►►► **M. le Président.** - Den Här Mehlen huet d'Wuert.

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Dir bloost CO<sub>2</sub> an d'Loft, datt et net auszehalen ass, an et gi Pneuue verrannt. Et ass net ze veräntwerten.

Et gëtt awer alternativ Systemer, dat nennt sech deelweis Rufbus. Dir fannt souguer, wann Dir op den Internet kucke gitt, fäerdeg Solutiounen fir e vernetzte System, wou een individuell Transporter mécht, déi esou vernetzt sinn, datt ee se op de Minimum vu gefuerene Kilometeren reduzéiert. Dat wär wesentlech méi sénnvoll wéi ze soen, mer mussen nach méi schwéier Bussen de ganzen Dag iwwer Land schécken, well mer sinn eis alleguer doriwwer eens, datt mer d'Uertschaften hei am Land net alleguer esou matenee vernetzt kréien, datt jiddweren zu bal jiddwerenger gewünschter Zäit dohinner ka fueren, wou e wëllt gären hifueren. Loosse mer eis näischt virmaachen, dat brénge mer nimools fäerdeg.

►►► **Une voix.** - Sou wäit si mer schonn!

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Zum Pendlerproblem. Här President, mir sinn eis alleguer heibannen eens, datt d'Eisebunn de Réckstrank vum öffentlechen Transport ass an och weiderhi soll bleiwen. Duerfir si mir der Meenung, et soll een och do ufänken. Mir droen déi bestehend Projeten, déi een och an der Planung vun der Regierung fénnt, zum allergréissten Deel mat.

Ech wëll net am Detail op all déi Projeten agoen - duerfir feelt mer och d'Zäit -, wëll awer dorop hiweisen, datt zum Beispill déi direkt Verbindung Lëtzebuerg-Esch soll gebaut ginn. Eiser Meenung no soll een awer och direkt op Belval fueren an net d'Émkéier iwwert d'Escher Gare maachen, well herno awer den Haapttrafic sech wäert op Belval bewegen. Bei der Nordstreck ënnerstëtze mer och, datt déi muss ausgebaut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den öffentlechen Transport mam Zuch ass nëmmer dann attraktiv, wa besonnesch an de Spëtzenzäiten d'Frequenz vun den Zich héich genuch ass, datt een dat och packt. Mir wëlle jo, datt nach méi Leit drop kommen - vill méi Leit drop kommen. Da muss d'Frequenz erhéicht ginn. D'Transportcapacitéit muss gehéicht ginn an d'Zich muss pünktlech sinn. An da geet et net, datt dauernd ee muss op deen anere waarden, well déi Streck eegleiseg ass. Do muss effektiv massiv investéiert ginn, soss kritt Dir d'Attraktivitéit net hin, fir datt d'Leit dat dann och benotzen. Dat ass een Aspekt.

Da soll jo elo fir hei an der Stad den Tram kommen. Ech kommen net derlaanscht, e puer Wuert awer doriwwer ze verléieren.

Ass dat d'Léisung? Mir sinn - an dat ass kee Geheimnis - der Meenung, datt et net eis Problemer léist. Woufir? Well d'Capacitéit vum Tram net vill méi grouss ass wéi déi vun de Busser, déi de Moment duerch d'Stad fueren. Dat heescht, mer ersetzen dat eent duerch dat anert. Et kascht vill Geld, ass manner flexibel wéi d'Bussen, awer mer kréien net méi Leit transportéiert, op jidde Fall net vill méi, an op kee Fall packe mer mam Tram déi Verdeelung vun de Leit moies an owes fir d'Leit erëm zrëckzebréngen op den Zuch, wéi dat misst méiglech sinn.

D'Gare bleibt dann den Enkpass, esou wéi se et och elo schonn ass, an da stinn d'Passagéier, déi bis elo am Stau stoungen, fir de Bus ze huelen, am Stau, fir den Tram ze huelen. Domadder ass kengem gehollef.

Mir froen: Woufir net d'Leit, wa se schonn am Zuch sätzen, duerch den Tunnel an der

Stad verdeelen, direkt - esou wäit wéi et geet - op d'Plaz an d'Stad bréngen, wou se wëllen hikommen?

Wat schléit d'Regierung vir bei all deene Projeten? Fir d'alleréischt soll d'Streck vun Hamm op de Findel an dann op d'Foire gebaut ginn. Eng Eisebunnsstreck mat véier Kilometer Tunnel fir 250 Milliounen Euro. Da soll d'Bréck Polvermillen ausgebaut ginn, mat engem Tunnel 4. Gleis fir 207 Milliounen. Da soll d'Streck Hamm-Sandweiler duebelgleiseg gemaach gi fir 135 Milliounen. Vun der Gare périphérique Kierchbiérg - do steet p.m. -, ech hunn emol zéng Milliounen dohinner geschriwwen. Ech weess net, ob dat iergendwann, wann d'Foiren och nach mussen ewechgerappt ginn, fir datt den Tram do d'Kéier kritt, da gëtt et vläicht nach méi deier. Dann zum Tram seet d'Etüd 150 Milliounen. Mir wëssen, datt d'NER seet, dat wieren 865 Milliounen, wann een alles richtig géif rechnen - wéi och ëmmer.

Dann hu mer annerhalfe Milliarden investéiert an hunn eise Problem eigentlech net geléist. An dat ass dat, wat eis esou enorm stéiert. D'Capacitéit vum Tram ass limitéiert. Den Tram hënnert am Stroosseverkéier, a mer wësse jo, datt mer de Stroosseverkéier net limitéiert, net zrëckgefouert kréien. Mir si scho frou, wa mer en do ugehale kréien, wou en de Moment ass. Et gëtt e Chantier an der Stad, deen ee sech eigentlech net ka virstellen. Wann d'Infrastrukture mussen ëmgetässelt ginn, wann een zwou Spure brauch fir den Tram, an et muss een d'Infrastrukturen, déi ënner deenen Tracé leien, eriwuerleeën, dann huet ee praktesch Chantiere vun dräi Spuren zu gläicher Zäit, an da kann ee sech jo virstellen, wat dorauer resultéiert.

**(Interruptions diverses)**

Jo, Här President, ech verstinn d'Nervosität vun deene gréng Kolleegen, well hir Argumenter si relativ schwaach.

**(Interruptions diverses)**

Dann hutt Der zwou Systemer mat deierem zousätzleche Material, wou den Zuch...

**(Interruptions)**

►►► **M. le Président.** - Här Mehlen, erlaabt Der eng Fro vum Här Bausch?

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Kann en déi herno, wann ech fäerdeg sinn, stellen?

►►► **M. le Président.** - Wann den Här Mehlen fäerdeg ass.

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Dann halt mer meng Zäit un, Här President, ech weess, Dir sidd grousszügeg.

**(Interruption)**

D'Alternativ, Här President, ass en Tunnel ënner der...

►►► **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här Mehlen, kann ech lech déi Fro just stellen?

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Jo.

►►► **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dir hat jo e Betriebsausflug gemaach an Däitschland.

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech wär nach dorop komm.

►►► **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ma neen, ech wollt lech just soen, wat mer besonnesch gutt gefall huet. Dir hat jo dann d'Press och matgeholl an hutt Fotoe gemaach iwwert den Tunnel, deen an där Stad gebaut gëtt. Et huet een do e Riselach gesinn an e Risechantier gesinn.

Ech hunn Äre Video do gekuckt, deen Der produziere gelooss hutt. Wéi wëllt Der da gären déi Gare, déi Der wëllt bauen ënner dem Centre Hamilius, bauen?

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ënnerdrënner.

►►► **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Jo, ënnerdrënner. Mengt Der wéi e Maulwuerf, dee géif erofgoen, an do hätt Dir kee Chantier oder wéi?

**(Interruption)**

Also, Dir zielt de Leit awer Saachen, Här Mehlen. Ech hu jo kee Problem mat näischt, mä Dir dierft awer kengem ziele kommen, wann Der ënnerierdesch ënner der ganzer Stad véier Garë baut, datt Der do néierens e Chantier an der Stad hätt. Dat muss Der awer kengem wëlle wäismaachen.

**(Hilarité)**

►►► **M. le Président.** - Den Här Mehlen huet d'Wuert elo nees.

**(Interruptions diverses)**

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech froe just zrëck: Wann da schonn zwou oder dräi Chantieren, wou een amgaangen ass eng Gare ze bauen, wou een evident muss e bëssen oprappen, wann dat deene Grénge schonn ze vill ass, wéi wëlle se dann d'Gleiser an der Stad leeën, wou d'ganz Stroosse mussen operappt ginn?

**(Interruptions)**

Här President, wann d'Leit egal ob vum Süden, vum Westen, vum Osten oder vum Norde mam Zuch an d'Stad erakommen, a se kënne schonn um Lampertsbiérg, um Glacis, am Aldringen erausklammen oder um Kierchbiérg, deemno wat fir eng Streck se huelen, ouni datt se mussen bis op d'Gare fueren an dann erëm mam Tram am Stau stinn ze waarden, bis datt en Tram esou wäit eidel ass, datt se kënne erausklammen - et ass jo net méiglech, datt en dat packt -, Här President, da seet de gesonde Mënscheverstand engem, datt nëmmer den Zuch, deen ënner der Stad erduerchfiert, verbonne mat enger Partie Arrête, dat ka léisen.

Erstaunlecherweis, Här President, muss ee soen, datt d'Regierung vum selwen en esou eng Léisung denkt. Well an hirer Dokumentatioun fénnt een, datt se amgaang ass ze iwwerleeën, wa se dann um Kierchbiérg eng Kéier den Tram gebaut hätt, datt se dann awer wéilte mam Zuch - awer dat wär eréischt no 2030 - mam Zuch wéilten ënner dem Kierchbiérg bis erof op Dummeldeng fueren...

**(Interruption)**

...do de Raccordement maachen un d'Nordstreck, an dann eventuell och déi aner Säit.

Da ass eppes, wat mir géifen ënnerstëtzen, de Raccordement un d'Waasserbëlleger Streck an der Géigend vu Mënsbech, Mëns-ter.

**(Interruptions)**

Dat heescht, mir baue fir d'éischt dat eent, mer maachen d'Rout Bréck bal komplett zou fir den normale Verkéier, a wa mer dat dann alles gebaut hunn, da soe mer, dat dote war et net, elo baue mer dann och nach eng parallell Streck ënner dem Buedem erduerch.

Ech kann lech soen, ech verstinn d'Welt an där Bezéiung net méi.

Mir waren effektiv op Leipzig kucken. Mir wëssen, datt och vill aner Stied esou fonctionnéieren. Ech froe mech: Si mir hei zu Lëtzebuerg dann an enger anerer Welt?

D'Solutioun mam Zuch ënner der Stad erduerch léisst sech ganz sécher méi séier realiséieren, well mer am Fong geholl un der Oberfläch an der Stad selwer net stéieren. Mer brauchen net op Infrastrukturen do Rücksicht ze huelen. Mir hunn déi Maschinn an Aktioun gesinn, déi amgaang ass do ze bueren. Mat 25 Meter den Dag léisst de Rouer sech ouni Problem bueren.

**(Interruption)**

Hei zu Lëtzebuerg ass et vill méi einfach wéi zu Leipzig, wou se am Bulli stiechen - esou kann ee soen - an ënnerdrënner erduerchfueren.

Mir stellen och fest, datt vill Zoustëmmung an der Populatioun zu där Iddi ass, an ech géif mech perséinlech freeën, Här President, wann ech kéint - ech komme vu Manternach op der Waasserbëlleger Streck - an den Zuch klammen, hei um Aldringen erausklammen an ze Fouss heihinner an d'Chamber kommen.

Här President,...

►►► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Dir kënnt och ze Fouss vu Manternach kommen.

**(Hilarité et interruptions)**

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Wann den Här Jaerling ze Fouss vun Esch kënnt, da kommen ech och vu Manternach heihinner.

►►► **Une voix.** - Dat géllt! Ganz bestëmmt!

**(Interruptions)**

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, mir hunn - wéi gewosst ass - eng CD realiséiert, fir ze veranschaulichen, wou d'Avantagé vun där Léisung leien.

**(Interruption)**

Ech iwwerrechen lech eng, an de Kolleg Gibéryen huet nach e ganze Pak hei, se sinn amgaang verdeelt ze ginn.

►►► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Se sinn amgaang verdeelt ze ginn. Se gi mer aus dem Grapp gerappt.

►►► **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, mir hoffe mat ville Leit hei am Land, datt sech hei leschten Enns awer de Verstand wäert duerchsetzen,...

**(Interruptions)**

...datt de Wieler de 7. Juni d'Weichen an eng aner Richtung setzt, an zwar an déi, datt mer hei kee Geld an eng Léisung verpulveren, well mer hunn es an Zukunft net méi esou vill wéi an der Vergaangenheet, déi et net bréngt, mä datt mer dat maachen, wat Kapp a Fouss huet.

Mir verschléissen eis awer net - an do si mer mat eise grénge Kolleegen ausnahmsweis d'accord -, datt déi Léisung do eleng natierlech och net d'Léisung vun alle Problemer ass, datt déi Gares périphériques, déi geplangt sinn, solle gebaut ginn. Selbstverständlech, dat gehéiert jo zum Konzept. An datt do mussen Opfangparkingen op de ganze Strecke gebaut ginn, fir datt d'Leit och d'Méiglechkeet hunn, déi net direkt bei der Gare wunnen, mam Auto bis bei d'Gare ze kommen an dann den Zuch ze huelen an an d'Stad ze fueren.

Ech soen lech Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Da kënnt den Här Jaerling nach. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Wann ech déi Débaté vu gëschter an haut esou e bësse verfollegt hunn, da kommen ech zur Konkusioun: D'Zukunft ass awer net méi dat, wat se eng Kéier war.

Ech wëll awer dem Här Braz félicitéieren, well ech géif mengen, all Initiativ, all Interpellatioun, déi awer hei an der Chamber virbruecht gëtt, huet awer trotzdeem de Mérite, dass se eis e bësse virubréngt. Duerfir wäert ech da meng och nach eng Kéier iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat erabrénge. Ech hoffen, dass mer dann awer och esou en engagéierten Débat hei kréien, wann d'Regierung sech kann dozou hirappe loossen, emol eng Kéier iwwert dat delikat Thema do schwätzen ze loossen. Mä ech verstinn awer och, wa se et mat alle Mëttele wëllt verhënneren. Besonnesch eng Partei aus der Regierung.

Ech wëll awer elo näischt méi zum Här Braz soen, well soss vernennt hie mech och nach, an da gëtt hie mer och nach d'Schold fir alles. Dat wëll ech awer elo a menge leschte Momenter hei an der Chamber vermeiden.

Mä ech wëll awer soen, wann ech awer all déi Scholdzouweisungen héieren hunn, déi hei elo un déi véier Ministere gaange sinn, da gëtt et nëmmer ee Message: Mer mussen déi onbedéngt ermëwelen, fir dass se awer an der nächster Legislaturperiod dat alles awer erëm kënne riichtbéien, wat se elo verbrach hunn.

Ech géif mengen, well et kann awer elo net esou sinn, dass déi eng alles verbrieche an déi aner erëm alles mussen riichtbéien. Mer müssen eng Kéier dovunner ewech kommen an déi an der Verantwortung loossen, déi awer och de Schuld urrichten.

Dat war elo e perséinleche Message un d'Wieler. Also, Dir kënnt lech scho freeën: Un lech kënnt näischt!

An den Diskussiounen iwwert den öffentlechen Transport sinn eng Rei Saache gesot ginn. Et ass geschwat gi vum Pendlerverkéier, et ass och geschwat gi vum Banneverkéier, deen och téschent de Spëtzenzäite stattfénnt. De Feeler, dee geschitt ass, ass net nëmme vun der Regierung, mä de Feeler, deen allgemeng geschitt ass, ass, dass mer ebe säit de 50er Joren den Auto an den Autosverkéier sech esou entwéckele gelooss hunn, wéi et nun eben eemol ass, a vergiess hunn, eben Alternative vu virop do un opzebauen. Dat ass e laangfristege Feeler, dee geschitt ass, deen net engem seng Schold ass, mä deen awer eiser gesellschaftlecher Entwécklung ebe mat Momenter an déi falsch Richtung Rechnung gedroen huet.

Wat fir mech richtig ass, dat ass, dass den Haaptakzent soll op d'Schinn geluecht ginn. Den Haaptakzent soll op d'Schinn geluecht ginn, mä och an deem Sënn, dass éisch-

tens emol wéinst dem Pendlerverkéier op de Périphérie vun eisem Land awer méi mat Park & Ride gefuer muss ginn a Méigleckeete geschafe musse ginn, fir mam Zuch an d'Land ze kommen.

En anere Problem ass am Fong am kommerziellen Transport, wou ech eng grouss Gefor gesinn, dass d'Leit ëmmer méi op de System vum Téléecommerce aginn, wou awer déi Wueren, déi dann doriwwer bestallt ginn, well se méi bëlleg sinn oder well et méi einfach ass, fir déi ze bestellen, och iergendwéi musse geliwwert ginn, an dee Moment, wou se geliwwert ginn, kënne se jo net nëmme mam Zuch geliwwert ginn iwwert d'Schinn, mä se mussen och bis bei de Client heembruecht ginn. Dat schéngt mer an Zukunft och e grouse Problem ze sinn, wou een awer och misst kënne denken, dass do och méi Méigleckeete geschafft ginn, fir dass se kënne iwwert d'Schinn beliwwert ginn an ebe bei de Garen esou Stocagé kënne gemaach ginn, wou d'Leit hir Colisé selwer ewechhuelen.

Et ass och d'Diskussioun hei opkomm, iwwert d'Strooss oder ënnert d'Strooss. Ech weess net, wat richteg ass. Et hu verschidde Rechnunge gesinn, wou déi eng déi aner contestéiert, wou deen ee Modell deen anere contestéiert.

Wa mer an de 50er Joren ugefaangen hätten, dorun ze denken, eng Aart Metrosystem opzebauen, wéi mer nach d'Méigleckeeten hatten, dann hätt ee kënne doriwwer schwätzen, da wär et méi einfach gewiescht, dann hätte mer déi Diskussiounen haut net. Awer haut hu mer d'Diskussioun.

Souwuel iwwert der Strooss wéi ënnert der Strooss gëtt et eng Rei Constraint fir d'Geschäftsleit, fir déi Leit, déi och an där Géigend do wunnen. Dat heescht, wat do richteg ass, ech géif mengen, déi politesch Verantwortlech hunn do d'Entscheidung an déi mussen dann och herno d'Verantwortung droen, ob et dat Richteg war oder net. Recht kënne se allen zwee hunn, mä ech perséinlech géif awer éischer optéiere fir ënnert dem Buedem ze fueren, well fir mech dat awer laangfristeg gesi kéint eng Léisung sinn.

An ech wéll lech e Beispill ginn: Wéi d'Zuchstreck vun Oth op Esch erëm opgemaach ginn ass, hunn ech deemools gesot, wéisou mer net déi Tunnelen do benotzen, déi do besti vun Terres Rouges eriwuer Schëffleng op Déifferdeng, wou e ganzen Tunnelréseau war, wou een hätt kënne vun Oth eriwuer ënnert dem Buedem fueren, well do d'Infrastrukture schonn do waren, anstatt do iwwert dem Buedem ze fueren.

Dat ass och deemools net berücksichtig ginn, mä et hätt kënne eng Méigleckeete ginn eben, fir do emol eng Kéier e Versuch ze maachen, fir dat ënnert dem Buedem erduerch ze maachen.

Dann, wat déi Saach vun „modal split“ do ugeet, ech mengen, do huet den Här Braz mat Zuelen erëmgeturnt, well dat anert Wuert hunn ech net verstanen, mä do...

►►► **Une voix.** - Getuned!

►►► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Getuned, dat muss ee sech emol virstellen. Iwwersetzt mer dat emol eng Kéier op Lëtzebuergesch!

Mä do wéll ech awer och soen, dass an där ganzer Diskussioun bei deem „modal split“ bei deene 25% ech mer d'Fro stellen: Et gëtt jo awer och Foussgänger, et gëtt der jo net nëmme, déi mam Vélo fueren, déi mam Zuch oder déi mam Tram fueren - wann et eng Kéier ee sollt ginn -, mä et gëtt och Foussgänger, dat maache jo awer och 15% aus. Sinn déi dann an deene 25% do mat dra gerechent, oder wéi gesinn ech dat?

Well ech si jo e Foussgänger, well ech muss dat och bleiwen, well jo leider eis sozialistesche Kollegen et net fäerdig bruecht hunn, mir den öffentliche Transport gratis unzebidden, da muss ech ebe weider zu Fouss goen, bis dat dann eng Kéier realiséiert ass, mä ech hoffen awer, wa se an der nächster Regierung setzen, dass se dat awer endlech maachen, well och dofir musse se erëm eng Kéier an d'Regierung, fir endlech dann och dat Versprieche ze halen.

Also, Dir Häre Ministeren, ech maachen lech keng Scholdzouweisungen, well et ass einfach aus der Oppositouen eraus Knäll ze doen an ze jäizen, mä ech wäert awer elo alles dorusetze bei den nächste Wahlen, also, ech wéll och eng Kéier op déi Plaz do.

(Hilarité)

Ech soen lech Merci.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Dat war eng gutt Iwwerleedung zur Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

►►► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Interpellant hei vun der Regierung, de Félix Braz, huet virdu gemengt, d'Regierung wär kollektiv gescheitert. Notamment huet hie gesot, et gëtt keng Landesplanung.

Nun, ech weisen natierlech dës zwee Sätz - ech hunn déi elo aus dem Kontext erausgeholl - zréck. Ech wéll awer gären, dat wat hien och gesot huet, e kuerze Bilan maache vun der Landesplanung, net no zéng Joer, wéi den Här Braz dat seet, mä et kann ee roueg soen no 35 Joer, well d'Landesplanung, misst ee soen, ass ugaangen 1974 mat deem éischte Gesetz. An ech soen einfach elo emol scho kuerz, dass ech fannen, dass sech awer scho munches gemaach huet an deene leschten zéng Joer, dat heescht also vun 1999, wou d'Gesetz gestëmmt ginn ass, op 2009.

Ech wéll dee Bilan net verschéinere, dat ass net mäi Stil, mä ech wéll awer éierlech sinn. Dass ech schonn éierlech war, mengen ech: Erënnert lech gutt drun, d'lescht Joer am Fréijoer hu mer de Bilan gemaach vum IVL. Dunn hunn ech gesot, éischstens, mir wären hannendran - wat Dir och gesot hutt. Dat heescht, d'Zuele vun de Grenzgänger, do si mer scho wäit virus. Et komme scho vill méi Leit an d'Land schaffen, wéi mer dat geduecht hunn. Ech hu gesot, et bleift nach villes ze maachen, notamment an der Mobilitéit. An et geet och nach munches an déi falsch Richtung. An ech stinn och nach dozou, mä trotzdem géif ech awer soen, mir sinn um richtege Wee.

Firwat dat esou ass, dat ass och relativ lüch ze erklären. D'Landesplanung ass ee laangfristeg Prozess. Dat heescht, dat ass, wéi een ëmmer esou schéi seet, net sexy, dat gesäit een net direkt, dat brauch eng gewëssen Zäit, an et ass schwéier, de Leit dat ze illustréieren, de Leit dat duerstellen. Duerfir muss ee schonn am Fong geholl konkret Elementer kréien, fir dass een dat besser versteet.

Den IVL ass vill méi konkret wéi déi technesch Landesplanung mat dem Programme directeur de l'aménagement du territoire, well den IVL, wat a mengen Aen dee richteg Schrëtt war an déi richteg Richtung, huet eis eng Basis vun Iwwerleedung ginn, fir eist Land eben ze stäerken am öffentliche Transport bei engem 4%ege Wuesstum. Dat ass also scho méi konkret, mä et ass awer ëmmer nëmme Pabeier.

Projet-piloté wéi Belval oder wéi d'Nordstad, mengen ech, déi kënne eis scho méi kloer weisen, eng Iddi gi vun deem integrale Virgoen, wat hei gemaach gëtt. Dat integratiiv Virgoen, wat also am Fong geholl d'Essenz ass vum Landesplanereschen, dass een eben integrativ virgeet. An ech géif mer erlaben ze behaupten, et muss ee scho bal den IVL-Virus kréien, deen erwëschen iergendwéi, fir dass een am Fong geholl à même ass oder dass ee versteet an dass ee wéllt vernetzt an integrativ Démarchen huelen, dass een déi beegeschternd a gutt fénnt, fir am Fong geholl d'Leit esou ze iwwerzeegen. Well et kann een nëmme an der Landesplanung iwwerzeegen, wann ee beegeschtert ass.

Ech muss lech soen, ech si mer an de leschte Joren heiansdo virkomm wéi de Priedeger, deen zu senge Jünger seet, hei sinn déi Zehn Gebote. D'Jünger soen, déi Zehn Gebote, dat ass eppes Superes! Gutt, dass et se gëtt! Mä déi wéinegst hale sech drun. Esou ass et mir heiansdo gaangen.

Ech muss awer kloer an d'äitlech soen, dass et besser geet. D'Beispill Wickreng kann ech huelen, dat ass haut de Mëtteg ugeschwat ginn. Do kann ech soen, do war et mer méiglech, dergéintzehalen. Ech weess elo nach net, wéi mer do erauskommen, mä et war awer emol gutt, et war eng oppen, eng integrativ Diskussioun dobaussen, an der Regierung, an allen Ennen, an ech fannen dat ass eng gutt Saach.

Esou si mer op engem richtege Wee an ech géif soen, mir sinn esou wäit wéi mer nach ni waren. Souguer an de Käpp vun de Leit! Well d'Leit ware soss ëmmer nach vill méi, wéi géif ech soen, zou, an et muss een op

d'Leit zougooen, op d'Politiker zougooen. Dat hu mir och gemaach als Landesplanung.

Mir hunn d'Konventioun gemaach an deene Raim, wéi mer dat nennen, wou laut Programme directeur de l'aménagement du territoire d'Musek gemaach gëtt. Raim wéi den Uelzechtdall, e Raum wéi de Südweste vun der Stad Lëtzebuerg, de Flughafen oder och d'Nordstad, a mir hu mat deene Gemengepolitiker geschwat. Déi gesinn a verstinn och ganz gutt, an et kann een hinnen och gutt illustréieren, wat eng integrativ Approche an hire Raim bedeit.

Dës interkommunal Approche ass sécherlech net am Gesetz verankert. Dat ass eng Initiativ vum Landesplanungsminister, mä si huet awer hir Friichte gedroen, sinn och der Meinung. Si ass opwändig, mä si erlaabt eis awer, déi Leit ze iwwerzeegen. Et ass eng Iwwerzeegungsaarbecht, wou ee vill Personal brauch, och awer awer meng mer kéinten e gudde Bilan maachen.

Dat ass awer net den haapt Fin fond vun der Landesplanung. Ech mengen, d'Landesplanung ass eng national Struktur, en nationaal Instrument, an déi moost een dann ebe mat deene sougenannte Plans sectoriels. Plans sectoriels hu mer der schonn, duerfir kann een net soen, et wier keng Landesplanung do. Mir hu Plans sectoriels bei de Lycéeën, e Plan sectoriel am Bauschutt hu mer, a mer hunn och een, dee vill diskutéiert ginn ass, vun de GSM-Antennen. Mä déi aner zwee hu mer. Dat sinn déi sougenannte Plans sectoriels secondaires.

Bei de Plans sectoriels primaires muss ech soen, si mer effektiv eréischt am Ufank. Ech wéll lech awer och soen, dass dat net esou einfach ass. Do huet een e Fachminister. Do huet een e sektorielle Minister, dee sëtzt niert dem Landesplanungsminister als Vizepräsident, an da muss ee kucke Kompromësser ze maachen, an dat ass net esou einfach.

An op där anerer Säit, Här Braz, huet een 116 Gemengen. An déi 116 Gemengen, do ass och keng d'selwecht wéi déi aner. Do sinn och Komescher derbäi, am gudde Sënn vum Wuert,...

(Interruptions et hilarité)

...an iwwer hir Autonomie communale hu se sech alleguerten esou entwéckelt wéi se sech eben entwéckelt hunn, an do bleift net ëmmer ganz vill Spillraum, fir Nationalpolitik mat der Gemengepolitik openanerzékrienen. Do brauch ee Ressourcen, an ech mengen, den Aménagement du Territoire huet awer hei keng schlecht Aarbecht gemaach.

Ech weisen och dee Reproche zréck, deen ëmmer gesot gëtt, mir wiere Bremser, mir géifen am Fong geholl alles bremsen. Dat ass falsch. Richteg ass, dass mir am Ufank verschidde Prozesser organiséieren, an do duerch gi se net esou séier un. Mä wa se awer bis ugefaangen hunn, mengen ech awer, da geet et méi séier. Dann ass alles méi kloer. Duerfir mengen ech, dass d'Landesplanung déi richteg Démarche ass, och wa se komplex ass.

Si ass net manner komplex wéi d'Gemengeplanung. Kuckt d'Gemengeplanung, déi hunn e Gesetz vun 1937 iwwer Gemengeplanung. Dat ass erneiert ginn 2004, an do sollten d'Gemengen nei PAGe maachen. Wéi vill Gemengen hunn dann elo en neie PAG? Nach weider keng, well dat och ganz komplex ass. Et gëtt schonn ee Parallelismus zwëschen der Planung an de Gemengen an de Planunge beim Stat. An deen een esougutt wéi deen aneren, Stat a Gemengen, mussen dat mat enger gewëssener Dextéritéit a mat enger gewëssener Bestëmmtheit maachen, an dat geet eben net méi séier wéi et geet. Ech wéll domat soen, dass dat vläicht och erkläert, firwat dass mer nach net méi wäit sinn, wéi mer elo sinn.

D'Landesplanung ass Neiland. Ech hunn et gesot. An och juristesche ass et Neiland. Ech erënneren an déi Geriichtsaffären, déi mer hatten am Kader vum POS-Findel, wat jo och en Instrument ass vun der Landesplanung. Duerfir muss ee sech Zäit huelen a juristesche déi Gesetze gutt ficeléieren, fir dass een eben do keng Iwwerraschung kritt. Däers soll ee sech och bewusst sinn.

A wa mer effektiv, wéi Dir et virdu uklänge gelooss hutt, bei de Plans sectoriels vum Transport an och elo vun de Zones d'activités économiques en zweeten Ulaf hu misse kréien, fir kënne se communicéieren, da mengen ech si mer awer um richteg Wee, dass mer dat gemaach hunn. An ech wäert och versichen, dass mer, wat d'Zones d'activités économiques ugeet, deen elo och nach kënne communicéieren. Dee vun de Grands ensembles paysagers, deen ass jo do. Mä Wonsch ass, dass mer och do weiderkommen. Mä et si vill Interessen hei am Spill.

Ech wéll och nach eppes soen: Well deen ee mat deem anere vernetzt ass, mécht dat d'Saach net nach méi einfach. Dat heescht, wa mir haut hei iwwert de Plan sectoriel «Transports» schwätzen, dann ass déi Synthes, déi do gemaach ginn ass, och schonn e Produkt vun deenen aneren dräi primäre Plans sectoriels. Dat heescht, do si schonn Elementer dra vum Grands ensembles paysagers, do si schonn Elementer dra vum Logement an do si schonn Elementer dra vun de Zones d'activités économiques. Dat muss een ëmmer wëssen.

Et muss een och wëssen, dass, wann een am Fong geholl déi ganz Problematik diskutéiert, d'Gemengen och iergendwéi am Bild sinn. Si sinn am Bild iwwert déi Konventiounen, wou mer mat hinnen diskutéieren. Do wësse se, wat an hire Raim sech deet. Si sinn am Bild iwwert den IVL, well den IVL ass eng Emanatioun vum Programme directeur. An ech weess als Gemeng also genau, ob ech ee Centre de développement et d'attraction sinn, also wuessen ech anescht, wéi wann ech kee sinn. Ech weess als Gemeng genau, ob ech eng Zone d'activités économiques ka kréien oder keng ka kréien, no deene Regeln, déi am IVL sinn.

Dat heescht also, fir elo ze soen, d'Gemenge géifen am Däischeren tappen a si géifen net wëssen, wat géif op se zoukommen, dat ass falsch. A mengen Ae wësse si ganz kloer,...

(Interruption)

...net ganz kloer, mä loosse mer soen, si wëssen awer grosso modo, wat op se zoukënn. Déi reng Aarbecht, déi muss een an den nächste Méint peaufinéieren, an ech mengen, dat wäerte mer och kréien.

Mä d'Landesplanung, wa se wéllt wierklech réusséieren, da brauch se net nëmme Konzepter, mä se brauch och Moyenen. Däers sinn ech mer bewusst. An d'Landesplanung, wéi se haut gestréckt ass, déi huet hir Limiten. Dat wësse mer alleguerten. Mir gesinn et. An ech mengen, d'Landesplanung misst an deenen nächste Joren do aner Moyene kréien. De Moment ass net haut komm, fir dat ze decidéieren, mä d'Propositione wéi déi vum Mouvéco, vum Mouvement écologique, fir se zum Beispill mat der Mobilitéit ze associéieren oder vläicht mat Urbanismus ze associéieren, dat muss ee kucken.

Déi nächst Regierung ass do gefuerdert an déi nächst Regierung wäert och missen, wann ech et elo net nach maache virduen, wann ech et vläicht hikréien, d'Landesplanungsgesetz vun 1999 ëmänneren. Do ass och e Bedarf do. D'Koordinatioun vun der Landesplanung muss prezisiéiert ginn. Déi administrativ Prozesser aus dem Gesetz mussen optimiséiert ginn, déi musse vereinfacht ginn. Et muss eng Simplification administrative kommen an et muss och gekuckt ginn, dass dat Gesetz fachlech, juristesche optimiséiert gëtt. Dat heescht no baussen eben e Gesetz strécke mat eise Leit am Ministère, dat Rechtssécherheet bréngt fir d'Gemengen an och fir de Stat.

Nieft deenen zwee Niveauen, wou mer bis elo wierklech, géif ech mengen, anstänneg Aarbecht gemaach hunn, interkommunal an och dann national, wéll ech awer nach kuerz op den Niveau agoen, deen och ugeschwat ginn ass vun der Groussregioun respektiv vun Europa. D'Groussregioun Europa: Bal 40%, géif ech soen, vun de Ressourcen vum Ministère ginn an Aarbechte vun der Groussregioun a vun Europa. Däers si sech vill Leit net bewusst, mä dat ass enorm, wat do op eis zoukënn. Ech erënneren do un all déi Interreg-Programmer, déi et gëtt. Do sinn d'Fonge verduebelt ginn an der Period 2007/2013, do ass also vill Aarbecht.

Ech erënneren drun, dass d'Cohésion territoriale mam neie Lissabonner Vertrag een Objektiv wäert ginn au même titre wéi d'Cohésion économique an d'Cohésion sociale. Dat heescht, do hu mer e Gréngbuch doleien, doraus gëtt e Wäissbuch. Do si mer also och an enger integrativer Logik. An ech erënneren un den territorialen Agenda, deen am Fong geholl d'Landesplanung an Europa soll géréieren, deen et och gëtt, gradesou gutt wéi d'Städtropolitik, wou et eng sougenannte Leipzig-Charta gëtt.

Dir gesitt also, do sinn e ganze Koup Elementer, déi sech an Europa dinn, déi och am Fong geholl integrativer Natur sinn an déi wéllen, justement fir eise Raum hei ze stäerken, aus eiser Géigend hei eng sougenannte polyzentresche Metropol maachen. Dat geet alles net, wéi géif ech soen, an engem lofleere Raum ronderëm eis. Mir musse eis also do unhänken, an dat ass e Grond méi, firwat dass mer och eng integrativ Politik an der Groussregioun brauchen, e sougenanntene IVL vun der Groussregioun.

Dorop mussen mer hischaffen, an dat geet nëmmen, wa mer besonnesch am Beräich Mobilitéit zesummeschaffen. Mir haten 2008 eng Transportkonferenz, wou gutt Konklusiounen gezu gi sinn, déi komplex war, awer mir mussen do all un engem Strang zéien, well nëmmen esou kënnen mer d'Landesplanung hei zu Lëtzebuerg aus de Kannereschong erauskriegen a se an dee modernen Zäitalter erakriegen.

Duerfir ofschléissend, de Plan sectoriel «Transports» ass e ganz gutt Instrument, mä e kann nëmme gutt funktionnéieren, wann e sech afügt an déi aner dräi Plans sectoriels: Zones d'activités économiques, Logement a Grands ensembles paysagers. Dat ass déi Équation wéi se geschriwwen ass fir déi nächst Joren, an déi nächst Regierung wäert och do déi néideg Konklusiounen zéien.

» **Une voix.** - An d'PAGen?

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - E lescht Wuert zu de PAGen. Et ass kloer, dass zum Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal, wou elo gemierkt gëtt an der Praxis, dass verschidden administrativ Verbesserungen musse gemaach ginn an deem Gesetz, also och eng Simplification administrative, do hu mer am Ministère Texter, déi fäerdeg sinn. Ech wëll nach an dëser Legislaturperiod dëse Projet de loi hei an der Chamber déposieren an da geet e säi Wee. An do kann een dann och an deemselwechten Otemzuch den Délai deementsprechend verlängeren, fir dass d'Aarbecht, d'Landesplanung esougutt wéi dann eben d'Gemengeplanung, kann anstänneg funktionnéieren.

(Interruption)

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), interpellateur.** - Just eng kleng Fro.

» **M. le Président.** - Den Här Braz stellt nach eng Fro.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), interpellateur.** - Just zum Verständnis. Dat heescht am Kloertext, Dir sot, dass deen Délai, op deem d'Gemengen am Moment nach schaffen, fir hir PAGE bis August 2010 fäerdeg ze hunn, wäert no hanne geréckelt ginn, fir dass d'PAGs-Ännerungen kënnen de Plans sectoriels Rechnung droen? Ass dat elo kloer? Ass dat dat?

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Et ass kloer, dass, wann d'Diskussionen iwwert dee Projet de loi wäerte gefouert ginn, dee Punkt do wäert opkommen an dass dann deementsprechend den Délai verlängert gëtt.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), interpellateur.** - Am Kloertext: Den August 2010 ass net méi Stand der Dinge? Okay. Merci.

» **M. le Président.** - Nom Innenminister kritt dann den Ëmwelt- an Transportminister d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt fir d'éischt dem Kolleeg Félix Braz Merci soe fir d'Initiativ geholl ze hu fir dës Diskussioun. Ech apprécieren et all Kéiers, wa mer iwwer Transport a virun allem öffentliche Transport diskutieren a feststellen, a wat fir engem Mooss mer an deene leschte Joren e Konsens, souwuel iwwert d'Konzept wéi iwwert d'Prioriséierung, an deem Zesummenhang fonnt hunn.

Ech géif zwar mengen, et wär éischter vläicht richteg gewiescht, eng Interpellation ze maachen iwwert déi véier Plans sectoriels zesummen. Dann hätte mer dat Ganzt kënnen diskutieren a Präsenz och vun deene Ministeren alleguerten, déi hei betraff sinn. A vläicht, wann ech meng Iwwerleeung nach weiderdriewen, wär et méi richteg gewiescht, eng Interpellation ze maachen iwwert déi zwee Plans sectoriels, déi nach net um Dësch leien, wéi iwwert déi hei. Au moins, dat ass jo festgestallt ginn an och begréisst ginn, dass dee vun de Grands ensembles paysagers an dee vun dem Transport virleien an dass mer d'Geleeenheet hunn, och doriwwer kënnen ze diskutieren.

Ech mengen, wann hei erëm eng Kéier de Mëtteg festgestallt ginn ass, vun alle Riedner ouni Ausnahm, dass bei deem, wat an deenen nächste Joren ze geschéien huet, d'Prioritéit op dem öffentliche Transport läit, da wëllt ech soen, dass déi lescht fënnf Jore gutt Jore ware fir deem Usproch an där Zilsetzung do och kënnen gerecht ze ginn. Gutt Joren, well mer au moins véier Saache fäerdeg bruecht hunn, déi wichteg sinn.

Dat Éischt ass - an dat ass vun eenzelne Riedner och hei bemierkt ginn -, fir d'éischte Kéier hu mer e breede Konsens iwwer e Mobilitéitskonzept um nationale Plang an och iwwer Mobilitéitskonzepter zum Beispill hei um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg, hu mer Mobilitéitskonzepter um Niveau vun dem Süden an haaptsächlech der Géigend Esch, Suessem an de Frichen. An hu mer och, dorunner si mer amgaang ze schaffen, e Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad, fir och do ze kucken, déi Divergenzen, déi et do deels gouf, ze versichen an e gemeinsaamt Konzept fir déi nächst Joren eranzubringen.

Ech halen dat fir e wesentlechen Acquis, dass, no laang Joren a Jore streiden a polemiséieren iwwert d'Aart a Weis wat mer wëlle maachen, mer dat an dëser Legislaturperiod fäerdeg bruecht hunn an dass ee kann dervun ausgoen, dass no de Wahlen an enger nächster Majoritéit an och doriwwer eraus net erëm eng Kéier e Broch entsteet, Saachen erëm op d'Säit geluecht ginn, Saachen erëm am Pabeierkuerf verschwannen an erëm ugefaange gëtt nei Studien ze maachen. Dat ass no dëser Legislaturperiod net méi noutwendeg, an ech mengen, dass dat de wichtige Punkt ass.

Wann de Mëtteg eng Rei vun Elementer, an ech entschëllege mech bei all deene Kolleegen, op deenen hir Froen a Bemerkungen ech net wäert kënnen agoen, well dat vill ze vill laang soss géif daueren, mä ech mengen am Konzept, wat mer zréckbehalen hunn, engersäits ze bauen op d'Réckgrat vun der Eisebunn, déi zwou nei Strecken ze bauen, déi eng wou mer amgaange sinn ze bauen op de Kierchbiereg erop; ech kommen nach op déi zréck. Dann och déi vu Lëtzebuerg op Esch a vu Lëtzebuerg op Beetebueg an d'Prozedur endlech ze ginn, fir dass doriwwer an de Gemengen an och mat de betraffene Bierger kann diskutiert ginn.

Dass mer endlech och am Zesummenhang mat de Gares périphériques, am Zesummenhang mam Tram e Konzept fonnt hunn, wat et erméiglecht fir déi Problemer unzegoen, déi et souwuel gëtt an den Haaptzäiten, an de Stousszäiten, fir all déi virun allem aus dem Süden, mä net nëmmen aus dem Süden, mä virun allem och vun de Frontalierregionen an d'Stad eranzekriegen. Do kënnen mer zesummen a Verbindung mat de Gares périphériques wéi gesot an och mam Tram d'Feinverdeelung maache mat Bussen, mat Vélo oder och zu Fous, wann et méiglech ass.

Ech wëll och soe fir d'Aktualiséierung, dass Der jo matkritt hutt, dass d'Regierung de leschte Freideg am Conseil de Projet de loi iwwert d'Gare périphérique vum Houwald zréckbehalen huet an elo wäert deponieren. Ech kann lech och soen, dass den 29. Abrëll d'Resultat vum Concours d'architectes vun der Gare Zéisseng wäerte virgestallt ginn an dann och den APD kann ausgeschafft ginn, fir dorauer de Projet de loi ze maachen, an dass mer an der Fro vun der Prioriséierung vun deenen zwou neie Strecken an de Süden, déi ech genannt hunn, och endlech ouni Sträit an ouni Polemik et fäerdeg bruecht hunn e Konsens ze kriegen an der Fro, dass déi Beetebuerger Streck vir muss gebaut ginn, dass déi Prioritéit huet, well mer do en akute Problem vu Potenzialen hunn.

Ech wëll dem Kolleeg Marc Spautz och soen, am Zesummenhang mat der Streck vu Lëtzebuerg op Esch, wann hie gesot huet, den Transportminister hätt decidéiert, dass mer elo géife bei där Streck net um riichte Wee direkt op d'Frichë fueren, mä iwwert d'Gare Esch fueren, dass dat éischters formal de Virschlag ass vum Ministère vum Aménagement du Territoire, aus dem Haus also vum Jean-Marie Halsdorf komm ass, no der Variantenanalyse, déi do gemaach ginn ass, an dass dat och - dat ass awer och wesentlech ze soen - baut op engem Konsens mat den Intérite vum der Stad Esch, wou à l'unanimité de Gemengerot decidéiert huet, dass e gären eng Streckeféierung hätt, déi iwwert d'Gare Esch soll goen, fir den Désenclavement tëschent deenen zwee Siten, also der al gewuessener Stad Esch an där neier op Niveau vun de Frichen, fir déi net zouzeloossen. Dat just zu der Wourecht am Oflaf wéi d'Diskussioun verlaf ass.

Ech géif iwwerengs och soen, vum Technesch hier géif mat deenen Décisionen an dem Bau vun der Gare Esch/Belval, dee jo amgaangen ass, wou mer gläich de Réibau wäerte fäerdeg hunn, dass et technesch a mengen Aen haut souwisou kaum da méiglech wäert si fir eng Streckeféierung aneschtens ze fuere wéi déi doten. Mä wéi gesot, d'Kritäre vum Aménagement du Territoire an d'Intérite vum der Stad Esch hunn derzou gefouert, dass mer an déi Richtung do gaange sinn.

(Interruption)

Gelift?

» **Une voix.** - Neen, ech hu mam Här Spautz geschwat.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Okay.

Ech hunn also gesot, deen éischte wesentlechen Acquis vun dëser Legislaturperiod ass de gemeinsame Konsens, virun allem och mat der Stad Lëtzebuerg iwwert de Bau vum Tram. Dir wësst, dass mer eng Rei vu wichtege Schrëtter an deem Projet geholl hunn, souwuel wat de Prinzip, also d'Konzept ubelaangt, wéi och wat d'Grënnung vum GIE ubelaangt, wéi och wat d'Trasseféierung ubelaangt.

Mir wäerten an deenen nächsten Deeg och de Modell virstelle vun dem Design vun deem Tram, wa mer dann den éischte Präis an där Fro och decidéiert hunn, an da gi mer Stéck fir Stéck weider bis zum Projet de loi, an der Ëmsetzung vun deem Projet, well mer iwwerzeegt sinn - an ech wëll net nach eng Kéier op all déi Argumenter agoen -, dass dat am 21. Jorhonnert dat modernt an och attraktiv Fortbewegungsmittel ass, net lassgeléist vun all deem aneren. Sécherlech hänkt dat alles mateneen zesummen, an ech mengen et ass wichteg, dass mer elo och an där Fro Neel mat Käpp maachen a virukommen. Ech wäert herno awer, am Zesummenhang mat de Propositionen vun der ADR, och nach eng Kéier op den Tram an op d'Alternative kuerz zréckkommen.

Dann ass deen zweete wesentlechen Acquis, an do gëtt et awer hei am Land Leit, déi Joren a Joren duerfir gestriden hunn, dass mer eng Trendwend solle kriegen an der Fro vun den Investitiounen, déi mer maachen. Den nationalen Nohaltegkeetsrot huet virun dräi Wochen ongeféier fënnf Froen an d'Partei gestallt, an déi Fënnf dovunner war déi, wéini dass mer endlech an dësem Land géife 75% vun eisem Investitiounsvolum fir d'Schinn investieren, a 25% fir d'Strooss, also en neien „modal split“ um Niveau vun der Verdeelung vun den Investitiounskapacités vum Stat.

Ech wëll dem Nohaltegkeetsrot an och lech soen, dass mer an de Chiffere vum Joer 2008 an 2009 an där Fro haut schonn op 71% Investitiounen an d'Schinn, an 29% Investitiounen an d'Strooss kommen. Dat heescht, dass mer scho ganz no bei deem ukomm sinn, fir dat vill Leit sech agesat hunn, dass mer déi Trendwend géife verstoen, dass essenziell a prinzipiell Problemer vun der Mobilitéit an deenen nächste Joren hei am Land nëmme wäerten ze léise sinn duerch, dass mer de Paquet setzen um Niveau vun engem seriösen Ausbau vum öffentliche Transport, vum Schinnetz a vun der Attraktivitéit vun deem Angebot, wat mer do maachen.

Wann een d'Zuele kuckt - an den Här Berger huet gemengt, dat wier jo eng Lappalie, wann een dat géif feststellen -, wëll ech him awer soen, dass am Joer 2004, am leschte Joer vun der leschter Legislaturperiod vun der CSV/DP-Regierung, d'Investitiounen an d'Schinnennetz bei 107 Milliounen louchen, an dass se am Joer 2009, an deem Joer wou mer haut dra sinn, bei 319 Milliounen wäerte leien. Et geet net duer fir einfach nëmme bei „mobilité.lu“ eng laang Lëscht ze maache vu Projeten, vun x Projeten ze maachen, an doriwwer eraus, um Niveau vun den Devisen, Devis virzeleien, déi oft net méi wéi Béierdeckelsqualitéit haten, fir ze mengen, dass mer op deem Niveau do géife richteg leie fir d'Problemer ëmgesat ze kriegen.

Déi Trendwend um Niveau vun den Investitiounen an d'Schinn hu mer an dëser Legislaturperiod endlech festgestallt, mä ech mengen, dass den Här Berger mer dozou nach wëllt eng Fro stellen.

» **M. le Président.** - Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Ech wollt just froen, ob déi Investissementer schonn all verschafft sinn, déi den Här Lux elo erwähnt huet.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Ech mengen et ass lech vläicht awer opgefall, dass an der Tëschenzäit net nëmmen op der Péitenger Streck Schinne geluecht ginn, dass d'Baggere fueren um Niveau vun der Streck erop op de Kierchbiereg, beim Findel - ech mengen do huet een eng flott Foto am „Tageblatt“ viru kuerzem kënnen gesinn, wou een den Tunnel op der Aérogare endlech gesäit -, dass gebaut gëtt um Niveau vun der Gare Esch/Belval, dass de CRM, wat ee vun de grouse Projeten ass, elo a senger éischter Phas realiséiert ass.

Et ass lech vläicht och opgefall, dass an dëser Legislaturperiod net nëmme studéiert an diskutiert a gestridde ginn ass, mä dass kloer an däitlech realiséiert ginn ass, dass

nei Schinne realiséiert ginn an dass nei Strecke gemaach sinn. Dat hätt och lech vläicht an der Tëschenzäit kënnen opfalen.

Um Niveau vun den Acquis vum dëser Legislaturperiod ass en drëttes wesentleche Punkt, dat ass deen um Niveau vum Ausbau vum Angebot vum öffentliche Transport, wou mer zesumme mat all deenen aneren Opérateuren, an ech schléissen do den TICE zum Beispill mat an, ech schléissen och den AVL, de städtische Bus mat an, den RGTR an och den Eisebunnsbusbetrieb, dass mer et do fäerdegbruecht hunn, an de Kolleeg Roland Schreiner huet e puer Zuele genannt - wann d'Renaissance vun der Eisebunn déi ass, dass mer et mat 25% méi Clienten, méi Passagéier a mat 66% méi Passagéier am Transfrontalier -, endlech fäerdegbruecht hu fir eng Trendwend hei ze kriegen, dass den Zuch net ugesi gëtt als iergendee Mastodont aus vergaangenen Zäiten, mä dass agesi gëtt, dass den Zuch wäert an dësem Jorhonnert dat Instrument sinn, wat eis Mobilitéitsproblemer léist, wat eis awer och um Niveau vu Loftpollutioun an um Niveau vu Klimawandeldiskussionen hëlleft wierklech an eng aner Ära kënnen eranzekommen.

Ech kommen net derlaanscht lech ze soen, wann ech déi Zuele kucken, um Niveau vun deem, wat mer gemaach hunn: Mir hunn haut, an deene véier Joer, 28% méi Linnen an der Groussregion um Niveau vun de Land- an och um Niveau vun de Schülerbussen. 28% méi Buslinien déi fueren!

Wann den Här Mehlen zu Recht seet - dat ass ee vun deene Punkten, et waren der net vill, mä dee Punkt war jiddefalls ee vun deene gewiescht, wou ech mat him eens sinn -, dass mer um Niveau vun de rouegen Zäiten am Dag, also net de Stousszäiten, dass mer an de rouegen Zäiten e seriöse Problem hunn, wa mer Takt am Land fueren an do mat eidele Bussen, heiansdo nach mat duebele Bussen duerch d'Géigend fueren, a mer oft kee Versteesdemech a keng Akzeptanz fanne fir dat ze maachen.

Mä Dir hätt awer dann och kënnen hannerdru soen, dass mer elo an dëser Legislaturperiod mam Projet pilote vum Ruffbus am Kanton Capellen ebe just déi éischte Kéier eng Alternativ amgaange sinn ze testen. Wann ech d'Zuele vun deem Bus kucken, deen am Juli 2008 ugefaangen huet, dann hate mer an deem Mount, an deem éischte Mount, 523 Persounen, déi am Kanton Capellen vum Ruffbus, also vun engem Bus, dee wierklech bis heem kënn mat mech op déi Plaz féiert, profitéiert, a schonn an deem leschte Mount, nämlich am Dezember 2008, hu 1.729 Leit dovunner profitéiert.

Wa mer dee Projet pilote do fäerdeg hunn, dann ass effektiv ze kucken, inwieweit dass mer et an deenen anere Regione fäerdegbréngen musse Ruffbussystemer dohinnerzesetzen, an dann natierlech awer och an deene rouegen Zäite kucken, inwieweit dass mer d'Taktilinnen da kënnen zréckfueren. Ech wëll net soen ofschafen, mä jiddefalls am Takt zréckfueren, well dat Ganzt kascht jo och Geld, an dat eent Geld, wat mer spueren, kënn dann duerfir do sinn, fir Investitiounen an esou e Ruffbussystem ze maachen.

Bei där Geleeenheet ass et vläicht och gutt ze soen, dass mer fir d'Attraktivitéit vum öffentliche Transport och nach den Novabus agefuert hunn, deen elo säit dem Mee vum leschte Joer fiert. Den Novabus, deen extra geduecht ass fir Persounen, déi eng reduzéiert Mobilitéit oder en Handicap hunn, an deen also och extra ausgeriicht ass, fir och hire Mobilitéitsproblemer kënnen gerecht ze ginn.

Ech mengen, dass mer an deem drëttes Punkt, Attraktivitéit vum öffentliche Transport, wann ech nach d'Mobilitéitszentral géif derbäisetzen, iwwert déi zéng Joer laang och gestriden an diskutiert ginn ass, an déi elo op eng ganz gutt Aart a Weis zesumme mam Verkéiersverbond funktionnéiert.

Dee véierten a leschte wesentleche Punkt, deen an dëser Legislaturperiod geännert huet, dat ass deen, dass mer an där Transportproblematik dem Frachtberäich endlech dat Instrument ginn hunn, iwwert d'Schafung vun der CFL Cargo, wat eis erlaabt e moderne kompetitive Player ze hunn, fir Fracht vun der Strooss, also vun de

Camionen, vun der Strooss ewech ze kréien op d'Schinn.

Ech mengen d'Reussite vun der CFL Cargo an deene leschte Méint - ech nennen lech elo keng grouss Zuelen, mä wann een haut gesäit wéi vill d'Zounahm ass vun den Tonne Fracht déi gefuer ginn, déi vun engem Joer 2007 op 2008 ëm 13,8% an d'Luucht gaange sinn, wann ech gesinn, dass mer bis an d'Slowakei an ech weess net wouhin renne fir Wagone ze kafen, fir all deene Capacitéite kënnen gerecht ze ginn, déi mer an der Tëschenzäit fueren - ass e wesentleche Punkt, dee wichteg ass an deem, wat an deser Legislaturperiod geännert huet.

Sécherlech, um Niveau vun der Prioriséierung wäerten eng ganz Rei vun Décisiounen och an der nächster Legislaturperiod musse geholl ginn. Mä ech mengen mer sinn eis an moins eens, dass niewent deene grouse Projeten, déi haut amgaange sinn, déi Beetebuenger Streck eng ass déi Prioritéit muss hunn.

Mir wëssen, dass d'Gare périphérique vum Houwald, wou mer elo de Projet de loi, wéi gesot, deponéieren, eng Prioritéit muss hunn, an dass och den Tram, deen effektiv e wesentleche Punkt ass fir d'Feinverdeelung um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg ze maachen, souwuel mat deenen interne Fluxen, déi extrem héich gi sinn am Laf vun deene leschte Joren, wéi och deene Fluxen, déi vu baussen an d'Stad Lëtzebuerg erakomm sinn.

Wat de Plan sectoriel «Transports» ubelaangt, wéll ech dem Kolleg Félix Braz an de Kollegen hei am Haus just soen, an dat ass net despektéierlech par rapport zum Plan sectoriel «Transports», mä mir hunn an deene fënnel Joer vun deser Legislaturperiod net drop gewaart e PST ze hu fir effektiv virunzekommen. An dat Konzept „mobil 2020“, wou ech gesot hunn, dass de wesentlechen Acquis ass, dass mer e Konsens iwwert dat Konzept hunn, ass jo och e Bestanddeel innerhalb vun deem PST, deen ass 100% esou do ëmgesat wéi en ass. En entsprecht och den Décisiounen, déi mer um Niveau vun der Regierungserklärung geholl hunn, mat deem Ennerscheid, dass mer iwwert den Train-Tram-System jo am Ufank vun der Legislaturperiod mat eisen Experten am Aarbechtsgrupp vum Tram léger diskutéiert hunn, dass mer hei an der Chamber doriwwer eng grouss Majoritéit vu 55 Stëmme hatten, déi dat Konzept ënnerstëtzt hunn, mat enger grousser Majoritéit am Stater Gemengerot, déi dat Konzept ënnerstëtzt hunn, an ech mengen, dat war also wesentlech.

Ech ginn net méi op déi Argumenter an, déi zu deem Kurswiesel gefouert hunn, mä ech mengen se louchen op der Hand, dass mer dee Kurswiesel misste maachen, fir do an eng aner Richtung ze kommen. De PST behält seng grouss Wichtigkeet, an e wäert eis herno, besonnesch um Niveau vun deenen neie Strecken, déi Couloir reservéieren an iwwert déi kommunal PAGE superposéieren. Dat ass dat Instrument, wat mer brauchen, an duerfir sinn ech souwuel als Transportminister wéi als Ëmweltminister frou, wa mer do schnell virukommen.

Ech fannen, dass dat en normale Prozess ass, dass et do net tëschent dem Ëmwelt- an dem Transportminister, mä éischer tëschent dem Ëmwelt- an dem Bauminister eng Rei vu Froe gëtt, déi, wann d'SUP, déi sougenannt Ëmweltverträglechkeetsstudie virläit, nach eng Käier mussen diskutéiert an dann och definitiv tranchéiert ginn, an dass do nach Konfliktpotenzial ass; dat ass evident.

Et wier ze schéi gewiescht, wann een déi véier Plans sectoriels an deene jeeeweilege Groupes de travail als Projete fäerdeg gemaach hätt an dann hätt ee se iwwerenee geluecht an dann, oh Wunder, hätt direkt alles openee gepasst. Ech mengen et wier e bëssen ze vill schéi gewiescht fir ze mengen, dass d'Politik duerno net muss iwwert déi eenzel Konfliktpunkten diskutéieren, déi bleiwe wäerten, an ofweien tëschent deenen engen an deenen anere Prämissen.

Ech war zum Beispill des Woch an enger Réunioun zu Käerjeng gewiescht. Dat ass ee vun deene Punkten, wou et e ganz klagesche Konflikt gëtt: Engersäits d'Duebelgleisegkeet, déi mer do vun der Péitenger

Streck maachen, an domadder fir Käerjeng a fir déi Lokalitéiten e wesentlech Potenzial um Niveau vun öffentliche Transport a méi Takt kënnen maachen, mä op där anerer Säit wësse mer, dass mer innerhalb vun der Lokalitéit Käerjeng e ganz seriöse Problem um Niveau vun der Loftpollutioun hunn, déi den Ëmweltminister och muss interesséieren, well mer och do u Wäerter vun den Direktive gebonne sinn.

Wa mer des Käier nach, wéi Dir vläicht gelies hutt, zu deene véier Länner an der EU gehéiert hunn, déi um Niveau vun der Loftqualität kee béise Fanger gemaach kritt hunn, well mer ënner d'Wäerter leien, esou soen ech, wann déi Wäerter 2012 an 2015 erfögin, dass mer op eenzelne Plazen, a Käerjeng gehéiert da waméiglech dozou, Alternative siche mussen. Deem Konflikt musse mer eis da stellen an en och diskutéieren, an och kucken en dann ze decidéieren.

Ech wéll zum Schluss nach e Wuert iwwert déi Virschléi soen, déi um Här Mehlen am Zesammenhang mat dem Konzept vum Här Schummer gemaach gi sinn, fir also iwwert de klaseschen Zuch ënner der Stad erduerch ze fueren. Fir d'éischt wéll ech emol soen, dass ech gëscht erwend dat Blat vun der ADR gelies hunn, wou doriwwer jo vill drasteet.

Ech wéll fir d'éischt emol einfach dee klenge Wonsch äusseren, dass een iwwer esou eng Fro diskutéieren kann an eng Divergenz kann hunn, ouni dass een dat direkt op eng polemisch Aart a Weis maache muss. Ech verstinn net, firwat een déi, déi fir de lichten Tram an der Stad sinn, muss als gréng Ideologen, als Leit déi keng Ahnung hunn, als Leit déi d'Suen zur Fénster erausgeheien, bezeichnen. Loosse mer dach an esou enger Fro, déi dach awer eng konzeptuell an och eng technesch ass, doriwwer diskutéieren a respektéieren, dass mer eng Divergenz hunn.

Ech respektéieren den Här Schummer a seng Aarbechten absolut. Ech hat oft Geleeënheet mat him och doriwwer ze diskutéieren, an ech mengen, dass dat eng Fro ass, wou een net onbedéngt ee muss op de Kapp schloen, wann een zu enger anerer Meinung komm ass.

Ech wéll och soen, dass dach awer während zwee Joer mat déi beschte Käpp, déi mer hei am Land hunn, um Niveau vun Ingenieuren an Urbanisten an aner Spezialisten, zesummesouzen, aus alle Ministären, mat alle Bureaux d'études zesummen, fir unanime der Politik, der Regierung an duerno der Chamber d'Proposition ze maachen, fir dat Konzept „lichten Tram“ zesummen, verbonne mat de Gares périphériques ze realiséieren.

Dat waren dach awer wierklech keng Haulien, déi sech Zäit geholl hunn, fir dat ze maachen, a si hunn dat fräi a frank ouni Drock vun iergendengem gemaach, fir zu där Konklusioun ze kommen. Si hunn iwwerengs och an hirer Aarbecht - an ech hunn dat de Moien nach eng Käier nogekeet -, opgrond vun extrem villen Indicateuren a Kritären, och de Konzept vum Här Schummer an hirem Groupe de travail analyséiert, a Vir- an Nodeeler niewentenee gesat, fir herno unanime zu enger Konklusioun ze kommen, fir dat ze proposéieren. Ech géif einfach nëmmen de Wonsch äusseren, dass mer dat roueg diskutéieren.

Ech wéll zwou, dräi Saachen zu dem Konzept vum Här Schummer soen. Net nëmmen, dass ech fannen, dass eent vun de wesentlechen Argumenter de Mëtteg hei vum Kolleg Roland Schreiner gesot ginn ass, fir kloerzemaachen, dass dat Konzept do e schwéiert Konzept ass an enger Stad vun de kuerze Weeër, an dass en Zuch net esou bremst an ufiert, an duerfir vill méi laang Weeër brauch wéi en Tram.

Och do muss een et verstoen, dass et vill Leit gëtt, déi och eng Ahnung vun de Mobilitätsfroen hunn, an déi zur Konklusioun komm sinn, dass e Konzept wéi dat dote kee Konzept ass fir déi Situatioun, déi mer um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg hunn, an dass et der och gëtt, um Niveau vun öffentliche Transport, der A.U.T., de Gewerkschaften aus dem öffentliche Transport, déi och fir dat Konzept sinn, wat hei zréckbehale ginn ass.

Et sinn der och vill der Meinung, dass et fir d'Attraktivitéit vun öffentliche Transport wesentlech ass, dass en op der Iwwerfläch funktionnéiert. Hei ass et jo besonnesch och esou, dass Life ganz déif mussen erfueren, fir d'Leit vu 15, 20 an 22 Meter aus dem Buedem erauszehuele fir uewenhinne ze kommen. Och do mengen ech muss een dann awer ronderëm kucken: A ville Stied an Däitschland, a Frankräich, egal wou een hikéint ass dach eng Renaissance vum Tram. Och zu Nice, zu Stroosbuerg, zu Barcelona, an egal wou een higeet, sëtze jo

keng Haulien, fir zur Konklusioun ze kommen, dass den Tram, am Zesammenhang mat Gares périphériques, déi d'Leit bis no un d'Stied erubringen, an dann eng Feinverdeelung ze maachen; och do sëtze jo intelligent Käpp, déi sech Gedanke gemaach hunn, fir zu där Konklusioun ze kommen.

An da wéll ech awer nach zwou Saachen derbäi soen: An Ärer Publikatioun gëtt e puermol gefrot, firwat mer all d'Leit, déi aus dem Süden, aus dem Norden, aus dem Westen, aus dem Osten an d'Stad kommen, alleguer op d'Gare centrale féieren a se do eraustippen, an déi Leit da geplot si fir dann do den Tram oder de Bus ze huele fir weiderzefueren.

Sot de Leit awer wann ech gelift, dass d'Tat-saach, dass mer eng nei Bunnstreck bauen, vun der Gare centrale iwwert de Findel op de Kierchberg, wäert erlaben, dass bal 80% vun all deene Leit, Frontalieren an och Inländescher, déi an d'Stad schaffe ginn, muer kënnen um direkte Wee op de Findel fueren an um direkte Wee mam Zuch op d'Foire an op de Kierchberg erfueren kënnen. Déi Leit brauche muer net méi op der Gare centrale erauszeklammen. Déi fuere mam Zuch direkt op deem Wee bis dohinne, an all déi hu mat der Gare centrale a mat Ëmklammen an Zukunft näischt méi ze dinn.

Ech mengen et ass wesentlech, wann een iwwert d'Gares périphériques schwätzt, dass muer d'Leit um Houwald erausklammen, déi op der Cloche d'Or schaffen, an déi muer um Ban de Gasperich schaffen, an dass déi riicht weiderfueren, ouni ëmzeklammen, déi déi haut schon zu Dausenden an Dausenden um Kierchberg an och op der Streck tëschent dem Findel an dem Kierchberg wäerte schaffen. Do sinn d'Potenzialer vun der Zukunft, net onbedéngt an der Stad Lëtzebuerg, wou Äert Konzept, ënnerierdesch, niewebäi bemierkt, faraminös Käschtepunkte wäert mat sech bréngen.

Well, wann ech de Kolleg Claude Wiseler kucken, deen d'Erfahrung gemaach huet mat den Tunnelen um Niveau vun der Nordstrooss, da wënschen ech all deenen «bonne chance», déi mat Tunnelen oder mat esou ganz gewotene Konstruktiounen fir op d'Nordstreck ze kommen, op der Héicht vun Dummeldeng an esou virun, da géif ech gär gesi wéi dat...

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Hat Dir net esou eng Zahnradbahn geplangt, déi mer hei scho gestëmmt hunn, Här Minister?

» **Une voix.** - Hien awer net.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Säu Virgänger.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Ech mengen, dass een och um Niveau vun de Couët ganz genau muss kucken. An da wéll ech lech, Här Mehlen, nach e leschte Punkt soen, an ech hunn lech dat och matbruecht, fir dass Dir dat behaalt an deenen nächste Woche vun der Diskussioun.

Ech wéll lech ee Punkt soen: D'intellektuell Eierlechkeet géif verlaangen, niewent all deene Punkten, déi ech lech elo gesot hunn, dass Dir de Leit an Äre Publikatiounen bis de 7. Juni och sot, dass de Konzept vum Här Schummer net nëmmen e Konzept ass fir ënnerierdesch mam Zuch ze fueren, mä dass den Här Schummer och en Tram virgesinn huet a sengem Konzept, dee bal déiselwech Streckeféierung huet wéi deen, deen elo um Dësch läit.

De Konzept vum Här Schummer, an deen ass och do analyséiert ginn, de BB-Konzept plus Tram léger, dat ass säit 2004 de Konzept vum Här Schummer. Hie schwätzt net nëmme vun enger Alternativ um Niveau vum Zuch - dat ass seng Proposition, ech respektéiere se, ech deele se net -, mä den Här Schummer huet 2004 - well hie gemierkt huet, dass d'Flexibilitéit an d'Attraktivitéit géife verlaangen och un der Uewerfläch eng Alternativ ze ginn - och e Konzept vun engem Tram léger a sengem Konzept mat derbäigesat.

Sot also och an Zukunft de Leit dobaussen, wann Der Publikatiounen erausgitt, dass et net nëmmen dat eent gëtt, mä dass och den Här Schummer e Protagonist ass fir en Tram ze bauen, well hien aus ville Grënn, déi ech elo a menger Interventioun gesot hunn, zur Konklusioun komm ass, dass dat noutwendeg ass.

Déi véier Punkten, déi ech genannt hunn, sinn: engersäits de Konsens, zweetens endlech realiséieren, drëttens d'Angebot stätteg weider ausbesseren, a véiertens de Fracht net vergiessen, fir kompetitiv méi Fracht vun der Strooss op d'Schinn ze kréien. Dat wäerten dann och an deenen nächste fënnel Joren, esou wéi se an deene leschte

fënnel waren, déi Punkte sinn, déi mer musse weiderféieren, fir dass mer eng aner an effikass a virun allem eng responsabel Mobilitéit hei am Land kréien.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

(*Interruption*)

Entschëllegt, Här Wiseler, Dir waart net ugekënnegt.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Ech probéieren et kuerz ze maache véinst der Zäit. Et sinn awer eng Rei Froen, déi gestallt gi sinn, déi de Stroossebau concernéieren.

Éischtens wéll ech soen, dass et evidentereis esou ass, dass an deene leschte véier, fënnel Joer och déi Projeten oder dat Konzept vum IVL, dat schon um Dësch läit, an deen Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports», deen elo fäerdeg ass, evidentereis gedéngt hu fir déi Projeten, déi elaboréiert ginn, och ze definéieren an déi d'Base dovunner waren.

Dat ware fir déi Planer an den Travaux publics d'Grondprinzipi vum deem, dee mer duerchgesat hunn. A wann Der och all déi Projeten, déi gemaach gi sinn, respektiv déi, déi an deem Dokument do stinn, kuckt, da gesitt Der, dass d'Logik eng absolut Evidenz ass. Dir hutt déi Verbindungen zwëscht deene grouse Centre-de-développementen. Dat ass d'Liaison Micheville, d'Nordstrooss zwëscht der Stad Lëtzebuerg, Belval an der Nordstad.

Dir hutt déi Développementsstrecken, déi mer bauen an de Grands centres de développement, wéi d'Liaison Micheville, wéi de Ban de Gasperich, wéi Hollerech, och wéi d'Nordstrooss, wéi déi Stroossen an déi Contournement, déi mer ëm d'Nordstad maachen, wéi zum Beispill e Contournement vum Süde vun Ettelbréck, vum Norden, vun Dikrech, déi einfach zur Logik gehéieren, wann ee wéllt déi Landesplanung, déi am IVL virgesinn ass, och korrekt ëmsetzen.

Dir hutt Strecken, déi bis bei d'Grenze kommen. D'A3 an d'A6 sinn hei oft ugeschwat ginn.

Ech wéll awer just dräi Wierder soen zur Explikatioun firwat mer dee Projet maachen, well et kann een net einfach soen: Dat doten ass e Projet, elo maacht Der dräi Strecken, an da stitt Der zu dräi Pisten am Stau fir an d'Stad Lëtzebuerg. Esou ass d'Realitéit net. Dir musst ganz einfach wëssen, dass mer säit deenen 20 leschte Joren, säit 1985, en Développement vu mol véier vum Autosverkéier kann hunn, deen op där doter Pist ass. Mir si vu 15 bis 20.000 op haut 70 bis 80.000 Autoen den Dag geklommen.

Mir hunn dovunner 22% Camionen; zwëscht 20 a 25% Transilverkéier. Verkéier, deen net an d'Stad Lëtzebuerg erauf, dee mer also mat anere Spuren, wa mer eng Spur derbäisetzen, dégagéiert kréien, fir e weider ze kréien op där Streck.

Da gëtt et natierlech och esou, dass eng vergréissert Autobunn eis sécherlech kann de Komfort op deenen anere Stroosse verbessern. Mir hunn d'Méiglechkeet fir eng Rei Autoen zousätzlech erf vum den Nationalstroossen ze kréien. Dofir gëtt et jo gemaach.

Op dräe anerer Säit och, wann Der wéllt d'Entrée vum der Stad hunn, dann ass et jo och ganz kloer, dass och an deenen heite Programmen all déi Échangeuren, déi op deenen dote Strecken erfögin, musse transforméiert ginn. Et géif jo net méi anescht funktionnéieren, fir et ze maachen. Also mussen och déi Entréeën op de Stroossentissu vun der Stad respektiv vun den Agglomératiounen ronderëm mat gekuckt ginn.

Dir hutt sécherlech méi eng grouss Sécherheet vun den Accidenter. Mat deene Fluxé vu 70 bis 80.000 Autoen den Dag, déi doriwwer fléissen, ass et evident, dass Der, wann Der do dräi Pisten hutt, sécherheetsméisseg ganz anescht kënn déi Fluxen oflaffe loos. A wann eng Käier en Accident huet, wou Leit stoebliwen. Wou Schwieregkeete sinn, hutt Der och vill besser a ganz aner Méiglechkeeten, fir d'Gesicht dovunner an de Grëff ze kréien a fir et esou schnell wéi méiglech dégagéiert ze kréien.

A schlussendlech dat lescht Argument, dat ass fir mech och dat vum öffentliche Transport. En Neibau, en Aneschtbau vun deenen doten Type vun Autobunne wäert



eis d'Méiglechkeet ginn dem öffentlechen Transport, dee fir mech och prioritär ass - och op de Stroossen, well 80% vum Verkéier wäert och nach an Zukunft iwwert d'Strooss goen -, op de Stroossen d'Prioritéit ze ginn. Dat kënne mer maachen, wa mer d'Autobunnen anescht uginn, wa mer eng Vergrößerung domat maachen.

A wann ech dann och den Här Berger héieren...

» M. le Président.- Här Minister, den Här Bausch wëllt eng Fro stellen an deem dote Kontext.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Jo, dann éier ech op den Här Berger kommen, maache mer déi Kritik.

» M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*).- Ech wollt just eng Fro stellen zu där drëtter Spur. Mir hu jo e grouse Problem. Dat ass, datt mer an de Spëttestonnen dausenden an dausende Frontaliere fueren hunn. Ee vun de grouse Problemer ass jo och, datt se all eenzel mam Auto gefuer kommen. Meng Suerg oder eis Suerg ass och, datt mer, wa mer elo eng Vergrößerung maachen, d'Situatioun u sech net verbessern, mä datt dat éischer nach méi incitéiert nach zousätzlech ze fueren.

Duerfir ass meng Fro: Wann Der op de Wee giit, fir eng drët Spur ze bauen, wär et dann net mindestens sénnvoll déi nämlecht Richtung ze goen an dat ze maachen, wat bal an allen europäeschen Agglomératione geschitt, nämlech datt mer eng Deelspur, eng „car sharing“-Spur géife maachen, dat heescht, datt déi nëmme reservéiert ass, wann ee mindestens zu zwee am Auto sëtzt; dat mindestens an de Spëttestonnen?

Dat si Modeller, déi ëmmer méi ugewant ginn a groussen Agglomérationen an déi menger Meinung no och zielen, wann een iwwerhaapt op de Wee wëllt goen, iwwer esou eppes ze diskutieren. Well de Gros vum Problem hu mer jo an de Spëttestonnen an déi drainéieren alleguerten a Richtung Zentrum, Stad an Émland, wou d'Aarbechtsplaze sinn. Dat wësse mer jo. Do muss se iergendwou erauskommen, an do hu mer dann déi gréisste Schwieregkeeten, fir se duerch déi Nadelöhren och all an d'Stad ze kréien.

Da misste mer et mindestens esou organisieren, datt mer d'Leit derzou beweegt kréien, datt se mindestens zu zwee oder souguer zu dräi an engem Auto sëtzen a se net jiddwereen eenzel erof géif fueren.

» M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- D'Äntwert dorop ass, datt ech fir alles op sinn, wat eis deen dote Problem besser an de Grëff kréien deet. Mir hatten nach net méi spéit wéi de Moie mat enger ganzer Rei Experten intern Sitzungen, wou mer Iwwerleeunge gemaach hunn, wéi een d'Organisation vum Trafic op eise Stroosse kéint anescht gërieren, fir datt e méi fluid ass; net nëmme duerch eng Vergrößerung oder eng aner Konzeptioun vu Stroossen, mä och duerch Gestionsprojeten, déi mer drop maachen.

Mir si jo och amgang - dat wësst Der - net nëmme iwwer esou Projeten ze iwwerleeën, mä och iwwer aner Projeten, wou mer mat Busspuren déi eng Richtung moies, déi aner Richtung owes maachen, well et eis einfach Plaz spuert. Mir hunn net iwwerall

genuch Plaz, mä et muss een et just esou maachen, datt et och gangbar ass.

Mir si fir all déi doten Iwwerleeungen op, am Fall wou et Konzepter sinn, déi realisabel sinn an déi eis an deem heite Problem weiderhëlfen.

Ech wollt awer nach beim Här Berger soen: Ech stelle just fest, wann Dir sot, datt d'DP net mam Ausbau vun der A3-A6 averstanen ass, datt bei deem leschte Vote vun der Motioun iwwert déi A3-A6-Autobunn, fir déi déi Gréng eng Motioun eraginn haten a wou d'Halschent vun hirer Fraktioun esou an d'Halschent vun hirer Fraktioun anescht gestëmmt huet.

» M. Eugène Berger (*DP*).- Ech sot, et ass keng Prioritéit fir eis. A wann, dann hu mer och déi Suggestiounen, déi den Här Bausch gemaach hat. Dat hat ech virun erwähnt. Dat heescht op där enger Säit, datt een dat als „car sharing“ ka benotze respektiv als Busspuren. Nach eng Kéier - ech hunn et gesot -: Et ass fir eis keng Prioritéit.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Also ech stelle fest, datt Der net definitiv géint dee Projet sidd, mä datt Der d'Prioritéitslëscht do anescht maacht.

Da wëll ech just nach eppes soen zu deenen aneren Aspekter; wat fir mech an deem Programm hei extrem wichteg ass. An do kommen ech zrëck op dat, wat den Här Bausch gesot huet, ier ech ofschléissen, Här President. Dat ass: Fir mech ass et an deem Plan sectoriel «Transports» oder an deem Projet hei wesentlech, datt mer net nëmme iwwert d'Strooss schwätzen, mä et ass och wesentlech, datt mer koordinéiert iwwert den Zuch schwätzen, datt mer koordinéiert iwwert d'Opfangparkinge schwätzen,

den, iwwert den Tram schwätzen an iwwert d'Busspuren schwätzen, iwwert déi haut iwwerhaapt net geschwat ginn ass, ausser bei lech ganz kuerz, mä wou e ganz laangt Kapitel dran ass, wéi och d'Développementen sollen dorunner geschéien.

Da soen ech hannendrun: Fir mech an den Travaux publics kënnt och nach derbäi, datt et net nëmme duergeet mat engem Plan sectoriel «Transports», mä wann ech mä Mobilitéitsnetz esou maachen, kucken ech och meng aner Halschent vum Ministère. De Bau vun de Schoule gëtt do gemaach, wou ech Contournemente maachen zu Jonglënster, Miersch mat der Autobunn, respektiv op deene Plazen, wou eist Mobilitéitskonzept dann hiféiert, datt mer och déi aner öffentlech Bauten esou am Land bréngen. Et geet also nach weider, wéi dat wat mer hei gemaach hunn.

Merci, Här President, fir d'Zäit.

» M. le Président.- Merci, Här Minister.

Domat si mer dann awer um Schluss vun der Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzung sinn den 10., den 11. an den 12. Mäerz 2009 virgesinn. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(*Fin de la séance publique à 17.50 heures*)

## Mardi, 10 mars 2009

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

### Sommaire

#### 1. Communications

- M. le Président

#### 2. Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député

- M. le Président

#### 3. Ordre du jour

- M. le Président

#### 4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°308 du 9 mars 2009 de M. Laurent Mosar relative à la stratégie à adapter en matière de secret bancaire en vue du sommet des pays du G20, le 2 avril à Londres, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

et

- Question N°313 du 10 mars 2009 de M. Jacques-Yves Henckes relative au secret bancaire et au paradis fiscal, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

- M. Laurent Mosar, M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*

- Question N°309 du 10 mars 2009 de M. Xavier Bettel relative à une étude du UNHCR sur «la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale», adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

- M. Xavier Bettel - M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*

- Question N°310 du 10 mars 2009 de Mme Lydia Mutsch relative aux dons d'organes et aux transplantations, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- Mme Lydia Mutsch - M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

- Question N°311 du 9 mars 2009 de M. Claude Adam relative au réaménagement sur 2 voies de la traversée RN7 à Mersch au lieu dit «Mierscherbiérg», adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- M. Claude Adam - M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*

- Question N°312 du 10 mars 2009 de M. Gilles Roth relative au projet de règlement grand-ducal portant organisation de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours et des services d'incendie et de sauvetage des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- M. Gilles Roth - M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

- Question N°314 du 9 mars 2009 de M. Ben Fayot relative au transfert et à la liquidation de créances au Luxembourg par les filiales et succursales d'instituts financiers de provenance étrangère, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

- M. Ben Fayot - M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*

- Question N°315 du 10 mars 2009 de M. Claude Meisch relative aux traitements des assistants parentaux sous le régime des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Claude Meisch, Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*

- Question N°316 du 9 mars 2009 de M. Fernand Diederich relative à la formation en matière d'éducation physique des instituteurs, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- M. Fernand Diederich - M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

- Question N°318 du 9 mars 2009 de Mme Lydie Err relative à l'application pratique de la loi sur la nationalité en matière de connaissances linguistiques, adressée à M. le Ministre de la Justice

- Mme Lydie Err - M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*, M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

- Question N°317 du 10 mars 2009 de M. Eugène Berger relative au projet de construction d'un nouveau stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

et

- Question N°319 du 9 mars 2009 de M. Eugène Berger relative à la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Eugène Berger - M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* - Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

- Question N°320 du 10 mars 2009 de M. Jos Scheuer relative à la mise en place d'une aire de Park and Ride aux abords de la E29 entre Echternach et Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- M. Jos Scheuer - M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*

5. 5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

et

5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

- *Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture*: M. Lucien Thiel

- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

# SÉANCE 32

**6.** 5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Fred Sunnen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

**7.** 5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant

- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

**8.** 5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Patrick Santer*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Eugène Berger, M. Fernand Diederich, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

**9.** Hommage à M. Patrick Santer

- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

**(Début de la séance publique à 15.00 heures)**

**]] M. le Président.** - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelungen ze maachen?

**]] M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Neen, Här President.

## 1. Communications

**]] M. le Président.** - Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe:

**5993** - Projet de loi déterminant la participation financière de l'État à la construction de nouveaux bâtiments pour l'École Française de Luxembourg ainsi que pour le Lycée et Collège Vauban à Gasperich

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.02.2009

**5994** - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.02.2009

**5995** - Projet de loi portant 1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant e.a. création de la fonction d'instituteur d'économie familiale

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 19.02.2009

**5996** - Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 20.02.2009

**5997** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 23.02.2009

**5999** - Projet de loi relatif à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.03.2009

**6000** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Moldavie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2009

**6001** - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008

Dépôt: Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.03.2009

## 2. Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député

A senger Réunioun vum 18. Februar huet de Büro opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, der Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullien den Éierentitel vun hire Fonctionnen zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

**(Assentiment)**

**]] Une voix.** - Très bien!

**]] M. le Président.** - Dann ass et esou décidéiert.

## 3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dësem Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 5. März fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung. Duerno diskutéiere mer zwee Projets de loi, déi d'Kooperationsofkommes iwwer ee weltwäit Navi-

gationssystem via Satellit mat Korea respektiv mat Marokko behandelen. Dann hu mer eng Konventioun iwwer den Institut Forestier Européen, de Projet de loi iwwer den elektronischen Dépôt beim Registre de commerce et des sociétés an e Projet de loi iwwer d'Représentations cinématographiques publiques.

En Donneschdeg um hallwer dräi proposéiert d'Presidentekonferenz fir d'éischt de Projet de révision 5967, dat heescht d'Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung. Duerno diskutéiere mer en Ofkommes tëschent der Europäescher Union a Montenegro, a schlussendlech de Projet de loi iwwer de Bäitritt vu Bulgarien a Rumänien an den Espace économique européen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum éischte Punkt vum eiseem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Froestonn un d'Regierung. D'Deputéierten hunn zwou Minutten Zäit fir hir Fro ze stellen, d'Regierung, déi eenzel Ministeren hu véier Minutten Zäit fir dorobber ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiessend vu Majoritéit an Opposition.

Déi éischt Fro gëtt gestallt vum honorabelen Här Mosar un den Här Budgetsminister iwwer d'Strategie um G20 iwwer d'Bankgeheimnis. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

## 4. Heure de questions au Gouvernement

**- Question N°308 du 9 mars 2009 de M. Laurent Mosar relative à la stratégie à adapter en matière de secret bancaire en vue du sommet des pays du G20, le 2 avril à Londres, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget**

**]] M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virgëschter souzen d'Finanzministeren aus Eisträich, der Schwäiz a Lëtzebuerg hei zu Senningen zesummen, fir eng gemeinsam Strategie auszeschaffen en vue vum G20, e Sommet den 2. Abrëll zu London. An dëser Réunioun schéngt et drëm gaangen ze sinn, fir gemeinsam Pisten opzesechen, fir géint d'Steierévasioun virzegoen, ouni awer gläichzäiteg mussen op d'Bankgeheimnis ze verzichten, an och gläichzäiteg alles an d'Weg ze leeden, fir net op eng schwaarz Lëscht ze kommen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un de Budgetsminister stellen:

1. Wat sinn déi gemeinsam Pisten, iwwer déi diskutéiert ginn ass an déi eventuell dann och zréckbehale gi sinn?

2. Wéi gesäit d'Strategie vun der lëtzebuerger Regierung aus, ganz besonnesch am Hibleck vum G20, wou jo eigentlech keent vun deenen dräi concernéierte Länner direkt vertrueden ass?

3. Ginn am Moment och Gesprécher mat der neier amerikanescher Administratioun gefouert, well et jo ganz besonnesch an de Vereenegte State Bestriewunge gëtt, eng sougenannten nei schwaarz Lëscht opstellen, op där eist Land och kéint figuréieren?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

**]] M. le Président.** - Wann Der erlaabt, Här Minister, den honorabelen Här Henckes huet eng Fro am selwechte Kontext. Da kéinte mer déi zwou Froen matenee behandelen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°313 du 10 mars 2009 de M. Jacques-Yves Henckes relative au secret bancaire et au paradis fiscal, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget**

**]] M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt am Kader vun där Debatt iwwer d'Steierparadäiser zwou Froen stellen.

Déi éischt ass: Gëtt et eng Definitioun vun engem Steierparadäis? Well souwäit wéi ech der gesinn hunn, gëtt et der e puer. A bis elo wollt ech duerfir froen, ob et esou eng Definitioun an den héijen Instanze gëtt, déi méi prezis wier.

Déi zweet Fro bezitt sech op d'Aart a Weis, wéi hei soll an dësem Dossier verfuert ginn. Ech verstinn, datt d'Regierung eng defensiv Attitüd anhëlt a versicht déi Kontra-Argumenter ze entwéckelen. Mä ech mengen awer och, et misst méi eng ausgewogen, méi eng offensiv Attitüd geschéien.

Zum Beispill d'Definitioun vum Steierparadäis: Ass dat zum Beispill Frankräich, wou iwwer d'Niches fiscales Persounen, déi ee-lef Milliounen Euro Akommes hunn, nure 5% Steiere bezuelen? Ass dat e Steierparadäis? D'Fro, déi sech stellt, ass, ob d'Bons du trésor, déi anonym kënnen gehandelt ginn, ob dat an de Blanchiment fällt oder net. D'Fro, déi sech stellt, ass, ob England mat senger verschiddenen Inseln, mat dem Rapport vun der Financial Services Authority, wou e seet, datt 39 Milliarde Pond d'Joer do u Blanchiment suspekt Verhandlungstransaktiounen sinn, ob dat och drënner fällt.

Dofir géif ech froen, ob d'Regierung gewëllt ass, och en Dossier ze maachen an an der Argumentatioun och déi aner Froen opzeweieren, déi et a verschiddene Finanzzentren gëtt.

**]] M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

**]] M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, ech géif gären dës Fro wéinst der internationaler Dimension vun dësem Sujet, wann Der erlaabt, op Franséisch beäntweren.

**]] Une voix.** - Oh! Dat ass wéinst dem Här Sarkozy.

**]] M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Dans le contexte de la crise économique internationale, des discussions sont actuellement menées dans différentes enceintes sur l'élaboration de critères et de listes relatifs aux territoires non coopératifs et de paradis fiscaux. Ces discussions sont menées au sein du G20, de l'OCDE, de l'Union européenne et également dans certains États comme notamment les États-Unis d'Amérique.

C'est dans ce contexte que certains pays européens à secret bancaire, l'Autriche, la Suisse et le Luxembourg, se sont rencontrés dimanche dernier ici à Luxembourg. Nous avons constaté que le G20 n'est ni une organisation internationale ni un organisme pouvant arrêter des critères juridiquement contraignants.

En ce qui concerne les paradis fiscaux, il y a à notre connaissance une organisation internationale, à savoir l'OCDE, qui a établi des critères de qualification des paradis fiscaux. Parmi ces critères, le point de départ est qu'il faut qu'il s'agisse d'un territoire dans lequel il n'y a pas de fiscalité ou une fiscalité très faible. Il existe également certaines listes qui ont été établies par certains États à critères divergents et parfois sans critères. Le Luxembourg, au vu des critères de l'OCDE, n'est pas un paradis fiscal ni un territoire non coopératif, puisqu'il applique l'ensemble des règles prudentielles et fiscales en vigueur dans l'Union européenne.

La position du Gouvernement luxembourgeois, partagée par ailleurs par les collègues autrichiens et suisses que nous avons rencontrés avant-hier à Luxembourg, peut être résumée comme suit: Dans un souci de respect de la protection des données et de la vie privée, le Gouvernement veillera au maintien du secret bancaire. Le secret bancaire n'est pas synonyme de paradis fiscal ou d'absence de taxation.

**]] Une voix.** - Très bien!

**]] M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Le Gouvernement luxembourgeois est prêt à discuter des moyens pour améliorer la coopération internationale dans la lutte contre les délits fiscaux. Le secret bancaire ne s'oppose pas à certains de ces moyens comme notamment l'entraide judiciaire, la retenue à la source ou certaines formes de demandes administratives dans des cas concrets de délits fiscaux.

Nous soulignons l'importance que nous attachons dans ce débat au rôle de l'Union européenne. Et nous souhaitons que les négociations relatives aux propositions de directive de la Commission européenne sur la fiscalité de l'épargne et sur la coopération des administrations fiscales soient discutées en parallèle et qu'elles aient une influence sur les discussions menées au sein du G20.

En ce qui concerne d'éventuelles mesures unilatérales envisagées par certains États membres, il va de soi qu'elles devront respecter le fonctionnement des libertés fondamentales telles qu'elles sont inscrites dans les traités européens. Le Gouvernement intensifiera dans les jours à venir ses discussions notamment avec ses voisins français et allemands sur les différents textes européens et sur les discussions internationales et nous souhaitons dans ce contexte également un débat fructueux et constructif avec l'OCDE. C'est à cet effet que je rencontrerai le Secrétaire général de

Mardi,  
10 mars 2009

l'OCDE avant la fin de la semaine. Nous souhaitons également rencontrer les autorités américaines pour discuter avec elles des vues des États-Unis d'Amérique sur ces sujets.

Notre position, qui est une position de dialogue et une position constructive, sera discutée avec le Parlement luxembourgeois.

En tenant compte de la mobilité des capitaux et soucieux d'assurer la compétitivité de la place financière du Luxembourg, le Gouvernement, tout d'ailleurs comme le Gouvernement précédent, reste prêt à adapter sa législation à la lumière des développements internationaux et des législations d'autres centres financiers afin d'améliorer la lutte contre les délits fiscaux.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Hâr Bettel „sur la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale“, adresséiert un den Hâr Immigrationminister.

- **Question N°309 du 10 mars 2009 de M. Xavier Bettel relative à une étude du UNHCR sur «la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale», adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration**

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Hâr President. Firwat déi Fro haut an der Heure de questions ass? Well d'lescht Woch eng Invitiation komm ass fir eng Konferenz, déi den 2. Abrëll stattfënnt am Kader vun der Uni Lëtzebuerg, wou justement presentéiert gëtt d'Jurisprudenz vum Tribunal administratif en matière vun der Protection internationale. An et schéngt es, wéi wann déi Etüd dann och fäerdeg wär an d'Resultater zimlech katastrophal wäeren. Dat heescht, dass mer do géife gewise kréie vum UNHCR, dass eis Gerichter net grad ganz tendre wäeren an dass op jidde Fall déi Jurisprudenz net ganz positiv beurteelt géif gi vum UNHCR.

Ech wollt dowéinst de Minister froen, ob dat stëmmt. Ob hien d'Resultater kennt vun där Etüd, déi gemaach ginn ass. An ob et och méiglech wär, wann esou Etüde gemaach ginn, dass déi vläicht an eiser Kommissioun an der Chamber kéinte presentéiert ginn, ier se op enger Table-ronde presentéiert ginn. A wann de Minister se op jidde Fall huet, wier et gutt, dass d'Deputéierten informéiert wieren. A wann dat de Fall wier, dass d'Jurisprudenz esou schlecht wär, ob de Minister wéilt remédiéieren zu der Situatioun an d'Gesetzgebung änneren, oder wat e wéilt maachen.

Op jidde Fall, et schéngt es, Hâr President, dass d'Jurisprudenz ganz schlecht wier. Da kann ee soen, an der Jurisprudenz ass Séparation des pouvoirs, do ass et net un eis, eis anzemésche vis-à-vis vun den Uerteeler. Mä da muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Gesetzgebung dann déi richtig ass, wann eben op jidde Fall op Niveau international mer mam Fanger gewise kréien, dass et net gutt wär.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Bettel. Den Hâr Schmit huet d'Wuert.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Hâr President, et ass wichtig, dass esou eng Etüd gemaach ginn ass zesumme mam Tribunal administratif. An d'ailleurs, wann een de Projet vun där Etüd - well et ass nëmmen e Projet provisoire bis ewell do, et ass also net eng Version finale do - liest, da félicitéiert och den UNHCR sech iwwert déi Kooperatioun, déi e fonnt huet beim Tribunal administratif, fir déi Etüd ze maachen.

Dir hutt et gesot, et steet net der Regierung un, an och besonnesch schon net dem Ausseministère, mä u sech kengem Minister, an d'Jurisprudenz vun onse Juridictionen ze intervenéieren. Ech kann also vun deene Commentairen, déi an deem provisoireschen Rapport stinn, nëmme Compte der-vun huelen, mä et steet mer net un déi elo ze kommentéieren.

Derbäi kënn, dass ons Législatioun, ier mer se eigentlech adoptéiert hunn, och vum UNHCR evaluéiert, kommentéiert an dorop hin och amendéiert ginn ass. Ech kann also net soen, dass déi Législatioun komplett à côté de la plaque wier, vu dass den UNHCR se approuvéiert an de groussen Zich huet, ier mer se dee Moment ugeholl hunn.

Den UNHCR huet och nach weider Réunioun mam Tribunal, fir dee Rapport ze fi-

naliséieren. Well et eng Rei vu Mëssverständnisse gi sinn zwëschent dem UNHCR an dem Tribunal, a souwäit ech héieren hunn, dat ass jo net eppes, wat ons direkt concernéiert, mä souwäit ech informéiert gi sinn, gëtt et och nach eng aner Réunioun fir déi Mëssverständnisse auszeraumen.

Mir kucken natierlech mat Interessi déi Konklusionen, an d'Chamber ass fräi, all Rapport, vu wou en och ëmmer kënn - an dat hei ass net e Rapport, deen un d'Regierung gaang ass, et ass net e Rapport, dee vun der Regierung gefrot ginn ass -, ze studéieren, ze kommentéieren, dee se wëllt. A wa se an deem Kontext ons Hëllef brauch, da stinn ech natierlech wéi ëmmer ganz gären zur Verfügung.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Minister. Déi nächst Fro kënn vum der honorabelen Madame Mutsch an adresséiert sech un den Hâr Gesondheetsminister iwwert d'Organspenden.

- **Question N°310 du 10 mars 2009 de Mme Lydia Mutsch relative aux dons d'organes et aux transplantations, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Hâr President. Viru gutt engem Joer huet d'Associatioun Luxtransplant, déi hei am Land déi responsabel Institutioun ass fir Spenden a fir Transplantatioun an déi och Member am internationalen EU-Transplant-réseau ass, Alarm geschloen, andeem se gesot huet, dass zënter 2000 hei am Land d'Zuel vun de Spender géif dättelech erofgoen a mer als Lëtzebuurger géife riskéieren an eng Aussesäiteroll ze kommen, well mer eng ganz Rei vun Organer géife kréien, awer selwer net zu deene géife gehéieren, déi Organer géifen an de Réseau eraginn.

Deemools war virun engem décke Joer also gesot ginn, dass Zäit wier, fir eng concertéiert Aktioun ze maache mat alle concernéierten Acteuren inklusiv der Regierung. Ganz rezent war et och en Thema op der nationaler Gesondheetskonferenz. Et sinn eng ganz Rëtsch vu Questions parlementaires gemaach ginn. Et waren och Interpellatiounen do. Mir hunn och elo héieren, dass rezent, de 6. Februar, am Regierungsrat e Règlement grand-ducal oder e Projet de règlement grand-ducal uegeholl ginn ass, deen och am Zesummenhang mat deem dote Sujet ass.

Duerfir géif ech gäre vum Gesondheitsminister wëssen, wéi déi beschlossene Mesuré gegräff hunn, wéi et mat der praktescher Emsetzung dovunner ass a wéi eng Resultater mer haut opweises hunn als Lëtzebuurger.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Mutsch. Den Hâr Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv richtig, wat d'Madame Mutsch gesot huet, dass mer net eréischt zënter 2002, mä scho Mëtt der 90er Joren en Zréckgoe vun den Organspenden hei zu Lëtzebuerg konnte beobachten. An et ass richtig, dass dat ab 2002 sech nach verstärkt huet, esou dass et eng reell Gefor war, dass Lëtzebuerg, dat op Organspende fir Transplantatiounen ugewise ass, an eng Aussesäiteroll erakomm wär, dat heescht, Bénéficiaire vun dem Réseau an Europa wär, awer näischt méi géif an de Réseau erabringen.

Et ass richtig, dass zesumme vun de Leit vum Terrain mat de Responsabelen aus dem Gesondheetsministère Alarm geschloen ginn ass an dass mer eis eens waren, och nodeem mer hei an der Chamber méi wéi eng Kéier doriwwer diskutéiert hunn, dass mer eng concertéiert Aktioun missten aleeeden, fir deem entgéintzewirken.

Mir hunn zesumme mam Terrain eng Strategie entwéckelt, fir an Europa erëm zu deene gudden Schüler kënnen ze gehéieren, och wann ee muss soen, dass eng Organentnahm ni eppes Schéines ass. Et ginn ëmmer traureg Evenementer viraus, mä et ass awer bei aller Trauer e gutt Gefill, wann ee mam Doud Liewe ka spenden, an dorëm geet et bei der Organentnahm an och bei der Organtransplantatioun.

Mir sinn eis eens ginn, dass mer vun 2008 un eng Campagne grand public gemaach hunn, wou am Ufank och Froe gestallt gi sinn, ob ee sollt mat enger Campagne grand public ufänken oder ob een aner Beräicher soll prioritär an Ugrëff huelen.

Après coup mengen ech, ass d'Approche vun der Campagne grand public déi richtig gewiescht, well mer d'Leit dobausse méi staark konnte sensibiliséieren, déi Leit, déi betraff waren, mat an d'Diskussioun konnten eranzéien, a ganz émouvant Témoignagen och konnten eriwuerbréngen, wat zu enger wierklech staarker Sensibiliséierung vun der Opinion publique bäigedroen huet.

Dat huet dozou geféiert, dass ganz vill Leit bereet waren, erëm eng positiv Ausso ze maachen iwwer e Spenderpass. Et si méi wéi 60.000 Spenderpäss ënnert d'Leit komm. Dat war deen éischte Volet vun der Démarche.

Deen zweete Volet vun der Démarche war, dass mer de Réseau vun de Coordinateurs transplantation, dass mer d'Équipe verduebelt hunn. Mir hate bis elo zwee Véirelsposte vu Responsabelen, déi d'Koordinatioun bei der Transplantation Organentnahmen dirigéiert hunn. Mir sinn do vun zwee Véirelsposten op véier Véirelsposte gaangen. Mir sinn elo conform zu den europäeschen Direktiven an deem dote Beräich.

Well et awer net duergeet, dass mer am Transplantationszentrum déi richtig Équipes hunn, mä de Lien mat de Spideeler extrem wichtig ass, hu mer an deene grouse Spideeler Antenne geschaf mat de Referente fir Organentnahmen an Transplantatiounen. Elo gëtt et esou Referenten an alle grouse Lëtzebuurger Spideeler.

Wéi richtig vun der Madame Mutsch erwähnt, si mer och de Règlement grand-ducal iwwert d'Critères de la mort ugaangen, well mer festgestallt hunn, dass dee Règlement, deen elo wäit méi wéi 20 Joer al ass, eigentlech eng Hemmnis war bei Organentnahmen, well déi Critères de la mort net méi deem entsprach hunn, wat déi heiteg Erkenntnisser vun der Medezin sinn.

Mir hunn dee Règlement grand-ducal iwwerschaft, wou ech dem Hâr Mousty, eisem Chef juriste, e ganz häerzleche Merci wëll soen, well hien dat mat vill Fangerspëtzegefill a mam Terrain ausgeschafft huet.

Et geet bei deem neie Règlement net dorëm, Kritären ze liberaliséieren, mä deene modernen Erkenntnisser unzepassen. En ass ausgeschafft gi mam Collège médical, mat der Société scientifique. Dee Règlement läit am Moment beim Conseil d'État. Mir sinn der Meenung, dass mer e relativ schnell kënnen a Kraaft setzen.

Haut scho kënnen mer soen, dass déi Démarche extrem positiv war, well mer vun 2007, wou mer eng eenzeg Organentnahm haten, am Joer 2008 op néng Organentnahmen iwwergaange sinn, wou mer deen héchste Stand hunn zënter 1996, a wou mer eis bewosst sinn, dass, wann de Règlement grand-ducal a Kraaft ass, mer definitiv erëm bei deene gudden Schüler an Europa kënnen sinn.

Villmools Merci fir Är Gedold.

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Minister. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Hâr Adam iwwert d'Traversée RN7 zu Miersch um Mierscherbiere, gerichtet un den Hâr Bauteminister Claude Wiseler.

- **Question N°311 du 9 mars 2009 de M. Claude Adam relative au réaménagement sur 2 voies de la traversée RN7 à Mersch au lieu dit «Mierscherbiere», adressée à M. le Ministre des Travaux publics**

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Hâr President. Ech wëll direkt e bësseleche preziséieren: De Lieu Mierscherbiere ass relativ grouss. Ech schwätzen elo net vum Plateau Mierscherbiere, mä effektiv da vun deem Biere, Colmar-Strooss heescht et och, also deem Deel vun der Route nationale.

Mir haten eis virgestallt, dass spéitstens, wéi de Contournement bis an d'Kléck fäerdeg wier, d'Route nationale duerch Miersch kéint zréckgebaut ginn. Zumindest deen Deel, deen ech elo hei mengen, dee vun der Stäreplaz bis op de Mierscherbiere. Dëst Stéck vun der Route nationale 7 trennt zwee Wunnvéierele vuneneen, an dëst Stéck ass och nach dräispureg ausgebaut. Grad just op der Héicht vum Altersheim féiert ee Foussgängersträifen iwwert dës dräispureg Strooss, an do erlieft ee bal all Dag geféierelech Situatiounen. Zum Beispill, wann en Auto op der rietser Säit stoe bleift, fir e Foussgänger iwwert d'Strooss ze loossen, an en aneren Auto op der Iwwerhuelspur laanschtbraust.

Wier et net endlech elo un der Zäit, der Sécherheet vun de Foussgänger Prioritéit op dëser Strooss bannen an der Uertschaft ze ginn, besonnesch do, wou se d'Stroossesäit wëlle wiesselen?

Ass Äre Ministère bereet, dës Strooss méi sécher ze maache mat enger Verkéiersinsel an engem Réckbau op zwou Spuren?

Eng Busspur vum Mierscherbiere erf of d'Stäreplaz ass anscheinend an der Diskussioun. Wier et net méi sännvoll, dës Strooss méi iwwersiichtlech fir d'Foussgänger ze maachen, an eng Busspur - wann Är Etüden da wierklech erginn, dass esou eng Spur sollt sännvoll sinn - op déi ënnescht 100 Meter virun der Kräizung ze beschränken?

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Adam. D'Wuert huet elo den Hâr Bauteminister Claude Wiseler.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Hâr President. Also, fir d'éischt wëll ech emol feststellen, dass mer déi hei Diskussioun iwwert de Réckbau vum sougenannte Mierscherbiere eréischt féieren, well mer de Contournement fir Miersch gebaut hunn, spriech d'Nordstrooss gebaut hunn. Ouni dee Bau géife mer déi hei Diskussioun net féieren. Ech fänken d'Äntwerten op déi do Froen ëmmer domadder un. Mir kënnen se also féieren. Mir kënnen se féieren, awer mer müssen natierlech op zwou Saachen oppassen.

Dat Éischt, Dir hutt et schon ugeschwat, dat ass, dass mer op deene Réckbaue respektiv Neigestaltung vum Stroosseraum kucken, dass mer dem öffentliche Transport Prioritéit ëmmer ginn - éischstens. An zweetens, dass mer an dem Émbau vun deenen do Type vu Stroossen natierlech och der Evolutioun vun enger Gemeng wéi Miersch Rechnung droen.

Dir sidd gutt gestallt, fir ze wëssen, dass an deenen nächste Joren déi Gemeng och wäert eng zolidd Evolutioun sécherlech kennen - Cepal, Mierscherbiere, Cegedel, Valfonds an esou weider, wat alles Développe-menter sinn, déi sécherlech Froen zu Miersch stellen an déi sécherlech Miersch och an en aner, also déi ee muss virgesinn, wann ee fir d'Zukunft plangt.

Dat gesot, ass et evident, dass mer och dee Mierscherbiere amgang sinn ze analyséieren. Dräi Remarqué wëll ech dozou maachen. Dat Éischt ass, dass initialement geplangt war, fir eng Busspur iwwert de ganze Mierscherbiere erfoueren ze loossen. Dat an deem Kader vun deene Busspuren, déi mer probéieren, op all Streck, déi an d'Stad féiert, esou ze gestalten, dass mer dem Bus Prioritéit ginn. Dat ass eng Zilsetzung, géint déi Dir jo sécher net sidd.

Hei op dësem Site hu mer awer an dësem Moment festgestallt, dass et sécherlech net sännvoll ass fir déi Busspur iwwert de ganze Biere ze zéien, well mer net iwwert de ganze Biere Bierebogen hunn. Esou dass d'Approche, déi momentan do ass, déi ass, dass mer enne bei der Stäreplaz - mengen ech, heescht dat -, probéieren e Sas ze maachen, wou mer d'Längt vum Sas nach musse kucken anzustellen op déi reell Verkéierssituatiounen a Spëttestonnen.

Do kënnen mer also net soen, wéi genau laang se gëtt. Dat ass amgang analyséiert ze ginn. Datt mer en Tëschestéck maachen op zwou Spuren, wou mer awer op där enger an op där anerer Säit, oder déi aner Säit sécherlech Parkplazen hunn, fir dass eventuell, wa mer eng Evolutioun an eng zukünftige Verlängerung vun der Busspur géife brauchen, dat nach ëmmer méiglech ass an net verbaut ass. Also mer dat uewen duerch kënnen envisagéieren, wou mer sécher sinn, dass mer de Raum och an Zukunft net brauchen, fir eng ganz aner Gestaltung vun der Strooss ze maachen.

A sécherlech ass och an där doter Diskussioun dran, dass mer müssen de Passage vun enger Säit op déi aner, notament haaptsächlech bei dem Altersheim Saint Joseph, esou gestalten, dass och eeler Leit kënnen ouni Gefor do iwwert d'Strooss goen. Déi Planifikatioun ass amgang a mir hunn och relativ kuerzfristeg eng Réunioun mat de Mierscher Gemengeresponsabelen, fir - ier mer an definitiv Saachen do era sinn - déi do Projekte mat hinnen duerchzekucken.

Bis elo emol Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Wiseler. Duerno kënn den honorabelen Hâr Roth. Hien huet eng Fro un den Hâr Innenminister iwwert d'Organisatioun vun den Hëllef-déngschter. Hâr Roth, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°312 du 10 mars 2009 de M. Gilles Roth relative au projet de règlement grand-ducal portant organisation de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours et des services d'incendie et de sauvetage des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**

» **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Mengen Informatiounen no huet de Regierungsrat Enn Januar e Règlement respektiv eng Serie vu Reglementer iwwert d'Reorganisatioun vun de Rettungsdéngschter, vu Pompjeeën a Protec uegholl. Hei solle virun allem d'Kompetenze vun dem Inspektorat vun de Pompjeeën nei definéiert ginn. D'Inspektore sollen och eng Entschiegung fir hir Aarbecht kréien. D'Missioune vun de Pompjeescorps sollen doriwwer eraus prezisiéiert ginn, grad wéi d'Befugnisser vun de Pompjeeskommandanten oder méi genee gesot de Chefs de corps an hiren Adjointen.

Meng Froen an deem Kontext un den Innenminister: Kann de Minister den Dépôt vun deene Reglementer confirméieren? A wou si se an der Prozedur drun? Wéini gedenkt hien, dass se a Kraaft trieden?

Droen dës Reglementer de Propositionne Rechnung, déi de Comité des sages vun der Pompjeesfederatioun an der Protection civile dem Minister uganks 2008 ënnerbreet hunn - wat ech géif begréissen -, an ass am Kader vun der Unerkennung vun dem Bénévolat am Rettungswiesen och eng Entschiegung vun de Fräiwëllege virgesinn?

Ech soen Iech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Roth. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann dem honorabelen Deputéierte Gilles Roth confirméieren, dass ech am Januar d'Reglementer iwwert d'Gesetz vun 2004 - d'Exekutivreglementer -, dass déi am Regierungsrat waren, dass Verschiddener scho beim Statsrot déposéiert sinn, an anerer sinn nach intern an der Diskussioun an déi wäerten och bei dem Statsrot deemnächst déposéiert ginn. Esou dass ech dervun ausginn, dass d'Procédure réglementaire hei wäert spillen, wéi se ëmmer spillt. Dat heescht, déi Projete wäerten deemnächst un d'Chambres professionnelles geschéckt ginn, an och de Syvicol wéll ech domat befaassen.

Et ass e laange Wee gewiescht, fir déi Reglementer e Konsensus ze fanne vun de concernéierten Acteuren. An ech muss soen, dass do vill proaktivt Wierke war, fir dat méiglech ze maachen, an ech sinn och frou doriwwer.

Mir hunn elo dann déi Exekutivgesetzter zu deem Gesetz. Dat Gesetz wëlle mer awer an der nächster Legislaturperiode, soll dat reforméiert ginn. Dat soll gekuckt gi vun deem nächsten Innenminister, deem dat da soll maachen. An déi Leit um Terrain hunn och do wëlles eng Hand mat unzepakten, an do wäert och de Syvicol da sécherlech mat agebonne ginn.

Gradesou hunn ech och all d'Forces vives agebonne beim Opstelle vun dese Reglementer, esou hunn ech se och agebonne bei der Sich no enger Unerkennung fir déi Leit, déi am Bénévolat schaffen. Do gëtt et en Aarbechtsgrupp, wou dann d'Protection civile, d'Administration des services de secours, d'Federatioun Member dra sinn, an déi dann zesammen, de Syvicol ass och do mat dran, dann eng Léisung sichen, fir eng Unerkennung am Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg ze fannen.

Dat ass d'Lag vun deem heiten Dossier. Ech ginn dervun aus, dass, wann de Statsrot séier aviséiert, mer dës Reglementer dann och nach kennen an dëser Legislaturperiode rechtskräfteg kréien.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro stellt den honorabelen Här Fayot un den Här Budgetsminister iwwert

den Transfert an d'Liquidatioun vu Scholden zu Lëtzebuerg duerch auslännesch Finanzinstituter. Här Fayot.

**- Question N°314 du 9 mars 2009 de M. Ben Fayot relative au transfert et à la liquidation de créances au Luxembourg par les filiales et succursales d'instituts financiers de provenance étrangère, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget**

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt den Här Budgetsminister iwwert d'Finanzplaz Folgendes froen: Mir hu jo op der Finanzplaz och international Banken, déi Filialen, Succursalen hei zu Lëtzebuerg hunn. A mech géif interesséieren, ob a wéi mer kennen ons versécheren, dass mer net vun anere Banke vun esou engem Grupp schlecht Produkter heihinner an déi Filialkréien, fir se hei ze entsuergen, respektiv och fir op déi Manéier intern an engem Grupp Steieren ze spueren, wann een esou Saachen op Lëtzebuerg transferéiert.

Et ass eng Suerg, déi sech elo net op eng prezis Bank berëfft, mä et ass am Fong geholl awer eng Fro, déi ee sech muss stellen an enger Zäit, wou natierlech déi verschiddene Instituter probéieren intern Saachen ëmzeshiften, wann een esou ka soen, fir dass de ganze Grupp dann herno besser dosteet.

Meng Suerg ass, dass Lëtzebuerg - och besonnesch ons Steierproduiten - net dobäi leiden an dass mer net op déi Manéier No-deeler kréien.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et de la Budget.** - Här President, dat ass eng héich technesch Fro, déi den Här Fayot do stellt, déi ech net an allem Detail ka beäntwerten. Ech verstinn awer déi Suerg, déi derhannert steet, mä déi Suerg muss ee gesinn an engem europäesche Kontext.

Ech mengen net, dass en Nationalstat ka virschreiwen, wéi d'Relatiounen finanzieller Natur tëscht der Mamm an der Duechter sinn. Et gëtt eng Rei vun Dispositiounen vum europäesche Steierrecht, déi sécherlech festleeën, wat fir Scholden oder wat fir Créancen eng Mamm enger Duechter oder ëmgedréint ka ginn.

Ech stellen och fest, dass et - souwäit ech weess - keng Regele gëtt, wann Transfert vu Liquiditéiten innerhalb vun de Gruppe bestinn, well dat ganz oft ass, firwat et e Grupp gëtt, dass deen een Deel deem anere kann hëllef.

Et gëtt eng Rei europäesch Diskussiounen, déi do geféiert ginn, déi awer éischter an d'Richtung gi vu méi Flexibilitéit, fir erëm just den europäesche Bannemaart voll funktionéieren ze doen.

Duerfir huelen ech déi Suerg vun Här Fayot gäre mat, wat och eis Suerg ass, mä ech mengen, dass een net kann national Regele maachen, déi et net méiglech maachen, dass géifen vun Beispill Scholden, déi e Grupp huet, net zum Deel hei zu Lëtzebuerg steierlech ofgesat ginn.

Dat ass iwwregens eng Diskussioun, déi mer scho virun der Kris haten, well mer effektiv zu Lëtzebuerg bal nëmme Duechtergesellschaften hunn, déi Member si vun engem Grupp, an et effektiv eng Rei vu Betriber gëtt, souwuel am industrielle Beräich wéi am Finanzdëngschtleeschungsberäich, déi an deene leschte Jore keng Steiere bezuelt hu wéinst Operatiounen, déi aner Dealer vun deem Grupp an anere Länner gemaach hunn.

Ech féiere gären déi Diskussioun och an der Finanzkommissioun mat Expertë weider, fir ze kucken, ob een dat kann national méi ofsécheren.

Mäi Gefill an dat, wat och weess aus Texter, déi ech aus dem Steierrecht kennen, geet dat net. Et muss een eben erlaben, dass d'Gruppen an Europa kënnen fräi funktionéieren. Iwwer Europa eraus kann ee sécherlech dat eent an dat anert am Kader vun Duebelbesteuerungsofkomme virgesinn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister Frieden. Un d'Madame Familljeministesche adresséiert sech d'Fro vun honorabelen Här Meisch iwwert d'Assistants parentaux a Chèques-services. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°315 du 10 mars 2009 de M. Claude Meisch relative aux traitements des assistants parentaux sous le régime des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

» **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer wëssen, dass mer hei an der Chamber am Joer 2007 e Gesetz gestëmmt hunn, fir en ofgesécherter Kader ze schafe fir déi sougenannten Assistants parentaux. Ënner anere stoung do am Exposé des motifs ze liesen, dass d'Garde à domicile oder Assistance parentale „constitue même un moyen indispensable“ vum ganze System vun der Kannerbetreung.

Et ass dorëm gaangen, fir méi Flexibilitéit ze schafen. Et ass dorëm gaangen, fir zousätzlech Moyenen ze schafen an zousätzlech Mesuren ze schafen, wou Kanner kënnen betreit ginn.

Dee Moment ass en Agrément agefouert ginn, deen d'Dageseltere mussen hunn, wa se déi Aktivitéit do wëllen exercéieren. Mëttlerweil hunn dann och 300 Dageselteren deen doten Agrément vum Ministère kritt.

Elo ass et esou, dass mat der Aféierung vun de Chèques-services awer gesot gëtt, dass dee Chèque-services nëmme ka gëlle bei Dageselteren, wann een eng Attestation communale matbréngt, dass keng Plaz méi an der jeeweileger Maison relais oder an enger Crèche an där Gemeng wär fir déi deementsprechend Kanner. Et wär, esou gëtt gesot, d'Volontéit vum Ministère, fir ebe ganz besonnesch d'Kanner fir d'alleréischten an Institutiounen betreiwen ze loosse, ier eben aner Methode vu Garde do géifen a Fro kommen.

Elo schéngt dat mer awer contraire ze sinn zu deem, wat am Exposé des motifs vum Gesetz vun 2007 geschriwwen war, dass eben eng zousätzlech gläichberechtigt Aart a Weis hei sollt geschafe gi fir Kanner ze betreiwen.

Duerfir wollt ech froen, firwat eigentlech hei et elo zu enger Betreiwung vun zweeter Klass kënn, Leit, déi awer en Agrément kréien, déi doten Aktivitéit ze maachen, net och d'office kënnen profitéieren vun de sougenannten Chèques-services, an ob d'Ministesch net och der Meenung wär, dass d'Eltere selwer missten iwwert d'Aart a Weis kënnen decidéieren an iwwert d'Plaz kënnen decidéieren, wou hir Kanner betreit ginn. An ob mer net virun allem net genuch Betreiwungsplazen hunn hei am Land, dass mer eis elo ewell scho kënnen leeschten, fir eenzel Moyen-de-gardé vu vireran ze benodeelegen.

Merci.

» **M. le Président.** - Voilà. D'Madame Marie-Josée Jacobs, Familljeministesche, huet d'Wuert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, mir haten ursprüngelech och d'Dageselteren an dem Règlement virgesinn. Mir sinn an eng Réunion jointe gaange vun der Familljekommissioun an der Kommunalkommissioun, an do ass gesot ginn, dass dat net gutt wier an dass dat net deem géif entsprechen, wat d'Leit gären hätten, an dass mer solle soen, dass dat nëmme géif a Fro komme fir Ausnahmefäll, well et besser wier, wann d'Kanner an aneren Infrastrukture géifen opgeholl ginn.

An, Här Meisch, well der Chamber hire Wonsch mir e Befehl war, a mech dat esou arrangéiert, dass mer an d'Reglement drageschriwwen hunn, dass a Fäll, esou wéi Dir dat elo grad och hei gesot hutt, dass wann Elteren net kéinte vun deenen Infrastrukture Gebrauch maachen, well entweder keng do wiere respektiv well déi net funktionéieren zu deenen Zäite wou d'Eltere schaffen, dass eben an Ausnahmesituatiounen dat dote kéint iwwert Dageselteren ofgewéckelt ginn.

Mir hunn och e Wee doranner beschriwwen, wéi dat da geschitt, dass en awer net därif iwwer dräi an en hallwen Euro goen, dass de Stat och deen deiersten Deel dovunner iwwerhëlt, dass mer och dat iwwert de SIGI respektiv iwwert d'Agence Dageselteren ofgewéckelt kréien. Mä, wéi gesot, et ass net de Wonsch gewiescht, weder vu mir, nach vun dem Familljeministère, mä et woren zwou Chamberskommissiounen, déi sech do awer eens ware fir ze soen, si géife fannen, dass een dat nëmme subsidiaresch sollt maachen. An dunn hunn ech mech deem gebeugt. An dat ass eben d'Resultat vun där Äntwert, déi ech haut de Mëtteg Iech muss ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Den honorabelen Här Diederich huet eng Fro un de Kulturminister iwwert

d'Sportsformatioun vun de Schoulmeeschter.

**- Question N°316 du 9 mars 2009 de M. Fernand Diederich relative à la formation en matière d'éducation physique des instituteurs, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, léif Kollegen a Kolleginnen, bei menger Fro beruffen ech mech op d'Letzte ouverte vum Comité olympique et sportif, deen op d'Defiziter bei der Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen an der Matière vun der Éducation physique et sportive hieweist. Hie berëfft sech dobäi op d'Resolutioun vun der Vereenegung vun de Sportsproffen op hirer Assemblée générale am November.

Kann den Här Minister eis iwwert dës Kritiken Opschluss ginn, wann zum Beispill elo behaapt gëtt 30% vun de spéideren Enseignants hätte keng Formatioun an der Bewegungs- a Sportdidaktik?

Merci, Här Minister.

» **M. le Président.** - Merci. Den Här Héichschoulminister François Biltgen huet d'Wuert.

» **M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Merci, Här President. Den honorabelen Här Diederich huet sech zwar hei un de falschen Adressat adresséiert, mä hie kritt awer eng Äntwert, well et nämlech esou ass, dass zënter dem Gesetz vun der Uni d'Schoulmeeschteschausbildung keng Fachhéichschoulausbildung méi ass, wou de Minister do d'Soen huet, mä et ass d'Uni, déi dat délivréiert opgrond vun engem Programm, deen d'Uni selwer ausschafft. Den Héichschoulminister bleift absolut der Meenung, dass e sech net an d'Autonomie vun der Uni anzeméischen huet, well soss fänke mer un déi Uni ze politiséieren. An dat wäert a wéll ech net maachen.

Nun ass et esou, dass dee Programm, deen d'Uni hei ubitt, engem Profil entsprécht, deen am Schoulministère ausgeschafft gouf. Dat war och eise Wonsch, wou mer gesot hunn: Dir musst deem Äntwerten. Et ass also de Schoulministère, deen hei gefuerdert ass, fir ze kucken, ob dat erauskënn, wat erauskënn.

Fir déi Diskussiounen ze favoriséieren, hu mer allerdéngs, proaktiv wéi mer sinn am Héichschoulministère, fir den 1. Abrëll eng Réunion zesummegeruff vun de Leit vun der Uni, vum Schoulministère, vum Sportsministère, fir dat doten ze kucken.

Dësen Donneschdeg wäerte mer och de Bericht veröffentlechen, deen Évaluateurs externes indépendants gemaach hunn iwwert d'Uni. Dat sinn eng puer honnert Säiten, wou och natierlech iwwert déi dote Fakultéit geschwat gëtt, an och d'Schoulmeeschteschausbildung, wou den Tenor vun den Experten ass, dass et eng ganz gutt Formatioun ass, well nämlech mëttlerweil och eppes geschitt ass. Et ass ebe keng Fachhéichschoul, eng handwierklech Formatioun, mä et ass eng universitär Formatioun.

Déi Expertë ginn dann och an op verschidde Kritiken, déi gemaach goufen. Ech mengen, och dat ass dann eppes, wat an déi doten Diskussioun kann afléissen an deene Gespräicher, déi dann tëschent deenen zoustännege Ministären an der Uni stattfannen.

Et muss een natierlech wëssen, dass eigentlech hannert där ganzer Fro sech de Problem stellt, dass et an deem Land eng ganz Partie vu Sportsproffe gëtt, déi keng Plaz als Sportsprof fonnt hunn, an déi selbsterständlech d'Revendikatioun hunn - dat ass keng nei, déi kënn ëmmer erëm; et ass hir awer nach ni Rechnung gedroe ginn -, fir ze soen: Ma da loosst eis an dem Primärschoulunterricht Sport halen an net nëmme an dem Secondaire Sport halen.

Esou dass een, mengen ech, net nëmme soll elo an där doter Debatt diskutéieren, wat d'Uni mécht, mä et muss een iwwerhaupt iwwert déi ganz Fro diskutéieren. Weder meng Kanner nach ech selwer hu jee vun engem Schoulmeeschter Sportunterricht kritt gehat. Mir hu vu Chargéen, déi net qualifizéiert waren, vun deenen ech awer ëmmer d'Gefill hat si hätte mer eppes Klenges bäibruecht, Sport kritt. Mä ech mengen, dat sinn déi Froen, déi dann och mussen do diskutéiert ginn.

**(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)**

Dofir géif ech hei warnen, fir ze mengen, hei wier et just eng Fro vun der Uni.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister Biltgen. Déi nächst Fro ass d'Fro vun der honorabeler Madame Err un de Justizminister iwwert d'Nationalitéitgesetz an d'Sproochekenntnisser.

**(Interruption)**

Pardon, dann huele mer lech, Här Berger, no der Madame Err.

**(Interruption)**

Maacht lech keng Suergen. Är Fro kënnt un d'Rei. Mä wann Der dem Här Bettel seng Proposition „Ladies first“ net wëllt suivéieren, dann... Madame Err, ech hunn et gutt mat lech gemengt.

- **Question N°318 du 9 mars 2009 de Mme Lydie Err relative à l'application pratique de la loi sur la nationalité en matière de connaissances linguistiques, adressée à M. le Ministre de la Justice**

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Här Justizminister, ass et richteg, dass, ouni dass et am Gesetz steet wat mer am Oktober d'lescht Joer gestëmmt hunn iwwert d'Nationalitéit, Certificat-de-résidence, déi d'Leit mussen ofliwwere bei hirer Demande, mussen enregistriert ginn, wat immens vill Zäit hält, an dass trotz Artikel 7 vun deem Gesetz, wat d'Leit, déi zënter viru '84 legal am Land waren, dispenséiert vun de Lëtzebuergeschcoursen, d'Buergermeeschtere vum Justizminister opgefuerdert gi sinn e Sproochentest op Lëtzebuergesch an op Däitsch virzuehuelen an deen an den Dossier ze leeën, ier e kann un de Justizminister weidergoen? Dass dat alles relativ vill Zäit hält an dass ënnert deene Konditiounen en Dossier, dee bei lech ukënn, eigentlech prett ass fir d'Décisioun ze huelen an, menger Meenung no - dat ass eng Fro un lech, Här Minister -, déi aacht Méint, déi mer am Gesetz als maximal Zäit virgesinn hunn, net ze laang ass?

Schlussendlech eng Fro, déi net direkt am Zusammenhang mat de Sproochen ass, an zwar déi, wat mat deene Leit geschitt, déi hir Demande zënter dem Januar eraginn hunn an déi virum Juni d'Lëtzebuerg Nationalitéit kënne kréien, wa se Europäer sinn, och doduerjer d'Erlaabnis kréien, fir bei eisen Nationalwahlen matzestëmme, och dann, wann d'Lëschen am März zou sinn. Well theoretisch missten duerch d'Nationalitéit automatesch déi Leit, déi naturaliséiert kënne ginn, op d'Wielerlëschte kéinte kommen.

A schlussendlech, Här Minister, a vu dass Äre Kolleg aus dem Innenministère och elo hei ass: Wäer et net un der Zäit endlech eng Léisung ze fanne fir deenen Netlëtzebuerg, déi zu Lëtzebuerg zënter Jore legal wunnen, eng Zort vu Carte d'identité ze ginn, fir dass se net brauchen dauernd nach mat hirem Pass dorëmmer ze lafen? An déiselwecht Fro ass déiselwecht fir Lëtzebuerg, déi net zu Lëtzebuerg wunnen an déi och keng Carte d'identité zu Lëtzebuerg kënne kréien, weder am Ausland an déi an darselwechter penibeler Situatioun sinn, fir dauernd musse mat hirem Pass dorëmmer ze spadséieren.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Den Här Justizminister Luc Frieden, wann ech gelift.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, dat sinn eng Rei praktesch Froen, wou ech net sécher sinn d'Äntwert ze hunn. Ech weess net, ob e Certificat de résidence muss enregistriert ginn oder net.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Et steet net am Gesetz, mä et gétt verlaangt.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Majo, heibanne si jo Gemengeresponsabel. Also, et gétt näischt verlaangt, wat net kann am Gesetz stoen. Wann dat de Fall ass, da kucken ech dat gären no.

Wou muss een dat dann enregistrieren? Wann ech dierf, Här President, déi Fro zréckstellen?

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Majo, um Enregistrement, huelen ech un. Éischtens kascht dat, an zweetens dauert et onnéideg laang.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Also, wéi gesot, ech si frou, ech mengen, dat ass jo och gutt, dat mer esou praktesch Froen... Déi kann een natierlech och froen, wann een an enger Kommissioun ass. Ech mengen, et ass net de Minister, deen do...

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Mä du wousste mer dat jo net. Pardon?

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Jus-**

*tice.* - Et ass net de Minister, deen... Här President, et ass ganz kloer, dat ech net d'Intentioun hunn zousätzlech Konditiounen ze maachen. Ech muss och soen, dat d'Leit dobausse ganz begeeschtert sinn. D'Stad Lëtzebuerg huet mer nach dëser Deeg gesot, dat déi éischt zwee Méint am Joer sechsmol méi Dossierer erakomm sinn, wéi dat d'lescht Joer...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - ...de Fall war. Dat heescht, dat schéngt also ganz gutt ze fonctionnéieren.

Wat ech awer ganz kloer ka soen, wat déi zweet Fro vun der Madame Err ubelaangt: Et gétt keen... Et ass...

» **Une voix.** - Ech froe mech, firwat datt Dir dra sidd.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Et geet vill besser ouni lech.

» **M. le Président.** - Här Bettel, lauschtert elo dem Här Minister no, wann Der wëllt.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Also, et gétt kee Sproochentest verlaangt a kenger Sprooch vun deene Leit, déi viru 1984 hei am Land waren. Well dat war jo grad déi Dispositioun...

**(Interruption)**

Neen, neen, neen. Et gétt do keen Test gefrot.

» **M. le Président.** - Här Bettel!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Déi Leit mussen eng vun deenen dräi Sprooch kënne. Dat ass opgrond vun enger Deklaratioun, déi se selwer maachen. A mäi Wëssen ass esou, datt dat nach ni e Problem war, well de Gros vun deene Leit schwätzt franséisch. An doduerch ass dat - ech kucken dat awer gär no, mä dat muss ee bei de Gemengen nokucken. Also ech mengen awer kënne mat relativ grousser Sécherheet ze soen, datt do keen Test ass. An da muss ee mir déi Gemenge mellen. Da ruffen ech gären dem Buergermeeschter un, insofern dee Buergermeeschter net och Deputéierten ass, soss kënne mer direkt mat him schwätzen.

Wat d'Androung an d'Wielerlëschte betrëfft, esou seet den Här Innenminister, datt dat den 13. März ass. Dat heescht also, datt all déi, déi virum deem Dag Lëtzebuerg gi sinn, och op d'Wielerlëschte kommen.

Mä den Här Innenminister kann dat och selwer soen, gradesou wéi dee leschten Deel vun der Fro, dee sech och net u mech adresséiert huet. Wann den Här Innenminister déi Elementer huet an den Här President d'accord ass, kann hie vläicht déi Präsioun derbäi ginn.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Kann ech eng Zousazfro stellen?

» **M. le Président.** - Selbstverständlech.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Et ass gesot ginn, Här Minister, dass d'Gemengen op Instruktioun hi vun lech déi Leit, déi virum 1984 am Land sinn, sollen en Interview maachen. A si hunn e Formular auszufüllen, wou steet: Contrôle de connaissances linguistiques. A Leit, déi ausgefëllt hunn, dass si sech op Franséisch ausdrécken, déi sinn exklusiv op Lëtzebuergesch an op Däitsch do an engem Interview convoquéiert ginn.

» **Une voix.** - Ouh!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, dat ass jo awer net de Ministère, deen dat do mécht. Dat muss dann an där enger oder anerer Gemeng...

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Op Instruktioun vum Ministère huet d'Gemeng gemengt. Geliift?

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Jo, neen. Dat ass... Am Gesetz steet, datt ee muss - déi Leit vu virum '84 - eng vun deenen dräi Sprooch kënne.

» **Une voix.** - Ohohoh!

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech weess, datt et net am Gesetz steet.

» **M. le Président.** - Jo, wou ass dat dann? Da kënne mer dee Fall kontrolléieren! Esou komme mer jo net weider hei!

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Et gi keng Instruktioun vum Minister, déi contraire zum Gesetz sinn.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Wat ass dat hei fir eng Tensioun de Mëtten.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Mä dat hunn ech mech och gefrot.

**(Hilarité)**

Wa mir hei Gesetzer stëmme an herno gi si aneschtters applizéiert, wéi mir se gestëmmt hunn...

**(Interruption)**

Dach!

» **M. le Président.** - Also, ech denken, wa sech an enger Gemeng ee Problem stellt, da soll een dee signaliséieren. Et soll een dem Minister soen, wann eppes net klappt, an dann ass et um Minister, fir ze kucken, datt d'Saach an d'Rei bruecht gétt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Voilà! Den Här Innenminister, huet deen och eppes dozou ze soen?

**(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)**

Da lauschtert dem Här Innenminister no!

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Ech si gradesou iwwerrascht wéi de Justizminister iwwert déi Dispositioun do. Net méi wéi spët wéi gëschter huet eng Persoun mech ugeschwat, déi ënnert déi dote Cas de figure fällt. Déi huet mer awer net gesot, dass déi hätt missen en Test maachen oder iergend eppes. Déi wunnt an der Gemeng Mamer beim Gilles Roth, an do ass guer kee Problem.

» **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

» **M. le Président.** - Sou, elo ass deen dote Punkt hei ofgeschloss. D'Madame Minister vun der Education nationale an der Formation professionnelle gétt an enger Fro interpelléiert vum honorabelen Här Berger.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Ech hunn awer nach virun eng Fro un den Innenminister.

» **M. le Président.** - Da stellt fir d'éischt déi un den Innenminister, an da kënnt Der zur selwechter Zäit, wann Der wëllt, schonn déi un d'Madame Minister vun der Education nationale stellen. An dann äntweren déi zwee Ministeren op Är zwou Froen. Dir hutt véier Minutten Zäit.

- **Question N°317 du 10 mars 2009 de M. Eugène Berger relative au projet de construction d'un nouveau stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Da maachen ech déi zwou Froen beieneen.

Déi éischt Fro, déi stellt sech effektiv un den Innenminister. Et ass jo esou, datt virun zwou Wochen d'Regierung - de Wirtschafts- a Sportsminister - e Projet presentéiert huet, fir en neie Fussballstadion zu Léiweng an der Gemeng Réiser bauen ze wëllen. An do si verschidden Elementer awer nach net ganz ofgekläert respektiv net gekläert.

Ënner anerem stellt sech d'Fro, ob den Terrain, dee vun der Regierung ausgesicht ginn ass, schonn als Baurrain respektiv als Gewerbeterrain ausgewisen ass. Laut mengen Erkenntnisser oder mengem Kenntnisstand misst dat nach de Moment Gréngzon sinn.

Dofir wollt ech froen, ob do eng Prozedur amgaang ass fir deen Terrain ze reklasséieren, ob deen Dossier schonn am Intérieur traitéiert ginn ass. Et ass och esou, datt 1990 schonn eng Demande do war fir deen Terrain ze reklasséieren, an datt 1990 den Intérieur deemools e Refus ausgeschat huet. Firwat deemools e Refus ausgeschat ginn ass, wann de Minister mer dat kéint soen, an, wéi gesot, ob elo scho vum Intérieurminister eng Décisioun geholl ginn ass, wann den Terrain nach net reklasséiert ass.

Eng kleng Remarque: Et ass och esou, datt dat hei sech, wann den Terrain klasséiert gétt, och un den Ëmweltminister riicht. Deen ass awer haut de Mëtten net hei. Mä ech weess awer, datt den Norbert Hauptert - och Deputéierten - eng schrëftlech Fro an deem Sënn un den Ëmweltminister gestallt huet.

Wann Der dann erlaabt, Här President, géif ech, wéi Der gesot hutt, och direkt dann déi zweet Fro stellen am Bezuch zum Grondschulgesetz.

- **Question N°319 du 9 mars 2009 de M. Eugène Berger relative à la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

Am Januar huet d'Majoritéit hei an der Chamber dat neit Grondschulgesetz gestëmmt. An et ass jo esou, datt dann déi nei Dispositiounen spëtstens am Hierscht, also wann dat neit Schouljoer ugeet, a Kraaft treden. Et ass also wichteg, datt all Acteuren dann och optimal informéiert a preparéiert sinn, fir esou eng Reform ëmzesetzen. Esou eng Reform steet a fällt mat enger gudder Informatioun, mat enger gudder Preparatioun, haaptsächlech och vun den Enseignanten.

Et ass mer awer elo zu Ouer komm an deene leschte Wochen, Echoen och vu fréiere Kollegen, datt eng ganz Rei Schoulmeeschteren a Léierinnen nach guer net informéiert sinn iwwert déi nei Dispositiounen aus dem Grondschulgesetz respektiv datt se och nach keng spezifesch Formatioun hu fir déi nei pedagogesch Approchen; zum Beispill kompetenzorientéierten Unterrecht.

Dofir meng Froen: Wéi ginn d'Enseignanten elo informéiert, éischtens iwwert déi nei Dispositiounen vum neie Grondschulgesetz? Wivill sinn der schonn informéiert ginn? Ass do e prezise Fahrplang am Ministère, fir d'Enseignanten och da bis de Summer ze informéieren? Wie mécht dat? Sinn dat d'Inspekteren, déi zoustänneg sinn, oder de SCRIPT?

Eng zweet Fro ass dann och déi: Ass och schonn e kloere Plang am Ministère, fir dann och d'Enseignanten ze forméieren op déi nei pedagogesch Approchen? A wat fir engem Zäitraum geschitt dat? An och do d'Fro, wien dat da mécht. Ech ginn dervunner aus, datt dat deen éischer de SCRIPT wäert sinn. An: Ass deen och schonn dorobber preparéiert, fir dat ze maachen? Kann dat bis de Summer schonn duerchgeholl ginn?

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. Fir d'éischt dann den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Berger huet mer eng Fro gestallt, wou ech mech ugesprach fillen, besonnesch als IVL-Minister oder als Landesplanungsminister. An do kann ech dem Här Berger soen: Wat dee Site ugeet, entsprécht deen enger Rei vu wesentleche Kritäre vun der Landesplanung oder vum IVL, notament wat den Transport ugeet.

D'Mobilitéit op deem Site, déi ass an der Rei. An dee Site läit och net an enger Zone verte interurbaine, wann ech soll als Landesplanungsminister schwätzen. Wann ech elo an d'Detailer komme vum Site als solchen, muss ech soen, ass et éischer en Dossier vum Sportsminister, dee jo hei wëllt e Stadion bauen. An doriwwer eraus dann eben ass et eng Zone verte - dat wësse mer -, an do misst een da mam Ëmweltminister schwätzen, wat dee ganze Site ugeet vun dem Volet aus, wéi Dir schwätzt.

Wann een am Detail de Site kuckt, ass nach ee Punkt, dee mech sécherlech och eppes ugeet. Dat ass: Et gétt vu monche Leit gesot, et wier en Iwwerschwemmungsgebit, oder et wär e Site, wou Waasser wär. Do kann ech och soen,...

**(Interruption)**

...dass de Moment Waasser op deem Site steet. Dat huet awer mat techneschen Dispositiounen ze dinn,...

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et huet mam Reen ze dinn.

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - ...déi geholl goufen,...

**(Hilarité)**

...wéi d'Autobunn gebaut gouf. A well et elo gereent huet, bleift d'Waasser do stoen. Dat huet näischt ze dinn am Sënn vun engem ekologeschen Iwwerschwemmungsgebit.

Dat Gebitt ass en Iwwerschwemmungsgebitt am ekologesche Sënn vum Wuert, méi wéi 200 Joer Iwwerschwemmungsgebitt; dat heescht, et ass iwwerhaupt keent. Wat also d'Waasser ugeet, ass op deem Site kee Problem.

Fir déi aner Fro musst Der lech, wéi gesot, un den Ëmweltminister riichten. Dee kann lech dann déi Froe beäntweren.

Ech kann lech just soen, vu mir aus gekuckt: Landesplaneresch ass kee Problem. Als Waasserminister kann ech och soen: Et läit net an enger Geforenzon. Voilà! An Der kënnst souguer selwer op de Site goe vun der Wasserwirtschaftsverwaltung. Waasser-GIS, heescht deen; geographeschen Informatiounssystem WaasserGIS. Do kënnst Der nokucken, wéi de Site klasséiert ass.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Et ass souwisou nëmmen naass, wann et reent.

» M. Eugène Berger (DP).- Dat heescht, Dir hutt nach keng Décisioun geholl?

(Interruptions diverses)

» M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Dat ass fir d'Gemengen. Dir musst mam Buergermeeschter schwätze vun der Gemeng Réiser, a mam Ëmweltminister. Da kritt Der déi Detailler, déi Der mech elo gefrot hutt, wou ech net kompetent sinn.

» M. le Président.- Voilà! Da komme mer un déi lescht Fro. D'Madame Delvaux huet nach net geäntwert op dem Här Berger seng Fro. An den Här Berger géif mer dat net verzeien, wann d'Madame Minister net hei zu Wuert kéim.

» Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Den Här Berger stellt d'Fro wéi d'Enseignanten informéiert ginn iwwert d'Mise en vigueur a wéi d'Préparatioun lafen. Also, ech wëll soen: Informatioun vum Enseignant ass ee Volet; et gi jo nach vill anererbäi.

De Moment ass: Mir hunn eng Broschür fäerdeg gemaach, déi all Enseignant geschéckt kritt. Déi ass elo amgaang verschéckt ze ginn. Déi wäert also an deenen nächsten Deeg bei den Enseignanten ukommen. Do stinn dann och eng ganz Rei allgemeng Informatiounen dran. Et ass geplangt, dass d'Inspektore Réunionen d'information maache mat all hiren Enseignanten. Et sinn och eenzel Inspektoren, déi schonn ugefaangen hu mat deene Réunionen.

Mir hunn och dann deen drëtte Volet. Dat ass dee vun der Formation vun de Schoulmeeschteren, Léierinnen, Chargéen. Mir hunn eng Circulaire - oder wéi ech dat soll nennen - un d'Schoule geschriwwen, well mer jo soen: Hei, mell lech un. Sot wat Der als Schoul braucht; well mir jo eigentlech gär hätten, dass d'Schoule sollen zesummen an eng Formation goen. Do kommen elo d'Äntwerten eran, a mer wäerten eis beméien esou vill wéi méiglech Formationen ze offréieren.

Da kënnst dat véiert Element, dat ass d'Circulaire de printemps, déi mer amgaange si fäerdegzemaachen, wou d'Instruktiounen prezis, déi pedagogesch Instruktiounen un d'Enseignanten, dra sinn, an déi wollte mer an der Ouschtervakanz fäerdegzemaachen, fir se dann duerno ze verschécken.

Wat d'Formation ugeet, wëll ech awer soen, dass de SCRIPT scho säit Jore Formationen ubitt iwwer kompetenzorientéierten Unterrecht, iwwer Differenzéierung, iwwer Gestion de classes an dass mer ëmmer erëm en Appel gemaach hunn, dass d'Enseignant sech sollen an déi Formationen mellen; well wa sech natierlech elo allegueren d'Leit mateneen an déiselwecht Formationen mellen, da gëtt dat e bësse schwierig, dat ginn ech zou. Duerfir setze mer dann och Prioritéiten, mat den Inspektoren zesummen, fir och Journées pédagogiques an deenen eenzelnen Arrondissementer vum Inspektorat ze maachen.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Madame Minister. De Park and Ride tëschent lechternach an der Stad ass den Objet vun där

leschter Fro vun haut de Mëtteg, gestallt vum Här Vizepräsident Scheuer un den Här Bauteminister Wiseler.

**Question N°320 du 10 mars 2009 de M. Jos Scheuer relative à la mise en place d'une aire de Park and Ride aux abords de la E29 entre Echternach et Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Travaux publics**

» M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Fro déi de Bauteminister, Stroossebauminister sécher net iwwerrascht. Eng vun deene villen, déi gestallt gi sinn. Dat hei kéint wahrenscheinlech déi Lescht sinn.

Den Transport public tëschent lechternach an der Stad ass gutt organiséiert, zefridde stellend, a kéint awer nach besser verlafen, wann e Park and Ride tëschent lechternach an tëschent der Stad installéiert wier. Elo si mer endlech esou wäit, dass mer d'Kräizung tëschent der Strooss, déi vu Bech op Consdorf féiert, an der E29 entschäerfen.

D'Aarbechte sinn amgaang, an do ass vu verschiddene Gemengen, an och vu Biergerinitiativen a vun Ëmweltkommissionen, de Wonsch ausgeschwat ginn, fir just bei där doter Kräizung e Park and Ride ze installéieren, wou een dann d'Autoen aus den Nopeschdierfer kéint opfänken a wou d'Chauffeuren da kéinten den öffentlechen Transport benotzen, fir an d'Stad ze fueren.

Ob dat elo op där doter Plaz ass oder op enger anerer Plaz, wou och e Schantjen ass, weess ech net. Mä ech mengen et wier gutt, wann den Här Minister dozou géif Stellung bezéien.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Stroossebauminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci Här President. D'Äntwert op déi dote Fro ass Jo an Neen. Jo, sécherlech, well mer brauchen déi „Park and Ride“-Projeten op där doter Streck evidenterweis. Neen awer, well ech net mengen, dass et op där preziser Plaz, déi den Här Scheuer elo ugeschwat huet, am sënnavollste wier.

Et muss ee wëssen, dass mer jo elo dee ganze Rond-point, déi ganz Kräizung do aus Sécherheetsgrënn frësch maachen. Mir hunn e Park and Ride zu lechternach, dee relativ gutt ugeholl gëtt, deen och funktionéiert, an et ass elo op deem heite Chantier net geplangt en zousätzlechen ze maachen.

Aus wat fir enge Grënn ass et net geplangt? Mä well mer, éischtens, schonn enorm Schwierigkeiten hate fir Terrain genuch ze kréien, fir iwwerhaupt déi Kräizung esou ze aménagéieren wéi mer se elo aménagéieren. Dir wësst, dass mer do jorelaang gekuckt hu fir d'Terrainen ze kréien, an dass mer do och jorelaang Diskussiounen hate fir kënnen nach méi Land ze verbrauchene, fir déi Strooss ze bauen, esou dass ech net mengen, dass mëtten um Land elo nach e grouse Park and Ride zousätzlech sollt gebaut ginn.

D'autant plus, dass ee muss wëssen, dass op där doter Streck just am Fong eng Buslinn, déi eben zwëschent lechternach a Jonglënster, fiert. Dat, wat awer méi sënnavoll ass - an do si mer amgaang, an enger gudder Kollaboration mat der Gemeng Jonglënster, drun ze schaffen -, dat ass fir e Park and Ride op Jonglënster ze kréien.

Dir wësst, dass mer do e Contournement hei gestëmmt hunn. Am Kader vum Bau vun deem Contournement ass dann och geplangt fir do e Park and Ride plus eng Busgare opzerrichten. Ech mengen déi erfëllt deeselwechten Zweck wéi deen, deen Dir elo genannt hutt, huet awer de groussen Avantage, dass se bei enger gréisserer Lokalitéit ass, an huet och den Avantage, dass do och nach aner Busstrecken, Querverbindungen kënnen drop stoe bleiwen an drop desserviéiert ginn.

Dat war d'Äntwert op déi dote Fro: Jo zu engem Park and Ride op där Streck, net op där Plaz wou Dir gemengt hutt, mä zu Jonglënster schéngt et mer méi sënnavoll ze sinn. Dat si mer amgaang ze plangen, mat der Gemeng Jonglënster, déi och schonn eng Rei Terrainen do opkaf huet, fir déi Realisatioun ze maachen.

Mat dem Ëmweltminister hu mer och geschwat, fir déi noutwendeg Autorisatioun ze kréien. Sous condition, dass mer dee Parking ekologesch gestalten, kréie mer och déi Autorisatiounen zu Jonglënster op där Plaz.

Merci.

» M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister Wiseler. Domadder ass dese Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen elo zu zwee Projets de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres an der Republik vu Korea op där enger Säit, an dem Kinnekräich vu Marokko op där anerer Säit.

Déi zwee Projete ginn an enger Diskussioun behandelt, an den honorabelen Här Thiel presentéiert eis se elo.

**5. 5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006**

**5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006**

**Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture**

» M. Lucien Thiel (CSV), *rapporteur*.- Merci, honorabelen Här President. Kolleginnen a Kollegen, et ass schonn e Strapp hier, dass mer an dësem Haus Projete gestëmmt hunn, déi eppes mam Galileo ze dinn haten. Et goug dobäi all Kéier ëm Kooperatiounssaccorden, déi d'Europäesch Communautéit mat eenzelnen Drëttlänner ofgeschloss hat an a deene festgehale gouf, wéi wäit déi Länner mat an de Galileosprojet agebonne ginn.

2005 hate mer hei d'Ofkommen mat der Türkei a mat Argentinien ratifizéiert. Dat Joer drop waren Amerika, Israel, China an d'Ukraine un der Rei. An du war emol Funkstille. Bis haut, wou mer d'Accordë mat Korea, Süd natierlech, a mat Marokko ofseene sollen. Datt do dertëscht dräi vum Joer leien huet scho säi Grond. De Milliardenprojet Galileo, d'europäesch Géigesteck zum amerikanesche GPS, dee mer jo alleguer äifreg mat eisen Navien am Auto notzen, war a Schwulitéite geroden, well dat net esou richtig mat der Finanzéierung geklappt huet. Et war jo esou geduecht, dass de Galileo wuel vun der Europäescher Communautéit chaperonnéiert sollt ginn, mä dass d'Finanzéierung vu private Gruppen aus dem Hightechberäich sollt gemaach ginn.

An do kouw dunn de Knuet. Privat Investisseuren hu kal Féiss kritt, well se gefaart hunn, net op hir Rechnung ze kommen. Si ware wuel gäre bereet als Fournisseuren derbäi ze sinn, mä hir finanziell Bedeelegung huet hinne manner gutt geschmaacht, wouropshin dat Ganz dunn an d'Schlidder geroden ass an den Délai, wou de Galileo sollt ulafen, eriwewergaangen ass, ouni datt, ausser zwee, weider nach keng vun deenen 30 Satellitten eropgeschoss gi sinn, mat deenen den Navi-System funktionéiere soll.

Eréischt wéi den ECOFIN Enn 2007 décidéiert huet, dass d'Europäesch Kommission de Gros vun der Finanzéierung misst iwwerhuelen, kouw erëm Schwonk an d'Saach. Elo ass et esou, dass d'Kommission amplaz eng Milliard Euro der 3,4 op den Dësch bledere muss, an d'Privatpartner, déi sech am Ufank mat dräi Véirel um Kapital bedeelege sollten, elo nach knapps ee Véirel bäisteieren. Dee ganzen Hin an Hier huet am Endeffekt dräi Joer Verspéidung an 800 Milliounen Euro weider kascht.

Et kann ee sech natierlech froen, ob dee Projet dee ganzen Opwand wäert ass, an ob mir Europäer iwwerhaupt en eegenen Navigatiounssystem brauchen. Do muss een dann awer wëssen, dass, wa mer eis eleng op den Amerikaner hire GPS verlossen - de Russen hire Glonass kann ee vergiessen, well hie gëtt säit dem Enn vum kale Krich net méi ënnerhalen -, also wa mer eis op de GPS géife verlossen, da kéinte mer emol riskéiere wierklech verlooss ze sinn. Dee

gouf nämlech fir militäresch Zwecker erfondt a kéint muer - wéi dat iwwregens scho während dem Irak-Krich geschitt ass -, op Kommando vum Pentagon, fir d'Zivilverwärtung einfach ausgeknipst ginn. D'Décisioun, ob a wéini eis Navië funktionéieren, läit also ganz eleng bei eisen amerikanesche Frënn.

Dat wier wuel scho Grond genuch, fir datt d'Europäer sech en eegenen Navigatiounssystem zouleeën. Mä et ginn nach eng Rëtsch aner Grënn fir fënnf Milliarden an esou eppes wéi de Galileo ze stiechen. Do wier emol déi kommerziell Notzung duerch déi d'Entreprises, déi op prezis Navigatiounsdaten, ob um Buedem, an der Loft oder um Waasser ugewise sinn, an déi iwwer extra Frequenze beliwwert kënnen ginn, dat allerdéngs net fir näscht, mä géint Bezuelen.

Da kënnen och d'Eisebunn, d'Aviatioun an ähnlech Beräicher op de Galileo zréckgräifen, fir hire sécherheetstechneschen Oploen nozekommen. Dat heescht da beim Galileo „Safety of Life“. Op de Galileo ugewise sinn och d'Sich- an d'Rettungsdéngschter, déi an Nout- a Katastrophefäll séier a prezis musse kënnen agräifen. A schliesslech gëtt et och nach déi fir déi eenzel State reservéiert Frequenzen, déi natierlech entsprechend ofgeschiermt a verschlüsselt der Polizee oder och der Arméi, a ganz bestëmmt och de Geheimdéngschter zur Verfügung stinn.

Grad wéinst där leschter Verwendung musse esou Accorden, wéi déi zwee vun haut, mat Drëttlänner ofgeschloss ginn. Mir hunn näscht dergéint, dass sech och Net-EU-Länner mat an de Galileo dranhänken an dervu profitéieren, an dat als d'Géigeleeschung duerfir, dass d'Galileosbedreier d'Kontrollstationen op hirem Territoire ariichten därefen.

Mä wann et ëm déi méi kriddelech Missionen vum Galileo geet, da bleiwe mir Europäer dach gär Här op eise Satelliten. Duerfir déi Rëtsch vu Restriktiounen, zum Beispill wat d'militäresch Notzung ugeet, déi an deenen eenzelnen Accorden ageschriwwen an déi méi oder wéineger déiselwecht fir se alleguer sinn.

Et huet eng Zäit laang esou ausgesinn, wéi wann d'Amerikaner net ganz frou mam Galileo wieren. Si wollten natierlech hire GPS-Monopol behalen, well och wann d'Privatnotzung vum GPS gratis ass, bréngt déi kommerziell Utilisatioun, wéi zum Beispill d'Steuerung vun de Schëffsflotten, eppes an d'Keess. Mä et huet sech séier erausgestallt, dass eng Kopplung vun deene béide Systemer fir déi zwou Säite vun Advantage wier, wouropshin dann och en Accord iwwer eng gemeinsam Notzung vu GPS a Galileo mat den USA ofgeschloss ginn ass, déi duerfir suerge wäert, dass deen da globalen Navigatiounssystem nach méi prezis an zouverlässeg gëtt.

A wat hu mir Lëtzebuurger dann elo mat dem ganze Projet ze dinn, ausser datt mer natierlech alleguer vun der Navigatiounshélef profitéiere wäerten? Dozou ass ze soen, dass de Projet Galileo vun der europäescher Weltraumagence ESA géréiert gëtt, an dass Lëtzebuerg Member vun där ESA ass. An dat huet seng Grënn.

Wann een nämlech derzougehéiert, dann huet een e gewëssent Recht och Commandé vun där Agence ze kréien, wat och erëm eng Kéier dann interessant ass, wann ee selwer Entreprises huet, déi mat der Weltraumtechnologie ze dinn hunn. Am Ament hu mir der zwou esou. Op där enger Säit ass et eis SES, déi als gréisste private Satellitbedreier op der Welt natierlech iwwer kéipweis Know-how am Beräich vun der Satellitesteuerung verfügt, an op där anerer Säit schafft d'SES mat enger Lëtzebuurger Firma zesummen déi HiTech heescht an déi an der Antennentechnologie zu enger vun de féierenden Entreprises an Europa ginn ass.

Et steet also elo schonns méi oder wéineger fest, dass d'SES an d'HiTech bei e puer vun de Kontrollstationen um Buedem wäerten derbäi sinn, ënner anerem bei där, déi hei vir an der Belsch bei der Uertschaft Redu virgesinn ass. Déi Opträg eleng wäerten an déi 60, 65 Milliounen Euro ausmaachen, a wann dat da klappt, da wäerte wuel nach weider Commanden nokommen.

Mir Lëtzebuurger hunn also en duebelen Intéret um Galileo: Eng Kéier als Konsumente vum Navigatiounssystem, an déi aner Kéier awer och als Fournisseuren. Duerfir däreft mer heibannen och näscht dergéint hunn, denken ech emol, dass de System méiglechst reibungslos ronderëm de ganze Globus funktionéiert, wouzou natierlech all déi Ofkommene mat den Drëttlänner néideg sinn.

Mat der Recommendation vun Ärer Kommissioun, deenen zwee Projeten hei Är

Zoustëmmung ze ginn, a mat dem Accord vu menger Fraktioun uewen drop, därerf ech lech dann och elo schonn ukënnegen, datt als nächst Brasilien a Malaysia op der Lee wäerte stoen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci fir seng ausféierlech Ausféierungen zu dësen zwee Projeten, an ech denken, dass alles gesot ass. Ech gesinn iwwerall Satisfaktioun bei de Fraktiounen, duerfir komme mer elo zum Vote vun dësen zwee Projeten.

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert den Accord mat der Republik vu Korea, Südkorea selbstverständlech.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 5693 et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5693 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Elo stëmme mer of iwwert den Accord mat dem Kinnekräich vu Marokko.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 5878 et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5878 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zu der Konventioun iwwert den Institut Forestier Européen. De Rapport zu dësem Projet mécht eis elo den honorabelen Här Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

**6. 5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003**

**Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture**

» **M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, elo maache mer all zesummen e klengen Ausfluch an de Bësch.

» **Plusieurs voix.** - Oohhh! Aaahhh!

» **M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.** - Ech stellen lech nämlech e Projet vir, duerch den d'Konventioun vum Institut Forestier Européen, kuerz IFE genannt, ugeholl soll ginn, esou wéi se den 28. August 2003 zu Joensuu a Finnland beschloss gouf.

Dëse Projet ass den 9. Abrëll 2008 vum Ausseminister an der Chamber déposéiert ginn. Den 11. Juli d'lescht Joer huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. Den 18. Februar 2009 huet d'Chamberskommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Héichschoul, d'Fuerschung an d'Kultur, de Projet analyséiert a mech als Rapporteur genannt. Leschte Mëttwoch, de 4. Mäerz, huet d'Kommissioun dunn de virleiende Rapport ugeholl.

Wourëms geet et an dësem Projet? Nun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Institut Forestier Européen ass 1993 gegrënnt gi fir dem Besoin nozekommen, déi wëssenschaftlech Zesummenaarbecht am Beräich vun der Forstwirtschaft ze verstärken an och d'Fuerschung, déi an dësem Domän op europäeschem Niveau bedriwwen gëtt, mat anzubauen. Den Institut Forestier Européen huet d'Missioun d'forstwirtschaftlech Recherchen op paneuropäeschem Plang ze förderen, ze leeden an ze koordinéieren.

D'Resultater vun dëser Aarbecht sollen dann un all interesséiert Parteie weidergeleeet ginn, mam But d'Bëscher an Europa ze schützen an eng nohalte Gestiou ze garantéieren. Fir dass dëst geschéie kann, huet den IFE folgend Kompetenzen: En ass Informant iwwert de ganze Secteur vun de Bëscher an der forstwirtschaftlecher Industrie, e bedréift Fuerschung an de genannte Beräicher, en entweckelt Fuerschungsmethoden. E bekëmmert sech ëm d'Donnéeën iwwert d'europäesch Bëscher, en organiséiert wëssenschaftlech Réuniounen, en hält Deel u Formatiounen iwwer forstwirtschaftlech Recherchen an e veröffentlecht schlussendlech d'Erkenntnisser an d'Resultater vu sengen Aarbechten.

Wéi gesot gouf den Institut 1993 an d'Liewe geruff, an no zéng Joer Existenz ass 2003 decidéiert ginn, säi Statut an eng international Organisatioun ëmzeänneren. Wa bis elo nëmmen Organismë mat wëssenschaftlecher, pedagogescher, industrieller oder wirtschaftlecher Vocatioun Member waren, esou kënnen zënter dësem Zäitpunkt Länner a State Member ginn. Heiderch kritt den Institut Forestier Européen natierlech e ganz anert Gewiicht an en aneren Optrëtt op der internationaler Bühn, wann et dorëms geet, d'Interessi vun eise Bëscher ze verrieden. Déi nei Konventioun ass 2003 vun 20 Länner, dorënner selbstverständlech och de Grand-Duché, ënnerschriwwen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Fuerschung am forstwirtschaftleche Beräich zu Lëtzebuerg ugeet, hate mir kee rengen Institut de recherche, dee sech just heirëms bekëmmert huet. Verschiddenes ass vun der Cellule de recherche en environnement et biotechnologies initiéiert ginn, mä dee gréissten Deel vun der Fuerschung geschitt duerch Konventiounen zwëschen der Administration des Eaux et Forêts an auslänneschen Instituter aus verschiddenen europäesche Länner.

Dëst soll awer net heeschen, datt hei bei eis am Land dernieft weider näischt am Domän vun der nohalteger Gestiou an der Konser-

vatioun vun eise Bëscher geschitt ass. Mir kennen hei zu Lëtzebuerg an dësem Beräich zwee Labelen: de PEFC: Programme for the Endorsement of Forest Certification, an den FSC: Forest Stewardship Council.

Doduerch, datt mir elo d'Konventioun vum Institut Forestier Européen unhuelen, ënnersträiche mer nach eemol d'Ambitioun vum Grand-Duché, eis Bëscher ze schützen an duerch eng nohalte Gestiou fir déi kommend Generatiounen ze erhalen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, méi ass zu dësem Projet net ze soen. Wat awer net heescht, datt en net wicteg wier. Ganz am Géigendeel, esou wéi Der aus mengem kuerzen Exposé erausgehéiert hutt.

» **Une voix.** - En ass wicteg!

» **M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.** - Et bleift just nach ofschléissend ze soen, datt och de Statsrot keng Problemer mat dësem Text hat an e positiven Avis dozou ofginn huet.

Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Am Numm vun alle Fraktiounen soen ech dem honorabelen Här Sunnen Merci a mir kommen zum Vote iwwert de Projet.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5866 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Projet 5716 iwwert den elektronischen Dépôt beim Registre de commerce et des sociétés. Den honorabelen Här Santer huet d'Wuert.

**7. 5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant**

**- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et**

**- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales**

**Rapport de la Commission juridique**

» **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech a mengem mëndleche Rapport dëse Projet de loi wäert beschreiwen, wëll ech, entgéint menge Gewunnechten, mat der an der Kommissioun verfuereerer Prozedur ufänken. En effet, normalerweise iwwerhuelen ech dës Detailler, déi am schrëftleche Rapport erëmzefanne sinn, net am mëndleche Rapport. Hei maachen ech eng Ausnahm, well mer an der Kommissioun eng Entscheidung getraff hunn, déi, esou mengen ech, fir dës Legislatur eemoleg ass.

De Projet gouf den 11. Juli 2008 vum Statsrot aviséiert. Den 9. Oktober 2008 huet d'Kommissioun e puer kleng Amendementer ugeholl an un de Statsrot geschéckt. Et gouf eng Kéier „jour“ duerch „jour ouvrable“ geännert an eng Kéier „communauté“ duerch „espace économique européen“. Mir hate geduecht, datt dës Amendementer, déi wierklech net substanzieel waren, bis Enn Januar kéinten aviséiert ginn. Den 31. Januar 2009 war en effet den Datum, wou d'Handelsregister technesch prett wor, fir dëse Projet ëmzesetzen. De 5. Mäerz 2009 hate mer nach ëmmer keen Avis vum Statsrot, obwuel, wéi ech gesot hunn, säit Enn Januar alles am Handelsregister prett wor, fir dëse Projet de loi ze applizéieren. Si hunn et awer net gemaach, well se keng gesetzlech Grondlag derfir haten.

Derbäi kënnt nach, datt Lëtzebuerg dat lescht Land ass, dat d'Direktiv 2003/58 net ëmgesat huet. Aus deene Grënn wollte mer net weider op de Statsrot waarden a mir hunn déi zwee Amendementer, déi, wéi ech virdru gesot hunn, net substanzieel sinn, zréckgezunn.

Här President, wourëms geet et bei dësem Projet de loi?

Éischtens setze mer eng Direktiv ëm, no där d'Memberstate sollte folgend Mesuren huelen:

Éischtens, Dokumenter, déi beim Handelsregister mussen hannerluecht ginn, mussen op elektronischem Wee agereecht kënnen ginn.

Zweetens, Dokumenter, déi sech säit dem 1. Januar 2007 beim Handelsregister befannen, mussen op informatesche Support enregistriert ginn.

Drëttens, op Ufro misst datselwecht fir d'Dokumenter geschéien, déi virum 1. Januar 1997 gemaach gi sinn.

Véiertens, Kopte vum den Dokumenter beim Handelsregister mussen kënnen iwwer Courrier électronique, also iwwer E-Mail verschéckt ginn.

A fënneftens, dës Dokumenter mussen kënnen duerch eng Signature électronique vum Handelsregister certifiéiert ginn.

Dës Direktiv hätt misse bis den 31. Dezember 2006 ëmgesat ginn. Mir hunn awer dës Direktiv schonn deelweis ëmgesat, andeems d'Dokumenter, déi säit dem 1. Januar 2006 beim Handelsregister hannerluecht ginn, scho systematesch op elektronische Support gesat ginn. An deenen nächsten dräi Joer wäert dat fir all Dokumenter vum Handelsregister, dat heescht säit 1909, geschéien. Dat, wat nach net vun der Direktiv ëmgesat gouf, ass d'Méiglechkeet, d'Dokumenter elektronesch anzerechen. A bei der Signature électronique huet och missen nogebessert ginn.

Derniewent goufen am Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert d'Handelsregister kleng Detailler geännert opgrond vun den Erfahrungen, déi an de leschte Jore gesammelt goufen. Sou zum Beispill gouf d'Prozedur, wéi d'Dokumenter beim Handelsregister ze hannerleeë sinn, liicht geännert. De Statsrot hat do eng aner Prozedur virgeschloen, déi mer net iwwerhollt hunn, well déi vun der Regierung virgeschloen Prozedur déi heiteg Praxis iwwerhëlt a keng gréisser Ëmstellung erfuerdert.

Ech wëll elo net op all Detailler vun dësem Projet de loi agoen, ech wollt just dräi grondsätzlech Punkten ënnersträichen.

Éischtens, d'Enseigne commerciale. Fir Gesellschaften, déi en Numm hunn, genannt Dénomination sociale, ass d'Enseigne commerciale eng Zort Publicitéit. Den techneschen Term ass: „désignation de fantasia à usage publicitaire“. Säit 2002 ass d'En-

seigne commerciale fir Privatpersounen hiren Numm an hire Virnumm an eventuell déi kommerziell oder publicitaire Beschreiwung.

D'Enseigne commerciale vun zwou physische Persounen muss verschidde sinn, egal wou se hire Commerce am Land ausüben. Do ware Froen opkomm, ob et elo verbuede wier, fir zum Beispill en Hôtel du Parc oder e Café du Commerce kënnen opzemaachen. D'Enseigne commerciale ass awer net Hôtel du Parc oder Café du Commerce oder de la Gare oder wéi och ëmmer, mä den Numm an de Virnumm vum Bedreier plus den Term Hôtel du Parc oder Café du Commerce. Also geet d'Enseigne commerciale méi wäit, wéi just d'Beschreiwung oder den Numm vum Commerce, an dofir ass d'Méiglechkeet oder de Risiko, dass zwou Enseignes commerciales hoergenee identesch ausfallen, bal auszuschléissen.

Zweetens, d'Chambre des Notaires huet eng berechtigt Fro opgeworf: Wat geschitt mat Dokumenter, zum Beispill Beschlëss vun enger Gesellschaft, déi net mussen dem Gesetz no beim Handelsregister hannerluecht ginn, mä wou d'Gesellschaft déi awer wëllt hannerleeën, zum Beispill fir Dréttpersounen ze informéieren? Zum Beispill, wann eng Gesellschaft liquidéiert gëtt, muss dee Beschloss beim Handelsregister hannerluecht ginn. Dat steet am Gesetz. Mä wann awer d'Gesellschaft, d'Aktionäre vun där Gesellschaft decidéieren, des Liquidatioun zrëckzezéien, réckgäנגeg ze maachen, da muss dat net beim Handelsregister hannerluecht ginn.

Do hat den Handelsregister an enger bestëmmter Affär gesot, dat wëll ech net unhuelen, well et net am Gesetz steet. Dat ass jo net ganz glécklech, well Dréttpersounen, déi dann den Dossier beim Handelsregister consultéieren ginn, nach ëmmer gesinn, dass déi Gesellschaft a Liquidatioun ass, obwuel dat net méi stëmmt.

Gott sei Dank huet d'Gericht där Gesellschaft awer Recht ginn a gesot: Déi Décisioun, wou d'Liquidatioun muss zrëckgezu ginn, réckgäנגeg gemaach gëtt, muss och kënnen hannerluecht ginn. Mä et hätt een net misse bis op d'Gericht goen, fir des Évidence confirméieren ze loossen. E Règlement grand-ducal gëtt dofir ausgeschafft, fir dass esou Fäll net stattfannen. Pragmatismus an ech mengen eng gesond Dosis vu Flexibilitéit mussen an dee Règlement grand-ducal afléissen.

Den Handelsregister - dat muss een och eng kéier soen - soll net d'Legalitéit vun den Dokumenter, déi mussen hannerluecht ginn, kontrolléieren. Den Handelsregister muss och d'Opportunitéit vun zousätzlechen Dokumenter, déi net am Gesetz virgesi sinn, net kontrolléieren.

Leschte Punkt: d'Signature électronique. Den Handelsregister huet sech mat LuxTrust zesummegeginn, a LuxTrust kann dem Handelsregister eng Signature électronique qualifiée bezeien. Hei hu mer dem Statsrot seng Proposition de texte iwwerholl, obwuel mer heimadder méi wäit gi wéi déi Direktiv, déi mer elo ëmzesetzen.

Den Handelsregister huet also eng Signature électronique qualifiée, déi d'Unerkennung vun den Dokumenter, déi vum Handelsregister kommen, ouni Problem soll erméiglechen, a besonnesch am Ausland.

Weider Detailer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fannt Der am schrëftleche Bericht an am Exposé des motifs vun der Regierung. De Rapport gouf leschte Mëttwoch unanime an der Kommissioun ugeholl, an ech géif den Accord och vun der CSV-Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Santer. Wann déi aner Fraktiounen mat den Ausféierungen d'accord...

(**Brouhaha général et interruption**)

Jo, wa sech alles berouegt huet, dann huet den Här Minister d'Wuert gefrot.

» **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, ganz kuerz, dee Projet de loi, dee klängt hei ganz technesch, mä dat ass en fait eng wichteg Verwaltungsre-

form, well et an Etappen de Registre de commerce moderniséiert huet.

An duerfir géif ech gären, och wéinst der perséinlecher Liewensplanung vum Här Rapporteur am Numm vun der Regierung a besonnesch als Justizminister, dem Patrick Santer villmools Merci soe fir déi exzeptionell Aarbecht. Déi, déi hie kennen, wëssen, dass dat, wat en hei gemaach huet, en fait just dat ass, wat en honnert Mol virdu gemaach huet. Déi parlamentaresch juristesche Aarbecht, déi en hei erëm eng kéier bewisen huet, déi ass exzeptionell, an duerfir géif ech hei stellvertriedend bei deem Projet fir vill vun deene Projeté virdrun him Merci soen. Et ass eng Aarbecht, un där sech anerer kënnen inspiréieren.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung vun deem Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi iwwert d'Représentations cinématographiques publiques.

Opgrond vu senger Liewensplanung ass dat dee leschte Rapport, deen den honorbelen Här Santer probablen am dëser Chamber hei mécht.

» **Une voix.** - Et soll een ni ni soen!

» **M. le Président.** - Duerfir ginn ech him d'Wuert.

## 8. 5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

**Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications**

» **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5734 geet et drëm, den Accès vu Mannerjähreger an öffentlech zougänglech Filmverféierungen ze regelen.

Et ass evident, dass Mannerjähreger mussen viru gewaltverherrlechenden oder anere pornographesche Filmer geschützt ginn. Zu Lëtzebuerg ass des Matière duerch e Gesetz vum 13. Juni 1922 geregelt. Well, wéi Der lech dat einfach kënn virstellen, säit 1922 d'Mentalitéit vun de Leit an d'Filmindustrie sech enorm entwéckelt a verännert hunn, gëtt scho säit laangem dat Gesetz net méi ugewant.

Duerfir hunn d'Kinosbedreier vu sech aus eng Klassifikatioun vun de Filmer gemaach, no där d'Alterskategorie festgeluecht ginn, ënnert där den Accès zu engem Film erlaabt respektiv verbueden ass.

Dese System, dee vun der fräier Autorégulation, an deen och an anere Länner besteet, ass net deen eenzege System, wéi den Accès vu Mannerjähreger bei Filmverféierungen ka geregelt ginn.

Doniewent gëtt et déi staatlech oder parastatleche Kontroll, wou de Stat d'Klassifikatioun vun de Filmer virhëlt, an - zweeten anere System - eng Co-régulation. Dese leschte System, dee vun der Co-régulation, enger Mëschung tëschent staatlecher Kontroll an Autorégulation, iwwerhuele mir mat deem Projet de loi.

Grondsätzlech wäerten d'Organisateuren vu Verféierungen wieder wéi bis elo Filmer a verschidde Kategorie klassifizéieren. Et wäert och nach dobäi eng Kommissioun geschaf ginn, déi kontrolléiert, ob déi Klassifikatioun och gerechtfertigt ass. Des Kommissioun gëtt automatesch saiséiert, wann deesewechte Film vu verschidde Bedreier verschidde agestuft gëtt.

Doniewent kann d'Kommissioun vum Procureur, vum Familljeministère oder vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand saiséiert ginn. Géint d'Entscheidung natierlech vun där Kommissioun besteet e Recours en annulation viru Verwaltungsgericht.

Här President, mir hunn an der Kommissioun verschidde Amendementer ugeholl, déi och alleguete vum Statsrot guttgeheescht goufen.

D'Regierung, éischens, hat virgesinn, dass am Prinzip den Accès zu de Filmverféierungen fräi wär, sous Réserve - huet d'Regierung geschriwwen - vun engem méigleche Bezuele vum Entréespräis. Mir hunn d'Referenz vum Entréespräis einfach gestrach. Éischens ass den Entréespräis net ausschlaggebend. Et geet net dorëms, feststellen, ob en Entréespräis bezuelt gëtt oder net. Et geet dorëms, den Accès vun de Mannerjähreger zu Filmverféierungen ze regelen. Zweetens wollte mer all Diskussioun verhinieren, ob d'Gesetz sech uwent oder net, wa Filmverféierungen stattfannen, wou keen Entréespräis gefrot gëtt.

Zweet Ännerung, déi mer agereecht hunn: Mir schwätzen elo net méi vum Exploitant, vum Bedreier vun engem Kino, mä vum Organisateuren vun enger Filmverféierung. Dat ass dorop zrëckzeféieren, dass den Term oder d'Terme Bedreier vun engem Kino esou hätte kënnen ausgeluecht ginn, dass d'Gesetz nëmme fir Filmverféierungen an engem Kino sech hätt sollen uwenden. Eben dat wollte mer net.

Filmverféierungen, déi vun enger A.s.b.l., enger Gemeng, engem Club des jeunes, engem Cinéclub organiséiert ginn, mussen och ënnert dat Gesetz falen. Wat zielt, ass net, wou de Film ausgestrahlt gëtt, mä dass et sech eben ëm eng öffentlech Filmverféierung handelt.

Déi lescht Ännerung hat mat der Kontroll duerch d'Organisateuren ze dinn. D'Regierung hat virgesinn, dass des Kontroll do sollt stattfannen, wou de Billjee kaf gëtt. Dat hat Problemer mat sech bruecht, am Fall zum Beispill wou d'Entrée fräi wär - dat heescht, et gëtt jo keng Billjeeën, wann d'Entrée fräi ass -, oder am Fall wou d'Billjeeën iwwer Internet kaaft ginn.

D'Kontroll, esou hu mer awer elo virgesinn, fënn an der Entrée vum Kino statt, wat och elo schonn de Fall ass, an ech wëll lech soen, dass dee Regime, dee mer elo hunn am Gesetz, sech upasst un déi Méiglechkeeten, un déi Kontrollen, déi elo schonn zu Lëtzebuerg an deene verschidde Kinoe gemaach ginn. Hei geet et net ëm eng Identitéitskontroll. Et geet dorëms ze kontrolléieren, ob déi Persoun, déi wëllt Accès zur Filmverféierung hunn, och den Alter, deen an der Klassifikatioun steet, huet. Dat kann, dass muss awer net iwwer eng Carte d'identité stattfannen, dass ka par tous les moyens stattfannen, dass kann zum Beispill iwwer eng Studentekart oder eng Jumboskart stattfannen. Eng Identitéitskontroll - dat wësst Der all, duerfir soen ech dat ganz kuerz - d'äerf nëmme duerch d'Police stattfannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, dass dës Gesetz keen Allheilmittel ass, duerch dat mer Mannerjähreger géint Gewaltverherrlechung oder Pornographie an de Filmer kënnen schützen. Filmer kënnen iwwer Internet erofgeluede ginn, an an deene Fäll ass eng Kontroll schwéier ze organiséieren.

Dat ass awer ëmmer nach laang kee Grund, fir iwwerhaupt näischt op deem Gebitt ze maachen. Iwwer Gesetzer kann een och net alles errechen.

Ech wëll och, dass hu mer och an der Kommissioun diskutéiert, d'Roll vun den Elteren, vun den Educateuren, vun der Schoul nach eng kéier ënnersträchen, wat d'Education ugeet vu Mannerjähreger, wat hir Sensibilitéit, hir Appréciation vun de Filmer ugeet. Dat, wat an de Filmer stattfënn, ass net ëmmer dat, wat am Liewe stattfënn. Datselwecht gëllt och fir Videospiller. Gewaltverherrlechung, Pornographie, Rassismus si Geforen, déi fanne sech och a Filmer erëm. Dat ass net d'Liewen. Duerfir sinn d'Eltere gefuerdert, duerfir ass d'Schoul gefuerdert, duerfir ass d'Gesellschaft gefuerdert fir de Mannerjähreger ze erklären, dass dat och net esou soll stattfannen, dass se sech net dorunner sollen inspiréieren. An hei mussen natierlech weider Initiative geholl ginn, wéi dat och ass bei anere Geforen, deenen déi Mannerjähreger kënnen ausgesat ginn, wéi zum Beispill den Alkohol.

Här President, dës gesot, wëll ech lech matdeelen, dass déi parlamentaresch Kommissioun de schrëftleche Rapport eestëmmeg e Méindeg viru aacht Deeg ugeholl huet.

Här President, erlaabt mer awer a mengem perséinlechen Numm hei, net zu deem Projet de loi, mä am grouse Ganzen en violation vun eiselem Règlement d'ordre intérieur - an de President vun där Reglements-kommissioun wäert mer dat erlauen -, fir e puer Wieder an lech ze riichten.

Ech wollt lech fir d'éischt soen, dass et elo meng lescht Ried ass. Et ass elo kee Secret. Et ass meng lescht Ried hei an deem Haus. Déi éischt, déi ech gehalen hunn, war gradesou spannend wéi déi lescht.

(**Hilarité**)

Déi Éischt goung ëm d'Opposabilitéit vu Clause de réserve de propriété en cas de faillite. Ech kann lech soen, dass huet d'Leit vläicht heibannen net begeeschtert, dass huet vläicht d'Journalisten och net begeeschtert. Ech wëll lech awer soen: Ech ka mer gutt virstellen, dass dat ville Leit gehollef huet, besonnesch a Krisenzäiten, wa se e Gesetz haten, wou se awer nach konnten hire Bien zrëckkréien, wou d'Gesellschaft do de Keefer awer Faillite gemaach huet.

Ech wollt lech och soen, ouni wëllen hei an e rise Pathos ze verfallen oder esou auszegesinn, wéi wann hei eng Oscarpräisverleihung wor a jiddwerengem muss Merci gesot ginn, dass et mer eng Eier vor a besonnesch eng grouse Freed, fir President vun der Commission juridique ze sinn. Et war keng einfach Aarbecht. Et ware keng einfach Memberen.

(**Hilarité**)

Awer alleguerten, all déi Projet-de-loien, déi vläicht net alleguerten esou an der Öffentlichkeit diskutéiert goufen, hu mer an der Kommissioun analyséiert an dacks genuch amendéiert. Mir hu souger op Plaze vun engem Komma geschwat, wéi dat beim Projet de loi iwwert den Handelsregister de Fall wor.

An all déi Projeté mat deenen zwee groussen Orientierungsdebatten iwwert d'Sécurité intérieure vu bal zwee Joer an iwwert d'Inspection générale de la Police vun e puer Méint, sinn alleguerten esou e kleng Bausteen, deen zur Gestaltung a Moderniséierung vun eiser Justiz bäigedroen huet.

D'Justiz ass e permanente Chantier, wou een net ka soen: Elo hu mer eist gemaach, elo kënnen mer fir zwee, dräi, véier Joer ophalen. Et muss ëmmer weider dru geschafft ginn. Dat mécht ee scho säit 200 Joer. Ech wëll just dobäi soen: 2004 huet de Code civil 200 Joer gefeiert. Et ass vläicht ville Leit net opgefall, mä de Code civil ass nach ëmmer déi Grondlag, op där eist zivilit Rechtssystem opgebaut ass.

Ech wollt all de Leit an der Kommissioun Merci soen, dem Sekretär och. Deen hat net ëmmer eng einfach Aarbecht, fir eis Amendementer op Pabeier ze bréngen.

Ech wollt awer och dem Här Justizminister a senger Mataarbechter Merci soen. Den Här Justizminister war net ëmmer mat eis eens. Mir waren och net ëmmer mam Justizminister eens. Mir waren och net ëmmer ënner eis eens. Mir waren och net ëmmer mam Statsrot eens, an den Här Statsrot war net ëmmer mat eis eens.

Mir hunn eis awer plus ou moins och kënnen duerchsetzen, well d'Chamber jo eben den éische Pouvoir an deem Land ass a well mer e Justizminister haten, deen net nëmme eis Ried an Äntwert stoung op punktuellen, ganz technesche Froen. An ech mengen, dass ass net an all Land esou, dass e Justizminister ouni Mataarbechter kann op déi Froen esou perfekt äntwerten, mä en huet awer och konstruktiv mat eis geschafft an eis berode mat senger Mataarbechter, fir dass mer en Text kënnen ausschaffen, dee vläicht net déi éischt Titelsäit vun den Zeitung mécht, mä awer fir d'Justiz



Mardi,  
10 mars 2009

tiz fir dee permanente Chantier hëllefträich ass.

Ech wollt lech Merci soen. An zum Schluss wollt ech zwou Saache soen: Menger sidd Der awer nach ëmmer net lass. Muer ass Mëttwoch. Mëttwoch um 9.00 ass d'Commission juridique, déi ech nach eng Kéier wäert de grouse Pléséier hunn ze présidéieren. An zweetens, dat Wichtigst vläicht an deem Ganzen: Vergiesst net, dësse Projet de loi ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

**(Hilarité)**

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Huet nach een eppes zu deemem Projet ze soen? Madame Flesch, wann ech gelift.

**Discussion générale**

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, ech wëll ganz kuerz eppes zu deemem Projet soen, deen d'Transposition ass vun enger Direktiv an deen de Besoinë vun de Leit, déi dovunner ofhänken, entgéintkënn. Ech mengen, de Rapporteur huet zu deemem Projet alles gesot, wat ze soe wor. An ech wëll direkt soen, dass mer dee Projet de loi wäerte stëmmen.

Ech hu ganz besonnesch d'Wuert gefrot, well den Här Rapporteur ons gesot huet, dass haut wahrscheinlech déi leschte Kéier wär, wou e géif an deemem Haus zu engem Projet Stellung huelen. An ech wollt him am Numm vun onser Fraktioun an a mengem perséinlechen Numm villmools Merci soe fir déi kompetent an - wéi soll ech soen? - offen Aart a Weis, wéi en déi Commission juridique geféiert huet.

Mir wossten, dass wa mer eppes um Häerz haten, wann an deemem Projet eppes ons net gefall huet, dass een dat konnt soen an dass d'Argumenter géife Gehéier fannen. Ganz oft hu mer an där Commission Amendementer ugeholl - an de Rapporteur huet kuerz drop ugespillt -, déi vläicht dem Minister oder dem Conseil d'État net onbedingt esou gefall hunn, mä mir woren ons an der Commission eens, dass ee sollt op dee Wee goen.

Fir seng Ouverture d'esprit, fir déi Kompetenz, fir déi Gentillesse, fir dat Verständnis, mat där en d'Aarbechte vun der Commission juridique geféiert huet, wëll ech dem Patrick Santer villmools Merci soen an em vill Succès a vill Chance wënschen a senger neier wichtiger Funktioun.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech schlësse mech de Wierder vun der Madame Flesch un, Här Santer.

**(Interruption)**

Dir wësst, dass et net einfach ass.

» **M. le Président.** - Also, ech géif denken, mir sollen d'Saachen hei elo emol net duercherneewerfen. Mir sinn amgaang de Moment de Projet ze diskutéieren, deen den honorabelen Här Santer ons elo just presentéiert huet. Ech géif froen: Wie wëllt zu deemem Projet de loi d'Wuert ergräifen? Fänke mer fir d'éischt emol u mam Här Berger. Här Bettel, soll ech lech aschreiwen?

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt och hei nach eng Kéier ganz speziell dem Rapporteur Merci soe fir déi Aarbecht, déi en hei zu deemem Dossier gemaach huet. Ech kennen en nëmmen aus där Commission, an ech muss och do dat bestätegen, wat d'Colette Flesch gesot huet, dass mer hei e ganz kompetente Member an der Chamber haten. An ech wënschen him och vun dëser Plaz aus alles Guddes fir déi nei Erausforderung, déi en da wäert elo ugoen.

Zréck zum Projet de loi, dee mer hei diskutéieren. Ech mengen, mir sinn eis eens, dass et noutwenneg war dee Projet de loi, oder dat Gesetz villméi vun 1922 ze iwwerschaffen, éischters well an deene leschte Joren d'Praxis net méi konform war zu deemem Gesetz. An deemem Gesetz vun 1922 stoung, dass am Prinzip kee Jugendlechen ënner 17 Joer dierft an de Kino goen an dass dann eben déi speziell Commission do konnt eng Dispens gi respektiv autoriséieren, dass déi Jugendleche konnt an de Kino goen, mä dass an der Praxis eben och déi speziellesch Commission praktesch net méi getaagt huet, net méi hir Aarbecht gemaach huet an dass am Endeffekt d'Kinoexploitant selwer dat reguléiert hunn.

En zweete Punkt ass awer och deen, dass mer eis eens sinn, dass mer mussen besonnesch an der Optik vum Jugendschutz hei awer eppes maachen, Dispositiounen virge-

sinn, a kucken déi Jugendleche ze schützen viru Filmer, déi net appropriéiert si fir hiren Alter.

Hei ass op där enger Säit eng Noutwendegkeet gewiescht, dass aalt Gesetz ze iwwerschaffen, an op där anerer Säit awer och gutt Virsätz, déi ee sech geholl huet, nämlech de Schutz vun de Mineuren, fir nei ze léigiféieren.

De Projet de loi ass explizéiert ginn en détail, mä et muss ee sech awer trotz deene gudden Ofsichten e puer Froe stellen, wéi sénnvoll an effikass dësse Projet de loi am Endeffekt ass an deemem Gesamtkontext vum Jugendschutz, wou ech e géif situéieren.

De Projet de loi, dee gesäit jo elo vir, dass d'Kinosbedreiwer selwer sollen d'Aklasséieren an déi verschidden Alterskategorien maachen. Si referéiere sech do zum Deel dann op dat, wat se aus dem Ausland kréien oder wat schon am Ausland gemaach ginn ass. An d'Diskussiounen fänke jo gewéinlech dann do un, wann deeselwechte Film a verschiddene Länner verschidden aklasséiert ginn ass, well mer do och dann an Europa verschidde Systemer hunn.

Mir hunn éischter op där enger Säit den däitsche System mat der freiwilligen Eigenkontrolle. Am Franséischen hu mer de System vu staatleche Commissionen, wou dann awer emol fir een an deeselwechte Film dann d'Kategorien, wou kann den Alter, wou déi Jugendleche kënne kucke goen, net ëmmer deeselwechten ass.

Et ass insgesamt e schwierigen Exercice fir esou Limité festzeleeën. Och wann een elo aus der Sicht vun engem Entwicklungspsycholog dat Ganzt géif analyséieren, gëtt et keng allgemeng gültig Regeln. Jugendlecher mat 15 Joer sinn zum Beispill net allegeren op deeselwechte Punkt vun hirer Entwécklung ukomm. Deem enge kéint een eventuell esou e Film zoumudden, deem aneren net.

En anere Punkt, deen ech wëll opwerfen, ass dee vun der Responsabilitéit. Laut dem Gesetzestext, dee mer hei da wäerte stëmmen, läit déi praktesch exklusiv op de Schëllere vun de Kinosexploitanten. Si leeën dann d'Kategorie fest, si mussen dann awer och kontrolléieren, ob et agehale gëtt, a si sinn och déi Eenzeg déi herno kënne strafrechtlech zur Verantwortung gezu ginn. An et ass och scho virdu gesot ginn: Misst een hei net awer och déi Jugendleche selwer, respektiv dann hir Elteren, déi jo responsabel fir si sinn, soulaang se manderjähreg sinn, iergendwéi kënne mat-responsabiliséieren? Dat ass eppes, wat awer hei an deemem Text net gemaach ginn ass.

Et muss een och soen, dass an der Praxis d'Kontrolle vun den Exploitanten och net einfach sinn, wann een ebe weess - et ass jo hei elo am Gesetz ageschriwwen -, dass op där Plaz, wou den Ticket verkaf gëtt, kontrolléiert gëtt. Mir wëssen awer wéi d'Kinoen infrastrukturell sech hei zu Lëtzebuerg, a wahrscheinlech och an deenen anere Länner, funktionéieren: Et huet een eng Haaptkeess, wou ee säin Ticket hëlt, an da geet ee weider an et huet een da gewéinlech no där Entrée Accès op dräi, véier verschidde Säil, wou net méi kontrolléiert gëtt, esou dass dat also an der Praxis och net evident ass fir déi am Kino, fir dat ze organiséieren.

Ee Punkt oder eng Problematik, déi och net hei an deemem Gesetz geléist gëtt, dat ass déi Fro vun deemem méi generelle Schutz vun de Jugendleche vis-à-vis vu Biller, vu Filmer, vu Szenen, déi net fir hiren Alter sinn. An et ass jo och esou, dass een haut praktesch all Film kann als DVD kafen. Op den DVDDe sinn oft keng Alterskategorien agedroen. Dat gëtt och net an de Geschäfte kontrolléiert, wann do e Jugendleche vu 14 Joer e Film, en DVD keeft, ob deen am Kino vläicht eréischt mat 16 oder mat 18 zougängelech war.

Et kann een haut och ouni Problem - do kënnen déi Jonk eis dat weisen, well mer et selwer net wëssen - Filmer legal oder manner legal vum Internet eroflueden, ier e scho praktesch an de Kinoen ass. Dat gëtt och ganz oft gemaach. Nëmme fir ze soen, ze illustréieren, dass et haut méiglech ass, an der moderner Mediawelt, fir Filmer och op anere Plaze kënnen ze kafen, ze kucken, ouni mussen an de Kino ze goen, an dass een do guer keng Emprise dorobber huet.

Datselwecht gëllt virun allem och fir eng Rei Videospiller, wat zwar elo net esou direkt an de Kontext hei vum Gesetz passt, mä ech mengen grad do, besonnesch bei de Videospiller, ginn et jo, besonnesch wann een och déi Aspekter vu Gewalt kuckt, eng ganz Rei schlecht Produkter, wou mer awer hei zu Lëtzebuerg keng kloer Regulatiounen hunn a wou mer also och do wéineg kënne kontrolléieren.

Duerfir huet een dann och e bësschen d'Gefill, dass d'Regierung sech hei am Domän vum Jugendschutz virun de reelle Problemer dréckt respektiv do nach keng Solutiounen fonnt huet. An ech komme schon esou lues zum Schluss. Den Nico Simon, dee jo e bekannte Kinosbedreiwer ass, bréngt déi Problematik am Fong geholl am „Lëtzebuerg Land? vum 20. Februar op de Punkt, wou e seet - ech zitieren dat elo hei op lëtzebuergesch: „Ech fäerten, dass d'Politik eis benotzt, fir soen ze kënnen, dass se mat deemem Projet de loi eppes fir de Schutz vun de Mineurë gemaach huet, mä dass dat awer in concreto net de Fall ass.“

Här President, mir wäerten dësse Gesetz natierlech stëmmen. Mä mat dësse puer Remarque wollt ech awer och soen, dass mer weiderhin hei zu Lëtzebuerg gefuerdert si fir Solutiounen ze fannen an deem grouse Beräich vum Jugendschutz.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Den honorabelen Här Adam ass den nächste Riedner.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Här President, et ass fir d'éischt u mir.

» **M. le Président.** - Oh pardon. Mer fueren der Rei no, entschëllegt Här Diederich. Den Här Diederich huet d'Wuert.

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Här President, et ass dem exzellente Rapport vum Rapporteur Patrick Santer näischt méi derbäizefügen. Ech wëll him Merci soe fir den exzellenten, kompletten, explizite Rapport, an och Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an all de Commissionen haten, wou hie Member war.

Merci.

» **M. le Président.** - Den Här Adam huet d'Wuert.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President, ech gesinn nach ëmmer den Här Diederich. Merci, elo ass hien och net méi op mengem Riederpult hei. Ech wëll dann och dervu profitéieren, fir dem honorabele Rapporteur Patrick Santer Merci ze soe fir säi Rapport, deen an där gewinnter Aart a Weis erëm perfekt war. Esou wéi mer en eben déi ganzen Zäite kennegeleiert hunn, a mir wäerten dann och als gréng Fraktioun him nach eng Kéier Merci soen an hien da mat Bedauern mëschen.

Ech wëll et kuerz maachen. Dat meescht, wat ech soen, ähnelt vill deem, wat den Här Berger gesot huet. Ech hunn och déiselwecht Lecture gehat wéi den Här Berger. Ech mengen awer, dass et derwäert ass, quitte dass et ee klengem Projet de loi ass. En erlaabt awer eng Rei méi allgemeng Iwwerleeungen, an déi wëll ech dann am Numm vun der grénger Fraktioun hei virdroen.

Mat dem Gesetz vun haut léise mer dat aalt Gesetz vun 1922 of, dass den Zougang zu de Kinosvirféierunge geregelt huet. Fir d'éischt emol hu mer 2009 vill méi eng liberal Approche zu der Matière wéi viru bal 90 Joer. 1922 war den Zougang zu Kinosvirstellungen am Prinzip verbuede fir Mënschen ënner 17 Joer, haut ass den Zougang an de Kino am Prinzip fir all Mënsch erlaabt. Den Artikel 1 léisst a senger kuerzer, preziser Ausso näischt ze wënschen iwweg, an de Patrick Santer huet och erkläert, firwat mer dat esou kuerz formuléiert hunn.

Den Artikel 2 schränkt dës Fräiheet natierlech e bësselchen an. Dat schéngt eis och logesch ze sinn, well och wa mer den Erwuessene mussen d'Recht zougestoen, ob se wëlle Filmer kucken „comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite“, déi eventuell hirem „épanouissement physique, mental ou moral“ kënne schueden, esou verlaangt de Jugendschutz e puer Restriktiounen.

Schued ass, dass ee Kand vun zéng Joer ganz oft mengt fir hie wiere just Filmer, déi ab zwielef klasséiert wieren, interessant, an déi ab sechs Joer wiere just fir Puppelcher. Ech fannen et wierklech bedauerlech, an net emol onbedéngt well ee Kand, wat ee Film kuckt deen iwwert seng Altersgrupp agestuift ass, grouse Schued leit, mä villméi well d'Bereetschaft sech op ee Film anzeloossen, dee fir seng Alterskategorie geméint ass, a priori net méi do ass an erëm muss nei geschaf ginn.

An hei sträife mer dann och de Beräich Medienerzéiung a Mediopedagogik, wou mer zwar an dat neit Schoulgesetz geschriwwen hunn, et géif an d'Schoul gehéieren, mä wou d'Regierung awer bis elo weder konkret Mesuren ze erkenne ginn huet fir dat ze maachen, nach eng Strategie entwéckelt huet, wéi een op deemem wichtige Punkt

misst virgoen. A grad just dës Inaktivitéit um wichtige Terrain vun der Medienerzéiung oder Mediekompetenz vun eise Kanner a Jugendleche weist och wéi onspektakulär dësse Gesetz, wat mer haut stëmmen, eigentlech ass.

Am Exposé des motifs steet ee Saz, dee soll ënnersträichen, dass mer dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren - d'Gesetz, wat den Zougang zu de Kinosvirstellung reglementéiert -, dringend brauchen. Hei steet: «Il est évident que la situation telle qu'elle existe aujourd'hui au Luxembourg ne peut pas perdurer.» Mir sinn och der Meenung, dass et net gutt ass, wann een op esou schwaache legale Féiss steet wéi mam ale Kinogesetz vun 1922.

Et ass och schon hei gesot ginn, eng Commission sollt den Zougang regelen, mä dës Commission hat scho viru Joren d'Luuchten ausgemaach an de Schlëssel um d'Dier gehaang. Dass et dann téschent dem Dépôt vum Gesetz an dem Vote hei an der Chamber nach 20 Méint brauch, dass weist wéi relativ den Ausdrock „une situation ne peut pas perdurer“ ass. Mir sinn allerléngs net der Meenung, dass den Zougang zu de Kinoen déi grouse Erausforderung ass, an dass grad just déi Situatioun déi ass, déi am dréngendste muss änneren.

Mir sinn der Meenung, dass de Saz „la situation telle qu'elle existe aujourd'hui au Luxembourg ne peut pas perdurer“ villméi op d'Inaktivitéit vu gläich e puer Ministère, wat d'Mediekompetenz bei eise Kanner a Jugendlechen ueget, zoutréift. Mir deelen och d'Meenung vun engem Verantwortleche vun der Utopia S.A., zumindest steet seng Meenung esou an engem ganz interessanten Artikel am „Lëtzebuerg Land“, wou den Här Berger scho geschwat huet, dass d'Politik hei d'Kinoen als Alibi hëlt, fir kënnen ze soen: „Mir hunn eppes gemaach, wat d'Protektioun vun de Mannerjähregen ueget.“

Dee Mann weist nämlech zu Recht drop hin, dass déi Leit, Kanner, Jugendleche an Erwuessene, déi e Film am Kino entdecken, eng absolut Minoritéit si par rapport zu deenen, déi Filmer op der Tëlee, op DVD oder Internet kucken. Et ass jo och wierklech méi einfach de Kinosbesuch ze reglementéieren, d'Veantwortung fir d'Anhale vun de Regeln de Kinosbedreiwer opzeerleeën, wéi eng konsequent an nohaltege Medienerzéiung an eise Schoulen opzebauen an duerchzuführen.

Mir fannen et ganz an der Rei, dass den Organisateur de Klassement vun de Filmer muss affichéieren, wéi et am Artikel 3 steet. Mir sinn och der Meenung, dass een de Kinosbedreiwer net aus der Verantwortung kann huelen, wie wéi ee Film kucke geet. Mir sinn eis awer bewosst, dass wann dësse Gesetz dann net nëmme soll votéiert, mä och applizéiert ginn, eigentlech munches am Beräich Zougang zu de Kinossäll misst anescht organiséiert ginn. Ouni wëllen d'Kinosbedreiwer aus hirer Responsabilitéit ze huelen, fanne mer et eigentlech erstaunlech, dass d'Elteren an déi Jugendleche selwer net mat Konsequenze vun engem eventueller Feelverhale konfrontéiert sinn. Dass ass eng Pädagogie, déi ech schwéier kann novollzéien.

D'Strofe fir d'Kinosbedreiwer kënne bis 25.000 Euro sinn. Bei Widderhuelungstäter kann d'Strof souguer verduebelt ginn. Dass Kand, dat per force ee Film wëllt kucke goen, deen net fir hatt geduecht ass, därerf dat all Dag e puermol probéieren. Do gëtt et keng Konsequenze fir hatt selwer an och net fir déi Erzéiungsberechtegt. Am Artikel 5 steet souguer, dass déi Persoun, déi den Zougang zum Kino regelt, jiddwerengem den Zougang verwiere misst, dee säin Alter net ka beleëen. Dass wäert och net esou einfach sinn an der Praxis duerchzuführen.

Bleift nach den Artikel 6, wou eng Iwwerwachungskommission fir d'Klassifikatioun vun de Filmer agesat gëtt. Mir wëssen eigentlech näischt iwwert dës Commission, stëmmen also e bëssen d'Kaz an Sak, well alles eréischt iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht gëtt. Dass ass net gutt. Ma eis Angscht virum CSV-Stat ass net méi esou grouss...

» **Une voix.** - Oohhhh!

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - ...an eis Angscht virum ADR-Stat ass nach net esou grouss, datt mer elo direkt staatelech Zensur richen. Déi Kommissioun wier jo wierklech gutt beroden, wa se sech géif konsequent un d'Klasséierung vun engem groussen auslännesche Filmdéngscht halen.

Duerfir kann ech och elo schonns oder nach ëmmer déi Froe stellen, déi den honorablen Här Félix Braz schon am Mäerz 2005 zu der aler Iwwerwachungskommissioun gestallt huet: Wéi ass d'Zesummesetzung vun dëser Iwwerwachungskommissioun? Wéi soll déi konkret schaffen? Op wéi enge Kritäre baséiert se hir Aarbecht? Kann een d'Décioune vun där Kommissioun als interesséierte Bierger och suivéieren?

Här President, déi gréng Fraktioun ass der Meenung, datt dëst Gesetz eng Verbesserung ass par rapport zum Gesetz vun 1922. Dës Regierung huet sech d'Lat awer net extra héich gesat. Mir droen dëst Gesetz mat, weisen awer dorop hin, datt am Beräich vun der Medienerzéiung - an dat ass eiser Meenung no déi allerwichtigst Measure, déi an dësem Kontext ze huelen ass, net nëmmen, mä awer och am Kader vum Jugendschutz - an dëser Legislaturperiod näischt geschitt ass.

Mir vermessen nei Akzenter bei der Presse à l'École. Mir waarden op dee scho laang ugekënnegte Mediekoffer fir d'Schoulen. Mir hu Kenntnis vun deene villen eenzelne positiven Initiativen am Medieberäich. Mir waarden nach ëmmer op eng global Strategie, wéi mir eis Kanner mediekompetent maachen an domadder hinnen hëllef mat de Medien ëmzegoen a sech selwer virun de Medien ze schützen.

Ech soe Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. D'Wuert huet elo d'Regierung. Ah pardon, pardon, den Här Gibéryen!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt och vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci soe fir dëse Projet. Ech mengen, meng Virriedner hu praktesch alles gesot, wat ee kann zu dësem Projet soen. Duerfir wëll ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu dësem Projet bréngen.

Net awer ouni dem Kolleeg Patrick Santer och am Numm vun eisem Grupp Merci ze soe fir déi flott Zesummenaarbecht, déi mir mat him hei an der Chamber haten. Ech mengen, hien ass wierklech e Mann vu Kompetenz. Dat huet e méi wéi eng Kéier bewisen an all deenen Dossieren. Hien ass ee vun deenen Deputéierte gewiescht, kann een elo scho bal soen, déi ganz dacks där komplizierter Dossieren unhuelen, déi vläicht net no bausse spektakulär wierken, mä déi awer dach, wat d'Matière ubelaangt, ganz komplizéiert a mat vill Aarbecht verbonne sinn. An dat huet e meeschterhaft gemaach. Duerfir vun eiser Säit aus eise Merci un hien.

Hie war och bei eis an der Reglements-kommissioun Vizepresident. Och do wëll ech him speziell Merci soe fir seng gutt Bäitrag an Hëllef, déi en op deem Niveau bruecht huet. Mir wënschen him och vun eiser Säit aus vill Chance a sengem neie Berufslie-wen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass déck Zäit gi fir dëst Gesetz, well dat aktualiséiert nämlech dat veraalte Gesetz vun 1922, wat net méi ugewant ginn ass, an et legaliséiert déi bestehend Praxis. Mat dësem Gesetz sinn d'Kinoen an d'Kinosbedreiwer net méi an der Illegalitéit, well nom Gesetz vun 1922, dat ass scho gesot ginn, ass jo am Prinzip all Jugendlechen ënner 17 Joer onerlaabt am Kino haut. Et ass also héich Zäit ginn, fir den Text méi realistesch ze gestalten.

Ass et um Kulturministère, fir dat ze maachen? Net onbedéngt. Awer Haaptsaach, et mécht een et. An esou hunn ech am Juni 2007 dëst Gesetz déposéiert. Ass dat hei, also de Kino an d'Filmverfilmungen, deen

eenzege Beräich, wou iwwert den Zougank vun de Jugendlechen zu Filmer an also iwwer Jugendschutz soll geschwat ginn? Neen, och net.

Natierlech net! Well et gëtt jo och aner audiovisuell Medien a Supporten. An dofir huet d'Regierung och den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand mat engem Avis beoptraagt. Deen Avis ass nach net do, mä et ass jo och eng komplizéiert Matière. Ausserdeem gëtt et an der EU Virstéiss fir eng Aklässierung vun DVDen an esou weider. Och do kann ee sech herno dann inspiréieren.

Hätt een, well deen Avis nach net do ass, dofir dëst Gesetz net oder nach net maache sollen? Neen, dat mengen ech net. Ganz am Géigendeel, well haut sinn d'Kinnoe wéi gesot an der Illegalitéit, an dat gëtt elo endlech geännert.

D'Kinosbedreiwer a Filmverantwortlecher brauche sech dofir och net ze bekloen, wéi dat elo e puermol zitéiert ginn ass. Well dëst Gesetz kennt hinnen entgéint doduerch, datt hir Praxis Gesetz gëtt. Hir Praxis gëtt Gesetz. De System vun der Autorégulatioun bleift bestoen, well et ass e rapiden an e flexibele System. An elo ass et net méi wéi mam Gesetz vun 1922 eng A-priori-Autorisatioun, mä et gëtt A-posteriori-Stéchprouwe respektiv -Kontrollen. Dat duerch eng onofhängeg Kommissioun fir d'Klassifikatioun vun de Filmer. Déi Interventioune sollen awer och d'Ausnahm bleiwen an net d'Regel sinn an einfach gehandhaabt ginn.

Sidd lech sécher, dat ass a soll an däerf keng Zensur sinn a ginn. Ech sinn iwwerzeugt dervun, datt iwwer 99% vun de Filmer an hire Klassifizierung kee Problem wäerten opwerfen.

Den neie Regime ass jo deen, datt prinzipiell den Zougank zu de Filmer fräi ass, egal fir wéi een Alter; mä jee no Inhalt vun de Filmer - Gewalt, Diskriminatioun, Saachen, déi Kanner a Jugendlecher schwéier verschaffe kennen - musse Restriktioune gemaach gi vum Organisateur, an zwar no véier Alterskategorien.

Do kann den Organisateur hei zu Lëtzebuerg sech ganz einfach un der Aklässierung vu Filmer am Ausland, an eisen Nopeschlänner inspiréieren. An et ass evident, datt dës Astufungen duerch den Organisateur net d'Eltere vun hirer Verantwortung entbannen. Déi bleift ëmmer parallel iwwer hir Kanner bestoen. Mä de Kinosbedreiwer an den Organisateur kann an däerf sech awer och net hannert den Elteren hirer Verantwortung verstoppen. An ech sinn iwwerzeugt an ech weess, datt si hir Aufgab seriö huelen am iwwergeuerdneten Interesse.

Dëst Gesetz ass, am Géigesaz zu deem, wat hei vu verschiddene Riedner gesot a gefaart ginn ass, keng Penalisation vun den Organisateuren vu Filmverfilmungen, mä eng Hëllef fir se, well jo hiren aktuelle System legaliséiert gëtt. An et geet hei net drëm, fir se ze stigmatiséieren, esou wéi si dat dohier soe ginn, mä et geet ëm déi néideg Moosnamen am Interesse vun engem wuelverstanene Jugendschutz. Mir si mat dësem Gesetz endlech am heitege Kinnozäitalter ukomm. An ech mengen, dat war wichteg a ganz héich Zäit ginn.

Ech sinn dofir frou, déi eestëmmege Zoustëmmung vun der Chamber kritt ze hunn. Dofir wëll ech och dem Rapporteur

Patrick Santer en härerleche Merci soe fir säi Rapport, a ganz besonnesch och am Numm vun der Regierung fir all déi Aarbecht, déi e während laanger a viller Zäit hei ëmmer mat ganz vill Rou a mat ganz vill Kompetenz geleescht huet. Dat wäert eis nach dacks feelen.

Merci villmools.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Statssekretärin. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet do lo.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5734 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Eigen, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

## 9. Hommage à M. Patrick Santer

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, no-deems dass déi eenzel Fraktiounen schonn hei Stellung geholl hunn, dass ech awer am Numm vun der ganzer Chamber dem Patrick Santer, dee mer gesot huet, dass e mer muer de Mëtteg seng Démissioun als Member vun dëser Chamber géif iwwerreechen, am Numm vun lech alleguerten en härerleche Merci soe fir säin Asaz, seng Kompetenz, et ass schonn ënnerstrach ginn, och säi Fläiss, deen e während laange Joren an dësem Haus un den Dag geluecht huet.

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

En huet am Fong geholl am beschte seng Aktivitéit selwer virdu rësuméiert, wéi e gesot huet, déi lescht Ried, déi en hei gehal huet, wär esou spannend gewiescht wéi déi éischt, déi en an dësem Parlament gehal huet. De Patrick Santer war en Deputéierten, deen net de Fanger fir d'éischt ausgestreckt huet, wann et ëm Projeté gaang ass, déi publikumswierksam no bausse waren, mä en huet ëmmer de Fanger ausgestreckt, wann et sech ëm schwierig, technesch Dossieren a Projeté gehandelt huet, déi an der Commission juridique an an aneren zur Diskussioun stoungen. An ech mengen, en huet am Laf vun deene Joren heibannen eis e gutt Beispill ginn, wéi een als Deputéierte kann op eng effikass an eng kompetent Aart a Weis mat schwierigen Dossieren ëmgoen, och als President vun der Commission juridique.

Ech si frou, datt och d'Madame Flesch do-robber insistéiert huet, dass an der Commission juridique, wat jo ee vun de Piliere vun de Kommissiounen vun dëser Chamber ass, et net esou séier ëm parteipolitesch Taktike geet, mä datt déi Kommissioun duerch d'Bank zesumme versicht, fir déi beschte Solutioune ze fannen - och wann dat net ëmmer der Regierung an de Krom passt. An ech mengen, déi vill amendéiert Texter, déi am Laf vun deene leschte Joren och grad just aus dëser Kommissioun komm sinn, bewisen, datt hei ënner der Leedung vum Patrick Santer vun alle Fraktiounen zesumme versicht ginn ass, eng gutt Aarbecht am Interesse vun de Bierger ze maachen.

Duerfir wëll ech dem Kolleeg Patrick Santer soen: Mir waren houfreg, hien als kompetenten Deputéierten ënner eis ze hunn. Ech wënschen him a senger weiderer Liewensplanung, sougutt am professionelle wéi am private Liewenslaf, an Ärem Numm alles Guddes fir d'Zukunft.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(Applaudissements)**

» **M. Patrick Santer (CSV).** - Här President, Merci villmools fir déi Hagiografie, déi mer hei matkritt hunn, déi ech och zu meng Liewenszäite matkritt hunn. Normalerweis kritt een esou eng Ried, wann ee verscheet ass.

**(Hilarité et interruptions)**

Ech hunn eng grouss Eier gehat. Ech hu se elo zu Liewenszäite materlieft. An ech mengen, Äre Successeur, wann et dann esou wäit kennt - ech hoffe fir mech, datt et esou spéit wéi méiglech ass -, an Äre Successeur dann also déi Ried muss halen, da wäert en et schwéier hunn, fir eng nach besser Ried ze halen.

Ech wëll lech nach eng Kéier Merci soen. Dat wär och völeggen duergaang.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Santer.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass wéi gesot en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.12 heures)**

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

## Sommaire

1. 5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution
  - *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers*
  - *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, Mme Lydie Err, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre*
  - *Second vote constitutionnel*
2. 5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007
  - *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
  - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
3. 5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007
  - *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
  - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

### » M. le Président.

D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelungen ze maachen?

### » M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

Neen, Här President.

### » M. le Président.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de révision 5967, d'Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass.

Mir kommen zur Diskussioun. D'Wuert huet fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de révision, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

## 1. 5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

### Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

» M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 11. Dezember 2008 hu 56 vu 60 Deputéierten hir Zoustëmmung ginn zu der Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung.

No dem Artikel 114 vun der Verfassung, deen d'Prozedur festleet vun de Verfassungsännerungen, muss d'Chamber iwwer all Verfassungsännerung zweemol ofstëmmen. Tëschen der éischer an der zweeter Ofstëmmung mussen dräi Méint ofgewart ginn. Déi dräi Méint sollen et der Chamber erlaben, hir Entscheedung eventuell ze iwwerdenken. Et ass also en Temps de réflexion supplémentaire.

Déi dräi Méint sinn awer och geduecht nom Artikel 114, datt 25.000 Wieler e Referendum verlaange kënnen, deen iwwert de Verfassungsartikel entscheet, deen d'Chamber an enger éischer Ofstëmmung ugeholl huet.

Haut bei där zweeter Ofstëmmung iwwert den Artikel 34 vun der Verfassung, wëll ech kuerz agoen op de Fong vun der Reform, op d'Form oder d'Prozedur an zum Schluss op d'Resolutioun, déi d'Chamber den 11. Dezember gestëmmt huet.

Wat de Fong vun der Revisioun ugeet, gëtt den Artikel 34 esou ofgeännert, datt an Zukunft d'Gesetz net méi sanktionéiert ginn, dat heescht, datt de Grand-Duc entbonne gëtt vun der Verflüchtung, Gesetz duerch seng Énnerschrëft formal guttzeheeschen oder zouzestëmmen. Déi legislativ Aarbecht ass mat dem Vote vun der Chamber ofgeschloss.

D'Motivatioun vun der Revisioun ass am Fong geholl eng dräifach gewiescht: Éischens, d'Verfassung gëtt un déi politesch Realitéit ugepasst. Den Text vun der Verfassung entsprécht domat no der Revisioun der Praxis vun der legislativ Prozedur, wéi se zënter 1868 ugewant ginn ass.

Zweetens, déi reell Pouvoir vum Grand-Duc ginn am Fong am Verglach zu där Praxis net geschmälert. Am Géigendeel, de Grand-Duc gëtt duerch des Ännerung gestärkt a senge Fonctiounen als Statschef, deen iwwert de Parteien an iwwert de politeschen Diskussiounen steet.

Iwwerens huet de Grand-Duc selwer déi Verfassungsännerung an der Chamber abuecht, an en huet a senger Usprooch zum Enn vum Joer sech ausdrécklech zu där Reform bekannt.

Drëttens, d'Parlament ass eleng zoustänneg fir de legislative Beräich. Domat gëtt enger Vermëschtung vun de Pouvoiren an legislative Beräich en Enn gesat. D'Gewaltentrennung, esou wéi si an enger moderner Demokratie verlaangt gëtt, kënn besser an eiser Verfassung zum Ausdrock.

Wat d'Prozedur betrëfft, huet bei deser Verfassungsännerung fir d'éischt d'Bestëmmung vum Artikel 114 voll a ganz gespilt, déi virgesäit, dass bei enger Verfassungsännerung och e Referendum ka gefrot ginn.

Et kann een aus där Erfahrung vun deem Referendum, deen ugefont ginn ass, eigentlech dräi Konkusiounen zéien:

Éischstens, de Referendum bei der Verfassungsrevisioun ass eng appropriéiert Prozedur, fir de Bierger un deser wichtiger Entscheedung iwwert d'Verfassung deelhuelen ze loossen.

Zweetens, duerch de Referendum gëtt d'Verfassungsrevisioun an der Öffentlechkeet thematiséiert, d'Informatioun an d'Diskussioun iwwert d'Verfassungsrevisioun erlaabt och dem Bierger, seng Meinung ze soen a sech eng Meinung ze bilden iwwert des wichtig Entscheedung.

Et muss een allerdéngs sech verschidde Froe stellen am Zesammenhang mat dem Referendum, deen bei deser Verfassungsännerung ugefont ginn ass. An zwar éischters emol muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Zuel vun deene Wieler, déi esou e Referendum

kënnen ukuerbelen am Gesetz, esou wéi et elo virgesinn ass, ugemoss ass, oder ob een eventuell déi Zuel muss ofänneren am Sënn vun enger Erhéijung.

### » Une voix.

Très bien!

» M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.- Zweete Problem, dee sech stellt, dat si gegebenfalls d'Délaien. Et sinn Erfahrung gesammelt gi mat deenen Délaien, an deenen déi Prozedur vum Referendum kann oflafen. Et muss een also och opgrond vun deenen Erfahrungen déi Délaien réexaminéieren, an eventuell esou upassen, dass se och der Realitéit entsprechen an dass déi Prozedur op eng ugemoss Aart a Weis ka vir sech goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet dann den 11. Dezember eng Resolutioun ugeholl, an där d'Kommissioun fir d'Verfassungsrevisioun opgefuerdert ginn ass, hir legislativ Prozedur iwwert d'Artikelen 46, 47 an 48 ze iwwerdenken. Ausserdeem huet d'Resolutioun d'Kommissioun gebieden, nach an deser Legislaturperiod eng iwwerschaffte Propositioun vun der ganzer Verfassung virzeleeën.

D'Kommissioun vun den Institutionen an der Verfassungsrevisioun huet déi Aarbechten opgeholl, an ech kann och soen, dass de Réexamen vun den Artikelen 46, 47, 48 ofgeschloss ass. Mir hu versicht, eng kohärent legislativ Prozedur vun Ufank un, wou de Projet, d'Proposition de loi abuecht gëtt, fir eng kohärent Prozedur auszeschaffen. Mir hunn doniewent och eng Rei aner Artikelen vun der Verfassung nogepräift, a mir wäerten - ech mengen, dat kann ech soen - an deenen nächste Wochen den definitiven Text kënnen an der Chamber deponéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Grënn, fir den Artikel 34 vun der Verfassung ze änneren, hunn zënter dem 11. Dezember net geännert. D'Prozedur, déi den Artikel 114 virschreift, ass korrekt agehale ginn.

Ech bieden duerfir d'Chamber, dem ofgeännerten Artikel 34, esou wéi d'Chamber e mat enger grousser Majoritéit den 11. Dezember gestëmmt huet, och haut an engem zweete Vote guttzeheeschen.

### » Plusieurs voix.

Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Meyers. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Colette Flesch.

### Discussion générale

» Mme Colette Flesch (DP).- Här President, léif Kollegen, ech wëll un alleréischter Stell dem Rapporteur Merci soen an och besonnesch ervisträichen, dass en elo a senger mëndlecher Interventioun ganz kloer op déi dräi Elementer agangen ass: d'Revisioun, déi mer maachen, quant au fond, an der Form an an der Prozedur. Ech ka mech nëmme senge Wieder uschléissen.

Quant au fond, mengen ech, hätte mer e Schrëtt am Sënn vun der Modernisatioun vun eiser Verfassung gemaach, a mir hätten e Schrëtt gemaach an deem, wat de Conseil d'État a sengem Avis zu deemem Projet de loi genannt huet, d'Constitution écrite méi no ze bréngen un d'Constitution vécue, dat heescht eis Verfassung u Gegebenheeten unzepassen, wéi mer se bis elo ëmmer applizéiert hunn. Eng Verfassung aus dem 19. Jorhonnert, déi also der Terminologie no kann e bësse vereelt ausgesinn, mä déi a Realitéit eng Evolutioun matgemaach huet, déi zu deem gefouert huet, wat mer haut erliewen.

D'Prozedur ass agehale ginn, an ech mengen de Rapporteur huet och zu Recht drop higewisen, dass d'Erfahrung, déi mir mam Referendum gemaach hunn, dozou féiert, dass mir sollen ons gewëssen Iwwerleeunge maachen an ons froen, ob mer d'Gesetz net sollten adaptéieren, souwuel engersäits wat d'Zuel vun de Signaturé betrëfft, déi kënnen e Referendum ukuerbelen, wéi anerersäits zu den Délaien. Ech mengen, dat sinn Iwwerleeungen, déi mer wirklech mussen mat an d'Diskussioun erabréngen.

Här President, mir haten als DP-Fraktioun virun dräi Méint, den 11. Dezember, desen Text gestëmmt. Mir wäerten en och haut stëmmen. An ech soen awer derbäi, dass mer frou sinn, dass d'Verfassungsrevisioun d'Suerge vun der Chamber, déi an der Motioun, déi den 11. Dezember beim

éischte Vote, vun der Resolutioun, déi hei ugeholl ginn ass, mat iwwerholl huet an hir Aarbechten, dass si dee Réagencement vun der Verfassung, dee scho bal fäerdeg war, Enn November erëm op de Métier geholl huet, fir déi Suergen, déi hei an der Chamber ausgedréckt gi waren zu den Artikelen 46, 47, 48, mä och zu aneren Artikelen, mat an hir Aarbechten eranzehuelen.

Dat ass geschitt an aller Rou, mat enger ganz grousser Suergfalt, mat enger ganz grousser Prudence, mä och mat deem néidege Wëllen, den Text un déi heiteg Begebenheeten unzepassen. Mir sinn elo an der Verfassungskommissioun, géif ech soen, an der allerleschter Ligne droite, mir hunn ech mengen nach dräi Sëtzungen, wou mer ons mussen mat där Problematik beschäftegen, an da kann d'Verfassungskommissioun, erëm ënnert der Fieder vum Rapporteur Paul-Henri Meyers, e ganz kompletten, réagencéierten Text vun der Verfassung hei virun d'Chamber bréngen, an ech mengen, dat ass och wichtig.

Mir haten am Dezember an der Debatt bedauert, dass mer an der Lescht ze vill oft par bribes et par morceaux un der Constitution eppes geännert hunn. Experten hunn ons gesot, de Conseil d'État huet ons gesot, et wär un der Zäit, eng méi global Reform a Revisioun virzehuelen. Dat ass elo a ville laange Sëtzungswochen an deser Legislaturperiod an der Verfassungskommissioun geschitt. Mir wäerten kënnen virun Enn vun deser Legislatur en Text hei am Plenum vun enger Proposition de révision de la Constitution déposéieren, an et bleift dann der nächster Chamber iwwerlooss, sech domadder ze beschäftegen an dann zu engem Vote ze kommen.

Ech géif wënschen, dass et do méiglech ass, e kohärenten, revidéierten Text insgesamt unzehuelen, fir dass mer dann e bësse Rou an der Zukunft kréien an deem Domän vun enger ze vill oft répétéierter Revisioun stéckelchersweis vun der Verfassung, déi och de Conseil d'État a sengem Avis zu deemem Projet, dee mir haut diskutéieren, e bësse un de Pranger gestallt huet.

Ech mengen also, mir hunn an deemem Zesammenhang oeuvre utile gemaach. De Grand-Duc selwer huet a senger Chrëscht-dagsusprooch drop higewisen, dass hien déi Reform absolut déit. Mir géifen also mengen, dass mir den Text ouni Hésitatioun haut solle fir d'zweet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

### » Une voix.

Très bien!

» M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Alex Bodry huet elo d'Wuert.

» M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ursachen an d'Émstänn vun deser Verfassungsännerung - Artikel 34 - sinn aussergewéinlech, an dat op verschiden Aart a Weis.

Et ass menges Wëssens déi éischte Kéier, wou eng Verfassungsännerung néideg gëtt opgrond vun Divergenzen an der Interpretatioun vun engem zentrale Verfassungsartikel tëschen verschidene staatlechen Institutionen, an net déi wéinegst: op där enger Säit d'Chamber an d'Regierung an op där anerer Säit eise Statschef, de Grand-Duc.

Et ass och déi éischte Kéier an iwwer 150 Joer, dass e Lëtzebuerger Statschef entretrems öffentlech déklaréiert huet, dass hien e gestëmmtene Gesetzesvorschlag vun der Chamber net wëllt sanktionéieren. De Grand-Duc setzt sech a setzt d'Land domadder dem Risiko vun enger regelrechter institutioneller Kris aus.

Vu verschidene Säiten ass probéiert ginn, dee Risiko net zur Realitéit ginn ze loossen an dee Broch mat enger laanger Interpretatiounstraditioun vun eiser Verfassung net einfach esou an der Welt stoen ze loossen, mä derfir ze suergen, dass Rechtssécherheet kënn. Rechtssécherheet, déi mir gemengt haten, dass se géif bestoen, mä déi awer opgrond vun deenen Interpretatiionsdivergenzen elo eng ganz aner Aktualitéit kritt huet.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass no Ausleeung vun der Verfassung, déi meng Partei, d'LSAP, mécht, et esou ass, dass de

Grand-Duc kee politeschen Akt däerf setzen ouni Géigenzechnung vun engem Minister, deen domadder déi politesch Responsabilitéit fir den Akt vum Grand-Duc iwwerhëlt. Dat géllt souwuel fir positiv Akte wéi och fir negativ Akten, dat heescht also eng Abstentiuon, de Fait, eng gewëssen Handlung net wëllen ze maachen. Och esou e Refus zum Beispill, e gestëmmtent Gesetz guttzeheeschen, ënnerläit an eiser Interpretatioun dem Accord vun der Regierung, kann eigentlech de Statschef net ouni den Accord an d'Géigenzechnung vun engem responsabele Minister maachen.

De Grand-Duc hat manifestement net déi selwecht Opfaassung, an duerfir huet hei missen en Auswee gesicht ginn. D'Regierung huet deen Auswee fonnt, an dat ass déi zweet Particularitéit: Et ass net eng Proposition de loi vun der Chamber, déi hei diskutéiert gëtt, mä et ass e Projet de loi vun der Regierung zur Verfassung, deen hei diskutéiert gëtt. E ganz rare Phenomeen och an eiser politescher Geschicht. D'Regierung huet dat gemaach no Consultatioun vun de Parteien iwwer hir Fraktiounspresidenten.

D'Léisung, dat wësse mer, besteet doranner, fir den Artikel 34 an deem Sënn ze änneren, dass d'Sanktioun, wat ee ka mat „guttheeschen? iwwersetzen, erauskënnnt aus de Pouvoire beim Grand-Duc, an dass einfach d'Promulgatioun, dat heescht, déi einfach Akraaftsetzung vum Gesetz nach an de Kompetenze vum Grand-Duc bleift. Wéi gesot, och dat mécht en nëmme mat der Signature, der Géigenzechnung vun engem responsabele Minister.

Ech wëll och soen, dass et zwar bedauerlech ass, dass et zu deem dote Schrëtt huet missen ënner deenen Ëmstänn kommen, mä dass et op där anerer Säit esou ass, dass keng Partei, och net meng Partei d'Monarchie u sech a Fro stellt.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ënner der Bedéngung allerdingen, dass déi Monarchie sech aus der Politik eraushält, wat d'Verfassung ausdrécklech wëllt, an dass déi Monarchie effektiv iwwerparteiessch ass an dass se doduerch, dass se sech ausserhalb vun der politescher Auseinandersetzung beweegt, also iwwer de Parteien steet, och kann hirer Verfassungsmissioun nokommen, dat heescht d'Symbol eigentlech duerstelle vun der Pérennitéit vum Stat, d'Symbol vun der Eenheet a vun der Onofhängegkeet vum Lëtzebuurger Land.

Drëtt Particularitéit, dat ass, dass déi éischte Kéier och déi nei Prozedur vun der Verfassungännerung iwwert den Artikel 114, dee jo an deem Sënn den 19. Dezember 2003 geännert ginn ass, voll duergespillt ginn ass. Et ass déi éischte Kéier, wou vun der nei Méiglechkeet Gebrauch gemaach ginn ass, dass Bierger kënnen froen, iwwer Referendum den zweete Vote vun der Chamber ze ersetzen.

Bei där Geleeënheet hu mer awer och, wéi och schonn ervirgehuewe ginn ass, festgestallt, dass besonnesch d'Ausféierungsbestëmmung vun där Dispositioun vun der Verfassung - d'Gesetz iwwert de Referendum - eng Rei vu Faillen huet, wou et noutwendeg ass fir nozebesseren op deem dote Punkt.

Dat géllt fir dee ganze Volet vun dem Déclenchement eigentlech vun där doter Prozedur, d'Ënnerschrëften an alles, wat mat deem zesummenhängt, a schliesslech och d'Dauer vun de Prozeduren, wou a mengen Ae muss gewährleescht ginn, dass an dräi Méint déi ganz Prozedur vum Referendum muss ofgeschloss sinn, fir dass mer net och nach an zousätzlech Délaiswieregkeete komme mat de Prérogativ vum Parlament, wat den zweete Vote constitutionnel ugeet, a mir hunn als sozialistesche Fraktioun jo an der leschter Sitzung vun der zoustänneger Institutionskommissioun gefrot, dass mer deen dote Punkt speziell nach sollen an enger vun den nächste Sitzung vun där Kommission nach während dëser Mandatsperiode diskutéieren.

Mir betruachten och als LSAP-Fraktioun des Verfassungännerung vum Artikel 34 als éischt Etapp vun enger méi weiderféierender, méi globaler Reform vun eiser Verfassung, wou d'Stousrichtung an eisen Aen

déi ass, dass ee sech progressiv soll un de Monarchiemodell vu Schweden eruntaaschten. An enger éischer Phas si mer der Meinung - an déi Meinung huet sech als konsensfähig ausgewisen -, dass ee sollt an eise constitutionnelle System mat där Particularitéit ophéieren, wou formal gesinn de Monarch, de Grand-Duc, an deenen dräi Pouvoiren implizéiert ass, am legislativen, am exekutiven an am Pouvoir judiciaire. Dat ass eigentlech anormal.

Mir sinn der Meinung, dass de Grand-Duc eng Branche ass vum Pouvoir exécutif, dass en deen zesumme mat der Regierung exercéiert, ënner der politescher Responsabilitéit vun der Regierung exercéiert, an dat solle mer textuell och esou an eis Verfassung eraschreiwen, an där nei Version, déi mer amgaange sinn zesummen hei an der Kommission ze finaliséieren.

Mir sinn der Meinung, dass, wa mer déi Aarbecht do an der Kommission ofgeschloss hunn - wou ech och wëll de flotte Klima vun Zesummenaarbecht ervirsträichen, deen an där Kommission ass, ënner der kompetenter Féierung vun eiserem President, dem Paul-Henri Meyers -, mer een Zil wäerten erreicht hunn, dass mer duerch eng nei Verfassung eng Grëtz méi Modernitéit an eng Grëtz méi Stabilitéit an d'Institutionen hei vu Lëtzebuerg erabréngen; zwou Qualitéiten, déi mer besonnesch an dëse méi krisenzeche Zäite sécherlech brauchen. D'sozialistesche Fraktioun wäert natierlech eestëmme fir déi Modifikatioun hei vun der Verfassung stëmmen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Bodry. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Braz.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun kann, wéi d'Virriedner och schonn, haut a relativ kuerze Wieder hir Zoustëmmung nach eng Kéier bréngen och beim zweete Vote iwwert d'Ännerung vum Artikel 34. Eise President a Rapporteur, den Här Meyers, huet am Résumé schonn alles gesot, wat ze soe war, a mir soen him och Merci fir säi Rapport.

Déi gréng Fraktioun hat den 11. Dezember hir Zoustëmmung beim éischte Vote ginn, wou et doréms gaangen ass, déi eng soen eng institutionell Kris ze évitieren, mir tendieren nach ëmmer éischer dozou ze soen, dass mer dee Vote hu mussen huelen, fir aus enger institutioneller Kris erauszukommen. Si war méi reell wéi nëmme theoretisch, mä mir waren awer och den 11. Dezember beim éischte Vote am Fong net ganz iwwerzeegt vun deem Text, dee mer votéiert hunn, an der Haaptsaach aus zwee Grënn.

Den éischte Grond: Well den Text, dee mer virleien haten, gekoppelt mat der institutioneller Praxis zu Lëtzebuerg, eiser Meinung no ganz kloer war. Et gouf eiser Meinung no kee Bedarf, fir den Text ze änneren. Dass mer et gemaach hunn, huet musse sinn, well net jiddwereen déi Aschätzung do gedeelt huet, a mer hu mat deem Vote eppes, wat eiser Meinung no kloer war, elo nach eng Kéier méi kloer gemaach.

En zweete Grond firwat mir net ganz iwwerzeegt waren, dass en huet mussen den Artikel 34 an där Form ofänneren, war, well mir der Meinung sinn, dass de Fait, dass mer dem Grand-Duc d'Obligation de sanction ofhuelen, eiser Meinung no e bëssen en porte-à-faux ass mam Text, an och mam Esprit vun eiser Verfassung.

De Grand-Duc huet opgrond vun aneren Artikelen eng Irresponsabilitéit. Fir alles dat, wat en ënnerschreift, muss d'Regierung riichtstoen, déi och virum Parlament responsabel ass. De Grand-Duc selwer ass fir keng eenzeg vu sengen Ënnerschrëfte perséinlech responsabel. Déi Irresponsabilitéit, déi d'Verfassung accordéiert, ass och gekoppelt mam Fait, dass de Grand-Duc d'Obligation huet déi Texte ze sanktionéieren. En huet keng Responsabilitéit, huet awer och duerfir an eise Text d'Fräiheet net, fir ze soen: Ech si mat deem Text net d'accord.

De Fait, dass mer d'Obligation de sanction elo gestrach hunn, fir aus där Kris séier, an ouni Délaien ze produzieren, erauszukommen, huet eigentlech dem Grand-Duc d'Obligation de sanction ewechgeholl, an e kéint sech theoretisch elo dorobber berufen, fir sech nach ëmmer, à couvert vun der Irresponsabilitéit, eventuell awer an d'Politik anzeméschen, wéi en et jo duerch säi Refus vun der Ënnerschrëft ënner d'Euthanasiegesetz gemaach huet.

Dat ass eiser Meinung no mat Sécherheet net positiv. Dat soll net nach eng Kéier geschéien. Dem Grand-Duc säi Rôle ass deen, fir d'Kontinuitéit vum Lëtzebuurger Land a vum Stat ze representieren. De Grand-Duc muss iwwert de Parteie stoen, a voller Onofhängegkeet, an e muss kënnen all d'Lëtzebuurgerinnen an d'Lëtzebuurger permanent glaubhaft a kredibel verrieden, an dat geet nëmme, wann de Grand-Duc sech zu 100% aus dem politeschen Alldagsgeschäft eraushält. Dat ass d'Aufgab vum Parlament a vun der Regierung.

Duerfir muss och d'Debatt, eiser Meinung no, weidergoen. D'Debatt muss weidergoen ronderëm de Rôle vum Grand-Duc, awer net nëmme. Dat hu mer jo och an der Verfassungskommissioun gemaach. Mir hunn an de leschte Wochen, a sinn nach amgaang, weidergeschafft op deenen Texte, a mer wäerten déi och virum Enn vun der Legislatur zumindest kënnen déposieren, fir dann an der nächster Legislatur doriwuer kënnen ofzestëmme.

Mä d'Diskussioun muss weidergoen, och iwwert de Rôle vum Grand-Duc, notament wat de Rôle vum Grand-Duc an der legislativer Prozedur betrëfft, oder par rapport zu den Instances judiciaires. Do muss eiser Meinung no ganz kloer eng Trennung an den Text drakommen. Nëmme dat si modern an zäitgeméiss Institutionen, wou déi doten Zort Verméischungen, déi mer an der Realitéit an an der Praxis scho ganz laang net méi hunn, dass mer déi kloer Trennungen, déi modern Rechtsstaatlechkeet do net nëmme an eiser Praxis hunn, mä och an eisen Text eranhuelen.

Duerfir plädieren Déi Gréng, zënter dass mer déi Aarbechten am Joer 2004 an der Verfassungskommissioun ugefaangen hunn, ganz kloer derfir, dass mer dat, wat mer maachen, och an eiser Verfassung solle beschreiwen. Näischt manner an näischt méi, méi schwéier ass et net.

Mir hunn eng institutionell Praxis, déi allen demokrateschen Iwwerleeunge Rechnung dréit. Kommt mer beschreiwen dat och, wat mer maachen, an eiser Verfassung. Mat deem Prozess si mer amgaang, eiser Meinung no nach net ganz ukomm, a mer mussen déi Diskussioun duerfir weiderféieren, well eng Verfassung muss engem Land kënnen Stabilitéit ginn. Si muss, iwwer Joren a Jorzéngten, kënnen mat wéineg Ännerungen iwwert d'Ronne kommen.

Dat war an deene leschte Joren net méi de Fall. Mir hunn ëmmer méi oft a mat ëmmer méi kuerzen, ëmmer méi approchéierten Délaien d'Verfassung geännert. Dat ass och e sécher Zeechen duerfir, dass, an där aktueller Form, hir Iwwerleewensfähigkeit lues a lues amgaang ass sech op eng Proff gestallt ze gesinn. Duerfir ass et gutt, dass mer elo ee méi grouse Worf maachen, wou mer erëm eng Kéier an eiser Verfassung Stabilitéit iwwer Joren a Jorzéngte kënnen hunn.

Mä si muss och kënnen aus der Vergaangenheet e Schrëtt no vir maachen, evoluieren, an déi zwou Grondprämissen vun der Stabilitéit a vun der méiglecher Evolutioun, dat ass dat, wat mer mussen hikeréieren, fir dass mer eng Verfassung hunn, déi alle rechtsstaatleche Prinzipien am Joer 2009 kéint gerecht ginn.

Et ass déi éischte Kéier, Virriedner hunn dat scho gesot, dass mer den Artikel 114 an där Form uwenden. Och déi gréng Fraktioun schléisst sech deenen un, déi soen, dass een dat Gesetz eng Kéier misst kritesch op de Matière huelen. Et ass net ganz vernünfteg, wa fënnf Wielerinnen a Wieler eleng kënnen esou eng grouss Prozedur lasstréppelen, wéi mer dat erlieft hunn. Et ass och eng Fro gestallt vun den Délaien, an deenen déi Prozedur do iwwert d'Bühn geet.

Do si ganz kloer Saachen am Gesetz frësch ze diskutieren. Dat war alles sécherlech gutt gemengt a gutt intentionéiert. Fakt ass awer: Mir gesi jo elo am Resultat, ob do net vläicht awer Upassungen a Pondératiounen misste gemaach ginn, fir dass dat Gesetz an dat Instrument säi Sënn erfëlle kann, ouni dass dann duerfir, wann eppes manifestement vu kaum engem Bierger am Land gedroe gëtt, net awer dee ganzen Opwand vun enger grousser a schwéierfälliger Prozedur muss déclenchéiert ginn. Do sinn eiser Meinung no och nach Reflexiounen ze maachen.

Dat gesot, bréngt déi gréng Fraktioun och haut fir den zweete Vote vun der Ofännerung vum Artikel 34 hir Zoustëmmung. Mir hoffen, dass et elo esou ass, dass an Zukunft ni méi Gesetzer, déi d'Parlament votéiert huet, wäerte gebremst ginn. Net déi Gesetzer, déi nach solle kommen, an och net déi Gesetzer, déi scho gestëmmt sinn.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Lescht ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Err.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Dir waart net ageschriwwen, Här Henckes. Loosse mer elo d'Madame Err schwätzen, an da kommt Dir un d'Rei.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, mam Jean Huss, dee leider haut verhënnert ass, de Co-Auteur vun der Virlag zu engem Stierfëllegesetz, wëll ech hei widderhuelen, dass mir mat där Virlag kengesweegs d'Absicht haten an och net d'Préentioun d'Institutione vu Lëtzebuerg an d'Wackelen ze bréngen. Dat ass geschitt a wéi ëmmer ass et esou, dass finalement näischt esou schlecht ass, dass et net fir eppes gutt ass.

Schlecht war et, well eigentlech d'Verfassung, wéi se haut ass, net respektéiert ginn ass.

Gutt war et, well et eis erlaabt huet a ganz schneller Zäit en Auswee aus dëser potenzieller institutioneller Kris ze fannen an doriwuer eraus eis Aarbechten zu enger genereller Verfassungsreform total ze iwwerkucken, fir ze probéieren net nëmme dat, wat an den Texter steet, un eis Praxis unzepassen, mä all méiglech falsch Interpretatioun, déi op engem Text aus dem 19. Jorhonnert kann erageluecht ginn.

Trotz géigesäiteger Praxis zënter iwwer 100 Joer hu mer also opgepasst, dass och op aneren Artikelen, wou kéint Ulass kommen eng falsch Interpretatioun ze maachen, déi Méiglechkeeten aus der Welt geschaf ginn.

Soumadder kann ee soen: „sweet and sour“. Sour, well et eis natierlech forcéiert huet déi mise en vigueur vun engem Gesetz, fir dat mir eis vill agesat hunn, ze vertagen. Sweet, well et eigentlech ganz gutt ass, wann ee Problemer, déi sech stellen, ka schnell léisen.

De Beweis ass domadder erbruecht, dass, wann d'Regierung an d'Chamber wëllen, bal dat Onméiglechst méiglech ass. Dat heescht, an zéng Deeg hate mer en Text net nëmme revidéiert, mir haten en aviséiert, mir haten en diskutéiert, adoptéiert an der Kommission an duerno hei praktesch unanime - wann ech mech richtig erënneren - oder mat klenger Ausnahm ugeholl.

An interessant war et och, dass dëst Beispill et erlaabt huet d'Uwendung vun der nei Prozedur vum Referendum ënner Proff ze stellen a festzustellen, wat de Rapporteur hei richtig gesot huet: éischtens ass et kloer eng Geleeënheet eng Verfassungsreform, wat eng wichteg Saach ass, och dobaussen an d'Diskussioun ze bréngen; an zweetens d'Gesetz op seng Ugepasstheet un d'Realiteit vum haut ze testen.

An do sinn ech mat all menge Virriedner bis elo d'accord, fir ze soen: Wann de Prinzip vun engem Initiativreferendum...

(Coups de cloche de la Présidence)

...amplaz vum zweete Vote bei enger Verfassungsreform net ze contestéieren ass, esou ass et gradesou kloer, dass d'Konditiounen vun deem Gesetz musse revidéiert ginn. Et kann net sinn, dass e Gesetz, wat zwee, dräi, véier oder fënnf Leit net an de Krom passt, iwwert de Wee vun enger Verfassungsreform dozou féiert onnéideg Zäit ze verléieren, och dann, wann ee praktesch scho vun Ufank u weess, dass déi Initiativ zu engem Nullresultat condamnéiert ass.

Duerfir ass et evident, dass déi Revision, déi am Fong ënnerwee war schonn e puer Joer an déi elo kënn, de Schlusspunkt setzt vun enger Diskussioun, déi haut am Fong nëmme eng Etapp duerstellt. Eng Etapp, déi wichteg ass an déi et hoffentlech erlaabt an Zäit vun enger Woch dat Gesetz, op dat mer waarden oder op dat vill Leit waarden - mat mir zesummen och -, a Kraaft ze setzen.

Well soss hu mer trotz allen Efforten, déi hei gemaach gi sinn, fir eng Kris - d'Démissioun vum Grand-Duc, d'Démissioun vun der Regierung, direkt Neiwahlen - ze évitieren. Soss hu mer déi an enger Woch, déi mer wollte virum dräi Méint évitieren. Ech hoffe jo, dass de Grand-Duc verstanen huet ëm wat et haut geet.

Et ass kloer, dass de Grand-Duc, wéi all Privatpersoun am Land, d'Recht op eng perséinlech Meinung huet, mä et ass gradesou kloer, dass hie kee Recht huet op eng politesch Meinung an och net op e politesche Comportement. Dat ass a senger Funktioun net virgesinn. Wann hien dat wëllt, huet hien natierlech d'Wiel. Hie ka sech wéi mir alleguerten hei zur Wahl stellen. A wann en da gewielt ass, da kann e seng perséinlech Meinungen zu politeschen Themen hei op dëser Tribün aus-

Jeudi,  
12 mars 2009

drécken. A senger aktueller Funktioun wäert dat a kann dat net de Fall sinn; och dann net, wa mer eis Verfassung - wéi ech elo hoffen - deemnächst ëmgeännert hunn.

Duerfir wollt ech am Fong zum Schluss nach just eng Kéier soen, dass somme toute déi Prozedur, déi mer ongewollt hei ageschloen hunn, e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, déi et eis erlaabt deen zweete Schrëtt, dee mer wëlles haten e bësselche méi grouss ze huelen, an dass een duerfir ka soen, dass et somme toute eng ganz gutt Saach war, wat passéiert ass, wa mer d'Endresultat, wat mer lues a lues ofgesinn, elo an d'A faassen.

Ech wëll virun allem och de Memberen an der Kommissioun a besonnesch dem President aus där Kommissioun soen, wat fir eng Freed et ass bei esou wichtege Froe wéi där heiter zesummeschaffen an iwwert d'Parteigrenzen eraus sech d'accord ze maachen op Froen, wéi dat an anere Kommissiounen, wou et méi ëm politesch Aspekter geet, net esou oft de Fall war. Och dat ass somme toute als en Avantage ze gesinn.

Ech brauch den Accord vu menger Fraktioun net ze bréngen. Ech géif en awer gäre widderhuelen, obscho mäi Parteipresident deen hei scho bruecht huet.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci Madame Err. Den Här Henckes huet d'Wuert nach gefrot.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR hat den 11. Dezember dës Verfassungsännerung matgedroen a mir wäerten haut och an zweeter Liesung dës Verfassungsännerung matstëmmen. Ech wëll dem President-rapporteur vun der Institutionskommissioun villmools Merci soen, well en huet effektiv a ganz treffende Wierder d'Problematik hei duergestallt.

Mir si fir de Grand-Duc, mä mir mengen awer mir missten en dovunner entbannen, fir a politesch Prozesser mat implizéiert ze ginn.

Dat Zweet, wat wichteg schéngt, dat ass, datt mer och mussen déi Gesetzgebung iwwert d'Aart a Weis, wéi e Referendum op Volleksinitiativ soll duerchgezu gi bei Verfassungsännerungen, revidéieren. Ech erënnere mech, datt ganz oft scho gesot ginn ass, datt fënnf Wieler e bësselche weineg wiere fir eng Verfassungsännerung a Fro ze stellen.

Elo gétt et natierlech d'Debatt wéi een dat soll maachen. Et dierf natierlech elo net esou goen, datt déi Lat elo esou héich gesat gétt, datt herno de Referendum nure méi eng Theorie gétt. Well et ass wichteg, datt d'Bierger, wa se et fir néideg fannen, sech kënnen an deem Verfassungsprozess mat äusseren an och hir Meenung uginn. An ech begreissen och dofir, datt de Rapporteur de Mérite vun deem Gesetz ervirgestrach huet.

Déi aner wichteg Reform, déi mer amgaange sinn ze diskutéieren, dat ass déi global Revisioun vun onser Verfassung. Ech fannen dat eng ganz gutt Iddi, datt mer fir d'éischte Kéier, mengen ech, datt dës Chamber besteet, virun de Wahlen en Text virleien hunn, dee ka mat de Bierger dobaussen diskutéiert ginn.

Normalerweis ass et esou, datt gesot ginn ass, datt déi an déi Artikele kënnen revisabel erkläert ginn, mä et wosst keen wat da géif finalement drakommen. Dës Kéier wäerte mer en Text zur Verfügung hunn, iwwert deen da gesot ka ginn, ob ee bei allen Artikelen oder bei verschiddeenen Artikelen dermat d'accord ass oder net d'accord ass. Dat wäert deen Ablack op jidde Fall zu enger méi demokratescher a méi fundamentaler Debatt féieren. An dat ass eppes, wat vun onser Säit aus op jidde Fall fundamental begreist gétt.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dëser Verfassungsrevisioun bréngen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Fir d'Regierung huet den Här Vizepremier Jean Asselborn d'Wuert gefrot.

» **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.** - Här President, ech wëll dat ganz kuerz maachen, wat déi meescht Fraktiounen hei gemaach hunn, a fir d'alleréischt dem Här Paul-Henri Meyers e grouss Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi e mécht mat senger Leit allegeren an der Kommissioun, fir eis Verfassung erëm op Trapp ze kréien, an och an dësem spezielle Punkt.

Aus menger Siicht wëll ech just hei soen, dass dat Resultat, wat sech ubahnt de Mëtteg, jo héchstwahrscheinlech kee knappt Resultat wäert ginn. Dee Vote de Mëtteg hei an der Chamber ass gutt fir d'Chamber; en ass och gutt fir d'Regierung; en ass och gutt fir de Grand-Duc - dat Resultat -; an en ass gutt fir d'Essenz vun eiser Rechtsstaatlechkeet.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer elo zur definitiver Ofstëmmung. Nach eng Kéier, wéi gesot, de Vote par procuration ass net erlaabt.

#### Second vote constitutionnel

De Projet de révision vum Artikel 34 vun eiser Verfassung ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, M. Marcel Glesener, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären ass dësse Punkt definitiv ofgeschloss. Mir kommen dann zum éischte Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg op eisem Ordre du jour hunn. Et ass d'Ofkommes tëscht der Europäescher Unioun a Montenegro. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Angel.

## 2. 5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei wéi gesot ëm en Accord de stabilisation et d'association mat Montenegro. Duerfir erlaabt mer, ugangs ganz kuerz eng Introduktioun iwwert dat Land ze maachen. Et ass e Land, wat 13.800 km<sup>2</sup> huet, also e bësse méi wéi fënnemol méi grouss wéi eist Land ass. Et huet 680.000 Awunner. D'Haaptstad heescht Podgorica. An et grenzt un Albanien, u Bosnien, u Kroatien, un de Kosovo an u Serbien. An et huet 293 km Küst an der Adria.

Et ass e Land mat enger grousser reliéiser an och ethnescher Diversitéit. Dee gréisste Grupp, dat sinn d'Montenegriner. Si stellen 43% vun der Populatioun duer, gefollegt vun de Serben 32%, d'Bosniaken 8%, a 5% Albaner. Och d'Relioun 74% Orthodox, 17% gehéieren dem Islam zou an 3,5% sinn et Katholiken.

Ech wollt zu där Diversitéit eng Remarque maachen. Et liest een iwwerall, dass de Conseil de l'Europe a ville Berichter constatéiert, dass déi Relations interethniques an interreligieuses exzellent an deem klengen Land funktionnéieren.

Et ass e Land, wat 14,7% Chômage huet, a 7% vun der Bevëlkerung liewen ënnert der Aarmutsgrenz. Wirtschaftlech ass dat Land opgebaut op Agrikultur, Stol, Aluminium, an Tourismus ass eng Branche, déi sech nach an deenen nächste Joren do wäert dévelopéieren.

Deen Accord de stabilisation et d'association schreift sech an de Processus de stabilisation et d'association um Westbalkan an. Dir wësst vläicht, dass dat fréiert Jugoslawien säit 1980 en Accord de coopération mat der Europäescher Unioun hat. 1990 wollt d'Unioun hir Relatiounen mat Jugoslawien verbesseren, verdéiwen a verstärken. Dozou ass et net komm, well jo 1991 de Krich ausgebrach ass a Jugoslawien verfall ass. Do huet déi Situatioun sech geännert an d'Relatiounen zwëschent der Unioun an dem Balkan hu sech dorop begrenzt, Gestion de crise ze maachen, Rekonstruktioun. An an den 90er Joren ass haaptsächlech deene Besoins urgents Rechnung gedroe ginn.

1999, wéi d'Situatioun sech am Balkan berouegt huet, huet d'Unioun dunn dee Processus de stabilisation et d'association fir dee ganze Westbalkan an d'Liewe geruff. An dëst ass e progressiivt Partenariat mam Zil, eben d'Stabiliséierung vun där Region an och do eng Fräihandelszon opzebauen. D'EU huet dat Ganzt begleet mat Programme-d'assistancen an och mat grousser finanzieller Hëllef.

Esou en Accord, iwwert dee mer haut jo ofstëmmen, en Accord de stabilisation et d'association, ASA genannt, ass am Fong d'Rumm fir d'Relatiounen zwëschent der EU an de Westbalkanlänner, fir dass een dee Processus kann ëmsetzen. A fir all Land ass natierlech deen ASA op d'Spezifisitéit vun deem Land adaptéiert. An all Kéiers gétt och ëmmer ënnerstrach d'Wichtegkeet vun der regionaler Zesummenaarbecht.

Mir hunn esou en ASA hei am Haus 2003 mat der fréierer jugoslawescher Republik vu Mazedonien ugeholl, och mat Kroatien. Virun engem Joer war ech Rapporteur iwwert den ASA mat Albanien, an et ass och elo een ënnerschriwwen mat Bosnien-Herzegowina a mat Serbien, an dee mat Montenegro ass de 15. Oktober 2007 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn.

Montenegro huet, wéi Der wësst, 2006 am Juni sech onofhängeg erkläert a sech getrennt vu Serbien. Do sinn direkt am September d'Négociatiounen lassgaangen an et huet ee Joer gedauert. Am Oktober 2007 konnt dat ënnerschriwwen ginn.

Sou en ASA ass en Accord mixte, dee souwuel communautaire wéi och national Kompetenz couvriert, an doduerch muss deen ASA natierlech och vun eise Kolleegen am Europaparlament guttgeheescht ginn a vun deene 27 Memberstate ratifizéiert ginn - dat, wat mir haut hei maache wäerten.

D'Objektiver sinn, éischtens, d'Efforté vu Montenegro ze ënnerstëtzen, fir seng Demokratie a seng Rechtsstaatlechkeet ze reforcéieren.

Zweetens geet et dorëm, bäizedroen zur politescher, wirtschaftlecher an institutioneller Stabilitéit vu Montenegro an doriwwer eraus der ganzer Region.

En drëtt Objektiv ass en appropriéierte Kader ze schafe fir de politeschen Dialog, fir dass sech enk politesch Relatiounen zwëschent der EU a Montenegro entwéckele kënnen.

Véiertens geet et dorëm, duerch d'Unnähierung vun der Legislatioun vu Montenegro un déi communautaire Legislatioun déi wirtschaftlech an international Zesummenaarbecht ze stärke.

An dat fënnf Objektiv ass, d'Beméiunge vu Montenegro ze ënnerstëtzen, fir d'Transitioun zu enger Économie de marché ze achevéieren.

E sechst Objektiv ass et, déi ekonomesch Relatiounen ze stärke an wéi gesot progressiv eng Fräihandelszon zwëschent der EU a Montenegro ze schafen.

An e siwent a lescht Objektiv, wat ech scho virun erwähnt hunn a wat a ville Punkte vun engem ASA erëmkënn, ass - wéi gesot - déi regional Zesummenaarbecht ze encouragéieren.

Niewent deene siwen Objektiver, déi och am Artikel 1 vum ASA stinn, ass dee ganzen Accord an zéng Titren agedeelt. An ech wäert just op dee leschten, deen 10. Titre, deen „Dispositions institutionnelles, générales a finales“ ganz kuerz agoen.

Et gétt e Conseil de stabilisation et d'association, do si Memberen dra vum Conseil vun der Unioun a vun der Europäescher Kommissioun engersäits, an anerersäits Membere vun der montenegrinescher Regierung. An dee Conseil superviséiert d'Applikatioun an d'Ëmsetze vun dësem ASA. An dee Conseil kann assistéiert gi vun engem Comité de stabilisation et d'association. An um parlamentareschen Niveau gétt och déi Ëmsetzung superviséiert a verfollegt um Niveau parlementaire vun enger Kommissioun, déi aus Europaparlamentarier an aus montenegrinesche Parlamentarier besteet.

De Statsrot mécht e kuerzen Avis a widderhëlt nach eng Kéier d'Objektiver vun deem Processus de stabilisation et d'association. E rappeléiert, wéi eng ASA mir schon am Haus ëmgesat hunn. An e weist nach eng Kéier op d'Wichtegkeet hin, dass déi Länner am Westbalkan mussen mam Tribunal international pénal fir Ex-Jugoslawien zu Den Haag ganz enk zesummeschaffen.

Dir wësst, dass Serbien och en ASA ënnerschriwwen huet an dass do eis hollännesch Frënn nach Schwierigkeeten hunn. Déi soen, d'Serbe géifen net genuch mat deenen zesummeschaffen. Hei gétt rappeléiert, dass all déi Länner an där Region forcéiert sinn a sollen do enk mat Den Haag zesummeschaffen. Dat ass also e Rappel vun Statsrot.

Ech wollt ofschléissen, andeem ech dorun erënneren, dass, wéi mer de Rapport an der Kommissioun haten, eise President vun der Kommissioun, de Ben Fayot, erënnert huet, dass dat hei nees e Schrëtt ass, wou mer duerch e Vertrag Länner am Westbalkan méi eng reforcéiert Kooperatioun ubidden, si méi no un d'EU erubrénge.

An Dir wësst, déi lescht ASAen, déi mer hei am Haus haten - Kroatien an Albanien -, déi Länner hu méttlerweil de Statut vu Pays candidats erreicht. An dat wäert enges Daags...

#### (Interruption)

Kroatien! Pardon, entschëllegt, Kroatien. Albanien ass derbäi, dorun ze schaffen.

Mä op jidde Fall...

Mazedonien, pardon. Bon, Kroatien op jidde Fall. Dat gesot...

#### (Brouhaha général)

Gesitt Der, et ass eng komplizéiert Situatioun am Westbalkan.

Ech schléissen duerfir of,...

#### (Hilarité)

...andeem ech den Accord gi vu menger Fraktioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

#### (Brouhaha général)

» **M. le President.** - Merci dem Här Rapporteur. Wa soss keng Fraktioun méi eppes den Ausféierung vum Rapporteur zouzefügen huet,...

#### (Brouhaha général)

...da komme mer zu der Ofstëmmung vun dësem Projet.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5850 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, schonn zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi zum Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final. An och hei ass den honorablen Här Angel eise Rapporteur.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

### 3. 5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

» **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Sou, elo dinn ech emol de Liesbrëll un, Här President, da gesinn ech vläicht besser.

**(Hilarité)**

Et geet, wéi Der gesot hutt, ëm d'Participatioun vu Bulgarien a Rumänien am Espace économique européen. Dir wësst, dass de 25. Abrëll 2005 hei zu Lëtzebuerg den Traité d'adhésion vu Bulgarien a Rumänien fir an d'EU ze kommen ënnerschriwwen ginn ass. An effektiv sinn déi Länner jo den 1. Januar 2007 an d'EU erakomm. Am Protocole d'adhésion vum dësem Traité d'adhésion hu Bulgarien a Rumänien sech engagéiert, fir dem

Accord sur l'Espace économique européen och bäizetrieden. An den Artikel 128 vun deem Accord sur l'Espace économique européen seet, dass all Land, wat Member gëtt vun der EU, och free kann, dem Accord iwwert den Espace économique européen bäizetrieden.

Bei deem leschten Élargissement 2004, wéi jo zéng nei EU-Länner bäikomm sinn, ass zäitgläich deen heite Schrëtt och gemaach ginn. Mä bei deenen zwee leschte Länner gouf et Schwierigkeete mat den Négociatiounen. Dofir ass eben elo déi Zäitverschiebung zwëschen 2007, wou se Member gi sinn an der EU, an haut, wou se Member ginn am Europäesche Wirtschaftsraum.

Deen Accord iwwert den Europäesche Wirtschaftsraum ass 1992 zu Porto ënnerschriwwen ginn. Et gongt drëm, déi wirtschaftlech an Handelsrelationen zwëschen der Europäescher Gemeinschaft an de Membere vun der AELE oder der EFTA, der European Free Trade Association, ze organiséieren. Virdu waren dees Relationen duerch bilateral Fräihandelsaccordë geregelt. 1989 hu sech dunn d'Communautéit an d'EFTA-Länner geeeneegt, si sollen esou en Accord sur l'Espace économique ënnerschreiwen. An dat ass dann 1992 geschitt.

Deemools war d'Schwäiz och nach Member. Mä an der Schwäiz gouf et 1993 e Referendum an do hunn d'Schwäizer Nee gesot. Si behalen awer e Statut d'observateur an deem Espace économique européen. Haut gëtt et also nach dräi EFTA-Länner. Dat sinn Island, Norwegen a Liechtenstein.

D'Hauptobjektiver vun deem Espace économique européen: Do geet et drëms, fir de Marché intérieur vun der Europäescher Gemeinschaft op déi dräi Länner Island, Norwegen a Liechtenstein auszeweiden. An et geet dorëms, all Barrièren opzehiewen, fir dass déi véier grouss Fräiheete kënnen fonctionnéieren: d'Libre circulation des marchandises, personnes, services et capitaux. Duerch den Europäesche Wirtschaftsraum profitéieren also déi Länner och elo vum Bannemaart vun der Europäescher Communautéit a kënnen hir Produiten op dësem grouse Marché ouni Handelsbarrière verkaufen.

Duerch den Accord, dee Géigegand vun dësem Projet de loi ass, gëtt den Europäesche Wirtschaftsraum ëm zwee Län-

ner erweidert, wéi gesot Bulgarien a Rumänien. Dës Erweiterung ass wéi gesot eng logesch Konsequenz vum EU-Bäitritt vun deenen zwee Länner.

Den Europäesche Wirtschaftsraum geet awer iwwert déi véier Grundfräiheeten eraus an enthält och Bestëmmungen a Beräicher, déi vu wesentlecher Bedeitung sinn, fir dees véier Fräiheeten ze garantéieren. Dorënner falen zum Beispill d'Beräicher Konkurrenz, Statsbäihëlfe, mä awer och Sozialpolitik, Konsumenteschutz an Ëmweltpolitik. Doriwwer eraus gesäit den EWR eng Zesummenaarbecht a ville Beräicher vir, wéi Recherche an Entwécklung, Educatioun, Petites et moyennes entreprises, Tourismus an esou weider. All dëst ass natierlech och Inhalt vum Accord, dee mir haut approuvéieren sollen.

Déi grouss legislativ Tätigkeet an der EU huet natierlech och Konsequenzen op den Europäesche Wirtschaftsraum, deen déi communautaire Regele muss iwwerhuelen, an zu deem Zweck huet den Europäesche Wirtschaftsraum e Mechanismus entwéckelt, fir den Acquis communautaire ze incorporéieren. Beispillsweis säit der Entrée en vigueur vum Accord iwwert den Europäesche Wirtschaftsraum sinn iwwer 4.000 Actes communautaires integréiert ginn.

Elo, méi wéi zwee Joer no der Memberschaft vun der EU, ass wéi gesot den EWR-Bäitritt vu Rumänien a Bulgarien nach ëmmer net iwwert d'Bühn. D'Négociatiounen krute wéi gesot e kleng Retard, well d'EFTA-Länner sech net iwwer hir finanziell Kontributiounen eens gi sinn. Et sief elo hei gesot, dass den 29. März déi Négociatiounen ofgeschloss ginn a mir dann haut deen Accord unhuelen.

Niewent der Participatioun vu Rumänien a Bulgarien am Europäesche Wirtschaftsraum hänken dësem Accord nach zwee bilateral Accorden zwëschen der EU an Norwegen bái an zwee Protocoles additionnels, ee mat Norwegen an ee mat Island, wou et ënner anerem ëm Fëscherierechter geet.

De Statsrot huet zu dësem Projet weider keng Commentairen ofginn an eis recommandéiert, dat ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn, dass all d'Fraktiounen och bei dësem Projet d'accord si mat den Ausféierung vum eisem Rapporteur an deementsprechend d'Zoustëmmung ginn. Duerfir komme mer zur Ofstëmmung.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5964 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 15.27 heures)**

## Sommaire des séances publiques N<sup>os</sup> 29, 30, 31, 32 et 33

|   |               |
|---|---------------|
| Communications  | page 343      |
| Ordre du jour   | page 343      |
| 5892 - Débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle   | pages 343-350 |
| Communication   | page 350      |
| Dépôt d'une motion par M. Jean Huss   | page 350      |
| Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques   | pages 351-361 |
| 5853 - Projet de loi portant:   |               |
| 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs;  |               |
| 2. modification du Code du travail  | pages 361-362 |
| 5920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers  | pages 362-363 |
| Interpellation de M. Félix Braz au sujet du Plan sectoriel «Transports»   | pages 363-375 |
| Communications  | page 376      |
| Octroi du titre honorifique de sa fonction à un ancien député   | page 376      |
| Ordre du jour   | page 376      |
| Heure de questions au Gouvernement  |               |
| Question N°308 du 9 mars 2009 de M. Laurent Mosar relative à la stratégie à adapter en matière de secret bancaire en vue du sommet des pays du G20, le 2 avril à Londres, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget  |               |
| et  |               |
| Question N°313 du 10 mars 2009 de M. Jacques-Yves Henckes relative au secret bancaire et au paradis fiscal, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget  | pages 376-377 |
| Question N°309 du 10 mars 2009 de M. Xavier Bettel relative à une étude de l'UNHCR sur «la jurisprudence du Tribunal Administratif du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection internationale», adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration   | page 377      |
| Question N°310 du 10 mars 2009 de Mme Lydia Mutsch relative aux dons d'organes et aux transplantations, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale   | page 377      |
| Question N°311 du 9 mars 2009 de M. Claude Adam relative au réaménagement sur 2 voies de la traversée RN7 à Mersch au lieu dit «Mierscherbiérg», adressée à M. le Ministre des Travaux publics  | pages 377-376 |
| Question N°312 du 10 mars 2009 de M. Gilles Roth relative au projet de règlement grand-ducal portant organisation de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours et des services d'incendie et de sauvetage des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire | page 378      |
| Question N°314 du 9 mars 2009 de M. Ben Fayot relative au transfert et à la liquidation de créances au Luxembourg par les filiales et succursales d'instituts financiers de provenance étrangère, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget  | page 378      |

Question N°315 du 10 mars 2009 de M. Claude Meisch relative aux traitements des assistants parentaux sous le régime des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

page 378

Question N°316 du 9 mars 2009 de M. Fernand Diederich relative à la formation en matière d'éducation physique des instituteurs, adressée à M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

pages 378-379

Question N°318 du 9 mars 2009 de Mme Lydie Err relative à l'application pratique de la loi sur la nationalité en matière de connaissances linguistiques, adressée à M. le Ministre de la Justice

page 379

Question N°317 du 10 mars 2009 de M. Eugène Berger relative au projet de construction d'un nouveau stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

et

Question N°319 du 9 mars 2009 de M. Eugène Berger relative à la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

pages 379-380

Question N°320 du 10 mars 2009 de M. Jos Scheuer relative à la mise en place d'une aire de Park and Ride aux abords de la E29 entre Echternach et Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

page 380

5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

et

5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

pages 380-381

5866 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

page 381

5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant

- le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

pages 381-382

5734 - Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

pages 382-384

Hommage à M. Patrick Santer

page 384

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

pages 385-387

5850 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

page 387

5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

page 388

## Sommaire des questions parlementaires

| Question N°      | Auteur  | Objet   |
|------------------|---|---|
| 3073             | Jean-Pierre Klein   | Service d'hiver   |
| 3076             | Marcel Oberweis   | Activités à organiser dans le cadre de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation»   |
| 3079             | Viviane Loschetter  | Licenciement des salariés non résidents   |
| 3082             | Aly Jaerling  | Contrôle des e-mails en Grande-Bretagne   |
| 3084             | Carlo Wagner  | Allocations familiales  |
| 3086             | Carlo Wagner  | Règlement européen fixant de nouvelles prescriptions afin de lutter contre les émissions de CO <sub>2</sub> dans le domaine de la viticulture |
| 3088             | Jean-Paul Schaaf  | Placement de supports pour vélos sur les autobus  |
| 3104             | Charles Goerens   | Investissements de l'État   |
| 3106             | Gilles Roth   | Cadence de la ligne RGTR N°222  |
| 3107             | Marc Spautz   | Prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans  |
| 3108             | Laurent Mosar   | Éventuelle adhésion de la République d'Islande à l'UE   |
| 3109             | Robert Mehlen   | Canal d'évacuation des eaux usées de la décharge du Sidec   |
| 3111             | Marco Schank  | Accès Internet des forces de police   |
| 3120             | Alexandre Krieps  | Chômage   |
| 3122             | Xavier Bettel   | Rapport du comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice   |
| 3128             | Xavier Bettel   | Congé pénal   |
| 3130             | Anne Brasseur,<br>Viviane Loschetter,<br>François Bausch,<br>Xavier Bettel<br>et Paul Helminger | Centre d'accueil pour personnes toxicomanes   |
| 3135             | Claude Adam   | Stage pédagogique donnant accès à la fonction de professeur   |
| 3137             | Marcel Oberweis   | Création récente de l'Université de la Grande Région  |
| 3138             | Aly Jaerling  | Parc automobile   |
| 3140             | Aly Jaerling  | Recherche au Luxembourg   |
| 3141             | Fernand Etgen   | Imposition en matière de succession et de mutation  |
| 3145             | Marcel Oberweis   | Fusion des sociétés Cegedel, Saar Ferngas et Soteg  |
| 3146             | Félix Braz  | Évacuation des voitures abandonnées   |
| 3152             | Claude Adam   | Classes francophones dans un lycée public   |
| 3157             | Claude Meisch   | Fonds National de Solidarité  |
| 3158             | Claudia Dall'Agnol  | Indicateurs des prix immobiliers  |
| 3159             | Henri Kox   | Transport radioactif  |
| 3160             | Martine Stein-Mergen  | Projet de coopération transfrontalière dans le domaine de la justice, ENDISPER  |
| 3161             | Claude Meisch   | Ferraille radioactive découverte à Differdange  |
| 3166             | Anne Brasseur   | Cotisations sociales des femmes de ménage   |
| 3167             | Claude Adam   | Examen-concours pour instituteurs   |
| 3169             | Marc Spautz   | Avances de cotisations à verser par les employeurs au titre de l'assurance-maladie et de l'assurance-pension                                  |
| 3174             | Camille Gira  | Chasse organisée au «Gréngewald»  |
| 3178             | Jacques-Yves Henckes  | Paiements de l'État   |
| 3182             | Colette Flesch  | Secret bancaire   |
| 3191<br>cf. 3193 | Xavier Bettel   | Détecteur de drogues au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)  |
| 3193<br>cf. 3191 | Jacques-Yves Henckes  | Consommation de drogues au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)   |
| 3199             | Robert Mehlen   | Airbus A400M  |
| 3201             | Claude Adam   | Analyses sur dégâts apparus sur des immeubles annexes du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA)  |
| 3204             | Félix Braz  | Approvisionnement en médicaments  |
| 3231             | Claude Meisch   | Déclarations du Ministre des Finances allemand et du Président du Parti social-démocrate allemand   |

**Question 3073** (12.1.2009) de **M. Jean-Pierre Klein** (LSAP) concernant le **service d'hiver**:

Pour assurer le service d'hiver avec l'efficacité nécessaire, il devient parfois nécessaire pour les communes d'organiser un travail posté ou de pouvoir dépasser la durée de travail maximale telle que fixée par l'article L.211-12 du Code du Travail (dix heures/jour et 48 heures/semaine), ceci du fait que

l'intervention du service d'hiver repose sur des phénomènes naturels, surgissant irrégulièrement sur une période de plusieurs mois, avec une intensité ou abondance variable et pour une durée imprévisible.

Beaucoup de communes ne disposent pas du personnel nécessaire pour pouvoir faire fonctionner un travail posté sur une période prolongée et en cas de chutes de neige abondantes ou continues ou en période de gel prolongée.

À première vue, le point 5 de l'article L.211-13 du Code du Travail, lequel permet de travailler jusqu'à douze heures par jour et 60 heures par semaine et lequel vise les «en-

treprises travaillant dans un secteur où les fortes variations saisonnières reposent sur des phénomènes naturels et ne peuvent être tempérés par des mesures techniques», semble former la base légale idéale pour répondre le mieux aux besoins spécifiques du service d'hiver. Or, le principe général régissant cette disposition en limite l'application à des «secteurs strictement délimités» et limite la période couverte à «une seule partie de l'année dont la durée ne peut excéder six semaines».

Il appert que, même si le service d'hiver était considéré comme étant un «secteur strictement délimité», l'article L.211-13, lequel est

le seul à permettre un dépassement de toutes les limites fixées par l'article L.211-12, ne constitue pas nécessairement la bonne base légale en la matière puisque la période d'activité du service d'hiver dépasse certainement une durée continue de six semaines.

C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Est-ce que l'article L.211-13 peut servir de base légale au travail supplémentaire presté dans le cadre du service d'hiver?

- L'article L.211-24, lequel traite des travaux nécessaires pour faire face à des accidents survenus ou imminents et des travaux commandés par un cas de force majeure, entrepris «pour éviter une entrave sérieuse à la marche normale de l'établissement», peut-il servir de base légale au travail supplémentaire presté dans le cadre du service d'hiver?

- Dans l'affirmative, quelle est la durée de travail maximale par jour et par semaine découlant de la combinaison des articles L.211-16(3) (repos), L.211-24 et L.211-26?

- Au cas où les réponses à toutes ces questions seraient négatives, il faudra en conclure que le Code du Travail ne couvre pas les besoins spécifiques du service d'hiver. Sera-t-il alors envisagé de modifier la législation afin que le but exposé soit atteint?

**Réponse** (11.3.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Si en principe et conformément à l'article L.211-5 du Code du Travail, la durée de travail est strictement limitée à huit heures par jour et 40 heures par semaine, une plus grande souplesse peut trouver application dans des secteurs strictement délimités caractérisés par des pointes extraordinaires saisonnières concentrées sur une seule partie de l'année dont la durée ne peut excéder six semaines.

En effet, dans ces secteurs, une convention collective ou un accord subordonné peuvent, sous certaines conditions, autoriser une durée de travail journalière maximale supérieure à huit heures mais n'excédant pas douze heures et une durée de travail hebdomadaire maximale supérieure à 40 heures mais n'excédant pas 60 heures.

Comme l'Administration des Ponts et Chaussées peut, en ce qui concerne le service hivernal en question, être considérée comme faisant partie d'un secteur strictement limité et caractérisé par des pointes extraordinaires saisonnières concentrées sur une seule partie de l'année, elle peut évidemment, dans le respect des conditions posées par l'article L.211-13, profiter de ce régime extraordinaire.

Concernant la limite des six semaines, il y a lieu de préciser qu'elle n'est pas nécessairement à comprendre comme cadastrant l'applicabilité du régime dérogatoire à une période prédéfinie et continue de six semaines mais peut être interprétée comme autorisant l'application effective et, le cas échéant, non continue de ces dérogations extraordinaires pendant au maximum six semaines.

Monsieur le Député aura donc remarqué à la lecture de la description de la situation juridique existante que le Code du Travail offre assez de flexibilités aux employeurs, même dans le cadre de travaux engendrés par les intempéries.

D'ailleurs, le Code du Travail n'est pas un instrument de flexibilisation du temps de travail dans l'intérêt des employeurs publics ou privés, mais constitue fondamentalement le corps de droit dont la finalité essentielle est la protection des travailleurs, notamment en termes de santé et de sécurité au travail.

Or, en prévoyant la possibilité d'étendre la durée de travail, évidemment par voie conventionnelle, à douze heures par jour et 60 heures par semaine, le Code du Travail a fixé une limite supérieure qui permet, avec les conditions de compensation prévues par le texte et indispensables pour ne pas mettre en péril ni la santé des travailleurs ni leur sécurité, mais aussi celle d'autrui, de concilier les contraintes des employeurs et la protection des travailleurs.

Je demanderais donc à Monsieur le Député de vérifier ce que prévoient les dispositions conventionnelles applicables à son secteur, sinon d'étudier quelles sont les possibilités pour les communes de négocier avec les partenaires sociaux un accord comparable à l'avenant existant en la matière dans le contrat collectif des ouvriers de l'État, ou de faire étendre cet accord.

À défaut, je serais intéressé de savoir si Monsieur le Député entend revendiquer l'extension de la durée maximale du travail, pour les travailleurs concernés par les travaux dus aux intempéries hivernales, au-delà de douze heures par jour et 60 heures par semaine.

Je voudrais en effet mettre le débat dans le contexte des discussions politiquement très délicates sur la nouvelle directive concernant l'aménagement du temps de travail, et notamment les attaques syndicales contre ce qu'ils considèrent comme une flexibilisation induite du temps de travail. Revendiquer un temps de travail plus étendu signifierait en effet que le Gouvernement modifie sa position actuelle et qu'il se prononce pour le recours dit à l'«opt-out» (dérogation au principe de la semaine des 48 heures), ce qu'il a toujours refusé à ce stade.

**Question 3076** (13.1.2009) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **activités à organiser dans le cadre de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation»**:

Sur l'initiative de la Commission européenne et du Parlement européen, l'année 2009 a été proclamée «Année européenne de la créativité et de l'innovation». Elle a pour objectif majeur d'exploiter et de favoriser les démarches ainsi que les initiatives créatives et innovantes dans plusieurs secteurs d'activité humaine, et ce à tous les niveaux. L'Année européenne sera centrée sur l'éducation et la culture mais elle aura aussi des effets sur de nombreux autres domaines d'action tels que l'entreprise, la société de l'information, l'emploi ou la politique régionale.

Dans le cadre de l'Année européenne 2009, chaque État membre de l'Union européenne désignera un coordinateur national qui assurera l'articulation des niveaux national et communautaire via un comité directeur établi au niveau communautaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le coordinateur national qui sera en charge de l'organisation de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation» au Luxembourg?

- Dans le cadre de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation», quelles activités seront prévues aux Luxembourg?

- La Grande Région sera-t-elle associée à ces activités?

**Réponse** (11.3.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

L'année 2009 a été déclarée «Année européenne de la créativité et de l'innovation» sur base de la décision N°1350/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (JO du 24 décembre 2008 L/348/115). Le but recherché est de faire prendre conscience que la créativité et l'innovation sont des atouts majeurs à la fois pour l'épanouissement personnel des citoyens et pour le développement économique et social des pays membres.

Au Luxembourg, la mise en œuvre de l'Année est coordonnée conjointement par Luxinnovation en tant qu'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement s'associent activement aux efforts qui seront déployés par Luxinnovation pour encourager les entreprises et particulièrement les petites et moyennes entreprises à investir davantage dans l'innovation et à stimuler la créativité de leurs salariés. L'initiative revêt en ce sens une signification toute particulière pour notre pays face à la crise actuelle.

Les organisateurs mettront en œuvre, tout au long de l'année 2009, une série d'actions concrètes au profit des jeunes, du grand public, des entreprises et des chercheurs, telles que des concours, des visites, des ateliers et formations. Seront notamment organisés un concours scolaire ainsi qu'une «semaine de la créativité et de l'innovation» qui aura lieu au cours du mois de mai. Il va sans dire qu'une large importance revient dans le cadre de cette Année européenne au domaine de la culture qui est un domaine créatif et innovant par excellence. Les projets se situeront sur la promotion des activités qui encouragent la prise de conscience du propre potentiel créatif. Par ailleurs, le fait que l'Année européenne 2009 crée des coopérations transversales entre la culture, le monde de l'entreprise et l'éducation relève d'un intérêt particulier. En outre, l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation» faisant suite à l'«Année européenne du dialogue interculturel 2008», cette coïncidence heureuse permet de tisser une continuité intéressante entre ces deux années.

Le contexte et les actions de l'«Année européenne de la créativité et de l'innovation» ont été présentés lors d'une conférence de presse commune du 5 février 2009. Toutes les activités sont détaillées sur le site [www.creativite-innovation.lu](http://www.creativite-innovation.lu).

#### Question 3079 (14.1.2009) de Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) concernant le licenciement des salariés non résidents:

Selon la presse, les demandes auprès de l'ADEM de formulaires permettant aux salariés non résidents, dont le contrat de travail a été résilié, d'obtenir l'attestation E301 et de bénéficier ainsi de droits identiques à ceux des personnes résidentes sont en forte augmentation.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part du Ministre:

1. Combien d'attestations E301 ont été délivrées mensuellement par l'ADEM en 2008?
2. Quel suivi l'ADEM effectue-t-elle auprès des salariés non résidents victimes de licenciement?
3. Comment se manifeste la collaboration entre l'ADEM et les entreprises qui doivent malheureusement licencier?

4. Suite à la crise, est-ce que l'ADEM a mis en place un mécanisme de suivi et/ou de collaboration particulier pour les entreprises en difficulté?

5. Quels sont les secteurs les plus touchés par le licenciement de frontaliers?

**Réponse** (11.3.2009) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

ad 1) En 2008 l'ADEM a établi en moyenne 1180 attestations E301 par mois.

ad 2) Les salariés non résidents qui le désirent peuvent - en dehors de leur inscription en tant que demandeur d'emploi dans leur pays de résidence -, déposer également leur curriculum vitae à l'ADEM. En vue d'activer leurs recherches d'offres d'emploi appropriées, ils peuvent consulter, lors de leur passage à l'ADEM des bornes installées dans l'espace rez-de-chaussée. Un dossier leur est ouvert dans l'application informatique.

ad 3) et 4) La première prise de contact des entreprises qui ont l'intention de procéder à des licenciements se fait souvent déjà en amont des licenciements. Ainsi, les premiers contacts de l'entreprise avec l'ADEM se font, soit directement, soit déjà des mois en avance, par l'intermédiaire ou avec l'assistance d'une Fiduciaire, d'un cabinet d'avocats ou d'un syndicat. Les agents de l'ADEM possèdent une vaste et longue expérience dans ces contacts et conseils préliminaires. Ces entretiens ont pour but de conseiller les entreprises afin de les informer sur des mesures ou aides existantes qui peuvent, le cas échéant, avoir une incidence sur la chronologie des licenciements à effectuer ou sur une réduction éventuelle du nombre de licenciements.

Dans cet ordre d'idées, l'ADEM collabore étroitement aux réunions d'information organisées par les syndicats en cas de licenciement collectif ou de faillite.

Les responsables de l'ADEM informent notamment sur la procédure à suivre en vue de l'obtention par les frontaliers du formulaire E301 nécessaire à l'octroi de l'indemnité de chômage complet dans leur pays de résidence.

Par ailleurs, elle informe sur les différentes mesures en faveur de l'emploi, notamment l'aide au réemploi et le remboursement des cotisations de sécurité sociale en cas d'embauche de chômeurs âgés ou de chômeurs de longue durée.

Les employeurs sont également informés des bénéficiaires de défiscalisation dont peuvent bénéficier les salariés dans certaines situations, respectivement sur l'instrument de la préretraite-ajustement.

Pour pouvoir bénéficier des aides mentionnées à l'alinéa précédent le comité de conjoncture doit être saisi directement. Ainsi, le comité de conjoncture peut être chargé d'émettre dans le cadre de ses missions des avis portant sur les différents types de demandes de chômage partiel et sur les demandes de préretraite-ajustement. Il est également appelé à formuler un avis dans le cadre de demandes de défiscalisation d'indemnités bénévoles de licenciement tombant sous le régime de l'article 115-10 L.I.R. et peut inviter les partenaires sociaux au sein d'une entreprise à établir un plan de maintien dans l'emploi. Ces instruments mis en place par le Code du Travail ont été créés afin de maintenir l'emploi et donc d'éviter des licenciements. Ces mesures sont complémentaires et peuvent, si la situation économique de la société l'exige, être cumulées et/ou appliquées simultanément.

Il convient d'ajouter dans ce contexte que l'Administration de l'Emploi n'est pas la seule à accompagner les entreprises en difficulté.

En effet, depuis l'introduction dans le Code du Travail de l'instrument du plan de maintien dans l'emploi, un rôle plus actif a été confié au comité de conjoncture et notamment à son secrétariat qui multiplie ses interventions dans les entreprises en difficulté pour promouvoir l'idée du maintien dans l'emploi et pour conseiller les responsables du personnel et les délégations du personnel sur les moyens d'introduction et d'accompagnement disponibles.

Un suivi de tous les dossiers traités est également assuré par le secrétariat du comité de conjoncture ensemble avec les représentants des partenaires sociaux membres du comité de conjoncture.

ad 5) À l'heure actuelle, compte tenu de la situation économique et financière, tous les secteurs se trouvent touchés par des licenciements.

#### Question 3082 (18.1.2009) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant le contrôle des e-mails en Grande-Bretagne:

Aus der internationaler Press war gewuer ze ginn, datt Groussbritannien, opgrond vun enger EU-Direktiv, déi mer net bekannt ass, ab dem 5. am Lenz 2009 all Internet Service Provider wëllt verpflichden de gesamten E-mail-Verkéier vun der ganzer englescher Bevölkerung fir d'Dauer vun engem Joer ze späicheren.

Dëst wier aus Grënn vun ënnerer Sécherheet, wat awer vun den Datschutzexperte staark kritiséiert gëtt, well just de Contraire kënn den Fall sinn, wann dës Daten a falsch Hänn géife geroden, respektiv fir kriminell Praktike gebraucht ginn.

Dës Initiativ soll vun der britescher Regierung mat 27,8 Milliounen Euro ënnerstëtzt ginn.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Fro beäntweren:

1) Op wat fir eng EU-Direktiv ka sech déi britesch Regierung do berufen?

2) Wéi steet d'Lëtzebuurger Regierung zu esou enger Initiativ fir all E-mail ze iwwerwaachen, an ass opgrond vun eise Datschutzgesetz esou eng Iwwerwaachung méiglech?

**Réponse** (23.3.2009) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Dem honorabelen Deputéierte seng Fro beziit sech op d'Direktiv 2006/24/CE vum 15. März 2006 iwwert d'Späicherung vun de sougenannte Kommunikationsdonnéeën («Directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications», et modifiant la directive 22/58/CE»). Déi Direktiv gesäit ausdrécklech vir, dass d'Späicherung vun Inhalt vun deene betrefene Kommunikatiounen net erlaabt ass.

Et handelt sech also do ëm eng Direktiv, déi all Memberstat vun der europäescher Unioun ëmsetze muss. Den europäesche Gerichtshaff huet iwwerengs an engem Arrêt vum 10. März bestätegt, dass déi Direktiv op der richteger legaler Basis (Artikel 95 vum Traité iwwert d'europäesche Communautéiten) geholl ginn ass.

Déi Direktiv gesäit awer keng systematesch Iwwerwaachung vir, mä nëmme eng Späicherung vun deenen Donnéeën duerch de Service Provider selwer, op déi d'Justizautoritéiten och nëmme dann Zougrieff kréien, wa se wéinst enger Strofdof enquêtéieren. Déi legal Basis dofir ass den Artikel 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert den Datschutz

am Beräich vun den elektronische Kommunikatiounen («concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques»). Zu Lëtzebuerg ginn déi Donnéeën och nëmme sechs Méint gespäichert, sou wéi deen Artikel 5 et säit dem Gesetz vum 27. Juli 2007, dat och d'Datschutzgesetz vum 2. August 2002 ofgeännert huet, virgesäit.

Déi Prozedur ass am Aklang mam lëtzebuergeschen Datschutzgesetz vum 2. August 2002, well et sech an deem Fall ëm «données judiciaires» handelt, am Sënn vum Artikel 8 vun deem Gesetz.

#### Question 3084 (19.1.2009) de M. Carlo Wagner (DP) concernant les allocations familiales:

Dans leur réponse à la question parlementaire N°2810 de Monsieur le Député Alexandre Krieps concernant une éventuelle prolongation des allocations familiales jusqu'à 28 ans en cas d'études supérieures (cf. compte rendu N°4/2008-2009), Madame la Ministre de la Famille et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ont répondu que les aides financières (prêts ou bourses) se trouvent réduites en cas de l'octroi, jusqu'à l'âge de 27 ans, des allocations familiales du montant octroyé. Passé l'âge de 27 ans, le paiement d'allocations familiales aux étudiants n'est pas prévu par la loi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Les aides financières (prêts ou bourses) ne devraient-elles pas être accordées parallèlement aux allocations familiales, les étudiants et leurs parents devant assumer des frais qui dépassent ceux engendrés par les seules études?

- Dans le même ordre d'idées, et considérant que la réforme des cycles universitaires par le processus de Bologne engendrant que pour bon nombre de jeunes les études universitaires (bachelor, master et doctorat) se sont prolongées d'une année, les allocations familiales ne devraient-elles pas être accordées jusqu'à l'âge de 28 ans?

**Réponse commune** (23.3.2009) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

L'honorable Député souhaite savoir si les allocations familiales ne devraient pas être accordées parallèlement aux aides financières pour études supérieures et encore s'il ne conviendrait pas d'envisager une réforme des allocations familiales qui tienne compte de la prolongation des études.

Il convient de renvoyer d'abord à la réponse à la question parlementaire N°2810 de Monsieur le Député Alexandre Krieps et pour le cas où cette réponse n'est pas suffisante il convient de préciser ce qui suit:

Le système d'aides financières pour études supérieures et le système des allocations familiales fonctionnent déjà aujourd'hui parallèlement, mais les prestations ne sont pas cumulables.

Jusqu'à l'âge de 27 ans, les allocations familiales sont versées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNFP). Parallèlement, le montant maximum des aides financières contient une part qui correspond au montant annuel des allocations familiales allouées pour un enfant à charge de plus de douze ans. Ce montant est déduit des aides financières pour études tant que les allocations familiales sont payées.

Donc pour les étudiants de moins de 27 ans qui bénéficient d'alloca-

tions familiales, le montant de base des aides financières pour études est réduit à concurrence du montant des allocations familiales.

Pour les étudiants ayant dépassé l'âge de 27 ans qui ne bénéficient plus d'allocations familiales, le montant de base total des aides financières pour études est accordé. Il n'est donc plus fait de déduction.

Il en résulte qu'en l'état actuel, les étudiants bénéficiant d'une aide financière pour études se voient allouer en principe le même montant total quel que soit leur âge. Il y a cependant une différence notable:

- Les allocations familiales, intégrées dans l'aide financière, deviennent généralement remboursables, tandis qu'elles ne le sont pas avant 27 ans lorsqu'elles sont versées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales.

Comme une prolongation supplémentaire de la limite d'âge des allocations familiales n'est pas envisageable en raison notamment du déséquilibre accru qui en résulterait pour notre pays au niveau communautaire, alors qu'une telle limite n'existe pas pour l'attribution d'une aide financière de l'État pour études supérieures, il convient de donner la priorité absolue à l'amélioration de ce système.

On pourrait ainsi imaginer la suppression des allocations familiales pour étudiants d'un système unique consistant en des aides financières dont la part des allocations familiales à laquelle serait ajouté le boni pour enfant ne serait pas remboursable. Les avantages d'un tel système unique seraient multiples, et se traduiraient notamment par:

- une très large simplification administrative, profitable aux citoyens aussi bien qu'aux administrations concernées,

- le maintien d'un équivalent d'allocations familiales au-delà de l'âge de 27 ans.

#### Question 3086 (20.1.2009) de M. Carlo Wagner (DP) concernant le règlement européen fixant de nouvelles prescriptions afin de lutter contre les émissions de CO<sub>2</sub> dans le domaine de la viticulture:

Il me revient que la Commission européenne serait en train d'élaborer un règlement fixant de nouvelles prescriptions afin de lutter contre les émissions de CO<sub>2</sub> dans le domaine de la viticulture. Ainsi, il serait notamment prévu d'interdire l'emploi de tracteurs dans les vignobles et les rangées devraient à l'avenir être distantes de trois mètres l'une de l'autre.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative est-il notamment exact que la Commission envisage d'interdire l'utilisation de tracteurs dans les vignobles?

- Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès de la Commission afin de la dissuader d'appliquer les mesures précitées, lesquelles risqueraient de constituer pour les viticulteurs luxembourgeois d'énormes entraves pour leurs activités? Si non, pour quelles raisons?

**Réponse** (23.3.2009) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député,



Monsieur Carlo Wagner, initialement adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, j'ai l'honneur de vous préciser que le département de l'Environnement ne dispose pas d'informations indiquant que la Commission européenne serait en train d'élaborer un règlement fixant, entre autres, une interdiction d'employer des tracteurs dans les vignobles aux fins de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. J'ajoute à toutes fins utiles qu'une telle interdiction, si elle devait être envisagée par la Commission, ne se justifierait pas à mes yeux, étant donné le poids négligeable des émissions de gaz à effet de serre des tracteurs utilisés par les viticulteurs dans le total des émissions en provenance des transports routiers.

**Question 3088** (20.1.2009) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant le **placement de supports pour vélos sur les autobus**:

Aux États-Unis et au Canada, le transport urbain de bicyclettes par autobus est chose courante et se fait depuis les années 80. Les autobus sont équipés de supports pour vélos à l'avant du bus (bike rack), facilement utilisables par les usagers et bien visibles pour les chauffeurs de bus. Cette solution intelligente qui permet le transport facile de plusieurs vélos en toute sécurité est inexistante au Luxembourg.

En fait, la législation en vigueur ne tolère pas le montage de porte-vélos à l'avant d'un bus. Or, un tel équipement pourrait aider à promouvoir la mobilité douce et permettrait de combiner vélo et autobus pour les déplacements de tous les jours.

Au vu du fait que certaines communes à travers le pays souhaitent équiper leurs autobus de tels supports pour vélos, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'installation de porte-vélos à l'avant d'un autobus?

- Pour quelles raisons les placements de supports pour vélos à l'avant des autobus sont-ils interdits au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier la réglementation actuellement en vigueur?

- Dans la négative, quelle est l'attitude du Ministre quant au lancement d'un projet pilote en équipant pour le transport urbain de bicyclettes seulement quelques bus de ces supports?

**Réponse** (12.3.2009) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans sa question parlementaire du 20 janvier 2009, l'honorable Député s'enquiert quant à la possibilité d'installer des porte-vélos à l'avant d'un autobus.

D'emblée, je souhaite renseigner l'honorable Député que je suis en principe en faveur de toute mesure contribuant à la promotion de la mobilité douce afin d'atteindre l'objectif visé par la Gouvernement d'un partage modal non motorisé de 25/75 d'ici l'année 2020.

En ce qui concerne votre proposition d'installer des porte-vélos à l'avant des autobus, il échet de signaler que les longueurs maximales des autobus sont limitées par l'article 4 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la grande majorité des autobus assurant les transports publics en commun au Luxembourg dispose d'une longueur ne permettant pas l'installation de porte-vélos sans autorisation spéciale.

Toutefois, il existe, d'après mes informations, dans certains Länder de la République fédérale d'Allemagne des initiatives visant à équiper les autobus d'une remorque spéciale pour vélos qui ont apparemment fait leurs preuves. Une telle initiative pourrait, après consultation de tous les acteurs responsables, être lancée dans une première phase sur les bus touristiques avant d'étendre un tel projet, en cas de succès, à d'autres catégories d'autobus.

Dans ce contexte, je peux vous confirmer que mes services se concertent avec l'association «Lëtzebuurger Vëlos-Initiativ» afin de discuter et de promouvoir de telles initiatives dans les mois à venir.

**Question 3104** (29.1.2009) de **M. Charles Goerens** (DP) concernant les **investissements de l'État**:

Le Gouvernement a annoncé lors des débats budgétaires relatifs au budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2009 que les investissements de l'État seraient maintenus à un niveau élevé et que l'exécution d'un certain nombre de projets serait avancée afin de soutenir notre économie.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État en sa qualité de Président de la Tripartite:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner sur les projets d'investissement à charge de l'État dont le début d'exécution est prévu pour l'exercice 2009 disposant de toutes les autorisations légales requises avant le début des travaux?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il également me renseigner sur les projets d'investissement prévus pour 2009 et ne disposant pas des autorisations légales requises et me faire part des raisons qui sont à l'origine de ces retards?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner sur des projets prévus dans la programmation pour les exercices 2010 et 2011 que le Gouvernement entend réaliser en 2009 et le cas échéant sur l'état d'avancement desdits projets au niveau des procédures d'autorisation?

**Réponse** (17.3.2009) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Conformément aux annonces gouvernementales de maintenir les dépenses d'investissement à un niveau élevé, les administrations concernées en premier lieu ont accéléré un certain nombre de projets d'investissement, d'entretien et de rénovation au cours des derniers mois.

Un premier volet de mesures concerne l'avancement des projets initialement prévus pour 2010 et 2011 à l'année 2009. Il s'agit en premier lieu de projets de moindre envergure qui ne dépendent en général pas de procédures d'autorisation de longue haleine. Le Fonds d'entretien et de rénovation et le Fonds pour les monuments historiques, par exemple, ont fait l'objet d'une alimentation supplémentaire de chaque fois dix millions d'euros.

Un deuxième volet de mesures concerne l'avancement dans le temps de projets de moyenne ou de grande envergure. Une telle démarche pose avant même la question des autorisations celle de

l'avancement de la planification des projets. Certains projets mis en veilleuse en 2006 ont ainsi été repêchés pour être lancés plus tôt qu'initialement prévu.

En ce qui concerne de manière générale la problématique des autorisations légales requises avant le début des travaux, une «task force» regroupant des fonctionnaires issus des ministères et administrations concernés a été constituée afin d'accélérer au maximum l'octroi des autorisations. Ce volet concerne en premier lieu les projets routiers. Un nombre significatif de projets ont ainsi obtenu les autorisations nécessaires depuis novembre 2008. Sur d'autres, des compromis ont pu être trouvés. Il reste inévitablement aussi des projets plus récents pour lesquels les instructions nécessaires des services concernés sont encore en cours.

Le Gouvernement a analysé de manière plus générale la problématique des régimes d'autorisation et soumettra dans le cadre des mesures anticrise à prendre aussi des propositions de simplification administrative à la Chambre des Députés.

**Question 3106** (30.1.2009) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **cadence de la ligne RGTR N°222**:

Aux heures de pointe, c'est-à-dire entre 7h00 et 8h00, la ligne RGTR N°222 «Steinfort-Kirchberg» est régulièrement surchargée de passagers de façon à ce qu'une grande partie d'entre eux doivent rester debout pendant toute la durée du trajet. En plus, il faut compter au moins 30 minutes pour faire le trajet en question. Le prolongement du couloir de bus sur la route d'Arlon au-delà du pont autoroutier de Strassen pourrait cependant remédier à cette situation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- En cas de surcharge, ne pourrait-on pas encore envisager le recours à des autobus plus spacieux respectivement de faire circuler aux heures de pointe des autobus supplémentaires?

- Est-il envisagé de prolonger le couloir de bus sur toute la route d'Arlon et notamment à Strassen?

- Dans la négative, qu'est-ce qui empêcherait ce prolongement?

- Quelles sont d'autres mesures envisagées par Monsieur le Ministre des Transports afin d'offrir un meilleur service aux usagers concernés?

**Réponse** (13.3.2009) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Monsieur le Député s'enquiert au sujet du fonctionnement de la ligne publique RGTR N°222 de Steinfort à Luxembourg-Kirchberg.

Concernant les problèmes de capacité soulevés, il y a lieu de relever que d'autres courses aux heures de pointe sont plus sollicitées surtout en fonction des conditions météorologiques. Plusieurs voyageurs doivent être transportés debout à ces occasions, sans que les autobus soient pour autant surchargés.

Depuis janvier 2008, six courses d'autobus supplémentaires ont été introduites sur la prédite ligne le matin entre 5h00 et 7h00.

Mon service suivra de près l'occupation des autobus en service, lesquels offrent déjà actuellement la capacité maximale de 65 places assises chacun.

L'aménagement de couloirs de bus dans la route d'Arlon sera poursuivi. Après l'aménagement du Tossbiérg en 2008, il y aura cette an-

née un prolongement du couloir de bus sur le tronçon entre la sortie de l'autoroute à Strassen et le carrefour route d'Arlon - rue des Aubépines à Luxembourg annoncé.

**Question 3107** (30.1.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans**:

L'article 7 de la nouvelle loi relative à l'obligation scolaire prévoit le relèvement à 16 ans de l'âge obligatoire de fin de scolarité. Dans ce contexte se pose désormais la question de savoir si cette nouvelle disposition n'a pas d'incidences sur d'autres lois actuellement en vigueur. À titre d'exemple, le congé pour raisons familiales n'est accordé qu'aux parents d'un enfant de moins de 15 ans à la charge du salarié. En plus, la loi modifiée du 28 octobre 1969 interdit l'emploi des enfants jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis, à des travaux de nature quelconque. Les jeunes de plus de 15 ans qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire sont ainsi en principe autorisés à travailler.

Au vu du fait qu'il existe certainement encore d'autres contradictions au niveau de certaines lois, je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la problématique susmentionnée?

- Dans l'affirmative, envisage-t-il d'adapter les lois concernées?

**Réponse commune** (13.3.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehes**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député Marc Spautz s'interroge sur d'éventuelles contradictions entre certaines dispositions du Code du Travail et les nouvelles dispositions légales relatives à la prolongation de l'obligation scolaire d'une année.

En premier lieu il convient de souligner que les articles L.341-1 et suivants relatifs aux jeunes salariés sont formulés de sorte qu'une modification ne s'impose pas nécessairement du point de vue juridique.

En effet, l'adolescent y est défini comme celui qui est âgé d'au moins 15 ans et qui n'est plus soumis par la législation imposée par la législation applicable. Cette double condition a pour effet qu'en fait dorénavant seuls les jeunes âgés de 16 ans sont à considérer comme adolescents au sens du droit du travail.

Néanmoins, pour des raisons de cohérence et de meilleure lisibilité, un projet de loi sera soumis sous peu à la Chambre des Députés pour procéder aux adaptations textuelles nécessaires.

L'article L.222-5 du Code du Travail qui fixe le salaire social minimum des salariés adolescents âgés de moins de 18 ans accomplis en pourcentage du salaire social minimum des salariés adultes sera modifié dans son point 2 pour ne viser plus que les adolescents âgés de 16 à 17 ans.

Par contre, il faudrait souligner dès à présent que je n'envisage pas de modifier l'article L.151-2 régissant l'occupation d'élèves et d'étudiants pendant leurs vacances scolaires. Dans cet article la limite d'âge pour conclure un tel contrat d'engagement restera fixée à 15 ans au moins. L'article en question sera cependant complété par une précision concernant les modalités de rémunération des jeunes de 15 ans occupés pendant leurs vacances scolaires.

**Question 3108** (30.1.2009) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**éventuelle adhésion de la République d'Islande à l'UE**:

Confrontée à l'une des plus graves crises économiques de son histoire provoquant entre autres l'effondrement du système bancaire national et du gouvernement en place, une adhésion de la République d'Islande à l'Union européenne semble devenir de plus en plus probable. Jusqu'à présent, la question de l'adhésion de l'Islande n'a jamais été véritablement à l'ordre du jour, les gouvernements et le peuple islandais préférant une étroite coopération à une adhésion complète. Or, aujourd'hui, à la lumière de la crise économique, 70% des Islandais se déclarent favorables à l'idée de rejoindre les 27. Pour les Islandais, l'adhésion de leur île apparaît comme la solution idéale pour retrouver le plus vite possible la santé financière et la prospérité économique. En effet, une adhésion à l'Union européenne offrirait à l'Islande également la possibilité d'adopter l'euro.

De son côté, la Commission européenne semble elle aussi clairement saluer une éventuelle adhésion de l'Islande. Ainsi, Olli Rehn, commissaire européen à l'Élargissement a déclaré en octobre 2008 que l'Islande pourrait rejoindre l'Union européenne au plus tard en 2011, conjointement avec la Croatie, si l'île décidait de poser sa candidature à l'adhésion. Le commissaire tenait même à préciser que les négociations pourraient se faire rapidement, puisque le pays avait déjà négocié environ deux tiers des critères nécessaires pour rejoindre l'Union des 27 nations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il me confirmer que la Commission européenne envisage de faire adhérer l'Islande conjointement avec la Croatie au plus tard en 2011 à l'Union européenne?

- Dans l'affirmative, quelle sera la position du Grand-Duché de Luxembourg par rapport à une éventuelle adhésion de l'Islande à l'Union européenne?

- Est-ce que l'Islande, vu sa situation financière et économique précaire, va remplir les critères du pacte de stabilité et de croissance?

**Réponse** (13.3.2009) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

L'honorable Député s'est enquis de la position du Gouvernement sur une éventuelle adhésion de l'Islande à l'Union européenne. À ce sujet, j'ai le plaisir de lui fournir les informations suivantes:

En principe, le Luxembourg accueillerait favorablement une demande d'adhésion de l'Islande, tout en examinant de près les questions et éventuels problèmes pouvant se poser lors des négociations d'adhésion.

Je note à cet égard que l'enthousiasme exprimé le 4 février 2009 par le commissaire européen à l'Élargissement, Monsieur Rehn, est à tempérer par son affirmation le même jour que «tous les pays candidats, y compris la Croatie et l'Islande si elle pose sa candidature, seront traités selon leurs mérites. Savoir si leur chemin se rejoindra ou pas, cela reste à voir, cela dépend de leurs capacités à remplir les conditions. (...) Cela ne veut pas dire que l'Islande bénéficierait d'un quelconque traitement de faveur comparé aux autres pays candidats». Par ailleurs, il convient de préciser que l'adhésion d'un pays à l'Union européenne est soumise à la procédure prévue à l'ar-

ticle 49 du traité sur l'Union européenne.

Même si le nouveau Premier Ministre islandais, Madame Johann Sigurdardottir, a pu affirmer après son entrée en fonction le 1<sup>er</sup> février 2009 que l'adhésion à l'UE et l'adoption de la monnaie unique constitueraient la meilleure option pour sortir de la crise, elle a également affirmé que ce sera au gouvernement qui sortira vainqueur des élections anticipées du 25 avril 2009 de décider d'une demande d'adhésion. Elle a chargé une commission parlementaire d'étudier la question de l'adhésion et de remettre un rapport pour le 15 avril 2009.

Le fait que l'Islande participe depuis 1994 à l'Espace économique européen et applique déjà environ 60% de l'acquis communautaire pourrait faciliter la procédure, au cas où une demande d'adhésion serait introduite par l'Islande. Ceci dit, l'ouverture des négociations devra être décidée par le Conseil à l'unanimité sur la base de l'avis de la Commission européenne. La Commission conduira ensuite les négociations en examinant les conditions d'adhésion avec la même rigueur que dans les autres procédures d'adhésion en cours. Enfin, il ne faut pas oublier que le résultat des négociations fera l'objet d'un autre avis de la Commission ainsi que d'un avis conforme du Parlement européen (lorsque le contenu du traité d'adhésion aura été établi).

En ce qui concerne la perspective de l'introduction de l'euro, je rappelle que chaque pays qui adhère à l'Union européenne a vocation à adopter la monnaie unique. À cet égard, tout État membre doit d'abord remplir les critères tels que fixés par le traité de Maastricht avant de pouvoir rejoindre l'Union économique et monétaire. Il est à ce stade prématuré de spéculer sur les conditions économiques et financières dans lesquelles se trouverait l'Islande le moment venu.

### Question 3109 (30.1.2009) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le canal d'évacuation des eaux usées de la décharge du Siderc:

Mengen Informatiounen no ass et bei der Verleeung vun engem neien Ofwaasserkanal, deen d'Sickerwaasser vun der Deponie Siderc an d'Klärkanal Bleesbréck ofleede soll, zu engem bedauerlechen Incident komm. Den Entrepreneur, deen dës Aarbechten ausféiert, huet dee bestehende Kanal de 5. Dezember 2008 beschiedegt, well et ennerlooss gi war, him déi betreffend Pläng zur Verfügung ze stellen.

Zanterhier leeft - deeneselwechten Informatiounen no - Sickerwaasser vun der Siderc duerch de fielsegen Ennergrond direkt an d'Sauer.

Dëst wier och vu Säite vun der Forstverwaltung festgestallt ginn.

An dësem Kontext géif ech gär den dësem Froen un lech riichten:

1) Firwat huet den Entrepreneur keng Pläng kritt, déi him et erlaabt hätten, deen Incident ze vermeiden?

2) Firwat ass d'Sickerwaasser vun der Deponie net direkt gestoppt ginn, nodeems déi bestehend Leitung beschiedegt war, respektiv firwat ass de Schued an der Leitung net gläich fachgerecht reparéiert ginn?

3) Wéi grouss ass d'Quantitéit vun Deponiewaasser déi heiderch an de Fiels an domat an d'Sauer gelaf ass?

4) Sinn Analysë vun dësem Deponiewaasser gemaach ginn, a wéi gesi gegebenfalls déi betreffend Resultater aus?

5) Wat fir Auswirkungen huet dës Infiltratioun Ärer Meinung no op d'Flora an d'Fauna vun der Sauer?

6) Wiën ass a priori responsabel fir dës Émweltschiedegung, a wie muss gegebenfalls fir d'Folgekäschten opkommen?

**Réponse commune (20.3.2009) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

D'Fro vun honorabelen Deputéierte Robert Mehlen betrëfft en Zwëschefall, deen de 5. Dezember 2008 virkomm ass bei der Verleeung vun engem neien Ofwaasserkanal vun Ofwaassersyndikat Siden, deen d'Sickerwaasser vun der Deponie Fridhaff vun Offallsyndikat Siderc an d'Klärkanal vun Siden Bleesbréck ofleede soll.

Während de Bauaarbechten, fir eng nei, duebelwandeg dicht Leitung (PE 100) zu lerpeldeng an d'Nationalstrooss N27 ze leeën, huet den Entrepreneur eng bestehend al PVC Sickerwaasserleitung getéitscht, déi virun iwwer 30 Joer geluecht ginn ass, an dowéinst net genee op de Pläng agezeechent war.

No deem bedauerleche Virfall huet de Siden zesumme mam Siderc a mam Entrepreneur Moosnamen ergraff, fir ze verhënneren, datt Sickerwaasser direkt an d'Sauer konnt lafen. Bis d'Leitung gefléckelt war, ass d'Sickerwaasser ofgepompelt ginn a mat enger Vidangeuse direkt op d'Klärkanal gefouert ginn. Wéinst deem Virfall gouf et och eng Réunioun vun deenen zwee Gemengesyndikater Siderc a Siden, zesumme mat den zoustänneg Verwaltungen, der Forstverwaltung an der Waasserwirtschaftsverwaltung, sou wéi der Gemeng lerpeldeng.

Et ass net kloer, wéi vill Sickerwaasser an d'Sauer gelaf ass, et sinn allerdéngs Analysë gemaach ginn, déi net drop schlësse loosse, datt e Problem fir d'Flora an d'Fauna vun der Sauer bestanen hätt.

Et wier verfréit a spekulativ, sech zu dësem Zäitpunkt iwwer d'Responsabilitéiten, déi zu dësem Zwëschefall gefouert hunn, ze prononcieren. Et ass allerdéngs esou, datt all Entrepreneur fir esou Situatiounen versécher ass.

### Question 3111 (2.2.2009) de M. Marco Schank (CSV) concernant l'accès Internet des forces de police:

Sauf erreur, les forces de police du Grand-Duché de Luxembourg ne peuvent accéder qu'à certains sites Internet. Or, un tel accès limité a bien évidemment des inconvénients. Les forces de police sont dans l'impossibilité d'effectuer des recherches plus poussées, ce qui peut entraver leurs missions de recherche et d'enquête.

Ils ne peuvent par exemple pas accéder à Facebook ou au moteur de recherche Google, alors qu'un tel accès est possible à partir de leurs ordinateurs privés. Il ne s'agit que de deux exemples parmi tant d'autres. Si la protection des données personnelles s'oppose à ce que les forces de police aient un accès à toutes les données privées sans distinction aucune, elle ne saurait expliquer pourquoi les forces de police se voient refuser un accès Internet généralisé.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice,

1. si le Gouvernement est au courant de la problématique que le soussigné vient de décrire,

2. s'il n'estime pas utile de mettre à la disposition des forces de police tous les outils nécessaires et adéquats afin qu'elles puissent ac-

complir leurs missions correctement, notamment par le biais d'un accès Internet généralisé.

3. En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement préconise de prendre en l'espèce?

**Réponse (20.3.2009) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Le réseau Intranet de la police permet à tout fonctionnaire de la Police grand-ducale un accès direct à des sites informatiques constituant un intérêt particulier pour ses besoins professionnels. Par ailleurs, et afin de garantir la sécurité du réseau informatique de l'administration, la Police grand-ducale a déployé des solutions Internet sous forme de machines dites «stand alone» pour les unités opérationnelles.

À moyen terme, il est envisagé de mettre en place une nouvelle plateforme de sécurité permettant un accès généralisé aux applications de recherche à partir des ordinateurs reliés au réseau de la police. Le système des «stand alone» sera alors appelé à disparaître.

Le Gouvernement est pleinement conscient de l'importance de l'accès rapide de la police à des réseaux d'informations rapides et performants et continue à veiller au développement des moyens informatiques mis à la disposition de la Police grand-ducale.

### Question 3120 (5.2.2009) de M. Alexandre Krieps (DP) concernant le chômage:

En cette période de crise nous nous trouvons malheureusement confrontés à une situation délicate sur le marché de l'emploi. Des licenciements touchent en ce moment avant tout des frontaliers, chiffres qui ne se trouvent cependant pas répertoriés dans les statistiques du chômage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Combien de déclarations d'entrée ont été enregistrées à la Sécurité sociale au cours des douze derniers mois?

- Combien de déclarations de sortie ont été enregistrées à la Sécurité sociale au cours des douze derniers mois?

- Combien de déclarations d'assurance volontaire ont été enregistrées à la Sécurité sociale au cours des douze derniers mois?

- Combien de ces déclarations sont attribuables aux pertes d'emploi?

- Quelles sont les proportions respectives de résidents et de non résidents affectés par les pertes d'emploi?

**Réponse commune (17.3.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Le tableau ci-après reprend, mois par mois, l'évolution des déclarations d'entrée et de sortie enregistrées par le Centre commun de la Sécurité sociale en 2008:

| Entrées        | Sorties |
|----------------|---------|
| Janvier 37.136 | 27.040  |
| Février 30.927 | 31.459  |
| Mars 36.823    | 32.499  |
| Avril 33.647   | 33.042  |
| Mai 32.727     | 30.843  |
| Juin 39.192    | 35.475  |

|                  |         |
|------------------|---------|
| Juillet 45.753   | 39.376  |
| Août 36.584      | 44.811  |
| Septembre 43.810 | 38.619  |
| Octobre 36.387   | 35.690  |
| Novembre 29.336  | 28.076  |
| Décembre 25.260  | 35.786  |
| TOTAL 427.582    | 412.716 |

Le nombre d'assurances volontaires actives s'élève à 9.107 au 1<sup>er</sup> janvier 2008 et à 9.116 au 31 décembre 2008.

Le Centre commun de la Sécurité sociale ne saurait fournir d'indication sur la question de savoir dans quelle mesure les déclarations de sortie sont attribuables à des pertes d'emploi ou correspondent à des départs volontaires.

Dans ce contexte, il convient de relever qu'il résulte de l'analyse mensuelle faite par le comité de conjoncture que les effets de la crise économique et financière se manifestent de façon concrète depuis le mois de décembre 2008. Cette constatation trouve confirmation dans l'évolution du nombre de demandes de chômage partiel soumises à l'avis du comité de conjoncture depuis lors:

|                 |                 |
|-----------------|-----------------|
| décembre 2008 : | 58 entreprises  |
| janvier 2009 :  | 100 entreprises |
| février 2009 :  | 76 entreprises  |
| mars 2009 :     | 114 entreprises |

La situation du marché de l'emploi en général a évolué en conséquence. Au 30 novembre 2008, l'ADEM a enregistré 10.801 demandeurs d'emploi, soit un taux de chômage de 4,7%. Depuis lors, cette tendance à la hausse s'est accentuée pour atteindre fin janvier 2009 le chiffre de 12.798 demandeurs d'emploi, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,5%. Cette augmentation significative des demandeurs d'emploi concerne donc, et c'est important de le souligner, les résidents et non pas les frontaliers qui ne figurent pas dans les statistiques nationales. Et ceci tout à fait normalement alors qu'au numérateur de la fraction servant au calcul du taux de chômage ne figure évidemment pas non plus la population dite active de la Grande Région. Si on voulait en effet faire figurer les frontaliers dans le taux de chômage, il faudrait logiquement faire figurer dans la population active celle de la Grande Région. Il en résulterait que le taux de chômage diminuerait. Il est donc faux de dire que les frontaliers seraient en premier lieu touchés par la crise économique.

En ce qui concerne maintenant la situation des frontaliers au Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu de signaler qu'en 2008, l'ADEM a établi en moyenne 1.180 attestations E301 par mois. Ici également, on enregistre une évolution négative depuis le mois d'octobre 2008, ce qui se traduit de la façon suivante:

|                 |            |
|-----------------|------------|
| octobre 2008 :  | 1.390 E301 |
| novembre 2008 : | 1.552 E301 |
| décembre 2008 : | 1.642 E301 |
| janvier 2009 :  | 1.651 E301 |

Il faut toutefois apprécier les chiffres prémentionnés à leur juste valeur. Si en janvier 2009, l'ADEM a délivré 1.651 formulaires E301, cela ne signifie pas qu'il s'agit au net de 1.651 licenciements ou chômeurs. En effet, dans la plupart des cas il s'agit d'intérimaires qui à chaque fin de mission de courte durée se présentent à l'ADEM pour toucher de nouveau un formulaire E301. Notamment la France demande pour chaque occupation de courte durée ce formulaire, de sorte qu'en pratique l'ADEM délivre souvent pour le même travailleur frontalier plusieurs E301 par mois.

Il résulte de ces développements qu'il ne peut être question de discrimination envers les frontaliers.

### Question 3122 (5.2.2009) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le rapport du comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice:

Selon mes informations, le comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice vient d'adresser un rapport final de 18 pages (annexes incluses) à Monsieur le Ministre de la Justice. Il semble que ce rapport contient de nombreuses doléances émanant des différentes instances judiciaires installées dans les nouveaux bâtiments de la cité judiciaire, comme, par exemple, la taille inadaptée des salles d'audiences, le mauvais agencement des bureaux des magistrats et des greffiers ou encore les problèmes d'aération et d'acoustique dans les bureaux installés du côté de l'atrium.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Messieurs les Ministres ont-ils déjà pris connaissance du rapport du comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice?

- Par quelles mesures et dans quels délais Messieurs les Ministres entendent-ils réaliser les travaux nécessaires afin d'assurer un bon déroulement des services judiciaires concernés?

**Réponse commune (23.3.2009) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Monsieur le Député Xavier Bettel souhaiterait avoir quelques précisions sur le rapport final du comité d'accompagnement du déménagement des services de la Justice.

Il y a lieu de préciser préalablement que ledit rapport a été établi sur requête du Ministère des Travaux publics qui a demandé aux services de la Justice de rapporter toutes leurs remarques sur les nouvelles infrastructures.

Entre-temps, cette liste des travaux préconisés par le comité d'accompagnement en vue d'une adéquation optimale des nouveaux bâtiments de la Cité judiciaire aux besoins actuels des services de la Justice a été remise au département des Travaux publics.

En outre, une première entrevue avec les responsables de ce comité, les services de l'Administration des Bâtiments publics et les bureaux d'architectes et d'ingénieurs a eu lieu en janvier 2009 ayant eu pour but l'analyse des desiderata des services de la Justice quant à leur faisabilité technique et aux coûts financiers en découlant.

En ce qui concerne les mesures et les délais de la réalisation des travaux nécessaires, ont été discutées et fixées lors de la réunion précitée les priorités des différents travaux de réaménagement à réaliser.

En ce qui concerne d'une part le nombre et la taille des salles d'audience, il a été décidé de transformer le local de la cafétéria au rez-de-chaussée du Tribunal d'arrondissement en salle multifonctionnelle pouvant également être utilisée comme salle d'audience supplémentaire.

D'autre part, les bureaux et locaux des juges d'instruction dans ce même bâtiment seront équipés d'une installation de ventilation afin d'améliorer le confort des utilisateurs.

Les études visant à répondre à ces deux demandes prioritaires sont actuellement en cours. Les travaux qui s'ensuivent seront entamés dans les meilleurs délais et achevés, dans la mesure du possible, pour la rentrée judiciaire de septembre 2009. Toutefois, il est à noter que ces travaux nécessiteront des durées d'intervention importantes, étant donné qu'il s'agit de travaux d'envergure qui, en grande partie, ne pourront être exécutés qu'en dehors des heures de bureau afin de minimiser les inconvénients pour les utilisateurs.

Enfin, les autres doléances exprimées dans le rapport final du comité d'accompagnement sont actuellement en cours d'analyse sur leur faisabilité technique et sur leur impact budgétaire ainsi que sur les délais inhérents à leur réalisation.

À rappeler d'ailleurs dans ce contexte qu'à moyen terme, le bâtiment des Archives nationales est prévu d'être intégré dans la conception du site de la Cité judiciaire en permettant ainsi aux responsables de la Justice d'y déloger l'un ou l'autre service, respectivement de disposer d'une réserve supplémentaire en surfaces.

## Question 3128 (9.2.2009) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le congé pénal:

Il me revient qu'une personne bénéficiant d'un congé pénal ne se serait pas représentée au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) et qu'elle aurait été arrêtée par le plus grand des hasards à la suite d'un feu dans un garage. D'après mes informations, cette personne aurait été condamnée à 25 ans de prison et aurait déjà bénéficié d'un congé pénal après cinq ans.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de munir les détenus d'un bracelet électronique lors de l'octroi des premiers congés pénaux?

## Réponse (13.3.2009) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

1. Le 6 février 2009, un détenu, condamné à une peine de réclusion de 25 ans et détenu depuis septembre 1999, a fait une fugue lors d'un congé pénal qui lui fut accordé par décision de la commission pénitentiaire. La personne a été arrêtée depuis.

Au moment des faits, l'intéressé était accompagné par son agent de probation du SCAS.

Le congé avait été accordé pour une demi-journée suite à la demande de l'intéressé et sur avis favorable du comité de guidance du CPL.

2. Le bracelet électronique est un instrument qui se prête mal pour les détenus bénéficiant des premiers congés pénaux.

Dans la grande majorité des cas, les premiers congés sont accordés pour une seule journée, voire même, comme ce fut le cas en l'espèce, pour une demi-journée.

Le bénéficiaire du congé peut être autorisé à séjourner chez lui ou à se déplacer à différents endroits: se rendre auprès de ses parents, visiter un ami à l'hôpital, se rendre

sur la tombe d'un proche décédé, régulariser ses papiers.... L'objet du congé peut être multiple et s'inscrit dans le cadre d'un programme de réinsertion sociale.

Souvent, ces premiers congés se font en compagnie d'un agent social (agent du SPSE ou du SCAS) qui accompagne le détenu dans son milieu familial ou l'assiste dans ses différentes démarches pour lesquelles le congé a été accordé.

Le placement sous surveillance électronique, utilisé actuellement en tant que mesure de substitution à l'emprisonnement, implique la fixation d'un bracelet sur la personne qui bénéficie de la mesure, de même que l'installation d'un récepteur au lieu où se trouve le détenu.

Dans les cas où le congé comprend des déplacements à différents endroits, un récepteur serait à installer à un endroit fixe qui ne peut tenir compte des différents déplacements sur toute la durée du congé pénal.

L'objectif d'un congé pénal est donc, dans bien des cas, incompatible avec la finalité de la surveillance électronique qui est celle de remplacer l'emprisonnement par une assignation à domicile (home arrest).

## Question 3130 (9.2.2009) de Mmes Anne Brasseur (DP) et Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) et MM. François Bausch (DÉI GRÉNG), Xavier Bettel (DP) et Paul Helminger (DP) concernant le centre d'accueil pour personnes toxico-manes:

Lors des discussions du 10 octobre 2007 à la Chambre des Députés relatives à l'amélioration et à la décentralisation des structures d'accueil pour personnes toxico-manes et à l'implantation d'un foyer d'accueil à Bonnevoie, Monsieur le Ministre a partagé la vue selon laquelle l'implantation d'une telle structure ne peut se limiter au seul territoire de Luxembourg-ville, le problème de la toxicomanie touchant également les régions du Nord (Ettelbruck) et du Sud (Esch/Alzette). Par voie d'une motion, la Chambre des Députés avait invité le Gouvernement à instaurer dans les meilleurs délais des centres d'accueil à Esch/Alzette et à Ettelbruck.

Alors que la Ville de Luxembourg est en train de remplir à la lettre ses engagements, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Où en est l'instauration de tels centres d'accueil à Esch/Alzette et à Ettelbruck?

- Quelles seraient les raisons pour d'éventuels retards quant à l'instauration de tels centres d'accueil à Esch/Alzette et à Ettelbruck?

## Réponse (13.3.2009) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Tout d'abord j'aimerais informer les honorables Députés qu'il existe actuellement des structures d'accueil pour personnes toxico-manes à Luxembourg-ville, à Esch/Alzette et à Ettelbruck. Je signale également que l'offre de prise en charge pour ces mêmes personnes a pu être sensiblement améliorée grâce à l'attribution de nouveaux locaux notamment à l'antenne d'Esch/Alzette de la Fondation Jugend- an Drogenhëllef dans le cadre de la convention signée avec mon Ministère.

En ce qui concerne les offres en foyers d'accueil, j'ai précisé à plusieurs reprises que les discussions avec la Ville d'Esch/Alzette sont en cours et que les plans architecturaux pour l'implantation de l'offre en question sont finalisés. Rien ne s'oppose donc à la réalisation de ce projet porté par la Ville

d'Esch/Alzette, le Ministère de la Famille et mon Ministère.

L'objet de la décentralisation des offres de prise en charge est l'augmentation de la disponibilité et de l'accessibilité de ces mêmes offres et d'éviter par là même les surcharges locales ou régionales.

Les discussions avec la Ville d'Esch/Alzette devront continuer et s'appuieront sur l'expérience acquise dans le cadre du fonctionnement des structures à Luxembourg-ville. Je suis confiant toutefois qu'une solution qui place les bénéficiaires au centre de nos intérêts pourra être trouvée avec la Ville d'Esch/Alzette, dont les responsables politiques m'ont confirmé leur appui pour la réalisation d'une offre complète sur leur territoire.

## Question 3135 (10.2.2009) de M. Claude Adam (DÉI GRÉNG) concernant le stage pédagogique donnant accès à la fonction de professeur:

D'après nos informations, il est prévu que le stage pédagogique permettant l'accès à la fonction de professeur s'ouvre non seulement aux titulaires d'un master qui correspond à la branche que l'aspirant se destine à enseigner, mais aussi aux titulaires d'un master dans le domaine des sciences de l'éducation. Dans ce dernier cas, il faudrait d'abord avoir obtenu le grade de bachelor dans une spécialité correspondant à une branche enseignée dans nos lycées classiques ou techniques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Si nos informations sont correctes, quand est-ce que cette nouvelle mesure entrera en vigueur?

- Quelles seront les conséquences pour le stage pédagogique des aspirants professeurs? Les modalités de l'examen concours de recrutement au stage pédagogique seront-elles adaptées aux particularités spécifiques des différents certifications?

## Réponse (17.3.2009) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Pour tenir compte des modifications du Processus de Bologne, la législation luxembourgeoise réglant l'accès au professorat doit être adaptée. Voilà pourquoi un projet de loi vient d'être déposé à la Chambre des Députés qui prévoit notamment que les professeurs de lettres ou de sciences, les professeurs de sciences économiques et sociales, les professeurs de sciences de l'enseignement secondaire technique, les professeurs d'éducation artistique, les professeurs d'éducation musicale, les professeurs d'éducation physique, les professeurs de formation morale et sociale et les professeurs de doctrine chrétienne doivent dorénavant être détenteurs d'un diplôme de bachelor dans la spécialité requise ainsi que d'un diplôme de master dans la même spécialité ou en didactique.

Cette nouvelle mesure prendra ses effets à la date de la mise en vigueur du projet de loi précité. Toutefois, une disposition transitoire prévoit que les candidats ayant acquis les diplômes, grades et certificats visés par l'ancien article 4 de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique continuent à être admissibles aux examens concours de recrutement après l'entrée en vigueur du projet de loi précité à condition que lesdits diplômes,

grades et certificats aient été obtenus avant le 31 décembre 2012.

Il n'est pas à exclure que ces nouvelles dispositions aient des répercussions sur les modalités des concours de recrutement et le stage pédagogique. Toutefois, aux universités de nos pays voisins ainsi qu'à l'Université du Luxembourg, la manière d'appliquer les critères de Bologne aux études du professorat ainsi que l'élaboration de masters ad hoc sont encore en pleine discussion. Il est donc difficile de dire actuellement quelles seront les modifications éventuelles à apporter aux concours de recrutement et au stage pédagogique, qui devront rester compatibles avec les formations offertes aux universités étrangères et luxembourgeoises.

## Question 3137 (11.2.2009) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la création récente de l'Université de la Grande Région:

Durant le mois de décembre 2008, les universités de Sarrebruck, de Metz, de Liège, de Luxembourg et de Nancy ont signé une convention de partenariat établissant les fondements de l'Université de la Grande Région (UGR). Les universités de Kaiserslautern et de Trèves souhaitent y adhérer aussi.

Cette nouvelle entité du domaine de l'enseignement supérieur n'entend pas attirer des étudiants et des professeurs de la Grande Région, mais au contraire rayonner au-delà des frontières.

Elle se qualifie université virtuelle et veut approfondir la coopération transfrontalière dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche et ceci selon les critères de la stratégie de Lisbonne 2010. Elle plaide pour la mobilité des chercheurs et des doctorants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quels sont les domaines à travers lesquels l'Université du Luxembourg s'intègre dans l'Université de la Grande Région?

- Quelle est la répercussion sur la Charte de Coopération Universitaire Luxembourg-Sarre-Lorraine créée le 25 octobre 1984?

- Quelles sont les étapes du lancement de cette nouvelle université?

## Réponse commune (16.3.2009) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire N°3137 de Monsieur le Député Marcel Oberweis relative à l'Université de la Grande Région.

Le projet de l'Université de la Grande Région est un projet qui est mené dans le cadre de la Coopération territoriale européenne (Interreg Iva) par les partenaires suivants: l'Université de Liège, l'Université du Luxembourg, l'Université Paul Verlaine de Metz, l'Université Henri Poincaré Nancy 1, l'Université Nancy 2 et l'Université de la Sarre. Les universités de Trèves et de Kaiserslautern y sont associées comme partenaires méthodologiques.

Le projet veut jeter les bases d'un espace commun de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation par la mise en pratique des objectifs suivants:

1. développement d'outils de marketing communs en vue d'une représentation extérieure commune;

2. augmentation de la mobilité des étudiants et des enseignants;

3. mise en réseau des offres de cursus et développement de nouveaux cursus communs;

4. coopération étroite dans la formation doctorale et intensification de la coopération transfrontalière dans la recherche;

5. ouverture vers l'interface université/entreprise et vers les écoles.

La durée du projet est de 42 mois incluant une première phase de préparation d'une durée de six mois (en cours) et une phase ultime d'évaluation d'une durée de six mois. Le projet est organisé autour de cinq modules, chaque module étant géré par deux partenaires. L'Université du Luxembourg intervient dans les modules n°2 (mobilité) et n°4 (formation doctorale).

Le projet est complémentaire à la Charte de Coopération Universitaire Luxembourg-Sarre-Lorraine créée le 25 octobre 1984.

## Question 3138 (11.2.2009) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant le parc automobile:

De Lëtzebuurger Stat ass amgaangen ze versichen op eng löblech Aart a Weis d'Wirtschaftskris ofzewenden, andeems hien ënner anerem Investissementer an de Fierparke vu private Persounen an och Geschäftspersounen fördere wëll.

Car-e a Car-e-Plus sinn dobäi déi bekannte Fördermoossnamen.

Den Ëmwelteffekt wäert duerch d'Förderung vum Kaf vun ökologesch ausgerichte Gefierer mëttel- a laangfristeg gewëss sinn.

A wéi engem Mooss de Lëtzebuurger Stat an d'Gemenge selwer als Besëtzer a Bedreiwler vun Autoen a Laaschkraaftween mat dem gudde Besipill virginn, ass net kloer ersichtlech.

Kann den Här Ëmweltminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Gëtt et beim Stat e Budget fir de Fierpark vum Stat an de Gemengen elo konsequent op méi Ökologie ze trimmen?

2) Wéi eng Gefierer wiere vun dëser Moossnam betraff?

3) Wivill Sue wiere fir esou Moossname virgesinn an iwwe wat fir eng Period?

4) A wat fir engem Mooss géifen d'Gemenge staatlech ënnerstëtzen, wa se hire Fierpark mat ökologesch ausgerichte Gefierer ernieren?

5) Wivill Kuelestoffemissionen kënnen duerch esou eng Initiativ verringert ginn?

6) Wéi steet et mat de Busser, déi fir de Stat am Kader vun Ofkomme mat privaten Entreprisé fueren?

7) Missten dës Busser net och prooperen - schwiefelaarmen - Premiumdiesel tanken oder bleift et hinne fräigestallt bis op weideres dee méi bëllegen, dofir awer méi ëmweltschiedleche Standarddiesel ze benotzen?

8) Gëtt et aktuell oder zukünfteg Rekommandatioune vum Stat, fir dass am öffentlechen Transport, souwuel fir déi staatlech, déi kommunal, wéi och fir déi privat Transporteuren nëmmen nach dee schwiefelaärmste Mazout, deen et um Maart gëtt, benotzt gëtt?

9) Gëtt dru geduecht, fir an der noer Zukunft just nach nëmmen an exklusiv deen schwiefelaärmste Mazout op de Lëtzebuurger Tankstellen unzëbidden?

## Réponse (17.3.2009) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Aly Jaerling, j'ai l'honneur de vous confirmer que les aides fi-

nancières pour la promotion des voitures à personnes à faibles émissions de CO<sub>2</sub> sont en effet réservées aux personnes physiques ainsi qu'aux personnes morales de droit privé. Les voitures à personnes immatriculées au nom de l'État et des communes ne sont pas concernées par ce régime de subventions. Ce sont d'ailleurs ces mêmes véhicules qui sont exonérés de la taxe sur les véhicules routiers. Entre autres dans un souci de limiter les charges administratives, il a été jugé peu opportun que l'État accorde des subventions respectivement exige des taxes pour les voitures immatriculées au nom de ses propres administrations ainsi que des communes.

Néanmoins, il est prévu que le Ministère de l'Environnement élabore, en concertation avec le Ministère des Travaux publics, une circulaire avec des critères, tels que des valeurs d'émissions maximales, à intégrer dans les cahiers des charges des marchés publics pour l'acquisition de véhicules neufs.

Quant aux autobus, j'attire votre attention sur le règlement grand-ducal du 24 octobre 2008 par lequel des aides financières ont été instaurées pour les entreprises ayant acquis des autobus respectant les valeurs limites des émissions de gaz polluants, de particules polluantes et de fumées de la norme dite «Euro V».

Pour ce qui est des questions de l'honorable Député se rapportant à la qualité du carburant utilisé par ces autobus, je tiens à préciser que, conformément à l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 21 février 2000 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel, la commercialisation du carburant diesel dont la teneur en soufre maximale dépasse les 10 mg/kg est interdite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Le diesel à très faible teneur de soufre (encore désigné comme «diesel sans soufre») est commercialisé depuis longtemps dans les stations de service luxembourgeoises. Les mesures effectuées par l'Administration de l'Environnement montrent d'ailleurs un recul net de la concentration de soufre dans l'atmosphère au cours des dernières années; un besoin d'action imminent n'existe dès lors pas.

**Question 3140** (11.2.2009) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant la **recherche au Luxembourg**:

Säit jeehier si Lëtzebuenger an d'Ausland gaangen, fir do ze studéieren, an eng ganz Rei vun hinne sinn an der Fuerschung tätég ginn a goufen unerkannte Capacitéiten an hirem Beräich.

Eng Rei vun dëse Lëtzebuenger Résidenté sinn aus ënnerschiddleche Grënn am Ausland bliwwen, fir do ze liewen an ze schaffen.

Menges Wëssens no, hu mer virun ongeféier zéng Joer ugefaangen ze versichen, fir dës héich qualifiéiert Leit erëm heem ze huelen, fir datt se hir Capacitéit an den Déngscht vun der Lëtzebuenger Fuerschung stelle kënnen.

Kann den Här Héichschoul- an Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

- 1) Wat hunn déi eenzel Mesuré vun der Regierung iwwert déi lescht zéng Joer bruecht, fir am Ausland etabléiert Lëtzebuenger Fuerscher zréck op Lëtzebuerg ze bewegen?
- 2) Sinn effektiv Fuerscher zréck komm, a wivill?
- 3) Sinn dës Fuerscher, déi zréck-komm sinn och bliwwen, wa jo, wéi laang?
- 4) A wéi enge Strukture sinn déi Fuerscher ënnerbruecht?
- 5) Waren et éischter öffentlech Fuerschungsinstituter, Universitéit oder Privatwirtschaft?

6) A wéi enge Positione sinn dës Fuerscher etabléiert ginn, Direktioun, Management oder einfach nëmmen als Fuerscher?

7) Wéi ass d'Zefriddenheet vun eise Fuerscher heiheem, gëtt et doriwuer Ënnerlage respektiv d'Iddi fir eng Etüd doriwuer ze maachen?

8) Wat huet den ATTRACT-Programm vum FNR bis elo bruecht?

9) Wat ass de Profil vun de Fuerscher, déi bis elo och am Kader vum ATTRACT-Programm zu Lëtzebuerg ugesiidel sinn?

10) A wéi enge Beräicher sinn dës Spezialisten tätég?

11) Entsprechen déi Fuerschungsprofilen och deenen, déi mer effektiv sichen an dréngend hei am Land brauchen?

**Réponse** (20.3.2009) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Iwwert déi leschten 10-15 Jore sinn eng ganz Rei Lëtzebuenger Fuerscher aus dem Ausland zréck op Lëtzebuerg komm. Si koumen an de CRPen, an zanter der Grënnung vun der Uni Lëtzebuerg, och verstärkt bei der Uni ënner. Heibäi hunn dacks Projeten am Kader vun de Bourses de formation-recherche gehollef, well dës Projete vun Unkank un an Zesummenarbecht mat de Lëtzebuenger Institutionen opgestallt goufen. Déi Fuerscher leeden elo hei eenzel Projeten oder och ganz Laboratoire. Verschiddener vun hinne sinn an der Tëschenzäit op leedend Positionen an der Privatwirtschaft oder a staatlechen Administrationen gewieselt.

Leider leie bis elo keng genee an ausféierlech Statistiken iwwert d'Mobilitéit am Kontext vun der Lëtzebuenger Fuerschungslandschaft vir; et gëtt awer dru geduecht, fir esou Statistiken an Zukunft ze erstellen.

No de méi strukturelle Moossnamen am Fuerschungsberäich an de leschte Joren, opgrond vun de Recommendationen vun der OCDE, läit d'ës Joer den Akzent op de Fuerscher selwer. Dobäi kommen esou Aspekter ewéi Aarbechtskonditione an Berufsperspektiven zum Droen. D'Zil ass et Moossnamen ze developpéieren a konkret Aktiounen ze plangen, déi garantéieren sollen, dass mir och an Zukunft genuch Fuerscher a Fuerscherinnen hu fir de Lëtzebuenger Fuerschungssystem nohalteg weiderzuentwéckelen.

Bei dem Programm ATTRACT vum FNR geet et dorëm, jonk Fuerscher aus dem Ausland op Lëtzebuerg ze bréngen, déi an engem vun eise CRPen oder der Uni, idealerweis, hir eegestänneg Fuerschungsgrupp op d'Bee stellen, déi sech an déi besteend Strukturen integréiert. Viraussetzung ass et en exzellente Fuerschungsprojete ze proposéieren an d'Potential opzeweisen, fir déi Fuerschung erfollegräich am Lëtzebuenger Kontext ëmzesetzen.

Bis elo konnt iwwert de Programm ATTRACT ee Fuerscher op der Uni Lëtzebuerg rekrutéiert ginn. Den Dr. Phillip Dale schafft an enker Kollaboratioun mat dem Professor Susanne Siebentritt am Domän vun der Photovoltaik. Am zweeten Appel aux candidatures vun ATTRACT huet leider kee vun de Kandidaten den héije Bewäertungskritären entsprochen an dofir huet de FNR decidéiert, kee Kandidat unzuelen.

Den Dr. Dale konnt schonn a sengem éischte Joer zu Lëtzebuerg déi an hie gesaten Erwaardunge voll a ganz erfüllten hien huet zousätzlech Doktorande rekrutéiert an eng Rei vun internationale Kollaboratiounen etabléiert.

Doduerch dass bei enger ATTRACT-Kandidatur och den Accord vun enger Lëtzebuenger Institution muss virleien, déi dee Kan-

didat wäert ophuelen, ass sécher-gestallt, dass op deem Wee Leit mat Profiler rekrutéiert ginn, déi och gebraucht ginn.

Ech wëll awer och nach ënnersträichen, datt Lëtzebuerg nëmmen an e puer Fuerschungssparten, do awer ganz aktiv wëllt ginn. Net all Lëtzebuenger Fuerscher am Ausland wäert also och d'Méiglechkeet kréien, op Lëtzebuerg zréck-zekommen. Dofir wëlle mir jiddwer Lëtzebuenger mat Zäiten dropp hiweisen, a wat fir engen Domäne mir aktiv sinn a ginn.

**Question 3141** (11.2.2009) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant l'**imposition en matière de succession et de mutation**:

Le taux d'imposition en matière de succession et de mutation par décès est un taux progressif, c'est-à-dire qu'il varie avec l'importance de la part recueillie par chaque héritier, légataire ou ayant droit.

Il comprend deux éléments, à savoir:

- a) un taux de base établi d'après la parenté entre le défunt et son successeur,
- b) une majoration opérant par dixièmes suivant un barème précis dont le dernier date du 13 juin 1984 respectivement du 1<sup>er</sup> août 2002.

Or, les montants des différentes tranches de ce barème n'ont plus été adaptés depuis le 13 juin 1984. Comme notamment la valeur des immeubles a nettement explosé depuis cette adaptation, la charge fiscale des droits de succession et de mutation a sensiblement augmenté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Vu la flambée des prix sur le marché immobilier, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une adaptation du barème s'impose? Dans l'affirmative, comment et dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il adapter le barème en question?

**Réponse** (16.3.2009) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

Monsieur le Député Fernand Etgen s'enquiert si en vu de la flambée des prix sur le marché immobilier une adaptation du barème en matière de succession et de mutation par décès s'impose.

Le Gouvernement n'a pas prévu une telle adaptation dans l'immédiat.

**Question 3145** (12.2.2009) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **fusion des sociétés Cegedel, Saar Ferngas et Soteg**:

La fusion des trois sociétés vise à garantir la sécurité de l'alimentation du Luxembourg en gaz et en électricité à des prix raisonnables. Se pose cependant un certain nombre de questions notamment au niveau des contrats existants entre les exploitants d'installations photovoltaïques de 0,4 kV respectivement de parcs éoliens de 20 kV et la société Cegedel.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quel va être l'impact de la fusion sur les différents contrats entre particuliers et la société Cegedel?
- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur le plan de remplacement de deux éoliennes à Schlindermanderscheid et la mise en marche d'une éolienne supplémentaire à Lausdorn dans la commune de Heinerscheid?

**Réponse** (20.3.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la fusion des sociétés Cegedel, Saar Ferngas et Soteg, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la première question, il y a lieu de souligner que la fusion n'aura pas d'impact sur les contrats entre particuliers et Cegedel. Ces contrats seront repris par NewCo, d'autant plus que les éléments à la base de ces contrats sont fixés par règlement grand-ducal et ne peuvent donc être abrogés. Il s'agit notamment de contrats de fourniture de courant en relation avec des installations photovoltaïques ou d'autres énergies renouvelables.

En ce qui concerne la question concernant les installations éoliennes dans la commune de Putscheid, je ne détiens pas d'informations concrètes. Selon les informations des responsables de Cegedel et SEO, des pourparlers ont été engagés pour définir le sort des installations et du site en question.

Concernant la planification d'une éolienne à Lausdorn, les responsables de la société SEO m'ont renseigné sur demande qu'ils sont effectivement en train de sonder les possibilités pour l'extension du parc éolien de Heinerscheid par une nouvelle éolienne à installer sur le territoire de la commune de Lausdorn, initiative qui se trouverait actuellement dans le stade des discussions avec l'Administration de l'Environnement sur la procédure d'autorisation.

**Question 3146** (13.2.2009) de **M. Félix Braz** (DÉI GRENG) concernant l'**évacuation des voitures abandonnées**:

Les responsables communaux sont régulièrement confrontés au problème du stationnement prolongé de voitures privées abandonnées sur des surfaces publiques ainsi que sur des surfaces privées ouvertes au public (comme par exemple auprès des gares CFL). Souvent ces voitures se trouvent dans un état délabré et posent un problème de sécurité ainsi qu'un problème environnemental.

Suivant nos informations, la situation juridique en relation avec l'évacuation des lois en vigueur ne serait pas claire, de sorte que la solution du problème, à savoir l'évacuation de ces voitures s'avère souvent difficile.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part du Ministre de la Justice:

- Quelles sont les bases légales qui permettent aux responsables communaux et nationaux de réagir en relation avec les voitures abandonnées qui sont stationnées sur les surfaces susmentionnées?
- Qui fait le constat d'une voiture abandonnée?
- Quelle instance est en charge pour organiser l'évacuation de la voiture abandonnée?
- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis qu'une modification des lois en vigueur pourrait résoudre les problèmes en relation avec la durée des procédures?

**Réponse** (23.3.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

L'article 10 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur les voies publiques fixe les conditions qui permettent de considérer une voiture comme abandonnée (plus d'un mois d'affilée à un même endroit sur la voie publique respectivement huit jours sur les routes nationales en dehors des agglomérations ou les autoroutes). La Police grand-

ducale ainsi que les commissaires de district et certains fonctionnaires de la carrière du cantonnier de l'Administration des Ponts et Chaussées spécialement habilités peuvent constater et dresser procès-verbal. Les procès-verbaux sont transmis aux parquets compétents.

Pour les terrains privés, l'article 11 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles règlemente l'abandon de voitures. La Police grand-ducale ainsi que l'Administration des Eaux et Forêts et l'Administration des Douanes et Accises sont habilitées à constater les faits. Les procès-verbaux sont transmis aux parquets compétents.

Les véhicules abandonnés peuvent être mis en fourrière soit sur base du Code de la Route évoqué, soit sur décision du procureur d'État.

L'arsenal législatif me semble adapté aux besoins des autorités judiciaires ainsi que des administrations compétentes.

**Question 3152** (17.2.2009) de **M. Claude Adam** (DÉI GRENG) concernant les **classes francophones dans un lycée public**:

À plusieurs reprises, j'ai entendu des responsables du MENFP déclarer qu'au Luxembourg il était possible de faire des études secondaires dans une classe francophone dans un lycée public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions parlementaires suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quels lycées offrent actuellement une filière francophone de la 7<sup>e</sup> à la classe terminale?

- Est-ce que ces filières francophones sont ouvertes à tous les élèves ou existe-t-il des conditions qui régulent cet accès. Le cas échéant, quelles sont ces conditions?

- Combien d'élèves fréquentent actuellement une classe francophone dans une école publique luxembourgeoise?

**Réponse** (23.3.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Avant de répondre aux questions de l'honorable Député, il y a lieu de décrire les différents types de classes visant l'insertion des élèves nouvellement arrivés au pays dans notre système scolaire.

Depuis 1989, des classes spécifiques de l'enseignement secondaire technique accueillent les élèves qui arrivent au pays et qui n'ont pas les compétences langagières nécessaires pour intégrer une classe usuelle. L'objectif est de leur donner la possibilité d'acquérir les connaissances langagières indispensables à la poursuite d'une formation scolaire au Luxembourg.

Le terme «francophone», tel qu'il est usuellement employé, prête à confusion, parce qu'il recouvre plusieurs réalités. En effet, il s'agit de trois types de classes:

- les classes avec apprentissage intensif du français pour élèves nouveaux arrivants sans connaissances de français;
- les classes avec apprentissage intensif de l'allemand pour les élèves faisant preuve de connaissances du français, mais sans connaissances de l'allemand;
- les classes avec enseignement en langue française au lieu de l'allemand pour élèves avec peu ou

pas de connaissances de l'allemand.

Le terme «francophone» n'est pas non plus approprié pour désigner la population d'élèves inscrits dans les classes précitées. La plupart des élèves de ces classes sont des élèves récemment installés au Luxembourg. Au cours de ces deux dernières années, le CASNA, Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants du Ministère de l'Education nationale a accueilli environ 500 élèves de 12 à 18 ans par année. La majorité des élèves inscrits dans une classe d'accueil sont lusophones et non pas francophones: 75% des élèves proviennent du Portugal, du Cap-Vert ou du Brésil.

Le statut de ces classes a été définitivement arrêté par deux règlements grand-ducaux du 10 juillet 2003, portant sur les classes d'accueil et d'insertion ainsi que sur les classes à régime linguistique spécifique de l'enseignement secondaire technique. La loi du 31 juillet 2006 et les règlements qui en découlent ont introduit la formation menant au baccalauréat international dans l'enseignement secondaire classique.

Les différents types de classes sont les suivants:

#### a. Les classes d'accueil

Il existe un dispositif de classes d'accueil couvrant le pays, destiné à des élèves nouvellement arrivés au pays et ne maîtrisant pas les langues de scolarisation. L'élève est scolarisé, même s'il arrive au cours de l'année scolaire, dans une classe d'accueil et y apprend le français de manière intensive ainsi que le luxembourgeois. Il y reste pendant une année scolaire au plus, puis il est orienté vers une autre classe qui, le plus souvent, est une classe d'insertion.

#### b. Les classes d'insertion

Une classe d'insertion est une classe du cycle inférieur ou du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

Une classe d'insertion du cycle inférieur accueille des élèves qui ont acquis un bon niveau scolaire dans leur pays d'origine, mais qui ne maîtrisent pas ou peu les langues enseignées au Luxembourg. Ils y suivent le programme du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, plus un enseignement de langues adapté à leur situation:

- Les élèves qui ne maîtrisent pas le français lorsqu'ils arrivent au pays suivent un enseignement intensif en langue française (classes du type F) et aussi un enseignement du luxembourgeois. L'objectif est de les orienter vers une classe à régime linguistique spécifique du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique ou vers une classe internationale.

- Les élèves qui maîtrisent le français, mais non pas l'allemand, lorsqu'ils arrivent au pays suivent un enseignement intensif de la langue allemande (classes du type A) et aussi un enseignement du luxembourgeois. L'objectif est de les orienter vers une classe régulière du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique ou vers une classe internationale (bac international).

Les classes d'insertion du régime préparatoire visent l'apprentissage de la langue française et une initiation à la langue luxembourgeoise. L'objectif est d'orienter les élèves vers une classe à régime linguistique spécifique du cycle moyen ou encore vers une classe d'insertion du cycle inférieur.

Il existe également quelques classes spécifiques accueillant les élèves âgés de 16 à 18 ans, appelées classes d'insertion pour jeunes adultes (CLJA).

c. Les classes à régime linguistique spécifique

Aux cycles moyen et supérieur sont organisées des classes à régime linguistique spécifique pour toutes les divisions du régime technique, pour trois divisions du régime de la formation de technicien et pour un certain nombre de formations du régime professionnel. Ces classes se distinguent des classes régulières par la langue véhiculaire utilisée pour les branches non linguistiques, à savoir le français au lieu de l'allemand. Par ailleurs, dans les classes à régime linguistique spécifique du régime professionnel et dans quelques classes du régime de la formation de technicien il n'y a pas d'enseignement de l'allemand.

Dans les classes à régime linguistique spécifique du régime technique, les connaissances en langue allemande restent obligatoires, même si c'est à un niveau allégé. Le niveau atteint pour la langue allemande est spécifié sur le diplôme ou le certificat sanctionnant les études.

#### d. Les classes internationales

Les études menant au diplôme du Baccalauréat international sont offertes par 2000 lycées dans 125 pays du monde. Ce diplôme est reconnu par la loi luxembourgeoise comme équivalent au diplôme de fin d'études secondaires.

La formation comprend deux années de «bac international» proprement dites, en 2<sup>e</sup> et en 1<sup>e</sup>, précédées de deux ou trois années préparatoires qui s'étalent donc de la classe de IV<sup>e</sup> ou V<sup>e</sup> jusqu'en III<sup>e</sup>.

Dans les classes internationales, le français, l'anglais et l'allemand sont enseignés à des niveaux différents, l'élève devant faire valoir l'apprentissage des trois langues en vue de l'obtention du diplôme.

Les réponses aux questions posées sont les suivantes, pour l'année scolaire 2008-2009:

1. Lycées offrant actuellement une filière francophone de la 7<sup>e</sup> à la classe terminale:

Des classes d'accueil sont organisées dans les lycées suivants:

- Lycée technique de Bonnevoie à Luxembourg
- Lycée technique du Centre à Luxembourg
- Uelzecht-Lycée à Luxembourg
- Lycée technique Josy Barthel à Mamer
- Lycée technique d'Ettelbruck
- Nordstadlycée à Diekirch
- Lycée du Nord à Wiltz
- Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher
- Lycée technique d'Esch/Alzette
- Lycée technique Mathias Adam à Pétange
- Lycée technique Nic Biever à Dudelange

Des classes d'accueil pour jeunes adultes sont organisées dans les lycées suivants:

- Lycée technique «École de Commerce et de Gestion» à Luxembourg
- Lycée technique d'Esch/Alzette

Des classes d'insertion sont organisées dans les lycées suivants:

- Lycée technique du Centre à Luxembourg
- Lycée du Nord à Wiltz
- Lycée technique d'Esch/Alzette
- Lycée technique Mathias Adam à Pétange
- Nordstadlycée à Diekirch

Des classes à régime linguistique spécifique sont organisées dans les lycées suivants:

- Lycée technique de Bonnevoie (LTB) à Luxembourg

- Lycée technique du Centre (LTC) à Luxembourg

- Lycée technique pour Professions de Santé (LTSP) à Luxembourg

- Lycée technique hôtelier Alexis Heck (LTHAH) à Diekirch

- Nordstadlycée (NOSL) à Diekirch

- Lycée technique d'Ettelbruck (LTETT)

- Lycée technique d'Esch/Alzette (LTE)

- Lycée technique de Lallange (LTL) à Esch/Alzette

- Lycée technique Mathias Adam (LTMA) à Pétange

Les classes internationales sont organisées au Lycée technique du Centre pour le bac international en langue française et à l'Athénée pour le bac international en langue anglaise.

#### 2. Conditions d'accès

2.1. Les classes d'accueil et classes d'insertion

L'accès aux classes d'accueil et classes d'insertion est réglé par le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 portant institution de classes d'accueil et de classes d'insertion dans le cycle inférieur et le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

Sont admissibles à ces classes:

- les élèves issus d'une classe d'accueil de l'enseignement primaire;
- les élèves qui ont suivi des études à l'étranger et qui arrivent au pays à l'âge de 12 ans au moins;
- tout autre élève sur autorisation du Ministre.

2.2. Les formations en langue française

L'accès aux formations en langue française est réglé par le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 introduisant des classes à régime linguistique spécifique au régime technique, au régime de la formation de technicien et au régime professionnel de l'enseignement secondaire technique. Est admissible à une classe à régime linguistique spécifique l'élève qui est admissible à la classe usuelle correspondante, à condition que le conseil de classe émette un avis d'orientation pour une telle classe.

2.3. Le bac international

L'accès au bac international est réglé par le règlement grand-ducal du 9 mai 2008

1. autorisant le Lycée technique du Centre et l'Athénée de Luxembourg à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat International;

2. déterminant l'organisation des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat International.

L'accès aux classes préparatoires au Lycée technique du Centre est possible dans les conditions suivantes:

- très bonne maîtrise du français et bonne connaissance de l'anglais
- 5<sup>e</sup> classique réussie ou 9<sup>e</sup> théorique avec une moyenne > 45 points ou études à l'étranger reconnues comme équivalentes
- traitement individuel des dossiers et test d'admission

3. Nombre d'élèves inscrits dans une classe d'accueil, d'insertion, à régime linguistique spécifique ou préparant au bac international en langue française pour l'année scolaire 2008/2009, à la date du 15 novembre 2008:

Dénomination de la classe  
Nombre d'élèves inscrits  
Classe d'accueil 198

Classe d'insertion du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>) 385

Classe d'insertion du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>) avec enseignement de l'allemand 145

Classe d'insertion du régime préparatoire (7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>) 218

Classe à régime linguistique spécifique (10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>) 252

Classe internationale francophone (4<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>) 37

TOTAL 1238

Le nombre total d'élèves inscrits dans des classes d'accueil et d'insertion du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (7<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup>) est très élevé, à savoir 946 élèves pour l'année scolaire 2008/2009.

Ce chiffre est en augmentation régulière depuis plusieurs années et fait croître de façon significative la population scolaire de l'école publique luxembourgeoise en général.

#### Question 3157 (18.2.2009) de M. Claude Meisch (DP) concernant le Fonds National de Solidarité:

Le Fonds National de Solidarité (FNS) est un établissement public dont la principale mission est de venir en aide aux personnes en difficultés, afin de leur assurer des revenus suffisants. De ce fait, le Fonds est chargé de l'octroi des prestations telles le forfait d'éducation, l'allocation compensatoire, l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées, l'avance d'une pension alimentaire, l'allocation de chauffage et le revenu minimum garanti.

Au 31 décembre 2007 le nombre de ménages bénéficiaires de l'allocation complémentaire s'élevait à 7.455 contre 7.422 au 31 décembre 2006.

Dans ce contexte, et considérant les effets de la crise financière et économique, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quel est le nombre de ménages bénéficiaires de l'allocation complémentaire au 31 décembre 2008?

- Combien de personnes en difficultés bénéficient actuellement de l'aide du FNS?

- Quel est le pourcentage des bénéficiaires pour les différentes prestations?

- Peut-on constater un accroissement substantiel des personnes bénéficiaires depuis la crise financière et économique?

- Cette évolution a-t-elle tendance à s'accroître au cours des mois à venir?

#### Réponse (20.3.2009) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Le nombre de ménages bénéficiaires de l'allocation complémentaire au 31 décembre 2008 s'élève à 7.352.

Les personnes en difficultés bénéficiant actuellement de l'aide du Fonds National de Solidarité (FNS) sont pour:

a) l'allocation complémentaire: (au 1.3.2009) 7.365

b) l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées: (au 1.3.2009) 918

c) avance de recouvrement de pensions alimentaires: (au 1.3.2009) 365

d) l'allocation de vie chère: (au 1.3.2009) 1.345

e) l'allocation compensatoire:

(au 31.12.2008) 747

f) revenu pour personnes gravement handicapées:

(au 1.3.2009) 1.389

À l'heure actuelle, le Fonds National de Solidarité enregistre certes un nombre croissant de demandes en vue de l'obtention de l'allocation complémentaire ainsi que de l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées depuis le mois d'octobre 2008, mais cette augmentation de demandes ne se reflète cependant pas encore dans une proportion identique au niveau des attributions définitives de bénéficiaires.

#### Question 3158 (19.2.2009) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les indicateurs des prix immobiliers:

Selon un article publié récemment au quotidien «Tageblatt», le vice-président de la Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg aurait dénoncé l'absence d'un indicateur fiable des prix immobiliers au Luxembourg, sous-entendant par là que les indicateurs calculés trimestriellement par l'Observatoire de l'Habitat ne reflètent pas les prix réels pratiqués sur le marché immobilier national. Pire encore, les indicateurs publiés par l'Observatoire de l'Habitat, basés sur les prix annoncés, contribueraient à leur tour à la surévaluation du niveau des prix par rapport aux prix effectivement payés.

Toujours selon l'article de presse précité, la Chambre immobilière aurait demandé à Monsieur le Ministre de faire élaborer et publier des indicateurs de prix reproduisant plus sincèrement la réalité du marché immobilier luxembourgeois.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des critiques et revendications formulées par la Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à ces critiques? Quelles sont les suites que Monsieur le Ministre compte donner aux revendications de la Chambre immobilière?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il l'élaboration d'un indicateur des prix plus sincère, basé sur les prix effectivement pratiqués plutôt que sur les prix annoncés?

#### Réponse (12.3.2009) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

D'emblée, je tiens à rappeler que lors de ma conférence de presse du 5 février 2009 ont été présentés et commentés les indicateurs des prix de vente et de location annoncés relatifs au dernier trimestre 2008.

En ce qui concerne les propos formulés à cet égard par la Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l., force est de constater que c'est le vice-président de cette association qui fournit en personne la raison qui serait à l'origine de la surévaluation du niveau des prix annoncés par rapport aux prix payés lorsqu'il se plaint à plusieurs reprises que ce sont justement les clients-vendeurs eux-mêmes qui trop souvent obligent les agents immobiliers à demander aux clients-acheteurs un prix de vente excessif. Tant l'Observatoire de l'Habitat que atHome.lu ne font que refléter une tendance du marché dictée par les clients-vendeurs.

En ce qui concerne la publication des «Indicateurs des prix annoncés à la vente et à la location», ex-

plottés sur base des annonces immobilières relevées durant la première semaine de chaque mois dans la presse quotidienne et spécialisée ainsi que sur internet, les responsables de l'Observatoire ont bien conscience que les prix réels, notamment du segment des ventes immobilières, sont souvent inférieurs aux prix annoncés. D'ailleurs, l'Observatoire est persuadé que l'écart entre les prix annoncés et les prix payés est en moyenne relativement faible, soit d'environ 10%.

Quant à la méthode de calcul des indicateurs de prix annoncés pour la location et pour la vente de logements, elle a été améliorée depuis le début de l'année 2007, afin d'obtenir des résultats justement plus précis et plus fiables. Cette méthode, inspirée des travaux développés par la FNAIM (Fédération Nationale de l'Immobilier) en France, repose sur l'agrégation d'indices élémentaires pondérés, calculés à partir des valeurs moyennes des strates identifiées par segments et peut être consultée sur le site internet du Ministère du Logement ([www.logement.lu](http://www.logement.lu) sous «Observatoire de l'habitat», rubrique «Méthodologie sur les indicateurs des prix»).

Bien que les prix proposés publiés en euros courants (inflation comprise) et en euros constants fournissent une indication précieuse sur les tendances et les dynamiques du marché immobilier, c'est-à-dire une information qui, avant la création de l'Observatoire, faisait pratiquement entièrement défaut, il va de soi que l'Observatoire aimerait lui-aussi publier - et ce le plus tôt possible - les prix de vente effectivement payés plutôt que ceux annoncés.

Pour ce faire, plusieurs échanges de vues ont eu lieu au cours des derniers mois, notamment avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED), l'Administration du Cadastre et de la Topographie, la Chambre des Notaires et l'Administration des Contributions directes, au cours desquels est devenu apparente la grande difficulté de pouvoir dégager les prix de vente des objets immobiliers réellement enregistrés.

Ainsi, il s'est avéré que seulement 25% des transactions (cf. vente simple, par licitation, par adjudication, en état futur d'achèvement et autres) mises à disposition par l'AED à l'Observatoire fin 2008 renseignent de manière directe sur les prix, alors que dans 75% des cas, les transactions se composent de lots sous forme d'un prix globalisé rendant presque impossible la connaissance des prix des différents biens composant tel ou tel lot. En résumé, seulement un quart des transactions immobilières enregistrées sont donc directement statistiquement exploitables afin de connaître les prix de vente officiels.

Afin qu'à l'avenir, la publication des prix enregistrés puisse devenir une réalité, une réforme de la façon dont sont rédigés les actes notariés au Grand-Duché devrait imposer au vendeur d'un bien immobilier (ou d'une fraction de ce bien) de mentionner la superficie privative dans tous les documents relatifs à la vente, et au notaire de préciser la valeur de chaque bien immobilier composant l'acte. En procédant de la sorte, il serait possible de produire enfin des statistiques précises sur les transactions immobilières et donner une image claire et fidèle du marché immobilier dans notre pays.

Pour conclure, je voudrais rappeler qu'à mon avis la situation actuelle est très favorable pour l'investissement dans le marché immobilier en raison notamment des taux d'intérêt historiquement bas pour les emprunts hypothécaires, de l'offre de logements très élevée ainsi que des nouvelles mesures incitatives du Gouvernement en matière de logement.

**Question 3159** (19.2.2009) de **M. Henri Kox** (DÉI GRENG) concernant le **transport radioactif**:

Hier, la presse a révélé qu'un wagon transportant des déchets métalliques contaminé à l'isotope radioactif Cobalt 60 en provenance d'Allemagne arriva au Luxembourg en décembre 2008. Un dispositif de contrôle du rayonnement radioactif sur le site d'ArcelorMittal à Belval a identifié le wagon. La société l'a rapidement mis en quarantaine et alerté la Division de Radioprotection du Ministère de la Santé. Deux mois plus tard, le wagon est toujours sur notre territoire et des négociations sont en cours pour la reprise et le retraitement de la cargaison contaminée en Allemagne.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

- D'où proviennent exactement ces déchets métalliques? Est-ce que la cause et l'origine de la contamination sont connues?

- Combien de fois la Division de la Radioprotection a-t-elle été alertée d'incidents radioactifs similaires (transport/transit routier, ferroviaire, naval) en 2007 et 2008? Est-ce qu'il ne serait pas indiqué de publier ces statistiques en ligne ou dans le rapport annuel du ministère?

- Comment est-ce que des cargaisons contaminées peuvent-elles arriver jusqu'à Belval sans être découvertes avant, c'est-à-dire lors du départ, lors de transbordements ou lors d'un passage de frontière?

- De quels moyens est-ce que l'État dispose pour identifier des transports de matières radioactives non autorisées au préalable? Est-ce que l'État luxembourgeois possède des stations de contrôle de la radioactivité aux points d'entrée des marchandises (axes autoroutiers et ferroviaires, aéroport, Port de Mertert)? Dans la négative, est-ce que cela ne serait pas envisageable?

- Est-ce que le dispositif de contrôle radioactif d'ArcelorMittal est une obligation légale ou s'agit-il d'une mesure purement facultative?

- Quels instances ou organismes doivent obligatoirement être avertis en cas de tels incidents? Est-ce qu'il ne serait pas opportun d'intégrer également les communes concernées dans cette liste, vu que les citoyens s'y adressent souvent en premier lieu pour avoir des précisions?

**Réponse** (12.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire commence par poser la question de la provenance exacte des déchets métalliques contaminés, ainsi que celle de la cause de la contamination.

Mes services ont des contacts pratiquement journaliers avec les autorités allemandes pour reconstituer le chemin précis parcouru par le produit contaminé en Allemagne avant d'arriver au Luxembourg. Toutes les informations ne sont pas encore disponibles à l'heure actuelle, mais il semble bien que la contamination soit due à un incident qui s'est produit aux Indes en 2008.

En effet, au cours de l'année 2008, une source radioactive au Co-60 a été fondue dans une coulée d'acier auprès d'une entreprise de métallurgie aux Indes. Cette coulée d'acier contaminée n'a été ni sécurisée ni mise hors du circuit de vente, et le four contaminé n'a pas été mis hors service. Par contre l'acier contaminé a été dilué dans ce four avec de l'acier non contaminé, afin de diminuer les taux de contamination de la coulée initiale.

Par ce moyen des milliers de tonnes d'acier contaminées au Co-60 ont été produites et vendues à travers le monde.

En conséquence les détections d'aciers inoxydables contaminés au Co-60 se multiplient en Europe. Les taux de contamination varient entre 1 à 300 Becquerel par gramme. Le Luxembourg a été touché jusqu'à maintenant à deux reprises. En octobre 2008 la division de la radioprotection a été informée d'une possible contamination radioactive de boutons d'ascenseur, qui avaient été installés entre le 1<sup>er</sup> août et le 6 octobre 2008. Durant les mois d'octobre et novembre, le service a vérifié tous les ascenseurs concernés. En tout 17 boutons légèrement radioactifs ont été détectés et récupérés lors de cette action.

Le deuxième cas est celui auquel l'honorable Député fait allusion. Fin 2008 la division de la radioprotection a été prévenue par ArcelorMittal à Belval suite à une alerte à la radioactivité, déclenchée par un wagon chargé de ferrailles. Le wagon en provenance d'Allemagne a été isolé et sécurisé chez ArcelorMittal Differdange. Il contient 55 tonnes de copeaux ferreux contaminés au Cobalt 60.

L'honorable Parlementaire s'interroge encore sur la survenance d'incidents semblables en 2007 et 2008.

En 2007 la division de la radioprotection a été alertée quatre fois. Dans un cas, des supports métalliques contenant l'isotope radioactif Radium 226 ont été séparés. Les trois autres cas impliquaient essentiellement de la radioactivité naturelle.

En 2008 il y a eu sept incidents, à savoir trois détections de déchets hospitaliers contaminés, une détection d'uranium appauvri, une détection de radioactivité naturelle, ainsi que les deux incidents dont question plus haut.

Le nombre d'interventions des agents de la division de la radioprotection en relation avec la détection de radioactivité et d'autres incidents est publié annuellement dans le rapport d'activité de la division.

L'honorable Parlementaire aimerait encore savoir comment les cargaisons contaminées ont pu parvenir à Belval sans que la contamination ait été découverte antérieurement.

Depuis l'installation des premiers détecteurs de radioactivité en 1998 sur les sites ArcelorMittal le nombre d'incidents annuels a successivement diminué. Ceci est dans un premier temps dû au fait que la majorité des marchands de ferrailles se sont entre-temps équipés de tels détecteurs et peuvent donc éliminer tout produit radioactif à la base. Depuis les deux récents élargissements de l'Union européenne il y a de plus en plus de postes-frontière extérieurs qui se sont équipés de détecteurs de radioactivité, ce qui va certainement diminuer davantage la survenance de tels incidents, sans pour autant pouvoir les éviter complètement.

S'agissant des possibilités de détection de cargaisons contaminées, il faut savoir que la division de la radioactivité est équipée d'appareils de mesures mobiles pour détecter et analyser des produits radioactifs. Certaines unités de l'Administration des Douanes et Accises détiennent également des détecteurs mobiles. En plus tous les exploitants d'installations de recyclage de métaux se sont équipés de portiques pour détecter le rayonnement à l'entrée de leurs sites. ArcelorMittal a même installé un dispositif de détection au port de Mertert, mais le transport visé par l'honorable Parlementaire a été effectué par rail.

La mise en place de dispositifs de détection par les exploitants de sites susceptibles de recevoir des

métaux contaminés aux radiations n'est imposée par aucune réglementation. Quand le problème a commencé à se poser dans les années 90 les autorités ont préféré agir par persuasion et responsabiliser les exploitants, qui ont d'ailleurs tant intérêt à ne pas répandre la contamination sur leur site. Effectivement les quatre ou cinq exploitants concernés ont tous mis en place un dispositif de détection.

Finalement l'honorable Parlementaire pose la question des instances à avertir en cas d'incident.

Les voies de distribution des informations et alertes sont fixées dans les plans d'opération internes et varient légèrement en fonction du site, du moyen de transport et du niveau du rayonnement. Généralement l'ingénieur de garde informe immédiatement la division de la radioprotection, le médecin du travail et, le cas échéant, l'Administration des Douanes. Un agent de la division de la radioprotection se rend sur le site de l'incident pour analyser le risque et avertit, s'il le juge nécessaire, d'autres instances, notamment l'administration communale concernée. J'ai donné instruction à la division de la radioprotection de systématiser cette communication avec les responsables communaux lors d'événements comparables à ceux évoqués par l'honorable Député.

**Question 3160** (19.2.2009) de **Mme Martine Stein-Mergen** (CSV) concernant le **projet de coopération transfrontalière dans le domaine de la justice, ENDISPER**:

Le projet de coopération transfrontalière ENDISPER est un projet de recherche dont la finalité est la coopération et la complémentarité entre différentes organisations (organismes de formation et de recherche en Lorraine et au Luxembourg, structures pénitentiaires en Wallonie, Sarre, Rhénanie-Palatinat et Lorraine). Ce projet est centré sur la conception et la réalisation à moyen terme, par les opérateurs partenaires, de modules d'enseignement à distance au profit de personnes sous main de justice (centre de détention, maison d'arrêt). Il a plus particulièrement pour objectif d'analyser les conditions de mise en place du e-learning dans les structures pénitentiaires et de comparer les différentes expérimentations mises en place dans les pays de la zone transfrontalière. L'innovation de ce projet - par rapport aux formations déjà existantes - est que les modules d'enseignement seraient basés sur une personnalisation des contenus liée aux ressources multimédias pour l'enseignement à distance et une valorisation de l'expérience et des apprentissages passés.

Parmi les opérateurs-partenaires de ce projet figure - pour le Luxembourg - le Centre de Recherche Public Henri Tudor. Le Centre pénitentiaire de Schragg par contre n'a pas été choisi comme opérateur partenaire de ce projet, alors qu'il semble pourtant, plus que tout autre organisme, intéressé au développement de tels outils et autres projets destinés à favoriser notamment la réinsertion des détenus.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quelles sont les raisons pour lesquelles le Centre pénitentiaire de Schragg n'a pas été proposé en concertation avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor, comme partenaire du projet ENDISPER?

2. Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il aurait été dans l'intérêt des détenus que le Centre pénitentiaire de Schragg puisse participer à la mise en œuvre du projet précité?

3. Ne faudrait-il pas inclure le Centre pénitentiaire de Schragg parmi les opérateurs-partenaires?

4. En tout état de cause, quelles sont les propositions du Gouvernement en l'espèce?

**Réponse** (23.3.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

C'est avec grand intérêt et grâce à la présente question parlementaire que j'ai pris connaissance du projet de coopération transfrontalière ENDISPER.

Après avoir pris contact avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor, je confirme qu'aucune demande officielle n'a à ce jour été adressée au ministère de la Justice ou à l'administration pénitentiaire pour solliciter une participation dans ce projet.

Je suis cependant disposé à étudier la question d'un éventuel engagement du Centre Pénitentiaire de Luxembourg après qu'une telle demande nous sera adressée.

**Question 3161** (19.2.2009) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **ferraille radioactive découverte à Differdange**:

Selon des informations diffusées par la presse, de la ferraille radioactive aurait été découverte en décembre 2008 dans l'aciérie à Differdange.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées?

- Le matériel en question représente-t-il un danger pour la santé de la population?

- Dans quels délais le matériel sera-t-il enlevé?

- Étant donné que le bourgmestre est responsable de la sécurité sur le territoire de sa commune, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que l'administration communale devrait être informée lors d'incidents avec du matériel radioactif?

**Réponse commune** (12.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Fin 2008 la division de la radioprotection a été prévenue selon la procédure en vigueur par ArcelorMittal à Belval suite à une alerte à la radioactivité, déclenchée par un wagon chargé de ferrailles. Le wagon en provenance de l'Allemagne a été isolé et sécurisé chez ArcelorMittal Differdange. Il contient 55 tonnes de copeaux ferreux contaminés au Cobalt 60.

L'isotope radioactif Cobalt 60 fait partie intégrante de la matrice métallique des copeaux. Un risque d'une contamination de l'environnement voire de dispersion des substances radioactives dans l'air peut donc être exclu. L'activité spécifique et l'activité totale sont relativement faibles de sorte qu'il y a seulement une légère augmentation du rayonnement à une proximité de quelques mètres du wagon. Aussi le type de rayonnement émis par le Cobalt 60 ne permet pas d'activer des matières qui l'entourent. Il en résulte qu'il n'y avait en aucun moment un risque quelconque pour la santé de la population et des travailleurs lors du transport et pendant le séjour sur le site industriel en question.

Bien que le retour du chargement radioactif vers l'Allemagne soit garanti, plusieurs aspects logistiques relatifs au transfert et au traitement

restent à clarifier. Une solution pratique pour le traitement du matériel en Allemagne doit être proposée par l'expéditeur allemand aux autorités allemandes compétentes en la matière avant la fin du mois de mars. Le retour du matériel est attendu pour la mi-avril.

Les voies de distribution des informations et alertes sont fixées dans les plans d'opération interne et varient légèrement en fonction du site, du moyen de transport et du niveau du rayonnement. Généralement l'ingénieur de garde informe immédiatement la division de la radioprotection, le médecin du travail et, le cas échéant l'Administration des Douanes et Accises. Un agent de la division de la radioprotection se rend sur le site de l'incident pour analyser le risque et notifie, s'il le juge nécessaire, d'autres instances comme notamment l'administration communale.

J'ai donné instruction à la division de la radioprotection de systématiser cette communication avec les responsables communaux lors d'événements comparables à ceux évoqués par l'honorable Député.

**Question 3166** (20.2.2009) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant les **cotisations sociales des femmes de ménage:**

Au dernier relevé semestriel des cotisations sociales envoyé aux patrons qui emploient des femmes de ménage, il est marqué que l'assuré a été déclaré «sorti de la caisse» le 31 décembre 2008.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- S'agit-il d'une erreur et si oui à quoi cette erreur est-elle due?

- Est-ce que le personnel peut toujours être considéré comme assuré?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend informer les employeurs dans les meilleurs délais, car le numéro d'appel téléphonique figurant sur le bulletin semble être débordé?

**Réponse** (12.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Dans le cadre de l'introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé, l'ensemble des employés et des ouvriers en service enregistrés auprès du Centre commun de la Sécurité sociale ont été désaffiliés à la date du 31 décembre 2008 et réaffiliés de suite avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Cette opération, rendue nécessaire pour des raisons purement techniques, n'a pas eu la moindre incidence ni sur les obligations de déclaration et de versement des cotisations sociales des employeurs, ni sur les droits aux prestations sociales des salariés. Pour cette raison, aucune information ne leur a été envoyée.

**Question 3167** (20.2.2009) de **M. Claude Adam (DÉI GRENG)** concernant l'**examen-concours pour instituteurs:**

L'accès à la fonction d'instituteur est réglé par un concours d'admission à la fonction. Les procédures de nomination et d'affectation à un poste d'instituteur ont changé avec le vote des nouvelles lois portant organisation de l'enseignement fondamental.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

- L'examen-concours étant aussi un instrument de planification des besoins en personnel enseignant, est-ce que les jeunes brevetés qui se soumettent à cet examen s'engagent automatiquement à occuper un poste d'instituteur en cas d'un classement en rang utile?

- Est-ce correct que la réussite de l'examen-concours et le classement utile ne sont valables que pour la seule année scolaire pour laquelle l'examen-concours a été organisé? Est-ce que la possibilité de se porter candidat à l'examen-concours est illimitée pour les instituteurs et Institutrices dûment brevetés?

- Les jeunes brevetés qui ont reçu leur première nomination sur la deuxième liste ont-ils le droit, avant même d'exercer véritablement leur profession, de demander un congé sans traitement pour des raisons personnelles ou professionnelles vu qu'ils tombent désormais sous le régime du stage pour une durée de deux ans?

**Réponse** (18.3.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

1. La participation en soi à l'examen-concours ne constitue pas un engagement. Mais le candidat qui s'est classé en rang utile et qui ne souhaite pas être nommé perd son rang. Cela signifierait qu'il devrait refaire le concours ultérieurement. Le cas semble peu probable.

2. L'article 5 de la loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental à laquelle la Chambre des Députés a donné son assentiment le 21 janvier 2009 stipule que le classement des candidats à l'issue du concours vaut pour l'année subséquente; il n'est donc pas valable pour les années qui suivent.

3. Le nombre de participations d'un candidat au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur n'est pas limité.

Les jeunes fonctionnaires ayant reçu leur première nomination d'instituteur peuvent demander un congé sans traitement selon les règles tracées par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

**Question 3169** (24.2.2009) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant les **avances de cotisations à verser par les employeurs au titre de l'assurance-maladie et de l'assurance-pension:**

D'après mes informations, les avances de cotisations à verser par les employeurs au titre de l'assurance-maladie et de l'assurance-pension sont calculées à partir du revenu professionnel des assurés du mois de décembre. Or, au mois de décembre de nombreux assurés touchent un treizième mois voire des primes et gratifications qui ne font pas partie de leur revenu professionnel «normal».

En cette période d'instabilité financière et économique, de nombreuses entreprises rencontrent des problèmes de trésorerie et se demandent s'il ne serait pas plus juste que les avances soient calculées sur les revenus professionnels du mois de novembre, qui eux ont l'avantage de ne pas comporter de revenus complémentaires ou de récompenses, quitte à ce que les entreprises versent en fin d'année, lors du décompte annuel final, les montants qui sont encore éventuellement dus.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les raisons qui justifient qu'on prenne comme assiette pour le calcul des avances des cotisations à verser par les employeurs, les revenus professionnels du mois de décembre?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait plus juste et économiquement plus raisonnable de prendre comme assiette pour le calcul des avances des cotisations à verser par les employeurs, les salaires du mois de novembre voire ceux auxquels aucun complément, aucune prime ou gratification n'a été versé?

- En tout état de cause, quelle solution le Gouvernement préconise-t-il afin de tenir compte des difficultés de trésorerie des entreprises?

**Réponse** (12.3.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Conformément au règlement grand-ducal du 28 janvier 1987 concernant la perception des cotisations de sécurité sociale par le Centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations, les cotisations sociales sont réclamées sous forme d'avance pour le mois précédant celui au cours duquel l'extrait de compte est émis, sous réserve d'une régularisation au cours du mois suivant, sur base des rémunérations déclarées par l'employeur pour le mois de cotisation. L'avance correspond toujours au montant des cotisations facturées pour le mois précédent.

Exemple: l'extrait de compte émis au mois de mars 2009 régularise les cotisations réclamées sous forme d'avance pour le mois de janvier 2009, sur base de la déclaration des salaires payés pour le mois de janvier 2009, et comptabilise le même montant à titre d'avance pour le mois de février 2009.

Le phénomène consistant à enfler l'avance pour janvier 2009 du fait qu'elle équivaut à la cotisation définitive comptabilisée pour décembre 2008, sur base de l'assiette de cotisation de décembre 2008 comprenant une part importante d'éléments de rémunération non périodiques, va ainsi être neutralisé avec l'extrait de compte de mars 2009.

**Question 3174** (24.2.2009) de **M. Camille Gira (DÉI GRENG)** concernant la **chasse organisée au «Gréngewald»:**

Récemment les médias ont relayé qu'une chasse devrait être organisée au Gréngewald, afin de combattre la surpopulation des sangliers dans cette forêt. Comme il est prévu d'ouvrir cette forêt au public et étant donné qu'il s'agit d'une chasse à l'intérieur d'un terrain cloisonné, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'il a été procédé à un comptage du gibier, notamment des sangliers. Si oui, quelle est la densité de la population à l'intérieur du terrain en question?

- Est-ce que le nourrissage et l'appâtage ont été abandonnés avec la décision de transférer la charge de l'entretien de la forêt à l'État?

- Combien de sangliers ont été tués en 2007, 2008 et 2009 respectivement?

- Qui sont les organisateurs de cette chasse, comment sera-t-elle financée et quel type de chasse est prévu?

- Quel est le quota de sangliers à abattre?

- Comme la chasse aura lieu à l'intérieur d'un terrain cloisonné, est-ce que d'autres animaux risquent d'être tués, blessés ou dérangés?

- Est-ce que des contrôles sont prévus durant cette chasse? Si oui,

par qui et comment se présenteront ces contrôles concrètement?

- Est-ce qu'on peut s'attendre à un effet à long terme en ce qui concerne la régulation de la population des sangliers?

**Réponse** (11.3.2009) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

- Avant la chasse organisée dans l'enclos du Grunewald en date du 11 février 2009, le cheptel a été estimé à une cinquantaine de sangliers.

- Le nourrissage et l'appâtage ont été abandonnés avec la décision de la concession du droit de superficie à l'État.

- Lors de la chasse du 11 février 2009, 16 sangliers, à savoir 7 mâles et 9 femelles, ont été tirés.

- Les résultats des chasses précédentes ne sont pas à la disposition de l'État comme ne relevant pas de sa compétence.

- La chasse du 11 février a été organisée par l'Administration des Eaux et Forêts, de concert avec l'Administration des Biens de S.A.R. le Grand-Duc.

- Il n'y a pas eu de charges supplémentaires aux frais du personnel de l'État engagé lors de la chasse. Le gibier a été vendu au profit de la Caisse générale de l'État. Le type de chasse choisi et pratiqué a été celui de la battue de contrôle.

- Le but de la chasse était celui de tirer un maximum de sangliers tout en ménageant les laies meneuses et les laies suitées.

- Il n'y a pas eu de dommages collatéraux concernant d'autres espèces non ciblées.

- Durant la chasse, des comptages des espèces sanglier et chevreuil ont eu lieu. Au total 33 sangliers et 50 chevreuils ont pu être dénombrés.

- Le but de la chasse était une réduction adéquate du cheptel de sangliers avant l'ouverture définitive de l'enclos. Ce but a été atteint.

**Question 3178** (24.2.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)** concernant les **paiements de l'État:**

En ces temps de crise économique le Gouvernement se veut d'aider les entreprises notamment en accélérant certaines procédures. Or, il me revient qu'en fait c'est le contraire qui se passe surtout quant au délai de paiement des mensualités, des avances et des factures dues à des entreprises et associations.

Ainsi le délai de paiement usuel a doublé ainsi que j'ai pu le noter dans plusieurs cas et ce alors que ces factures où ces avances n'ont soulevé aucun problème particulier.

Or, les paiements différés de l'État causent des problèmes graves de trésorerie aux entreprises et associations concernées qui dans certains cas ont même dû recourir à un emprunt court terme.

Par ailleurs l'Administration des Contributions directes et l'Administration de l'Enregistrement et d'autres organismes étatiques semblent au contraire accélérer le recouvrement des créances dues à l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelles sont les raisons qui font que les délais de paiement de l'État se sont allongés depuis novembre 2008?

2. Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour faire en sorte que les factures, avances et autres créances du secteur privé

envers l'État soient payés endéans les 30 jours?

3. Le Gouvernement entend-il déposer un projet de loi mettant en compte, automatiquement, à l'issue d'un délai de 30 jours, des intérêts de retard au profit des créanciers de l'État?

4. Étant donné que l'État créancier accélère le recouvrement de ses créances, le Gouvernement envisage-t-il de déposer un projet de loi permettant et régulant la compensation des créances de l'État envers une entreprise avec les créances de cette entreprise avec l'État?

**Réponse** (17.3.2009) de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

En réponse aux différentes questions posées par l'honorable Député, il y a lieu de relever tout d'abord que les administrations concernées n'ont pas constaté, en général, de rallongement des délais de paiement ces derniers mois. Il y a lieu de rappeler que chaque département ministériel est seul responsable pour le paiement des factures lui adressées. Le Gouvernement souhaite que les factures soient réglées dans les délais usuels en matière commerciale et invite l'honorable Député à notifier directement les problèmes constatés par lui aux ministres compétents pour qu'ils puissent examiner la situation concrète.

En ce qui concerne les délais de paiement et les intérêts de retard, il existe déjà un cadre législatif, à savoir la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard - portant transposition de la Directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et - abrogeant la loi modifiée du 23 juin 1909 ayant pour objet de faire courir de plein droit l'intérêt en faveur des créances de l'artisan et du détaillant et la loi du 22 février 1984 relative aux taux de l'intérêt légal.

Finalement, concernant la compensation le droit commun s'applique.

**Question 3182** (25.2.2009) de **Mme Colette Flesch (DP)** concernant le **secret bancaire:**

Selon la presse, le Ministre aurait plaidé en faveur d'une redéfinition du secret bancaire.

- Le Ministre peut-il confirmer que tel a été son propos?

- Quelle serait, selon le Ministre, la nature d'une telle redéfinition?

- Quels en seraient les éléments et les paramètres?

**Réponse** (16.3.2009) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

1. Une invitation de parlementaires suisses m'avait été adressée pour débattre en date du 22 février au Bundesrat à Berne des relations politiques entre l'UE et la Suisse.

2. Or, ce jour coïncida avec le grand débat sur l'arrangement entre la Banque suisse UBS et les autorités américaines (Department of Justice), et donc sur l'essence même du secret bancaire en Suisse.

3. Dans une interview que j'ai accordée le même jour au journal «Sonntag», j'ai clairement souligné que le secret bancaire n'était pas mort suite à cet arrangement, mais que des conséquences seront inévitables pour la portée du secret bancaire.

4. En préconisant une redéfinition du secret bancaire au Luxembourg et parallèlement en mettant davantage l'accent sur la compétence de notre place financière, mon intention consistait à adapter le secret

bancaire à la réalité telle qu'elle se présente. D'ailleurs, dans le cadre des travaux préparatoires de la Commission parlementaire spéciale «Crise économique et financière» de la Chambre des Députés, cette vue des choses semble se mettre au diapason de mon appréciation.

5. En décidant en date de ce jour de conclure dorénavant des conventions bilatérales de non-double imposition conformément au modèle de convention de l'OCDE, le Gouvernement s'oriente dans la même direction.

**Question 3191** (4.3.2009) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **détecteur de drogues au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)**:

Au cours de la dernière nuit un détenu du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) est décédé dans sa cellule. Selon les informations diffusées par les médias, la personne serait décédée suite à une overdose.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans sa réponse à ma question parlementaire du 17 septembre 2008 au sujet du détecteur de drogues installé au CPL, Monsieur le Ministre avait fait savoir que l'utilisation de l'actuel détecteur pour la recherche systématique s'était avérée difficile et que, par conséquent, son remplacement par un détecteur de la toute dernière génération s'imposait (cf. *compte rendu N°1/2008-2009 - question parlementaire N°2823*). J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre si le nouveau détecteur a déjà pu être mis en place. Dans la négative, quelles sont les raisons qui retardent son installation?

**Question 3193** (5.3.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant la **consommation de drogues au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)**:

La presse fait état du fait qu'un jeune homme de 20 ans serait décédé à la prison et que sa mort pourrait être due à une overdose.

À plusieurs reprises je vous ai fait savoir mon inquiétude face au laxisme des responsables de la prison en matière de drogues et de l'abus systématique de médicaments à la prison et je vous ai fait des propositions pour lutter contre ce fléau notamment en organisant des contrôles non seulement des visiteurs mais aussi du personnel, au niveau de la manière d'organiser les fouilles des cellules, de gêner le trafic financier, le brouillage des téléphones portables utilisés pour effectuer les commandes de drogue etc..

Monsieur le Directeur de la prison a lui-même reconnu un trafic important dans la prison et pourtant rien n'est fait pour y remédier d'une façon efficace. Un rapport de la Commission européenne d'août 2001 fait état de 36% de prisonniers sous l'empire de la drogue, soit un des pourcentages les plus élevés d'Europe.

Une pétition datant de quelques années du prisonnier M. contresigné par 30 détenus demandant votre aide dans la lutte contre les trafiquants a eu pour seule réaction que le détenu a été lourdement sanctionné et placé en cellule d'isolement.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Pouvez-vous confirmer la mort d'un jeune par overdose à la prison?

2. Combien de détenus ont succombé voire ont failli succomber à une overdose ou à un abus de médicaments durant les douze derniers mois?

3. Quelles sont les drogues utilisées dans les cas susmentionnés?

4. Combien de personnes ont été arrêtées pour trafic de drogues et quelles quantités ont été saisies durant les douze derniers mois alors que l'importation de drogues journalière atteint le kilo?

5. Quelles mesures ont été prises voire seront prises pour amplifier la lutte contre le trafic de drogues dures dans la prison? Le Gouvernement a-t-il l'intention d'émettre une circulaire pour définir les moyens de lutter contre le trafic et la consommation de drogues et surtout de définir les moyens de prévention?

**Réponse** (20.3.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

1. En date du 4 mars 2009 vers 6.50 heures, un condamné âgé de 20 ans a été trouvé mort dans sa cellule. Le parquet de Luxembourg a ouvert une enquête et a fait procéder à une autopsie pour voir déterminer la cause du décès. Les résultats de l'enquête toxicologique ne sont pas encore connus.

2. La procédure pour l'acquisition par marché négocié d'un nouveau détecteur de stupéfiants est en voie de finalisation.

3. Durant les douze derniers mois, aucun décès par overdose n'a été à déplorer.

Du 1<sup>er</sup> mars 2008 au 1<sup>er</sup> mars 2009, 197 personnes ont été admises au CPL pour trafic de drogues.

0,5 gr d'héroïne, 22,8 gr de haschisch et 26,4 gr de marijuana ont été saisis au sein du CPL pendant cette période.

4. Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues dures, et plus généralement contre les infractions contre la législation sur les stupéfiants, l'administration pénitentiaire coopère étroitement avec le service de police judiciaire et fait notamment intervenir régulièrement la brigade canine. Toutes les infractions constatées sont signalées au parquet.

**Question 3199** (6.3.2009) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant l'**Airbus A400M**:

Déi zimlech penibel Geschicht vun de Panne bei der Entwécklung vun deem neie Militärtransportflieger A400M léisst bei enger Partie Leit d'Hoffnung opkommen, datt dësen deiere Fliger um Enn awer net gebaut gëtt an et domat zu enger erfreelecher Entlaaschtung vun eisem Budget kënn kommen.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wat sinn allgemeng d'Absichte vun der Regierung an dëser Saach? Ass d'Regierung gewëllt um Kaf vun dësem Fliger festzehalen, och wann en um Enn sollt méi deier ginn, wéi am Kontrakt festgehalten ass?

2. Ënner wat fir Konditiounen ass de Lëtzeburger Stat fräi, fir de Kafkontrakt opzekënnegen?

3. Wéi vill ass bis elo fir dat Lëtzeburger Exemplar bezuelt ginn, a wou stinn dës Souen dëse Moment?

4. Besteet d'Méiglechkeet, fir dës Souen zréckzekeréieren oder muss de Lëtzeburger Stat och fir d'Entwécklungskäschte bezuelen, wann nëischt aus dem Fliger gëtt, respektiv aus dem Lëtzebuerg géif legal aus dem Kontrakt eraustrieden?

5. Wéi héich sinn déi zousätzlech Käschten, déi bis elo ugefall sinn, zum Beispill fir d'Ausbildung vun den zukünftige Piloten?

**Réponse commune** (13.3.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense*:

1. Dës Woch ass eng Réunioun zu Prag ënner Ministeren an deem vum honorabelen Deputéierten

ugeschwaten Dossier. D'Ministere vun de Länner, déi sech un dësem Projet bedeelegen, sinn am regelméissege Kontakt. Déi zoustänneg Chamberskommissioun ass dësen 9. März iwwert den Dossier informéiert ginn a si wäert weider Informatiounen no der Réunioun vu Prag kréien.

Am Résumé ass et esou, datt den A400M e wichtegen industriellen europäesche Projet ass fir d'Entwécklung vun enger europäescher Loffahrt an d>Weiderentwécklung vun der europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik. En entsprécht des Weideren engem reellen internationale militäresche Besoin, zum Beispill am Kader vun humanitären Interventiounen. Et gesäit den Ament esou aus, ouni Prag wëlle virzegräifen, wéi wann d'Tendenz wier, datt op d'mannst een Deel vun den Acheteure preliminar der Meenung sinn, dass fir den Ament den Délai fir d'Opléisung vum Vertrag em e puer Méint soll verlängert ginn.

2. Wéi an der éischter Äntwert exposéiert, deit villes drop hin, datt dës Woch eng Décisioun geholl gëtt, duerch déi den Délai, fir de Vertrag opzeléisen, verlängert wäert ginn.

3. Bezuelte si 27 Milliounen Euro. Dës beinhalten haaptsächlech Développementskäschten déi Airbus zoustinn.

4. D'Regierung wëll net spékuléieren am Hibleck op eng Vertragsoppléisung, an dofir ass et och schwierig sech elo hei an esou eng Hypothese ze placéieren. Sollt déi Hypothese sech trotzdem konkretiséieren, ass et esou, datt fir d'éischt wäerte Konsultatiounen mat deenen aneren Acheteure stattfannen.

5. Zousätzlech Käschte fir d'Ausbildung vu Pilote si bis elo keng ugefall. Déi Pilote sinn an hirer normaler Formatioun op der Offiziéeschoul zu Bréissel.

**Question 3201** (9.3.2009) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant les **analyses sur dégâts apparus sur des immeubles annexes du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA)**:

Suite à ma question urgente N°2897 du 13 octobre 2008 relative aux dégâts apparus sur certains immeubles annexes du MNHA lors de projets de rénovation de l'îlot A (cf. *compte rendu N°2/2008-2009 - réponse orale*), Monsieur le Ministre des Travaux publics avait répondu que des examens techniques seraient menés sur place afin de révéler les origines de l'incident et l'étendue des dégâts:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations sur les résultats de ces analyses ainsi que sur les origines et l'étendue des dégâts?

- Est-ce que les travaux de réparation sont entre-temps achevés et la sécurité rétablie?

**Réponse** (7.4.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Claude Adam, relative au Musée National d'Histoire et d'Art, il y a lieu de préciser que suite aux fissures constatées dans les bâtiments de la section «Vie Luxembourgeoise» du MNHA et qui en ont entraîné la fermeture au public par mesure de précaution, le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville, propriétaire des immeubles concernés, a diligenté une expertise par les soins d'un bureau d'études.

D'après le rapport de ce bureau, la grande majorité des fissures et les affaissements de planchers ne sont pas récents et ont notamment pour cause une mise en charge im-

portante des planchers en bois. À condition que les planchers soient déchargés - ce qui a été fait entre-temps - l'expert conclut à ce qu'il n'existe pas de problème de stabilité.

En outre, l'expert conseille une réflexion de fond tendant à un assainissement général et à une mise en conformité des immeubles en cause. À noter en effet que ces bâtiments n'ont plus fait l'objet d'une rénovation depuis leur reconversion en musée dans les années 1970.

À la demande du Musée National d'Histoire et d'Art, l'Inspection du Travail et des Mines a inspecté les lieux et a proposé de collaborer à l'élaboration d'un concept de mise en sécurité des bâtiments, ceci en concertation avec les autres intervenants tels que les services compétents de la Ville, le Service de Sécurité dans la Fonction publique.

D'après l'ITM, dans la configuration actuelle des bâtiments, les niveaux 0, 1 et 2 peuvent sous certaines conditions être ouverts au public.

**Question 3204** (9.3.2009) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant l'**approvisionnement en médicaments**:

Nos pharmaciens reçoivent les médicaments destinés aux patients du Grand-Duché par l'intermédiaire de grossistes répartiteurs luxembourgeois qui les achètent à 80% environ en Belgique, les 20% restants provenant essentiellement de l'Allemagne et de la France.

Depuis un certain temps déjà, des laboratoires implantés en Belgique auraient décidé de contourner leurs médicaments destinés au Grand-Duché. Selon certains pharmaciens, ceci provoque régulièrement des pénuries dans notre approvisionnement avec certains médicaments importants (traitements du cancer, thromboses, maladie de Parkinson etc.). Ces phénomènes inquiétants auraient par ailleurs tendance à augmenter.

Ceci est d'autant plus incompréhensible que les besoins précis du Grand-Duché sont parfaitement établis grâce aux chiffres dont dispose la Caisse Nationale de Santé.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de ces problèmes?

- Quelle est la raison du contingentement pratiqué par ces laboratoires fournisseurs implantés en Belgique?

- Quelles mesures allez-vous prendre pour résoudre ce problème dans les meilleurs délais?

**Réponse** (6.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire fait état d'une pénurie en médicaments essentiels, utilisés pour le traitement du cancer, des thromboses ou encore de la maladie de Parkinson, qui serait apparue suite à une pratique de contingentement de la part de fournisseurs établis en Belgique.

Il y a eu effectivement, il y a quelque temps, des problèmes d'approvisionnement passagers pour certains médicaments. Les classes de médicaments citées par l'honorable Parlementaire n'étaient pas concernées par ce problème.

Les grossistes très vigilants ont informé immédiatement mes services. Sur notre intervention la situation a été très vite régularisée.

À aucun moment il n'y a eu un problème pour un malade, aucun médicament vital et essentiel et irremplaçable n'est venu à manquer.

Le problème provient du fait que certains fabricants de médicaments

établis en Belgique ont, en vue de programmer leur distribution, chargé une société commerciale indépendante de collecter des données sur les ventes de leurs produits par les grossistes approvisionnant les pharmacies dans les différents États membres. Sur base de ces données ces fabricants font des prévisions pour leurs distributions futures dans ces pays.

Pour le Luxembourg les chiffres absolus sont très peu élevés, d'où des divergences relatives plus prononcées d'une période à une autre, avec un risque accru d'un approvisionnement insuffisant.

**Question 3231** (17.3.2009) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **déclarations du Ministre des Finances allemand et du Président du Parti social-démocrate allemand**:

Dans le contexte de la lutte contre les soi-disant paradis fiscaux, le Ministre des Finances allemand («Es hat nie eine schwarze Liste gegeben. Es ist nur ein Instrument gewesen, um die Indianer in Angst und Schrecken zu versetzen.») et le Président du Parti social-démocrate allemand («Früher hätte man dort Soldaten hingeschickt. Aber das geht heute nicht mehr.») ont fait des déclarations assez belliqueuses à l'égard des pays visés. Ces déclarations ont provoqué de vives réactions dans les pays concernés. Ainsi, la Suisse a, par exemple, demandé de la part de l'ambassadeur allemand des explications supplémentaires à propos de ces déclarations.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Messieurs les Ministres ont-ils pris connaissance des déclarations susmentionnées? Si oui, comment le Gouvernement entend-il réagir? Est-il notamment prévu d'adresser une note de protestation à l'ambassadeur allemand? Dans la négative, quels seraient les motifs d'une telle décision? Faudrait-il dans ce cas admettre que le Gouvernement partageait les propos des politiciens allemands?

**Réponse commune** (31.3.2009) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

À l'instar de nombreux Luxembourgeois, nous étions choqués par les déclarations reprises dans votre question. Dans nos contacts avec la Chancelière allemande ainsi qu'avec nos collègues Ministres des Affaires étrangères et des Finances de Berlin, tout comme avec le Président du Parti social-démocrate allemand (SPD), nous avons fait part de la désapprobation du Gouvernement luxembourgeois à l'égard de ce dérapage de langage. Nous n'avons pas manqué d'informer nos interlocuteurs de l'indignation que ces propos avaient suscité au Luxembourg, même s'ils ne visaient pas explicitement notre pays.

Nous leur avons réitéré la position bien connue du Gouvernement que le Luxembourg ne peut pas être considéré comme paradis fiscal et qu'aucun État membre de l'Union européenne appliquant les règles de celle-ci ne doit figurer sur des listes de pays non coopératifs en matière fiscale.

Nos interlocuteurs nous ont rassurés que la pertinence de nos arguments était comprise et respectée par les autorités allemandes.